



John Adams Library,



IN THE CUSTODY OF THE
BOSTON PUBLIC LIBRARY.



SHELF N^o

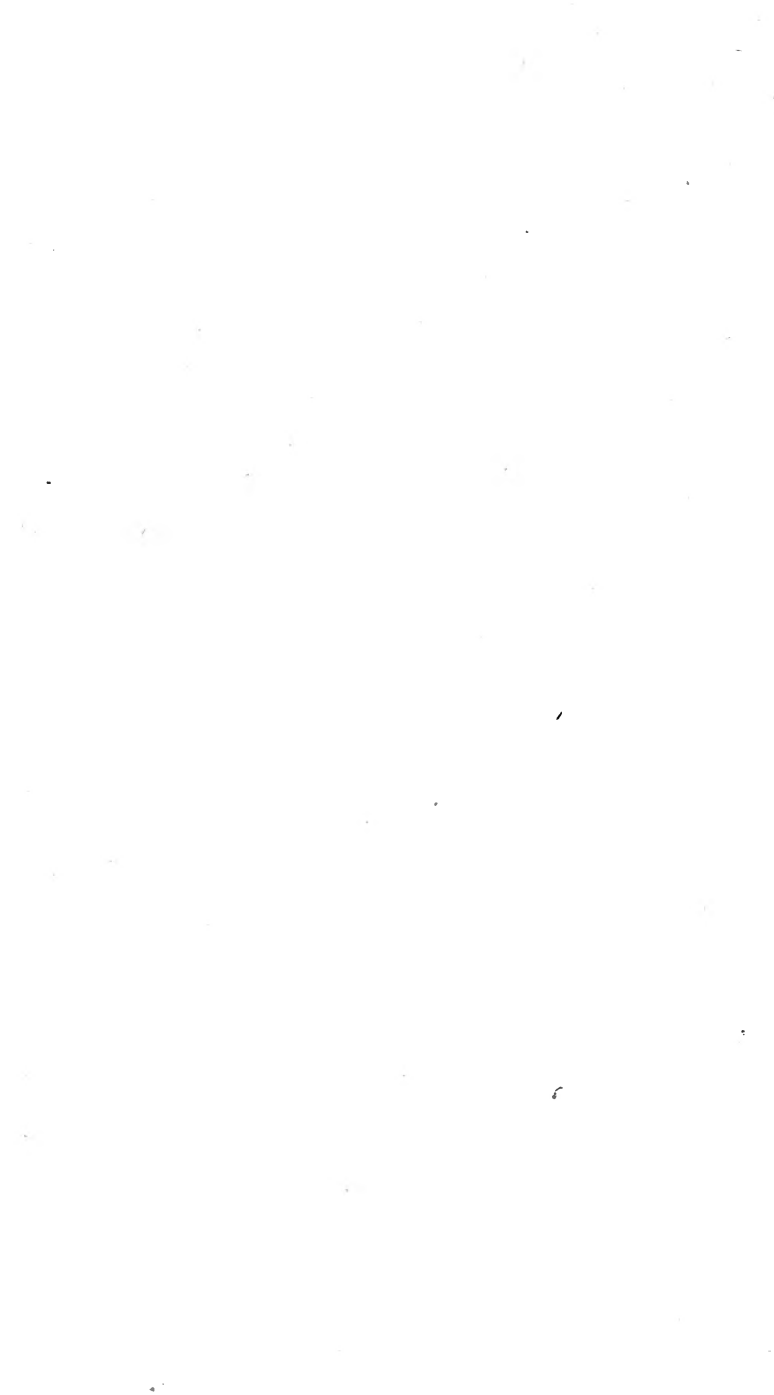
★ ADAMS

222.11

v. 3







000000

1

ADAMS 222.11

2.3 B

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

N^o. LIII. LUNDI, ce 11 FEVRIER, 1782.

CHAPITRE XLIV.

Sur les intérêts actuels de la République.

La situation critique & vraiment dangereuse où se trouve la Patrie, est trop connue, pour qu'il soit nécessaire d'en rapeler le triste & douloureux tableau. La détermination & la conduite de la République dans cette crise délicate, peuvent influer sur son existence même; & personne ne pouvant ignorer quelle influence Amsterdam a par la supériorité de sa puissance & de ses richesses, sur les autres membres de la confédération, toute la nation a naturellement les yeux fixés sur cette ville. Ce ne sont

pas seulement les regards sévères de la nation , parce qu'elle est malheureuse , inquiète & mécontente , qui s'arrêtent sur elle ; mais la postérité , encore plus impartiale & plus courageuse , cherchera dans sa conduite avec une curiosité encore plus sévère , les causes des événemens présens.

Qui pourra jamais ignorer qu'Amsterdam a joué & doit jouer encore un rôle frappant dans la situation importante où se trouve la République ? Ainsi tous les traits de la conduite de ceux qui se seront trouvés à la tête de cette grande ville dans ces années critiques , seront examinés , pesés & jugés.

Illustres membres du corps politique , on attend de vos vertus , de votre patriotisme & de votre ardeur pour la liberté , que vous soutiendrez la gloire de vos prédécesseurs , qui se sont principalement signalés , dans les circonstances embarrassantes où se trouvait la République. Les annales de la Patrie transmettront à la dernière postérité tout ce que vous aurez fait de mémorable dans ces conjonctures. Vos principes , votre courage , nous assurent que rien ne vous effrayera , dès qu'il s'agira de l'avantage & de la gloire de l'Etat. La ville , la Province , la République entière espère qu'une attente aussi légitime ne fera pas vaine.

Jamais des têtes profondes , fermes , vigoureuses , n'ont été plus nécessaires à la République. Les corps politiques ressemblent , à plusieurs égards , aux corps humains ; les maladies des uns & des autres sont sujettes à des crises : ce moment terrible décide de la vie ou de la mort. La République est actuellement dans cette crise. Les assemblées d'Etat , les principaux Chefs , ne cessent de faire retentir cette alarmante

mante vérité. On indique des 'ressources , des remèdes : pourquoi ne font-ils pas adoptés ?

Il nous en reste trois entre les mains ; & il n'en est aucun , dont les effets ne soient sûrs , avantageux , importans. Le premier est apelé à grands cris par les vœux de la nation. C'est une alliance offensive & défensive avec la France , & le concert des opérations militaires avec elle.

Comme les deux autres paraissent avoir moins exercé l'attention publique , nous les rapellerons avec plus d'étendue & de force ; quoique nous les ayons déjà indiqués.

C'est une vérité reconnue , que l'Angleterre ne se soutient plus par ses ressources ordinaires & annuelles ; mais qu'elle est obligée d'accumuler des emprunts énormes qui excèdent beaucoup ses facultés. C'est une seconde vérité non moins incontestable , qu'il ne tiendrait qu'aux Hollandais de ruiner ces ressources , en faisant écrouler ce crédit. Ils n'ont qu'à ne plus verser de capitaux dans les nouveaux emprunts qui doivent s'ouvrir en Angleterre ; ils devrait même se faire quelque conjuration patriotique , suivant laquelle tous les citoyens , soupçonnés d'avoir des fonds à placer , s'engageraient à n'en pas envoyer en Angleterre. Heureux si le plan qui se trouve dans les Résolutions de la ville d'Amsterdam & dont Guillaume IV. d'heureuse mémoire , avait eu l'idée , favoit , d'ériger un college ou chambre de commerce , eût réussi ! Une pareille société , chargée naturellement de proposer au Souverain & à la Nation , tout ce qui peut tenir à des objets de commerce & d'économie politique , aurait exposé les meilleurs moyens d'effectuer une opération aussi salutaire à l'Etat.

Les Hollandais pourraient encore , a-t-on déjà proposé , faire un pas de plus. Que deviendrait le prix des fonds Anglais , si nos capitalistes se déterminaient à en sortir ? Comment la circulation annuelle se ferait elle , si l'Angleterre se voyait privée de son or par les remises immenses qu'il faudrait faire en Hollande pour payer le montant des capitaux que les Hollandais auraient vendus. Les effets de ces deux opérations paraissent infaillibles aux plus habiles spéculateurs. Tout ce qui peut ôter à l'Ennemi les moyens de poursuivre la guerre & le mettre dans la nécessité de faire une prompte paix , ne doit jamais échapper aux yeux de Souverains éclairés & patriotes.

Le troisième moyen est une alliance avec cette nouvelle République , formée comme la nôtre par l'amour de la liberté. Le sort de l'Amérique , fixé depuis le moment où elle se déclara indépendante , prend tous les jours une consistance plus solide , un aspect plus imposant. Cette branche , arrachée pour toujours du tronc paternel , commence à devenir un arbre majestueux. Tous les efforts de l'Angleterre ne servent qu'à augmenter son développement & à accélérer sa gloire. Les avantages immenses que l'Angleterre tirait du droit exclusif de s'approprier le suc de cette branche , sont ouverts à l'univers entier. Quelle nation a plus d'espoir d'y prétendre que celle qui , par l'abondance de l'argent , l'intelligence de ses négocians , & la grandeur de sa marine marchande , est en état d'y faire le plus de spéculations ?

C'est ici que commence à se développer la conduite sublime de la France que des esprits de mauvaise humeur cherchaient à rabaisser & que les événemens semblaient aussi condamner. Actuellement le politique l'admire , le Hollandais
la

la craint, l'homme sensible desire qu'elle tourne au bien de l'humanité. Voyez-la depuis cinq ans soutenant, à peu près seule, ces nouvelles Républiques; croyez-vous que la gloire brillante d'être la seule à défendre cette indépendance ne la flatte pas? Croyez-vous qu'elle ne cherche pas à s'en faire un titre de reconnaissance pour l'avenir? La gloire, jointe à l'intérêt, n'est-elle pas & ne doit-elle pas être le guide éternel des grandes Monarchies? Sans prétendre à la gloire de pénétrer dans les secrets des Cabinets, ne pourrait-on pas soupçonner qu'elle pourrait chercher à traverser foudrement les liaisons politiques de l'Amérique avec d'autres Puissances; jusqu'à ce que ses relations politiques & mercantiles soient inébranlablement affermies dans cette partie du monde? Puisqu'elle n'a pas encore déterminé l'Espagne à reconnaître solennellement cette indépendance, ne dirait-on pas qu'elle cherche à concentrer dans elle seule, la gloire la plus brillante qui fut jamais, & à rassembler pour elle tous les avantages de cette grande & mémorable révolution.

Qu'on n'objecte donc plus aux Puissances invitées à reconnaître l'indépendance de l'Amérique, que l'Espagne, également en guerre avec l'Angleterre, ne s'est pas encore portée à cette grande démarche. Mais, puisque la France s'est montrée plus hardie, qui oserait balancer entre la politique de Versailles & celle de Madrid?

Le motif de la circonspection actuelle de l'Espagne sur cet article paraît cependant se dévoiler. Les Anglais viennent de publier des Lettres interceptées d'un Ancien Membre du Congrès, de Silas Deane, un des Plénipotentiaires qui ont signé le Traité avec la France. Mr. Deane, n'ayant pas protesté contre l'authenticité de ces lettres, quoique les affaires de l'Amérique y soient représen-

tées sous les traits les plus défavantageux , quoiqu'il trahisse ainsi la confiance publique , il n'est aucune raison d'en suspecter la validité. Il faut observer, dit il , que l'Espagne a commencé par ne vouloir rien savoir à notre sujet ; afin de se réserver la puissance de se déclarer pour ou contre nous , ou d'exiger les conditions que son intérêt pourrait lui dicter , quoique l'Amérique se soit engagée par un article secret du Traité de Paris, 6 Février 1778 , de faire un semblable traité avec l'Espagne , au cas qu'elle en soit requise. Mr. Deane fait entendre qu'ainsi l'Amérique est liée à l'Espagne sans que l'Espagne soit liée à l'Amérique , & qu'elle ne se déterminera que suivant la politique qui pourra lui assurer l'acquisition des deux Florides.

Le même Auteur insinue que l'objet de la France & de l'Espagne est de consumer les forces de la Grande-Bretagne & de l'Amérique , & que la France ne donne à celle-ci qu'assez d'assistance pour l'empêcher de succomber ou de voler de l'autre côté ; mais pas assez pour la faire triompher. Quand la prise de Cornwallis , ajoutée à bien d'autres démarches importantes , ne prouverait pas que cette conjecture est fautive , elle n'est aucunement analogue aux vues d'une Cour trop éclairée pour adopter une politique visiblement fautive & dangereuse. En effet , l'idée de miner insensiblement l'Amérique ne produirait aucun effet qui fût salutaire pour la France. On insinuera , peut-être , que la France commence à se repentir d'avoir soutenu les Américains & qu'elle n'agit que pour éviter la honte de revenir sur ses pas : mais cette idée contraire à tous les principes de la saine politique , n'est mise en avant que pour éblouir les fots ou empêcher les autres de partager le même avantage.

Cependant , après la terreur que ses flottes ont
por-

portée aux Anglais en Amérique, la hâte avec laquelle ils ont à leur approche quitté l'extérieur des terres pour se réfugier dans les places maritimes isolées, & d'après la facilité avec laquelle leurs armées sont tombées à leur approche, il semblerait qu'il ne tient qu'à la France, par la supériorité des forces navales, de détruire entièrement la puissance Anglaise dans cette partie du monde, sans lui supposer le projet monstrueux de ruiner l'Angleterre & l'Amérique l'une par l'autre, celui de prolonger la guerre pour affermir ses relations & détruire celles que l'analogie du langage, des mœurs & de l'origine y a établie en faveur des Anglais.

Ces observations qui paraissent donner l'explication de sa conduite énigmatique, devraient nous servir à régler la nôtre. Notre République, longtemps arbitre de l'équilibre général, pourrait l'être encore, & sur un fondement plus solide. La plus grande partie de notre influence antérieure venait de nos liaisons avec des puissances étrangères, de la défection desquelles nous pouvions avoir beaucoup à craindre. Jetons nos regards en Amérique; nous y trouvons un allié vraiment naturel, puisque nous avons beaucoup à en attendre & rien à en craindre. Qui ne voit que ces deux pays, réunis par une alliance étroite que les intérêts réciproques tendront sans cesse à consolider, pourraient devenir dans la suite, les deux pivots sur lesquels rouleraient tous les événemens politiques de l'un & l'autre hémisphère? Qui ne voit que les Puissances Européennes qui ont des possessions en Amérique, seraient toujours obligées de ménager en Europe une puissance alliée à la confédération Américaine? De ce principe peut résulter la conservation de notre existence actuellement chancelante.

Chancelante ! tout ce qui se passe autour de nous

n'en est-il pas une preuve frappante ! la démolition des barrières ! Est-il à présumer que l'Empereur aurait hasardé cette démarche, sans avoir prévenu la France, qui devait naturellement s'y prêter ; puisque ces barrières avaient été élevées formellement contre elle. J'en appelle à ceux qui sont à la tête du gouvernement : qu'ils disent si la France nous a beaucoup pressés pour entrer en alliance avant cet événement ? N'est-il pas évident que si nous fussions entrés en quelque alliance avec la France, elle n'auroit pu décemment permettre cette démolition ; quand ce n'eût été que pour ne pas encourir le blâme de trahir ceux qu'elle aurait été chargée de défendre.

C'est l'inaction des autres Puissances & surtout celle de la Prusse qui devrait nous tirer de notre léthargie. On a beau jeter les yeux cà & là ; on ne voit pas que la situation de la République diffère de celle des Sarmates, il y a deux lustres.

C'est à vous, dignes & respectables premiers Magistrats d'un membre puissant de la confédération belge, d'éclairir ces idées, encore brutes & indigestes. Abandonnez tous les intérêts subalternes : laissez à des tems plus tranquilles la discussion de petites querelles qui peuvent faire perdre de vue le grand intérêt de l'Etat. Examinez sans partialité, la position de la République, & s'il est d'autres moyens de la tirer du danger, proposez-les avec le courage qui convient à des hommes libres, & cette assurance qui doit caractériser des membres de la Souveraineté. Ainsi vous ferez, de plus en plus, dignes de commander à des hommes qui ne doivent pas estimer la vie par les douceurs qu'elle offre ; mais par l'indépendance & la dignité de leur condition.

Un citoyen d'Amsterdam.

P. S.

P. S. Pour prouver que l'Espagne n'est pas mal disposée en faveur de l'Amérique, j'ai cru devoir joindre la piece suivante, traduite des papiers Anglais.

Pendant qu'on ne se lasse pas d'annoncer que les Américains & les François sont las de la guerre & disposés à rompre leur alliance, que l'Espagne n'est pas pressée d'y accéder, que l'on se flatte de s'accommoder avec les colonies, les nouvelles du nouveau monde démentent ces bruits; & on lit, dans le *general Advertiser*, l'Article suivant, qui peut faire voir le peu de fondement qu'ils ont à l'égard de l'Europe.

On a fait l'accueil le plus flatteur à M. Adams & à ses compagnons de voyage lors de leur passage sur les terres d'Espagne. En voici une relation, sur l'authenticité de laquelle on peut compter. On y verra la preuve de l'attachement cordial & sincere de la cour & de la nation Espagnoles pour les Etats-Unis.

MM. Adams, Dana, & Thaxer, mirent à la voile de Boston, sur la frégate Françoise la Sensible. Ce bâtiment, peu de tems après son départ, fit une voie d'eau qui mit dans la nécessité de faire jouer deux pompes jour & nuit, sans aucune interruption, & les passagers y travaillèrent chacun à leur tour, malgré la force de l'Equipage composé de 350 hommes.

M. de Chavagne, commandant la Sensible, qui avoit passé trois mois à Boston, où il a été parfaitement bien accueilli, dirigea sa route vers la premiere terre. Ayant reconnu le cap Finisterre, il entra au Ferrol, où les Américains furent reçus avec toutes les marques de la plus sincere amitié par le Comte de Sade, commandant l'Escadre françoise, alors mouillée dans ce port. Les Officiers François &

& Espagnols , le Consul & le Vice - Consul de France & notamment D. Joseph St. Vincent , alors Commandant en Chef de la Marine d'Espagne au Ferrol , leur témoignèrent la plus grande cordialité. Ils passèrent quelques jours , dans cette place , où ils virent les chantiers , les arsenaux , & les fortifications , dont la force & la magnificence excitèrent leur admiration. S'étant rendus de cette Ville à la Corogne , il y furent traités avec tous les égards imaginables par M. Lagoanere , Agent d'Amérique ; M. de Journelle , Consul de France ; par tous les officiers , en général , & sur - tout par ceux des Régiments Irlandois ; l'Administrateur des Finances , l'Avocat - Général , le Régent , ou Président de la grande Audience , le Gouverneur de la Corogne , & particulièrement par D. Pedro Martin Cermenio , Vice - Roi du Royaume de Galice ; ce Grand Officier (qui en vertu de sa place , réunit toute l'autorité royale , civile . politique & militaire) accompagné de son Lieutenant ou Gouverneur de la Ville de Corogne , & de plusieurs autres officiers . alla en personne rendre visite à M. Adams dans sa maison le lendemain du jour de son arrivée , & le pria de demander tout ce dont il pourroit avoir besoin. Il lui offrit même des vivres avec des guides au fait des routes & de la manière de voyager , & qui encore savoient parler Anglois.

Il le pria d'accepter une garde de soldats pendant toute sa route sur les terres d'Espagne ; M. Adams s'excusa d'accepter ces offres obligeantes : l'Agent Américain ayant amplement pourvu à tous les besoins de cette espece , M. Adams & ses Collègues répondirent qu'ils étoient bien sûrs qu'ils n'avoient à craindre en Espagne aucun ennemi ni aucun danger. Le Vice-Roi répliqua que dans tous les cas il seroit aux ordres de M. Adams ; qu'à la vérité ces offres étoient venues de lui ; mais qu'elles ne s'accordoient pas moins avec les devoirs de sa place , qu'a-

qu'avec ses sentimens particuliers, & qu'il avoit reçu du Roi des ordres positifs de traiter tous les Américains qui arriveroient dans son Gouvernement comme les meilleurs amis de l'Espagne. M. Adams & ses Collègues ont dîné une fois chez le Vice-Roi. Dans ces différentes visites, D. Pedro leur fit avec tous les ménagemens de la politesse, une infinité de questions sur l'Amérique, sur l'union & la disposition des peuples, sur leurs sentimens envers l'Angleterre, la France & l'Espagne, la nature de leurs revenus & la forme de leurs confédérations & de leurs nouveaux gouvernemens. Il en parla lui-même, en homme instruit, & qui avoit beaucoup réfléchi sur cet objet, & il parut très-flatté de l'occasion qui se présentoit de traiter à fond cette matiere avec des particuliers qui la possédoient aussi parfaitement, & qui se faisoient un plaisir de lui donner tous les éclaircissmens qu'il pouvoit desirer. Il montra entr'autres la plus grande envie de connoître la famille, l'âge, le caractère, & toutes les circonstances relatives à M. Jay (Ministre Plénipotentiaire des Etats-Unis à la Cour de Madrid). M. Adams est intimement lié avec ce Ministre depuis l'Année 1774; en conséquence personne n'étoit plus en état que lui de satisfaire la curiosité du Vice-Roi. Il entra à ce sujet dans les plus grands détails en donnant, comme il le devoit, les plus grands éloges aux vertus personnelles de M. Jay, à l'étendue de ses talens, & à toutes les qualités qu'il avoit déployées dans le premiers plans de l'Etat & du congrès. Les Américains eurent la satisfaction d'entendre dire partout, qu'un Ambassadeur des plus anciennes & des plus respectables Puissances de l'Europe, sans en excepter la France, n'a pu être traité avec plus de considération, d'égard & d'affabilité, & que l'objet d'un accueil aussi distingué, étoit de faire éclater aux yeux de l'Amérique & de tout l'Univers la bienveillance & l'affection de l'Espagne pour les Etats-Unis. Ils ont pris leur route par Bitanèos, Lugo, Astorga, Léon

Léon & Burgos. On leur a prodigué, partout, les mêmes attentions & les mêmes égards; ils ont surtout infiniment à se louer des différentes branches de la Maison Guardoqui à Bilbao. M. Adams a reçu des Banquiers & d'autres personnes d'Alicante, d'Astorga, de Bilbao, de Madrid, de Bordeaux & de Bayonne, des lettres par lesquelles on lui offroit toutes les sommes d'argent dont il pourroit avoir besoin. La tournure des ces offres ajoutoit encore à leur prix. On lui mandoit que dans la persuasion qu'il avoit été jeté à l'improviste sur la côte d'Espagne, d'où il avoit pris la route de terre pour se rendre à Paris, avec une nombreuse suite, il pouvoit se faire qu'il n'eût pas de fonds avec lui. Mais dans ce cas même, non-seulement l'Agent d'Amérique dit qu'il étoit en état de fournir à ses compatriotes tous les secours nécessaires, mais qu'il trouveroit encore fort mauvais qu'ils eussent cette obligation à d'autres que lui. Les Américains n'en ont pas été moins sensibles à l'extrême honnêteté de ces offres qu'ils regardent comme une nouvelle preuve de l'attention des Espagnols pour l'honneur des Etats-Unis, & de l'amitié de cette nation dont ils conservent la plus vive & la plus juste reconnoissance. Voyez aussi le Mercure de France, Politique, Historique, & Littéraire. Samedi. 27. Mai 1780.

Les rapports de tous les Américains qui ont voyagé en Espagne, viennent encore à l'appui de cette relation. Ils assurent unanimement que dans toutes les places qui dépendent de cette domination, on a donné les ordres les plus précis & les plus formels de traiter tous les sujets des Etats-Unis comme amis. Une monarchie aussi absolue que l'Espagne, accorderoit-elle cette qualification à des peuples qu'elle regarderait comme rebelles? On connaît d'ailleurs la magnanimité qui caractérise la nation Espagnole. Est-il à croire qu'elle regarderait les Américains-Unis comme liés à elle par l'Article se-
cret

cret du traité de Paris , sans se croire de son côté liée avec eux ? N'est-il pas reçu dans le droit des nations aussi bien que dans le droit civil , qu'un contrat suppose nécessairement un engagement de la part des deux parties intéressées ? N'est-il pas évident que l'indépendance de l'Amérique étant devenue inébranlable , les Espagnols sont intéressés à la ménager pour la conservation de leurs propres Colonies ? Déclarons l'indépendance de l'Amérique ; & nous la verrons aussitôt publiée à Madrid. La plupart des autres Puissances paraissent intéressées à ce que nous ne procédions pas encore à cette démarche décisive. Osons la faire ; & dès-lors nous les verrons se disputer à l'envi à qui la reconnaîtra le plutôt. C'est à cette démarche qu'est attachée la fin de la guerre ; elle consterner les Anglais ; elle réveillera les autres nations ; elle mettra dans l'équilibre de l'Empire maritime , un nouveau poids qui balancera , ou arrêtera les projets des Etats dont les prétentions seraient trop étendues. Toutes les grandes Puissances de l'Europe se réuniront aussitôt pour affermir cette balance ; & la République , actuellement le jouet des autres nations , aura la gloire d'avoir procuré la paix à l'Univers , de recouvrer son ancienne influence dans le système général & de devenir l'arbitre des Empires. L'exagération , qui semble au premier coup-d'œil se trouver dans ces idées , disparaît devant un examen approfondi ; & le tableau des événemens anciens , comparé à ceux que les événemens actuels préparent , confirmera toujours ces brillantes spéculations aux yeux des meilleurs politiques.

Il circule actuellement l'Extrait d'une lettre que les Etats - Généraux ont écrite aux Provinces respectives , pour les engager à consentir le plutôt possible à la pétition que le Conseil d'Etat a faite pour les subsides de cette année. Elle est trop propre à montrer sous quel point de vue L. H. P. envisagent

gent la situation actuelle de la République & à montrer que nous avons envisagé la démolition des barrières sous le même point de vue, pour être passée sous silence. Leurs Hautes Puissances représentent d'abord,

Que S. A. S. & le Conseil d'Etat ayant montré la nécessité que les Confédérés donnent avec toute la promptude possible leur Consentement unanime à l'Augmentation modérée, mais prompte, de la Solde des Troupes de l'Etat, & ayant fait l'ouverture des Pétitions, tant Ordinaire qu'extraordinaire de l'Etat de Guerre, représentent l'état où se trouve la République & qu'ils ne peuvent pas moins cacher que n'ont fait S. A. & le Conseil d'Etat, qu'elle est en effet dans une situation dangereuse & même périlleuse; attendu que la République, d'un côté, est enveloppée dans une Guerre très dispendieuse & ruineuse avec le Royaume voisin de la *Grande-Bretagne*, dont la situation & l'étendue vis-à-vis nos Côtes & nos Bayes opposent un obstacle naturel à la sortie de nos Flottes Marchandes, sans une grande & nombreuse Flotte de Vaisseaux de Guerre, après avoir vécu plus d'un Siècle en Paix & même en Alliance avec ce Royaume, & il nous attaque d'une manière très imprévue contre la teneur des Traités, avant que nous soyons en état de faire une Guerre de Mer. D'un autre côté, on demande à l'Etat, de la part de l'Empereur, la Démolition des Villes de Barrière, dont la première conséquence sera l'évacuation de la plupart de ces Places qui, à l'exception de *Namur*, ont toujours été regardées & entretenues comme la Clef de la *Meuse*, mais qui maintenant ne sont d'aucun usage par la décadence où elles sont tombées; mais la manière dont cette Démolition a été demandée & la hâte avec laquelle elle a été exécutée, nous donne raison de craindre que le Traité des Barrières, avec tout ce qui y a donné lieu & en est résulté, ne soit détruit. Dans cette situation des choses, il est certain & hors de doute, que la République doit d'abord se mettre en Défense du côté de la Mer
pour

pour procéder sur Mer non-seulement sur la Défensive, mais encore sur l'Offensive, s'il est possible, aussitôt que nous sommes attaqués hostilement; qu'il faut développer tous les efforts pour tenir tête à l'Ennemi du côté où il nous attaque; en un mot, qu'il nous faut des Vaisseaux & une Flotte. Le Commerce, l'Ame de l'Etat, y a le plus grand intérêt, & ne saurait être maintenu sans cela, pendant que, d'un autre côté, la situation physique des Etats ci-dessus mentionnés exige non-seulement la plus grande circonspection pour ne pas exposer imprudemment les Vaisseaux & le courage éprouvé de ceux qui les commandent; mais aussi que la Flotte de l'Etat soit assez forte pour que, après le départ des Convois qui sont nécessaires pour la Protection d'un Commerce étendu & de nos Possessions, elle reste Maitresse de la Mer du Nord, sans quoi les Vaisseaux de l'Etat, ainsi que ceux de nos bons Sujets, seraient, soit en entrant, soit en sortant, exposés à devenir la proie d'un Ennemi, qui est toujours dans le Voisinage & qui infeste nos côtes. Il n'y a pas de tems à perdre pour équiper & bâtir des Vaisseaux. Ici L. H. P. en appellent aux exemples des tems précédens, comment les choses ont été traitées dans les Guerres Maritimes de ce tems-là, & montrent leur espérance & leur perspective agréable, que les mêmes choses se fassent actuellement avec la même activité & le même zèle & pressent sérieusement pour que les Affaires de Marine soient prises à cœur suivant le Plan des Amirautés, avec ce zèle que la position des choses & l'espece de Guerre où la République est enveloppée, exigent. Mais en attendant, on ne peut demander de S. A. & du Conseil d'Etat qu'ils se désistent d'insister pour mettre aussi la République en défense du côté de Terre, & déclarent ultérieurement ce qui peut y être réquis."

„ Cette Lettre était terminée en suppliant L. H. P.

P. de la maniere la plus pressante, en les excitant par les propres paroles de S. A. & du Conseil d'Etat, qu'ils employent leurs cœurs & leurs mains, & qu'ils mettent de côté toutes les autres Affaires; qu'ils prennent en considération les objets les plus importans de cette Lettre en consentant à la *Pétition*, non en passant & d'une maniere légère, mais avec l'attention & le sérieux qu'exige l'importance des choses; & que la Patrie s'attend à leurs sentimens Patriotiques, comme le seul moyen par lequel la République peut encore être conservée dans sa Liberté & son Indépendance, dans son Commerce & ses Possessions, achetées à un prix si cher.

Ces Feuilles périodiques paraissent régulièrement, tous les Lundis à *Amsterdam*, chez *J. A. Crajensbot*; à *Haarlem*, chez *Walree*; à *Leide*, chez *Luzac & van Damme*, & *Les Freres Murray*; à *la Haye*, chez *J. van Cleef*, *Detune, van Drecht & La Veuve Staatman*; à *Gouda*, chez *Van der Klos*; à *Rotterdam*, chez *Bennet & Hake*, & *J. Bronkborst*; à *Dordrecht*, chez *Blussé*; à *Deventer*, chez *Leemborst*; à *Groningue*, chez *Huyzingh*; à *Nimegue*, chez *Van Goor*; à *Arnhem*, chez *Troost*; à *Bois-le Duc*, chez *J. H. Pallier*, à *Hambourg*, chez *J. G. Virchaux* & chez les principaux Libraires des Pays-Bas. On trouve chez l'Editeur de ces feuilles *L'Amériquiade Poëme*; 6 sols & *Voltaire reçu aux Champs élysées par Henri quatre*, Estampe allégorique.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

 N°. LIV. LUNDI, ce 18 FEVRIER, 1782.

CHAPITRE XLV.

*Sur la difficulté de déraciner les anciens préjugés
d'une nation à l'égard d'une autre nation.*

U ne grande & puissante nation peut mépriser un Etat petit & faible; un peuple libre jette souvent un œil dédaigneux sur les peuples esclaves qui n'ont pas le courage d'aspirer à la possession ou au recouvrement de la liberté; cela suppose un sentiment de supériorité qu'on ne peut éprouver quand on ne croit pas avoir des avantages sur un autre. Les peuples plus faibles, au contraire, ne méprisent pas; ils haïssent. Aussi est-il certain que la haine des Portugais contre les Espagnols, est plus grande que celle des Espagnols contre les Portugais; celle des Anglais contre les François, plus que celle des François contre les Anglais; ceux-ci méprisent les Hollandais qui n'ont pour eux que de la haine. Il y a, effectivement, outre la disproportion de puissance entre ces deux dernières nations, des intérêts si opposés de commerce & de politique, qu'il serait tout naturel de voir subsister la plus grande antipathie entre l'une & l'autre: il y a toute apparence que cette antipathie aurait eu lieu au degré le plus fort: mais ces sortes de sentimens perdent de leur force,

TOME III. B 2

à mesure qu'ils sont partagés. La France & la République des Provinces-Unies, après avoir été liées longtems par les nœuds les plus étroits d'alliance & d'intérêts réciproques, rompirent en guerre ouverte. L'ambition de Louis XIV, excitée par la jalousie incommode & peut-être mal fondée de la République, lui fit une guerre qui la mit à deux doigts de sa perte. Les tableaux exagérés de la conduite des Français dans cette invasion, exposés avec art par la politique & crus avidement par un peuple mal-traité, ont laissé depuis cette époque une animosité singulière dans l'esprit de la nation contre les Français. Les guerres, où Guillaume III. nous engagea avec eux & celle de 1745, établirent si bien ce préjugé national, que les intérêts les plus évidens des deux nations & le laps du tems n'en avaient pas encore affaibli l'impression. Voilà, je pense, une des causes qui jointes à celles de la religion, ont affaibli l'antipathie naturelle que nous devrions avoir contre les Anglais. On a vu porter cette différence de sentimens si loin que, dans la dernière guerre entre la France & l'Angleterre, c'est-à-dire dans un tems où nous étions ménagés, respectés même de la première, insultés, attaqués de la seconde, on a vu porter la partialité pour cette dernière jusqu'à l'indécence. Un armateur Français de force inférieure poursuivi par un Armateur Anglais vint chercher un refuge près de la côte de Scheveningue; l'Anglais; sans aucun égard au respect dû au territoire d'un Etat indépendant, presse le Français, qui, ne pouvant résister à la supériorité, est obligé de se rendre: à cet instant, la populace de la Haye & de Scheveningue, assemblée sur la rivage, pousse des cris de joie & dans ce moment la plus aveugle partialité l'emporte sur l'honneur national visiblement compromis. Depuis le commencement des troubles actuels, la France a affecté d'employer envers la République la noblesse des sentimens; l'Angleterre, au contraire a multiplié les procédés injurieux; qui croirait cependant qu'il est presque impossible de déraciner

ciner des préjugés qui n'ont actuellement aucun fondement. Il est des Hollandais, même parmi les personnes de considération, qui prétendent toujours que l'Angleterre est notre alliée & notre amie naturelle & la France notre ennemie naturelle. Des Hollandais que le sentiment de la reconnaissance & de l'évidence, révoltaient contre cet absurde préjugé, l'ont combattu & ne cessent de le combattre avec ardeur : l'Auteur de la Gazette de Sud Hollande N^o. 16 de cette année fait à ce sujet le parallèle suivant :

„ Je crois, dit il, que plusieurs ne sont attachés à
 „ l'Anglomanie que par faiblesse, ignorance, & dé-
 „ faut, non d'informations nécessaires (car on peut
 „ leur en procurer suffisamment) mais d'examen &
 „ de jugement : mais si l'on ne veut s'en rapporter
 „ qu'aux événemens de l'Histoire, on verra que
 „ l'Angleterre nous a toujours, soit en tems de paix,
 „ soit en tems de guerre, causé plus de préjudice
 „ que la France. On ne peut disconvenir qu'une
 „ rupture avec l'Angleterre ne soit ruineuse ; mais
 „ une rupture avec la France aurait des effets mor-
 „ tels. Quand même depuis quelques années, ni la
 „ France ni l'Angleterre, ne nous auraient causé
 „ aucun préjudice ; quand ni l'une ni l'autre n'au-
 „ raient opprimé notre commerce ; quand ni l'une
 „ ni l'autre n'auraient donné des actes au préjudice de
 „ notre navigation ; & ne nous eussent jamais dis-
 „ puté la jouissance des avantages qui nous revien-
 „ nent par le droit sacré de la nature ; & que dans
 „ une de leurs guerres où il nous fût nécessaire de
 „ nous déclarer pour l'une des deux, on choisît cel-
 „ le qui, depuis l'établissement de la République,
 „ nous a le plus favorisé & nous serait de plus gran-
 „ de conséquence ; la conduite de la France & de
 „ l'Angleterre à notre égard depuis quelques années,
 „ forme le contraste le plus parfait : dans sa dernière
 „ guerre avec les Anglais, il n'est pas d'amitié, il
 „ n'est pas de faveur de commerce, que la France
 „ ne se soit empressée de nous procurer : l'Angle-
 „ terre,

„ terre, au contraire, trouva mille prétextes fri-
 „ voles pour molester alors notre commerce, inter-
 „ cepter notre navigation, exercer des barbaries sur
 „ nos matelots, sans avoir aucun égard aux plaintes
 „ des marchands, ni aux réclamations de nos Sou-
 „ verains; à la rupture de la guerre présente entre
 „ la France & l'Angleterre, la première n'a exigé
 „ de nous qu'une fidele exécution des traités. L'An-
 „ gleterre a voulu nous faire renoncer à des traités
 „ avantageux & nous faire écarter de la neutralité.
 „ La France ne nous a porté aucun empêchement
 „ dans notre négoce. L'Angleterre a violé tous les
 „ traités pour attaquer, piller, examiner & confis-
 „ quer nos vaisseaux & nos biens. A la nouvelle
 „ qu'on nous invitait à nous joindre à la neutralité
 „ armée, la France nous déclara qu'elle ne voulait
 „ point se mêler dans nos affaires domestiques.
 „ L'Angleterre fit au contraire éclater son ressen-
 „ timent; & pour nous en fermer le chemin, nous a
 „ attaqué de la manière la plus violente, nous a
 „ déclaré la guerre, enlevé nos vaisseaux & nos
 „ Colonies contre la foi des Traités. Il est donc
 „ évident que nous n'avons éprouvé depuis quel-
 „ ques années que des marques d'amitié de la
 „ France & des mauvais traitemens de l'Angle-
 „ terre. L'Auteur finit en sommant tous les An-
 „ glomanes d'assigner en quoi consistent les avan-
 „ tages que nous pouvons retirer de l'Angleterre;
 „ au lieu de parler avec une emphase vuide & ri-
 „ dicule de ces avantages.”

Ainsi parle une des meilleures Gazettes Hollan-
 daises de ce pays, à la composition de laquelle
 un membre du gouvernement a, dit-on, quelque part.
 Elle servira de commentaire à une pièce d'un au-
 tre genre émanée d'un membre respectable du gou-
 vernement. Mr. Iddekinge, étant Président des
 Etats-Généraux, dans le tems où le Stadhouder,
 accompagné du Conseil d'Etat, se rendit dans cet-
 te assemblée pour exposer l'état des subsides de
 cette année, fit la réponse suivante. Nous n'y
 chan-

changerons rien , pour montrer notre impartialité ; nous nous bornerons à quelques remarques , propres à en développer les principales idées.

„ C'était dit (ce politique octogénaire) une satisfaction particulière pour L. H. P. de recevoir de nouveau la pétition générale de l'Etat de la guerre , soit parce qu'elles avaient ainsi une nouvelle confirmation du soin & du zèle infatigables , que son Altesse Royale & Leurs Nobles Puissances , ont toujours pour la conservation & le Bien-Être de cet Etat dans ces tems d'embarras & de crise ; soit parce que L. H. P. ne manquaient pas de raisons pour craindre que S. A. & L. N. P. découragées à la fin pour avoir répété si souvent les mêmes propositions , ne se crussent dispensés d'exposer de nouveau l'état du Pays & d'indiquer les moyens de le conserver

„ Il désirait , en conséquence , que S. A. & le Conseil d'Etat , se vissent bientôt secondés par les résolutions courageuses de tous les confédérés , pour les choses sur lesquelles on avait insisté depuis bien des années dans les *Pétitions* générales. Il jugeait que les détails de la *Pétition* étaient si clairement exposés & pressés d'une manière si forte par le beau discours du Président de Leurs Nobles Puissances , que ce serait leur faire injure à tous deux que d'exiger une explication ultérieure

„ Que , puisque son tour était venu , dans cette occasion solennelle , de parler suivant l'ancienne & louable coutume , trop peu suivie dans ces tems-ci , occasion qui ne s'offrirait jamais plus à lui , il ne pouvait s'empêcher d'ouvrir son cœur & de développer ses intentions.

„ Il passait autrefois en Proverbe que d'après les Harangues du Roi d'*Angleterre* dans son Parlement , la *Pétition* du Conseil d'Etat jointe à ce qui se trouvait dans les lettres pour indiquer un jour de Jeûne & de Prière , on pouvait se former une

„ idée de l'Etat de l'*Europe* & des Puissances qui s'y
 „ trouvent, relativement aux Relations qu'elles ont
 „ entre Elles; il demandait à cette occasion, qu'il
 „ lui fût permis d'ajouter encore quelque chose sur
 „ l'état du Pays; comme c'est la coutume des veil-
 „ les Gens, il commencerait à parler de lui-même;
 „ ensuite du Pays. Au cas qu'il lui échapât de dire
 „ quelque chose de trop, ou quelque chose qui ne
 „ s'accordât pas avec le jugement de quelques Mem-
 „ bres de l'Assemblée, il priait qu'on ne l'attribuât
 „ pas à son cœur, mais au zèle qu'un Vieillard a
 „ d'être utile & qu'on le couvrit du manteau de l'A-
 „ mitié.

„ Il y avait, poursuivit Mr. Iddekinge, plus de
 „ quarante ans, qu'il était membre de l'Assem-
 „ blée de leurs Hautes Puissances; il avait, depuis
 „ ce tems, eu quelque part dans l'Administration des
 „ Affaires du Pays; il y avait connu trois grands
 „ hommes d'Etat, RHOON, FRANÇOIS FAGEL & le
 „ Trésorier HOR; il avait appris à leurs pieds (&
 „ il ne se croyait pas trop vieux pour apprendre
 „ encore), car c'étaient là des Hommes qu'on au-
 „ rait beaucoup désirés dans ces tems-ci, des Hom-
 „ mes, qui ne pensaient pas toujours de la même
 „ façon, mais qui ne laissaient pas d'avoir toujours
 „ le même Système.

„ Il raconta sur cela, ce qu'il avait vu depuis l'an
 „ 1740, jusqu'à ce que GUILLAUME IV. fut rétabli
 „ dans les Dignités de ses Ancêtres, en même tems
 „ tout ce qui était alors arrivé dans le Pays, à l'oc-
 „ casion du Rétablissement du *Statbouderrat*, que
 „ dans ce tems là & jusqu'à présent, dans la Con-
 „ viction que le *Statboudet* était l'institution qui
 „ s'accorde le mieux avec la Constitution du Pays;
 „ qu'il avait eu l'honneur de vivre en Amitié & en
 „ bonne intelligence avec le *Stathouder*, & après
 „ la mort de Madame la Gouvernante; que l'un & l'au-
 „ tre avaient beaucoup changé en mieux, & seraient
 „ en-

„ encore devenus meilleurs, s'ils avaient vécu plus
 „ long tems.
 „ Ensuite, le Sieur Président raconta comment,
 „ pendant la minorité du Stathouder - Héréditaire
 „ actuel, la direction des Affaires de terre avait été
 „ confiée à Mgr. le Duc qui, pour s'être réglé
 „ exactement sur ses instructions, avait eu la satis-
 „ faction de conserver la Paix au dedans & au de-
 „ hors, ce dont les Résolutions prises par L. H. P.
 „ dans la Minorité de son Altesse étaient témoins,
 „ mais ce qui paraissait actuellement totalement ou-
 „ blié; que maintenant on avait le plaisir d'avoir
 „ un Stathouder - Héréditaire de la Maison d'Oran-
 „ ge; que l'Emploi de Stathouder était très important
 „ & très-difficile; comme tous les *Stathouders* l'a-
 „ vaient éprouvé; mais que la difficulté de cette
 „ charge devenait encore plus grande par l'envie
 „ qu'avait son Altesse de mettre à exécution le pou-
 „ voir qu'on lui avait confié. Il avait vu de près
 „ tout ce qui s'était passé depuis la Majorité de son
 „ Altesse; mais le récit en serait trop long à ra-
 „ conter. Il avait vu la guerre entre la France & cet
 „ Etat; il avait vu comment l'Ambassadeur de Fran-
 „ ce, dans tout son éclat, un plumet blanc & une
 „ cocarde blanche à son chapeau (a) était venu
 „ dans la même salle, faire à L. H. P. au nom de
 „ sa Majesté Très-Chrétienne, des protestations d'a-
 „ mitié & de bienveillance, dans le même tems
 „ que sa Majesté Très-Chrétienne faisait avan-
 „ cer ses Troupes dans la *Flandre-des-Etats*.
 „ Il

(a) Admirez la mémoire heureuse de Mr. Iddekinge.
 l'Abbé de la Ville, avec une cocarde & un plumet blanc à
 son chapeau. Mais Mr. Iddekinge oublie aussi qu'avant ce
 tems, nous avons fourni des Troupes aux Ennemis de la
 France, que notre partialité pour eux avait été si loin qu'à
 Batavia on avait laissé vendre deux vaisseaux Français amenés
 par les Anglais, & forcé en Zélande un Armateur Français de
 relâcher une prise Anglaise.

„ Il se rapelait une anecdote, arrivée à cette occa-
 „ sion, de la vérité de laquelle il ôsait protester, &
 „ qui était revenue à sa memoire lors qu'il avait
 „ n'aguere oui semer le bruit que nos officiers de
 „ Marine n'avaient point d'ordre pour tirer sur les
 „ Anglais. Des Français s'approchant de nos vil-
 „ les de Barriere & s'avançant à la portée du ca-
 „ non, un de nos Capitaines qui commandait sur
 „ le rempart fit demander au Commandant, si *l'on*
 „ *pouvait tirer sur les Français, nos bons amis.* Ensuite
 „ les Français entrèrent dans notre pays, prirent
 „ Berg-op-Zoom, la clef de la Zéelande & de
 „ l'Escaut & firent un dégât terrible dans notre pays,
 „ jusqu'à la conclusion de la paix ou nous reçumes
 „ beaucoup plus que nous n'aurions pensé. On
 „ avait depuis conservé cette paix ; mais nous
 „ venions d'être enveloppés dans une guerre dont
 „ les effets actuels pour le pays & les suites futures
 „ ont été suffisamment représentées dans la pétition
 „ générale.

Cette guerre dénaturée avec l'Angleterre, que
 „ les Anglais nous ont déclarée contre la *Lettre des*
 „ *Traités*, qu'ils ont continuée par des violences &
 „ qu'ils poursuivent encore, était de l'espece la plus
 „ préjudiciable à ce pays. Il avait entendu Fran-
 „ çois Fagel, ce grand homme, assis sur le même
 „ siege (dit il, en le montrant) dire que nous étions
 „ fort maltraités par les Anglais & qu'ils nous a-
 „ voient donné souvent des motifs de plainte ; mais
 „ *qu'il ne fallait jamais en venir aux extrémités avec*
 „ *l'Angleterre* ; que nous devions considérer nos re-
 „ lations avec ce Royaume & l'importance de con-
 „ server la paix avec lui, de façon à éviter la guerre
 „ avec elle. Il ne lui appartenait pas d'examiner
 „ à quel point les Anglais avaient agi contre la lettre
 „ & le sens des Traités ; que si l'on voulait porter
 „ là dessus un jugement sain, il fallait se rappeler
 „ qu'il est des Publicistes qui soutiennent que,
 „ *toute forte que soit la lettre d'un Traité*, on de-
 „ vait cependant toujours, en l'interprétant, pen-
 „ ser,

„ penser que les contractans, en formant un trai-
 „ té, n'ont pas voulu mettre de côté leur intérêt,
 „ ou plutôt la nécessité de se garantir dans un tems
 „ de nécessité, contre une ruine prochaine; que
 „ dans *un tel cas une clause pareille est toujours sous-*
 „ *entendue*: si les Anglais s'étaient trouvés dans ce
 „ cas, c'est ce dont il ne voulait pas disputer, en-
 „ core moins examiner si, dans un tems où l'Etat se
 „ trouvait sans forces & ses Colonies sans défense,
 „ on n'aurait pu, afin de conserver ces établisse-
 „ mens & de contribuer au bien-être de la plus gran-
 „ de partie des Habitans, prévenir cette guerre avec
 „ les Anglais. Enfin, nous avons la guerre; &
 „ nous devons désirer d'obtenir bientôt une paix
 „ honorable; (car il n'osait dire glorieuse, puis que
 „ nous ne combattons pas glorieusement), & tel
 „ devait être le voeu de tous les Membres du gou-
 „ vernement ainsi que des simples particuliers. Il
 „ ne croyait pas ce qu'il avait souvent ouï dire dans
 „ cette circonstance; qu'il y avait eu des Régens
 „ assez téméraires pour avoir désiré la guerre avec
 „ les Anglais: un tel souhait n'avait pu sortir du
 „ cœur d'un Belge: plusieurs des Régens s'étaient
 „ également trompés, en s'imaginant que les *An-*
 „ *glais avaient les mains trop embarrassées, pour oser*
 „ *s'attirer un nouvel Ennemi.*

„ Dans ces circonstances on n'avait rien pour se
 „ reposer sur soi-même; nous n'avions aucunes
 „ forces; & les traités avaient perdu la leur; car ces
 „ sortes d'engagemens, quand ils étaient fondés sur
 „ des successions héréditaires, étaient oubliés aussitôt
 „ que l'héritier avait monté sur le trône; alors
 „ on ouvrait la digue & les eaux suivaient leurs
 „ cours; il n'y avait pas de meilleurs traités que ceux
 „ dont les fondemens posaient sur les intérêts réciproques
 „ & le commerce des deux nations.

„ Il avait depuis peu entendu un Politique demander
 „ si, au lieu de perdre tant d'argent, il n'aurait
 „ pas mieux valu négocier, dans divers comptoirs,
 „ jusqu'à la concurrence de cinquante millions? &

„ si l'on ne pourrait, par ce moyen, mettre fin à la
 „ guerre entre les Puissances de l'Europe? du
 „ moins, si, par ce moyen, nous n'aurions pu mettre
 „ nos possessions dans un état formidable de défen-
 „ se, conserver notre pays, construire des vaisseaux,
 „ se mettre en état, au moyen de cet argent, de dé-
 „ fendre, en cas de guerre, notre pays de tous les
 „ côtés où il pourrait être attaqué. Mais à pré-
 „ sent quel usage pourrions-nous faire de nos ri-
 „ chesses, dont on fait tant de bruit? Comme on
 „ serait à présent pourvu de tout, où il n'y avait
 „ rien à se procurer? Actuellement le bois que nous
 „ avons fait passer ailleurs en si grande quantité, *au*
 „ *lieu de l'acheter nous-mêmes*, & faire ainsi dispa-
 „ raître la dangereuse dispute que nous avons, il y
 „ a deux ans, serait-il facile de s'en procurer? Pour-
 „ rait-on lever une assez grande quantité de mon-
 „ de & construire des vaisseaux? Il craignait pour
 „ la négative, & que nous n'éprouvions trop tard
 „ la pauvreté au sein de toutes nos richesses, *sed ma-*
 „ *num de tabula.*

„ Il avait néanmoins encore un conseil à don-
 „ ner; c'est que l'unanimité pût être conservée en-
 „ tre les Provinces & les Provinces, les villes &
 „ les villes; & que chacun maintînt ses droits sans
 „ empiéter sur ceux d'un autre; chose cependant
 „ dont le Conseil d'Etat n'avait jamais été soupçon-
 „ né par les confédérés. Mais on devait se rapeler
 „ ce qu'avait dit le pere de la patrie, (en montrant
 „ le portrait de Guillaume I.) Conservez bien votre
 „ Union, cette Union dont le manuscrit original,
 „ trouvé depuis peu par Mr. le Trésorier Général
 „ Hop, arraché à l'oubli par le *travail infatigable*
 „ des Ministres actuels du Conseil d'Etat, & don-
 „ né au public par la voie de l'impression, d'une
 „ manière si délicate; mais le sens & la force de ce
 „ traité étaient bien loin. Il désirait que le ruban
 „ d'Orange, tint encore longtems serrées les
 „ sept fleches de la République, & que l'influence
 „ si nécessaire du Stathouder dans les Provinces &

„ entre les Provinces pût être conservée & augmen-
 „ tée & qu'elles tinssent à l'égard du Prince la place
 „ d'un bon Conseil. La constitution de la Répu-
 „ blique était si étonnante, qu'il fallait en mouvoir
 „ toutes les roues à la fois, pour mettre la machi-
 „ ne en ordre ; & c'est pourquoi un Stathouder
 „ était nécessaire & par conséquent utile à la con-
 „ stitution.

„ Il entendait parler de donner à son Altesse des
 „ Conseillers qui lui serviraient de petit Commit-
 „ té ; il ne savait ce que cela voulait dire ; mais si
 „ cela signifiait que son Altesse devait avoir des con-
 „ seillers, c'était une bonne chose ; & les Princes
 „ d'Orange en avaient toujours eu ; il était aussi né-
 „ cessaire que le poids de leur emploi fût allégé par
 „ des Conseillers ; mais qui avaient été ses Con-
 „ seillers & qui devaient l'être ? Personne autre que
 „ les membres des Hautes - Assemblées, savoir les
 „ Etats - Généraux & les Etats des Provinces ; c'était à
 „ eux qu'était confiée le pouvoir des Provinces res-
 „ pectives & de la confédération, l'exercice du pou-
 „ voir Souverain, comme il est arrivé également à
 „ son Altesse, & c'est à quoi aboutit la grande dis-
 „ pute sur l'indivisibilité de la Souveraineté.

„ Les Etats - Généraux & les Etats - Provinciaux
 „ demandaient encore tous les jours les considérati-
 „ ons & l'avis de son Altesse, ainsi que son Altesse
 „ était accoutumée de demander celui des Princi-
 „ paux Ministres de ces assemblées ; mais quant à la
 „ question d'ajouter à son Altesse un autre Conseil
 „ ou Committé, il croyait que la plupart des Pro-
 „ vinces s'y opposeraient.

„ Il y avait encore, continue le Président,
 „ une chose qui lui tenait au coeur ; & il ne pou-
 „ vait s'empêcher de la déclarer, il fallait recon-
 „ naître un Etre - suprême : *a fove principium* était
 „ la devise des Payens ; & nous Chrétiens, nous
 „ Belges, avions encore autrefois la coutume,
 „ avant de rien entreprendre, de réclamer la divi-
 „ nité ; de lui demander sa bénédiction en public ;

„ on ne le faisoit actuellement que dans les jours indiqués solennellement : il est vrai qu'on ne comptait jamais les délibérations de L. H. P. sans une prière ; mais il ne laissoit pas d'être certain que les prières publiques pour nos projets & nos entreprises , étoient absolument hors d'usage ; de sorte que nous devons encore prendre exemple des payens.”

Bien-heureuses les oreilles qui ont eu le bonheur d'entendre ces traits sublimes du génie politique de Mr. Iddekinge ! Benî soit le citoyen zélé qui, pour l'instruction & l'édification publique, a fait ce présent à la nation ! Benis soient les inventeurs de l'imprimerie & des Gazettes, qui mettent tout le monde à portée de puiser à longs traits dans cette source féconde de la plus saine politique ! Voilà des hommes tels que notre siècle dégénéré en produit peu ! Quelle folie de parler d'adjoindre au Prince des Conseillers, tant qu'il y aura dans les assemblées d'Etat des personages tels que Mr. Iddekinge ! Notre Stat-houder s'est souvent exprimé avec une indignation patriotique sur les procédés violens, injustes & révoltans des Anglais à notre égard. Idées vaines d'un génie trop ardent ! Mr. Iddekinge, considérant les choses d'après la sphère plus élevée & plus vaste de la politique Anglaise, soupçonne qu'on peut bien s'écarter de la lettre & du sens d'un traité, pour des raisons d'intérêt & de convenance. Comment il prouverait à son Altesse que les Français sont une nation déloyale & perfide, pour nous avoir attaqué, après nous avoir long tems exhorté inutilement de retirer nos troupes au service de l'Ennemi ; mais que les Anglais, quoique nos rivaux éternels en commerce, sont nos alliés & nos amis naturels. Sans doute que son Altesse pense encore à présent que jamais l'occasion ne fut plus favorable pour vanger les injures que nous avons essuyées de la Grande-Bretagne & recouvrer la perte de notre honneur par de vigoureuses opérations : mais Mr. Iddekinge, plus expérimenté, puisqu'il a quatre-vingts ans, lui apprendra

dra que nous sommes dans l'impossibilité de nous procurer une paix glorieuse ; & que tout ce que l'on dit de la faiblesse des Anglais, en Europe, de leur impuissance en Amérique est dénué de tout fondement. On pourrait encore avoir la sottise d'insinuer que l'argent étant le nerf de la guerre, la Hollande qui est si riche, en faisant de gros emprunts empêcherait le numéraire de passer dans les fonds Anglais & trouverait des vaisseaux & des hommes aussi bien que l'Angleterre ; mais Mr Iddekinge , mieux instruit, montrera qu'on manque de bois de construction ; parce qu'on n'a pas acheté avant la guerre tout celui qui devait se transporter en France, & que les Anglais sont plus habiles à attirer des hommes que les Hollandais.

Mr. Iddekinge est surtout ingénieux à comparer les découvertes de curiosité littéraire avec les exhortations patriotiques. Avec quel art n'amene-t-il pas à la suite du discours de *Guillaume I.* pour conserver l'Union, la découverte d'un vieux manuscrit dont on a conservé le caractère, les ratures & les passages effacés, dans une édition qu'on a donnée de l'Union d'Utrecht.

Mr. Iddekinge brille surtout par des exhortations pieuses envers la reconnaissance due à l'Etre Suprême. Qu'il est beau de voir ce vénérable octogénaire nous rapeler les tems anciens, celui-même des payens, pour nous exhorter à recourir à la Divinité dans toutes nos actions. En vérité, personne n'y aurait pensé si Mr. Iddekinge ne nous avait rapelé que des Chrétiens &, qui plus est, des Belges, ne devaient jamais perdre de vue un devoir aussi important.

On ne peut s'empêcher d'avouer que ces insinuations adroites contre la bonne-foi de la France & sur l'importance d'une alliance avec l'Angleterre, sont merveilleusement imaginées dans un tems où notre intérêt est évidemment de nous lier avec la première & de poursuivre vigoureusement la guerre contre la dernière.

Quel

Quel homme aurait, sans Mr. Iddekinge, imaginé que le Stadhoudérat est une institution singulièrement utile pour la constitution de ce pays & pour entretenir l'union dans l'Etat: il est vrai que le *Politique Hollandais* s'est exprimé sur cet article d'une manière aussi forte & qu'il a employé à peu près les mêmes expressions; mais ces observations ont beaucoup plus de poids dans la bouche d'un membre du gouvernement, que dans celle d'un simple particulier qui compose une feuille périodique.

Quant à la politique avec les Anglais, parce qu'ils auraient été nos alliés, s'ensuivrait-il qu'on aurait dû leur céder dans tous les points? Une condescendance n'en attire-t-elle pas une autre? N'avons nous pas vu que, pour avoir laissé impunies les premières insultes faites à notre pavillon, ils ont multiplié les injures, jusqu'à rompre en guerre ouverte! Leur plan n'était-il pas de nous faire déclarer pour eux ou contre eux? Ce peuple superbe ne connaît, à notre égard, aucun milieu entre amis auxiliaires & ennemis déclarés. Ainsi nous serions ses esclaves; ou du moins une Province de l'Angleterre. Telle a été la manière de penser des Anglais dans tous les tems: l'occasion fut-elle jamais plus favorable pour secouer un joug aussi révoltant?

Les vues des Anglais étaient certainement de nous attirer une guerre avec la France, afin de nous aliéner irrévocablement l'Amérique. Dans ce cas, qu'aurions nous gagné? Les Anglais eussent-ils été alors en état de reconquérir l'Amérique ou d'empêcher notre pays d'être envahi par la France? Donc la politique de ceux qui cherchaient à prévenir une rupture avec cette dernière était la meilleure.

On ne peut s'empêcher d'avouer qu'il n'y ait des intérêts communs entre la République & l'Angleterre: les Anglais sont intéressés à empêcher que nous ne soyons la proie d'une Puissance voisine: mais ce motif doit-il faire oublier tous les autres intérêts?

On ne cesse de répéter que nous avons de grandes obli-

obligations à l'Angleterre, & qu'elle nous a sauvés de la ruine? Mais dans quel tems nous aurait-elle rendu ce grand service? Serait-ce du tems d'*Elizabeth*, qui se joua de nous pendant tout le cours de son regne; qui fut sur le point de nous abandonner aux Espagnols, & qui, pour le peu de secours qu'elle nous rendit, exigea pour sûretés les principales clés du pays du côté de la mer? Serait-ce du tems de *Jacques I.* sous le regne de qui les Anglais ne cessèrent de désoler notre commerce, sur nos côtes, dans la mer du Nord & dans les Indes? Serait-ce du tems de *Charles I.* où ils poussèrent l'animosité jusqu'à secourir la flotte Espagnole que *Tromp* était sur le point de détruire? Serait-ce sous *Cromwel*, qui, fit à la Hollande la guerre la plus désastreuse qu'elle ait essuyée & lui porta le coup mortel par le fameux acte de navigation dont on n'a jamais pu obtenir la révocation? Serait-ce sous *Charles II.* qui, par sa perfidie, nous attira la fatale invasion des Français, qui faillit à détruire entièrement la République? Serait-ce sous *Jacques II.* qui donnait aux Corsaires d'Alger un azile pour courir sus à nos navigateurs? Serait-ce sous Guillaume III. qui parvint à réunir les deux pays à peu près sous sa domination? Nous consumâmes nos forces pour l'élever sur le trône, pour affermir la liberté Britannique sur des fondemens inébranlables; & nous ne reçûmes que des outrages. Serait-ce sous la Reine *Anne*, qui, après une guerre longue & ruineuse, nous abandonna à la merci des Français, dès qu'elle vit lieu de traiter avantageusement avec eux? Serait-ce enfin, pour abrégé, sous les trois *Georges*, qui, soit en tems de paix, soit en tems de guerre, n'ont cessé d'autoriser leurs armateurs dans leurs violences. En un mot, il n'est aucun regne, aucun tems, & presque pas une année où les Hollandais n'aient eu à se plaindre des Anglais. Peut-on dire que c'est la nécessité, le danger imminent de périr qui autorise ces procédés? Mr. Iddekinge n'ose prendre sur lui de déci-

der

der si les Anglais se sont trouvés cette fois-ci dans ce cas ; mais , puisque les Anglais ont toujours suivi la même conduite dans tous les tems , n'est-il pas plus naturel de conclure qu'ils ont une jalousie naturelle contre notre prospérité nationale & que si l'occasion s'offre actuellement de nous mettre hors d'état de les craindre , il est de la bonne politique de ne pas la laisser échaper.

Ces Feuilles périodiques paraissent régulièrement , tous les Lundis à *Amsterdam* , chez *J. A. Crajenscbot* ; à *Haarlem* , chez *Walree* ; à *Leide* , chez *Luzac & van Damme* , & *Les Freres Murray* ; à *la Haye* , chez *J. van Cleef* , *Detune* , *van Drecht & La Veuve Staatman* ; à *Gouda* , chez *Van der Klos* ; à *Rotterdam* , chez *Bennet & Hake* , & *J. Bronkborst* ; à *Dordrecht* , chez *Blusse* ; à *Deventer* , chez *Leemborst* ; à *Groningue* , chez *Huyzingb* ; à *Nimegue* , chez *Van Goor* ; à *Arnhem* , chez *Troost* ; à *Bois-le Duc* , chez *J. H. Pallier* , à *Hambourg* , chez *J. G. Virchaux* & chez les principaux Libraires des Pays-Bas. On trouve chez l'Editeur de ces feuilles *L'Amériquiade Poëme* ; 6 sols & *Voltaire reçu aux Champs élysées par Henri quatre* , *Estampe allégorique*.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

 N°. LV. LUNDI, ce 25 FEVRIER, 1782.

CHAPITRE XLVI.

Examen des assertions de l'Auteur de la Correspondance Politique.

On a dû voir jusqu'à présent que nous étions tellement affermis sur nos principes, que loin de craindre le face à face avec ceux qui pensaient différemment, nous les avons ordinairement introduits sur l'arène, armés de tous leurs moyens d'attaque & de défense. Nous ne pensions pas alors qu'il prendoit envie à quelque athlète de s'équiper de pied en cap dans le seul dessein de nous rompre partout en visière; nous avons bien vu, & non pas sans sourire, des lettres signées *Anti-Cerasus*, & d'autres enfans perdus jetés devant nous, pour semer l'épouvante; mais nous pensions qu'il n'était réservé qu'aux Auteurs illustres, aux hommes de génie, de faire des ouvrages parodiés régulièrement ou réfutés en forme. Nous avons longtems ignoré qu'on nous fît cet honneur; nous l'ignorerions vraisemblablement encore, si l'Auteur de la *Gazette du Bas-Rhin* ne nous avait annoncé l'existence d'une feuille périodique, intitulée *Correspondance Politique*, & si, pour nous prouver que cette feuille était dans le monde, il n'en eût cité plusieurs traits. Nous avons eu bien

TOME III. C de

de la peine à nous en procurer les premières feuilles. Comme nous n'avons mis d'importance aux nôtres, qu'autant qu'elles exposaient des observations qui nous paraissaient neuves & utiles, nous nous bornerons à les défendre; nous ne releverons ce qui échappe à cet Antagoniste sur notre personne, que lors qu'il tentera de la rendre odieuse, en donnant à nos expressions des interprétations finistres que nous n'avons jamais eu en vue; tous les lecteurs seront à portée de juger si dans les endroits que nous rapporterons, on ne verra, comme dans les extraits cités par le *Courier du Bas-Rhin*, que des phrases, c'est-à-dire, des assertions sans preuve, de grands mots vuides de sens & des lieux communs qui laissent le lecteur dans la même ignorance où il était auparavant. Nous nous arrêterons principalement sur ce qu'il dit des affaires de l'*Amérique*, matière que nous regarderons toujours comme celle où nous avons jeté des lumières vraiment intéressantes pour l'Europe. On nous dispensera de rapporter ce que l'Auteur prend ou traduit d'ouvrages imprimés; nous nous bornerons à ce qui paraît sorti de sa tête & dirigé contre les principes & la personne du *Politique Hollanais*.

„ Il faut, ” dit la *Correspondance*, „ de grands
 „ intérêts nationaux pour amener de l'unanimité
 „ dans les résolutions & de la vigueur dans l'exé-
 „ cution. Il n'y a que des avantages généraux,
 „ sentis par la multitude, ou que des dangers pro-
 „ chains, éminens, qui puissent mettre du concert
 „ dans les vœux & de l'énergie dans les efforts. Il
 „ faut de grands motifs d'intérêt public pour déve-
 „ lopper les ressources nationales. Il faut de grands
 „ biens à procurer à la patrie, ou de grands maux à
 „ éloigner de ses enfans, pour réunir les opinions
 „ diverses & rassembler dans un même centre les
 „ forces dispersées Nous épargneron à nos
 „ lecteurs les Tropes dont l'Auteur rebat ici les mêmes
 „ idées. Mais il faudrait être aveugle, poursuit-il,
 „ pour s'imaginer qu'on verra régner le même con-
 „ cert,

„ cert, & développer les mêmes efforts, quand il
 „ s'agit d'intérêts légers & individuels: qu'on fera
 „ des sacrifices aussi coûteux, pour défendre la cau-
 „ se de quelques Membres de la Souveraineté, qui,
 „ ne consultant que leurs convenances ou leur res-
 „ sentiment personnel, ont imprudemment jeté leurs
 „ concitoyens dans la confusion, & leur patrie dans
 „ le malheur; pour soutenir des hommes qui, sans
 „ mission politique, sans caractère compétent, ont
 „ formé des liaisons perfides, qui ont fait *évanouir*
 „ *le caducée entre deux nations unies*; pour réaliser de
 „ petites spéculations mercantiles, aussi incertaines
 „ que leur utilité serait circonscrite; pour appuyer
 „ des résultats d'une négociation ténébreuse, fatal
 „ fruit d'un système criminel, qui ne tend pas à moins
 „ qu'à bouleverser la constitution nationale, en ex-
 „ pulsant le premier Magistrat de la République,
 „ & en dépouillant la confédération de sa supréma-
 „ tie, pour en transporter les prérogatives à un des
 „ individus qui la composent..... Ce n'est ni pour
 „ épargner des catastrophes à leur pays, ni pour
 „ procurer l'aisance à ses habitans, qu'ils ont con-
 „ tracté furtivement avec ce congrès éphémère,
 „ avec ce *corps phantastique*, qui se dissoudra par
 „ la défection honteuse de ses dignes membres, ou
 „ qui descendra au tombeau, chargé du crime d'une
 „ rébellion atroce & de l'opprobre d'une rébellion
 „ infâme....”

Une pénétration extraordinaire n'est pas requise,
 pour sentir qu'il ne faut pas toujours de grands in-
 térêts pour remuer une nation entière, aussi bien dans
 une République, que dans une Monarchie. Les
 annales d'Angleterre & les nôtres attestent suffisam-
 ment que la plupart des dernières guerres où ces
 deux Etats ont été engagés, ne posaient que sur des
 intérêts vagues, légers ou momentanés. Par exem-
 ple: quel intérêt avions-nous de nous exposer de
 gaîté de cœur à l'invasion des Français en 1748? Quels
 intérêts évidens & puissans ont engagé les Anglais
 dans toutes les guerres qu'ils ont entreprises durant

ce siècle, à l'exception de la dernière ? Il peut, au contraire, arriver que les plus puissans motifs d'intérêt & de péril, n'aient aucune influence, même dans les Républiques. Qu'on lise les Philippiques de Demosthène ; on verra combien ce foudre d'éloquence avait de peine à tirer ses Compatriotes de leur funeste léthargie. Mais, sans recourir à des tems plus anciens, jetons les yeux sur ce pays. Supposons même, avec l'Auteur, que ce ne sont pas de puissans intérêts qui ont fait éclater la rupture ; on ne peut disconvenir à présent, c'est le cri unanime de toutes les classes de citoyens, que, sans de grands efforts & des opérations vigoureuses, la République est menacée jusque dans ses fondemens. Tous les Corps politiques, de concert avec le Stathouder, ne cessent de faire retentir cette effrayante vérité aux oreilles de la nation : cependant, qu'a-t-on fait ? Que fait-on ? Que fera-t-on au printemps prochain ? L'évidence montre cependant qu'il ne faut que de médiocres efforts de notre côté pour alarmer un ennemi, affaibli par de puissantes diversions. Ce ne sont pas là des phrases ; c'est un raisonnement dont personne ne saurait contester la vérité.

„ Si continue *la Correspondance*, l'Amérique ne
 „ devient pas indépendante, comme cela se pour-
 „ rait bien, malgré les progrès que son indépendan-
 „ ce fait chaque jour dans les Gazettes (a) le trai-
 „ té éventuel de commerce entre cette *malheureuse*
 „ contrée & les Provinces-Unies, est une pure chi-
 „ mere pour faire le bien de leurs habitans... Si, au
 „ contraire, elle le devient, comme cela se pour-
 „ rait bien aussi dans quelques centaines d'années (b)
 „ l'uti-

(a) Témoin sans doute, la glorieuse Expédition de Cornwallis, à travers les deux Carolines, bien couronnée par l'affaire de Gloucester & York-Town, que les Gazettes ont si méchamment rapportée !

(b) Sans doute que les Anglais qui, dans un moment, ont perdu tout ce beau pays, sans qu'ils n'aient pu, depuis
sept

„ l'utilité des liaisons mercantiles , formées avec
 „ des hommes qui la ravagent par leurs extorsions
 „ & la flétrissent par leur despotisme (c) , pourra in-
 „ téresser nos neveux. Mais il faut être terrible-
 „ ment éloigné de l'égoïsme , ou farieusement près
 „ de la cruauté , pour exposer ses contemporains
 „ & soi-même aux hazards d'une guerre furieuse ,
 „ en faveur de *futurs contingens*.

„ J'ai ,” continue *la Correspondance* , „ sur le plai-
 „ deur apostat , M. Laurens , tant célébré , il y a
 „ un an , aujourd'hui si complètement oublié , une
 „ piece que le public ne ferait sûrement pas fâché
 „ de connaître. Mais elle est trop longue pour en-
 „ trer dans ces feuilles: Si j'aimais à débusquer les
 „ usurpateurs des renommées de l'autel où la con-
 „ sidération publique les contemple , je pourrais li-
 „ vrer ce morceau à l'impression , & en faire une
 „ brochure qui ne contribuerait peut-être pas peu
 „ à démasquer ce caffard politique. Mais à quoi bon
 „ défabufer les dupes & fâcher les fripons (d)?

„ Cependant , lorsque je manquerai de matieres
 „ plus

sept ans , se tenir que dans quelques villes entourées de la mer , avec la supériorité de leur marine , ont repris des forces pour opérer bientôt cette conquête ! Quelle sublime prophétie ! Le Politique Hollandais ne l'aurait jamais faite !

(c) Tel est le langage emphatique du Ministère Britannique ; mais quand on réfléchit qu'il n'est pas en Amérique un seul membre du Gouvernement dont l'élection ne dépende du peuple & dont la fonction soit pour plus d'une année , ne voit-on pas comment des chefs aussi dépendans & aussi précaires ne peuvent être des tyrans & des despotes. On ne conçoit pas comment une nation qui n'a remis le dépôt de sa liberté qu'à ses propres armes que chacun d'eux porte , ne se choisit que des tyrans pour chefs , pour leur obéir servilement.

(d) A quoi bon ? Quelle question dans la bouche d'un Ecrivain public qui doit avoir pour objet de dissiper les préjugés & de prévenir le public contre tout ce qui peut l'égarer ?

„ plus essentielles , je pourrais bien révéler dans cet-
 „ te hebdomadaire quelques traits du caractère, quel-
 „ ques anecdotes de la vie civile de Mr. Laurens ,
 „ seulement pour faire connaître le plus vain , le
 „ plus faux des hommes , qui a ruiné cent familles
 „ de Charles - Town , sa patrie , par des procès odi-
 „ eux , plus odieusement poursuivis encore , qui
 „ s'est élevé , à force d'hypocrisie , à la tête du Con-
 „ grès . *Et a fini par le trahir , en vendant Et sa de-*
 „ *fection* & les paperasses funestes d'Amsterdam au
 „ Ministère Britannique . Et voilà le grand , l'ex-
 „ cellent homme , le zélé patriote . le profond po-
 „ litique dont d'imbécilles gazetiers nous ont chan-
 „ té les louanges , & dont ils ne parlent plus ; de-
 „ puis qu'avec le prix de la convention de *son*
 „ *apostasie* , il donne à la Tour des festins à ses
 „ convertisseurs & à ses condisciples .

„ Il semble que le rôle de ce Tartuffe , qui a joué
 „ tour à tour l'opposition , ses compatriotes & les
 „ étrangers , devrait rendre un peu confus les négo-
 „ ciateurs de l'Amstel , d'avoir mis leur confiance en
 „ lui . Si l'Exprésident du Sénat Américain était
 „ réellement chargé d'une mission honorable au-
 „ près des Provinces-Unies ; s'il avait l'intention
 „ de la remplir avec honneur & de servir la cause
 „ de sa patrie , pourquoi remplissait-il son por-
 „ te-manteau de la correspondance de la ville
 „ d'Amsterdam qui en avait conservé des copies
 „ authentiques . Et si ses instructions portaient qu'il
 „ dût être muni de ces fatales paperasses . d'où vient
 „ qu'à la rencontre de la *Vestale* , il ne s'est pas
 „ défendu en héros , ou qu'il n'a pas abîmé la malle
 „ dans les eaux , pour soustraire cette malheureuse
 „ boîte de Pandore à l'activité du Capitaine Keppel ?
 „ Mais vraiment , *le marché portait qu'on ne tirerait*
 „ *point* sur le Paquebot le Congrès , par ce qu'un
 „ Plénipotentiaire ultra-maritime est trop poltron
 „ pour soutenir le feu , & qu'en retour de cette at-
 „ tention prudente , il conserverait précieusement
 „ le dépôt qui lui était confié ; arrangement qui con-
 ci.

„ ciliait tout-à-la-fois la vie , la honte & la fortune
 „ de Mr. Laurens. qui après avoir fait , dans sa jeu-
 „ nesse , des harnois pour les chevaux , a forgé dans
 „ sa vieillesse , des chaînes de fer pour ses conci-
 „ toyens , & d'or pour lui.”

Je n'ai jamais vu Mr. Laurens , je ne le connais que par des faits publics ; & consignés dans des documens authentiques . De quel front ne faut-il pas être armé pour ôser distiller le poison de la calomnie sur le plus respectable des caractères ? De quel front peut-on avancer que Mr. Laurens s'était vendu au Ministère Anglais , tandis que le Ministère le faisait passer par toute la rigueur des épreuves qu'on fait subir aux accusés de haute-trahison ? De quel front peut-on lui faire donner des festins dans le tems où le Ministère Britannique fermait toutes les avenues pour lui parler & l'avait même réduit à manquer du nécessaire ? Voilà des faits notoires , qu'un des oracles de la chambre des Communes n'a pas craint de produire solennellement dans cette auguste assemblée des Représentans de la nation . Quelle ame arroce que celle qui ôse insulter au malheur d'un vénérable vieillard sur le sort duquel les hommes sensibles de tous les partis ont versé des larmes ! Quoique , en Amérique encore plus que dans aucun autre pays , l'homme soit tout & la naissance rien , quelle confiance mérite sur ce dernier article , relativement à Mr. Laurens , un Auteur si peu délicat sur le choix des moyens , pour satisfaire l'affreux plaisir de calomnier ? Quelle confiance méritent les pièces secrètes qu'il n'ose produire ; ressource ordinaire de l'imposture & de la méchanceté ? Je ne puis terminer cette apologie , sans attester qu'on ne trouve pas un Américain qui ne se répande en éloges sur les vertus aussi bien que sur les talens de Mr. Laurens . Il est vrai que , pour avoir une connaissance exacte & fidele des affaires intéressantes de l'Amérique , le *Politique Hollandais* ne s'est pas borné aux relations Anglaises . Il a consulté tous les Américains que sa position l'a mis à portée de con-

naître. Il semble que l'événement montre assez qui des deux a suivi de meilleurs guides.

„ Livrez , dit - on dans la *Correspondance politique* ,
 „ à l'indignation des loix & du public ces miséra-
 „ bles artisans de la calomnie & de l'imposture ; ces
 „ plumes mercenaires , soudoyées pour déchirer , ou
 „ trempées dans le fiel pour exercer des vengeances
 „ privées , ces factieux impudens qui , pour amener
 „ une révolution , dont peut-être ils seront les victi-
 „ mes , soufflent le feu de la discorde , arment leurs
 „ concitoyens du poignard de la guerre civile.
 „ Mais ne ferez - vous pas d'exception ? Par
 „ exemple , mettez - vous au rang des libelles ou des
 „ écrits pitoyables , notre *Politique Hollandais* , ou-
 „ vrage composé dans les mêmes principes , dans
 „ les mêmes vues , mais mieux fait que les *Lettres-*
 „ *Hollandaises* que vous avez si équitablement fla-
 „ gellées ? L'accuserez vous d'insipidité , ou le dé-
 „ roncerez - vous au public , comme un brûlot lan-
 „ cé dans la nation pour l'embraser ? Refuserez-
 „ vous à son Auteur des connaissances & du génie ?
 „ Il me paraît que cette feuille est assez bien écrite.
 „ Si l'Ecrivain bavarde beaucoup , il raisonne aussi
 „ quelquefois. Il est souvent sophistiqué ; mais je
 „ le crois de bonne - foi. Il est admirateur fou
 „ des *poltrons de l'Amérique (e)* ; & cependant je ne
 „ pense pas qu'il soit stipendié par M. Adams ou
 „ M. Franklin. Il plaide chaudement la cause de
 „ MM. d'Amsterdam : mais il demeure dans leur ville
 „ & mange leur pain. Il déclame sans cesse contre
 „ le Duc ; probablement il ne l'aime pas (f). Il
 „ fatigue le Prince de harangues éloquentes. à qui
 „ il ne manque rien que de la justesse. Toutes
 „ ces

(e) Je ne méprise pas les Anglais , tant s'en faut ; mais il faut qu'ils soient bien lâches , pour s'être laissé prendre deux armées par ces *poltrons d'Américains*, événement jusqu'alors inouï dans l'histoire des guerres , sans parler de Bennington , de Trenton , Prince - town , Still - water , Kings - mountain &c. &c.

(f) Citez ces déclamations !

„ ces déclamations ampoulées, ces Catilinaires con-
 „ tre le Feld-Marechal, ces sermons au Stathou-
 „ der, ces répétitions éternelles sur l'héroïsme Amé-
 „ ricain, sur le patriotisme Amsterdammois, peuvent
 „ être des défauts dans une feuille littéraire, mais
 „ ne sont point des délits dans un ouvrage politique :
 „ on peut s'ennuyer d'une production monotone ; mais
 „ on n'est pas en droit d'en faire un crime à son Au-
 „ teur. Prévenu contre le Prince d'Orange & ses
 „ amis (g), pour M. M. d'Amsterdam & leur Systé-
 „ me, M. Cerisier (h), avec beaucoup de con-
 „ naissances & les meilleurs vues, peut se faire illu-
 „ sion à lui-même & tromper ses lecteurs, sans le
 „ vouloir. Son ouvrage, pour être partial, n'est
 „ pas une production méprisable, ni peut-être un
 „ tocsin séditieux. J'avoue que mieux instruit &
 „ moins forcené que ses confreres, il peut faire
 „ aussi plus de mal : plus il a de génie & de droiture,
 „ plus il peut égarer le public, si une fois il se mé-
 „ prend : s'il est parti d'un principe faux, ses con-
 „ séquences doivent être terriblement erronées.

„ Mais c'est ce dont tout le monde ne convient
 „ pas, à beaucoup près, & c'est ce que je n'oserais
 „ prendre sur moi de décider. Un grand nombre
 „ de mes Compatriotes qui ne se laissent pas éblouir
 „ par des sophismes, ni entraîner par des menson-
 „ ges, prétendent que cet Ecrivain est dans la bon-
 „ ne - voie ; qu'il combat pour la bonne cause ; qu'il
 „ la défend avec encore plus de ménagement que
 „ d'habileté ! L'air d'assurance avec lequel il s'an-
 „ nonce au public, le ton d'impartialité avec le-
 „ quel il affecte de lui parler, sont faits pour en
 „ imposer. La facilité avec laquelle il traite ses
 „ matieres ; l'abondance de raisonnemens plus ou
 „ „ moins

(g) Dites plutôt contre les principes de l'Anglomanie.

(h) Doucement Monsieur. Qui vous a dit le nom de l'Auteur d'une feuille anonyme ? Lisez la préface ; vous verrez votre méprise.

„ moins concluans, dont il étaye son opinion font
 „ présumer qu'il a souvent raison, parce qu'il ne
 „ tarit sur rien, & n'est jamais en défaut.

„ C'est à vous à montrer qu'il a tort, si vous êtes
 „ effectivement dans cette idée. Je ne suis ni son ad-
 „ mirateur, ni son partisan; parce que je ne saurais
 „ l'être d'un Ecrivain quelque distingué qu'il soit,
 „ qui employe ses talens à chanter éternellement les
 „ louanges de la ville d'Amsterdam, & qui la dé-
 „ fend sur tous les points (i), même par des per-
 „ sonnalités indécentes contre tous ceux qui l'attaquent.
 „ (k). Cette manie de rompre des lances contre
 „ tout le monde, en l'honneur de cette belle, est
 „ un défaut insupportable dans un Ecrivain public,
 „ dont le premier caractère doit être la véracité, & le
 „ second la justice. Son acharnement à exagérer
 „ tout ce qui est à la charge du parti Stathouderien,
 „ & son attention à pallier les reproches justement
 „ mérités par le parti contraire, décele un vice ra-
 „ dical, dans une feuille destinée à éclairer la nation
 „ Hollandaise sur ses vrais intérêts.

„ Son écrit, sans être un libelle grossier & ca-
 „ lomnieux, ne laisse pas d'avoir jusqu'à un certain
 „ degré, la propriété d'enflammer la sédition, &
 „ d'aigrir la playe de notre patrie. Il peut même
 „ y contribuer d'autant plus, qu'il feint autant de
 „ modération que de zèle, & qu'il attache par un
 „ étalage d'érudition & de réflexions satyriques qu'on
 „ ne trouve pas toujours dans les autres ouvrages
 „ polémiques. La hardiesse avec laquelle le sien
 „ est écrit serait bien louable, si elle ne servait qu'à
 „ venger la justice outragée, & à démasquer les
 „ fourbes & les prévaricateurs.

„ Il faudra voir, dit l'Auteur en feignant de ré-
 „ pondre aux passages précédens, si Mr. Cerisier
 „ au-

(i) Pas tout à fait. Il ne lui a pas épargné les repro-
 ches & même de très graves.

(k) *L'attaquent!* Est ce de l'Auteur ou de la ville que
 vous parlez?

„ aura la hardiesse de déchirer le placard des Etats
 „ de Hollande , comme il a fait celui des Etats
 „ d'Utrecht ; s'il pouffera la licence jusqu'à contester
 „ aux Souverains de sa Province, le droit de sévir
 „ contre des ouvrages dangereux (1), comme il
 „ l'a fait aux Souverains d'une Province voisine ;
 „ s'il osera encore dévouer au ridicule un Sénat qui
 „ croit devoir prendre des mesures extrêmes, mais
 „ salutaires, dans des circonstances critiques, pour
 „ arrêter des productions pernicieuses, & réprimer
 „ leurs criminels Auteurs.

„ Celui du *Politique Hollandais*, sans être un li-
 „ belliste obscur, un calomniateur ténébreux com-
 „ me son prédécesseur de Bruxelles, un forcené
 „ comme les méprisables que l'autorité poursuit en
 „ ce moment, ne m'en paraît pas moins un Écri-
 „ vain dangereux & son ouvrage un vrai tocsin de
 „ sédition & de révolte dans les conjonctures présen-
 „ tes. Vous avez beau entreprendre de l'excuser ;
 „ en voulant faire son apologie , vous lui faites
 „ son procès. Je ne le crois pas vil, non plus que
 „ vous ; mais je le trouve très-répréhensible. S'il
 „ n'est pas dévoué à un parti, il n'en est que plus
 „ blâmable de soulever le peuple contre l'autre,
 „ pour la méprisable gloire de débiter des para-
 „ doxes, appuyés par des sophismes ; & d'aigrir con-
 „ tre quelques administrateurs outragés dans le pu-
 „ blic, l'esprit d'une nation qu'il aurait fallu cal-
 „ mer & ramener à des sentimens plus modérés.”

„ Vous ne me dites pas, mais vous semblez me
 „ dire que je devrais faire une critique de la feuil-
 „ le de cet Ecrivain. Hé bien Monsieur, de tout
 „ mon cœur, je la ferai. Je ne suis pas en peine
 „ de réfuter plusieurs de ses assertions. Sans m'at-
 „ ta-

(1) Lisez le No. XXXV. .. où le *Politique Hollandais*, sans s'écarter de ses principes, justifie les Etats de Hollande. Quant au placard de la Province d'Utrecht, un nouveau trait qui fait un honneur immortel aux premiers Magistrats de cette ville & que nous rapporterons dans ces feuilles, montre as-
 fez, sous quel point de vue on y envisage ce placard.

„ tacher au caractère moral de l'Auteur, je m'ap-
 „ pliquerai à examiner l'ouvrage. Je n'imiterai
 „ point sa conduite avec Mr. van Goens : je ne me
 „ servirai point, pour le combattre, des armes qu'il
 „ a employées contre son adversaire. Il a déchiré
 „ l'homme, au lieu d'apprécier le livre. Il est
 „ plus aisé de répandre du ridicule sur la personne,
 „ que d'opposer de bonnes raisons à des argumens.
 „ J'ignore, au reste, qui a tort ou droit de ces
 „ deux contendans (*m*) ; je ne me mêle point de leur
 „ dispute. Je ne connais ni Mr. van Goens, ni
 „ son livre. Je n'ai pas besoin de les connaître pour
 „ dire mon avis du *Politique Hollandais*, que je con-
 „ nais fort bien. Dans l'examen que j'en ferai, je
 „ distinguerai soigneusement l'Ecrivain d'avec ses opi-
 „ nions. Mais en prenant garde de séparer ces deux
 „ choses, que l'Auteur du *Politique Hollandais* n'a
 „ pas toujours séparées, avec ses antagonistes, je
 „ n'épargnerai point sa personne, quand c'est son
 „ cœur qui a failli. Je dirai franchement ce que je
 „ pense de l'homme, lorsqu'il se permet d'induire
 „ en erreur contre sa conviction ; lorsque la passion
 „ le rend l'écho des calomnies qu'il devrait repous-
 „ ser ; lorsqu'une vengeance méprisante le porte à
 „ outrager des hommes estimables, qui n'ont rien
 „ à démêler avec lui ni avec son ouvrage.
 „ Cet écrivain tranchant, plein de suffisance &
 „ de hardiesse, qui porte souvent l'audace jusqu'à
 „ la témérité, prête le flanc de toutes parts. Ses
 „ éloges des Américains sont dénués de fondement
 „ & de vérité ; ils portent sur des faits altérés, sur
 „ des suppositions chimériques, sur des rapports
 „ faux ou exagérés, sur des relations plus que sus-
 „ pectes. M. Cerisier aime les Américains, & sa
 „ prédilection pour ces héros de la liberté l'aveugle.
 „ Tout ce qu'on publie à leur louange lui paraît re-
 „ vé-

(*m*) Pourquoi donc prenez-vous le parti de l'un des
 deux, & surtout après que vous avez déclamé contre les
 délateurs ?

„ vêtu du caractère de l'authenticité & du
 „ vrai. Tout ce qu'on raconte de la tyrannie
 „ du Congrès ; des souffrances & de la mauvai-
 „ se volonté d'un peuple opprimé ; des besoins
 „ & de la mutinerie de l'armée continentale ; de
 „ l'incapacité ou de l'ambition de ses chefs, lui sem-
 „ ble de toute fausseté (n) Avocat de la rebellion
 „ du nouveau monde, il écarte habilement tout ce
 „ qui est à la charge des rebelles. Il fait valoir
 „ avec adresse tout ce qui peut servir sa cause.

„ Son idée d'une alliance naturelle entre la Hol-
 „ lande & l'Amérique, est ridicule. L'appui des
 „ Hollandais serait sans contredit utile aux Améri-
 „ cains, peut-être plus que celui des Espagnols &
 „ des Français. Les secours de la République les
 „ serviraient sans doute mieux que ceux de la Fran-
 „ ce & de l'Espagne. Une fois déclarée, en leur
 „ faveur, elle agirait de bonne-foi & avec vigueur.
 „ Elle remplirait sérieusement les conventions, si
 „ elle en avait contractées. Son argent, ses flottes,
 „ ses troupes, si elle pouvait leur en fournir, les
 „ aideraient à consommer leur indépendance, qu'ils
 „ sont incapables de consolider eux-mêmes, parce
 „ qu'il n'y a que les factieux, à qui elle serait avan-
 „ tageuse, qui le désirent ; & que le peuple à qui
 „ leur ambition coûte tant de sacrifices, ne les se-
 „ conde qu'autant qu'il ne peut s'en dispenser, sans
 „ être exposé aux injustices & aux persécutions de
 „ ces cruels & avides tyrans (o).

„ On conçoit très-bien comment l'alliance des
 „ Etats-

(n) Et le lui sembleront toujours tant que les expédi-
 tions des Anglais dans ce pays ne se termineront que par
 des accidens semblables à ceux de *Saratoga* & d'*Tork-Town*.

(o) Encore un coup, lisez les Loix constitutives des
 Etats-Unis de l'Amérique ; & vous verrez s'il est possible
 qu'un peuple - Roi trouve du plaisir à se choisir annuelle-
 ment ses tyrans. Lisez les Gazettes & les papiers d'Améri-
 que, & vous verrez s'il y a apparence que le peuple
 soit opprimé.

„ Etats-Généraux pourrait être utile aux Etats-
 „ Unis, supposé que les premiers fussent dans une
 „ position à pouvoir aider les seconds. Mais on
 „ n'apperçoit pas l'utilité qu'elle procurerait à la
 „ Hollande. Des Alliés à deux mille lieues de la
 „ République seraient une faible ressource contre
 „ les Ennemis qu'elle doit combattre à sa porte. Et
 „ quels alliés encore ? Des hommes dans l'impuis-
 „ sance & dans l'incapacité de se défendre chez
 „ eux, malgré les secours de la France & de l'Es-
 „ pagne (p) ; malgré les diversions que ces deux
 „ Puissances réunies font en leur faveur : des hom-
 „ mes qui manquent de tout, de *principes*, de
 „ *système*, de *force* & de *courage* ; qui n'ont ni *espe-*
 „ *ces*, ni *armées*, ni *marine* ; qui éprouvent tous les
 „ inconvéniens de la désunion & toutes les calami-
 „ tés de la guerre civile ; qui voyent leur pays ra-
 „ vagé tour à tour par ses ennemis & ses défen-
 „ seurs ? leur commerce tomber, leur population
 „ diminuer, leurs campagnes dévastées, leurs villes
 „ emportées par des conquérans, ou rendues par
 „ des lâches ; leurs habitans ruinés, & un peuple
 „ entier écrasé sous le poids d'une dette de plusieurs
 „ milliards, dissipés en folies, ou expoliés par les Sé-
 „ nateurs & leurs suppôts (q).

„ L'alliance avec les Américains ferait donc inu-
 „ tile aux Hollandais : ils n'en retireraient ni se-
 „ cours, ni avantages. Des Révoltés qui ne peu-
 „ vent pas défendre leurs propres foyers, iraient-
 „ ils reprendre les possessions Hollandaises envahies
 „ par les Anglais dans les Indes-Occidentales ou
 „ pro-

(p) Quels secours directs l'Espagne a-t-elle prêtés aux Etats-Unis ? Dans les opérations de terre quels services directs la France, leur a-t-elle rendus ? Et sur mer a-t-elle arraché New-York, Charles-Town, le Long-Island &c aux Anglais ?

(q) Ainsi les Anglais n'ont besoin que d'une poignée d'hommes pour subjuguier ces misérables Américains. C'est sans doute, faute d'informations aussi neuves, que tous leurs expéditions de conquête, ont manqué jusqu'à présent.

„ protéger celles qui ne le font pas encore ? En-
 „ verraient ils des flottes des armées, des muni-
 „ tions, dans les établissemens des Indes-Orientales,
 „ eux à qui il faut que leurs amis d'Europe
 „ portent des habits, des fusils, de la poudre, des
 „ souliers pour leurs soldats & jusqu'à de l'argent
 „ pour les soudoyer ? Feraient ils la conquête des
 „ établissemens de la Grande Bretagne, eux qui
 „ n'ont pas encore un seul vaisseau de guerre, ni
 „ des troupes en état de conserver les Provinces
 „ soustraites à la domination Britannique ? Enfin,
 „ verrait on le pavillon du Congrès s'unir au pavil-
 „ lon Belgique, pour chasser les escadres Anglai-
 „ ses des côtes de la Hollande, tandis que la Fran-
 „ ce & l'Espagne, armées jusqu'aux dents, laissent,
 „ l'une ravitailler Gibraltar à la barbe de 50 vais-
 „ seaux de ligne, & l'autre bloquer les siens dans
 „ ses ports () ?

„ Il faut être aveugle pour ne pas voir l'extrava-
 „ gance d'une alliance quelconque entre la Républi-
 „ que & les Américains dans la circonstance actuelle.
 „ Non seulement elle serait inutile à la Hollande;
 „ mais elle lui serait onéreuse, & lui deviendrait
 „ infailliblement funeste. L'art d'embrouiller les
 „ idées les plus simples & les plus claires que pos-
 „ sède au suprême degré l'Auteur que je combats,
 „ ne persuadera qu'à ceux qui voudront s'abuser

„ VO-

(r) Sans doute les Américains ne feront pas des mira-
 cles, ne changeront pas la situation de la Grande Bre-
 tagne, le long des côtes de la République Belgique; ils
 ne feront pas sortir du néant une marine qu'ils n'ont pas en-
 core ? Ils se borneront toujours à la défensive, jusqu'à ce
 qu'ils aient plus d'argent pour étendre leurs opérations au
 dehors ? Mais en faudrait-il beaucoup, à un peuple si
 bien pourvu de munitions navales, pour avoir en peu de tems
 une marine, capable de porter des coups sensibles à l'An-
 gleterre. Eh ! n'est-il pas d'autres avantages à espérer
 d'une alliance actuelle entre les deux Républiques ? Nous
 les avons déjà suffisamment développés.

„ volontairement, qu'il ferait de l'intérêt des Pro-
 „ vinces-Unies de s'allier avec un pays aussi éloigné
 „ d'elles, avec des hommes qui ne sauraient les ai-
 „ der & qui leur deviendraient à charge (s).
 „ Dans la position où elles se trouvent aujourd'hui,
 „ il n'est pas prudent qu'elles s'exposent à faire
 „ les sacrifices que réclamerait une alliance offen-
 „ sive avec eux. Si elle existait une fois, cette
 „ alliance insensée, il faudrait que les Hollandais
 „ volassent en Amérique pour y secourir leurs al-
 „ liés (t). La France qui soutient si mollement
 „ leur cause, la soutiendrait avec plus de mollesse
 „ encore (u). Elle trouverait bien le secret de se
 „ reposer sur la République du soin de la défendre.
 „ Le Congrès abandonné ou mal secouru par son
 „ ancien ami, attendrait son salut des nouveaux (v).”

La suite au No. prochain.

(s) La paix ne peut-être solide, à moins qu'elle ne soit appuyée sur l'indépendance des Américains. Il est impossible de contester cette vérité. Ainsi, plutôt nous serons liés avec eux, plutôt cette indépendance sera affermie.

(t) Fausse supposition. C'est ce que les Américains ne demanderont jamais. N'est-il pas une manière de dresser le Traité mutuel, de façon que chacune des parties en retire des avantages, sans nuire à l'autre?

(u) Pour quelle raison? Vos principes montrent que vous n'en avez pas même le moindre soupçon?

(v) Une République militaire, telle que l'Amérique, n'attend son salut que d'elle-même.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

Nº. LVI. LUNDI, ce 4 MARS, 1782.

Suite du C H A P I T R E X L V I .

Examen des assertions de l'Auteur de la Correspondance Politique.

„ V o t r e p a y s e s t - i l d a n s u n e s i t u a t i o n à p o u -
 „ v o i r c o n t r a c t e r d e s e n g a g e m e n s , o n é r e u x
 „ s ' i l v o u l a i t l e s r e m p l i r ; s u p e r f l u s , s ' i l n e l e v o u -
 „ l a i t p a s ? E s t - i l d a n s u n é t a t d e d é f e n s e q u i l u i
 „ p e r m e t t e d e p r o d i g u e r d e s s e c o u r s & d e s s o i n s à
 „ u n e n a t i o n é l o i g n é e , q u i n e f e r a j a m a i s à p o r t é e
 „ d e l u i e n r e n d r e (w) ? F a u t - i l d o n c q u e l a H o l -
 „ l a n d e s o i t l i é e p a r d e s t r a i t é s a v e c l ' A m é r i q u e s e p -
 „ t e n t r i o n a l e , p o u r f a i r e t ê t e a u x A n g l a i s ? E h q u ' o n t
 „ d e c o m m u n l e s p r é t e n t i o n s d e s A m é r i c a i n s à l ' i n -
 „ d é p e n d a n c e , a v e c l e f a l u t o u l ' h o n n e u r d e v o t r e
 „ p a t r i e ? T a n d i s q u e v o u s n ' a v e z n i t r o u p e s c a p a -
 „ b l e s

(w) Eh Comptez vous pour rien la singulière facilité avec laquelle ils pourront attaquer les Ennemis de la République dans les Indes, dès que la jouissance tranquille de leur indépendance les aura mis en état de créer une marine ?

„ bles d'en imposer aux Puissances de terre, ni flot-
 „ tes suffisantes pour combattre vos ennemis mari-
 „ times, avez-vous besoin de vous attirer sur les
 „ bras les embarras d'un Allié incommode, *composé*
 „ *d'un peuple de Poltrons* (x), tyrannisé par un sénat
 „ d'oppresseurs ou de mandians? Il n'y a que des
 „ enthousiastes de la liberté Américaine qui puissent
 „ voir de la convenance ou de la nécessité dans des
 „ idées aussi disparates. Puisque les Anglais vous
 „ ont cherché querelle, défendez-vous. Ils ont as-
 „ sez compté sur leur bonne fortune, pour se croi-
 „ re en état de braver trois Puissances respectables,
 „ pendant qu'ils étaient occupés à réduire leurs Co-
 „ lonies soulevées. Ils ont eu la hardiesse ou, si
 „ vous voulez, l'imprudence de ne pas dissimuler
 „ l'affront qu'ils ont reçu d'une de vos cités....

„ Que vous font les Révoltés de l'Atlantique qui
 „ n'ont eu ni le courage de porter le joug de leurs
 „ anciens dominateurs, ni celui de s'en affranchir
 „ généreusement; qui, incapables de servir la liber-
 „ té, à la quelle ils ôsent prétendre, vont mandier
 „ des défenseurs dans toute l'Europe? Les Bataves
 „ vos ancêtres n'en agirent pas ainsi. Ils ne rejette-
 „ rent pas par caprice l'autorité légitime d'un Sou-
 „ verain équitable & modéré. *Quand il fallut bri-*
 „ *ser les fers d'un Tyran sanguinaire, ils furent le*
 „ *faire eux-mêmes. D'une main ils renversèrent la*
 „ *couronne du despote; de l'autre ils consommèrent leur*
 „ *indépendance* (y).

„ Aban.

(x) Témoins Trenton, Saratoga, Kings-mountain, Eur-
 taws-Springs, York-town, Monmouth, &c.

(y) C'est ainsi que faute d'avoir une connaissance suffi-
 sante de l'Histoire, on s'expose au désagrément d'être relevé
 sur des erreurs honteuses pour un écrivain public. Com-
 bien de fois les insurgens des Pays-bas n'ont ils pas eu re-
 cours aux Puissances étrangères, pour réclamer leur protec-
 tion? Ils demandèrent, à la fois & tour à tour, le joug de la
 Fran-

„ Abandonnez donc ,” continue le Periodiste , „ les
 „ Américains à leur destinée. S'ils sont dignes de la
 „ liberté, ils sauront bien lui élever un temple (z).
 „ S'ils ne le font pas, que vous importe qu'ils ren-
 „ trent sous le joug d'un maître couronné, ou qu'ils
 „ soient livrés à la rapacité de cent ambitieux, qui
 „ les dévorent, après leur avoir enlevé la fidélité &
 „ le bonheur (a).

„ Quoiqu'en dise Mr. Cerisier, ne faites point
 „ d'alliance avec les Américains, qui ne sont ni di-
 „ gnes de votre appui, ni en état de vous secourir.
 „ L'Angleterre ne renoncera jamais à ses Colonies
 „ tant qu'elle y conservera un pouce de terrain (b).
 „ En vous alliant avec elles, vous vous feriez un
 „ ennemi éternel de leur métropole.... Ne vous
 „ alliez point avec ces sujets révoltés; vous les ren-
 „ drez eux-mêmes irréconciliables.

„ Voilà, Mr., quelques-unes de mes idées, sur la
 „ singulière opinion du *Politique Hollandais*, qui
 „ veut unir deux peuples séparés par la politique en-
 „ core plus que par des mers immenses. Je suis fa-
 „ ché de ne pouvoir être de l'avis de cet Auteur.
 „ Cet-

France & de l'Angleterre pour se dérober à celui de l'Es-
 pagne. Jamais ils n'eussent affermi leur indépendance, sans
 de puissans secours, surtout sans ceux de la France.

(z) Pensée grande & vraie; mais par malheur elle ne
 fait rien à la question.

(a) Il importe infiniment, non-seulement à la Hollande,
 mais encore à tous les Etats maritimes, que l'Angleterre
 ne forme plus, en recouvrant ses Colonies, un colosse de
 puissance qui les tiendrait dans l'alarme & sous le joug.

(b) Est il donc si difficile de faire disparaître la domination
 des Anglais de toute l'Amérique? Ils n'y tiennent que dans
 quelques Isles ou sur de petits points de terre, presque en-
 tourés de la mer. Les Américains, destitués de marine, ne
 peuvent les en chasser. Mais une alliance avec d'autres Puis-
 sances pourrait leur procurer les moyens d'avoir une flotte
 qui ne tarderait pas à les affranchir.

„ Cette diversité de sentimens ne lui ôte rien de
 „ son mérite. Je suis fort éloigné d'en contester à
 „ Mr. Cerifier. Je ne le regarde pas, non plus com-
 „ me un mauvais écrivain ou comme un homme
 „ méprisable. Je crois comme vous qu'il est de bon.
 „ ne-foi lors même qu'il se trompe, & qu'il foutient
 „ des theses ridicules, sans être gagé pour les sou-
 „ tenir. Je suis persuadé qu'il est honnête comme in-
 „ dividu, & bien intentionné comme citoyen. Il
 „ a épousé un parti qu'il croit sans doute le bon. Il
 „ a entrepris la défense d'une cause qu'il défend de
 „ son mieux, sans qu'elle en soit meilleure pour ce-
 „ la (c).

„ Ne pourriez-vous pas m'apprendre, ajoute le
 „ correspondant, pourquoi le *Politique Hollandais*
 „ est si fâché contre le Libraire Gosse (d) ? pour-
 „ quoi il a la cruauté d'insulter à l'infortuné Lin-
 „ guet

(c) A ce langage mielleux, on soupçonnerait que le *Correspondant Politique* cherche des ménagemens, malgré la différence des opinions. Mais le venin qu'il a dans le cœur, ne tarde pas à se produire au dehors; il saisit l'occasion d'une lettre Hollandaise traduite dans notre No. XXXIV, pour nous accuser de répéter le langage des poissardes & d'aimer à manier des ordures. Il se permet seulement d'oublier que nous avons dit en rapportant cette lettre, que nous étions bien éloignés d'en adopter le stile ni les assertions & que nous ne l'avions traduite que pour donner aux étrangers un échantillon de la maniere d'écrire & de penser du parti opposé au Duc; quoique nous soyons bien éloignés de confondre ce stile avec le langage des Halles.

(d) Le *Politique Hollandais* n'a jamais regardé le Libraire Gosse comme un personnage dont l'importance pût exciter sa bile; quoique ce Libraire s'annoncât fastueusement pour l'Editeur d'une feuille où l'on vomissait contre la personne du *Politique* des injures dont il ne s'est vengé qu'en les rapportant dans son Chapitre XXXIII; quoique ce même Libraire qu'il n'a jamais vu ni connu, ait porté sa ridicule animosité jusqu'à des menaces, dans des lettres particulieres, dont la teneur est bien différente de celle de l'avertissement où il renonçait à la continuation de son libelle périodique.

„ guet (e) & l'imprudence d'outrager une portion
 „ nombreuse & respectable de sujets honnêtes de la
 „ République, connus sous le nom de Réfugiés
 „ Français (f). . . . il pourrait bien rencontrer dans
 „ les rues d'Amsterdam, quelqu'un des descendans
 „ de ces familles Françaises, sorties sans passeport
 „ de leur patrie, qui, moins endurant qu'un Prince
 „ magnanime, qu'un Annaliste enfermé & un Librai-
 „ re pacifique, serait porté à le pousser dans le ca-
 „ nal? *Ce serait lui rendre service (g).* Je ne vou-
 „ drai

(e) Bien loin d'insulter à l'infortune du fameux Linguet, nous répétons, ce que nous avons déjà dit, No. I. p. 4. que nous admirons ses talens quoique nous ayons des principes différens des siens, & que son infortune qui nous l'a rendu plus cher, est précisément la cause que nous n'avons pas combattu ses principes, regardant comme une lâcheté d'attaquer un écrivain dont la personne & la plume sont enchaînées. Nous nous sommes même élevés assez vivement à l'occasion de sa détention, contre les procédés arbitraires des gouvernemens despotiques & nous avons déclaré combien il était odieux de jeter un homme dans les fers, sans lui faire son procès dans les formes, afin qu'il soit puni s'il est coupable & relâché s'il est innocent. Un Prince peut être trompé; parce qu'il est homme; mais il doit toujours mettre les loix entre l'accusateur & l'accusé.

(f) Il n'y a pas une seule ligne dans nos feuilles où nous ayions parlé des Réfugiés Français. On connaît assez nos principes sur l'intolérance religieuse, pour savoir que si nous eussions parlé de ces respectables Emigrans, nous aurions été bien éloignés de prendre parti contre eux. Il est vrai que lorsqu'on nous accusa d'être un fugitif de France, nous parlâmes de ceux qui pouvaient être dans ce cas. Mais *le Correspondant politique* ne fait-il pas quelle différence il y a entre un fugitif de France & un Réfugié Français?

(g) Attendez Mr. le Correspondant, je vous dispense de cette bonne volonté. Quelle reconnaissance ne vous dois je pour l'humanité que vous témoignez d'un côté en m'avertissant de vos douces intentions & pour la grandeur d'ame avec laquelle vous commettez à d'autres le charitable soin de ma con-

„ drai pas la mort du pécheur ; c'est pourquoi je
 „ desire sa conversion. Je serais mortifié d'appren-
 „ dre qu'un Ecrivain , pour quelques momens de
 „ faiblesse ou d'oubli, fût exposé à boire de l'eau
 „ faumâtre , pour éteindre son feu , où à recevoir
 „ quelques applications manuelles, énergiques, pour
 „ le modérer.

Toutes les assertions du même Auteur sur les Américains & sur l'Amérique sont d'une absurdité qui ne mérite pas une réfutation sérieuse. La piece suivante, dans le genre grotesque, suffira pour le faire rentrer en lui-même ; jusqu'à ce que le tems nous permette d'offrir à nos lecteurs les éclaircissimens nouveaux & vraiment intéressans que nous avons sur cette partie du monde.

Après la découverte de Christophe Colomb, l'événement le plus grand & le plus important des siècles modernes, est la défection des Colonies de l'Amérique Septentrionale. Comme cette révolution ne peut manquer d'avoir la plus grande influence sur l'état moral & politique de toutes les autres parties du globe, nous croirons servir ceux qui cherchent à s'instruire, en leur offrant tout ce que nous pourrions découvrir pour les éclairer sur cette partie du monde, trop peu connue jusqu'à présent. Mais comme l'esprit est sujet à s'appesantir, quand on ne lui offre que des objets graves, nous avons jugé la piece suivante très propre à égayer ; l'utile s'y trouve réuni à l'agréable. Elle est tirée des papiers Américains, avec un début dont voici le précis.

„ La prise du Lord Cornwallis & de son armée ne peut manquer de produire les plus heureux effets pour la nation Britannique, en accélérant la conclusion de la guerre & des plans du Ministère relativement à l'Amérique. Car ce revers intéressera inmanquablement une multitude de Puissances étrangères

version. Auriez-vous craint d'être prévenu en vous présentant vous même ? Que la prudence est une belle chose !

res en faveur des Anglais, après avoir fait disparaître un homme, - toujours ennemi de la gloire de Sir Henri Clinton, & toujours prêt à traverser ses opérations. En un mot, il est impossible de dire ni de prévoir les conséquences heureuses de cet important événement. On a donc jugé que tous les livres capables de jeter du jour sur les affaires de l'Amérique, ne pouvaient manquer d'intéresser dans les circonstances actuelles." Un amateur, qui avait fait une collection dans ce genre vient d'en publier une liste dont les Américains se sont beaucoup amusés & qui plaira sûrement aux Européens qui ne sont pas misanthropes.

Catalogue de Livres nouveaux sur les affaires de l'Amérique.

- N. 1. Histoire de la guerre Américaine; ou Exploits glorieux des Généraux Gage, Burgoyne, Howe, Cornwallis & Clinton.
2. Manuel Royal, contenant un système nouveau de Politique, fondée sur les règles déduites de la nature de l'homme & confirmées par l'expérience; ou tout Prince peut apprendre à se faire abhorrer de ses sujets & détester de tous les hommes de bien.
3. Système complet & nouveau de cruauté; contenant les raffinemens inventés depuis peu dans cet art, embellis d'un frontispice élégant, représentant l'intérieur d'une prison de vaisseau.
4. Fables choisies d'Esopé, avec la morale & les applications convenables; on y distingue surtout *le Chien courant après son ombre; l'homme & la poule aux œufs d'or.*
5. Les Droits de la Grande-Bretagne sur l'Empire de la Mer : *Fiction Poétique.*
6. Etat de la Grande-Bretagne au mois d'Octobre 1760 comparé avec son état au mois d'Octobre 1781.

7. Histoire Géographique, Historique & Politique des Droits & Possessions de la Couronne Britannique dans l'Amérique Septentrionale. Cet ouvrage précieux consistait en 13 volumes in folio ; mais une main Royale l'a réduit à un petit in douze pour sa commodité & celle de ses sujets.
8. Le Droit des Gens revu & corrigé ; l'on y a ajouté , par maniere d'Appendix , un recit de la prise de St. Eustache par l'Amiral Rodney.
9. Recit fidele & complet de la conquête des quatre Colonies Rébelles du Sud ; avec des éclaircissmens & des notes critiques de la main du Comte Cornwallis.
10. Histoire du Naufrage du Lord Rawdon dans son voyage de Charles-town à Londres.
11. Les Miracles toujours subsistans : ou l'interposition remarquable de la Providence , en retardant le coucher de la Lune de deux heures ; afin de favoriser la retraite d'un autre Josué (Clinton) & de l'armée Britannique après la Bataille de Monmouth.
12. Les larmes du Repentir ; ou Etat présent des Réfugiés Loyaux à New-York & ailleurs.
13. West-Point sauvé ; ou la conjuration découverte. *Tragi-comédie.*
14. Miss Mac-Crea *Tragédie.*
15. Adresse de Burgoine. Le messager sans manches ou les Commissaires pour la paix. La marche à Valley-Forge. L'entreprise malheureuse du Gouverneur Johnstone. Le heros amoureux , content & cocu , par le General Howe. *Comédies.*
16. Qui l'aurait pensé ! ou les 14 Drapeaux Britanniques apportés au Congrès Rebelle. *Procession.*

Cartes

Cartes & Estampes.

17. Une magnifique Carte de l'Empire Britannique en Amérique, resserrée dans un cadre fort étroit.
- 18 Carte fidèle des Côtes de l'Amérique Septentrionale, de New-Hampshire à la Floride avec les sondes des Bayes, Havres, Ports & Rivières. Cet ouvrage, entrepris par le commandement particulier de sa Majesté, a été exécuté au dépens de plusieurs millions en argent, de bien des milliers d'hommes, de cent vaisseaux de ligne & de riches marchandises.
- 19 Plan de la Route du Lord Cornwallis à travers les Colonies Méridionales depuis Charlestown en Caroline jusqu'à Gloucester en Virginie. Comme la carte précédente donne une description exacte des côtes de la mer, celle-ci devait offrir un tableau fidèle des parties intérieures du pays; mais les habitans sauvages devinrent jaloux de cette opération & vinrent à bout d'arrêter les progrès ultérieurs de ce Seigneur.
- 20 Perspective de l'Amérique Septentrionale dans le lointain, gravée avec goût.
21. Vue du siège d'York-Town pour servir dépendant à la bataille de Saratoga.
22. Représentations Britanniques des principaux engagemens livrés dans la guerre présente, enluminées par des personages éminens. Les pièces sont d'une fabrique si ingénieuse, qu'en regardant au revers, on voit les mêmes actions, sans enluminures, mais tracées par des Français & des Américains.
23. Représentation grotesque du Triomphe du Brigadier-Général Arnold & de son Ami & Conseiller à travers les rues de Philadelphie, en effigie.
24. Les Tems. Estampe Satyrique, représentant le Léopard Britannique, aveugle, ayant treize

dents arrachées, les griffes coupées; le Lord North, dans le costume d'un Maréchal-Fer-
rand, le saignant à la queue pour le guérir.

Instrumentens Pbyſiques.

25. Une Lanterne magique d'une nouvelle inven-
tion, très-utile pour les personnes qui ſont à
la tête des affaires. C'eſt l'ouvrage d'un ha-
bile Artiſte qui a travaillé ſous la direction im-
médiate du Lord North, pour le plaſir du bon
peuple d'Angleterre ; les Spectateurs y ſont
ravis par l'éclat des objets factices, qui ſ'y
trouvent; mais les objets réels qui les entou-
rent, ſont dans une obſcurité qui les déro-
be à leurs yeux.
26. Verres groſſiſſans pour augmenter le nombre
d'un ennemi, afin de couvrir la honte d'une
défaite ou de relever l'éclat d'une victoire.
27. Appareil électrique, complet. Cette machine
exige beaucoup de précaution pour ſ'en ſer-
vir : autrement la malheureuſe expérience a
montré que l'opérateur eſt ſujet à recevoir le
coup qu'il vouloit donner.
28. Lunettes d'approche pour les Politiques à
courte-vue &c, &c.

Secrets de Médecine.

29. Or potable : on le regardait comme une re-
mede infaillible dans tous les cas ; mais n'a-
yant pu réuſſir que ſur le Général Arnold,
on le regarde comme un remede qui n'eſt
pas adapté au Climat d'Amérique.
30. Baume reſtauratif, excellent contre la faibles-
ſe des nerfs, les palpitations du cœur, la mau-
vaiſe honte & la défiance. On en fait de grandes
demandes pour l'uſage de l'armée Britannique.
31. Gouttes cordiales pour les eſprits abattus ;
avec un Elixir Anodin pour diſſiper les crain-
tes

tes & les alarmes ; très nécessaires pour les Torys de toutes les parties de l'Amérique.

N B. Quiconque achettera pour la valeur de 5 livres Sterlings , recevra pour récompense une rame de papier-monnoye contrefait. En outre deux rames des proclamations de pardon pour les Rébelles.

Que ceux qui ne comprendraient rien au sens du No. 11., daignent se rappeler la bataille de Monmouth dans le New Jersey, où les intrépides Anglais furent battus par ces *Poltrons d'Amérique*. C'est une allusion très ingénieuse au recit de Sir Henri Clinton qui parlant de cette défaite, dans ses dépêches à la cour, attribue à une certaine position de la lune la facilité avec laquelle les Bretons firent leur retraite.

Au reste toute cette allégorie, quoique l'idée n'en soit pas neuve, se soutient avec beaucoup d'esprit. Dans les commencemens de la guerre actuelle un catalogue dans le même goût fut distribué en Hollandais, avec des allusions également ingénieuses sur l'Angleterre. Mais par malheur, ce qui s'y trouvait de piquant disparaissait, parce que dans le tems même où l'on vendait allégoriquement les effets du Roi George en Hollande, les vaisseaux, les marchandises & les autres effets des Hollandais étaient vendus très réellement en Angleterre.

C H A P I T R E XLVII.

Sur les Lettres de Silas Deane publiées dans les papiers publics en Angleterre & en Amérique.

Mr. Silas Deane n'était pas Résident du Congrès Américain à Paris, lors qu'il écrivit ces Lettres destinées visiblement à décréditer la cause Américaine en Europe. Il y a plus de quatre ans que Mr. Silas Deane s'est brouillé avec le Congrès, & qu'il n'est

n'est plus à son service. Les difficultés qu'il a eues avec cette respectable Assemblée sur des comptes à rendre, l'ont tout-à-fait détaché de la cause de sa patrie, dont il était dans le commencement, un des plus zélés partisans. Nous sommes venus à bout de nous procurer toutes ses lettres qui forment un recueil assez épais. On y voit que le cœur de l'Écrivain est ulcéré; ses papiers Américains font une peinture assez défavorable de sa personne: on l'y représente comme un homme dévoré d'ambition, & peu délicat sur le choix des moyens pour la satisfaire; & par conséquent sujet à ces méprises qui la font échouer; parce qu'aux yeux d'un peuple libre & vertueux, l'intrigue & l'artifice ne sauraient avoir un succès constant. Je tairai cependant des particularités sur les quelles je n'ai pas encore des informations assez authentiques. Je ne rapellerai même pas la querelle que ce Mr. Deane suscita à son collègue Mr. Arthur Lee, querelle qui fit tant de bruit dans le tems. Je ne rappellerai qu'en passant qu'il y a parmi les Réfugiés Américains à Londres, des hommes doués d'aussi grands talents & d'un génie aussi profond. Je n'insinuerai point qu'il a certainement fallu les instigations de personnes très instruites & très judicieuses pour décider un Ministère rempli de têtes aussi bonnes que celui de Londres, à poursuivre une guerre accompagnée de suites aussi funestes pour la nation Britannique. Je me contenterai de faire remarquer que Mr Deane doit être un homme, sans mœurs, sans principes, & par conséquent, indigne de toute confiance, pour avoir forfait ses sermens, & manqué à l'honneur & à la probité, en révélant les articles secrets du Traité avec la France, dont il avait été un des principaux instigateurs, & qu'il avait signé en qualité de Ministre Plénipotentiaire avec Mr. Franklin. On n'a pas oublié qu'il a été l'ami intime & particulier du traître Arnold, qu'il a logé longtems dans la même maison avec lui. On remarque encore que ces Lettres paraissent avoir été faites sous l'influence

Bri.

Britannique; qu'on ne les a publiées à New York, comme trouvées dans une prise, que pour mieux donner le change; puisque ce sont les seules que Rivington ait publiées de trois ou quatre mille qu'il dit avoir été trouvées sur le bâtiment pris. On ne peut cependant disconvenir que leur publicité n'eût pu décréditer la cause Américaine aux yeux de bien des personnes, si la prise de Cornwallis, la chute du papier-monnoye, sans la moindre convulsion & plusieurs autres événemens favorables aux Américains n'eussent montré, dans le tems même de cette publicité, le peu de confiance qu'elles méritaient.

„ Que les Lettres publiées à New-York, dit un
 „ papier Américain, sous le nom de Silas Deane
 „ soient vraies ou fausses; elles ne sauraient faire
 „ aucun mal, tant les raisonnemens en sont faibles
 „ & ridicules. Si cependant elles sont authenti-
 „ ques, graces soient rendues à nos ennemis, qui
 „ nous ont fait connaître un traître. Si, pourtant
 „ ces lettres étaient authentiques, pour quoi les a-
 „ t-on publiées? Les Anglais auraient dû voir qu'un
 „ homme capable d'écrire de la sorte, peut leur
 „ être trop utile pour le compromettre aussi for-
 „ tement. Pourquoi n'ont-ils pas nommé le vais-
 „ seau sur lequel on les a trouvées? Il est vrai que
 „ trois mois avant cette publicité, Rivington com-
 „ mença par annoncer la prise d'un Lougre Fran-
 „ çais où se trouvaient quatre mille lettres. . . .
 „ Nous ne voulons pas justifier Mr. Deane. On
 „ connaît assez ses nouveaux principes par d'autres
 „ écrits & par ses conversations ordinaires, depuis
 „ qu'il est mécontent du Congrès. Mais que nos En-
 „ nemis & nos Amis en Europe sachent que nous
 „ regardons avec un souverain mépris des obser-
 „ vations où l'on prétend nous faire croire, contre
 „ notre propre évidence & conviction, que nous
 „ sommes livrés au malheur & aux divisions. De
 „ pareils artifices peuvent avoir leurs effets en
 „ Angleterre; mais aucun dans d'autres pays. En
 „ effet

„ effet, quelle nation, quel homme impartial peut
 „ refuser son admiration à un peuple qui, dès le
 „ berceau, s'est vu en état de former une armée
 „ redoutable, de la discipliner, de la mettre, par
 „ un système militaire qui fera l'admiration des siècles
 „ futurs, en état de tenir tête aux meilleurs
 „ vétérans de la Grande-Bretagne & dont le Congrès
 „ a su se former un système de Politique qui n'a
 „ jamais chancelé, ni dans ses espérances, ni dans ses
 „ vues, & dont le succès montre tous les jours la
 „ grandeur & la solidité.

„ Pourquoi n'a-t-on pas, dit la Gazette de Boston,
 „ du 17 Décembre 1781, arrêté Mr. Deane en
 „ Amérique, jusqu'à ce qu'il eût rendu ses comptes?
 „ Il ne se ferait jamais vu dans la position d'écrire
 „ des lettres de trahison en Amérique, pour faire
 „ dissoudre notre glorieuse alliance avec la France
 „ & pour porter sa patrie à se jeter aux pieds
 „ & à la merci de la Grande-Bretagne.

„ Pourquoi cet homme & Arnold, son infâme ami,
 „ ont-ils eu des Avocats jusques dans le Congrès?
 „ Pour quoi ont-ils eu jusqu'à des Ecrivains à leurs
 „ gages qui remplissaient nos papiers publics de déclarations
 „ contre les honnêtes gens qui s'apercevaient de leurs
 „ desseins pervers & voulaient les traverser?”

C'est ainsi que parlent les papiers Américains sur
 Mr. Deane & sur ses écrits. Pour montrer cependant,
 que les raisonnemens avancés par cet ancien Agent du
 Congrès ne nous épouvantent pas, nous allons rapporter la
 première de ses lettres que le Gazetier du Bas-Rhin vient de
 publier; & nous donnerons les autres dans la suite,
 suivant que les circonstances nous le permettront.

Traduction d'une Lettre de Mr. Silas Deane, Résident du
 Congrès à Paris (a) à Mr. Jérémie Wadsworth, à Herford
 de

(a) Nous avons déjà remarqué que Mr. Deane loin d'être Résident
 du Congrès à Paris, pourrait depuis quatre ans, porter plus
 justement le titre de *Résident contre le Congrès*. *Note du Politique.*

dans le Connecticut, trouvée dans une malle de lettres Américaines, interceptée par les Anglais, & publiée dans la gazette de Rivington, du 31 Oct. 1781.

Paris, ce 13 Juin 1781.

Mr. „ La nomination d'un ambassadeur en Russie m'a donné occasion de pèser avec modération les idées du Congrès, relativement au commerce & à la politique des Etats-Unis. Le Congrès semble s'imaginer que toutes les nations de l'Europe, l'Angleterre exceptée, sont intéressées à notre indépendance; & quoique, (à l'exception de la France) toutes les Puissances auxquelles il s'est adressé, lui aient répété le contraire, il ne laisse pas que de nourrir cette présumption, flatteuse, à la vérité, mais très-mal fondée. C'est ce qui a sans doute déterminé le Congrès à faire passer un envoyé extraordinaire en Russie. En attendant qu'on voye les effets de sa mission, le fait est qu'il n'y a pas une seule Puissance en Europe, (la France toujours exceptée, *) qui prenne un véritable intérêt à notre indépendance; & que l'intérêt du plus grand nombre est même de s'y opposer. (c) L'Empereur & quelques autres nations voisines n'étant point puissances commerçantes, notre indépendance doit leur être assez indifférente. L'intérêt de la Hollande & celui de toutes les Puissances du nord est naturellement contre nous; leurs productions & les nôtres étant les mêmes à tous égards, si l'on en excepte le riz & l'indigo. La
Russie

(b) Nous souhaitons bien sincèrement que l'événement démente notre prédiction mais nous croyons être fondés à prévoir, que la France sera la première à se repentir d'avoir élevé l'Amérique-Septentrionale au rang des puissances indépendantes. Ce serait sansdoute le comble de l'ingratitude; mais la reconnaissance, cette vertu si rare entre les particuliers, est un être de raison, elle est même envisagée comme une sottise dans l'ordre de la politique. On ne nous forcera sans doute pas à prouver cette assertion par les faits. *Note du Courier.*

(c) Nous l'avons dit, dès les premiers momens où la déclaration de l'indépendance des Etats-Unis a été connue en Europe: „ Ces-nouveaux venus nous joueront un jour un mauvais tour; ” & nous persistons dans la même opinion. Dieu veuille que nos états maritimes ne deviennent pas, dans la succession des tems, les colonies des Américains, comme ceux-ci ont été les nôtres depuis environ 3 siècles. *Note du Courier.*

Russie cultive du tabac, non-seulement pour sa propre consommation; mais en débite encore beaucoup à l'étranger. Les deux grandes sources des richesses Hollandaises sont la pêche & le cabotage; dans l'une & dans l'autre l'Amérique doit bientôt devenir leur émule. Les habitans de la Nouvelle Angleterre ont déjà commencé, même avant les troubles, à s'y adonner."

La suite au No. prochain.

Ces Feuilles périodiques paraissent régulièrement, tous les Lundis à Amsterdam, chez J. A. Crajenschot; à Haarlem, chez Walree; à Leide, chez Luzac & van Damme, & Les Freres Murray; à la Haye, chez J. van Cleef, Detune, van Drecht & La Veuve Staatman; à Gouda, chez Van der Klos; à Rotterdam, chez Bennet & Hake, & J. Bronkborst; à Dordrecht, chez Blussé; à Deventer, chez Leemborst; à Groningue, chez Huyzingh; à Nimegue, chez Van Goor; à Arnhem, chez Troost; à Bois-le Duc, chez J. H. Pallier, à Hambourg, chez J. G. Virchaux & chez les principaux Libraires des Pays-Bas. On trouve chez l'Editeur de ces feuilles *L'Amériquiade Poëme*; 6 sols & *Voltaire reçu aux Champs élysées par Henri quatre*, Estampe allégorique.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

Nº. LVII. LUNDI, ce 11 MARS, 1782.

Suite du CHAPITRE XLVII.

Et des Lettres de Silas Deane publiées dans les papiers publics en Angleterre & en Amérique.

„ Si nous jetons les yeux du côté du midi, le Portugal doit son indépendance & sa subsistance à l'Angleterre seule; & si celle-ci succombe aux efforts réunis de la France & de l'Espagne, ce Royaume ne peut manquer de devenir tôt ou tard la proie de cette dernière Puissance. Enfin, la source des richesses de l'Espagne est dans ses possessions aux Indes Occidentales & sur la terre ferme en Amérique; comment pourra-t'elle par conséquent desirer de voir dans le voisinage de toutes ses richesses, une Puissance indépendante? (d) Il est d'une absurdité manifeste, de supposer

(d) Il y a une probabilité plus que morale, qu'avant qu'il se soit écoulé 30 ans après l'établissement solide & paisible de l'indépendance des Etats-Unis, le Mexique & toutes les possessions Espagnoles jusqu'à l'isthme de *Panama* seront devenus leur conquête; & qu'en moins d'un siècle, ils seront possesseurs uniques & paisibles des deux Amériques. Il est peut-être à souhaiter pour le bonheur du genre-humain en général, que cet événement arrive plutôt que plus tard; mais, nous l'avons dit il y a plus de 4 ans, en bonne politique on aurait dû le prévenir. *Note du Courier.*

poser cette cour assez aveugle sur ses propres intérêts, pour ne pas prévoir les conséquences d'un pareil voisinage. Aussi longtems que nous dépendrons de la Grande-Bretagne, l'Espagne n'aura rien à craindre de nous, du moins, pendant qu'elle sera en paix avec la première; & les liaisons & les alliances que l'Espagne aura toujours en Europe, empêcheront les Anglais de rompre avec elle: mais il n'en sera pas de même, lorsque l'Amérique, libre de tout joug & de toute dépendance, pourra à toute heure rompre avec l'Espagne, sans que cela engage les autres puissances de l'Europe dans une guerre, ou les oblige, pour leur propre intérêt, à se mêler de leurs querelles. Le pacte de famille & le desir de venger des injures, de réparer des pertes passées, ont fait entrer l'Espagne dans cette guerre; mais il est évident qu'aucun motif quelconque ne peut la porter à faire cause commune avec nous: & il est également clair que la Grande-Bretagne conservera une supériorité marquée, malgré l'union de la France & de l'Espagne, si l'Amérique n'est pas de la partie. La France & l'Espagne en conviennent; & c'est pour cela qu'elles nous agacent & nous caressent pour que l'Angleterre s'affoiblisse à nos dépens. La France, il est vrai, s'est déclarée pour nous; mais les secours qu'elle nous a accordés, de tems en tems, ont été tellement mesurés, qu'ils n'ont pas suffi pour chasser les Anglais de l'Amérique; mais uniquement à les occuper & à nous empêcher de prêter l'oreille à aucune proposition d'accommodement. L'Espagne nous a aussi fourni une somme d'argent qui à peine mérite d'être nommée; & même avec tant de réserve, que cela a plus l'air d'un don que d'un subside."

„ Les autres Puissances méridionales n'ont aucun intérêt à notre dépendance ou indépendance; l'une & l'autre leur sont également indifférentes; & leur intervention ne nous ferait d'aucune utilité. Vous me direz peut-être que, selon mes principes généraux, la France ayant aussi des possessions importantes aux Indes Occidentales, elle devrait également s'inquiéter des suites de notre indépendance: point du tout. Ses possessions étant des isles, elles n'ont rien à craindre; attendu qu'elle pourra toujours avoir une flotte assez considérable pour les défendre, & que nous n'aurons jamais avec elle que des démêlés de commerce: mais il en est tout autrement à l'égard de l'Espagne. Nous ne sommes séparés d'elle que par une rivière. Nos mœurs, nos usages & nos
in.

inclinations sont si différens, qu'il est impossible que nous continuions à vivre longtems en bonne intelligence avec elle, dès qu'une fois nous serions libres & maîtres de nos actions. Le Congrès a offert les deux Florides à l'Espagne dans la vue de la porter à se déclarer ouvertement pour nous. Il faut convenir que l'offre de donner ce qu'on ne possède pas est de bien peu de valeur: Mais supposé que l'Espagne acceptât ces contrées & s'en mît en possession, il s'ensuivrait uniquement que nous nous avoisinerions davantage; & que nous n'en serions que plus exposés à nous quereller. L'Espagne ne paraît cependant pas satisfaite, & demande encore la Louisiane, pour nous garantir notre indépendance. Le Congrès ne fera probablement pas difficulté de la lui accorder, s'il ne peut obtenir sa demande à meilleur marché. Mais il n'y aura pas de personne sensée & qui a quelque idée de la politique, qui croie que ce soit l'intention sincère de la cour d'Espagne. Il est aisé de voir au contraire qu'elle ne cherche qu'à gagner du tems; car elle ne peut ignorer que du jour où nous nous trouverons dans la possession tranquille de notre indépendance, la perte de toutes ses possessions méridionales ne sera pas éloignée; & elle doit comprendre que, malgré la cession de la Louisiane, l'Allegang ou les montagnes méridionales ne seront, ainsi que le Mississipi, qu'une foible barrière contre nous. Je ne puis vous cacher qu'en général on parle aujourd'hui de notre indépendance d'une toute autre manière qu'on ne faisait il y a 3 ans. On ne l'envisage point du même œil que le Congrès; & on n'est pas aussi persuadé que lui, de ce qu'il assure, que cette indépendance est si certaine, qu'elle peut être rangée dans la classe de ces événemens que le destin, (si l'on peut attacher à ce mot quelque signification,) ou la providence même ne saurait changer. Les gens instruits de ce pays l'envisagent au contraire comme très-douteuse, & même dans l'ordre des probabilités très-éloignées. En France même on considère notre indépendance sous un point de vue bien différent qu'autrefois. L'expérience a démontré que notre attachement aux mœurs & aux usages des Anglais, ainsi qu'à leurs manufactures, est tel, que nous leur donnerons toujours la préférence, lorsque nous serons les maîtres de trafiquer avec qui bon nous semblera. Tout Américain qui arrive en France, brûle d'envie de passer en Angleterre; & la peine de confiscation qu'on a dû établir, prou-

ve clairement la prédilection des Américains pour leur ancienne métropole. La France, quoiqu'en guerre, laisse à ses sujets la liberté de passer à Londres quand bon leur semble, avec des passeports: aussi n'y a-t'il pas de semaine que quelque Français ne passe la mer; & l'on débite quatre fois plus de marchandises Anglaises ici qu'avant la guerre. On peut assurer que tout ce qu'il y a de gens distingués à la cour & à la ville, rasolent de tout ce qui porte le nom & le caractère Anglais. L'on m'a dit que M. de la Luzerne a fait des remontrances au Congrès contre notre commerce avec l'Angleterre, & l'introduction de ses manufactures; & qu'en conséquence on les interdira (e). Je ne puis le croire, car nous deviendrions par là plus esclaves de la France que ses propres sujets; & je ne crains pas de prédire que ces mesures produiront beaucoup plus de mal que de bien."

„ Nous verrons dans peu quel succès auront les négociations de Mr. Dana en Russie, & je serai bien trompé s'il réussit. Je ne connais point de Puissance en Europe qui ait plus d'intérêt à la prospérité de l'Angleterre que la Russie, excepté le Portugal. J'ai appris que vous vous étiez fort rejouis à la nouvelle de la rupture entre l'Angleterre & la Hollande; mais, tout bien considéré, je ne vois pas quel encouragement il peut en résulter pour vous; tout au contraire. Il y a plus de 4 mois que les Anglais ont commencé les hostilités; & jusqu'ici les Hollandais n'ont usé d'aucunes représailles, ni ne se sont mis en état de le faire. Plus de la moitié de la République repugne à une guerre avec la Grande-Bretagne. Le but de cette dernière en déclarant la guerre à la Hollande a été de l'exclure de la neutralité armée, de rompre par là une confédération, qui, de quel côté qu'on l'envisage, ne pouvait jamais être de durée; (f) & empêcher les Hollandais de continuer à fournir du bois de construction à la France & à l'Espagne, ainsi que d'approvisionner les îles Françaises: aussi a-t'elle réussi. La Russie offre sa médiation, mais refuse de prendre parti pour la Hollande; & le Danemarck a depuis longtemps abandonné cette confédération? " (g)

„ Avant

(e) Cette interdiction a eu lieu, comme on a pu le remarquer dernièrement dans les papiers publics. *Note du Courier.*

(f) Il ne faut pas oublier que cette lettre a été écrite il y a 7 mois. *Note du Courier.*

(g) Ce qui paraissait vrai il y a 8 mois, ne l'est plus aujourd'hui. *Note du Courier.*

„ Avant l'arrivée de Mr. Laurens fils, la France a fait compter au docteur Franklin 6 millions de livres pour l'année courante ; depuis elle a encore ajouté 4 millions ; & a promis , à ce qu'on assure , d'être notre caution en Hollande pour dix millions de livres , si l'on trouve à les négocier à 4 pour cent. Dans la suite on parlera de 20 millions ; & peut-être trouverez-vous encore cette somme : mais qu'en résultera t'il , si ce n'est la continuation de la guerre pour une année de plus ; car , sans une flotte supérieure à celle de l'Angleterre on ne parviendra jamais à travailler avec fruit à la paix. ”

„ Je désirerais , pouvoir vous faire un tableau plus flatteur de notre situation , ainsi que vous le souhaiteriez ; mais je ne le puis sans vous en imposer. Et quoique je sois persuadé que vous avez de tout autres informations , ou par des gens qui n'y voient pas clair , ou par d'autres qui prennent à tâche de ne vous écrire que ce qui peut vous flatter , je ne puis en agir de même. En un mot , mon ami , il n'y a qu'une bonne paix qui puisse prévenir notre ruine & nous garantir de l'esclavage : & , quoique vous puissiez présumer de l'Amérique , je suis persuadé que les conditions que l'Angleterre vous a offertes , ne sont nullement à rejeter , & suffisent pour entrer en négociation. Je sens bien que ce que je viens de vous dire ne plaira pas chez vous (b) , mais le tems apprendra si je me suis trompé. Je vous ai dit naturellement mon sentiment ; & quoique vous puissiez être d'un avis contraire , je me flatte que vous ne condamnerez point les motifs qui me font parler. Mes complimens à tous nos amis ; & soyez persuadé que je suis &c. ”

Silas Deane ,

Or

(b) Cela ne plaira pas même chez nous à tout le monde ; & nous sommes persuadés que bien des personnes désapprouveront la liberté que nous avons prise de traduire cette lettre ; mais si quelque partisan de la cause Américaine juge à propos de la réfuter , nous sommes également prêts à lui ouvrir l'arene pour combattre. La vérité sort du choc des opinions , comme le feu du frottement de deux cailloux ; & nous ne cherchons que la vérité & l'instruction du public , (impartial) s'entend. *Note du Courier.*

On a dû remarquer aisément que Mr. Deane & le Courier du Bas-Rhin font d'un sentiment contraire sur les points les plus importants. L'Anglo-Américain représente sa patrie comme faite pour dépendre nécessairement de l'Europe. L'Annaliste de Cleves au contraire, peint l'Amérique Septentrionale comme devant former bientôt un Etat dont l'énorme Puissance causera des alarmes & imposera le joug à toute l'Europe. Il me semble que dans un pareil cas il faut toujours fuir les extrêmes. Un homme de bon sens, en gardant le juste milieu, jugera que le système de défensive qu'ont suivi constamment les Américains, leur discipline militaire, les occupations de l'agriculture dans un sol immense, neuf & fécond, la forme Républicaine & fédérative de leur constitution, en rendant les Américains invincibles chez eux, leur ôteront l'ambition & le pouvoir de tenter des expéditions éloignées.

Des deux opinions que nous venons de mentionner il suivrait, suivant le Courier, que l'Amérique est assez forte pour défier actuellement toutes les Puissances de l'Univers, & suivant Mr. Deane, qu'elle n'aurait pu, comme elle a fait, tenir tête aux efforts redoutables de la puissante Angleterre. Nous espérons que tout ce que nous dirons dans la suite sur cette matière intéressante, servira à fixer la vraie opinion que les événemens déterminent de plus en plus.

Lettre de Silas Deane à l'Honorable Robert Morris à Philadelphie.

Paris 10 Juin 1781.

La crise dangereuse où se précipitent nos affaires, m'affecte grandement (i). Je ne saurais parler d'autre sujet, quand je suis en compagnie. Je ne saurais me livrer à d'autres pensées quand je suis seul. Nous
avons

(i) Quel intérêt peut prendre à l'Amérique un homme assez vu pour lui conseiller de retourner humblement sous le joug; lui qui s'est engagé solennellement à déclarer & à soutenir son indépendance?

avons été trompés, & principalement par nous-mêmes. Je veux même croire que ce n'est pas dans une mauvaise intention que nous avons trompé les autres. La nation Britannique a donné dans des erreurs, également grossières; fasse le ciel que cette grande tragédie d'erreurs ne se termine pas par une malheureuse catastrophe! Il serait superflu de blâmer nos administrateurs publics; mais il est de la prudence d'examiner notre situation présente & de balancer la probabilité des conséquences futures. L'expérience nous a montré que la France manque, ou de pouvoir ou de bonne-volonté, pour chasser les forces Britanniques de notre pays; (k) à juger par les apparences je penserais que la France manque de bonne-volonté; mais quand la conduite d'un particulier ou d'une nation peut être envisagée sous deux aspects différens, j'aime mieux me déclarer pour le plus favorable. D'après ce qu'on voit & ce qu'on entend, ils manqueraient plutôt de pouvoir que de bonne-volonté. Je dois donc les croire; quoique je sache très-certainement qu'il est certainement contre leurs intérêts, contre la sûreté de leurs possessions étrangères, d'éloigner la guerre de notre continent; (l) mais quelle que soit la cause à la-

(k) La France ne manque pas de pouvoir pour faire disparaître les forces Britanniques de tout le continent de l'Amérique; c'est ce dont il faut convenir, en se rapellant la première arrivée du Comte d'Estaing & l'affaire d'Yorktown; on ne peut désavouer que, dans ces deux occasions & dans plusieurs autres, les flottes Françaises n'aient rendu des services importants aux Etats-Unis; sans doute qu'il n'est pas encore de la politique de la France de se prêter à la consommation rapide de cette révolution; non pour miner peu à peu les Américains; parce qu'un peuple nouveau s'exalte & se renforce par les obstacles; mais pour y affermir ses liaisons de commerce & de politique, auxquelles une trop prompte paix avec l'Angleterre causerait certainement un grand préjudice,

(l) Il est assez naturel de voir que les Anglais chassés

à laquelle nous devons imputer la continuation de la guerre dans notre pays, les conséquences en seront également pernicieuses pour nous. La Grande Bretagne est déterminée à ne jamais se prêter à l'indépendance Américaine; & tant que les deux parties resteront inflexibles, nous continuerons à nous affaiblir, à nous épuiser, à nous ruiner l'un & l'autre: qui des deux y gagnera? Il est, je pense, tems d'examiner quel profit nous viendra finalement. Que la dispute se termine comme on voudra: une Souveraineté indépendante dans les mains d'une Démocratie, nous procurera-t-elle plus de sûreté pour nos biens & nos personnes, que nous n'en avions avant que cette malheureuse dispute éclatât? Notre commerce florira-t-il davantage sous l'indépendance, qu'il n'a fait dans le tems de notre jonction avec la Grande-Bretagne? C'est ce qu'on croit généralement; on y compte même comme sur une des principales sources où nous puiserons pour acquitter nos dettes actuelles. Le sujet mérite cependant un examen. Les entraves mises auparavant sur notre commerce étaient contre-balancées par la protection & l'encouragement qu'il en recevait. Si, dans un état d'indépendance, cette protection & cet encouragement doivent nécessairement disparaître, & notre commerce avec la Grande-Bretagne & ses établissemens seront sujets à tous les impôts & prohibitions, imaginés contre le commerce des autres étrangers. Si notre commerce avec la France & d'autres nations étran-

entièrement de tout le continent de l'Amérique, porteraient toutes leurs forces vers les Isles Antilles; & suivant le système de la bonne politique, il est également naturel de consulter sa propre défense, sa propre sûreté, avant de penser à secourir autrui. Au moins a-t-on vu dans l'affaire de Cornwallis, que, lorsque la défense des deux nations pouvait se concilier, la France, loin de manquer à assister ses alliés, a surpassé leur attente. Ce ne sont pas là des raisonnemens; ce sont des faits, voyez le No. XXXVI de cette feuille.

étrangeres doit être soumis aux conditions & aux entraves qu'elles jugeront à propos de nous imposer, comme la chose arrivera, il est digne d'examen si nous gagnerons ou perdrons dans notre commerce. J'ai examiné la question, aussi profondément qu'il m'était possible; & je suis convaincu que nous perdrons. Nous formions des plaintes contre l'Angleterre, pour avoir renfermé l'Amérique dans l'acte de navigation & dans les autres actes prohibitifs; mais si la force navale de cette nation s'est formée, à la suite de ces actes, une Puissance suffisante pour protéger le commerce de l'Empire entier; si le commerce de l'Amérique y a trouvé une protection, eût-il été déraisonnable que le commerce de l'Amérique fût soumis à ces actes & réglemens qui étaient la source de sa protection & de sa sécurité. Nous faisions des plaintes que des actes du Parlement nous empêchassent de porter certains articles de nos productions à des marchands étrangers, & qu'ils donnassent à l'Angleterre un monopole avantageux pour elle & injurieux pour nous; mais il faut avouer en même tems qu'il était interdit aux sujets Britanniques d'acheter & d'importer les mêmes articles d'autres pays; de sorte que si l'Angleterre faisait un monopole de certains articles de nos productions pour les Marchés étrangers, elle nous donnait en échange le monopole de ses marchés & la liberté de porter ailleurs nos productions, s'il s'y trouvait un meilleur marché; nous avions en cela un avantage évident; une grande partie ainsi soumise au monopole de l'Angleterre, étaient d'une nature à être suppléées par les étrangers à des prix égaux ou plus bas que nous n'aurions pu le faire: Mais le système de la Grande-Bretagne étant, comme vous le savez, de favoriser le commerce de son empire dans chaque partie; non-seulement des entraves & des impôts furent mis sur les importations étrangères; il y eut encore des primes données pour encourager le cru & l'importation de plusieurs de nos productions qui, autrement, n'auraient jamais trouvé de débouché en

Europe; une autre plainte était qu'on nous défendait de tirer des étrangers des articles dont nous avions besoin; quoiqu'ils ne fussent ni du crû ni des fabriques d'Angleterre; mais il est bien connu que ces articles, dont on a tant parlé, ne formaient qu'une partie peu considérable de notre commerce. Quiconque s'est trouvé à même de comparer les manufactures d'une nation Européenne avec les manufactures d'une autre ou d'observer les différens moyens & principes de négocier des affaires, donnera toujours la préférence à l'Angleterre & à ses marchands. Tous les articles, les plus solides, les plus substantiels, & les plus utiles, sont beaucoup meilleurs, & à beaucoup meilleur marché que nulle part ailleurs, à l'exception de certaines toiles de Russie & de Silesie; & ces articles même, vu les lettres à tirer en Angleterre pour l'exportation, nous venaient à peu près ou même à aussi bon marché que nous pourrions l'avoir importé directement. Mais il a été objecté que les Etrangers n'avaient pas la permission d'apporter leurs marchandises & leurs productions dans nos ports & de commercer avec nous; de toutes les plaintes que nous avons faites sur l'article du commerce, cette dernière est celle qui me paraît la plus absurde & la plus dénuée de fondement. L'interdiction faite aux Etrangers de servir de voituriers à l'Angleterre est la base sur laquelle son commerce & son pouvoir maritime se sont élevés & la cause principale de l'accroissement de notre commerce & de notre navigation; & si jamais nous obtenions l'indépendance & la paix & que nous négligions de passer des actes pour exclure les Etrangers de voiturier pour nous, nous ne serons jamais une nation maritime ou commerçante. Les Réglemens parlementaires & les restrictions sur notre commerce, furent une des principales causes de la malheureuse querelle entre les deux pays, & nous ne les souffrons qu'avec impatience; parce que nous apprehendions qu'ils n'entraînent dans le système de nous réduire à l'esclavage; & d'après ces idées il était natu-

tuel que nous en exagéraissions le fardeau , & que dans toutes nos délibérations sur ce sujet , nous portassions nos regards sur ces entraves mises sur le commerce , sans considérer l'encouragement & la protection qu'il en recevait ; je ne prétends pas mettre en question les vues & les desseins de qui que ce soit à cette époque. Je crois que d'autres , aussi bien que moi-même , n'avaient dans ce tems-là , examiné le sujet que sous un seul point de vue ; & nous savons à la vérité qu'un trop grand nombre de nos patriotes n'avaient que peu ou point de connaissance du commerce , de ses intérêts , de ce qui en dépend. Je confesse que , d'après une perspective plus étendue & un examen impartial du sujet , il est évident que les entraves mises sur notre commerce avant cette dispute étaient plus que balancées par la protection & les divers encouragemens de la Grande-Bretagne. Mais supposons qu'à la fin de la guerre , l'Amérique reste indépendante , quelle serait alors la situation de notre commerce ? Au rétablissement de la paix , l'indépendance donnera-t-elle au commerce un essor , lui procurera-t-elle de nouvelles sources & les encouragemens nécessaires , non-seulement pour le faire sortir de la décadence où il se trouve actuellement ; mais encore pour l'élever plus haut qu'il n'a jamais été dans aucun période antérieur ? Ou l'indépendance sera-t-elle préjudiciable au commerce de l'Amérique ? C'est là une question sérieuse ; & l'importance me servira d'apologie pour la longueur de ma lettre. Je fais que j'écris à l'une des principales têtes mercantiles en Amérique ; mais je connais aussi votre candeur & votre amour pour la vérité ; c'est ce qui me fait hasarder de vous communiquer mes pensées sur ce sujet , que vous approuverez si elles sont justes , & corrigerez si elles sont erronées. L'Amérique , abandonnée à sa liberté , tirera , j'en suis persuadé , de la Grande-Bretagne , au moins les trois quarts des articles d'Europe dont elle a besoin

soin (m). La supériorité des manufactures Britanniques, leur conformité avec notre goût & nos coutumes, la générosité & l'exactitude ponctuelle de ses marchands, & surtout le crédit qu'ils peuvent donner & que nulle autre nation ne peut ni ne veut donner, doit procurer à cette nation toute la portion de notre commerce, dont j'ai parlé. Mais comment payerons-nous ces achats ? Quand nous faisons partie de l'Empire, l'Angleterre donnait la préférence à notre fer, à nos munitions navales, à nos semences de chanvre, à notre bois &c.; elle en encourageait l'importation par des primes & par l'imposition de taxes pesantes sur le même article des nations étrangères. Cela ne fera jamais plus; nous n'avons plus de raison d'attendre que nous serons au nombre des nations étrangères que la Grande-Bretagne favorisera le plus. Nous nous sommes imaginés que la Grande Bretagne ne soutiendrait jamais son commerce & ses manufactures sans nos productions & sans nos marchés pour la consommation des leurs. C'est ce qu'on a assuré dans des harangues & des pamphlets des milliers de fois depuis sept ans; j'avoue que je l'ai cru moi-même; mais l'observation & l'expérience m'ont convaincu que nous avons été grandement trompés. De tous les articles que nous avons fournis à la Grande-Bretagne, je n'en fais que deux, le tabac & le ris, qu'on ne puisse se procurer aussi bons & à aussi bon marché des autres pays. La consommation du ris dans la Grande-Bretagne n'est pas considérable; & celle du tabac n'excede pas vingt mille barrils par année, l'une portant l'autre. Il est vrai que d'autres pays peuvent produire ces deux articles au même prix que l'Amérique; mais la préférence que la Grande Bretagne a donnée à ceux
venus

(m) Et moi je suis persuadé que si les Hollandais, préviennent l'Angleterre, en établissant leurs liaisons, avec les Américains par un traité de commerce & d'amitié, ils y supplanteront, dans la suite, les Anglais, dans une multitude d'articles.

venus de l'Amérique empêchait qu'on n'en augmentât la culture ailleurs. Il est bien connu que l'Isle de Cuba, la côte de Brésil & plusieurs autres pays produisent du tabac supérieur au nôtre. Que l'Ukraine est seule capable d'en fournir toute l'Europe; il est vrai que la culture n'en est pas encore portée à la perfection; mais telle qu'elle est, la Russie ne laisse pas d'exporter une quantité considérable de tabac en France & dans d'autres pays. On en peut dire autant de plusieurs autres pays, relativement au ris. L'indigo de l'Amérique méridionale & des Isles, est supérieur aux nôtres. Les productions de la Russie, du Danemarck, de la Suede, &c. sont les mêmes que les nôtres; & en échange, ces pays tirent de l'Angleterre les mêmes marchandises que nous en tirions: au moins trouverons nous des rivaux dans les marchés Britanniques en y arrivant avec nos productions, & des rivaux dans les achats que nous désirons y faire. Mais on nous suppose indépendans; nous pouvons donc aller où il nous plaît; mais nous ne pouvons trouver des acheteurs où il nous plaît; & les nations chez lesquelles nous en trouvons peuvent mettre, sur nos marchandises, telles impositions qu'il leur plaira (n). Les Puissances du Nord en Europe ne peuvent devenir acheteurs: elles ont les mêmes articles à vendre. La France n'a besoin que d'une portion peu considérable de nos productions; elle n'a besoin ni de notre fer, ni de notre chanvre, ni de poisson, ni d'huile, ni en un mot de rien autre que de vingt quatre mille tonnes de notre tabac chaque année; quant à notre bois & à nos munitions navales, nous trouverons des rivaux dans les ports de France comme dans ceux d'Angleterre; & quant au tabac, le plus important de tous ces articles, la culture y fait tant de progrès en Flandre & dans l'Ukraine que ces pays nous vaudront bien-

(n) Il n'est pas un de ces raisonnemens qui ne porte sur tous les Etats producteurs de l'Europe, aussi bien que sur l'Amérique.

bientôt dans la qualité de leur tabac, & le bon marché de la main d'œuvre les mettra toujours en état de nous supplanter en France & dans tous les autres ports Septentrionaux de l'Europe. Nous n'avons aucune promesse d'être préférés dans les marchés de France ni même aucune raison de l'espérer. Il est vrai que l'Espagne & le Portugal peuvent avoir besoin de notre farine & de notre poisson, si, contre toute apparence, nous en avons jamais ; mais ils n'auront gueres besoin d'autre chose ; & notre commerce quelconque dans le Midi de l'Europe & dans la Méditerranée, fera toujours exposé aux Corsaires de Barbarie. Ces États de pirates qui n'ont de respect pour le pavillon des premières nations maritimes de l'Europe, qu'autant qu'ils en sont payés, n'en auront gueres pour le pavillon d'une nation dont ils n'ont gueres ouï parler & dont, s'ils en entendent parler, ils sauront qu'il n'ont rien à craindre ni à espérer.

La suite au No. prochain.

*Discours aux Citoyens & Habitans des Pays-bas-Unis
sur la Reconnaissance de l'Indépendance Américaine.*

Enfin vos yeux commencent à s'ouvrir à la lumière. Ce peuple magnanime, qu'on vous représentait comme une poignée de brigands & de rebelles, dévoués à l'infamie & à la vengeance, tels, en un mot, qu'on vous représenta quand vous levâtes la tête pour secouer le joug de l'Espagne, paraît ainsi que vous parûtes jadis, une nation respectable & digne de la liberté qu'à votre exemple elle s'est acquise, l'épée à la main. Son indépendance est même plus solide que la vôtre, parce qu'en promenant ses regards sur lui & autour de lui, au lieu des funestes suites de la décadence & des voisins dangereux, il ne voit qu'une perspective de progrès en tout genre au dedans & pas un seul voisin qui puisse l'effrayer au dehors. La République des États-Unis de l'Amérique, quoi qu'en disent ses détracteurs, a tous les avantages pour former dans peu un Empire puissant

fant & florissant. Vous ne devez pas douter que votre exemple ne l'ait encouragée dans son audacieuse démarche. Cette ressemblance d'histoire & l'analogie de gouvernement, de mœurs & de religion, a certainement inspiré à ces peuples un desir particulier de s'unir avec vous. Ils vous tendent les bras. Ce n'est même pas trop avancer, que de dire qu'ils seraient peut-être plus flattés de faire une alliance avec vous qu'avec le plus grand Potentat de l'Univers. Cette inclination, dérivée de causes morales, toujours présentes à l'esprit & soutenue par les puissans intérêts de commerce & de politique, vous promet des avantages infinis, & même des défenseurs dans des crises dangereuses. Qui ne voit, je le repete encore, que les Puissances Européennes qui ont des possessions en Amérique, seront toujours obligées de ménager une République alliée à la confédération Américaine? Qui ne voit que la France & l'Espagne, s'élevant actuellement par la grandeur & la rapidité de leurs succès, à une puissance qui deviendrait effrayante, une alliance entre la République Belgique & la République Américaine, pourrait former un point intermédiaire qui tiendrait les deux Royaumes dans l'équilibre? Qui ne voit que la reconnaissance de l'indépendance Américaine est une démarche qu'on ne peut plus différer? Les Bretons jusqu'à présent inflexibles, aux membres même de l'opposition, ne peuvent plus se refuser à l'évidence qui les frappe de la manière la plus terrible. Enfin, ils désesperent de ramener ce pays à l'ancien joug. Le mot, *Indépendance Américaine*, vient enfin de se faire entendre jusques dans l'assemblée législative de la nation Britannique. Le succès de la motion du Général Conway, un des événemens les plus importants de cette guerre, n'a laissé, après mille & mille chicanes, d'autre alternative que les mots de paix ou de trêve avec l'Amérique, mots qui impliquent déjà une reconnaissance d'indépendance. Un des membres, Mr Rigby, ajouta qu'il serait aussi ridicule de parler de la souveraineté sur l'Amérique, qu'il l'était déjà d'ajouter

le

le titre de Roi de France à ceux que le Roi d'Angleterre portait. Un autre membre (Mr. Fox) ajouta qu'on ne pouvait gueres former avec l'Amérique que des liaisons semblables à celles qui subsistaient entre l'Angleterre & le Portugal. Quelle sera leur consternation , lorsque le nouveau coup de foudre qui vient de les frapper à Minorque , aura retenti à leurs oreilles ? Ainsi les Anglais, en renonçant à la souveraineté sur l'Amérique, se flattent encore de s'y former des avantages exclusifs sur les autres nations, comme ils en ont en Portugal. Quelles alarmes ces mots ne doivent-ils pas nous inspirer ? car il ne faut pas s'abuser ; la nation Britannique décidée à terminer la guerre, tentera tous les moyens d'en obtenir la conclusion ; & s'il faut renoncer à l'indépendance Américaine ; au moins tentera-t-elle de se dédommager en cherchant à s'y procurer les avantages de commerce que les rapports de langue, de mœurs & d'origine paraissent lui promettre. Il est donc tout à fait à craindre que nous n'arrivions trop tard, comme nous avons fait dans la neutralité-armée ; & que les Anglais n'aient renoué leurs anciennes relations, avant que nous ayons eu le tems d'y établir solidement les nôtres. Que vous importe, si ces Etats-nouveaux seront heureux ou malheureux : le grand point pour vous est qu'ils ne forment plus par leur réunion avec l'Angleterre, un colosse de puissance redoutable à toutes les Puissances maritimes.

La suite au No. prochain.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

Nº. LVIII. LUNDI, ce 18 MARS, 1782.

*Suite du Discours aux Citoyens & Habitans des
Pays-bas-Unis sur la Reconnaissance de
l'Indépendance Américaine.*

Les deux partis qui divisent notre République, sont également intéressés à cette glorieuse démarche. Il paraît même que celui des deux à qui l'on attribuait une opinion contraire, doit sentir, aussi bien que l'autre, le véritable intérêt de l'Etat à cet égard : on n'a pas vu qu'il ait formé la moindre opposition aux démarches du Ministre Américain. Ce parti, naturellement jaloux de la France, voit, sans doute, les avantages que l'alliance Américaine procurerait contre les projets imaginaires ou réels qu'il serait incliné à supposer à cette puissance : il voit aussi que son penchant à favoriser cette importante démarche est le meilleur moyen de se procurer cette popularité, que certaines circonstances auraient pu affaiblir.

Vainement chercherait on à se le dissimuler : l'auteur avec laquelle la Nation est portée à toutes les insinuations relatives à l'alliance Américaine, le mépris poussé jusqu'à l'insulte, qu'elle a marqué pour ceux qui produisaient des opinions contraires, mon-

trent assez les espérances qu'elle s'est formées de cette démarche pour ses avantages, soit de commerce, soit de politique. La Frise, celle de nos Provinces qui est la plus libre & qui par sa constitution populaire est la plus indépendante des intérêts particuliers & des petites intrigues qui en sont les suites, ne suivant que l'impulsion du grand intérêt national, a déclaré formellement qu'il fallait reconnaître l'Indépendance Américaine (a). Il paraît que la Hol-

(a) Les Etats de Frise ont pris la résolution suivante, & l'ont fait porter par Mrs. les Députés à l'assemblée de leurs Hautes Puissances.

„Ayant été portée à l'assemblée & mise en délibération la demande de Mr. Adams, pour remettre ses lettres de créance des Etats-Unis de l'Amérique Septentrionale à L. H. P., comme aussi l'adresse ultérieure à cette fin, avec prière d'une réponse catégorique faite par le même, & plus amplement mentionnée dans les notules de L. H. P., du 4 Mai 1781 & du 9 Janvier 1782. Sur quoi ayant été pris en considération, que le susdit Mr. Adams aurait vraisemblablement quelques propositions à faire à L. H. P. & à leur remettre de principaux articles & fondemens, sur lesquels le Congrès de leur côté voudrait entrer dans un traité de Commerce & d'Amitié ou d'autres affaires à proposer à l'égard desquelles la diligence était requise.

Il a été trouvé bon & arrêté, d'autoriser Mrs. les Députés de cette Province à la généralité & de les charger de diriger les choses à la Table de L. H. P. de manière que le susdit Mr. Adams soit admis au plutôt comme Ministre du Congrès de l'Amérique Septentrionale, avec ordre ultérieur aux dits Députés que, s'il était encore fait quelques semblables propositions par le même, d'en informer au plutôt L. N. P. & il leur fera envoyé extrait de la présente pour information. & pour se conduire en conformité.

Ainsi résolu à la maison du Pays le 26 Fevrier 1782.

(Plus bas) d'accord avec le susdit Livre
de ma connaissance.

(Etait signé) A. J. v. SMINIA.”

Hollande ne tardera pas à l'imiter. La Gueldre a déjà déclaré qu'elle n'attendait que l'exemple des Provinces maritimes. Les autres Provinces suivront à l'envi. Jetons les yeux sur l'Europe ; voyons quelles seront les suites de cette démarche ? L'Espagne que des intérêts politiques empêchaient de se décider, se hâtera de proclamer hautement une indépendance qu'elle a déjà reconnue par sa conduite. Les Puissances neutres ne resteront pas spectatrices indifférentes : pour ne pas perdre les fruits de la révolution Américaine, elles reprendront naturellement le plan d'un Congrès solennel, inviteront les Américains avec les autres Etats à s'y rendre pour travailler à la pacification générale. Cette invitation, équivalente à une reconnaissance d'indépendance, fera perdre tout espoir à l'Angleterre : l'univers combiné contre elle lui ménagera le prétexte le plus plausible & le plus décent pour son orgueil ; elle se hâtera de sceller une indépendance dont il n'est plus en son pouvoir d'ébranler les fondemens.

Mais, dira-t-on, ne vaudrait-il pas mieux que nous adoptions la conduite de l'Espagne, qui n'a pas encore reconnu cette indépendance ?

Ce n'est pas, dit-on dans le moment où nous avons accepté la médiation d'une Puissance respectable, pour nous reconcilier avec un autre Puissance qui se regarde encore comme la métropole des colonies Américaines, qu'il nous conviendrait de reconnaître l'indépendance de ces dernières ; le temps viendra ; mais il faut l'attendre, & ne pas le prévenir inconsidérément.

S'il fut un tems où les esprits dussent se porter à cette démarche, c'est sans doute celui où elle peut prévenir de grandes pertes, produire un grand bien, sans causer aucun préjudice. On fait assez combien les Anglais sont impétueux dans leurs démarches ; ils cherchent la paix ; ils veulent, ils demandent la paix à grands cris ; il faudra bien qu'ils se résolvent à renoncer à l'Amérique ; ils s'y porteront avec

toute l'ardeur du caractère national & la diligence nécessaire, pour aller au devant des autres Puissances. Dans un tems où nos manufactures & notre navigation ont besoin de nouveaux débouchés, où nulle autre nation ne pourrait nous rivaliser pour la richesse des fonds, & l'intelligence du commerce, qui ne voit que nous ne saurions trop tôt établir nos liaisons de commerce en Amérique, & que nous pouvons y espérer les plus grands avantages ?

On prétend que cette reconnaissance pourrait empêcher une paix particulière avec l'Angleterre, paix que la médiation de la Russie paraît avoir pour objet. D'abord on ne voit pas qu'il soit possible de se procurer une bonne paix, une paix solide, si elle n'est générale. En second lieu, cette reconnaissance ferait-elle plus de tort à l'Angleterre qu'une conquête : or personne ne peut nier que tant qu'il n'y a pas de cessation d'hostilités, tout est permis contre un ennemi déclaré.

D'ailleurs, de quelle manière cette médiation a-t-elle été acceptée ? Il n'est pas vraisemblable que ce soit sans des conditions ; il est stipulé dans ces conditions, cette médiation ne doit porter aucun préjudice aux liaisons qu'on pourrait former avec les ennemis de l'Angleterre ; il ne paraît pas, non plus guère vraisemblable que, depuis que la reprise de St. Eustache par les Français, a fixé irrévocablement la République dans les intérêts de la France, l'Impératrice continue à insister sur l'offre de sa médiation ; dans ce cas on ne pourrait plus douter qu'elle ne soit un instrument, que la Grande-Bretagne fait jouer pour traverser toutes les résolutions que l'on pourrait prendre contre l'ennemi.

On insinue que nous ne pouvons hazarder une pareille démarche sans le consentement de la neutralité-armée. Quelle erreur ? Sommes nous membres de cette neutralité ? N'a-t-elle pas refusé de nous adopter, sous prétexte que nous étions Puissance belligérante ? Peut-on être à la fois Puissance neutre
&

& belligérante? Ainsi, cette confédération ayant refusé de nous admettre dans son sein, quels autres égards lui devons-nous, que celui de nous conformer aux principes de liberté navale qu'elle a réclamés & annoncés à l'Univers. La France, l'Espagne, les Etats-Unis de l'Amérique ont avoué ces mêmes principes; sous quel autre titre serions nous liés à la neutralité-armée? Chacune des autres Puissances Belligérantes aura, comme nous, le droit de participer à tous les avantages de cette confédération, dès qu'elle ne sera plus belligérante. Qui peut dire qu'elles n'ont pas le droit de causer à leur ennemi tous les dommages qui sont en leur pouvoir? S'il est permis de leur enlever leurs possessions; à plus forte raison le sera-t-il de reconnaître l'indépendance d'un membre déjà détaché du corps de l'Empire? Cette reconnaissance ne jette dans les négociations qui peuvent s'ouvrir pour la paix, pas plus d'obstacle, que ne peuvent en jeter de nouvelles conquêtes; au contraire; elle pourrait, ainsi qu'une conquête, accélérer la conclusion de la guerre. Quel homme sensible & ami de l'humanité, envisageant les choses sous ce point de vue, peut se refuser à une démarche dont les conséquences seraient aussi salutaires?

Il est vrai que l'Espagne, quoique Puissance belligérante, n'a pas encore reconnu formellement cette indépendance. Mais l'admission de Mr. Jay en qualité de Ministre des Américains, l'ordre de les traiter comme de bons amis, nom qu'un Monarque ne peut accorder à des rebelles, les secours secrets & publics qu'il a donnés aux Etats-Unis, font au moins une reconnaissance implicite. Qui ne voit d'ailleurs, soit par l'article secret révélé par Mr. Deane, soit par la conduite évidente de l'Espagne, que ce Royaume veut auparavant ajouter la Floride Septentrionale à l'Orientale & Gibraltar à Minorque, & qu'elle craint sans doute qu'une pareille déclaration n'amenât une pacification, avant qu'elle eût obtenu ces grands objets?

Amis, Freres, Concitoyens, que l'expérience nous

apprenne à la fin à ne plus nous laisser tromper. Demandez aux Anglomane, si la Russie est portée pour l'Angleterre ? Ils vous diront qu'après le Portugal, il n'y a pas de Puissance en Europe qui ait plus d'intérêt à la prospérité de l'Angleterre que la Russie. Cette observation seule doit vous montrer quelle confiance vous devez mettre dans l'offre d'une pareille médiation. Toute la conduite de la Russie à notre égard n'est-elle pas singulière ? Nous nous présentons pour entrer dans la confédération armée, elle nous rejette sous prétexte que nous sommes en guerre ; & lorsque nous voulons faire la guerre, elle trouve promptement le moyen d'interposer sa médiation pour nous empêcher de la poursuivre.

Si, dit-on, nous avons des avantages à retirer des Américains, ils ne pourront jamais se passer de nous ; ils nous appelleront nécessairement à eux ; actuellement même, quoique nous n'ayions formé aucunes liaisons avec eux, ils nous ont montré tant de confiance, que nos négocians y font déjà, soit secrètement, soit publiquement, un commerce assez considérable & y étendent tous les jours leurs relations. Quelle nécessité engagerait donc les Souverains à déclarer une indépendance, qui n'offre aucun avantage qu'on ne puisse se procurer également sans la déclarer, & qui pourrait causer de grands obstacles pour une paix particulière ou générale ? D'ailleurs, les principaux avantages que nous aurons à retirer de ce commerce, ne viendront qu'après la paix. En un mot, tous les traités du monde ne peuvent rien contre l'intérêt ; ce mobile puissant nous amenera toujours les Américains, s'il doit jamais exister des avantages réciproques entre les deux nations.

Qui croirait que ce puissant raisonnement est réfuté par l'Anglomane Deane ? Il nous dit, en propres termes, que l'Amérique ne peut acquérir quelque degré de puissance sans faire, à l'exemple de Cromwel, un Edit de navigation, pour défendre à tous vaisseaux de fabrique étrangère de lui apporter d'autres denrées, que celles qui seraient crues ou fa-
bri.

briquées chez la nation qui les apporte. Qui ne voit qu'il est également dans le système de la liberté du commerce, que l'Amérique laisse ses ports ouverts aux importations de toutes les nations, sans s'embarasser de celle qui les fait? Qui ne voit les avantages que nous retirerions de ce dernier choix & le préjudice que nous causerait le premier? Qui peut nier que ces deux alternatives ne soient entre les mains des Américains? Qu'on ouvre les annales de la République, on verra qu'elle a toujours eu pour politique, de ne négliger aucune occasion de faire des traités de commerce. Il est certain que jamais l'occasion ne s'est montrée plus favorable; & qu'il n'y a jamais eu de pays qui nous offrît de plus grands avantages à cet égard. On prétend que les motifs de reconnaissance & d'amitié ne sont rien dans le monde politique; mais niera-t-on que les causes morales ne puissent transporter le commerce d'un pays à un autre; que ce grand mobile de la politique actuelle ne suive pas toujours les routes les plus naturelles; qu'il est facile de l'en détourner, surtout quand il n'a pas encore de direction fixe; & que c'est pour lui donner cette direction en faveur de notre pays, que tous les bons patriotes apelent à grands cris l'alliance avec l'Amérique (b). Les Américains s'appliqueront-ils moins

(b) Mr. van der Capellen fit éclater son ardeur patriotique dans les derniers Etats de Gueldre. C'est ce qu'on voit dans l'Extrait du Recès du Comité de *Zutphen*, dans l'Assemblée Extraordinaire, du mois de Février 1782, tenue à *Nimegue* le 23 du même mois; il est conçu en ces termes.

„ D'Après le Rapport des Committés de cette Province à la Généralité, exhibé aujourd'hui sur table, relativement à ce qui s'est passé dans l'Assemblée précédente, & d'après l'examen d'un Extrait du Régistre des Résolutions

moins à donner de l'extension à leur commerce & à miner celui de notre République, lorsque nous ne fe-

de L. H. P. les Etats-Généraux des *Pays-Bas-Unis* du 9 du mois passé, par rapport à l'Adresse ultérieure de Mr. Adams au Président de L. H. P. sur la remise de ses Lettres de Créance à L. H. P. de la part des *Etats-Unis de l'Amérique-Septentrionale*, pour & demandant une réponse cathégorique, dont Mrs. les Deputés des Provinces respectives ont pris Copie, le Baron Robbert Jasper van der Capellen de Marfch a d'abord, de bouche, ensuite par écrit, proposé & insisté à l'Assemblée de ce Quartier, qu'actuellement & sans délai on en fasse un point de Délivération & qu'on fasse sur table, l'ouverture nécessaire, conçue plus au long dans l'Avis de ce Seigneur, inséré en ces termes : ”

NOBLES ET PUISSANS SEIGNEURS!

Le Souffigné juge sur de bons fondemens & sans crainte d'être contredit, pouvoir assurer qu'il est plus que tems qu'on fasse une attention sérieuse, à l'offre & à l'invitation en tous sens honorable & avantageuse pour cette République, d'Amitié & de Liaisons réciproques avec les 13 Provinces Américaines, devenues libres à la pointe de l'Epee; de façon que la réponse cathégorique, demandée par leur Ministre, le Sr. Adams, devienne un sujet des Délivérations de V. H. P., & qu'on se décide au plutôt sur les Intérêts respectifs. Il jugeait qu'il ne devait plus y avoir de scrupule à cet égard; & que les suites incertaines de la Médiation offerte par la Russie, ne pouvaient, quand il s'agissait d'Avantages certains pour cette République, empêcher que, par égard pour un Ennemi avec lequel Nous (toutes salutaires que fussent représentées les vues de S. M. Imp.) ne pouvions faire aucune Paix, aux dépens d'une négligence aussi irréparable. Qu'un plus long délai à Nous unir à une Nation déjà si puissante, aura pour suite que
Nos

ferons rien pour nous concilier leur amitié, lorsque nous aurons pris, dans un traité de commerce, les pré-

Nos Habitans perdront les moyens d'étendre de la maniere la plus avantageuse leur Commerce & leur Bien-être.

Que par la prohibition rigoureuse d'importer des Manufactures Anglaïses en Amérique, nos Fabriques, au moyen de précautions prises à tems, sortiraient de leur état de langueur. Et qu'en différant plus longtems de satisfaire aux vœux de la Nation, ses conducteurs s'attireraient le reproche, comme s'ils avaient négligé & rejeté les offres favorables de la Providence: Qu'au contraire, en adoptant ces mesures, les Intérêts essentiels de ce Peuple malheureux seront pris a cœur.

Déclarant, en outre, le Souffigné, qu'il abandonnera cette négligence impardonnable d'une occasion favorable pour cette République, au compte de ceux que cela regarde: Protestant contre toutes les conséquences fatales qu'un refus plus long de ces mesures nécessaires causerait certainement; sur quoi il demandait que, pour sa décharge, cette Note fût inférée dans les Régistres du Quartier.

(Signé.)

R. J. VAN DER CAPELLEN.

La lecture de cet Avis ayant été faite, Mr. Jacob Adolf de Heeckeren d'Enghuizen, Conseiller & Premier Maître des Comptes de la Gueldre, Président actuel de l'Assemblée du Quartier, représenta audit Robbert Jasper van der Capellen de Marsch, que, „ bien qu'il dût convenir de la justesse de tout ce qu'il venait d'exposer, outre plusieurs autres Raisons également fortes qui se présentaient à son esprit, la Délibération sur le Point en question lui paraissait prématurée, vu que les Seigneurs Etats de Hollande, de Westsrie & de Zélande, comme principales Provinces Commerçantes, qui s'y trouvaient directement intéressées, ne s'étaient cependant pas encore expliquées à cet égard; conséquemment, qu'il ne serait guere convenable pour les Etats de ces Duché & Comté, qui n'y étaient intéressés

précautions convenables pour détourner les atteintes qu'il pourrait y esfuyer?

Seront-ils moins portés à nous nuire par un commerce de contrebande dans nos établissemens, lorsque nous aurons refusé de reconnaître leur indépendance, ou que nous ne l'aurons reconnue qu'à la dernière extrémité, c'est-à-dire lorsque l'Angleterre nous en aura donné l'exemple?

Quand toutes ces brillantes espérances qu'on fait concevoir de cette reconnaissance, ne se réaliseraient pas aussi subitement qu'on l'annonce, elle pourrait toujours ouvrir le chemin à une quadruple alliance qui ne manquerait pas d'imposer à l'Angleterre, au point de nous procurer une prompte paix. Paix ! voilà le mot que les Anglomanes ne cessent de faire retentir, comme si leurs adversaires ne la désiraient pas autant qu'eux. Comme si le meilleur moyen d'en

que d'une manière conséquente & indirecte, de vouloir néanmoins former les premiers leurs Résolutions à cet égard ; C'est pourquoi il donnait à considérer s'il ne serait pas plus à propos de renvoyer les Délibérations sur cet objet à une occasion postérieure."

„ Cependant, le susmentionné Robbert Jasper van der Capellen de Marsch insistant à ce que les Voix fussent recueillies sur ses Proposition & Avis en question, & ce faisant y ayant été déféré, L. N. P. après en avoir délibéré, ont trouvé bon & statué que, quoique les motifs allégués par ce Seigneur dans son Avis paraissent mériter une Considération sérieuse, cependant, pour les raisons alléguées ci dessus, on juge devoir en suspendre la Décision, jusqu'à que les Provinces Commerçantes aient formé leurs Résolutions là-dessus.

„ Et que, sur la requisition de Robbert-Jasper van der Capelle de Marsch, il lui sera délivré un Extrait de la Présente sur l'un, aussi bien que sur l'autre."

Accordé avec le Recès susmentionné.

(Signé.)

HERM. SCHOMAKER.

d'en accélérer la conclusion, n'était pas de porter à l'Angleterre quelque coup frappant qui serait le résultat d'une alliance étroite entre les quatre Puissances ennemies de l'Angleterre. Quel autre moyen de maintenir la solidité des fonds Anglais auxquels un si grand nombre de nos concitoyens ont part ; & que la prolongation de la guerre ne peut manquer de renverser entièrement ? Et c'est ici que se développe le Système des Américains en nous invitant à nous unir à eux. Ils cherchent visiblement à mettre fin aux malheurs de l'humanité, en terminant le plutôt possible cette guerre désastreuse. Leur indépendance est certaine ; l'hommage que nous y rendrons par une reconnaissance solennelle, n'ajoutera rien à sa solidité ; mais il importe à tous les peuples que l'effusion du sang humain soit arrêtée ; & cette manière de répondre à leur invitation, ne peut manquer de frayer la route à des liaisons avantageuses de commerce. Répétons-le avec force & vigueur : il n'est pas de paix solide à espérer sans une paix générale. Une paix particulière ne serait qu'une paix plâtrée ; notre commerce serait toujours exposé à des avanies. Il n'est pas de remède pour guérir le mal jusqu'à la racine, qu'une paix générale. Qu'on montre si jamais occasion a été plus favorable, pour briser à jamais les entraves que l'Angleterre nous a imposées, en la forçant, par des efforts combinés, à se soumettre ?

Une grande erreur des Anglomanes, est de supposer toujours les affaires en balance entre l'Angleterre & l'Amérique. Il s'en faut cependant beaucoup que les progrès des Anglais y soient aussi avancés que ceux des Américains. Ces derniers sont en possession de tout le pays, & les Anglais n'y ont que trois places. Si jamais l'Angleterre eût pu les réduire, c'eût été dans les commencemens de la guerre ; ils étaient alors divisés, faibles & sans expérience dans les armes ; mais actuelle-

ellement leurs milices valent les troupes réglées de l'Europe; ils acquierent des forces & des richesses; pendant que l'Angleterre tombe de plus en plus dans la faiblesse & l'épuisement.

A quoi aboutissent les raisonnemens les plus éblouissans des Anglomanes contre l'Amérique, du Sieur Deane par exemple? Qu'un pays ne saurait être heureux ni florissant sans être soumis à l'influence & aux entraves de la Grande-Bretagne. Car on ne peut disconvenir que tout ce qu'il dit ne tombe également sur tous les Etats qui n'ont pas de liaisons avec les Anglais. L'Amérique, en les rompant, se trouve dans le cas de toutes les Puissances indépendantes de l'Angleterre; & il faut être infatué de la manie des paradoxes, pour soutenir que leur sort est très à plaindre, & que le Portugal serait bien malheureux, s'il secouait jamais le joug que la Politique Anglaise a su lui imposer. C'est soutenir en propres termes que pour rendre tel pays que ce soit puissant & florissant, il faut le soumettre aux entraves & au monopole de la Grande-Bretagne. En un mot, la Grande-Bretagne serait un soleil dans le monde politique, dont l'ardeur & les rayons seraient nécessaires pour la fécondation de chacune des autres parties.

Avant de finir ces observations sur la nécessité de reconnaître l'indépendance de l'Amérique, de faire une quadruple alliance & de nous délier de toute médiation pour une paix particulière, il importe de faire encore remarquer le péril que nous courons en suivant un système contraire. Actuellement que les Anglais invoquent la paix à grands cris, & que, pour la conclure au plutôt & tirer des Américains des avantages qui les dédommagent un peu de la souveraineté, ils se détermineront probablement à céder ce qu'ils ne peuvent plus recouvrer, & pour empêcher l'Espagne de poursuivre ses conquêtes, n'est-il pas à craindre qu'ils ne fassent une paix séparée

parée avec ces trois Puissances , qui nous laisseront à sa discrétion : ces quatre Puissances y trouveraient également leurs intérêts ; la France, l'Espagne & l'Amérique, pour nous punir de notre indifférence ; & l'Angleterre, pour s'indemniser à nos dépens. Jamais, depuis qu'il est des guerres dans le monde, on n'a vu refuser, comme nous le faisons, de faire cause commune avec des Puissances qui ont le même ennemi. Quels ménagemens devons nous avoir en tems de guerre pour un peuple, qui n'en a jamais eu pour nous en tems de paix ? Le refus de reconnaître l'indépendance Américaine, ne ferait-il pas croire qu'il y a dans ce pays des hommes plus portés pour l'ennemi que pour leur Patrie ?

Qu'il me soit permis encore de faire remarquer que cette alliance & la paix générale qui en ferait la suite, paraissent dépendre d'Amsterdam. Cette ville a la plus grande influence sur les déterminations de la Province; la Hollande entraînerait toute la République; & il paraît très vraisemblable que la conduite de la République influerait sur toutes les autres Puissances de l'Europe. Un Congrès Général s'ouvrirait à l'instant pour une paix que tous les amis de l'humanité & surtout les pays d'industrie tels que le nôtre, ne peuvent s'empêcher de désirer.

Extrait d'une Lettre de Mr. Robert Lixington, Ministre du Congrès pour les affaires Etrangères, à une des principales maisons de Commerce d'Amsterdam.

Philadelphie 27 Décembre 1781.

Il ne me reste qu'à reconnaître la satisfaction que le Congrès, en un mot, toute l'Amérique, a éprouvée à la nouvelle de l'heureux événement que vous avez eu la bonté d'y faire passer; ils sont d'autant plus agréablement surpris que, quoiqu'ils
eus.

eussent la plus grande confiance sur la bravoure d'une Nation qui s'est tellement distinguée en diverses occasions, depuis le tems de Cesar jusqu'à la dernière guerre où elle s'est trouvée engagée, on ne laissait pas d'appréhender que son aversion pour la guerre & les effets d'une longue paix ne les eussent énervés & n'eussent affaibli cette vigueur d'esprit qui les avait jusqu'alors mis en état de se soutenir au milieu des plus grandes difficultés. L'Amiral Zoutman, les Officiers & les hommes sous ses ordres ont convaincu pleinement l'univers que le courage ardent & ferme auquel les Hollandais sont redevables de leur liberté, ne les abandonnera jamais, quand ils seront appelés pour la défendre.

Quoique les Résolutions des Etats-Généraux & des Amirautes que vous avez eu la bonté de me faire passer, nous causent de la joie, par ce qu'elles portent avec elles des traits d'amitié & d'attention pour l'Amérique, il faut encore d'autres preuves moins équivoques pour former & cimenter les liaisons que tout ami des deux pays desire de voir s'établir. Le tems présent est peut-être le moment le plus critique pour les nations qui jugent l'alliance & le commerce de ce pays de quelque importance. Le succès a couronné nos armes; & l'on vient de prononcer une interdiction contre les manufactures Britanniques. Ceux qui se tiennent à l'écart pour ne se présenter que lorsque les douceurs de la paix auront mis le dernier sceau à nos succès, n'auront, certainement, aucun titre à notre reconnaissance. Une Nation qui diffère d'entrer en liaison de commerce jusqu'à ce que le peuple, ayant perdu l'habitude des manufactures Britanniques, se soit accoutumé à celles d'autres pays, trouvera, pour établir son commerce, à combattre de nouvelles habitudes & de nouveaux préjugés. Un gouvernement sage ne laisserait pas échapper les avantages d'une occasion aussi favorable.

Il n'est rien arrivé d'important depuis la prise de Cornwallis, si non la défaite d'un parti de l'ennemi sur les frontières de New-York & l'évacuation de Wilmington, le seul poste qui restât à l'ennemi dans la Caroline Septentrionale. De toutes leurs conquêtes si vantées, il ne leur reste plus que New-York, Charles-town & Savannah; encore ne tiennent-ils ces places, que d'une manière très-précaire.

*Extrait d'une autre Lettre d'un Américain à son
Correspondant en Hollande.*

Vous apprendrez avec plaisir que les armes Britanniques ont été vaincues & battues de tous côtés dans ce pays. Un corps considérable d'Anglais, avec un nombre d'Indiens, qui avoient passé les lacs du Canada dans le noble dessein de ravager le pays, de brûler des fermes, & d'escalper les femmes & les enfans, a été rencontré & défait deux fois avec une perte considérable en tués & en prisonniers par un nombre inférieur de milices. Le Congrès est occupé des préparatifs pour faire les efforts les plus vigoureux aussi-tôt que le printemps permettra les opérations, & qui sont tels que moyennant la bénédiction de la Divine providence, nous avons les meilleures raisons d'en attendre un bon succès. En un mot, nos affaires sont ici dans une telle situation, que nos ennemis ont renoncé à toute idée de conquête, & qu'ils n'ont plus l'espérance le plus éloignée de notre réunion avec la Grande-Bretagne, dont les procédés ont excité la haine la plus invétérée. C'est peut-être à présent le moment, où d'autres nations pourraient par une conduite généreuse & décidée remplacer les Anglais dans notre affection, & établir leur commerce avec nous sur les ruines de celui de la Grande-Bretagne, avant que notre goût se
fût

fût tellement fixé , que nous donnassions la préférence aux manufactures d'une de ces nations. J'espère , pour l'amour de vous & de nous , que les Provinces-Unies sauront profiter de cette occasion inestimable pour former des liaisons de commerce avec nous , & pour gagner notre affection par quelques actes d'amitié , tels qu'ils frappent l'esprit du peuple.

Ces Feuilles périodiques paraissent régulièrement , tous les Lundis à *Amsterdam* , chez *J. A. Crajenscbot* ; à *Haarlem* , chez *Walree* ; à *Leide* , chez *Luzac & van Damme* , & *Les Freres Murray* ; à *la Haye* , chez *J. van Cleef* , *Detune* , *van Drecht & LaVeuve Staatman* ; à *Gouda* , chez *Van der Klos* ; à *Rotterdam* , chez *Bennet & Hake* , & *D. Vis* ; à *Dordrecht* , chez *Blussé* ; à *Deventer* , chez *Leemborst* ; à *Groningue* , chez *Huyzingh* ; à *Nimegue* , chez *Van Goor* ; à *Arnhem* , chez *Troost* ; à *Bois-le Duc* , chez *J. H. Pallier* , à *Hambourg* , chez *J. G. Virchaux* & chez les principaux Libraires des Pays-Bas. On trouve chez l'Editeur de ces feuilles *L'Amériquiade Poëme* ; 6 sols & *Voltaire reçu aux Champs élysées par Henri quatre* , Estampe allégorique.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

 N°. LIX. LUNDI, ce 25 MARS, 1782.

Suite du CHAPITRE XLVII.

Et des Lettres de Silas Deane.

„**N**ous avons protesté contre le commerce en Afrique; mais si nous relâchons ou rompons nos résolutions sur cet objet, n'ayant aucune marine pour y protéger notre commerce & ni forts & factoreries sur la côte, nous ne saurions y avoir part. Nous ne saurions nous flatter d'être en état de conquérir la Nouvelle-Ecosse, Terre-Neuve ou les Florides; & si la Grande-Bretagne est réduite à renoncer à treize Colonies, il est naturel de supposer qu'elle cherchera tous les moyens de tirer parti de celles qui lui resteront. Nous n'avons ni ne désirons des établissemens dans les Indes-Occidentales. Cinq ans auparavant nous élevions notre importance au point de croire qu'une suspension de commerce avec nous, exciterait un soulèvement général dans les villes fabriquantes d'Angleterre, ou du moins ferait pousser de vaines clameurs en notre faveur, en causant un manque d'ouvrage; que l'Irlande serait ruinée, faute de nos semences de chanvre, & les possessions Britanniques aux Indes Occidentales, faute de nos productions. Mais une expérience de six ans devrait cer-

tainement (a) nous avoir appris à rectifier cette opinion mal fondée que nous avions de notre importance, à moins que l'expérience même ne pût nous corriger. Pas une des villes fabricantes en Angleterre, ne s'est plainte du défaut de travail; l'Irlande s'est procurée de la semence de chanvre, à aussi bon marché, à même meilleur marché qu'auparavant; elle a trouvé assez de débouchés pour ses toiles. Les Indes-Occidentales n'auront donc éprouvé qu'une légère diminution. Ces faits doivent nous convaincre que le monde n'est pas si fort sous notre dépendance, que nous l'avions imaginé; & si nous poursuivons nos recherches, nous verrons que nous dépendons autant & même plus de nos voisins, que nos voisins ne dépendent de nous. Je n'écris pas à quelqu'un qui déclame contre le luxe, sans avoir aucune idée de ses effets, ni à quelqu'un de ceux qui parlent beaucoup du commerce, de ses avantages, de ses inconvéniens pour un pays, sans avoir la moindre idée de sa nature ou de l'étendue de son influence & de son pouvoir. Je puis donc, sans raisonner sur ce sujet, hasarder de dire que les productions des Indes-Occidentales nous sont essentiellement nécessaires, & que nous ne pouvons mieux faire, sans leur Sucre, leur Café, leur Cacao, leur Coton, qu'ils ne le peuvent sans notre farine, notre bœuf, notre bois &c. Auparavant, en qualité de sujets Britanniques nous avions le droit d'approvisionner les Isles Britanniques de tout ce dont elles avaient besoin; & de prendre en échange tout ce qu'elles avaient à disposer. Nous ne payions pas d'impôts plus considérables que les autres sujets Britanniques, soit pour l'importation, soit pour l'exportation. Nous avions le droit de donner à toutes les possessions étrangères, Françaises, Hollandaises & autres des Indes Occiden-

(a) Il est fort incertain que les Américains, en interrompant tout commerce avec la Grande-Bretagne, aient jamais conçu d'aussi brillantes espérances.

dentales toutes nos productions , à l'exception du Tabac & de recevoir en échange tout ce qu'elles pouvaient fournir , à l'exception du Rum & de quelques autres articles. Ceux que nous recevions en retour étaient, à la vérité , soumis à de certains droits pour l'importation en Amérique. Mais comment était alors, & comment se trouve à présent notre commerce avec les possessions étrangères, Hollandaises, Françaises & autres des Indes-Occidentales? Il est vrai que nous étions admis dans leurs ports; mais notre farine était un article prohibé, dont on ne permettait l'introduction publique que dans les tems de disette. Plusieurs des principaux articles de nos productions se trouvaient dans le même cas. La France, en interdisant l'importation de notre farine dans ses Isles, montrait assez qu'elle ne craignait pas de les exposer à la disette, faute de nos approvisionnemens. Mais quels articles de leurs productions nous a-t-on permis d'acheter & d'exporter publiquement en échange? La Mélassé seule, ou la misérable liqueur qu'on en distille; toutes les autres, comme le Caffé, le Coton, le Sucre, l'Indigo, nous les enlevions comme des voleurs, & par la connivence de leurs officiers qu'il fallait acheter. La France s'est-elle engagée par traité de nous accorder une plus grande liberté de commerce avec ses Isles qu'autrefois? Nullement. Nous ne devons être traités que comme une des Nations les plus favorisées; & elle n'a jamais traité la nation la plus favorisée autrement que je ne l'ai déjà dépeint. Cet article favori de mes compatriotes, les Mélasses, le seul de conséquence qu'il nous fut permis d'importer des Isles Françaises, attira l'attention du Congrès, dans leurs premières propositions d'un Traité avec la France. J'en vis l'importance dans ce tems-là; & je me flattais que nous l'avions assuré, sans aucun sacrifice réel de notre part; mais le Congrès eut ensuite une opinion différente & l'abandonna. Nous n'avons, en conséquence, jusqu'à présent, aucune sécurité, pas même pour ce seul article. Toutes choses ne

posent encore que sur ces termes vagues & généraux de se traiter réciproquement, comme une nation des plus favorisées. Mais l'on peut dire que le besoin où sont les Isles, de nos productions, les amenera toujours aux conditions que nous voudrons, ou du moins à des conditions justes & raisonnables. Examinons la chose avec attention. Les Isles Françaises ne sauraient être dans la nécessité de la farine ni d'aucune sorte de provisions salées : au contraire, il est de la politique de la France de les empêcher de faire cela, si elles y étaient disposées : car en approvisionnant ses Isles de ses propres farines & manufactures & de toutes sortes de provisions salées, achetées en Europe, avec ses eaux de vie, & ses vins &c., elle encourage l'agriculture & le commerce de ses sujets en Europe, ce qui doit être le principal objet de toute nation sage ; quant à des provisions fraîches, il n'y a que ses Isles du vent qui peuvent en avoir besoin."

Nous aurions poursuivi la publication de ces lettres ; mais nous avons aperçu tant de monotonie dans les idées, que la lecture nous en a paru aussi fastidieuse & insipide, qu'elle est odieuse & détestable. Un Gazetier Américain a fait la même Remarque (*Freeman's Journal* 9 Janvier 1782) ; il ajoute que ceux à qui ces lettres sont adressées n'ont nullement paru désirer qu'on en supprimât la publication ; chacun d'eux étant bien assuré qu'on ne lui imputera jamais les principes de trahison, qui s'y trouvent répandus.

Pour pouvoir apprécier les principes de Mr. Deane, il n'est pas inutile d'examiner les réflexions suivantes, tirées des papiers Américains. C'est une observation très-remarquable qu'aucune des nombreuses Gazettes, qui circulent dans les Etats-Unis, n'a fait difficulté d'insérer ces lettres ; & qu'au lieu d'avoir fait une impression funeste sur l'esprit du peuple, elles n'ont fait qu'exciter un mépris ou une indignation générale dans toute l'Amérique.

Il y a, disent ces papiers, dans les lettres de Deane,

ne, une idée trop propre à induire en erreur, pour n'être pas relevée. Il prétend que si la France est obligée de céder à l'Angleterre, c'en est fait de l'indépendance Américaine.

Je pense que tout ami de ce pays, tout ennemi même, avouera que nous avons des obligations infinies à la France, pour ses efforts généreux, puissans & salutaires en notre faveur ; cependant aucun, excepté Mr. Deane, n'osera affirmer que nous ne subsistons que par le souffle de ses narines & qu'elle seule soutient notre existence comme nation libre & indépendante. Je me bornerai à une seule question. Pourquoi n'avons-nous pas été conquis & forcés de renoncer à notre indépendance, avant que nous eussions fait alliance avec cette Monarchie ? dans un tems où la Grande-Bretagne avait bien plus de pouvoir pour nous conquérir, & nous, bien moins de forces pour lui résister. Nos ennemis savent, pour leur malheur, qu'il y a eu, & qu'il est encore dans ce pays, des dispositions qui porteront toujours les Américains à se procurer l'indépendance & à vanger leurs droits d'hommes libres, quoique abandonnés ou négligés de toutes les Puissances de la terre. Tous les raisonnemens de Deane posent sur des suppositions. La patience de Job n'y tiendrait pas. Si nous devenons indépendans, dit-il, il nous faudra entretenir des Ambassadeurs, un gouvernement civil, des cours d'Amirautés &c ; mais ne vaut-il pas mieux faire ces dépenses, & cent autres si elles sont nécessaires, sous les auspices de l'indépendance, que ce que le Tyran Britannique appelleraient Cour de Justice, si elles sont dépendantes ; tandis qu'il est certain qu'il nous ferait bientôt payer les dépenses des exécutions qu'il nous fera subir pour l'avoir si longtems vexé, en défendant nos droits & nos libertés. Ne vaut-il pas mieux supporter la dépense d'un établissement civil sous les aîles de l'indépendance, qu'un établissement militaire sous l'influence Britannique, que la proposition de cette dépendance nous attirerait ?

Est-il rien de plus absurde & de plus ridicule que de vouloir soutenir que nous devons renoncer à l'indépendance , à cause de la dépense que nous causerait l'entretien d'Ambassadeurs & parce que nous serions réduits à la condition des autres Etats indépendans de la protection & de la servitude Britannique. Il est difficile de dire qui doit étonner le plus ; ou l'esprit borné & l'ignorance , ou l'infame perversité du salarié qui a écrit ces lettres. Il fait entendre que si la France triomphe , elle nous dictera telles conditions qu'elle voudra ; c'est à dire , nous demandera aussi-tôt de nous soumettre à sa domination. Mais , sans nous arrêter à l'honneur , à la bonne-foi , à l'intérêt même , la France n'est-elle pas déjà en possession d'une plus grande étendue de territoire étranger , qu'elle n'en a besoin ? Ne voit-elle pas , d'après l'exemple malheureux de la Grande-Bretagne , qu'il faut plus encore , qu'une vaste étendue de riche territoire , pour faire une nation grande , puissante & respectée ? Voudrait-elle , à l'exemple de la Grande Bretagne , se plonger dans une guerre ruineuse , avec le peuple de ces Etats , pour un objet dont l'issue serait des plus incertaines ? Si elle vient à bout d'affaiblir l'Angleterre , au lieu de tourner ses armes contre ses amis & ses alliés , la saine politique ne l'engagera-t-elle pas plutôt , à poursuivre le coup qu'elle a donné en chassant des terres & des mers , ses ennemis invétérés , les perfides Anglais ? Ne serait-il pas plus naturel qu'elle réduisît en Province l'Angleterre qui , par son voisinage , offre une conquête bien plus aisée ? Car je doute encore que les Etats Protestans voulussent s'interposer pour sauver un pays qui ne deshonorait pas seulement cette religion , mais encore l'humanité.

Mr. Deane ne peut écrire une lettre qu'elle ne roule sur la politique. C'est dommage qu'il ne puisse servir le Ministère Britannique sous une autre qualité que celle d'Ecrivain : je suis fâché qu'un Ministère aussi vertueux que celui de Londres perde ainsi son argent ; car je connais certainement divers Bar-
biers

biers à Londres, capables de faire des argumens plus plausibles qu'aucun de ceux qu'a rapporté Mr. Deane, pour nous faire goûter la dépendance Britannique.

Quel homme odieux, dit le *Freeman's Journal* 2 Janvier, qu'un homme qui trahit aussi lâchement ses premiers principes & la cause de son pays & qui s'efforce, par la plus noire ingratitude, de jeter des soupçons sur la nation Française, qui l'a toujours traité avec une générosité, une affabilité, une confiance particulières! Il est devenu à tous égards, semblable à son ami de cœur, Arnold. Quelque partisan de la justice & de la vertu prendra, sans doute, la plume pour faire rendre justice à la réputation de ces personages, à qui Mr. Deane & ses amis ont fait tant de tort. C'est ce que demandent la justice & l'honneur; telle est la réparation qu'on doit faire pour l'argent dissipé, les animosités enflammées & les maux qu'on a faits à notre pays par un attachement aveugle à un homme pervers, attachement qui doit tirer sa cause de l'intérêt & de la corruption mutuelle. Tous ces odieux procédés de Deane devraient être effacés de nos annales. Il est certain que depuis cette malheureuse époque, le Congrès n'a pu encore recouvrer ce degré d'estime & de confiance qu'il possédait au commencement.

Dites-moi, dit un autre papier Américain, dites-moi, vous qui parlez en faveur de la dépendance Britannique, qui soutenez que le bonheur, l'intérêt & la gloire de ces Etats sont attachés à cette dépendance ne regarderiez-vous pas comme insensé celui qui, lorsque les vagues se choquent par l'impétuosité des vents, voudrait attacher ensemble deux gros vaisseaux avec du fil ou de la soie, pour leur sûreté réciproque? Il est également juste & raisonnable de supposer que l'Amérique & la Grande-Bretagne pourraient être heureuses sous un même souverain.

Quel spectacle de pitié doivent les insensés Bretons donner à l'univers, en pensant sérieusement à subjuguier un pays que la nature fit pour être libre,

& dont l'étendue seule sera toujours un obstacle invincible à leurs succès! Une petite Isle, située aux extrémités de l'Océan, embarrasée de montagnes escarpées, de collines arides, de terres coupées; un pays dont la force n'est qu'artificielle, faisant sortir journellement des flottes & des armées pour des conquêtes impraticables, perdant la fleur de ses jeunes gens, les plus habiles de ses généraux qui, attirés dans la sphere de cette masse énorme, l'Amérique, y sont à l'instant dévorés, comme la paille dans un tourbillon! Quelle multitude d'ouvriers ingénieux les Anglais ne livraient pas, il y a dix ans? Les toisons de leurs brebis couvraient les Habitans des deux Zones: leurs fines toiles étaient recherchées dans tous les climats: mais projeter de réduire à une obéissance illimitée ou de ruiner un pays *naturellement invincible*, n'est-ce pas vouloir arracher le tisserand de son métier, ou le savetier de sa stalle: le mendiant quitter sa besace, & le garçon tailleur, qui gagnait honnêtement sa vie à couvrir les épaules de son prochain, son établi: il se croit tout-à-coup un nouveau Cortès, un Alexandre, altéré de gloire & courant après des lauriers qui ne perdent jamais leur fraîcheur, & pour soutenir la Royauté son idole, il traverse un Océan, dans l'espoir de conquêtes au-delà de l'immense Atlantique!

Il n'est pas facile de déterminer, quel sera la grandeur & l'importance de l'Amérique Septentrionale dans un siècle ou deux: si la fabrique présente est soutenue & si le peuple conserve ces sentimens de noblesse & de courage qui le caractérisent actuellement. L'Agriculture, la base de la grandeur d'une nation, y fera sans doute portée à un degré de perfection, & le commerce, qui en est la suite, offrira des occupations si avantageuses & si agréables, que les guerres seront oubliées & que les nations, par une correspondance ouverte & libre dans ce vaste & fertile continent, redeviendront des frères & ne se traiteront plus comme des sauvages & des monstres. Les Siècles de fer disparaîtront peu-à-peu; & nous
ver.

verrons renaître ces siècles d'or, dont les sages des anciens tems ont fait une description si brillante.

On a decouvert au delà de la chaîne des hautes montagnes, qui bordent les frontieres Occidentales de notre nouvelle République, de nouveaux pays d'une beauté, d'une fertilité dont il n'y a point d'idée. Les terres y sont d'une qualité bien supérieure aux nôtres, situées le long des côtes de la mer; les arbres des forêts sont hauts & droits; les prairies, les pâturages y sont immenses; on y voit paître de nombreux troupeaux, d'une espece particuliere à ce pays; ils n'ont pas de maîtres; ce n'est pas la main des hommes qui les entretient. Le climat est extrêmement doux & modéré; les rivières n'y dirigent pas leur cours à l'Est vers l'Atlantique; mais elles coulent à l'Ouest & au Sud, d'un cours agréablement doux, dans des lits que la nature leur a formés, elles vont se rendre dans ce grand reservoir de mille & mille ruisseaux, le celebre fleuve du Mississipi, qui, tirant ses eaux les plus lointaines de sources inconnues, roule à travers les pays glacés du Nord, & qui, déployant ses bras à l'Est & à l'Ouest, embrasse ces réduits sauvages, que le voyageur n'a pas encore vus; que le poëte n'a pas encore chantés, & que le compas du géometre n'a pas encore mesurés; jusqu'à ce que s'unissant à l'Ohio & se tournant vers le Sud, recevant ensuite le Missori & cent autres rivières, ce Roi des fleuves, en comparaison duquel le Nil n'est qu'un ruisseau & le Danube qu'un fossé, se jette avec un volume immense, dans la Mer du Mexique, après avoir baigné les côtes d'une multitude de contrées fertiles, habitées par des nations sauvages, jusqu'alors inconnues & sans nom.

C'est un axiome de philosophie, que la nature ne fait rien en vain; mais si le nouveau monde ne devait pas être peuplé dans tous ses points par des nations civilisées, pour quel dessein aurait-elle creusé dans le sein d'un empire naissant, ces vastes lacs qui jettent le voyageur dans la surprise & l'étonnement, & qui, laissant la Mer salée derriere eux à

l'Est, trouvent de nouveaux Océans d'une étendue prodigieuse dans ces climats où l'imagination n'aurait supposé que des collines sans fin, des déserts inhabitables & d'arides forêts. Ces Lacs, s'unissant l'un à l'autre, se mêlant enfin à l'Océan vers le Nord-Est, s'approchant ainsi beaucoup à l'Ouest des diverses branches navigables du Mississipi, forment une correspondance aisée pour une vaste étendue de terrain, un lieu de communication entre les différentes parties qui, dans la suite, auraient trouvé de grandes difficultés pour se correspondre, sans cette variété de longues rivières enchaînées l'une dans l'autre, attendant depuis des siècles à porter les véhicules du commerce, à obéir aux impressions de la voile ou aux coups de la rame; ainsi que les terres semblent attendre avec impatience les coups puissans du foc.

Pendant une partie considérable de l'année, le vent du Sud-Est souffle constamment sur l'Ohio, qui coule en serpentant; & dans d'autres tems le courant d'air domine dans cette direction plus que dans aucune autre: cette direction étant diamétralement opposée au cours du fleuve, qui coule dans la proportion d'un mille par heure, n'est-il pas évident que la Providence ou, si vous voulez, la nature a combiné les choses de façon que les vaisseaux commerçans, obligés de faire voile au Nord, aient des vents favorables pour remonter ces eaux, & que ces bornes au Sud aient le secours des marées pour combattre les vents contraires avec plus d'avantage?

Quel résultat tirer de ces observations? Qu'une nation qui n'est pas déstituée de bon sens, conserve encore l'idée de réduire par la force des armes un pays aussi puissant, un continent placé dans un autre hémisphere, peuplé d'une race d'hommes actifs & laborieux; produisant toutes les choses nécessaires pour son entretien & sa défense; un continent qui s'étend sur un si grand nombre de degrés de latitude & de longitude, depuis les limites de la Zone torride, le cercle du Tropique Septentrional
jus-

jusqu'à ces fleuves glacés, ces montagnes de glace, où engourdie par les rigueurs extrêmes d'un hiver perpétuel, la nature semble expirer, faute de facultés végétatives, & où le peu d'êtres humains qu'on trouve dans ces tristes climats, portent si peu les traits que les nations civilisées attribuent à l'espèce humaine, qu'on n'ose leur donner le nom d'hommes.

CHAPITRE XLVIII.

Sur les Requêtes des Habitans de différentes villes pour obtenir la reconnaissance de l'Indépendance Américaine.

Nous voyons avec plaisir, que les principes que nous avons adoptés & les observations que nous avons exposées, deviennent la façon de penser de toute la nation; il y a sans doute de la division parmi les membres du Gouvernement : parce que la manière dont la plupart sont admis dans les charges, les force à ménager certains intérêts particuliers : mais dans tous les endroits où les élections sont, ou tant soit peu populaires, ou indépendantes de l'influence de la Cour, on voit les Régens suivre les dispositions générales de la nation. On peut dire que, dans ces occasions, ils n'ont qu'une voix. Qu'on demande à tous les individus de la nation, faut-il négliger un seul moyen de nuire à des ennemis qui n'ont jamais eu de ménagemens pour nous ? Faut-il les prévenir en hâtant une alliance utile avec les Etats-Unis de l'Amérique ? Entre cent, quatre vingt - dix - neuf répondront pour l'affirmative. La manière dont la Frise s'est expliquée sur ces différens objets, en est une preuve frappante. Déjà les Habitans des villes les plus considérables de la Hollande s'empressent de faire connaître leurs dispositions à cet égard. Tous les bons citoyens voyent avec indignation qu'un Paul Wentworth, Emissaire d'une Cour ennemie, soit reçu avec une

espe-

espece d'empressement chez plusieurs Membres du Corps politique ; pendant que l'Ambassadeur d'un nouvel Etat qui nous offre son alliance, son commerce & son amitié, languit depuis près d'un an dans l'attente d'une audience demandée. Il y a toute apparence que les vœux des citoyens, qui se manifestent si fortement par d'éloquentes & vigoureuses requêtes, attireront enfin les regards du Gouvernement suprême. Les différentes Requêtes des villes, formant ainsi d'utiles documens pour constater les principes du *Politique Hollandais*, il paraît essentiel de les insérer dans cette feuille.

*Requête des Marchands, des Assureurs & des Fréteurs
de Rotterdam à la Régence de cette ville.*

Donnent à connaître de la manière la plus respectueuse, qu'il est assez notoire que les Habitans de cette République ont, aussi bien qu'aucune autre Nation, intérêt à ce qu'on leur donne occasion d'ouvrir une Correspondance libre avec les Habitans de l'Amérique, en faisant un Traité de Commerce, ainsi que Mr. Adams l'a représenté dans son Mémoire ; à quoi ils ajoutent que les avantages qui doivent en résulter, sont absolument le seul moyen, pour ressusciter le Commerce déchu de ce Pays ; pour rétablir la Navigation, & pour réparer les grands Dommages que les procédés perfides des Anglais ont, depuis tant d'années, causé à la partie Commercante de ce Pays.

Qu'avec tout le respect dû, ils représentent à la Vénérable-Régence, le danger que l'on court de prolonger plus longtems les Délibérations sur l'Article d'une Alliance de Commerce avec l'Amérique-Septentrionale ; étant d'ailleurs certain que l'interposition de cet Etat ne peut ajouter rien de plus à la solidité de son Indépendance ; & que le Ministère Anglais a même fait aux Députés du Congrès Américain, des propositions à quel point ils voudraient y établir une Correspondance à notre préjudice & par-là priver les Habitans de ce Pays des avantages certains qui résulteraient de ce Commerce réciproque ; & qu'ainsi on ne saurait différer d'un jour, pas même d'une heure, de tenter tous les efforts, pour que l'on poursuive la Négociation offerte par Mr. Adams, & qu'on se décide finalement la

là-dessus. Sur quoi, les Supplians représentent avec tout le respect possible, mais en même tems avec la plus forte confiance, à la Vénérable Régence de cette Ville, de vouloir bien autoriser & qualifier Mrs. ses Députés à l'Assemblée de L. N. & G. P. afin qu'au nom de cette Ville, on insiste de la manière la plus énergique à l'Assemblée de L. N. & G. P. à ce que la Résolution demandée soit prise sans le moindre délai, afin que, de la part de cette Province, il soit effectué à l'Assemblée des Etats-Généraux, que Mr. le Ministre Américain Adams soit au plutôt admis à l'Audience qu'il a demandée & qu'on prenne avec lui les déterminations nécessaires pour rendre libre & ouverte aux Habitans réciproques, la Correspondance demandée.

La suite au No. prochain.

Lettre au Politique Hollandais.

Votre malice, votre impudence excèdent toutes les bornes. Les vrais patriotes avertissent toutes les semaines le Gouvernement de réprimer votre intolérable licence, en vous abandonnant à la honte de ces châtimens exemplaires que mille & dix mille ont éprouvés, sans les avoir mérités, autant que vous. Mais puisque la mollesse du Gouvernement laisse vos crimes impunis, & que l'esprit de discorde & d'animosité, que vous ne cessez de semer, fait des progrès dont les suites menacent de devenir funestes, l'amour de la patrie me force à tenter tous les moyens de la purger d'un monstre tel que vous. Oui : c'est vous, qui êtes la cause que les malheurs publics sont attribués à notre bon S. . . & à son fidele Conseiller le D. Vous seul êtes la cause de la guerre actuelle avec nos amis, toujours fideles, toujours bienfaisans, les Anglois. Vous seul êtes la cause que partout un peuple aveugle & insolent, demande à grands cris qu'on brise à jamais cette alliance, dont nous avons tiré de si grands avantages, & qu'on traite avec leurs Colonies rebelles, lorsque nous devrions aider à les ramener sous le joug. Oui : c'est vous qui affaiblissez le préjugé si utilement entretenu contre les Français, les plus pervers, & les plus perfides de tous les peuples, ainsi qu'on l'a
prou.

prouvé dans un écrit dont vous avez cité quelques traits. C'est vous, qui jetez des doutes sur les qualités des Anglais, la première nation de l'Univers, toujours généreuse, toujours triomphante, toujours invincible &c. Oui c'est vous mais je n'aurais jamais fini, si je voulais exposer la liste de tous les délits affreux & crimes de haute-trahison, qui vous ont rendu digne des supplices qu'on inflige aux scélérats de la première classe. En conséquence, pour abréger cette discussion & rendre un service éternel à la patrie, je vous somme de vous trouver le 30 de ce mois, dans la forêt de la Haye, sur les six heures du soir, à l'extrémité de la maison du Bois, pour y soutenir un combat singulier à l'épée ou au pistolet, afin que je puisse vous punir d'avoir voulu rendre odieux ou ridicules les plus grands personages de l'univers, & soulevé par vos artificieuses insinuations une nation inquiète & crédule. Si vous manquez de vous trouver au lieu indiqué, je déclare à l'univers que vous êtes un poltron; & je chercherai tous les moyens de pénétrer jusqu'à votre caverne, vil repaire de bêtes féroces telles que vous, pour vous y faire porter la peine due aux lâches scélérats.

Tel est le précis de la Lettre bonnête & polie qu'on vient de nous écrire en Hollandais; nous en avons conservé fidelement le sens & le fonds, & si nous avons cru devoir y répondre c'est pour fermer une fois pour toutes la bouche à ceux, qui parleraient encore de nous jetter dans les canaux, de nous pendre &c.

M O N S I E U R.

J'ai beau mettre mon esprit à la torture; je ne puis voir à quoi votre généreux cartel pourrait servir. Il m'est bien arrivé quelquefois d'en proposer ou d'en accepter; mais ce n'était pas pour des objets de pure spéculation, tel qu'une dispute de politique; il fallait même que la belle en valût la peine. Le vainqueur n'aurait pas remporté une victoire.

toire stérile ; il aurait eu , du moins , pendant quelque tems l'avantage d'une jouissance tranquille & sans nuage. Je suis sur cet article semblable aux paladins du bon vieux tems ; je n'ai jamais lu dans *l'Anadis* &c. qu'il aient pourfendu quelque chevalier malencontreux pour une dispute de politique. Raisonnons un moment de sang-froid. Vous pouvez être tué aussi bien que moi. Dans le premier cas , le projet que vous avez en vue , aura manqué ; dans le second , qu'aura prouvé la mort que vous m'aurez donnée ? Elle n'aura prouvé ni pour vos principes ni pour les miens. Si le *Politique Hollandais* a tort , le mal est déjà fait ; & de sa cendre s'élèveront peut-être d'autres partisans de ses principes qui , animés par la vengeance , les développeront sans doute avec plus de force & de vigueur encore.

D'ailleurs , l'alternative ne me paraît pas égale. Si je dirige l'instrument de la mort avec assez d'habileté pour jeter mon adversaire sur l'arène , l'univers n'aura pas perdu grand , chose. Mais s'il vient à m'ôter la vie , la race présente & future perdra l'avantage & les charmes d'un gros livre que je prépare sur des sujets bien intéressans ; j'ai déjà jeté le plan d'un ouvrage tout-à-fait neuf , puisqu'on y montrera , d'après les faits , 1. que la meilleure manière de prévenir les perverses intentions d'un mauvais voisin , est de condescendre à tout ce qu'il demande ; de ramener un ennemi injuste à son devoir , est de rester sans défense , & de se défier de tous ceux qui offriraient ou rendraient des services contre lui ; 3. que le bonheur d'un petit peuple consiste à être soumis à un grand Empire ; 4. que le moyen de bien gouverner est de traverser sans cesse la voix du peuple , de ne jamais croire aux intérêts évidens , d'en supposer toujours de cachés , de se défier de tous ceux , qui paraissent le plus animés contre les ennemis de la patrie , & de donner toute sa confiance à des étrangers , qui leur seraient attachés par le sang &c ; & mille autres maximes de la politique moderne , inconnues aux Platons , aux Sydneys , aux Lockes ,
aux

aux Prices, aux Mablys, &c. Je prépare encore un abrégé de tous les gros volumes écrits contre la ville d'Amsterdam ; quoi qu'ils soient déjà resserés dans une page, j'espere, en la mettant encore au creuset, la réduire, en dernière analyse, à un espace imperceptible.

Qui ne voit, d'après ces promesses, qu'il vaut bien mieux que cent, que mille personnes comme mon adversaire disparaissent du globe, que si l'univers perdait, par ma mort, une seule page de ce que je lui promets. Ainsi, mon adversaire n'a pas besoin, de m'attendre à l'endroit assigné pour le Combat ; mon tems est trop précieux, mes occupations sont trop importantes, pour que je fasse un pas dans le seul dessein de mettre fin à l'existence d'un tel individu ; pour qu'il soit dit qu'un homme comme moi, qui depuis près de 80 ans court après la science sans s'embarrasser ni des richesses ni des honneurs, serait mort comme un sot par les mains d'un original, qui mettrait en vain toutes ses facultés à la torture pour enfanter une seule page des ouvrages que je prépare. Si cependant, après mon refus d'accepter son cartel, il venait à pénétrer dans mon antre Philosophique, je déclare sur la foi & l'honneur d'un écrivain de feuilles hebdomadaires, que je prendrais un gros baton hérissé de nœuds, que j'ai apporté de la forêt où j'ai reçu le jour, en venant tristement mandier mon pain comme tout le monde, ou, ce qui revient au même, comme le Patriote de la vieille roche le fait. Je puis assurer que, malgré les infirmités de l'âge & des maladies, je saurais trouver encore assez de force & de vigueur pour punir tel homme, assez téméraire pour troubler mon repos. Je ne pense point comme les disciples de George Fox, qui portent l'obéissance passive au point de vouloir, qu'on cede au coquin même qui attenterait sur notre vie. Je crois, au contraire, que c'est un suicide que de ne pas tuer, quand on le peut, celui qui veut nous tuer. D'ailleurs, j'ai chez moi un gros chien, compagnon assidu de ma retraite, qui, quoique naturellement aussi doux, aussi pacifique que son maître, ne le laisserait pas maltraiter impunément : il pourrait vous chasser non-seulement de ma caverne, mais peut-être aussi de la société des vivans. La belle gloire que vous auriez alors, d'être enterré avec cette inscription sur votre tombe : **CY GIT QUI FUT TUE' PAR LE DOGUE D'UN VIEUX ET PAUVRE AUTEUR POLITIQUE !**

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

Nº. LX. LUNDI, ce 1 AVRIL, 1782.

Suite du CHAPITRE XLVIII.

*Sur les Requêtes des Habitans de différentes Villes
de Hollande pour obtenir la reconnaissance de
l'Indépendance Américaine.*

A LEURS HAUTES PUISSANCES LES ETATS GÉNÉRAUX
DES PROVINCES-UNIES.

„ **D**onnent respectueusement à connaître, les Souffignés
Négocians, Fabricans & autres Habitans vivans du
Commerce dans ces Pays.

„ Que, quoique les Supplians se soient toujours reposés
avec une entière confiance sur l'Administration & les Ré-
solutions de V. H. P., & qu'il soit contre leur inclination
d'interrompre Vos Délibérations importantes, ils croient ce-
pendant devoir actuellement prendre la liberté, & croient,
en qualité d'Habitans bien intentionnés, qu'il est de leur de-
voir indispensable, dans ce moment actuel & des plus cri-
tiques pour la République, de faire humblement à V. H. P.
l'exposition de leurs Intérêts.

„ Quel bon Citoyen dans la République, ayant à cœur
l'intérêt de la chere Patrie, peut se dissimuler, ou se re-
présenter sans effroi la triste situation où nous sommes ré-
duits par l'Attaque, aussi subite qu'injuste & perfide, des *Ang-
lais*? Qui aurait, il y a deux ans, osé présager, & mal-

gré les Nuages sombres qui dès-lors commençaient à se former, aurait même pu s'imaginer que notre Commerce & notre Navigation, avec les choses immenses qui en dépendent, le Soutien & la Prosperité de cette République seraient tombés & restés dans une Décadence si terrible ? Qu'en 1780 plus de deux mille Navires *Belgiques* ayant passé le *Sond*, il ne s'en trouverait pas un seul sur la liste en 1781 ? Que l'*Océan*, jadis couvert de nos Vaisseaux, n'en verrait actuellement presque aucun ; & que nous pourrions être réduits à voir notre Navigation, auparavant si fort respectée & préférée par toutes les Nations, passer entièrement au pouvoir d'autres Puissances ?

„ Il serait superflu de vouloir détailler au long les Dommages, les Pertes énormes, que nos Habitans ont essuyés par l'invasion subite & le pillage des Colonies, & de leurs Navires ; Désastres, qui non-seulement tombent directement sur le Négociant, mais qui ont aussi une influence générale & se font sentir de la manière la plus fâcheuse, jusques sur le dernier des Artisans ou Ouvriers par la langueur qu'ils occasionnent dans le Commerce. Mais, si grands qu'ils puissent être, il serait peut-être possible, à l'aide des soins paternels de V. H. P. & en opposant une Résistance vigoureuse à l'Ennemi déjà énérvé, de réparer avec le tems toutes ces Pertes (sans faire mention des Indemnités) si cette stagnation du Commerce n'était que momentanée & si le Commerçant laborieux ne voyait pas d'avance les Sources de sa Félicité future, taries. C'est cette prévoyance lugubre qui dans ce moment afflige au plus haut degré les Supplians ; car ce serait le comble de l'extravagance & de l'insouciance que de vouloir encore se flatter & rester tranquille, dans l'attente qu'après la conclusion de la Paix, le Négoce, actuellement détourné de sa direction, revienne entièrement dans ce Pays ; car l'Expérience montre le contraire d'une manière convaincante, & il est de la plus grande probabilité, que les mêmes Nations qui en sont actuellement en possession, en garderont alors aussi la plus grande partie. Les Supplians effrayés jettent partout leur regards pour découvrir de nouvelles Sources, capables de leur procurer plus de succès à l'avenir ; ils se flattent même de les avoir trouvées sur le nouveau Théâtre de Commerce que leur offrent les *Etats-Unis* de l'*Amérique-Septentrionale* ; Commerce dont, dans ce moment, mais aussi dans ce moment unique, ils croient être en état de pouvoir

voir s'assurer une bonne Partie, & dont la grande importance, joint à la crainte de voir échapper de leurs mains cette unique & dernière ressource, leur a fait prendre la Résolution d'exposer respectueusement leurs Observations concernant cet objet important à V. H. P., avec l'instance prière qu'elles veuillent bien les considérer avec une attention sérieuse, & ne pas interpréter en mauvaise part la Démarche des Supplians, d'autant plus que leur Bien-être futur, peut-être même celui de la République entière, dépend de la décision de cette Affaire.

„ Personne ne peut révoquer en doute, que l'*Angleterre* n'ait tiré ses plus grandes Forces du Commerce avec l'*Amérique*; les Trésors immenses qu'il a fait entrer dans les Coffres de l'Etat; la Prospérité extraordinaire de plusieurs de ses Maisons de Commerce, l'éclat extrême de ses Manufactures, dont la consommation portée à l'infini contribue efficacement à leur perfection, en sont des preuves convaincantes. Quoiqu'il en soit, & nonobstant la supposition, trop légèrement adoptée, qu'on ne saurait imiter les Manufactures *Britanniques*, les Fabriques de Toile peinte de *Rouen*; celles de Laine d'*Amiens*, d'*Allemagne*, d'*Overyffel*; les Epingles de *Zwol*, prouvent visiblement que tout ne doit pas être tiré de l'*Angleterre*; qu'ailleurs on est aussi bien en état, ou qu'on le ferait, de les égaler, à plusieurs égards.

„ Permettez-nous, *Hauts & Puissans Seigneurs*, afin d'éviter toute digression ultérieure, de réclamer à cet égard l'attention de V. H. P. sur la situation du Commerce en *France*, au commencement de la Guerre; des Pertes continuelles l'avaient presque ruiné, tout comme le nôtre; plusieurs de ses Négocians manquaient de Fonds, d'autres de courage pour continuer le Commerce; ses Fabriques languissaient; le Peuple gémissait; en un mot, tout y ressentait les horreurs de la Guerre: Mais actuellement ses Places Maritimes, trop peuplées, ont besoin d'être aggrandies; ses Fabriques parvenues à un degré de Débit inconnu auparavant, commencent à se perfectionner de plus en plus; tellement que les suites fâcheuses de la Guerre sont à peine senties dans ce Royaume. Or, puisqu'il est incontestable que ce changement si favorable résulte presque entièrement de son Commerce avec l'*Amérique*, que cela même a lieu en tems de Guerre, qui d'ailleurs est toujours préjudiciable; nous laissons aux *Lumières* si éclairées de V. H. P. à décider ce à quoi nous pouvons nous attendre d'un Commerce de cette nature actuel.

lement, mais particulièrement en tems de Paix. En attendant, nous avons eu le bonheur d'en faire une Epreuve, à la vérité d'une courte durée, mais très-forte à proportion de sa durée, dans notre Colonie de *St. Eustashe*, de l'importance du Commerce, (quoique pas même direct, avec l'*Amerique-Septentrionale*. Les Registres de la Compagnie des *Indes-Occidentales*, pourraient en fournir des Preuves convaincantes à V. H. P.; effectivement leurs Productions sont infiniment propres à nos Marchés, tandis que de notre côté nous avons à leur renvoyer plusieurs Articles d'Agrément & de Besoin, soit de notre propre Pays, soit des Etats Voisins d'*Allemagne*. En outre, plusieurs de nos Fabriques languissantes, répandues dans les *Sept-Provinces-Unies*, pourraient, peut-être, être remises en leur première vigueur, moyennant des Primes, ou la diminution des Impositions. L'importance des Fabriques pour un Pays est suffisamment prouvée par les gratifications considérables, promises & payées par la Politique *Britannique* pour l'encouragement des Fabriques, & dont ce Royaume s'est procuré au-delà de ce que l'on en avait attendu.

„ Les Supplians connaissent à fond les obstacles presque insurmontables qui s'opposent toujours à l'Emploi habituel des Nouvelles Fabriques, quoique certainement meilleures en qualité; & ils osent avancer, sans hésiter, que plusieurs de nos Fabriques sont supérieures aux *Anglaises*: Et, pour cette fin, jamais moment plus favorable ne pourra s'offrir, que ce moment, où par une Résolution du Congrès, l'Importation de tous les Effets du produit de la *Grande-Bretagne*, & de ses Colonies, est défendue; ce qui réduit le Marchand & l'Acheteur à la nécessité de recourir à d'autres Marchandises, & dont l'usage servira à faire disparaître la prévention conçue contre elles. Ce ne sont pas uniquement les Fabriques, Hauts & Puissans Seigneurs, qui promettent un Avantage permanent à notre République; la Navigation en retirera aussi beaucoup d'avantages; car il est bien éloigné, (comme plusieurs veulent le soutenir) que les *Americains* étant une fois dans la possession tranquille de leur Indépendance, exerceraient eux-mêmes avec vigueur ces deux Branches, & qu'ensuite nous en serions frustrés tout-à-fait. Quiconque a la moindre connaissance du local de l'*Amerique* & de sa vaste étendue, fait que le nombre de ses Habitans n'y est pas proportionné; que les deux Rives du *Mississipi* même,

même, la plus belle Contrée de ce Pays, d'ailleurs si fertile, restent encore en friche; & comme il y faut tant de bras, il n'est gueres probable de présumer qu'ils voulussent, ou pussent s'occuper d'établir de Nouvelles Fabriques, tant en conséquence des Nouvelles Charges qui s'y trouvent attachées, que parce qu'elles mettraient des entraves à l'Augmentation & à la Sortie de leurs Productions. C'est donc pour ces mêmes raisons (le défaut de Populations,) qu'à peine ils trouveront le monde nécessaire pour tirer parti des Pêches propres à leur Pays; ce qui les obligera certainement à nous abandonner la Navigation de Fret. Aussi n'y a-t-il pas une seule de nos Provinces, encore moins aucune de nos Villes isolées, qui ne puisse jouir de l'avantage de ce Commerce; non, *Hauts & Puissans Seigneurs*, les Supplians sont persuadés que l'Utilité & le Bénéfice s'en répandront sur toutes les Provinces & Pays de la Généralité: La *Gueeldre* & l'*Overyssel* ne sauraient trop étendre leurs Fabriques de Laine, de Mouleton & autres; même les Cordonniers de la *Mairie* & du *Lang-straat*, trouveront un débouché considérable; Presque toutes les Fabriques d'*Utrecht* & celles de *Leyde*, fleuriront de nouveau; *Harlem* verra revivre ses Fabriques d'Etoffes, de Dentelles, de Rubans, de Cordons, actuellement dans la dernière décadence: *Delft* verra prodigieusement augmenter le débit de sa Fayence, & *Gouda* celui de ses Pipes à fumer.

Quelque grands que soient les Avantages envisagés par les Supplians d'un Commerce légal & dûment protégé avec l'*Amérique*, leur crainte n'est pas moindre, qu'on ne laisse échapper le moment heureux d'assurer à eux & à toute la République ces Avantages. Voici le moment qui doit décider de tout: La Nation *Anglaise* se lasse de la Guerre, & comme ce Peuple se porte facilement aux extrêmes, les Supplians craignent, avec beaucoup d'apparence, qu'une reconnaissance complete d'Indépendance n'ait bientôt lieu, si surtout les *Anglais* voient jour à pouvoir encore retirer de l'*Amérique* quelques Conditions favorables pour eux, ou du moins quelque chose à notre Déavantage. Eh! Qu'est-ce qui pourrait porter les *Américains*, en faisant la Paix & renouvelant l'Amitié avec la *Grande-Bretagne*, d'avoir des égards pour les Intérêts de notre République? Si l'*Angleterre* pouvait seulement poser pour condition que nous fussions obligés de payer des Droits plus onéreux pour nos Vaisseaux, ce serait non-seulement

un préjudice continuel & permanent; cela Suffirait encore pour transmettre à la Postérité la plus reculée une preuve douloureuse de notre excessive déférence pour des Ennemis effrénés.

„ Les Supplians osent se flatter qu'une Démarche si franche de la République, pourrait puissamment servir à l'accélération d'une Paix générale. Une ardeur générale de voir s'éteindre le flambeau de la Guerre regne en *Angleterre*; une Conduite droite & vigoureuse de la part de cette République, contribuera à accélérer l'exécution du vœu pour la Paix.

„ Nous nous flattons, HAUTS & PUISSANS SEIGNEURS, d'avoir à cet égard allégué des raisons suffisantes pour une Décision accélérée; & d'avoir si visiblement prouvé le danger d'un retardement, que nous osons espérer de l'Equité Paternelle de V. H. P., une attention raisonnable à la Proposition respectueuse que nous venons de faire; elle ne provient d'autre motif que d'une affection sincère pour les précieux Intérêts de notre chère Patrie; puisque nous regardons comme certain qu'aussitôt que la Démarche faite par nous sera connue par les *Anglais*, & qu'ils auront quelque espoir de nous prévenir, ils ne manqueront pas, dès qu'il sera possible, de reconnaître l'*Indépendance Américaine*. Appuyés sur toutes ces Raisons, les Supplians s'adressent à V. H. P., requérant humblement qu'il plaise à V. H. P., d'après les occurrences & les Affaires mentionnées, de prendre, pour la plus grande utilité de ces Pays, au plutôt, telle Résolution, que leur Haute Sagesse jugera la plus convenable. Ce faisant, &c. &c.

REQUETE que les Négocians d'Amsterdam ont présentée
aux Bourguemaitres & Régens de cette Ville.

„ Donnent, avec le Respect dû, à connaître les Soussignés, tous Négocians & Fabricans de cette Ville. Que les Différends survenus entre le Royaume de la *Grande-Bretagne* & les *Etats-Unis de l'Amérique-Septentrionale* ont non-seulement donné lieu à une longue & violente Guerre Civile, mais que les Armes *Américaines* se sont couvertes d'un succès si heureux, que le Congrès, assisté par les Cours de *France* & d'*Espagne*, a si bien affermi leur *Liberté* & leur *Indépendance*, & réduit la *Grande-Bretagne* à des extrémités si critiques, que la Chambre des Communes

nes en *Angleterre*, nonobstant toutes les oppositions du Ministère *Britannique*, a depuis peu formé l'importante Résolution de détourner le Roi de la continuation d'une Guerre *Offensive* contre l'*Amérique*, sans qu'on puisse lui supposer sans autre dessein que d'accélérer, s'il est possible, une Réconciliation avec l'*Amérique*.

„ Que cette heureuse révolution dans les Esprits des *Anglais* en faveur de la *Liberté* & de l'*Indépendance Américaine*, a, selon toutes les apparences, contribué beaucoup à la Résolution, prise par le Congrès vers la fin de l'année dernière, d'interdire dans toute l'*Amérique* l'Importation des Manufactures & Productions *Britanniques*: — Résolution dont en *Angleterre* l'on apperçoit trop visiblement les suites ruineuses aux Manufactures, aux Fabriques, au Commerce, & à la Navigation, pour pouvoir rester indifférent à cet égard; car toutes les autres Nations Commerçantes qui prennent tant soit peu leur Prospérité à cœur, s'appliqueront ardemment à en cueillir tous les fruits possibles. Qu'à cet effet il serait impardonnable pour le Négocier & le Commerce de cette République en général, & pour ceux de cette Ville en particulier, de laisser échapper une occasion si favorable à l'encouragement de nos Fabriques si déchues & si languissantes dans les Villes de l'intérieur, ainsi qu'à celui du Commerce & de la Navigation dans les Villes Maritimes; ou de souffrir que d'autres Nations Commerçantes, même avec une exclusion totale des Intérêts Mercantiles de cette République, en profitent, & cela dans une occurrence où, par rapport à la Guerre aussi injuste que ruineuse, dans laquelle le Royaume de la *Grande-Bretagne* a impliqué cette République, nous ne pouvons ni ne devons avoir les moindres égards ou condescendances pour cet Etat jaloux, pouvant même obliger cet arrogant Voisin, dans la juste crainte des suites qu'aura indubitablement une connexion plus intime entre cette République & l'*Amérique-Septentrionale*, à poser au plutôt les Armes, pour rendre la Tranquillité à toute l'*Europe*.

„ Que les Supplians, malgré l'envie qu'ils en ont, ne doivent cependant s'expliquer davantage sur cet objet, ni faire une démonstration détaillée des Avantages importants que cette République peut se procurer d'une Connexion & d'une Relation plus intimes avec l'*Amérique-Septentrionale*; tant, parce que Personne tant soit peu instruit ne saurait aisément révoquer la chose en doute ni la contredire;

mais aussi, parce que les Etats de *Frise* eux-mêmes se sont tout récemment expliqués d'une manière si éclatante à cet égard ; & , ce qui est encore plus remarquable, parce que, dans des circonstances bien différentes, avec une prévoyance que la Postérité exaltera autant, & plus encore, qu'elle n'est attaquée par des Citoyens mal-intentionnés, Messieurs Vos Prédécesseurs pensèrent, déjà il y a quatre ans, aux moyens d'empêcher que cette République ne pût être exclue du Négoces avec le *Nouveau-Monde*, ni tomber dans la situation désagréable où le Royaume de *Portugal* se trouve actuellement ; vu que, selon les Informations parvenues aux Supplians, le Congrès a exclu ce Royaume de tout Commerce & Négoces avec l'*Amérique-Septentrionale*, uniquement, parce qu'il avait apperçu qu'il se laissait trop fortement diriger par l'influence de la Cour *Britannique*. Or, cet exemple fait craindre avec raison que, si les Propositions faites au nom de l'*Amérique*, par Mr. *Adams*, à cette République, restaient, comme elles le sont encore, sans réponse, ou que si, contre toute attente, elles étaient rejetées, alors la République ne doit pas s'attendre à un meilleur traitement.

„ Que pour ces Raisons & plusieurs autres, les Supplians s'étaient flattés que l'on aurait depuis longtems pu entamer des Négociations & une Correspondance plus étroites avec les *Etats-Unis* de l'*Amérique-Septentrionale* : mais que cette Oeuvre importante paraît rencontrer des difficultés chez quelques-uns, comme incompatibles avec l'Accession de cette République à la Neutralité Armée & , ensuite, avec la *Médiation acceptée* ; tandis que d'autres ne peuvent être persuadés à faire cette démarche si nécessaire, dans l'opinion que nous ne pourrions tirer aucun Avantage, ou de peu d'importance, d'une liaison plus étroite avec l'*Amérique* : Raisons dont, suivant les Supplians, la frivolité saute aux yeux de quiconque n'est pas imbu de préjugés, sans avoir besoin d'y employer beaucoup de paroles : Car, quant au premier point, supposé, pour un moment, qu'on eût pu mettre en question, si la République, après son Accession à la *Neutralité-Armée* avant la Guerre avec l'*Angleterre*, pouvait faire une Démarche de cette nature, sans renoncer en même tems aux Avantages de la *Neutralité-Armée* qu'elle avait embrassée ; il est au moins très-certain, que toute Difficulté sur la compétence de la République à faire une pareille démarche, s'évanouit & disparaît d'elle-même, à

à présent qu'elle se trouve engagée en Guerre avec la *Grande-Bretagne*, puisque dès ce moment elle peut non-seulement réclamer l'assistance & le secours de tous les Confédérés à la *Neutralité-Armée*, mais que par-là elle se trouve encore autorisée & légitimée, pour sa Défense propre, d'employer tous les moyens violens, ou autres, qu'elle ne pouvait auparavant adopter ni mettre en usage, tant qu'elle se trouvait réellement dans la position d'une Puissance *Neutre* qui voulait profiter des Avantages de la *Neutralité-Armée*. Ce Raisonnement prouve donc évidemment que dans la situation présente des Affaires, la République pourrait reconnaître l'Indépendance de l'*Amérique-Septentrionale*, & ce nonobstant, réclamer à plein droit l'Assistance des Alliés *Neutres*, à moins que l'on ne voulût soutenir l'une des deux Absurdités suivantes : Que, malgré la violente Agression de l'*Angleterre*, en haine de notre Accession à la *Neutralité-Armée*, nous n'osons nous défendre, jusqu'à ce que nos Confédérés jugent à propos de venir à notre Secours : Ou, autrement, qu'étant attaqués par les *Anglais*, il nous serait permis, conformément aux Droits de la *Neutralité*, de leur résister à main armée, soit sur le *Doggersbank*, soit ailleurs ; mais non pas en contractant des Alliances, qui certainement ne portent aucun préjudice à la Convention de la *Neutralité-Armée*, malgré même le peu d'espoir que nous avons d'être secourus par les Alliés de la *Confédération-Armée* : l'Argument de la Médiation est encore plus contraire au sens commun, en ce qu'il pourrait supposer que la République, en acceptant la Médiation, aurait aussi renoncé à l'emploi de tous les moyens hostiles, des Alliances ou autres, qu'elle pourrait juger utiles ou nécessaires pour nuire à son Ennemi : Supposition qui certainement est destituée de tout fondement & qui se réduirait uniquement à une suspension réelle d'hostilités de la part de la République seule ; à quoi la République ne peut jamais avoir consenti ni directement, ni indirectement. —

Outre ce dernier Argument, les Supplians doivent encore observer, en premier lieu, que d'une bonne Harmonie & Amitié avec les *Etats Unis* de l'*Amérique-Septentrionale*, on verra jaillir non-seulement différentes Sources de Négoces pour cette République, uniquement fondée sur le Commerce & la Navigation, mais en particulier les Manufactures & Trafics reprendront une nouvelle activité dans les Villes de l'intérieur ; car on pourra consommer pour des millions de

nos Manufactures dans ce Pays nouveau, d'une étendue si immense. En *second lieu*, qu'abstraction faite de tous les Intérêts de Commerce; l'Amitié, ou l'Inimitié d'une Nation, qui, après avoir fait prisonniers deux Armées *Anglaises*, a su se rendre respectable & formidable, ne fût-ce que par rapport aux Possessions *Occidentales* de cet Etat, n'est & ne saurait aucunement être indifférente à notre République. Il faut qu'en dernier lieu les Supplians remarquent encore à cet égard, que plusieurs Habitans de cette République, dans la position des Affaires actuelles essuyent des Pertes & Domages très-considérables qui, du moins pour la suite, pourraient être prévenus tout-à-fait, ou en partie, au cas que l'on fît avec les Etats de l'*Amérique-Septentrionale*, par rapport aux Vaisseaux & Effets repris, une Convention semblable à celle qui a été faite avec la Couronne de France l'année passée; car, VE'NE'RABLES RE'GENS, si une Convention de cette nature (*) avait été seulement contractée au commencement de cette Guerre, les Habitans de la République en auraient déjà retiré des Avantages importants, vu que différens Navires & Cargaisons, enlevés par les *Anglais* aux Habitans de cet Etat, sont tombés entre les mains des *Américains*, entre autres deux Vaisseaux des *Indes Occidentales*, richement chargés & faisant voile pour les Ports de la République, & tous les deux estimés à plus d'un Million de florins de *Hollande*; lesquels, capturés par les *Anglais* au commencement de l'Année passée, furent amenés dans l'*Amérique-Septentrionale*, où, après la Capitulation du Général Cornwallis, ils sont passés des mains des *Anglais* dans d'autres. Que, quoique les Supplians soient pleinement convaincus que les Intérêts du Commerce de la Patrie commune & de cette Ville ont toujours, mais principalement dans ces dernières Années, attiré & attirent encore chaque jour une grande partie des soins de la VE'NE'RABLE RE'GENCE; cependant, eu égard à l'importance de l'Affaire, les Supplians ont cru pouvoir & devoir prendre la liberté de s'adresser par cette Requête à Vous, VE'NE'RABLES RE'GENS, & les informer, suivant la vérité, que les momens sont précieux, qu'on

(*) Dès le commencement de la Rupture, cette mesure salutaire fut conseillée par l'Auteur du POLITIQUE HOLLANDAIS.

qu'on ne saurait perdre un seul moment sans courir le plus grand risque de tout perdre ; puisqu'en hésitant davantage, la République, selon toutes les apparences, n'en retirera aucun avantage, aussi peu qu'elle n'en a retirés de son Accession à la *Neutralité-Armée*, parce que dans la crainte des menaces *Britanniques*, on ne s'y est déterminé que lorsque l'occasion d'en goûter les fruits, était déjà passée.

„ A CES CAUSES les Supplians s'adressent à Vous, VE'NE'RABLES RE'GENS, sollicitant respectueusement que Votre influence efficace, daigne, à l'Assemblée de L. N. & G. P. les Etats de cette Province, diriger les Affaires de manière que, sur cet objet important, il soit au plutôt, &, s'il est possible, pendant la durée même de cette Assemblée, pris une Résolution finale & décisive, telle que Vous, VE'NE'RABLES RE'GENS & L. N. & G. P. selon leur Haute Sagesse, jugeront la plus convenable. Et, si contre toute attente cette Opération importante pouvait rencontrer quelque obstacle de la part de l'un ou de plusieurs des Confédérés, qu'alors Vous, VE'NE'RABLES RE'GENS, de concert avec la Province de *Frise* & celles des autres Provinces qui ne font aucune difficulté d'entamer une Négociation avec l'*Amérique*, daignent aviser aux moyens qui seront trouvés propres & convenables pour faire en sorte que le Commerce de cette Province, ainsi que celui de la *Frise* & des autres Membres adoptant la même opinion, ne soient préjudiciés par aucunes Délibérations dilatoires, ni qu'il soit trop tard Résolu à la conclusion d'une Démarche aussi importante que nécessaire.” Ce faisant, &c.

On voit évidemment par les Réflexions Politiques, fondues avec autant d'éloquence que d'habileté dans cette Requête, que la République n'a pas un moment à perdre ; la Révolution arrivée dans le Ministère *Britannique*, en plaçant à la tête de ce Royaume, les principaux Membres de l'ancienne Opposition, c'est-à-dire, les Membres les mieux disposés en faveur des *Américains* & de leur *Indépendance*, montre suffisamment la tournure que vont prendre les Affaires. La République *Belgique* ne saurait donc trop se hâter, pour prévenir les *Anglais*, & qui-conque oserait traverser dans ce Pays une mesure aussi avantageuse, ne saurait passer que pour un Ennemi de la Patrie.

Qui

Qui peut s'aveugler sur les suites de cette révolution arrivée dans le Ministère Britannique ? Qui ne fait le cri de guerre du parti qui va gouverner actuellement dans cette Isle ? *paix avec l'Amérique & guerre avec tout l'Univers* ; voilà son mot du guet : son premier objet fera certainement de chercher à détacher l'Amérique des intérêts de la France ; & , pour la gagner par les promesses les plus séduisantes , elle en ajoutera peut-être encore à celle de l'indépendance. Posons que l'Amérique , encore plus ferme & plus fidèle que la République Belgique ne le fut à la paix de Munsster , reste inébranlablement attachée à la France : ce parti , voyant l'impossibilité d'opérer une défection , cherchera naturellement à s'accorder avec ces deux Alliés. Que deviendrons-nous alors , abandonnés par les autres Puissances belligérantes , à la discrétion de l'Angleterre ? Qui ne voit qu'il serait très-possible que nous fussions alors sacrifiés ; & les Indes-Orientales fourniraient une indemnisation qui satisferait amplement les Anglais.

Parce que la Russie paraît actuellement s'interposer pour les intérêts des Bretons , il en est qui prétendent que l'Europe s'intéresse encore à leur bien-être & qu'elle ne permettra jamais que la Maison de Bourbon établisse une puissance formidable sur leurs ruines. Pour revenir d'une pareille erreur , ne jugeons que d'après les faits. On voit échapper à l'Angleterre tout le Continent de l'Amérique ; on lui enlève ses Isles l'une après l'autre ; Port-Mahon tombe ; Gibraltar est menacé de subir le même sort ; & dans ce moment les Puissances neutres , jadis si zélées pour la défense de l'Angleterre , ne font pas un pas pour la sauver de la ruine ; elles paraissent insensibles à l'ambition même d'arracher quelques débris de ce vaste Colosse qui se brise en éclats. Si cette inaction s'appelle disposition favorable pour l'Angleterre , je n'envie point une pareille logique ; j'avoue que mes faibles regards ne pénétreront jamais la finesse de cette politique ; je penserai toujours que nous de-

vons

vons profiter de cet abandon général où se trouve l'Angleterre, pour recouvrer par de vigoureux efforts & d'importantes alliances notre ancienne puissance & considération.

La Suite au No. Prochain.

Le Nouveau Pardridge , ou preuve nouvelle que les morts ne resuscitent plus.

Un grand Personage, puisqu'il s'est donné le titre sublime de Secrétaire du Grand Sultan Achmet IV, & de Chambellan secret de la Sultane Favorite, que nous avons cru mort & inhumé, puisque ses billets d'enterrement ont été distribués dans toute la République, veut resusciter l'Histoire de Pardridge d'heureuse mémoire. On fait qu'au mois de Décembre dernier des billets d'enterrement furent distribués dans toute la République; une invitation solennelle fut publiée pour assister au Convoi qui se fit le 31 Décembre à l'endroit indiqué. *Mille & dix mille* furent témoins de cette cérémonie; & l'inscription qui fut mise sur la pierre qui couvre le cadavre, se lit encore. Mais ne voilà-t-il pas qu'un personnage qui prend, ainsi que le défunt, le titre de *Patriote de la Vieille-Roche*, reparaît au grand jour & reproduit l'aventure des faux Smerdis, des faux Demetrius, des faux Sebastien de Portugal, des faux Pierre III & de tant d'illustres imposteurs que l'ambition excitait à usurper des trônes. Encore cette dernière imposture trouvait une espèce d'excuse dans la soif irrésistible de jouer un rôle brillant à la tête d'un Empire. Mais vouloir revêtir le personnage & reproduire la ressemblance, d'un Etre publiquement diffamé, c'est un phénomène impossible à concevoir. Il convient donc, pour l'honneur des contemporains & l'instruction de la postérité, de montrer que ce phénomène ne saurait avoir lieu de nos jours. Le tems des miracles est passé avec celui des impostures. La personne qui se produit de nouveau sous le nom de *Patriote de la Vieille-Roche*, ose assurer dans son No. XXII page 489, qu'il est non seulement en vie à présent,

sent; mais qu'il l'était même le 31 Décembre, tems même où on l'enterrait. Voilà précisément l'état de la question, & j'ai résolu de la traiter avec toute la brièveté, toute la clarté & toute la tranquillité possible. Une telle dispute est trop intéressante pour ne pas attirer l'attention non seulement des Savans des Pays-bas; mais encore de tous ceux des autres Nations. Venons au fait.

Sans vouloir entrer dans des particularités inutiles à mon sujet, ni dans tous les détails du Convoi, telles qu'un savant du Pays les a déjà exposées, sans oublier aucun les titres du défunt, je me contenterai de montrer, par l'autorité de tout le monde, par celle même de l'imposteur, qu'il n'est pas au nombre des vivans. D'abord les Billets d'enterrement ont été distribués généralement dans toutes les Provinces. Personne ne s'est inscrit en faux, pas même à la Haye où cette lugubre cérémonie a dû se passer: & ne voilà-t-il pas que, plus d'un mois après, dans un tems où le cadavre doit être défigurés par la terre qui le couvre; un personnage, prenant le même nom & parlant un langage si ressemblant que le plus habile s'y tromperait, paraît dans le monde & vient nous dire que la fièvre & les convulsions dont il avait été attaqué, ne l'ont pas conduit au tombeau. Qu'on lise cependant ces paroles qui lui échappent dans la même page, on verra s'il ne trahit pas suffisamment son imposture. *La gloire la plus brillante que puisse acquérir un homme, est d'entendre, avant de monter sur l'échaffaut, crier dans les rues: rélation exacte & fidele des délits & forfaits qui ont fait condamner tel & tel à être pendus jusqu'à ce que mort s'ensuive. Cet bonheur est infiniment préférable à tous ceux qu'on a rendus aux Sauveurs, aux Peres de la Patrie?* Voyez page 490, 491. Quel homme, entendant ces paroles peut s'empêcher de s'écrier, avec indignation: jamais personne vivante n'écrivit de pareilles horreurs? Un tel langage ne peut sortir que de l'enfer?

Tout le monde fait que le *Patriote de la Vieille-Roche* avait trop de lumieres & de bonne-foi pour
com.

commettre des erreurs ou des mensonges. Jamais il ne lui ferait échappé, les absurdités suivantes, choisies entre mille autres de celui qui s'est emparé de son nom.

Quiconque, à l'exemple du *Post-der Neder-Rbyn* & du *Politique Hollandais*, porte un œil téméraire sur des affaires politiques, qui sont du ressort des Souverains du pays, est coupable du crime de haute-trabison; mais s'il disent que ce n'est pas la ville d'Amsterdam, mais l'accession à la neutralité-armée qui est la cause de la rupture avec l'Angleterre & qu'il faut concerter les opérations militaires avec les perfides Français, ces Souverains sont les plus grands Ennemis de la Patrie. Voyez page 507, 617, 618.

Le Gouvernement Français étant despotique, tout Français qui parle ou écrit librement, un Mercier, un Raynal, un C.... &c. &c. méritent d'être brûlés, pendus, ou du moins incarcérés, vécussent-ils en Hollande ou en Angleterre; ce sont des monstres qui, s'ils ne sont étouffés, dévoreront la chère Patrie. Voyez page 567, 635, 462, 635, 462.

Eh ces mots, qu'il a rendus en Français, pour montrer qu'il entend cette langue. O que je te bais *Politique Hollandais*! que je te bais pour ta méchanceté! Que je te bais pour ta mauvaise foi? Que je te bais pour ton imprudence! Que je te bais pour la fausseté de tes principes!..... Et dans un autre endroit: Mille, oui dix mille malheureux dans ce pays libre & béni, ont été sacrifiés à la sûreté publique par les mains de la justice, qui ne l'avaient pas tant mérité!

Oui c'est rendre à la Patrie un service plus grand que celui des plus brillantes victoires sur les Anglais, que de faire le métier de Délateur (*); les délateurs sont les hommes les plus utiles & les plus nécessaires, qu'on puisse avoir dans une République bien réglée.

Je

(a) Le Correspondant Politique, quoiqu'il ait épousé la même cause, s'élève contre l'insane usage d'encourager ou de pratiquer la délation, nous croyons devoir le féliciter d'une opinion qui fait autant d'honneur à son cœur qu'à son esprit.

Je n'aurais jamais fini , si je voulais extraire toutes les propositions de cette nature , qui se trouvent dans le nouveau *Patriote de la Vieille-Roche*. Je laisse aux personnes intelligentes à juger si ces passages peuvent venir d'ailleurs que de l'enfer , ou ne sont pas les derniers soupirs d'un homme mourant ,... dans le délire.

On objecte que le nouveau Patriote est le même que l'ancien , puisqu'à son exemple , il n'a pas d'autre raisonnement que des injures , & que les mots de *monstres* , de *pestes* , de *scélérats* , qu'il faut pendre , exterminer de la République , &c. , lui sont également faciles & coulent de sa plume avec la même facilité ! Mais ceux qui forment cette objection , auraient-ils oublié qu'il n'y a rien de si facile à répéter que des injures ; & que le nouveau se fera sans doute appliqué à ressembler à l'ancien par un côté si facile à copier.

D'ailleurs Mr. le nouveau *Patriote de la Vieille-Roche* s'avise de vouloir prédire l'avenir ; il nous dit que les Français qui nous rendent des services & les Américains qui nous offrent les leurs , chercheront dans peu notre destruction ; & que les Anglais deviendront nos plus grands amis , comme ils l'ont été déjà. Or , comment peut-on prédire l'avenir , si ce n'est par le moyen du diable & des malins esprits qu'on ne saurait fréquenter de l'aveu de tous les gens éclairés , que lors qu'on n'est plus en vie ?

Il nous dit , il est vrai , qu'il n'est pas seulement en vie à présent ; mais qu'il l'était encore le 31 Décembre , jour fixé pour son enterrement. Il fait donc entendre qu'un homme peut-être en vie à l'heure qu'il est , quoiqu'il ait été mort , un mois auparavant. Eh ! voilà précisément ce qu'il y a de sophistique dans sa proposition. Il n'ose pas assurer qu'il a été en vie depuis le 31 Décembre ; il déclare seulement qu'il vit à présent & qu'il vivait ce jour là. Il est effectivement vrai qu'il ne fut pas enterré ce jour là ; car le Convoi ne fut mandé que pour les six heures du soir ; on fait qu'à pareille heure il n'est plus jour à la fin de Décembre ; en vérité c'est là une pure chicane ; & j'ai honte de m'y arrêter.

Il y a des gens qui font une autre objection contre la vérité de la mort du *Patriote de la Vieille-Roche* ; mais ils ne la proposent que d'une manière timide. Ils s'imaginent qu'il doit-être encore en vie , parce qu'il continue à insulter , périodiquement chaque semaine , tous les citoyens qui ne pensent pas comme lui. Mais il faut faire peu de réflexion sur ce qui se passe sous nos yeux pour proposer une difficulté pareille ; n'est-ce pas un privilège particulier aux folliculaires périodiques , ainsi qu'aux faiseurs d'almanacs , de continuer leurs ouvrages après leur mort. Ainsi nous voyons dans ce pays , éclore depuis 150 ans des Almanachs sous le nom d'*Antonio Magino*. Matthieu Lansberg de Liege poursuit le sien depuis plus de deux siècles ; le Journal des Savans , le Mercure de France se continuent également sous le même titre ; quoique les premiers Auteurs soient morts depuis longtems.

Voici la raison véritable d'un phénomène qui paraît d'abord surprenant. Tous les auteurs peuvent vivre après leur mort , excepté les faiseurs de feuilles hebdomadaires ; leurs ouvrages ne roulent que sur des matières qui n'intéressent que pour l'instant ; ils deviennent absolument inutiles quand l'intérêt de la nouveauté ne se fait plus sentir : pour les en dédommager ; le tems , dont ces Messieurs racontent les révolutions , leur accorde la prérogative de continuer leurs feuilles après la mort ; c'est leur lot commun ; le *Politique Hollandais* ne sera probablement pas affranchi du sort du *Patriote de la Vieille-Roche*.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

N^o. LXI. LUNDI, ce 8 AVRIL, 1782.

Suite du CHAPITRE XLVIII.

*Sur les Requête des Habitans de différentes Villes
de Holande pour obtenir la reconnaissance de
l'Indépendance Américaine.*

AUX NOBLES, GRANDS ET VE'NE'RABLES
SEIGNEURS, CEUX DU GRAND-CONSEIL
DE LA VILLE DE LEYDE.

Donnent très-respectueusement à connaître les souffr-
gnés, tous Fabricans, Négocians & autres Commer-
çans, intéressés aux Manufactures & Fabriques de cette
Ville: combien c'est une vérité aussi triste qu'universelle-
ment reconnue, que la décadence desdites Manufactures
& Fabriques, que tous les Citoyens bien-intentionnés ont
remarquée avec la plus vive douleur dès le commence-
ment de ce siècle, s'est augmentée de plus en plus depuis
plusieurs années; & que cette branche principale de la
subsistance de la bonne Bourgeoisie est tombée dans un
tel état de langueur, que notre Ville, jadis si florissante,
si peuplée, si célèbre à cause de son Commerce & de ses
Métiers, paroît être menacée d'une ruine totale: Que la
diminution des Maisons négociantes d'un côté, d'autre
part la perte absolue ou le décroissement sensible de plu-
sieurs branches de Commerce en fournissent une preuve

évidente; ce que les Requérens pourraient démontrer par plusieurs exemples, s'il en était besoin pour convaincre vos Nobles & Grandes Seigneuries, auxquelles l'accroissement de la multitude indigente, la situation déplorable de plusieurs Familles jadis aisées, la dépopulation de la Ville, qu'on ne sçaurait observer, sans en être ému, dans les ruines de plusieurs Rues naguères nettes & bien habitées, sont pleinement connus, & qu'elles se rappelleront sans doute en cette occasion avec douleur: Qu'en attendant cet état de langueur doit paraître d'autant plus désespéré, si V. N. & Gr. S. veulent bien prendre en considération favorable, que dans cette décadence des Fabriques & Manufactures même l'on trouve une nouvelle raison de leur chute ultérieure, attendu que, dès qu'il n'y a point d'ouvrage continuel & de débit assidu, les ouvriers désertent; de sorte que, lorsqu'il vient ensuite des Commissions considérables, l'on ne sçaurait trouver des mains capables, & qu'on se voit entièrement hors d'état d'exécuter ces Commissions.

Que les Requérens, avec tous les vrais Amis de la Patrie, extrêmement affectés de cette situation alarmante d'une source si riche de la prospérité publique, ont cherché à la vérité les moyens d'y remédier dans l'amélioration de quelques défauts, d'où elle semblait découler, du moins en partie: Mais que les mesures prises dans cette vue (ainsi qu'il est connu à V. N. & Gr. Seigneuries,) n'ont pas eu l'effet désiré; du moins qu'elles n'ont pas produit un rétablissement assez efficace, pour qu'on en ait pu remarquer une influence sensible dans l'augmentation du débit des Manufactures de Leide, ainsi qu'il apert de la manière la plus évidente par la comparaison des Pièces fabriquées ici, qui ont été portées autrefois aux diverses Halles de cette Ville, ou qui s'y portent aujourd'hui; comparaison qu'un vrai Citoyen ne sçaurait considérer sans le plus intime chagrin.

Que l'expérience a appris ainsi aux Requérens, que la principale cause de la décadence des Fabriques de Hollande, particulièrement de celles de Leyde, ne se trouve pas tant dans un vice intérieur, soit du naturel des Habitans ou de l'économie d'icelles, mais dans des circonstances qui leur surviennent du dehors, & auxquelles il est par conséquent au-dessus du pouvoir des Requérens ou d'un Citoyen quelconque de porter remède: Qu'on peut citer pour exemple, le Commerce de nos Manufactures avec

Dant-

Danzig & par cette Ville marchande avec toute la Pologne; Commerce, qui, se faisant ci-devant avec succès & avantage dans notre Ville, est absolument arrêté aujourd'hui & s'est évanoui par la Révolution survenue dans ce Royaume & par les Droits onéreux, auxquels la Navigation sur la Vistule a été assujettie: Mais que, sans entrer dans le détail de semblables entraves particulières, dont l'on en pourrait compter un grand nombre, la cause principale de l'état languissant de nos Manufactures consiste dans l'émulation jalouse des Nations voisines, ou plutôt de tous les Peuples de l'Europe, vu que dans le Siècle où nous vivons aujourd'hui, les divers Princes & Gouvernemens, éclairés sur les sources réelles du bien-être public & sur les vrais intérêts de leurs sujets, s'attachent, pour ainsi dire à l'envi, à vivifier dans leurs Royaumes & Etats l'industrie nationale, le Commerce & la Navigation, à les encourager & à les avancer, même par des Privilèges exclusifs ou de fortes impositions sur les Marchandises Etrangères; Privilèges & Impositions, qui tendent pareillement au préjudice du Commerce & des Manufactures de notre Patrie, ainsi que V. N. & Gr. Seigneuries s'en rappelleront aisément les exemples dans les Etats Autrichiens & ailleurs.

Qu'au milieu de ces Nations & Puissances émules ou jalouses, il est impossible aux Citoyens de notre République, quelque supérieures que leurs Manufactures soient en qualité & en finesse, de résister à une concurrence si universelle, vu sur-tout la cherté de la main-d'œuvre, causée par celle des moyens de subsister, qui à son tour est une suite nécessaire des Taxes & des Impôts, que les Habitans de cet Etat payent en plus grand nombre & à un taux plus fort, que dans aucun autre Pays, à raison de sa situation naturelle & de ses moyens de se soutenir; de sorte que, par l'opération continue de cette cause principale, mais irréparable de décadence, il est à craindre que, l'appauvrissement & la diminution de la bonne Bourgeoise s'accroissant avec le manque de travail, la Nation Hollandaise, autrefois la Pourvoyeuse de toute l'Europe, devra se contenter du débit de ses propres Productions dans l'intérieur du Pays (& combien ce débit ne souffre-t-il pas encore par l'importation de Fabriques & de Manufactures Etrangères) & que Leyde naguères si riche, si florissante, fournira dans ses Rues déchues, ses Quartiers déserts, & sa multitude flétrie par l'indigence & la misère, une preuve désolante du prompt dé-

labrement de Contrées jadis comblées de bonheur.

Que, si l'on considère duement ces motifs, aucun Citoyen qui a le cœur bien-placé, (à ce que les Requérens s'assurent,) beaucoup moins V. N. & Gr. Seigneuries, dont ils reconnaissent les vues bien intentionnées avec gratitude, ne prendra de mauvaise part, qu'ils aient fixé leurs regards sur la conjoncture actuelle des tems; pour chercher si cette conjoncture ne pouvait leur fournir quelque moyen de ranimer les Fabriques languissantes de Leyde; & qu'après une considération bien réfléchie ils se flattent de l'espoir, (espoir que des Hommes sans préjugé ne regarderont certainement point comme une vaine chimere,) qu'effectivement par les circonstances présentes il s'ouvre en leur faveur une issue pour parvenir à ce rétablissement désiré:

Que dès le commencement, que la rupture entre la Grande-Bretagne & ses Colonies sur le Continent de l'Amérique-Septentrionale a paru être irréparable, tout Spectateur attentif de cet événement a senti, ou s'est même convaincu, que cette scission, par laquelle il était né une République aussi puissante qu'industrielle dans le Nouveau-Monde, aurait les suites les plus importantes pour le Commerce & la Navigation, & que les autres Nations commerçantes de l'Europe partageraient bien-tôt un Commerce très-considérable, dont le Royaume d'Angleterre s'était réservé jusqu'ici la possession exclusive par son Acte de Navigation & par les Loix prescrites aux Colonies: Qu'en ce tems cette réflexion n'est pas échappée non plus aux Requérens, & qu'ils ont prévu dès-lors l'avantage qui pourrait naître dans la suite d'une Révolution si importante pour les Provinces-Unies en général, pour leur Ville natale en particulier: mais qu'ils auraient craint de mettre cette occasion favorable sous les yeux de V. N. & Gr. Seigneuries, à une époque où les relations, qui liaient notre République avec la Grande-Bretagne, sa Voisine, semblaient défendre toutes démarches de cette nature, ou devaient du moins les faire regarder comme hors de saison:

Qu'en attendant, cette raison de silence a entièrement cessé par les hostilités que le susdit Royaume a commencées contre notre République sous des prétextes & d'une façon, dont l'injustice a été démontrée par le Gouvernement-Suprême de l'Etat avec une évidence irréfragable aux yeux de l'Europe impartiale; tandis que les Requérens eux-mêmes, par la prise illégale d'un si grand nombre de Navires

Hol

Hollandais, & ensuite par la stagnation absolue de la Navigation & des Expéditions pour l'Etranger, ont éprouvé, de la manière la plus douloureuse, les suites de cette attaque hostile & imprévue, & les sentent encore tous les jours, comme il est abondamment connu à V. N. & Gr. Seigneuries, que depuis cette époque un nombre plus considérable encore d'Ouvriers ont dû rester sans ouvrage, & que plusieurs Peres de Famille ont quitté la Ville, en abandonnant à la charge ultérieure de la Caisse des Pauvres leurs Femmes & leurs Enfans, plongés dans la misère.

Que, pendant cette rupture, qui subsiste à présent déjà depuis quinze mois, il est survenu une nouvelle circonstance, qui a encouragé les Requérens encore davantage, & qui leur paraît même être de nature qu'ils seraient coupables d'une indifférence excessive & d'une négligence impardonnable envers la Ville, envers la Classe inférieure des Habitans, envers leurs propres Familles, envers eux-mêmes, s'ils différaient plus longtems à exposer leurs intérêts à V. N. & Gr. Seigneuries de la façon la plus respectueuse, mais la plus énergique; sçavoir, „ que les Etats-Unis de l'Amérique-Septentrionale ont très-vigoureusement défendu, par „ une Résolution du Congrès agréé dans tous les Treize- „ Etats, l'importation de toutes Manufactures Anglaises, & „ en général de toutes les Marchandises fabriquées dans les „ Domaines qui restent encore à la Grande-Bretagne.” Que l'effet de cette prohibition doit nécessairement être un esprit d'émulation entre toutes les Nations commerçantes, pour remplacer les Négocians & Fabricans Britanniques dans cette branche importante de débit, qui leur est entièrement coupée aujourd'hui: Que cependant entre toutes ces Nations il n'en est aucune qui puisse avoir un espoir plus fondé & plus sûr à cet égard que les Citoyens de cette République libre, soit à raison de l'identité de Religion, de façon de vivre & de mœurs, soit à cause de l'étendue de son Commerce & de la commodité de sa Navigation, mais surtout à titre de l'activité & de la bonne foi, qui distinguent encore aujourd'hui (sans nous trop glorifier) la Nation Hollandaise par-dessus tous les autres Peuples; qualifiés, en considération desquelles les Citoyens de l'Amérique-Unie sont enclins dès-à-présent (ainsi que les Requérens en sont informés de bonne part) à préférer, à circonstances

égales, les Citoyens de nos Etats libres à toute autre Nation.

Que néanmoins toutes relations & liaisons de Commerce entre les deux Peuples ne scuraient être qu'incertaines & flottantes, aussi longtems que leurs offres & leurs engagements réciproques ne sont pas fixés & réglés par un Traité de Commerce: Qu'aujourd'hui, si jamais, selon l'opinion respectueuse des Requérens, il existe la nécessité la plus absolue pour la conclusion d'un pareil Traité de Commerce, là où l'on peut dire avec vérité, qu'il est né pour la République, pour notre Leyde sur-tout, un instant, qui, échappé une fois, ne reviendra peut-être jamais, puisque l'Assemblée-Nationale de la Grande-Bretagne même, convaincue par une expérience douloureuse & fatale de l'absolue impossibilité de rattacher l'Amérique-Unie à la Couronne Britannique, a exposé aux pieds du Trône son desir de conclure une Paix nécessaire avec un Peuple, libre aujourd'hui au prix de son sang; de sorte que, si cette Paix était une fois conclue, la Nation Hollandaise se verrait peut-être exclue de tous avantages de Commerce avec cette nouvelle République, ou du moins serait traitée dans la suite par elle avec une indifférence, que le peu de prix, qu'on aurait mis à son amitié dans des tems antérieurs, semblerait mériter.

Que posé pour un moment qu'une Paix entre l'Angleterre & l'Amérique-Unie ne fût pas si prochaine, qu'on a lieu de le présumer, non sans vraisemblance, il se trouvera encore alors assez de Nations, qui seront jalouses d'acquiescer, à l'exemple de la France, le plus ancien droit au Commerce avec un Pays qui, déjà peuplé par plusieurs millions d'Habitans, augmentant tous les jours en population d'une manière incroyable, mais (comme un peuple nouveau) dépourvu encore de plusieurs objets nécessaires, procurera un débouché riche, (immense même pour le présent) aux Manufactures & Fabriques Européennes.

Que, quelque manifeste que soit l'intérêt que les Requérens & tous les Citoyens de Leyde auraient à la conclusion d'un pareil Traité de Commerce, ils se seraient pourtant fait scrupule de mettre sous les yeux paternels de V. N. & Gr. Seigneuries l'utilité ou plutôt la nécessité d'une pareille démarche à leur égard, s'ils pouvaient croire que leur avantage particulier contrariât en quelque façon les intérêts plus universels de toute la République: Mais que,
pour

pour autant que les Requérans peuvent juger, comme Citoyens, de la situation & de l'existence politique de leur Patrie, ils ignorent, qu'il y ait aucunes raisons de cette espece; mais qu'au contraire ils osent en appeler à la voix unanime de leurs Concitoyens bien-intentionnés dans les autres Villes, & Provinces, où même des Régens les plus distingués, puisqu'il est universellement connu que la Province de Frise a déjà devancé les autres Confédérés par une Résolution pour entamer des Négociations avec l'Amérique, & que dans d'autres Provinces, qui ont un intérêt moins direct au Commerce & aux Fabriques, des Régens notables paraissent attendre uniquement l'exemple des Provinces commerçantes pour prendre une Résolution semblable.

Que les Requérans n'arrêteront pas l'attention de V. N. & Gr. S. par un détail plus ample de leurs raisons & motifs; puisque, d'un côté, ils s'assurent que ces raisons & ces motifs n'échapperont point au jugement éclairé & attentif de V. N. & Gr. S. & que, d'autre part, ils savent par expérience, que V. N. & Gr. S. sont portées à ne laisser passer aucune occasion pour relever le bien-être de leur Ville, pour avancer la prospérité de leurs Bourgeois, pour faire chérir leurs Noms par les Contemporains & les faire bénir par la Postérité.

En laquelle ferme attente les Requérans s'adressent à ce Grand-Conseil avec la prière respectueuse, mais sérieuse, qu'il plaise à V. N. & Gr. Seigneuries de diriger par leur puissante influence les choses de façon que, dans l'Assemblée hautement respectée de L. N. & Gr. Puissances, les Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise, il soit entamé des délibérations, ou si elles sont déjà entamées, qu'on les porte, aussi promptement que possible, à une conclusion efficace, telles qu'elles trouveront les plus propres pour obtenir le but légitime & remplir les vœux des Requérans, ou qu'elles jugeront convenir pour l'intérêt général.

Il serait inutile de s'appesantir sur les différentes Requête présentées par d'autres villes particulières, dans les Provinces de Zéelande, d'Utrecht & d'Overysseel, aussi bien qu'en Hollande. Celles que nous avons rapportées, contiennent tout ce qu'on pouvait dire d'intéressant sur cette matière; & ce n'est sans doute pas une légère satisfaction pour le *Politique Hollandais* de voir ses principes consacrés & ses obser-

vations adoptées & consignées dans ces documens authentiques. La joie d'avoir été le précurseur du vœu public dans une affaire aussi importante, joie que ses adversaires ne goûteront jamais, doit amplement le consoler des épines qu'ils ont voulu semer dans sa carrière. Quoiqu'il n'ait eu que la gloire d'avoir mieux su présager l'avenir, parce que ses informations étaient plus sûres, il ne laisse pas de triompher, parce qu'on ne se bornait pas à attaquer ses principes; mais qu'on lui contestait jusqu'aux faits les plus évidens sur lesquels il appuyait ses observations. L'Amérique triomphe, même en Angleterre. Toutes nos Provinces paraissent se réunir pour proclamer hautement & solennellement l'indépendance Américaine. La Hollande a suivi l'exemple de la Frise; & ce qui doit confondre tous les Ennemis de cette démarche salutaire dans ce pays, c'est que de dix-huit villes votantes de Hollande, il n'en est aucune qui ne se soit déclarée avec ardeur pour cette démarche. Comment! Deux ou trois Ecrivains qui ne savent que dire des injures, seraient plus savans sur ce point, que tous les Régens du pays le plus éclairé qu'il y ait sur les vrais intérêts du commerce. Mais l'ordre équestre a, dit-on, formé des difficultés? Il n'a consenti que pour céder à la force, & ne pas causer de scission. Il est d'abord certain que l'ordre équestre n'a pas protesté, & que sa condescendance équivaut à un consentement qu'aucun membre de la République ne saurait donner à une démarche qu'il jugeait dans sa conscience nuisible aux intérêts de sa patrie (a).

Ap-

(a) Le Stathouder, en qualité de premier noble de la Province, n'a ainsi opiné que conformément à l'avis de l'ordre Equestre; c'est-à-dire qu'il a, comme lui, laissé passer (*aangezien*.) la résolution des Etats. Je suis autant éloigné de faire parade d'une pénétration particulière, que de ravalier le génie des autres & surtout de personnes qui, par leur naissance & leur rang, doivent avoir infiniment plus de connaissance & d'expérience qu'un Ecrivain qui ne raisonne des choses que d'après de pures spéculations & une froi-

Apparemment que la noblesse, instruite des étiquettes, des convenances qu'il faut observer, de bonne-heure envers les Cours & particulièrement envers les grandes Souveraines, n'aura dit-on, insisté que sur les égards que l'on devait à l'Impératrice de Russie, dont cette démarche pouvait offenser la médiation; mais les Régens de villes, composés, en grande partie, d'hommes de commerce ou de loi, auront suivi brutalement l'évidence des intérêts frappans, de l'Etat, sans aucun égard pour les considérations particulières qui pourraient en retarder le succès; aussi, dit-on que l'un d'eux qui s'est le plus signalé par son zèle dans cette occasion, Mr. Gyzelaar, Pen.

froide théorie. Il me semble, sans meilleur avis, que notre Stathouder, voyant qu'il était impossible & inutile de se roidir contre le torrent, aurait, bien loin de déclarer qu'il avait des sentimens contraires à ceux de la généralité de la nation, dû se mettre lui-même à la tête de cette mesure, pour paraître seconder le vœu général. Il ne pouvait rien faire de plus capable de confondre les Ennemis de sa personne & de son autorité. Il leur eût ôté la gloire d'avoir le plus contribué au succès de cette importante transaction. Le peuple, toujours disposé, au moindre trait de patriotisme, à idolâtrer le Stathouder, l'aurait élevé jusqu'aux cieux; & l'opposition aurait, je pense, perdu avec la gloire d'avoir avancé cette démarche, une grande partie de la faveur populaire. Il est vrai qu'il y a de la noblesse à déclarer hardiment son opinion; mais quand elle est contraire au vœu de tout un peuple, & qu'elle ne peut en empêcher l'exécution, peut-être serait-il de la prudence, de l'intérêt même d'un Administrateur, de cacher ses sentimens; & même, dès qu'il ne peut avoir de raisons solides à opposer, de sa politique de seconder ce qu'il fait devoir flater la nation. Autrement, n'est-il pas à craindre qu'on fît ces questions? Un seul est-il plus éclairé que toute la nation, unie à ses Régens? Ou bien ce seul aurait-il des intérêts différens du peuple? Qui rompt maintenant l'unanimité? Parmi les Ecrivains de l'un ou de l'autre parti, quels sont les séditieux qui ont voulu soulever le peuple contre le système avoué de nos Régens, &c. &c.

Pensionnaire de Dort, voyant les Nobles chanceler, a porté ce patriotisme rustique jusqu'à leur dire en pleine assemblée, que, dans une affaire où les villes étaient unanimes, quoiqu'elles ne parussent que par députés, il était bien singulier que l'ordre équestre qui paraissait en corps, refusât d'accéder à une résolution aussi patriotique. On voit par là que tous ces Régens populaires ont, dans le caractère & la conduite, une rudesse qui ne se plie pas aisément aux ménagemens usités dans les Cours. Leurs yeux bornés ne voient pas au-delà du cercle étroit du bien public; tout le reste est au-dessus de leur sphère; ou n'est pour eux que farces & impostures. Ils ne s'en tiennent pas aux simples apparences; leurs cœurs farouches sont insensibles aux charmes de la plus brillante éloquence; il faut des effets pour les persuader. Par exemple, les Anglais ne cessaient pendant longtems de nous répéter que nous étions leurs alliés naturels, qu'ils étaient nos meilleurs amis; leur Ambassadeur répandait des mémoires où tous ces grands mots qui frappent l'oreille sans rien dire au cœur, étaient prodigués. Mais, comme dans le même tems ils pillaient nos marchandises, enlevaient nos navires, & violaient notre territoire & le pavillon de l'Etat, nos Régens populaires, moins insensibles aux belles paroles, qu'aux insultes & aux violences criaient à la trahison; & disaient avec le peuple : *les Anglais sont de faux Alliés & de perfides Ennemis*. Mais les politiques sublimes, les amis des Cours, les personnes initiées dans leurs mystères, par conséquent la partie la plus subtile & la plus éclairée de la nation, voyaient dans les expressions ministérielles des Anglais plus encore qu'elles ne semblaient dire; & dans leurs mauvais traitemens, les corrections charitables d'un tendre pere qui veut ramener à son devoir un fils égaré. Les anciens préjugés contre la France subsistaient encore au commencement des troubles présens. Le Monarque Français ne cherchait pas à les dissiper par des assurances pompeuses de bienveillance & d'amitié.

Il bornait sa politique à exhorter, à presser même la République à maintenir ses droits essentiels contre les aggrèsions & les injustices des Anglais. A l'éruption de la guerre, il n'attendit pas même qu'on sollicitât son secours pour envoyer des ordres généraux afin de sauver les établissemens & les navires qui pouvaient être attaqués, sans avoir rien su d'une rupture aussi injuste qu'imprévue. Les Régens populaires, comparant ces procédés à ceux des Anglais, s'imaginèrent bonnement qu'il y avait des intérêts réciproques entre la France & la République & qu'il fallait faire cause commune avec une Puissance intéressée à notre bien-être : mais le parti contraire soutint & soutient encore que plus la France nous rend de services, plus nous devons nous en défier ; & qu'elle n'accourt à notre aide que pour nous entraîner plus sûrement dans le précipice & la ruine. Les Américains, connus à présent sous le nom d'Etats-Unis, s'écrièrent que la mere-patrie les opprimait & coururent aux armes pour avoir le redressement de leurs griefs & maintenir leurs privilèges. Le gros de notre nation crut bonnement qu'on ne pouvait avoir eu recours à des voies aussi violentes sans y avoir été forcés par des causes bien graves : mais les grands politiques de la Cour déclarèrent sans hésiter que ces Américains étaient une poignée de rebelles, qui ne se révoltaient que parce qu'on leur avait laissé trop de liberté ; qu'il convenait de la restreindre & même de favoriser l'Angleterre dans cette démarche salutaire. L'Angleterre était la Reine des Isles, la Puissance invincible, qui n'aurait besoin que de souffler pour éteindre une flamme qui n'était pour elle qu'une étincelle ; & pour anéantir à la fois toutes les Puissances qui oseraient se présenter pour attiser ce feu. Malheureusement les faits les ont démentis. Mais la fine politique est encore au-dessus de l'évidence qui n'est faite que pour les fots (b).

Mais

(b) La postérité, si toute-fois quelques lambeaux poudreux

Mais il est tems de revenir à nos observations sur l'impétuosité qui se manifeste en faveur de l'indépendance Américaine. N'oublions pas une remarque que nous suggerent les requêtes dont nous avons parlé. C'est qu'elles offrent une idée bien digne d'attention, & bien capable en même tems d'intéresser les Américains en notre faveur, préféralement à toutes les autres nations. Ces Requêtes prouvent que ce n'est pas la volonté arbitraire d'un Souverain absolu qui, sans consulter les vœux ou l'intérêt de ses sujets, a ordonné cette importante démarche. Le vœu unanime, les desirs ardens de la nation, son inclination particuliere pour des peuples devenus, comme elle, libres à la pointe de l'épée, se déclarent de la maniere la plus énergique par l'organe éloquent de ces requêtes. On dirait qu'une puissance supérieure l'avait tenue en-

deux de cet ouvrage venaient à être deterrés par quelqu'un de nos savans neveux, croirait certainement que nous cherchons à ridiculiser nos antagonistes en leur supposant des raisonnemens aussi absurdes. Mais on vient encore de nous transmettre une Lettre anonime où, après les complimens ordinaires de scélératesse & de trahison, dont nous honorant régulièrement nos amis, on nous soutient que les Français nous rendant des services, on ne saurait trop se défier d'eux & que nous n'avons de ressource que dans les Anglais. Une fois pour toutes, le titre de préconiseur perpétuel de la France ne convient point au *Politique Hollandais*. Il n'est pas naturellement louangeur ; il n'est gueres porté à flatter les Princes & surtout les Princes puissans & despotes ; il avoue que ces sentimens découlent de ses principes républicains, comme ceux qui l'ont lu avec quelque attention ne pourront s'empêcher d'en convenir. Il s'élève avec une hardiesse impartiale contre ces oppressions particulieres que l'on appelle coups d'état dans les grandes monarchies ; & il n'épargne pas plus la France sur cet article que sur celui des entraves qu'elle met à la presse. C'est donc bien gratuitement que ses Antagonistes affectent de l'appeler le prôneur du grand Monarque &c. &c. &c.

enchaînée jusqu'à ce moment ; & que , si la chose n'eût dépendu que d'elle , elle serait depuis long-tems entrée en liaisons étroites avec les États-Unis de l'Amérique.

C H A P I T R E X X X X .

Sur la médiation de la Russie , pour une paix particulière.

Le Prince de *Callitzin* & Mr. de *Markoff* Envoyés-Extraordinaires de l'Impératrice de *Toutes les Russies*, ont présenté aujourd'hui aux États-Généraux le Mémoire suivant :

Les Soussignés Ministres de l'Impératrice de *Toutes les Russies*, agissant en vertu des ordres qu'ils ont d'accélérer autant qu'il dépendra d'eux, l'ouvrage salutaire de la Médiation déléguée à Sa Majesté Impériale, s'empressent de communiquer ci-joint à Vos Hautes Puissances, une Copie de la Lettre écrite à Monsieur *Simolin*, Ministre de leur Souveraine à la Cour de *Londres* par Monsieur *Fox*, Secrétaire d'Etat de Sa Majesté *Britannique*. Vos Hautes Puissances y reconnoîtront les intentions de Sa Majesté *Britannique* de se réconcilier sincèrement avec la République sur la base établie par Elles-mêmes dans leur résolution du 14 Mars dernier, & par laquelle Elles ont accepté de nouveau la médiation de l'Impératrice. La concession Préliminaire faite de la part de la *Grande-Bretagne* du point cardinal du Traité de 1674, semble devoir applanir toutes les difficultés, qui se sont opposées jusqu'à présent à l'ouverture des Négociations pour une Paix définitive. Si, en attendant, la mesure d'une suspension d'armes proposée dans cette même Lettre, étoit jugée conforme aux intérêts de la Nation, rien ne le seroit davantage aux vues d'humanité en général, qui animent l'Impératrice, & à ses sentimens particuliers de bienveillance & d'affection envers cet Etat ; cette mesure réunissant le double avantage, & de prévenir une effusion inutile du sang, & de faire recouvrer à la République, dès ce moment, l'exercice des droits de liberté de Navigation & de Commerce, dont jouissent toutes les Nations Neutres, & sur-

tout

tout celles qui ont accédé aux principes de Neutralité Armée.

Pleins de confiance dans les dispositions pacifiques & analogues au vrai bien de l'Etat, que Vos Hautes Puissances n'ont cessé de manifester de la manière la plus solennelle & la plus positive, les Soussignés se flattent qu'elles ne balanceront pas à profiter de la communication qu'ils ont l'honneur de leur faire, pour prendre une résolution prompte & décisive, afin de rétablir la Paix & la bonne harmonie avec leur ancienne Alliée & Amie à des conditions où Elles trouvent leur honneur & leurs avantages également assurés.

Fait à la Haye le 3 Avril 1782.

Copie de la Lettre, écrite à Monsieur *Simolin*, Ministre de l'Impératrice de *Toutes les Russies* à la Cour de *Londres*, par Monsieur *Fox*, Secrétaire d'Etat de Sa Majesté *Britannique*, dont il est fait mention dans le Mémoire ci-dessus.

Ayant mis sous les yeux du Roi l'Extrait de la Lettre que vous m'avez fait l'honneur, Monsieur, de me communiquer de Monsieur le Prince de *Gallitzin* & Monsieur de *Markow*, j'ai les ordres de Sa Majesté de vous informer, que le Roi, desirant donner les preuves de ses intentions envers Leurs Hautes Puissances, & de renouveler l'amitié qui a été si malheureusement interrompue entre des anciens Alliés, qui devraient être unis par les liens de leurs intérêts mutuels, est prêt d'entrer en négociation avec Leurs Hautes Puissances, pour former un Traité de Paix sur le pied du Traité de 1674 entre Sa Majesté & la République; & que pour faciliter l'exécution d'un objet que Sa Majesté a tant à cœur, le Roi est prêt à donner des ordres immédiats pour un armistice, si, de leur côté, les Seigneurs Etats-Généraux jugent une telle mesure convenable au but proposé.

Sa Majesté m'ordonne de vous expliquer, Monsieur, ses sentimens sur un objet si important, & de vous prier de les faire parvenir aux Ministres de Sa Majesté Impériale auprès de Leurs Hautes Puissances, pour qu'ils soient communiqués, sans le moindre délai aux Ministres de la République, jugeant cette mesure la plus convenable pour parvenir, avec la médiation & les bons Offices de Sa Majesté
Im.

Impériale, à mettre fin au fléau de la guerre, qui malheureusement subsiste entre les deux Nations.

J'ai l'honneur d'être avec la considération la plus parfaite,

M O N S I E U R,

Votre très-humble & très-obéissant Serviteur,

C. T. Fox.

Est-ce la superbe Albion qui parle dans ces deux mémoires? Est-ce la même Puissance qui vers la fin de l'année dernière répondait, par l'organe de l'orgueilleux Stormond, aux Ambassadeurs de Suede & de Russie, que la République avait violé les engagements les plus sacrés, & qu'elle n'avait d'autre moyen de réconciliation que d'accepter un *Système d'union étroite, d'alliance efficace & de protection mutuelle*, c'est-à-dire de faire cause commune avec elle dans tous les projets insensés & dangereux qu'elle se voit actuellement obligée d'abandonner. Cette Babylone, dont la tête se perdait dans la nue & bravait les cieus, est donc renversée dans la poussière. Non-seulement elle va au devant d'un peuple qu'elle foulait aux pieds; elle établit même pour base d'une réconciliation future, les mêmes articles dont le maintien de la part de la République avait occasionné l'agression des Anglais. Ce traité de 1674, cette liberté des mers, que nous ne cessons de réclamer contre leurs déprédations, sont à présent des points qu'ils sont disposés à ériger en loix sacrées & inviolables, sans doute, parce qu'ils ne peuvent les violer *impunément*. A considérer effectivement les choses de sang-froid, on ne peut disconvenir que la rupture avec la République n'ait accéléré la chute de l'Angleterre. La prise de St. Eustache & la bataille du Doggers-banc ont exigé des diversions qui ont donné aux Français la facilité d'effectuer la défaite de l'Amiral Hood & la
perte

perte décisive de l'armée de Cornwallis, & procuré aux Français cette supériorité qui les a mis en état d'enlever les Isles Anglaïses, l'une après l'autre. Les Anglais ont fait, il est vrai, un butin immense par la prise d'une multitude de navires, & par le pillage de St. Eustache; mais, outre que ce butin s'est dissipé entre les mains des particuliers; la France, en reprenant un grand nombre des navires & l'Isle même avec les établissemens de Demerary & d'Essequibo, a non seulement ôté aux ravisseurs le fruit de leurs rapines: mais s'est encore élevée par ce moyen à un tel degré de puissance qu'on ne la braverait pas impunément & qu'elle tient la République comme enchaînée. Les vues du nouveau Ministre, du Renard Britannique, ne peuvent échapper aux yeux des clairvoyans. La modération qu'il affecte cache des desseins qu'il convient de chercher à pénétrer. La République étant sur le point d'entrer en liaison avec l'Amérique, la paix particulière fait échouer ce projet. Les Etats-Généraux trouvant naturellement des difficultés à rentrer dans leurs possessions occupées actuellement par la France, on pourra les engager peu-à-peu à s'unir à l'Angleterre pour les recouvrer; l'Angleterre unie à la République tentera de nouveaux moyens de ramener les Américains, ou du moins de les détacher de la France; & s'il ne tient qu'à reconnaître une indépendance dont ils sont en possession & si jaloux, elle n'hésitera pas à accorder une faveur qui ne lui coûte rien. Voilà un des côtés de la médaille. Voyons le revers.

La Suite au No. Prochain.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

Nº. LXII. LUNDI, ce 15 AVRIL, 1782.

Suite du CHAPITRE XXXX.

Sur la médiation de la Russie pour ménager une paix particulière entre l'Angleterre & la République.

Le Politique Hollandais, parlant de la médiation de la Russie, fit une remarque très-simple, mais très-frappante par sa vérité. Il dit qu'il était bien singulier que cette puissance, après avoir refusé de nous recevoir dans la Neutralité, sous prétexte que nous étions Puissance belligérante, cherchât actuellement à nous lier les mains, dès que nous voulions agir en cette qualité.

On peut assurer que, quelque disposée que soit naturellement cette Nation à la Paix, qui est effectivement la base de sa Prospérité, & quelque flatteuses que soient les avances actuelles de la Cour Britannique, en comparaison des prétentions injurieuses & tyranniques qu'elle exigeait auparavant; elle n'a vu dans les dernières Propositions du Ministère Anglais qu'un piège tendu à sa crédulité. En comparant la Lettre de Mr. Fox, avec le Mémoire de Mrs. les Envoyés Russes, on n'a pas vu, sans défiance, que ces derniers offrent beaucoup plus que le premier. Mr. Fox offre, il est vrai, pour enta-

mer une Réconciliation solide & sincère, le rétablissement du Traité de 1674, que la Grande-Bretagne n'avait cessé de violer, dont le maintien de notre côté avait occasionné son injuste & perfide agression, & qu'elle avait déclaré formellement annulé, avec tous ses autres Traités faits avec la République. Mais pourquoi Mr. Fox ne parle-t-il, ni des Articles de la Neutralité Armée, ni du Rétablissement de tous les anciens Traités, ni de la Liberté de la Navigation, ni des Restitutions & des Indemnités requises d'après une injuste Aggression; quatre points essentiels sur lesquels les Etats-Généraux ont accepté la Médiation de la Russie; outre leur stipulation qu'elle ne porterait aucun préjudice à la Résolution de concerter les Opérations de cette année avec la France, Résolution qui, acceptée des deux parties, ne peut se concilier avec l'acceptation d'un Armistice ou Suspension d'Armes? On remarque surtout que l'offre de l'Angleterre vient dans un moment trop critique, pour qu'on puisse douter qu'elle ne tend qu'à faire échouer les liaisons essentielles que la République est prête à former avec les Etats-Unis de l'Amérique. Qui ne voit en effet que le nouveau Ministère Britannique ne cherche à se réconcilier avec nous, que pour diriger tous ses efforts contre la Maison de Bourbon; qu'il ne négligera rien non plus pour détacher l'Amérique de cette Maison, pour tâcher même de l'attacher exclusivement, par l'appât des plus brillantes concessions, aux intérêts de la Grande-Bretagne; & pour recouvrer par cette habile Politique, cette Prépondérance maritime, à l'aide de laquelle il fera, comme auparavant, en état de nous imposer telle Loi qu'il voudra & d'interpréter les Traités à son gré, c'est-à-dire, suivant ses Intérêts & sa Convenance. D'ailleurs, comment pourra-t-il nous rendre, sinon les Vaisseaux & Marchandises, du moins les Possessions territoriales qui sont passées de nos mains dans les siennes, & des siennes au pouvoir de la France? Il n'est donc pas vraisemblable, vu les Intérêts com-
pli.

pliqués qui se trouvent actuellement entre la France, les Pays-Bas-Unis & l'Amérique-Unie, & les dangers que courrait toujours notre Navigation par une Paix particuliere, que la République puisse accepter l'offre du Ministère Britannique, autrement qu'en *stipulant l'Ouverture d'un Congrès pour une Paix générale*. Ainsi la Proposition du Ministère actuel de la Grande-Bretagne peut être regardée comme le dernier effort de l'Anglomanie, expirante dans ce Pays.

Où, le contenu de ce Mémoire & de la lettre du Secrétaire d'Etat Britannique, qu'il accompagnait, ne saurait être agréable, qu'autant qu'il pourrait servir d'acheminement à une paix générale. Quant à une pacification particuliere entre la Grande-Bretagne & notre République, qui en est le but apparent, elle est d'autant moins probable, qu'elle contrarierait les vues bienfaisantes de sa Majesté Impériale même. Cette Souveraine a déjà fait connaître l'année passée son desir de procurer une réconciliation universelle entre toutes les Puissances belligérantes. Cependant rien ne serait plus propre à en retarder l'accomplissement, qu'un accommodement particulier entre la Cour de Londres & les Provinces-Unies. La démarche que les Ministres de Russie, viennent de faire, est une suite de la médiation particuliere, dont ils ont été chargés, avant que la révolution arrivée dans le système de la Cour de Londres, eût levé la principale pierre d'achoppement, qui s'opposait à une pacification générale. Cet obstacle invincible n'existe plus, depuis que le Parlement Britannique a renoncé à la guerre Américaine, & a reconnu implicitement l'indépendance des Etats-Unis. Tout accommodement particulier serait moins préjudiciable encore aux intérêts permanens de notre pays, que contraire au vœu qu'on doit supposer à l'Impératrice dans les circonstances récemment venues, & fatal au repos de l'Europe.

D'ailleurs, la dernière proposition du Ministère de Russie ne paraît guere s'accorder avec les nouvel-

les venues de Petersbourg : elles marquent que l'on n'y était guere content des procédés des Anglais & de leurs subterfuges en refusant constamment de s'expliquer formellement sur la liberté des mers & de donner les satisfactions convenables sur les plaintes que sa Majesté l'Impératrice de Russie avait fait faire contre les infractions commises par les vaisseaux Anglais.

Peut-être douterait-on des sentimens de la généralité de la nation, s'ils ne se manifestaient d'une maniere toute particuliere. Les Citoyens de la Ville de Rotterdam, après avoir remercié solennellement la Régence de cette Ville, viennent de présenter une requête, tendante à faire poursuivre vivement la guerre. Il faut, disent-ils, „ employer efficacement les Forces navales de ce Pays pour nuire à „ l'Ennemi & profiter de l'occasion pour rétablir sur „ les Mers le Pavillon Hollandais qui en a été chassé. „ Les Supplians n'ont pas besoin de dire à *Vos Nobles Seigneuries* dans quel état déplorable s'est trouvée la Protection du Commerce & de la Navigation de ce Pays & les suites fâcheuses qui en sont résultées. La Postérité ne pourrait manquer d'en éprouver autant d'étonnement que la Race présente, d'en ressentir de la honte & de la douleur. Les Supplians „ auraient gardé le silence, maintenant que la saison favorable est venue où on leur a promis que les Forces Navales de ce Pays seraient employées „ d'une maniere plus énergique pour leur Protection „ & le Redressement des torts qu'on leur a faits, „ s'ils n'avaient appris la Nouvelle tout à fait inattendue, que, sous la Médiation de S. M. Impériale de Russie, il est offert par nos Ennemis perfides une Suspension d'Armes, avec une Démonstration d'inclination à faire la Paix avec notre „ Etat. après qu'ils ont pillé les Etablissmens & „ les Biens des Habitans de ce Pays autant qu'ils ont „ pu; & lorsque le sort de la Guerre les a réduits à „ la dernière extrémité, & qu'ils ont tout à craindre des Armes de cet Etat, combinées avec celles

„ les de leurs autres Ennemis. Les Supplians se font
 „ toujours fait une Loi de ne point se mêler de la
 „ Politique ou d'outré-passer le Cercle de leur Com-
 „ mission, & se seraient gardés de fatiguer *Vos No-*
 „ *bles Seigneuries* de Réflexions sur cet Artifice
 „ odieux & subtil de l'Ennemi, dirigé visiblement,
 „ pour amuser encore le Gouvernement de ce Pays,
 „ & lui faire perdre l'occasion favorable de réparer
 „ ses pertes par la formation d'un Traité de Com-
 „ merce avec l'Amérique & par un concert d'Opé-
 „ rations avec la France. Ce que le plus simple
 „ peut remarquer, ne saurait échapper à la pénétra-
 „ tion de *Vos Nobles Seigneuries* & des autres Mem-
 „ bres du Gouvernement, & nous sommes trop con-
 „ vaincus que jamais les artifices d'un Ennemi infi-
 „ dieux ne pourront faire échouer les mesures qu'ils
 „ ont prises pour le bien-être du pays. Mais la
 „ seule chose qui les intéresse & qu'ils se croient
 „ obligés de mettre sous les yeux de *Vos Nobles Sei-*
 „ *gneuries* . est que l'Armistice proposé ne pourrait
 „ être d'aucune utilité pour le Commerce & la Na-
 „ vigation de cette Ville; soit parce que les Vais-
 „ seaux du Pays n'ont pu obtenir de convoi; soit
 „ parce que, s'il y avait encore quelques Vaisseaux
 „ de prêts ils sont dépareillés & non prêts, & qu'on
 „ ne pourrait avoir aucune envie de les envoyer en
 „ mer, & de les abandonner une seconde fois à la
 „ rapacité d'un Ennemi qui veut actuellement poser
 „ pour fondement de la Paix, un Traité qu'il a rom-
 „ pu de la manière la plus inique, qu'il n'a jamais
 „ observé, que lorsqu'il s'accordait avec ses Inté-
 „ rêts; un Ennemi, sur lequel on a remarqué avec
 „ raison, qu'il avait montré moins de principes de
 „ bonne-foi, qu'on n'en trouve ordinairement chez
 „ les Corsaires de Barbarie ”

„ Quelque desir qu'aient les supplians que Dieu
 „ Tout-puissant les délivre & le reste du genre-hu-
 „ main des calamités de la guerre, & répande les
 „ bénédictions d'une paix durable, néanmoins, dans
 „ la situation actuelle où ils se trouvent avec l'An-
 „ gleterre, quoiqu'ils soient même les principales

„ victimes de la guerre, ils ne désirent d'autre paix
 „ qu'une paix honorable & vraiment salutaire pour
 „ le pays; & nous prions en conséquence vos No-
 „ bles & Grandes Seigneuries, d'avoir soin que, par
 „ leur puissante influence, on n'adopte aucune offre
 „ de l'Ennemi qui tendrait uniquement à retarder
 „ ou faire échouer les mesures prises pour lui nuire,
 „ & protéger les Colonies, le Commerce & la
 „ Navigation de ce pays, & pour faire perdre
 „ l'occasion favorable qui s'offre actuellement; mais
 „ au contraire d'aider à diriger les choses dans la
 „ dite assemblée, de sorte qu'on mette en œuvre
 „ avec tout le zèle possible les moyens qui, sous
 „ la bénédiction de la Providence, puissent réparer
 „ les pertes effuyées par l'Etat, & forcer nos
 „ Ennemis à nous accorder une paix honorable &
 „ durable & à nous donner une indemnification équitable
 „ des torts qu'ils nous ont causés."

Je ne m'étonne pas, dit une Gazette Hollandaise, de la proposition subite & imprévue des Anglais, quelque différence qu'il y ait entre leur conduite actuelle & celle qu'ils ont tenue auparavant. Sir Joseph Yorke les avait, suivant le témoignage d'un Lord du Parlement, assurés qu'ils n'avaient qu'à parler ferme, qu'à menacer, enlever les vaisseaux & déclarer à toute extrémité, la guerre aux Hollandais. Ce peuple, suivant lui, n'avait d'autre mobile que la crainte; il était sans forces & sans armes, la terreur y ferait triompher le parti Anglo-mane; mais l'issue n'a pas répondu à cette attente. Yorke & tous ceux qui pensaient de la sorte, ne connaissaient pas le caractère des Hollandais; ils ne savaient pas que l'oppression révolte la fierté de leurs ames; & que quelque patience qu'on veuille leur attribuer, dès qu'elle est à bout, il est impossible d'arrêter leur impétuosité. Cette patience n'est plus: le patriotisme le plus ardent anime & réunit actuellement toute la nation; les Anglomane eux-mêmes sont réduits ou à suivre l'impulsion générale ou à se cacher de honte: cette révolution a, probablement, plus contribué à changer les

les dispositions des Anglais à notre égard que le changement arrivé dans leur Ministère. Ils sont les premiers à nous présenter la paix. Ils nous offrent des conditions si avantageuses, qu'ils n'ont pas douté qu'elle ne fût acceptée à l'instant..... Heureusement que l'affaire de la reconnaissance Américaine est si fort avancée, qu'il n'y a plus à craindre que nos Régens s'en laissent détourner.

Quelque préjugé que l'on puisse avoir contre la France, on ne peut s'empêcher d'admirer la politique de cette Cour. Plus elle se développe, plus elle paraît sous ce point de vue, qui montre la profondeur & l'habileté. L'Angleterre déclare la guerre aux Provinces-Unies. De tous cotés leur navigation est sans défense & leurs établissemens désarmés. Elle semble offrir une proie aussi riche que facile; & l'on ne peut douter que le desir de la dévorer, n'ait contribué beaucoup à porter les Anglais à leur audacieuse agression. La France ayant exhorté longtems, mais inutilement, la République à se mettre en état de défense, & la voyant attaquée sans avoir pu la persuader, imagine de tourner cette circonstance même à son avantage. Elle négocie avec la Compagnie des Indes; & fait aussitôt passer des Troupes au Cap de Bonne-Espérance, & à ce que l'on assure, dans l'Isle de Ceylon, qu'il n'eût pas été facile d'enlever aux Anglais, si jamais ils s'en fussent emparés. Les autres établissemens, étant toujours ouverts au plus fort, elle semble attendre que l'Anglais s'en soit emparé, pour y paraître. Par cette habile politique, elle enlève des forces considérables aux Anglais & lie irrévocablement la République à ses intérêts. Ceux qui, dans ce pays, traitent cette politique de perfide, auraient été les premiers à l'exalter jusqu'aux cieux, si elle fût sortie des chefs de leur parti.

Quoi qu'il en soit, on ne peut disconvenir que la politique de la France & les progrès de l'Indépendance Américaine dans ce pays doivent nous ôter toute idée d'une paix particulière.

En un mot, *Paix générale* est le cri unanime de tous les citoyens, & ne manquera pas d'être celui des Régens populaires qui commencent enfin à triompher. Il ne ferait pas au-dessous d'un Historien philosophe de remarquer que les deux oppositions dans les Pays-bas-Unis ainsi qu'en Angleterre, semblent par la fatalité la plus singulière, avoir éprouvé la même révolution, & à peu près à la même époque. La nôtre triomphe cependant, sans qu'il y ait eu, comme en Angleterre, besoin d'un changement Ministériel. Les administrateurs sont restés, quoique le système ait changé. Celui à qui l'on attribuait toutes les mesures perverses, tous les malheurs de la patrie, conserve, comme auparavant, la confiance du principal Administrateur. Et même les corps politiques qui se sont décidés en sa faveur, ne se déclarent pas avec moins de chaleur pour l'Indépendance Américaine.

La Ville de Rotterdam n'est pas la seule qui ait exprimé son horreur pour une paix particulière.

Les Habitans de Schiedam ont à cette occasion, imité ceux de *Rotterdam*. Ils ont présenté le 8 de ce mois une Requête, où ils se plaignent vivement qu'on ait manqué à la promesse faite depuis si long-tems de mettre le Commerce & la Navigation de ce Pays dans un état respectable de défense. Ils remercient en même tems la Régence, de la conduite „ qu'elle a tenue, relativement à leur Requête pour „ qu'on *reconnût l'Indépendance de l'Amérique-Septentrionale*, qui promet d'être si salutaire, espérant „ qu'un Traité avantageux de Commerce, si vivement désiré, au cas qu'un délai inattendu ou quel- „ que Avis déclinatoire de la part des autres Hauts- „ Confédérés, en arrêtant la conclusion, sera conclu par „ les Etats de cette Province, de concert avec ceux „ de Frise & les autres qui voudront imiter l'exemple „ donné le 9 Octobre 1649 par les Provinces de Gueldre, de Hollande & de Frise, qui firent alors avec „ le Dannemarc un Traité d'Alliance défensive & de „ Commerce, relativement au Péage du Sund.”

Ils

„ Ils ajoutent, „ qu'ils feraient injure à la Politique
 „ profonde & au jugement éclairé de leur Régence,
 „ s'ils supposaient qu'elle pût avoir l'idée d'écou-
 „ ter les *intrigues artificieuses & les Propositions su-*
 „ *rement ennemies de la Grande-Bretagne par la Mé-*
 „ *diation d'une Souveraine*, qui depuis trop longtems,
 „ *amuse & berce ce Pays de promesses*; espérant qu'elle
 „ ne perdra aucuns momens qui deviennent tous les
 „ jours plus précieux, pour faire avec la France &
 „ l'Amérique, devenue libre, un Traité d'Assistance,
 „ d'Amitié & de Commerce, qui, dans la destina-
 „ tion favorable de la Providence qui s'offre, serait
 „ destiné à obtenir par le tems une Paix qui, aux
 „ yeux & pour le repos de l'Europe, fût humilian-
 „ te pour l'injuste Breton, & honorable & avanta-
 „ geuse pour ces Pays. Aucunde nos zélés & bien-
 „ intentionnés Concitoyens ne balancera pas un mo-
 „ ment de désavouer *une Réconciliation sur la Base*
 „ *d'un Traité foulé trop scandaleusement aux pieds par*
 „ *les Bretons & d'une suspension d'Armes qui, dans*
 „ *ces circonstances ne serait favorable qu'à nos injustes*
 „ *Agresseurs*, qui ne serait pas de la moindre utilité à
 „ *notre chere Patrie, pour son Commerce, ses Navires*
 „ *& ses Etablissmens*, & dont l'offre qui ne vient que de
 „ l'épuisement où la Justice Divine a déjà réduit l'An-
 „ gleterre & de la crainte que notre Union avec la
 „ France, l'Espagne & l'Amérique, nous mette en
 „ état de nous indemniser à notre tour à leurs dé-
 „ pens, &c. &c."

Les Villes de Rotterdam & de Schiedam ne sont
 pas les seules qui développent leur aversion pour une
 Paix particulière avec l'Angleterre. Les Citoyens
 de cette Ville voulant présenter à leur Régence une
 Adresse de Remercîment pour le zele & l'unanimité
 qu'elle a fait éclater en faveur de l'*Indépendance Amé-*
ricaine, ont saisi cette occasion, pour montrer quels
 sont leurs sentimens sur la dernière offre du Minis-
 tre Britannique. La Piece, adressée aux Bourgue-
 maîtres, est conçue en ces termes.

NOBLES, GRANDS & VENERABLES SEIGNEURS !

C'est pour nous une satisfaction particulière, de pouvoir offrir à *Vos Nobles & Grandes Seigneuries*, comme Chefs de la Régence de cette Ville, cette Requête bien-intentionnée, qu'une multitude de nos Concitoyens les plus respectables ont signée. Elle était déjà prête & déjà signée par plusieurs, lorsque nous apprîmes, soit par les Papiers publics, soit d'ailleurs, les Propositions d'un Paix particulière avec l'offre d'une Suspension immédiate d'Hostilités de la part de la Grande-Bretagne, faites à cet Etat par la Médiation de l'Ambassadeur Russe.

Voilà la seule cause qu'il n'en est fait aucune mention expresse dans l'Adresse-même : ce n'est nullement l'idée que ces offres auraient fait aucune impression sur les Marchands, puisque nous pouvons, au contraire, assurer, sur la vérité, *Vos Nobles & Grandes Seigneuries*, qu'à peu-près le sentiment unanime de la Bourse d'Amsterdam, du moins, autant que cela l'intéresse, est entièrement conforme à celui que les Marchands de Rotterdam ont fait connaître d'un manière si énergique. Que l'on a en conséquence la plus grande aversion pour de pareilles offres, aussi artificieuses que dangereuses, qui, étant adoptées, jetteraient très-vraisemblablement cette République dans d'autres situations, tout-à-fait embarrassantes, dont les suites immédiates seraient de la ruiner de fond en comble : Attendu que, d'un autre côté, ces offres montrent que nous n'avons plus à faire qu'à un Ennemi épuisé, que nous pouvons en conséquence forcer à une Paix générale & durable, à ne suivre que l'exemple de la France, de l'Espagne, & de l'Amérique-Septentrionale & en mettant en œuvre les moyens qui sont entre nos mains.

Il ne nous convient cependant pas de nous étendre plus au long sur ce Projet, tout important qu'il soit, étant bien assurés que *Vos Nobles & Grandes Seigneuries* voient ces fâcheuses conséquences, plus clairement encore que nous ne pourrions les retracer.

Les Marchands continuent à recommander le Commerce & la Navigation au soin & à la Protection Constances de *Vos Nobles & Grandes Seigneuries* & d'insister uniquement qu'au cas que ces offres de la Cour d'Angleterre fussent quelquefois cause que l'Affaire de l'admission de Mr. Adams en qualité de Ministre Plénipotentiaire des Etats-Unis de l'Amérique-Septentrionale rencontrât quelque difficulté ou délai de la part des autres Confédérés, que V. N. & G. S. conformément au second Article de notre Réquisition insérée dans cet.

cette Requête , aient la bonté de penser aux mesures qui garantiraient cette Province des suites ruineuses d'un tel procédé.

A cette Requête était jointe l'Adresse dont on y fait mention , adressée aux BOURGUEMAÎTRES & au CONSEIL.

En voici la teneur :

NOBLES, GRANDS, VÉNÉRABLES, & NOBLES & VÉNÉRABLES SEIGNEURS !

Les Souffignés, Marchands, Bourgeois & Habitans de la Ville d'Amsterdam ont appris avec une joie inexprimable, la nouvelle de la Résolution prise le 28 Mars passé par L. N. & G. P. les Seigneurs Etats de Hollande & de Westfrise. L. N. & G. P. ont par là, non seulement satisfait aux vœux généraux de la plus grande & de la meilleure partie des Habitans de cette Province ; mais Elles ont encore jeté les fondemens d'Alliances & de Correspondances ultérieures d'Amitié & de bonne-Intelligence avec les Etats-Unis de l'Amérique-Septentrionale, qui promettent une nouvelle vie à l'état languissant de notre Commerce, de notre Navigation & de nos Fabriques. L'Unanimité avec laquelle on s'est décidé pour cette Résolution dans l'Assemblée de Hollande, nous donne une espérance fondée, que les Etats des autres Provinces ne tarderont pas à prendre une Résolution semblable ; tandis que la même Unanimité remplit de la joie la plus éclatante les Habitans bien-intentionnés de cette Ville, & sans doute aussi ceux de tout le Pays ; en les convainquant pleinement que l'Union fait de plus en plus des progrès parmi les Sages & Vénérables Peres de la Patrie ; pendant que la promptitude & l'activité avec lesquelles elle a été conclue, font espérer avec raison que nous cueillons à tems, d'une démarche aussi importante & aussi nécessaire pour cette République, les fruits désirés. Qui peut donc révoquer en doute, ou désavouer, que le moment paraît s'approcher de plus en plus où cette République entrera dans de nouvelles relations avec un Peuple qui se trouve dans des circonstances qui ne diffèrent guere de celles où nos ancêtres se trouverent, il y a deux siècles ; avec un Peuple qui se concilie de plus en plus l'affection & l'estime générales.

La conformité de Religion & de Gouvernement qui se rencontre entre nous & l'Amérique, jointe aux marques indubitables qu'elle a déjà données depuis longtems de la préférence qu'elle sent pour notre Amitié, ne fait pas seulement supposer aux souffignés, mais leur inspire encore la confiance que
nos

nos liaisons avec elle seront aussi solides qu'avantageuses & salutaires aux Intérêts des deux Nations. Le Bien-être & la Prospérité qui doivent en résulter très probablement ; la part que V. N. & G. S. ont eue à la Conclusion d'une Résolution si remarquable ; la Conviction que le Vénérable Conseil de cette Ville y avait déjà , sur la Proposition des *Nobles Grands & Vénérables Bourguemaitres*, à peu près consenti , avant que la Requête relativement à ce Projet, présentée depuis peu , à *Vous Nobles Grands & Vénérables Bourguemaitres*, eût pu parvenir à la connoissance du Conseil ; enfin la Mémoire de ce qui s'est déjà fait à cette occasion l'an 1778 avec les meilleures intentions & les vues les plus louables & qui se trouve actuellement couronné d'une Approbation aussi publique que générale , mettent les Soussignés dans l'obligation inévitable de s'approcher de *Vos Nobles, Grandes Vénérables & Nobles & Vénérables Seigneuries* avec cette Adresse , non-seulement pour les féliciter d'un Evénement si remarquable , mais encore pour les remercier en même tems avec autant de zèle que de solemnité , pour tous ces soins bien-intentionnés & ces mesures bien concertées ; pour cet attachement inébranlable & cette fidele adhésion aux vrais Intérêts de la Patrie en général & de cette Ville en particulier , qui se manifestent d'une manière si éclatante dans tous les Procédés & Résolutions de *Vos Nobles, Vénérables & Grandes Seigneuries & du Vénérable Conseil de cette Ville*, & qui certainement attireront l'estime & la Vénération de la postérité la plus reculée , dès que comparant les Annales & les Evénemens de ce tems avec ceux des tems antérieurs , ils découvriront qu'Amsterdam peut encore se glorifier de posséder des Patriotes qui osent sacrifier généreusement toutes vues d'Intérêt propre , de grandeur & de considération particulière aux obligations sacrées que la Patrie exige d'eux.

Nous nous flattons, *Nobles & Grands Vénérables, & Nobles Vénérables Seigneurs*, que ce témoignage public de notre estime & affection sera d'autant plus agréable qu'il est plus rare dans cette République, même presque sans exemple , & qu'il est plus propre à faire disparaître toutes ces insinuations odieuses que la Calomnie & la Méchanceté du Ministère Britannique , auparavant si hautement préconisé par plusieurs , mais actuellement anéanti , cherchait à répandre principalement , peu avant & depuis le commencement de cette Guerre : Insinuations qui depuis ont trouvé des Partisans dans les *Pays-Bas Unis*, parmi ceux qui, ne craignant pas de représenter la Bourse d'Amsterdam (c'est-à-dire la partie

la

la plus respectable , la plus utile de la Bourgeoisie de cette Ville, ainsi que la Colonne fondamentale de la Prospérité Nationale ,) comme composée en grande partie d'une multitude méprisable d'Ames basses & avides de gain , ne s'appliquant , en fraude des Revenus publics , par le Transport de Contrebandes , contre la Foi des Traités , qu'à satisfaire amplement leur avidité & leur avarice ; ont en même tems été assez éméraïres , & le sont encore au point d'insulter en face la Régence la plus patriotique de la plus considérable Ville des Provinces-Unis , & de l'exposer au mépris général , comme participant , par connivence ou autrement , à ce pareil Commerce deshonorant. — Insinuations & Accusations répandues avec autant de fausseté que de malignité & qui doivent exciter d'autant plus l'indignation de toute ame sensible que si l'on y réfléchit , non-seulement les Négocians de cette Ville , mais ceux de toute la République , ont conservé la Foi des Traités si saintement & si inviolablement , qu'à l'étonnement de quiconque n'est pas imbu de préjugés , il n'existe aucune preuve , du moins aucune qui soit valable , d'un Transport de Marchandises de Contrebande. — Tandis que la circonstance où ces Insinuations , ou d'autres de la même nature , sont répandues , rend cette maniere d'agir encore plus odieuse , vu que cela a été fait dans un tems où le Commerce & la Navigation d'Amsterdam & de la République entiere ont dû subir la premiere & presque l'unique Attaque d'un Allié injuste & perfide , faute de la Protection requise , quoique *Vos Nobles & Grandes Seigneuries* l'aient réclamée tant de fois & si sérieusement , même avant l'éruption des mesintelligencees survenues entre la Grande-Bretagne & les Etats-Unis de l'Amérique-Septentrionale : — Dans un tems , où le Négociant , formé pour les Entreprises , fut obligé de voir ravir le Fruit de ses travaux & de ses soins , le Salaire de son Assiduité infatigable , l'Héritage destiné à ses Enfans , par une Violence étrangere , par une Rapacité sans bornes ; & les Politiques sages & prévoyans , qui s'étaient épuisés sans craindre aucunes difficultés , pour la conservation des faveurs de la Paix , virent avec une douleur des plus profondes , s'évanouir tous leurs Projets & toutes leurs Vues patriotiques.

Recevez donc , *Nobles , Grands & Vénérables Seigneurs , & Nobles & Vénérables Seigneurs* , cette preuve solennelle de notre affectueuse Reconnaissance , aussi favorablement qu'elle est présentée avec une bonne intention : Acceptez-la comme une marque d'attachement à Vos Personnes ; elle n'est pas fondée sur la crainte ni sur la
ré

représentation extérieure d'Autorité & de Grandeur, mais solidement établie sur des principes beaucoup plus relevés & plus invariables, sur ceux d'Estime & de Respect, résultant de la conviction de la Grandeur & de la Générosité réelles. Soyez persuadés que, puisque la Discorde méprisable, avec ses Compagnes odieuses, l'Artifice & l'Imposture, au commencement de cette Guerre, n'ont rien pu effectuer, absolument rien, pour altérer la Fidélité de la Bourgeoisie d'Amsterdam, ou l'ébranler dans son devoir; les inconvéniens & les désastres, suites indispensables d'une Rupture, n'opéreront pas davantage; que nous sommes même prêts à les supporter volontiers, voyant que les Moyens que Dieu & la Nature ont mis entre nos mains, se trouvent employés pour le préjudice & l'humiliation d'un insolent Ennemi. Poursuivez donc vigoureusement, *Nobles & Grands Seigneurs*, dans la même carrière, la seule qui, selon nous, peut, sous la Bénédiction-divine, conduire la Patrie à son Salut. Que rien ne puisse vous en détourner ni vous intimider! Les plus grandes peines & sollicitudes sont déjà surmontées. Une perspective agréable s'offre déjà. La Grande-Bretagne, naguere si fière de ses Forces, qu'elle osa déclarer la Guerre à un Ancien & Fidele Allié, se repent de cette démarche injuste & téméraire, & , succombant sous le fardeau de plus en plus aggravant de la Guerre, soupire après la Paix, tandis que la Concorde parmi les Membres du Gouvernement Suprême de ces Pays, ainsi que nos Armes, va toujours en augmentant, à mesure que Votre Conduite & Vos Mesures politiques, dont la nécessité & l'influence salutaire étaient auparavant moins reconnues, acquièrent de plus en plus des imitateurs qui en reconnaissent la solidité salutaire. La Résolution formée depuis peu par les Etats de la Frise, & adoptée avec tant d'unanimité par cette Province, en peut, entre plusieurs autres, servir de preuve incontestable; tandis que la Bataille navale, donnée l'An passé sur le Doggerbank, prouva à l'Europe étonnée qu'une Paix aussi longue n'avait pas fait oublier l'usage des Armes; mais, au contraire, que cette République nourrissait encore dans son sein des Héros qui suivent les traces des Tromps & des Ruiter, & dont Conduite & la Bravoure, après un prélude aussi brillant, font espérer les Actions les plus héroïques; que même leur Valeur invincible, résistant à toute supériorité, procurera en son tems à la Patrie une Paix si honorable, si permanente, qu'elle éternisera leur Gloire héroïque, & fera bénir la sage Politique de *Vos Nobles & Grandes Seigneuries* par la Postérité la plus reculée.

On

On voit par ces pieces, organes fideles de l'opinion nationale, combien est profond le ressentiment contre les Anglais. On voit par la crainte que la proposition du Ministère Britannique ne portât quelque obstacle à la Reconnaissance de l'Indépendance Américaine, à quel point la nation est portée pour cette démarche. Auparavant on aurait pu dire que la Frise méritait seule la reconnaissance des Etats Américains; parce qu'elle avait reconnu leur Indépendance, avant que la révolution arrivée dans le Ministère Anglais eut montré la nécessité de sceller au plutôt cette démarche.

La suite ci-après.

CHAPITRE XLI.

Lettre au Politique Hollandais sur la premier origine de l'Indépendance Américaine & particulièrement sur Mr. Adams, actuellement Ministre Plenipotentiaire des Etats-Unis de l'Amérique auprès des Etats-Généraux des Pays-bas.

Je suis (*) Citoyen des Etats-Unis de l'Amérique. J'ai vu l'origine de nos premiers troubles; j'en ai suivi les progrès avec une assiduité particuliere; j'ai surtout eu l'attention de ne jamais perdre de vue la conduite des principaux Auteurs de cette mémorable révolution; & je n'ai pas vu sans intérêt & sans la plus vive satisfaction, que vous mettez dans leur nombre, son Excellence John Adams, que l'on peut actuellement nommer Ministre-Plenipotentiaire du Congrès auprès des Etats Généraux, puisque les Sept-Provinces l'ont presque toutes reconnu. Je puis assurer que vous n'avez rien dit sur cet illustre personnage quine soit dans la plus exacte vérité; je n'ai jamais vu personne ni dans l'endroit où il né, ni à Boston où il a vécu, ni au Congrès où il a longtems joué un rôle brillant, qui n'en parle avec éloge; je puis même assurer que j'ai vu les personnes de toutes les opinions & de tous les partis, se réunir pour faire l'éloge de son caractère & de ses mœurs. Nous pouvons

désirer
(*) Effectivement, nous n'avons guere fait que traduire cette piece, que nous tenons d'une voie sûre & authentique.

défier les Réfugiés de Londres de nous démentir sur ce point, puisque le théâtre où il s'est signalé, est trop éloigné pour qu'on puisse s'en procurer facilement des informations ; puisqu'il attire actuellement l'attention de toute la République, j'ai cru devoir vous développer plusieurs autres particularités qui répandront un nouveau jour, soit sur cet illustre personnage, soit sur la Révolution Américaine.

L'Année 1754, les Colonies Anglaïses en Amérique commençant à craindre qu'une guerre n'éclatât avec les Français, imaginèrent de former un Congrès, afin de s'unir pour la défense commune. Telle fut la première ébauche de leur confédération actuelle. Le résultat de leurs délibérations fut un plan pour unir les conseils, les armes, & les revenus de toutes pour leur défense & sûreté mutuelles en cas de guerre, de la manière la moins dispendieuse pour la Grande-Bretagne. Ce projet fit ouvrir les yeux au Cabinet de St. James. Il ne put le goûter. Il prétendit qu'il n'y avait pas un centre d'autorité qui dirigeât les forces de toute la circonférence & qui imposât des taxes pour payer les dépenses. On vit dès lors assez clairement que les progrès du pouvoir & de l'opulence de l'Amérique avaient excité des ombrages dont on avait déjà laissé percer trop de preuves, pour qu'elles échappassent aux yeux pénétrants d'un peuple altier & libre. Il y eut même, surtout dans la Pensylvanie & le Massachusset, des personnes du premier rang & de la plus longue expérience, qui, dès la conquête du Canada sur les Français, ne déguisèrent pas leur crainte que la nation Britannique, dès lors affranchie de toute crainte des Français n'empiétât sur les libertés des Colonies, & ne s'efforçât de les amener à se soumettre absolument à une législation étrangère, qui était bien loin de se signaler par sa sagesse, par sa modération ou par son désintéressement.

A peine les Bretons se virent dans la possession tranquille du Canada, que, dans les diverses Provinces, le Ministère laissa transpirer de violens symptômes de mauvaise volonté pour l'Amérique.

La Suite au No. Prochain.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

 N^o. LXIII. LUNDI, ce 22 AVRIL, 1782.

Suite du CHAPITRE XXXI.

Sur l'Indépendance Américaine & sur Mr. Adams, actuellement reconnu & reçu pour Ministre-Plénipotentiaire des Etats-Unis de l'Amérique auprès des Etats-Généraux.

Les Anglais se virent à peine tranquilles possesseurs du Canada, que le Ministère développa, par des traits frappans, les desseins pervers qu'il avait projetés contre l'Amérique. Je m'étendrai sur quelques particularités, puisque les moindres qui ont servi à faire éclore la grande révolution, doivent intéresser. Les maisons des Douanes furent autorisées à s'adresser aux Cours de Judicature, pour ouvrir de force les maisons, les magasins, les caves, les boutiques, les vaisseaux, les malles, les balots, les paquets &c. &c. & chercher & saisir les effets qui n'avaient pas payé les droits. Bernard, Gouverneur du Massachusetts, avait pour instrument & créature, un nommé Cockle, Officier des Douanes à Salem. Cockle imagina de demander cette permission aux Juges de la Cour suprême. C'était au mois de Novembre 1760. Le Chef de cette Cour, nommé Sewal, hom-

me ardent & jaloux des libertés de sa Patrie, fit naître des doutes sur la légalité de ces sortes de permissions ; mais il mourut avant d'avoir poursuivi cette affaire. Hutchinson, Lieutenant-Gouverneur, entreprit d'affermir l'ouvrage entamé par le Gouverneur Bernard. Il était chef-Justice ; & l'affaire étant portée devant lui, Mr. Gridley, qu'il avait choisi pour soutenir la cause des Douanes, trouva une forte opposition dans les Avocats du parti des Marchands, MM. Otis & Thatcher. Ces derniers prouverent, avec éloquence, qu'une telle pratique était contraire, non-seulement aux principes de la constitution Britannique, mais encore aux droits essentiels de la liberté civile.

Ce fut à l'occasion de ce procès que Mr. ADAMS, jeune encore, attentif à ce qui se passait devant ses yeux, jeta sur l'événement du jour quelques idées qui furent publiées, & qui pourront servir aux Historiens de cette révolution, à pénétrer les vues & les passions qui agitaient alors le Gouvernement Britannique d'un côté, & le peuple de l'Amérique de l'autre. Il représenta sous un jour si défavorable, & les conduite de Bernard, de Hutchinson, d'Olivier, de Payton & des autres Officiers Britanniques, & leurs infractions aux maximes les plus sacrées de la liberté, que depuis il n'a jamais pu leur accorder sa confiance. Il dédaigna, fierement & constamment, de leur avoir aucune obligation. Toutes les espérances que les amis du Gouvernement purent faire briller à ses yeux, toutes les menaces qu'ils purent lui faire, ne firent aucune impression sur son esprit.

Mais ce qui m'est le plus connu, & qui ne l'est guère en Europe. du moins hors de l'Angleterre, ce sont les écrits sortis de sa plume.

Il commença sa carrière littéraire dans les années 1762, 1763, par différentes pièces fugitives, sur les affaires du tems ; mais les titres me sont échappés.

En 1765, il écrivit quelques Lettres, sous le nom de Clarendon à Pym ; elles furent réimprimées dans divers endroits & même à Londres.

L'an.

L'an 1765 , la ville de Braintree, sa patrie , le chargea de dresser les instructions pour leur Représentant , relativement au rappel de l'Acte du Timbre ; ces instructions frapperent si fort les Américains , qu'elles furent adoptées , mots pour mots , par quarante autres districts de la Province.

La même année , il fut choisi par les Habitans de Boston , conjointement avec MM. Otis & Gridley afin de défendre leur pétition au Gouverneur Bernard & au Conseil , pour ouvrir les Cours de justice , sans papier timbré. Vous avez déjà parlé de la dissertation sur le droit canon & féodal , qu'il fit paraître dans le même tems.

En 1768 & 1769 , la ville de Boston le nomma pour rédiger les instructions dont elle voulait charger ses Représentans.

Enfin , en 1770 , il ouvrit une carrière plus brillante. Il fut choisi Représentant de la ville de Boston. Ce fut lui qu'elle chargea de presque tous ses messages pour le Gouverneur Hutchinson. Mais n'étant pas esclave du parti du peuple jusqu'à lui sacrifier l'équité , il fut le premier à défendre la cause du Capitain Preston & de quelques Soldats Bretons qui , provoqués par la populace , avaient fait feu sur elle. Jamais son caractère integre , plein de courage & d'humanité , ne se développa d'une manière plus intéressante. Il défendit vivement la liberté du Barreau & la rigueur des loix contre des orages populaires , aussi violens qu'on peut les supposer , lorsqu'ils ne vont pas jusques à éclater en émeutes ouvertes.

En 1772 on imprima de lui huit lettres au Général Brottelle , sur l'indépendance des Juges , sujet qui intéresse tous les pays & toutes les nations. On n'a rien sur cette matière qui soit aussi savant , aussi profond , dans aucun langage.

La grande question de la Suprématie du Parlement Britannique sur les Colonies fut vivement agitée dans ce tems-là. Jamais il ne s'éleva de question plus délicate & plus épineuse. Mr. Adams , consulté de

tous côtés, sur cette grande affaire, n'eut pas peu de part à la résolution qui fut prise là-dessus dans toutes les Colonies. Leur droit fut présenté si clairement d'après la raison & les faits, que rien ne contribua plus à introduire dans les diverses Colonies cette harmonie & cette union de sentimens qui ne tarderent pas à produire de grands effets.

En 1773, Mr. Adams fut élu par les deux Chambres pour entrer dans le Conseil de sa Majesté ; mais il eut, ainsi que plusieurs autres Patriotes, l'honneur d'en être exclu par la glorieuse négative du Gouverneur Hutchinson.

En 1774, le Gouverneur Gage l'exclut de la même fonction à laquelle les suffrages de ses concitoyens l'avaient encore appelé. La même année, il fut élu membre du Congrès qui s'ouvrit à Philadelphie le 5 Septembre 1774.

On sait que l'année suivante fut mémorable par l'éruption des troubles en violences ouvertes. On vit alors paraître des lettres sous le nom de *Novanglus*, qui furent attribuées à Mr. Adams ; parce qu'on y reconnut son stile & ses principes. On peut regarder ces lettres comme ce qu'il y a de plus satisfaisant sur la suprématie du Parlement Britannique. Mr. Adams ne se borna pas à examiner les choses en Jurisconsulte ; mais portant, suivant sa coutume, sur les affaires, cette politique perçante qui l'a rendu si célèbre depuis ; il prédit toute la révolution qui allait éclore. Heureuse l'Angleterre si, au lieu de rejeter ou de persécuter ces courageux Américains, elle eut prêté plus d'attention à leurs sentimens & à leurs avis !

Depuis ce tems-là, Mr. Adams assista constamment dans le Congrès. On sent ce qu'un homme de ce caractère & de ce génie, dut faire dans ces premières années, dont le prélude devait décider de la grande révolution. Les journaux imprimés du Congrès, quoique secs & succincts, peuvent montrer quelle part il eut aux plus importantes transactions, puisqu'on

qu'on le voit presque toujours appelé dans les Comités qui devaient les décider.

J'étais à Philadelphie au commencement de l'année 1776. Je le vis alors consulté solennellement par les Députés de la Caroline-Septentrionale pour une affaire qui montrait déjà la haute estime que ses talens lui avaient acquise dans toutes les Colonies. Ces Députés vinrent, par ordre de leurs Constituans, lui demander son avis sur la forme de gouvernement que cette Colonie pourrait adopter.

Cette honorable confiance lui donna occasion de développer les premiers germes de ces idées de gouvernement qu'il rédigea ensuite en un système complet pour l'État de Massachusset. Les Députés de la Caroline-Septentrionale envoyèrent cette première esquisse à leurs Constituans. Elle fut communiquée à plusieurs membres. Mr. Adams en étendit encore les idées dans une lettre à Mr. Wyth, qui fut imprimée sous le titre de *Pensées sur le Gouvernement dans une lettre d'un Gentil-homme à son ami*. Cette publication fit éclore une multitude d'idées nouvelles sur les formes du gouvernement qu'on pourrait adapter à chaque Colonie. De-là toutes ces loix constitutives que la plupart de ces États naissans ont déjà adoptées ; on remarque surtout, qu'après celle de Massachusset, ce sont les constitutions de New-York & de New-Jersey qui approchent le plus des principes développés & répandus par Mr. Adams.

On sait que, quoiqu'il ait été consulté par les personnes chargées de rédiger la Constitution de Pensylvanie, il fit plusieurs objections contre certains articles essentiels qu'elles avaient adoptés. Aussi, a-t-on observé que, dans cette constitution, les pouvoirs de la société ne se balancent pas assez pour assurer l'exécution ferme des loix, ou pour avoir une longue durée. Aussi, cette forme de gouvernement n'a pas été aussi goûtée du peuple que les autres ; les remarques que Mr. Adams a laissées, pourront servir à la perfectionner.

On fait que Mr. Adams a déjà débuté dans la carrière diplomatique, sur un théâtre brillant. Il fut envoyé à la Cour de France où il arriva en 1778, & il y fut reçu en qualité de Ministre-Plénipotentiaire, conjointement avec MM. Franklin & Lée.

Vous avez représenté Mr. Adams comme l'Auteur de la constitution de Massachusset; mais vous n'avez pas su tout ce qu'il a fait pour engager le peuple à l'adopter. A son retour à Boston en 1779, il fut choisi membre de la Convention destinée à former une constitution nouvelle. On peut dire qu'il fut alors dans son élément. Cette Convention était composée de 400 membres, qui, après plusieurs débats, laissèrent le soin de cette affaire à un Comité de trente-neuf personnes, dont Mr. Adams fut du nombre. Ce fut lui qui dressa la *Déclaration des Droits*, ou le préliminaire contenant les principes de la Constitution future. Le plan de gouvernement qu'il mit alors sous les yeux de ses concitoyens, fut examiné, paragraphe par paragraphe, par le Comité. Malgré la confiance qu'on pouvait avoir dans ses talens & dans ceux de MM. Bowdoin & Samuel Adams, qui furent ses adjoints, le Comité se trouvait composé de personnes de principes & de goûts bien différens. Les uns étaient prévenus pour les pouvoirs aristocratiques, si dangereux aux droits du peuple; les autres ne respiraient que la démocratie qui, portée à l'excès, ébranle l'autorité du gouvernement dont dépend l'observation des loix. Ces deux partis étaient également jaloux du pouvoir d'un Gouverneur. Mais la confiance que Mr. Adams s'était acquise par ses talens, par ses services, par son désintéressement & par les dangers qu'il avait courus pour servir sa patrie, fit qu'on prêta toujours la plus sérieuse attention à tous ses discours. Il eut la gloire de persuader tous les partis. Les grands propriétaires furent gagnés par la perspective des charges que la nouvelle Constitution offrait à leur ambition; les pauvres se laissèrent séduire, en voyant qu'on

ne les avait pas oubliés; & leur ambition fut aussi flattée par le droit de suffrages & les grandes espérances, données à tous ceux qui avaient des talens, de s'élever au niveau des plus puissans. La forme de la Constitution distribuée dans toute la Colonie, réunit tous les esprits; l'unanimité fut d'autant plus glorieuse, que de tous les Américains, on fait que ceux de Massachusset sont les plus ardens, les plus fiers, les plus jaloux de leurs libertés; & par conséquent les plus difficiles à persuader. Son plan de gouvernement fut adopté, à quelques changemens près, mais de peu de conséquence. La Providence semblait l'avoir envoyé en Amérique, pour cet important ouvrage; car à peine fut-il consommé, que le Congrès le fit repartir une seconde fois pour l'Europe.

Ici finit le manuscrit de l'Américain; nous avons cru pouvoir y ajouter les détails suivans que nos observations sur les événemens publics nous ont mis à portée de faire.

Depuis que Mr. Adams se trouve en Europe, sa conduite publique, sans avoir paru dans un jour aussi frappant, a peut-être eu des suites plus intéressantes que lors de son séjour en Amérique. On doit présumer qu'il a entretenu une correspondance habituelle & régulière avec le Cabinet de Versailles; aussi, depuis son retour en Europe, a-t-on remarqué que ce Cabinet a, relativement à l'Amérique, adopté un système d'activité & d'assistance navale, marqué par l'envoi d'une flotte à Rhode-Island, qui, tenant en échec celle des Anglais à New-York, a facilité le commerce; & surtout par l'envoi de Mr. de Grasse à la Chesapeake, qu'on peut regarder comme l'expédition décisive pour l'Indépendance Américaine. On fait trop, par ses conversations particulières, combien il était épris de ce système d'opérations, pour douter qu'il n'ait beaucoup contribué à le faire

adopter. Pour assigner la part qu'il a eue à ces mesures, il faudrait avoir eu accès à des documens secrets, qui ne verront peut-être jamais le grand jour; ou qui du moins ne seront publics, que dans bien des années; lorsque les événemens présens seront dans le lointain, & dans la perspective, propre aux Historiens qui voudront en tracer le tableau.

Si, cependant, l'on fait bien attention à la conduite publique de Mr. Adams, dans cette République; on ne peut s'empêcher de le regarder comme un politique profond, sage & heureux. L'indignation & le ressentiment répandu généralement, contre les Anglais, ne put échapper à son œil pénétrant. Il en conçut de favorables augures; &, malgré les cris furieux des Anglomanes, il crut toujours qu'une occasion favorable ne tarderait pas à s'offrir. Connaissant à fond le grand art de profiter des circonstances, dont tant de Ministres, regardés de nos jours comme de grands hommes d'Etat, n'ont jamais su le secret, il saisit habilement le moment de la fermentation causée par la démarche de la Ville d'Amsterdam contre le Duc de Brunswyk, pour instruire les Etats-Généraux du caractère qu'il était chargé de déployer devant eux. Bien persuadé en même tems que, dans un pays libre, l'opinion du peuple influe beaucoup sur les déterminations du Gouvernement, & que, pour gagner cette opinion, il convient de l'instruire, il eut soin de répandre, dans son Mémoire présenté aux Etats-Généraux, toutes les raisons les plus frappantes & les plus propres à montrer la nécessité & les avantages d'une alliance entre les Etats de l'Amérique & les Pays-bas-Unis. Les partisans de l'Angleterre & les créatures du parti vendu à l'Ennemi, trouverent ce Mémoire diffus & fastidieux; mais, aveuglés par la passion, ils ne s'appercevaient pas que tous les détails qu'il renferme étaient nécessaires dans une circonstance où il s'agissait de proposer des liaisons nouvelles, & que ces particularités, qu'ils traitaient de pédantesques, étaient

étaient analogues au goût de la nation, & faisaient la plus vive impression sur toutes les classes des citoyens. Aussi, leur impatiente ardeur ne tarda pas à se développer dans toutes les conversations particulières ; tous les Ecrivains avoués, non d'un parti suspect, mais du corps de la nation, étendirent encore ces idées, & familiarisèrent si bien les esprits avec l'idée d'une alliance avec l'Amérique, qu'à la seconde démarche de Mr. Adams, on demandait à grands cris ; pourquoi une affaire aussi intéressante n'était pas prise plus à cœur par les corps politiques du Gouvernement. Aussi, la Province de Frise, qui, dans les tems présents, s'est singulièrement distinguée par ses vues & ses propositions patriotiques, fut la première à se décider en faveur de l'Indépendance Américaine & de l'admission de Mr. Adams. Cette démarche fit d'autant plus d'honneur aux Frisons, qu'on ne peut la regarder comme une suite du changement de Ministère en Angleterre. L'ardeur & l'unanimité qui se sont développées sur le même sujet dans les autres Provinces, présentent une époque dont les annales de notre patrie n'offrent aucun autre exemple (a). L'avantage & la bonté de cette

(a) Les *considérations contre le Mémoire de Mr. Adams*, après avoir été souvent annoncées dans les papiers publics par *Bennet & Hake*, libraires de Rotterdam, le sont présentement par *Ten Bosch*, Libraire à Utrecht ; avec les *interrogatoires* du Traître Galloway ; un de ces Réfugiés Américains, dont les savantes informations ont servi de base à la politique si profonde du ministère Anglais, de bienheureuse mémoire. Mais on n'a pas, comme auparavant, eu l'impudence d'annoncer qu'il se trouvait dans ces interrogatoires, des particularités sur le caractère de Mr. Adams ; depuis que nous avons relevé l'ignorance ou la mauvaise-foi de l'Ecrivain de ce pamphlet, qui, pour mieux donner le change, supprime les noms de baptême, & ne fait qu'un seul individu de tous ceux qui portent le nom d'Adams en Amérique. Au reste, ce Mémoire, digne de tout le mépris qu'il a essuyé,

démarche ont paru d'une manière si frappante que, malgré l'animosité des partis qui déchiraient, dit-on, le sein de cet Etat, tous se sont réunis pour la faire réussir. On y procède même avec une majestueuse solennité, qui fait à l'Amérique un honneur qu'elle ne peut attendre d'aucun autre Etat. En Frise, où le gouvernement est en grande partie démocratique, le peuple s'est expliqué, avec sa promptitude & son impétuosité ordinaires, par la Résolution des Etats. Dans les autres Provinces où le gouvernement est en grande partie Aristocratique, les différens corps de citoyens ont fait entendre leurs vœux par les Députations ou par les Requêtes. Les Régens, paraissant ne suivre que l'impulsion & le vœu du peuple, ont décidé les assemblées des Etats. On peut dire que cette Indépendance a été proclamée, non-seulement par les Souverains mais encore par tous les individus de la nation. Il me semble, en voyant les Provinces, se déclarer tour-à-tour, sur ce sujet, entendre chacune faire une espèce d'hommage à l'Amérique. Il me semble les entendre prononcer ces mots : „ Américains : „ vous avez à notre exemple, pris les armes pour „ repousser la tyrannie. Vous avez comme nous „ brisé le joug. Comme nous, vous avez affermi „ votre indépendance sur le succès. Puisque la „ fortune a si bien couronné votre courage, nous „ vous reconnaissons dignes de figurer à côté de „ nous, parmi les nations indépendantes. A la vue „ de ces deux révolutions, Esclaves espérez ! Ty- „ rans tremblez ! ”

est suffisamment réfuté par les Requêtes des classes différentes de citoyens & par les résolutions unanimes de tous les corps politiques ; dont tous les membres, quoiqu'ils diffèrent d'opinion & de parti, ont regardé la reconnaissance de l'Indépendance Américaine, comme une mesure si évidemment avantageuse & nécessaire, qu'aucun d'eux n'a osé s'y opposer.

P. S.

P. S. Il est encore des gens que l'évidence ne peut persuader ; ils veulent toujours douter que l'Angleterre puisse renoncer à l'Amérique : les deux pièces suivantes nous ont paru aussi frappantes que propres à convaincre les plus incrédules.

Lorsque les Généraux Howe & Burgoine furent revenus d'Amérique , la chambre des Pairs resta assemblée jusqu'à minuit pour examiner leur conduite. A la première interrogation qu'on leur fit , ils répondirent : „ A chaque pas qu'on fait dans le „ pays on y trouve des postes fortifiés par la na- „ ture ; les Troupes des Insurgens bien discipli- „ nées , entendant parfaitement la petite guerre , „ & la fortification de campagne. Le pays est dis- „ posé de manière qu'il est presque impossible de „ s'y faire des intelligences , coupé par des Rivières „ larges , profondes , rapides , par des torrents ; „ couvert de bois , de marais , il est impossible d'y „ faire la guerre avec quelque apparence de suc- „ cès , avec toutes les forces qu'on pourroit y en- „ voyer.” Un long silence régna dans toute la salle. Un des membres l'interrompit en disant que cela était connu. Si on le savait dit le Général Howe , il était inutile d'y envoyer des troupes ; si on l'ignorait , c'était plus qu'imprudence. Tout le monde se tait , se regarde , & se lève. L'examen finit là.

Voyez les défenses de Howe & de Burgoine.

Lettre de Mr.

Y-a-t-il rien de plus extravagant que de voir l'Angleterre prétendre encore soumettre un pays trente fois grand comme elle-même ? La population s'augmente en Amérique par les Français , par les Anglais mécontents . par les Allemands : la population diminue en Angleterre par les flottes qui dévorent l'es-

l'espece humaine , par les Indes qu'il faut peupler, par les Armées qu'il faut envoyer au dehors. Chaque année ajoute un degré de plus à l'indépendance Américaine. Ce n'est pas quelques petits avantages dans des rencontres, quelques forts pris & rendus, quelques frégates brûlées ou démâtées qui peuvent relever l'espérance des Anglais. Ce qui la ruine, c'est que le Congrès prend plus de stabilité; c'est que les Américains s'accoutument à exister sans la mère-patrie; c'est qu'on a le temps de remédier aux inconvéniens qui suivent les premiers instans d'une révolution; c'est que les peuples se forment en corps d'Etat, reconnaissent des Législateurs & perdent toute espece de considération pour des Généraux qui viennent proposer un joug.

Ce n'est ni une poignée de Français, ni les milices des Etats-unis qui assureront l'indépendance; c'est l'éloignement des Isles Britanniques; c'est le cours des Evénemens; c'est ce sentiment secret, qui persuade à chaque homme que la liberté est le premier des biens, & un droit de la condition humaine qu'on fait valoir dès que les circonstances le permettent.

C H A P I T R E XXXI.

Sur Mr. de Capelle de Poll & sur les Redevances ou Servitudes féodales.

La fermentation causée par les délibérations provinciales sur l'Indépendance Américaine, ont fait reparaitre sur la scene un Homme d'Etat de cette République, que son courage, ses talens & les persécutions qu'il a essuyées, ont illustré dans les circonstances présentes. Il paraissait condamné au malheur qui n'a été que trop souvent le lot des patriotes assez courageux pour préférer leur devoir aux dignités; mais tout à coup paraissent au grand jour deux pieces qui montrent; l'une, que dans l'ob-

scu.

sécurité même où une cabale puissante semblait le tenir relégué, il avait jeté les germes des liaisons actuelles avec l'Amérique; & l'autre, que la nation dont il a défendu les droits, saisit avidement cette circonstance qu'il a fait naître, pour reconnaître les services qu'elle a reçus de lui.

Extrait d'une lettre de Mr. le Baron de Capelle de Pol à S. Ex. Mr. Livingston &c.

En date d'Amsterdam, le 6 Juillet 1779.

„ Il est fâcheux qu'au moment où l'Espagne se déclare, il n'y ait aucune Négociation d'entamée. Les esprits sont dans une fermentation qui cessera peut-être, ou d'elle-même, ou par quelque léger avantage des Anglois, ou même parce qu'ils n'opéreront rien. Dans l'esprit de bien des Gens, le crédit de l'Angleterre chancelle & celui de l'Amérique se fortifie: d'où il résulte que le temps d'entamer une Négociation est arrivé. *A peine une Brebis a-t-elle passé le Pont*, dit le Proverbe Hollandois, *que les autres suivent.* Tout l'art consiste à le lui faire passer.

„ S'il m'est permis de dire mon avis (sauf correction), le Congrès ferait bien d'envoyer ici, & plutôt que plus tard, un Homme distingué & d'intelligence qui veillât à ses Affaires. Il n'est pas encore temps d'accueillir un Ministre Public des Treize-Etats-Unis. La République, à ce que je crois, ne le fera jamais, à moins qu'elle ne soit en guerre avec la Grande Bretagne, ou que cette Puissance, pour obtenir la Paix, ne reconnaisse l'indépendance de l'Amérique. Toutefois, il est nécessaire, ce me semble, que la Personne, que le Congrès destine ou destina à devenir un jour son Ministre dans ces Provinces, s'y rende d'abord, y garde *l'incognito*, &, séjournant comme particulier, s'instruise de la Langue & des Usages du Pays, &, ce qui est de la plus grande importance, fasse, à l'exemple du Chevalier Yorke, des connaissances, des liaisons, sans perdre un moment de vue les Affaires de l'Amérique, jusqu'à ce que le temps soit venu de déployer son caractère public: époque qui ne peut absolument pas être fort éloignée, puisqu'il n'est pas concevable que la Grande Bretagne puisse soutenir long-temps la
guer.

guerre. Un tel Personnage rendrait un grand service à l'Amérique."

Extrait de la Réponse de S. Ex. Mr. Livingston à Mr. le Baron de Capelle de Poll.

De Trenton, le 15 Mars 1780.

J'ai traduit en Anglais votre Lettre & en ai envoyé la Copie au Congrès qui l'a reçue avec joie. Il y a apparence que c'est en conséquence que Mr. Laurens, ancien Président de Congrès, a été envoyé en Hollande pour y négocier un Emprunt; sans doute qu'il est muni d'autres pouvoirs, ignorés du Public. C'est un excellent Homme, avec qui j'ai tenu une correspondance suivie, tant qu'il a été à la tête du Congrès.

(Signé) *Livingston.*

Jamais, dit la Gazette de Leide depuis la fondation de la République, la Nation n'a montré plus unanimement qu'aujourd'hui son amour pour les principes qui sont la base de sa Constitution, ainsi que pour les Régens généreux & éclairés, qui s'en sont montrés les courageux Défenseurs. Préalablement à la détermination des Etats, les Communes de Zwoll avoient pris une Résolution, par laquelle, en consentant à la continuation de tous les Impôts de l'année dernière, ainsi qu'à l'augmentation de la Taxe des Terres pour un quart, elles ont déclaré s'attendre, „ qu'avant de demander un nouveau Consentement pour les Taxes, les Services Féodaux, [que les Grands-Baillis exigent des Cultivateurs dans la Province,] seraient supprimés; & que le Baron *der Cappelle*, Seigneur de *Pol*, (qui, ayant démontré l'injustice de ces Services, anciennement rédimés par une Contribution actuellement existante, avoit été privé de l'exercice de son droit de comparaître à l'Assemblée) seroit réadmis aux Séances de l'Ordre Equestre & des Villes; que de plus, les trois Villes (de Deventer, Campen, & Zwolle) en général, celle de Zwolle en particulier, seroient maintenues dans le droit de former la pluralité avec un seul des Membres de l'Ordre de la Noblesse, conformément à la Déclaration de l'Ordre Equestre & des Villes en date du 4. Avril 1597, afin que dans la suite, au cas que cette attente fût frustrée, les Communes ne se voient pas

pas obligées de suspendre leur Consentement aux Impositions publiques."

„ Après s'être expliquées ensuite sur plusieurs autres Points relatifs aux Finances de la Province, les *Communes* de notre Ville ajoutent dans leur Résolution: „ qu'elles se prêtent à tous ces arrangemens, dans l'attente que l'Ordre Equestre & les Villes consentiront aussi sur le même pié dans tous les dits Impôts, sans aucune exemption; vu que, faute d'un pareil Consentement, les *Communes* suspendroient le leur à toutes Charges extraordinaires, comme si jamais elles n'y eussent consenti: enfin, elles terminent leur Résolution par les paragraphes suivans."

„ Et, attendu que plusieurs des sus-dites Pétitions ont été occasionnées par des engagements contractés à l'insçu & sans le consentement des *Communes-Jurées*, qui sont néanmoins d'avis qu'elles ont non-seulement droit de concourir aux délibérations sur les moyens de satisfaire à ces engagements, mais aussi à celles pour juger si de tels engagements sont réellement utiles & nécessaires, les *Communes* persistent par la Présente dans la Déclaration qu'elles ont faite en date du 26 Mars 1781, & ce avec d'autant plus d'instance aujourd'hui, qu'à leur grande douleur elles ont vu jusqu'ici si peu de fruit des *Sommes immenses déjà accordées pour le salut de la Patrie affligée.*"

„ Les *Communes*, convaincues avec les Habitans de cette Ville, & ceux de toutes les Provinces-Unies, de la nécessité de reconnoître l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique, d'admettre leur Ministre en sa qualité, & d'entamer les Conférences qu'il a offertes pour la conclusion d'un Traité de Commerce & de Navigation, & concevant que, pour plusieurs raisons, il convient de ne pas user de plus longs délais à cet égard, s'assurent & s'attendent, que les Echevins & le Conseil s'accorderont non-seulement avec elles à cet égard, mais qu'ils porteront aussi une Résolution de la part de cette Ville audit effet, le plus promptement possible, en l'Assemblée de l'Ordre Equestre & des Villes, & qu'ils feront tous les efforts en leur pouvoir, afin que cette affaire soit conduite à conclusion durant la présente Séance, pour autant que cela concerne cette Province, recommandant en conséquence la Requête ci-jointe des Négocians de la manière la plus favorable."

„ Les

„ Les Communes de la Ville de Deventer ont pris également une Résolution des plus vigoureuses, annonçant les mesures qu'elles se proposent d'exécuter, au cas que les Etats de la Province ne suppriment avant la fin de l'année les Services féodaux, que les Grands-Baillis exigent des Cultivateurs avec l'injustice la plus évidente.

La Suite au No. Prochain.

Extrait d'une Lettre de la Haye 19 Avril 1781.

Voici l'aurore d'un jour plus brillant pour la République. L'époque est enfin arrivée où elle renonce à jamais à ses anciennes liaisons, pour en former de nouvelles, qui donneront une base nécessaire à son existence politique, & lui procureront les moyens, de devenir aussi riche, aussi puissante, aussi respectée, que jamais.

Aujourd'hui les Députés aux Etats-Généraux des Pays-bas-Unis ont, d'après les ordres unanimes de leurs constituans respectifs, RECONNU L'INDE'PENDANCE DES ETATS-UNIS DE L'AME'RIQUE.

Ces Feuilles périodiques paraissent régulièrement, tous les Lundis à Amsterdam, chez J. A. Crajenschoot; à Harlem, chez Walree; à Leide, chez Luzac & van Damme, & Les Freres Murray; à la Haye, chez J. van Cleef, Detune, van Drecht & La Veuve Staatman; à Gouda, chez Van der Kios; à Rotterdam, chez Bennet & Hake, & D. Vis; à Dordrecht, chez Blussé; à Deventer, chez Leemborst; à Groningue, chez Huyzingh; à Nimegue, chez Van Goor; à Arnhem, chez Troost; à Bois-le Duc, chez J. H. Pallier, à Hambourg, chez J. G. Virchaux & chez les principaux Libraires des Pays-Bas.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

Nº. LXIV. LUNDI, ce 29 AVRIL, 1782.

Suite du CHAPITRE XXXXI.

*Sur Mr. de Capelle, Seigneur de Poll, & sur les
servitudes féodales.*

Lorsque la Commune Jurée de la Ville de Zwol eut présenté au Vénérable Magistrat de la même Ville, sa Résolution du 5 de ce mois, concernant l'abolition des Servitudes féodales & le rétablissement de Mr. van der Capellen, &c. ce Seigneur trouva bon de faire remettre le 10 du même mois au Corps de la Commune l'Adresse suivante :

NOBLES ET VÉNÉRABLES SEIGNEURS, MESSIEURS LES
JURE'S DE LA COMMUNE DE ZWOL,

La manière également noble & décente dont, par votre Résolution du 5 de ce mois, vous avez trouvé convenable de soutenir le Souffigné dans sa position fâcheuse, lui inspire ces sentimens de reconnaissance & de vénération que l'on doit naturellement attendre de la part d'un Régent & d'un Habitant qui, privé de tout autre secours efficace, s'est vu, depuis environ quatre ans, privé de la Protection des Loix de son Pays. Il se trouve donc obligé de témoigner sa plus vive Reconnaissance à Vos Nobles & Vénérables pour les efforts qu'ils ont bien voulu

tenter en faveur de son rétablissement, dont, à la vérité, il n'aperçoit jusqu'à présent aucun effet ni ne goûte aucun fruit ; mais dont il craint même de ne pouvoir obtenir l'avantage, du moins pendant les six premiers mois qui vont suivre ; par rapport à la dissolution apparente & prochaine de cette Assemblée Provinciale ; à l'exemple de ce qu'à sa grande mortification, il fut obligé d'essayer par le passé, étant constamment renvoyé, sans qu'il fût rien statué, d'une Diète à l'autre.

Le Souffigné prend donc la liberté de s'adresser derechef à *Vos Nobles & Vénérables*, dans la ferme confiance & persuasion que *Vos Nobles & Vénérables* continueront d'agir en cela d'une manière conforme à ce que la Justice de la Cause du Souffigné, la Dignité du Gouvernement, les Intérêts & la Sureté des Habitans paraîtront mériter à *Vos Nobles & Vénérables*.

Ce faisant, &c.

(Signé)

J. D. VAN DER CAPELLEN TOT DEN POLL.

D'ailleurs, la Commune renouvelle encore une fois sa Résolution prise sur le Point des Services de Bailliage, sur le rétablissement de Mr. de Capellen de Pol, la Décision à la Pluralité à l'Assemblée de l'Ordre Equestre & des Villes ; dans l'attente que Mrs. les Magistrats voudront bien, pendant ce Recès même, en faire prévenir, par Mrs. leurs Députés à l'Assemblée de l'Ordre Equestre & des Villes.

Quant à la dernière Période de cette Proposition, avancée par la Commune, le Magistrat y réplique en substance : Que Mrs. de la Régence avaient déjà chargé leurs Committés à l'Assemblée-Provinciale d'agir, à cet égard, de concert avec les autres Villes. Mais, comme les Committés des deux autres Villes ne se trouvaient pas pourvus d'Instructions relatives à cet objet, que d'ailleurs ils adhéraient au sentiment de la Noblesse touchant les Services de Bailliage & l'Expulsion de Mr. van der Capellen de l'Assemblée, il ne fut rien décidé. Ce qui obligea la Commune à prendre le 13 du même mois la Résolution suivante : „ La Commune, ne persiste dans ses Résolutions antérieures concernant „ l'Imposition sur les Feux & le reste : ” Insistant de nouveau sur sa Résolution prise touchant le Point des Services de Bailliage, la Réadmission de Mr. van der Capelle de Poll, & l'Article de la Pluralité de Voix ; elle s'attend en-
core

core que Mrs. de la Régence voudront bien charger leurs Committés à la Diète , d'en donner connaissance à l'Ordre Equestre & aux Villes, même durant la tenue de cette Assemblée. Sans répondre à cette Instance réitérée, Mrs. de la Régence ont trouvé bon de dissoudre l'Assemblée de la Commune Jurée jusqu'à une Convocation ultérieure.

Ceux qui se rappellent encore avec enthousiasme les amples privilèges dont jouissaient nos peres avant & dans le tems de la révolution, & qui savent que l'idée de ces privilèges a entretenu dans la nation cet esprit de liberté qui opéra la prise d'armes contre Philippe, contemplent avec plaisir, dans ces Résolutions des Communes, quelques restes de l'ancienne démocratie Beligique. En voyant avec quelle ardeur elles se déclarent pour Mr. de Capelle, plusieurs demandent encore ce qu'a fait ce courageux citoyen, pour avoir éprouvé une exclusion rigoureuse des Assemblées d'Etat, & même des animadversions publiques qui, dans des tems plus tranquilles, auraient peut-être été portées plus loin.

Il est bon de savoir que les Etats d'Overyssel sont composés de la Noblesse & des trois villes principales, Deventer, Campen & Zwol. Ces trois villes forment une espece de Souveraineté particuliere. Elles ne sont soumises aux Etats que pour les impositions auxquelles elles ont consenti. Le plat pays est divisé en cinq bailliages, appelés *Drosterjes*, savoir Saland, Twente, Vollenhoven, Yssel-muiden & Haksberg, outre le grand Baillage de Hasselt. Le pouvoir des Baillis, Nobles ou *Drosts*, est très-grand dans les choses civiles; aussi les procédures judiciaires n'ont pas été inutiles pour la restreindre. Mais leurs prétentions sur la liberté civile des payfans, respirent encore l'ancienne servitude féodale. Ils prétendent avoir droit d'en exiger annuellement certaines redevances qu'il faut racheter en payant deux florins pour chaque feu. Ce joug, quoique léger, a tellement révolté ceux qui s'y trouvaient soumis, qu'ils ont tout fait pour le faire lever. En 1631, cette redevance annuelle fut rachetée par une compen-

fation; & elle fut totalement abolie par une Déclaration, confirmée en 1657.

Cependant l'année 1776, Messieurs les Drosts imaginèrent d'acquérir par une Résolution des Etats, le droit de percevoir ces redevances. Comme ils forment les cinq premiers membres de la Noblesse, ils gagnèrent facilement l'Ordre équestre dans les Etats; le Baron de Capelle était alors absent; & les villes de Deventer & de Campen, ayant consenti volontiers, l'affaire passa avec le succès désiré. Zwol opina qu'elle voulait bien, par condescendance, permettre que ces servitudes fussent rachetées, mais non par chaque payfan, tête par tête, ce qui semblait retracer une servitude odieuse dans un pays libre; mais par chaque village qui se cottiserait lui-même en offrant une certaine somme. Les Drosts qui ne voyaient pas dans la servitude par tête, l'esclavage de leurs semblables, mais une mine d'or plus abondante que la cottisation proposée par la ville de Zwol, puisqu'on dit que la capitation vaut au Drost de Twente seul, jusqu'à mille ducats, combattirent la proposition de Zwol. Ils firent passer la proposition qui flattait à la fois leur ambition & leurs intérêts. Mais Zwol protesta formellement contre cette démarche. Cette protestation donna lieu d'examiner ces singulieres prétentions. Elles parurent d'autant plus révoltantes, que les Drosts percevaient encore l'augmentation assignée à leurs honoraires, lorsqu'en 1631, on avait aboli les redevances.

Les affaires se trouvaient en cet état, lorsque de cet ordre même de citoyens qui jadis regardaient comme un appanage de leur dignité, de tyranniser leurs semblables comme des êtres d'une espèce inférieure, s'éleva un défenseur de la liberté & des droits inhérens à tous les individus de l'espèce humaine. Le Baron de Capelle, Seigneur du Poll, plein de cet enthousiasme qu'inspire la vertu dans les cœurs justes, altiers, nourris de sentimens républicains tels qu'il s'en trouve,

dans

dans les tems les plus malheureux, se présenta pour soutenir la cause des payfans opprimés. Ce jeune Régent, en entrant dans l'administration s'était, dit on, proposé de ne jamais accepter aucun emploi; aussi suivait-il par sa conduite un chemin tout opposé à celui que prennent ceux qui aspirent aux honneurs. Dès l'an 1773, il s'était déclaré vivement, en présence même du Stathouder, contre l'augmentation des troupes de terre; il avait prouvé l'inutilité, le danger même de cette augmentation; indiquant la marine comme le point où devaient se porter les efforts de l'Etat pour tirer cette source essentielle de notre prospérité, de l'état de décadence où elle se trouvait. Il ne déguisa pas ses sentimens sur d'autres sujets, non moins délicats. Il insista, dans le même discours, sur le danger d'admettre les étrangers dans les emplois auxquels les nationaux, à raison des impositions qu'ils payent, ont le premier & le plus juste droit. Lorsque le tems arriva de renouveler les commissions en Overyffel, il écrivit une lettre au Prince, pour montrer que les loix exigeaient que ces commissions fussent remplies d'après une nomination de quelques personnes. Il rapela au Prince, qu'il avait, ainsi que tous les autres Administrateurs, juré l'observation de ces loix. Il représentait, avec courage & décence, les suites dangereuses qui devaient résulter de leur inobservation. Mais cette lettre resta sans réponse. Le Baron fit alors dans les Etats d'Overyffel, une proposition par écrit, où il soutenait les mêmes principes. Mais la plus grande partie des membres, attachés au Prince, comme le sont la plupart des Nobles des Provinces de terre, méprisèrent les observations d'un Patriote ardent. Le Baron tenta vainement de s'opposer à cette démarche par une protestation. Le Prince remplit les Commissions, sans attendre aucune nomination.

Dès le commencement des troubles entre l'Angleterre & l'Amérique, le Cabinet de Londres avait formé le projet d'envelopper cette République dans sa

querelle. De là toutes les manœuvres du Chevalier Yorke, pour répandre l'idée que cette nation n'avait qu'un même intérêt avec l'Angleterre ; que nous étions même intéressés à l'aider à conserver les Colonies qui échappaient de ses mains ; sous prétexte que la prépondérance Britannique était le fondement de notre existence & la source de notre prospérité. De là ces insinuations malignes contre la France, que les Anglomanes représentaient toujours comme l'Ennemie naturelle de notre commerce, de notre liberté, de notre religion ; de là enfin, tant d'efforts pour empêcher que le soulèvement des Américains ne fût comparé à notre insurrection contre l'Espagne ; de peur que cette conformité d'histoire ne déterminât nos dispositions pour un peuple que notre exemple avait certainement encouragé à prendre les armes pour repousser la tyrannie. En conséquence, le Roi d'Angleterre, pour commencer à enchaîner ce pays à ses intérêts, envoya une lettre pressante, pour obtenir les Régimens Ecoffais qui sont au service & à la solde de cette République. Le Prince d'Orange se chargea d'en faire la demande. Dans toutes les Provinces, cette affaire se concluait en faveur de l'Angleterre avec une précipitation extraordinaire, lorsque le Baron de Capelle se présenta dans les Etats, pour s'y opposer avec chaleur & fermeté. Il montra tous les dangers de cette démarche qui n'allait à rien moins qu'à nous enchaîner à l'Angleterre, & peut être, d'après les événemens qu'on pouvait pressentir, à nous précipiter dans une guerre semblable à celle de 1742. La ville d'Amsterdam fit une opposition semblable ; mais d'une manière plus modérée & plus politique, ainsi qu'il convient à un Corps, qui ne marche jamais avec la chaleur & l'impétuosité d'un seul individu.

Le Baron, toujours conduit par sa jalousie pour la liberté, vit encore, dit-on, dans la proposition du Prince, un projet caché pour faire augmenter le nombre de ses Régimens ; en cherchant à faire remplacer les Ecoffais qu'on aurait envoyés au Roi Bri-

tannique; ainsi qu'il arriva, lors qu'on fit partir des Troupes pour nos établissemens dans les Indes-Occidentales.

Il suffit de jeter un coup-d'œil sur notre constitution pour appercevoir ce que peut le caractère ardent & intrépide d'un Administrateur éclairé, n'aimant que la Patrie, inaccessible à l'intérêt. Ainsi le Baron devait embarrasser singulièrement ceux qui étaient inclinés à procurer l'augmentation périlleuse de la puissance militaire & à faire goûter les mesures dangereuses du Ministère Britannique. On épiait l'occasion de l'humilier; mais peu à peu, sans recourir à des remèdes violens. On commença par effacer des Registres toutes les Protestations du Baron contre l'avis du Prince. Enfin, arriva la querelle sur les Servitudes Baillivales. Le Baron, croyant, conformément aux principes qu'il avait adoptés, qu'en qualité d'Administrateur, il était obligé, par son devoir & par son serment, de s'opposer à l'injustice & de prendre la défense des citoyens opprimés dans leurs droits & leurs libertés, entra dans l'arène contre les oppresseurs des payfans. Il fit paraître, le 13 Avril 1778, un discours, adressé à l'Assemblée des Etats, en faveur des payfans d'Overyffel. Il commença par montrer que l'établissement primitif des servitudes auxquelles on voulait les assujettir, s'était fait d'une manière illégale. Il prouva, par des documens authentiques, qu'elles avaient été abolies depuis plus de trois cens ans; que Philippe même le Tyran, s'y était opposé. Il n'oublia pas de rapeler la résolution par laquelle les Etats avaient augmenté les appointemens des Drosts en 1631, à condition qu'ils n'exigeraient plus ces redevances odieuses. Cependant, pour indemniser, en quelque façon, les Drosts actuels qui les avaient perçues de bonne-foi, le Baron proposa de leur donner une fois pour toutes une somme tirée de la caisse de la Province & de prendre une résolution formelle & solemnelle, par laquelle ces pratiques

odieuses dans un pays libre, fussent supprimées sans retour. Mais la générosité de cette indemnification fut rejetée. Loin qu'on prêtât une oreille favorable à l'ardeur & à l'humilité des suppliques que les payfans apportèrent de tous côtés, à la lecture de la proposition du Baron, ses adversaires profitèrent de cette occasion pour le perdre. Ce vertueux Administrateur, pour avoir eu le courage d'instruire une portion opprimée de ses Concitoyens, des vrais fondemens de la liberté, des droits & des intérêts de la société, fut dépeint comme un artisan de révolte & de sédition. On saisit cette occasion pour prendre contre lui des mesures violentes. Pour satisfaire à la fois le ressentiment que son opposition faisait naître & le mettre hors d'état d'en faire encore usage, il fut, le 23 Octobre 1778, par une Résolution des Etats d'Overyssel, condamné, pour cause de Séduction du Peuple, de Calomnie, de mauvaise Intention &c. &c. *à retirer son discours, à témoigner son repentir pour les expressions injurieuses qui s'y trouvaient, ainsi que pour l'avoir imprimé & répandu & en promettant de se mieux comporter à l'avenir.* Vainement Zwol & le Bourguemaître Greven de cette ville protestèrent contre cette Declaration, à la fois atroce & grotesque. Elle passa à la pluralité; mais le cœur altier & généreux du Baron ne put se soumettre à cette lâche humiliation. Un Fiscal fut aussitôt nommé pour le poursuivre en justice. Mais avant qu'il eût commencé les procédures, les Etats firent, au mépris des protestations antérieures, paraître une publication où ils déclaraient vouloir bien, pour cette fois, pardonner *miséricordieusement* aux payfans qui avaient en l'audace de leur présenter des Requêtes; voyant bien, disaient-ils, qu'ils s'étaient laissés égarer par Mr. de Capelle, ajoutant en même tems que c'était la plus insigne des faussetés, que d'avoir avancé qu'aucun Habitant eût jamais payé un liard pour le rachat des servitudes Baillivales. Cet arrêt fut affiché dans toute la Province & à la porte de
tou-

toutes les églises. Le Baron, voyant ses efforts patriotiques représentés dans un jour si flétrissant pour son honneur, eut recours au Stathouder, dans sa qualité de Chef de la justice. Il commença par lui rappeler que son serment de Stathouder lui imposait l'obligation de défendre les droits, les libertés & les privilèges, non-seulement des corps politiques; mais encore de chaque individu. Il se répandit en plaintes touchantes sur l'injustice exercée envers sa personne. Il s'étendit même sur des particularités qui prouvaient la justice de la cause qu'il avait défendue. Il réclamait vivement l'interposition constitutionnelle du Stathouder; demandant ou d'être rétabli dans son droit d'assister aux assemblées d'Etat, ou d'être jugé par un tribunal impartial. Mais le Prince, tenant le Baron pour coupable, regarda cette affaire sous un autre point de vue. Il crut même que les Etats avaient droit d'exiger de lui une satisfaction. Il fut d'avis que la cour Provinciale de Gueldre, quoique remplie de membres unis par le sang, aux parties du Baron, fût autorisée, non à rendre justice à Mr. de Capelle, mais à déterminer l'espèce de satisfaction que cet infortuné citoyen pourrait donner, afin d'être rétabli dans son droit d'assister aux Etats. On sent combien ce procédé dut irriter une ame aussi fière. Le Baron envoya une seconde Réquisition au Prince Stathouder; protestant fortement contre une décision aussi singulière, qu'il n'avait, disait-il, aucunement sollicitée. Il soutint que son prétendu crime & sa disgrâce certaine ne devaient pas dépendre d'une déclaration arbitraire; mais d'une décision prononcée par un arbitrage impartial qu'il accepterait, & qui connaîtrait les loix & coutumes d'Overyssel. Enfin, il répéta, ce qu'il avait déjà prouvé, par des chartes émanées depuis l'an 1336: que les Redevances Bailleurs n'avaient jamais été perçues légalement; qu'on ne les avait levées que par adresse ou extorsion; sans

oublier que les anciens Souverains, qu'un Charles-Quint, qu'un Philippe qui avait fait abjurer son autorité par sa tyrannie, avaient eu l'œil contre cette usurpation, toujours renaissante, au point d'assigner une amende au Drost qui percevrait une de ces Redevances & au payfan même qui l'aurait payée. Il comparait son histoire avec celle de Rutger de Haerfotte, Drost de Saland, qui, quoique appelé devant le même tribunal en 1668 pour *haute-trabison*, conserva, pendant le cours des procédures, sa place dans l'Assemblée des Etats. Il annonçait la résolution qu'il avait prise, au cas d'un plus long déni de justice ou d'accomodement amiable, de recourir, quoiqu'à regret, aux voies judiciaires. Enfin, la nécessité le força à une démarche d'éclat. En témoignant combien il souffrait de cette juste nécessité, en se montrant toujours prêt à accepter un accomodement à l'amiable, en sollicitant, à cet effet, l'interposition & les bons offices des Députés Ordinaires; enfin, en protestant, solennellement & sous serment, de la pureté de ses intentions, il demanda une citation contre les Etats *pour cause de diffamation*; requérant qu'ils fussent condamnés ou, à suivre, dans peu, l'exécution de leur action de menaces, ou à l'ensevelir pour toujours dans l'oubli, & à lui donner la satisfaction réelle qu'il avait droit d'exiger, en qualité d'Administrateur, comme eux, & d'innocent persécuté. Mais après les traitemens que Mr de Capelle avait éprouvés, il devait s'attendre à tout: sa citation fut rejetée. L'Ordre équestre déclara, sans détour, qu'il ne voulait paraître en justice avec lui que sur le pied proposé par le Prince-Stathouder. Les villes garderent le silence. Ainsi, par une fatalité bien revoltante dans un pays libre, la justice se trouva fermée à celui qui avait voulu la faire rendre aux autres. Ainsi, un Citoyen, un Administrateur qui a montré son patriotisme par sa conduite, sa vertu par son désintéressement, & ses lumieres par ses écrits,

se

se trouve non seulement depuis trois ans hors d'état d'emploi dans sa patrie : que ses principes sur la Neutralité, sur l'amélioration de la Marine, sur la protection du Commerce, sur le maintien des Loix fondamentales auraient pu servir si utilement ; mais il se voit encore flétri par une déclaration publique. Il est vrai qu'on ne l'a pas absolument déposé, comme vingt-neuf membres du Conseil de Campen avec le Bourguemaître Roldanus, le furent pour s'être opposés, sous la minorité du Prince à un Règlement qui leur paraissait contraire aux Privileges des villes. Il est encore membre de l'Etat. On lui donne entrée libre aux documens de l'Assemblée : ses honoraires de cent florins par an, en qualité de Noble inscrit dans l'ordre équestre, lui sont payés régulièrement ; mais tout accès aux Assemblées lui est fermé ; le placard où il est déclaré calomniateur & séducteur du peuple subsiste encore ; non-seulement on ne pense pas à lui faire réparation d'honneur ; dans une des dernières Assemblées provinciales, la Noblesse, sur ses sollicitations pressantes d'un arrangement à l'amiable, fit même une déclaration singulière. Elle répondit qu'une telle démarche blesserait l'honneur & la considération des Etats : qu'ils en seraient responsables à la postérité ; que leur dignité exigeait au contraire que le Seigneur de Poll, leur fît une satisfaction judiciaire de l'atteinte qu'il avait porté à leur honneur ; expressions d'autant plus ridicules, que non seulement la justice n'a jamais été fermée à la Noblesse, mais que le Seigneur du Poll a, depuis le mois de Novembre 1779, fait tous ses efforts pour amener ses parties devant son tribunal.

En lisant ce récit, qui, quoique partial, parce qu'on doit l'être pour une cause juste, ne contient cependant que la plus exacte vérité, on se demande quel intérêt pouvait avoir le Baron de Capelle, en défendant une portion d'hommes opprimés ? Les paysans d'Overyssel ne pouvaient lui ouvrir la porte ni des hon-

honneurs, ni des richesses. Attaquant les prétentions d'un ordre distingué d'hommes, dont il était membre par sa naissance, il attaquait ses propres intérêts. Il devait s'attendre au ressentiment des autres Nobles, à la disgrâce des dispensateurs d'emplois, aux persécutions des uns & des autres, & peut être, comme il n'arrive que trop souvent, à l'indifférence de ceux qu'il voulait servir; mais qui, ayant des ménagemens à prendre envers leurs oppresseurs, auraient pu lui répliquer : nous *voulons porter ce joug; que vous importe, si vous ne le sentez pas?* Hélas ce langage n'a été que trop souvent celui des peuples familiarisés à l'esclavage, comme les Compagnons d'Ulysse s'habituerent à leur métamorphose. L'homme est fait pour être libre; la liberté est un appanage essentiel de son être; son cœur sent un penchant naturel à se révolter contre le joug; mais l'éducation ne change que trop souvent le fonds des inclinations; l'habitude devient une seconde nature; & des peuples entiers se glorifient tous les jours de faire partie d'un grand empire, soumis à un joug de fer. Mais les payfans d'Overyffel n'ont pu s'empêcher, dans un pays où tout retrace les monumens de la liberté, de sentir réveiller dans leurs cœurs, le penchant naturel qui dit : *je suis libre*. Ils ont élevé la voix; dans un tems où les sentimens changent tous les jours en mieux; elle ne se perdra pas sans doute dans les airs. A n'envisager même la question que sous le point de vue des droits de l'humanité & de la nature, ces prétentions sont odieuses & révoltantes. Comment ! une Province entiere doit-elle être réduite à l'esclavage pour satisfaire l'ambitieuse cupidité de cinq individus? Dans une République bien gouvernée, n'est-ce pas à l'Etat & non à des individus que l'on doit payer les impôts? Toute imposition par tête ne renferme-t-elle pas quelque chose d'odieux qui révolte des ames libres? Indépendamment de l'abolition prononcée formellement contre ces servitudes, l'offre de les supprimer sans retour en

of-

offrant une espece d'indemnisation aux intéressés, devrait-elle rencontrer des oppositions ?

Ce n'est pas , comme on voit , par les pieces insérées à la tête de ce Chapitre , seulement la ville de Zwoll , qui semble comparaître en faveur de ce Patriote courageux. Les Communes de De-venter , conjointement avec celles de Zwoll , viennent de faire un pas éclatant en sa faveur. Mais ces Communes ne pouvant plus se faire entendre , à cause du silence qu'on vient de leur imposer , quand ce digne citoyen aura-t-il recouvré ses droits ?

Les liaisons avec l'Angleterre sont rompues à jamais. Les nouvelles relations , où la République est sur le point d'entrer avec l'Amérique , promettent des avantages considérables à ce pays. On ne peut nier que cette alliance prochaine ne soit un coup d'état pour la République. Dans un tems où les principes adoptés par ce Seigneur patriote , deviennent le système de l'Etat , le laissera-t on languir dans l'obscurité , privé des services qu'il peut rendre.

Ce n'est que depuis peu que nous avons eu l'occasion & l'honneur de lier connaissance avec Mr. le Baron de Capelle de Poll ; d'après ce que nous avons vu & d'après ce que nous savons , nous pourrions tracer son caractère ; comme nous n'y mettrions que les traits avoués par ses adversaires , mais sous un autre point de vue , & que nous anticiperions sur notre plan de tracer l'histoire des affaires présentes , nous laisserons aux lecteurs à l'apprécier & à le peindre , d'après les faits que nous venons d'exposer.

Nous ne sommes point du sentiment de ceux qui , de cette histoire lamentable , ont tiré des conséquences odieuses contre le caractère de notre Prince-Stadhouder. On fait que la multiplicité de ses occupations l'a empêché de s'instruire du fonds de cette affaire ; on fait , à n'en pouvoir douter , qu'il

a souvent désiré qu'elle eût pris un tour bien différent ; & que, sur les informations ultérieures qu'il a reçues, il s'est trouvé tout-à-fait disposé à faire rendre justice au Gentil-homme opprimé. Qu'on ne dise donc pas qu'il a été l'Auteur de tous ces troubles en Overijssel, & que les Nobles n'ont été que les instrumens de son ressentiment particulier contre le Seigneur du Poll. Aussi a-t-on lieu d'espérer que le Stathouder cédant, ainsi que le Roi d'Angleterre, à la nécessité d'épouser un nouveau système sur les ruines de celui qui a porté les deux Etats sur le bord de leur ruine, saura faire rendre justice aux bons citoyens persécutés.

Système politique de la République d'après des documens publics.

Un des partisans aveugles des Anglais, perfides du Stathouder, & conséquemment détracteur de tous les bons patriotes, continue toujours à défendre nos ennemis, à répandre des insinuations malignes contre nos nouveaux alliés. Il serait inutile de répondre sérieusement à ce méprisable Ecrivain. Il suffira d'insérer ici les pièces publiques qui peuvent montrer que des Ecrivains des deux partis suivent le système du gouvernement, ou qui sont ceux qui voudraient soulever la nation contre les principes & la conduite de l'administration actuelle.

Le 5 de ce mois, à Enkhuysen, dans une Assemblée de la Régence, Mr. Augustin Hendrik Duyvensz, Bourguemaitre-Régnant, ne s'est pas contenté d'exprimer son aversion pour une Paix particulière : mais, voyant la pluralité se déclarer contre lui, il demanda que son Avis fût inséré dans les Notules ; ce qui lui ayant été refusé, en vertu, dit-on, d'une certaine Résolution, dont on ne put assigner la date, ce courageux Régent se réserva, pour sa décharge, de re-
cou-

courir à un autre Tribunal, celui du Public & de la Postérité.

Il y avait, dit-il, un Serpent caché sous les offes de l'Angleterre. Les Anglais étaient, il est vrai, nos anciens Alliés, nos Freres de Religion; mais de tels Alliés, de tels Freres avaient, par leur injuste Aggression, perdu toutes leurs relations avec nous. Ils n'avaient pas seulement foulé aux pieds la sainteté des Engagemens; ils avaient commencé par violer le Traité de Breda par le Brigandage & la Piraterie; ils avaient pris par une Violence scandaleuse nos Colonies & ruiné lâchement les Habitans. Enfin, voyant actuellement que notre Marine est sur un meilleur pied; que la France a repris tous les Etablissmens qu'ils nous avaient volés & que, par les précautions qu'elle a prises pour sauver notre Cap & nos Indes-Orientales & par d'autres Services encore, elle est devenue notre Alliée, au point que nous sommes prêts de concerter les Opérations avec elle, pour porter un plus grand préjudice à l'Ennemi; & surtout que cette Province a déjà reconnu l'Indépendance de l'Amérique & Mr. Adams pour Ministre de ce nouvel Etat, les Anglais commencent à nous offrir l'Olive de la Paix. Mais, en acceptant cette offre, sur la Base du Traité de 1674 & l'Armistice proposé, nous reconnaissons de nouveau ce fatal Traité; & dans le même tems le ruineux Acte de Navigation de *Cromwel* en 1654; . . . & nous rentrons, comme auparavant & pour toujours, sous les Liens de l'Angleterre. Ainsi, ce Royaume conserverait par l'un ou l'autre côté cette puissante influence sur notre Constitution, qui nous a portés sur le bord du précipice; sur quoi, nous serons toujours exposés à ses coups, à ses violations, comme nous l'avons éprouvé avant cette Guerre. Voilà donc toute l'indemnisation que nous retirerions des Pertes énormes que nous avons effuyées? Nous aurions été outragés & pillés; & l'on nous rendrait comme une faveur le Droit que nous avions déjà avant la Guerre! Non! *l'Angleterre est épuisée*; quant à nous, la plus grande perte que nous pouvions faire, est faite; les Vaisseaux qui pouvaient mettre en Mer cette Année sont, ou vendus ou non-prêts, & nous avons une occasion qui ne s'offrira peut-être jamais plus, d'abjurer à jamais tout Traité & conséquemment toute Dépendance avec l'Angleterre. Puisque les Dépenses sont faites, nous devons en tirer parti; nous n'avons à faire qu'à un Ennemi épuisé,

se, & c'est le moyen d'obtenir une Paix-Générale. En un mot, nous ne pouvons faire une Paix particulière avec l'Angleterre, sans le Consentement de la France & sans la Stipulation expresse de pouvoir commercer librement dans l'*Amérique-Septentrionale*.

En conséquence, je suis d'Avis que nos Députés aux Etats soient chargés spécialement de rejeter les Préliminaires offerts par l'Angleterre, jusqu'à ce qu'on sache s'ils sont du goût de la France, & que par la Paix qui se ferait, tous les anciens Traités entre cette République & l'Angleterre soient déclarés annullés & la Liberté entière de la Navigation stipulée.

La Suite au N°. Prochain.

Ces Feuilles périodiques paraissent régulièrement, tous les Lundis à *Amsterdam*, chez *J. A. Crajenscbot*; à *Haarlem*, chez *Walree*; à *Leide*, chez *Luzac & van Damme*, & *Les Freres Murray*; à *la Haye*, chez *J. van Cleef*, *Detune, van Drecht & La Veuve Staatman*; à *Gouda*, chez *Van der Klos*; à *Rotterdam*, chez *Bennet & Hake*, & *D. Vis*; à *Dordrecht*, chez *Blussé*; à *Deventer*, chez *Leemhorst*; à *Groningue*, chez *Huyzingh*; à *Nimegue*, chez *Van Goor*; à *Arnhem*, chez *Troost*; à *Bois-le Duc*, chez *J. H. Pallier*, à *Hambourg*, chez *J. G. Virchaux* & chez les principaux Libraires des Pays-Bas.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

 N°. LXV. LUNDI, ce 6 MAI, 1782.

Suite du CHAPITRE XLI.

Sur le système de la République d'après des documens publics.

De tous les Documens qui ont paru, sur les circonstances dans laquelle se trouve cette République, on n'a rien vu de plus fort que la Requête présentée par les Habitans d'Enkhuisen. Ils ont tranché le mot. Ils appellent formellement les Anglais, *nos Ennemis Naturels*. Après avoir remercié la Regence d'avoir pris une Résolution favorable à l'admission de Mr. Adams, en qualité de Ministre-Plénipotentiaire des Etats-Unis de l'Amérique, ils ajoutent, que le nom de ceux qui ont contribué à ce grand ouvrage sera en Bénédiction chez la Postérité la plus reculée. Ils représentent l'Union entre les deux Républiques comme la plus Naturelle qui pouvait se former, soit par la conformité d'Histoire & de Constitution, soit par les intérêts réciproques de Commerce. Ils exhortent leurs Régens à rejeter l'offre d'une Paix particulière, que l'Angleterre ne leur offre que par la crainte des suites fâcheuses qu'elle doit éprouver d'une Alliance entre l'Amérique & les Pays-Bas-Unis. Dans ces circonstances critiques, ils ne peuvent s'empêcher de représenter avec cette respectueuse liberté qui caractérise les libres West-Frisons, combien ils sont prévenus contre ces offres artificieuses; quoique la Guerre soit le plus grand

fléau pour la Pêche, qui forme une portion de leur subsistance ; mais qu'elle est encore préférable à une Paix équivoque & déshonorante.

Un Lord osa dire en plein Parlement, en parlant de la Hollande en 1673, qu'il fallait détruire Carthage ; nous disons à notre tour (& tout le Peuple répond Amen) quel'orgueilleuse Albion doit être humiliée, si nous voulons goûter les douceurs de la Paix. Jamais Royaume sous le Ciel n'égala l'Angleterre en perfidie, ingratitude, cruauté, insolence & tyrannie. — A ne commencer que par le Regne d'Elisabeth, à quel point cette Reine n'a-t-elle pas porté la dissimulation, l'infidélité, l'ambition envers cette République naissante ? — L'odieux Tyran Cromwell, avec quelle indignité n'a-t-il pas rompu les Traités les plus sacrés ? Son Acte de Navigation, ses Barbaries contre nous dans toutes les Parties du Monde, ses persécutions contre le Restaurateur de notre Liberté, Guillaume III, en sont des preuves convaincantes. — Rappellerons-nous la funeste Paix de 1713, où, par la corruption du Ministère Anglais & la lâcheté de la Reine Anne, nous perdîmes tous les fruits d'une Guerre longue & sanglante ?

Les Supplians, après avoir rappelé, sous les traits les plus odieux, les Pirateries des Anglais sous le Regne actuel, n'oublient pas cette Réponse insolente du Lord Suffolk à Mr. de Welderen ; que, quoique le Commerce en question ne fût pas prohibé par les Traités, „ il n'entraît pas dans la convenance du Ministère Anglais, de s'en tenir aux Traités dans les circonstances présentes. — Ils n'oublient par les cruautés commises par Rodney.

Ils finissent par assurer que l'Angleterre ne saurait être notre Alliée naturelle, ni notre Sœur de Religion ; car sa conduite & des preuves authentiques peuvent montrer que la plus grande partie de cette Nation est infectée d'Impiété & de Dérèglement. En conséquence, ils demandent qu'on agisse au plutôt de concert avec la France ; qu'on se lie des Nœuds les plus étroits avec nos Freres les Américains-Séptentrionaux ; que l'on rejette avec une noble fierté les offres de la Cour Anglaise & qu'on n'ait aucune confiance dans notre Ennemi naturel, le Roi d'Angleterre, &c. &c.

Les Habitans de Schiedam ont présenté le 8 d'Avril une Requête, où ils se plaignent vivement qu'on ait manqué à la Promesse faite depuis si longtems de mettre le Commerce

merce & la Navigation de ce Pays dans un état respectable de défense. Ils remercient en même tems la Régence „ de la conduite qu'elle a tenue, relativement à leur Requête pour qu'on *reconnût* l'Indépendance de l'Amérique Septentrionale, *qui promet d'être si salutaire*, espérant qu'un Traité avantageux de Commerce, si vivement désiré, au cas d'un délai inattendu ou de quelque Avis déclinatoire de la part des autres Hauts-Confédérés, sera conclu par les Etats de cette Province, de concert avec ceux de Frise & les autres, qui voudront imiter l'exemple donné le 9 octobre 1649 par les Province de Gueldre, de Hollande & de Frise, qui firent alors avec le Dannemarc un Traité d'Alliance Défensive & de Commerce, relativement au Péage du *Sund*.”

Ils ajoutent, „ qu'ils seraient injure à la Politique profonde, au Jugement éclairé de leur Régence, s'ils supposaient que la crainte ou quelque autre idée pût leur faire écouter les Intrigues artificieuses & les Propositions sûrement Ennemies de la Grande Bretagne, par la Médiation d'une Souveraine, qui depuis trop longtems amuse & berce ce Pays de Promesses; & qu'Elle ne perdra aucuns momens qui deviennent tous les jours plus précieux, pour faire avec la France & l'Amérique devenue libre un Traité d'Assistance, d'Amitié & de Commerce, qui, dans la destination favorable de la Providence qui s'offre, serait destiné à obtenir par le tems une Paix qui, aux yeux & pour le Repos de l'Europe, fût humiliante pour l'injuste Breton & honorable & avantageuse pour ces Pays. Aucun de nos Zélés & Bien Intentionnés Concitoyens ne balancera pas un moment de convenir qu'une Réconciliation sur la Base d'un Traité foulé trop scandaleusement aux pieds par les Bretons & d'une Suspension d'Armes qui, dans ces circonstances, ne serait favorable qu'à nos injustes Agresseurs, & ne serait pas de la moindre utilité à notre chère Patrie, pour son Commerce, ses Navires & ses Etablissmens; leurs offres ne venant que de l'épuisement où la Justice Divine a déjà réduit l'Angleterre & de la crainte que notre Union avec la France, l'Espagne & l'Amérique, nous mette en état de nous indeminiser à notre tour à leurs dépends. &c. &c.”

La Proclamation de l'Indépendance-Américaine & la Résolution de concerter la Guerre avec la France, donneront, à ce qu'on espere, une nouvelle énergie à nos Opérations publiques. La maniere dont on s'est décidé pour ce dernier Point, ne peut être bien saisie

que par l'Extrait suivant des Résolutions de L. H. P. les Seigneurs Etats-Généraux des Provinces Unies des Pays-Bas.

Lundi le 25 Mars 1782.

Oui le Rapport de Mr. de Lynden de Hammen & autres Députés de Leurs Hautes Puissances pour les Affaires Etrangères, en conséquence de la Résolution Commisforiale du 12 de ce mois, étant examiné le Mémoire de Mr. le Duc de la Vauguyon, Ambassadeur de Sa Majesté le Roi de France auprès de la République, pour établir avec cette Cour la manière dont on pourrait arranger ensemble pour la Campagne prochaine, les Opérations sur Mer contre l'Ennemi Commun. Sur quoi ayant été délibéré, il a été trouvé bon & arrêté qu'il sera répondu à Mr. le Duc de la Vauguyon, Ambassadeur de Sa Majesté le Roi de France, sur son dit Mémoire.

„ Que c'est avec bien du contentement & de la satisfaction que L. H. P. ont reçu l'assurance de la Continuation de l'Affection de S. M. envers la République, de son desir de favoriser leurs vues; ainsi que de la disposition favorable de S. M. de lui donner des preuves réelles, tant dans la Conjoncture présente, que dans toutes les autres où le Repos & le Bien-Etre de la République seraient intéressés; que L. H. P. ayant déjà dans cette Guerre reçu des preuves de l'Amitié de S. M. à l'égard de leurs Possessions dans les Indes Orientales & Occidentales, & particulièrement à l'occasion de la Conquête de l'Isle de St. Eustache, conquise par ses Armes, en sont pénétrées de Reconnaissance, & que n'ayant rien plus à Cœur que d'entretenir & de cultiver par tous les moyens convenables l'Affection de S. M. pour cette République (Affection que L. H. P. mettent au plus haut prix,) & d'en agir à cet égard avec toute la Candeur & la Droiture les plus parfaites, Elles en avaient pris en conséquence leurs Résolutions du 4 du courant, dont Elles avaient donné connaissance à Sa Majesté."

„ Qu'à l'égard de la Résolution, par laquelle S. A. le Prince d'Orange & de Nassau est prié, dans sa qualité d'Amiral Général de l'Union, d'arranger pour la Campagne prochaine avec la Cour de France, un Concert convenable d'Opérations Navales contre l'Ennemi commun, L. H. P. ayant fait attention au desir de S. M., contenu dans ledit Mémoire, tendant à ce que L. H. P. annonçassent ultérieu-

re.

rement leur intention sur un sujet si important par une Déclaration amicale & précise ; Elles ne font point de difficulté de déclarer ouvertement dès - à - présent , que lorsque le Plan des Mesures communes sur Mer contre l'Ennemi commun sera arrêté , L. H. P. ne s'écarteront réciproquement en aucune manière , ni pour quelque raison que ce soit , de l'exécution du Concert d'Opérations navales arrêtées pour la Campagne prochaine , & qu'Elles ne s'en laisseront détourner que d'un Consentement réciproque.

Et sera remis Extrait de la présente Résolution de Leurs Hautes Puissances par le Directeur Tinne , dans l'absence de l'Agent van den Burch de Spieringshoek , à Mr. le Duc de la Vauguon.

Accordé avec le susdit Registre.

On fait que le Plan dont il est question , est enfin arrêté & conclu , & qu'en conséquence Mr. le Duc de la Vauguon tient des Conférences avec S. A. S. , conjointement avec un Committé. Cette manière de procéder doit singulièrement étonner les Bretons qui , à la Nouvelle de la Proposition d'une Paix particulière , faite par le nouveau Ministre Anglais , ne suivant que l'opinion défavorable qu'ils avaient conçue du courage & de la fierté de notre Nation , annonçaient emphatiquement que nous nous empresserions de courir au devant de cette offre. Que le mépris & l'indignation avec lesquels cette offre a été rejetée , leur apprennent enfin que la Nation Belgique , d'abord difficile à se déterminer , ne revient pas aisément des impressions qu'elle a reçues. Aussi Mr. Wentworth , à son retour en Angleterre , n'a pu s'empêcher d'avouer qu'il n'y avait aucune espérance que l'offre d'une Paix particulière put réussir , vu les dispositions des Hollandais ; il parle avec le dernier étonnement de la chaleur & de l'activité avec lesquelles tous les Districts des Provinces Unies poussaient l'Affaire de la Reconnaissance de l'Indépendance Américaine.

Extrait du Registre des Résolutions de L. H. P. les Etats - Généraux des Provinces - Unies.

Lundi 22 Avril 1782.

Monsieur Boreel , qui a présidé à l'Assemblée la Semaine
N 3 der.

derniere, a rapporté à Leurs Hautes Puissances & leur a notifié, que Mr. John Adams, Envoyé des Etats-Unis de l'Amérique, s'était rendu Samedi dernier chez lui & lui avait remis une Lettre de l'Assemblée du Congrès, écrite à Philadelphie le 1er Janvier 1781 & contenant une Créance pour le susdit Mr. Adams, afin de résider en qualité de son Ministre-Plénipotentiaire près de L. H. P.: Sur quoi délibéré, il a été trouvé bon & arrêté de déclarer par la Présente, que le susdit Mr. Adams est agréable à L. H. P.; qu'il sera reconnu en qualité de Ministre-Plénipotentiaire, & qu'il lui sera accordé Audience ou assigné des Commissaires, lorsqu'il le demandera. Et sera donné connaissance de ce que dessus au susdit Mr. Adams par l'Agent van der Burch de Spieringshoek.

W. VAN CITTERS, vr.

H. FAGEL.

Toutes les pieces que nous venons de rapporter servent à consacrer les principes du *Politique-Hollandais*. Ceux qui s'efforcent de le faire passer pour un *brûlot*, un *démagogue* qui a précipité la nation dans la démarche qu'elle vient de faire, avec tant d'éclat en faveur des Etats-Unis de l'Amérique, lui font un honneur qu'il ne croit pas mériter.

Il aurait assez d'amour-propre pour se faire gloire d'un événement aussi brillant; s'il avait contribué pour quelque chose à sa réussite. Mais il a trop de bonne foi pour sacrifier l'intérêt de la vérité à celui de sa gloire personnelle. C'est la démarche insensée de l'ancien Ministère Anglais en rompant avec la République; c'est la politique sublime de MM. de Vergennes, Franklin & J. Adams; c'est la reprise de St. Eustache, de Demerary, d'Essequibo, des Berbices par les Français; c'est le tonnerre de l'artillerie, qui fit à York-town tomber une armée Anglaise aux pieds des Français & des Américains; c'est le succès de la proposition extraordinaire du Général Conway; c'est la chute de l'ancien Ministère Anglais, voilà ce qui a serré les liens de ce pays avec la France & l'Amérique. Le *Politique-Hollandais* a de tems en tems pris parti dans des affaires d'Etat; mais plutôt en Historien qui suit la marche des événemens pour en

en exposer le tableau fidele, qu'en Rhéteur qui cherche à remuer les esprits. Il serait singulier que le *Politique Hollandais & confors* eussent déterminé une démarche où toute la nation s'est empressée de se porter. Il aurait, avec ses *confors*, une gloire dont peu d'Orateurs, dans aucune République, aient jamais pu se flatter. Cette gloire serait d'autant plus singulière, qu'il écrit dans une langue qui n'est pas la nationale, & qui n'est guere entendue que des personnes d'un certain rang. Au reste, ceux du parti contraire ont eu toute liberté de publier aussi leurs sentimens à les entendre, leurs productions étaient autant de chefs d'œuvres; il faut aussi leur accorder la gloire d'avoir défendu leur cause avec toute l'adresse, toute l'érudition, & toute l'habileté qu'on pouvait y mettre. Mais pourquoi les événemens sont-ils venus à l'appuy des *Sophismes & faux raisonnemens du Politique-Hollandais & Confors*; lorsque le sentiment contraire était si bien prouvé dans des chefs-d'œuvre, publiés la plupart, non par lambeaux, mais en entier; non dans une feuille obscure, mal écrite & méprisée; mais dans le célèbre *Courier du Bas-Rhin*, qui plaïsante si finement & qui se fait lire avec tant d'intérêt de ceux même qui ne pensent pas comme lui? Mais pourquoi la nation Hollandaise est-elle dépourvue de goût, de jugement & de lumieres, au point de préférer des Raisonneurs Sophistiques qui ont ourdi sa perte à des Ecrivains qui brillent à la fois par la justesse des raisonnemens, par la délicatesse des pensées & par la noblesse des sentimens?

Il est vrai que l'idée d'envoyer un Ministre Américain de la part du Congrès paraît avoir été inspirée par le courageux Baron de Capelle, un des plus intrépides membres de l'ancienne opposition. Mais combien d'événemens étaient nécessaires pour la faire réussir? Il a fallu que Mr Laurens fût pris. Il a fallu que la corde qui tenait la caisse de ses papiers, n'ait pas été coupée assez promptement. Il a fallu que ses papiers aient servi de prétexte aux Anglais qui, cherchaient à rompre en guerre ouverte avec ce pays dans l'idée, suivant les Lord North & Stormond,

qu'un Ennemi déclaré est préférable à un faux ami. Il a fallu qu'en conséquence le Congrès ait nommé Mr. Adams pour remplacer leur Envoyé détenu à la Tour de Londres. Il a fallu que les Anglais aient pris St. Eustache & les établissemens de la Guyane Hollandaise. Il a fallu que tous ces établissemens aient été repris par les Français. En un mot il a fallu la prise de Cornwallis, & d'après cela, la résolution de se borner à une guerre défensive, de faire une paix ou une trêve avec l'Amérique : quand on rassemble tous ces événemens, qu'on dise si ce n'est pas leur éloquence foudroyante plutôt que les raisonnemens de tel ou tel Auteur politique qui ont déterminé cette nation à déclarer hautement & solennellement l'indépendance de l'Amérique, & à s'unir étroitement avec la France? Ne semble-t-il pas, en contemplant l'enchaînement de tous ces faits, qu'il y avait une providence, fatiguée des crimes des Bretons, & les préparant, par toutes ces épreuves douloureuses, à la dernière humiliation qu'ils viennent d'essuyer de la République. En effet, la manière dont l'Indépendance Américaine vient d'y être reconnue, & l'offre d'une paix particulière rejetée, sont les soufflets les plus sanglans que l'Angleterre pouvait jamais recevoir. Ce ne sont pas là, il faut l'avouer, des vaisseaux de 70 canons; mais de pareilles résolutions annoncent dans la nation une énergie, un enthousiasme, qu'on aurait cherchés vainement auparavant; & de cette énergie & enthousiasme, de la part d'une nation, encore riche & puissante, on ne peut s'empêcher d'attendre de grands efforts & de vigoureuses opérations.

P. S.

Il nous est échappé dans la feuille pénultième, page 168, un anachronisme d'autant plus essentiel, qu'il sert de base à un raisonnement en faveur de Mr. Adams. Le mémoire de ce Ministre Américain aux Etats-Généraux ne vint point, comme nous l'avons dit, à la suite de la démarche de la ville d'Am-
ster-

Amsterdam, contre Mgr. le Feld-Maréchal, Duc de Brunswick; puisque ce mémoire est daté du 19 Avril & celui de MM. Temminck & Rendorp du 8 Juin. Nous n'avions consulté que notre mémoire pour travailler ce morceau; & malheureusement elle nous a été infidèle. Ainsi l'on pourrait faire disparaître l'erreur de la période en question, en la rectifiant de la sorte: „ Connaissant à fond le grand art de profiter des circonstances dont tant de Ministres, regardés de nos jours comme de grands hommes d'Etat, n'ont jamais su le secret, il saisit le tems de cette fermentation, pour instruire les Etats-Généraux du caractère qu'il était chargé de déployer auprès d'eux. Ses lettres de créance, datées du 1er Janvier 1781, arriverent à propos. Le démarche qu'il fit pour instruire les Etats Généraux, fut comme un signal pour la ville d'Amsterdam. Peu de tems après elle présenta au Prince-Stathouder son fameux mémoire contre le Duc de Brunswick.” Bien persuadé &c.

Ce passage ainsi rectifié, n'offre plus de prise à la censure. A cette occasion, il n'est pas inutile de finir ce chapitre par les passages suivans tirés de la Révolution de l'Amérique par le fameux Abbé Raynal.

„ Si l'Apothéose est due à l'Homme, c'est à celui, sans doute, qui combat pour son Pays. Mettez son Image dans vos Temples. — Ce sera le Culte de la Patrie. — La Postérité dira: Voilà ceux qui ont affranchi la moitié d'un Monde, & qui, travaillant à notre bonheur, quand nous n'étions pas encore, ont empêché qu'à notre Naissance nous n'entendissions des Chânes retentir sur notre Berceau. — Que n'ai-je reçu le Génie & l'Eloquence des célèbres Orateurs d'Athènes & de Rome! Avec quelle Grandeur, avec quel Enthousiasme, ne parlerais-je pas des Hommes généreux, qui, par leur Patience, leur Sagesse & leur Courage, éleverent ce grand Edifice! *Hancock, Franklin*, les deux *Adams* furent les plus grands Acteurs dans cette Scene Méorable. — La Postérité les connaîtra tous. — Le Marbre & le Bronze les montra-

ront aux siècles les plus reculés. En les voyant, l'Ami de la Liberté sentira ses yeux se remplir de larmes délicieuses, son Cœur tressaillir de joie."

CHAPITRE XLII.

Sur la Constitution & les Troubles de la République de Geneve.

Lettre au Politique Hollandais.

Quoique j'habite depuis longues années, le territoire des Provinces Unies, je me fais gloire d'être citoyen de Geneve. Quoique j'aye visité bien des pays étrangers, j'ai toujours porté ma patrie dans le cœur : tout ce qui pouvait l'intéresser, m'a toujours intéressé ; & je n'ai jamais négligé de recueillir toutes les pièces qui la regardent ; j'y ai ajouté quelquefois mes propres observations ; & voyant le public jaloux d'avoir des informations fideles sur l'origine de nos troubles & sur les principes de notre constitution, j'ai cru qu'il ne verrait pas avec indifférens les fruits de mon zele patriotique. J'ai choisi pour leur donner une publicité, votre feuille, préférablement à toutes celles qui paraissent périodiquement sur les événemens ou sur les affaires politiques ; parce que tous vos principes respirent le même esprit de liberté qui brûle mon cœur, & qu'ils s'accordent avec les principes que mon esprit a adoptés. Quand j'ignorais que vous êtes presque notre compatriote ; je fais que vous devez être le concitoyen de tous les vrais Républicains. Je suis loin de croire que les troubles civils d'un Etat doivent être tournés en ridicule ; parce que cet Etat n'embrasserait qu'un cercle fort étroit ; & que les citoyens doivent en être comparés à des enfans sous la férule, parce qu'ils ne se heurtent pas en masse de dix-à-vingt millions. Je suis encore moins de ceux qui s'exaltent en voyant de grands Etats promener chez leurs voi-

sins

lins le carnage & la dévastation ; & jettent un regard dédaigneux sur un petit peuple qui s'agite & se déchire pour se donner une forme de gouvernement. C'est encore un problème si le suicide est défendu par la loi naturelle ; mais personne n'a jamais osé soutenir l'homicide.

Geneve n'est pas une ville indifférente dans le système de l'Europe. Elle est située près des défilés du Fort des Cluses dans le mont Jura. Elle importe d'autant plus à ses voisins, qu'étant fortifiée, elle pourrait devenir une place d'armes. De Huningue à Lyon, la France n'a pas une forteresse considérable. Sa situation, ses alliances, son commerce étendu, les arts & les sciences qui florissent dans son sein, les hommes illustres qu'elle a produits, l'affluence des étrangers qui se font un plaisir de la visiter, tout concourt à lui donner autant de célébrité que d'importance. Il n'est donc pas étonnant si les troubles dont elle est agitée, attirent la curiosité générale.

Quoique le fonds de notre constitution ait existé dans les tems les plus anciens, Geneve ne peut guere dater sa liberté que de l'an 1535. Cette année fut l'époque de la réforme dans cette ville & de l'expulsion totale de l'Evêque Pierre de la Beaume qui avait abandonné la ville deux ans auparavant. Ce n'est pas que la liberté n'eût poussé des germes longtems auparavant ; mais ce n'étaient que des rejettons ébauchés ; l'esprit de liberté s'était même développé par des éclats assez violens ; mais, comme il n'y avait ni ordre, ni système suivi, on peut comparer notre état avant cette époque à l'Etat de la ville d'Utrecht sous ses Evêques.

Qu'il me soit permis de remarquer à cette occasion que, dans la République des Provinces-Unies, on ne soupçonne presque pas la nature de la liberté politique. Dans quelques campagnes, comme en Frise & dans les Ommelandes, le peuple peut encore être appelé du titre de citoyen ; mais dans toutes les villes & dans tout le reste de la République, il ne

ne regne qu'une Aristocratie , proprement dite ou l'Aristo - Monarchie la plus indépendante. Ce pays a passé pour être gouverné démocratiquement. Cependant le peuple des villes , les Bourgeois n'ont pas la moindre autorité ni dans l'administration des affaires politiques , ni même dans la nomination des Administrateurs. En Gueldre il ne reste plus aux Corporations ou Confréries qu'un squelette d'autorité. En Overysseel le college des Communes n'est qu'un corps d'Aristocrates ; puisque la nomination n'en dépend point de la Bourgeoisie. Ils ne subsistent que pour la forme & pour faire croire au peuple qu'il a consenti aux impôts ; quand il a reçu la sanction de ces corps. Je crois que Groningue & Dort sont les seules villes , où la Bourgeoisie puisse se flatter d'avoir quelque part au gouvernement , uniquement par son influence dans la nomination de quelque -uns des Magistrats.

Mais , pour revenir à Geneve , ce fut à un Français qu'elle dû le système politique qui , depuis , a été la base de sa constitution. Jean Calvin , génie ardent , esprit féroce , employa l'autorité religieuse que ses écrits contre la superstition Romaine lui avaient acquise pour jouer le rôle d'un Législateur. Il fut un des plus grands hommes de son siècle. Sans autre titre que celui de premier Ministre de la parole de Dieu , il fut consulté comme un oracle par les Magistrats , aussi bien que par les Théologiens ; il dirigea les délibérations de tous les Conseils , ainsi que la police de toutes les Eglises ; il rendit en un mot Geneve le modele des petites Républiques & la Métropole de tout l'Univers Protestant. Austere , appliqué au travail , il écrivait avec méthode , avec profondeur , avec goût ; tandis que Luther , qui lui avait frayé la route , se livrait à la bonne chère , aux plaisirs de la société , ne laissait transpirer dans ses ouvrages qu'une imagination ardente & déréglée , qui se ressentait de la précipitation & de la colere , qui l'avaient jeté dans le tourbillon de la dis-

dispute. En un mot c'est à un Picard , fils d'un Tonnelier de Noyon , que nous devons notre constitution civile & politique. On a dit que jamais homme ne fut plus tranchant , plus impérieux , plus décisif , plus divinement infaillible à son gré , que Calvin ; que la moindre opposition à ses volontés était un œuvre de Satan , un crime digne du feu ; mais , sans le disculper pour son intolérance qui coûta la vie à bien d'autres qu'à Servet , peut-être , s'il n'eût pas eu cette ame farouche , cette tête despotique , jamais il n'eût acquis l'ascendant nécessaire pour les réformes dont il fut l'auteur. Il est des tems où la liberté même a besoin d'être établie par une sorte de despotisme ; c'est sans doute lorsque l'enthousiasme de religion a exalté les esprits en faveur d'un personnage que ses talens supérieurs font regarder comme l'organe de la Divinité. L'époque de la réforme est dans nos annales politiques , l'histoire des prodiges. On ne conçoit pas comment notre cité pût alors résister à la fois aux factions qui la déchiraient , au Duc de Savoye qui lui faisait la guerre , à l'Evêque qui fomentait les intrigues dans son sein. En un mot Tyrans , Voisins , Ennemis , Amis , Sujets , Citoyens , Guerre , Peste , Famine , tout semblaient concourir à la perte de cette malheureuse ville. Ce fut pendant ces tems-là que s'établit dans son sein la liberté évangélique & politique ; que sa Constitution prit de la consistance ; que le système de son Gouvernement se forma. Ce fut alors que les Conseils-généraux ou l'Assemblée générale de tous les Citoyens , convoqués fréquemment , reproduisirent la force & la dignité des anciennes Républiques , & la Majesté & la Souveraineté résidentes dans le peuple. Les loix , tant civiles , politiques , qu'ecclesiastiques , toutes les opérations publiques , tous les moyens de défense & de sûreté , émanèrent de ces Assemblées ou Conseils généraux. En huit mois on en compta jusqu'à dix huit. Quoiqu'on ait accusé ces Assemblées populaires de former des cohues bru-

bruyantes, sans ordre, ni décence, en un mot des pétardières, on a remarqué que tous ces Conseils généraux n'offrirent aucun exemple de désordre, d'irrégularité, d'indécence; & que la voix des Citoyens éclairés entendue en toute liberté y faisait la plus vive impression: de là sortirent des résolutions dont la sagesse est encore admirée de nos jours.

L'Assemblée générale ayant alors autorisé le Conseil des deux-cens à aviser aux moyens d'augmenter les revenus de la République, pour libérer les dettes de l'Etat, fournir à ses charges, cette commission, qui n'avait en vue que la circonstance présente, fut prise dans la suite pour un droit d'établir les impôts; & pendant plus d'un siècle on n'y fit aucune opposition. La convocation des Assemblées générales s'oublie en même tems; & le peuple se trouve, sans y penser, réduit au droit unique d'élire ses principaux Magistrats. Encore, le Gouvernement profitant de celle longue léthargie, avait eu soin de consolider son autorité, en la rendant indépendante. Il avait établi une garnison qui, en 1707, se trouvait forte de sept cens hommes. Un peuple, assez aveugle pour confier sa sûreté à des mercenaires, touche à la servitude. L'imprudence du Gouvernement réveilla l'esprit de liberté qui n'était pas encore éteint. Les mécontentemens des impositions arbitraires, sans le consentement des Citoyens & Bourgeois assemblés en Conseil-général, avaient déjà éclaté, mais sans violence scandaleuse. En 1704, on fit des représentations; le Procureur-Général que nous pouvons nommer le Tribun, l'homme du peuple, quoiqu'il ne le fût pas toujours, les présenta à la tête des Citoyens & des Bourgeois; cette démarche eut le succès désiré; les arrêts burseaux furent cassés.

Ce premier acte de vigueur fut suivi d'un autre dont l'issue ne fut pas si heureuse.

Depuis longtems les Secrétaires d'Etat s'étaient chargés de recueillir les suffrages. Chaque Electeur

voit à l'oreille du Secrétaire qui marquait d'un trait de plume, le suffrage au-dessous du nom qu'on lui indiquait. Ce Secrétaire, abusant de sa fonction, pour insulter un peuple libre, regardait en face chaque Electeur, le rendait timide & irrésolu, de concert avec le Magistrat, qui avait intérêt à troubler la liberté des délibérations. La Généralité des Citoyens fut choquée de ces procédés & demanda un changement dans la manière de recueillir les suffrages. Cette demande excita des dissensions; les esprits se partagèrent; les louables Cantons de Zurich & de Berne envoyèrent des médiateurs pour ramener l'union; des mal-entendus causèrent du désordre entre les deux partis; les Magistrats en prirent occasion de faire arrêter les Citoyens les plus vertueux; le sang innocent coula dans les prisons; & la vengeance arbitraire leva hautement la tête sur les débris des loix outragées.

Un obstacle cependant empêchait l'établissement du pouvoir absolu, c'était l'établissement periodique des Conseils-Généraux tous les cinq ans. Dans ces Assemblées publiques, le peuple rentrant dans tout l'exercice & la plénitude de sa Souveraineté, était à même de se plaindre des transgressions, de redresser les abus introduits, de proposer ce qu'il croyait convenable pour le bien de l'Etat, de forcer les Magistrats & tous les ordres de se contenir dans les bornes de leurs devoirs & de leurs droits; c'était la loi vivante & fondamentale qui donnait la vie & la force à tout le reste: c'était l'état même. Les Magistrats, pour se former une autorité indépendante, avaient donc besoin de l'abolir. Voyons comme ils s'y prirent.

Ils commencerent par inviter le Corps Ecclésiastique, sous le sceau d'un secret inviolable, à employer l'autorité de la religion sur les esprits; l'occasion paraissait favorable. Le peuple effrayé par les exécutions & les proscriptions récentes, n'avait ni liberté ni sûreté. Il ne pouvait plus
comp.

compter sur rien, venant de voir ces horreurs exécutées, après une déclaration solennelle d'amnistie. Il croyait à chaque instant, dit J. J. Rousseau, revoir à ses portes les Suisses qui servirent d'Archers à ces sanglantes exécutions. On commença par alléguer en faveur de cette abolition, les dangers de la peste, de la famine, de la guerre. On dit que les Assemblées étaient des innovations, des infractions aux loix. Le peuple qui n'était pas prévenu & à qui on ni laissait pas le loisir de délibérer, se laissa tromper par les artifices révoltans de la terreur, de la surprise & de la fraude. Ainsi fut renversé le plus ferme rempart de la liberté Genevoise.

On a dit que les Conseils périodiques étaient une source de confusion. Mais la ville étant divisée en quartiers, & ces quartiers subdivisés en Dixaires ou Compagnies, chacune d'elles pouvait nommer des Représentans qui seuls auraient eu droit de parler.

La Suite au N°. Prochain.

Ces Feuilles périodiques paraissent régulièrement, tous les Lundis à Amsterdam, chez J. A. Crajensschot; à Haarlem, chez Walree; à Leide, chez Luzac & van Damme, & Les Freres Murray; à la Haye, chez J. van Cleef, Detune, van Drecht & La Veuve Staatman; à Gouda, chez Van der Klos; à Rotterdam, chez Bennet & Hake, & D. Vis; à Dordrecht, chez Bluffé; à Deventer, chez Leemborst; à Groningue, chez Huyzingh; à Nimegue, chez Van Goor; à Arnhem, chez Troost; à Bois-le Duc, chez J. H. Pallier, à Hambourg, chez J. G. Virchaux & chez les principaux Libraires des Pays-Bas.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

 N^o. LXVI. LUNDI, ce 13 MAI, 1782.

C H A P I T R E XLIII.

Sur l'Etat présent de la République. ()*

De méprisables folliculaires ont osé publier qu'il n'appartenait qu'à des Administrateurs, à des Régens, de s'exprimer librement sur les affaires du gouvernement. Les deux pieces suivantes écrites d'un stile mâle & vigoureux, serviront à développer encore nos principes. Dans la dernière assemblée des Etats de Nimegue, Mr. Capellen de Marsch fit entendre le discours suivant, dont il est bien difficile de faire passer la force & l'énergie dans la langue Française.

NOBLES ET P U I S S A N S S E I G N E U R S !

Le tems est donc arrivé où nous rendons hommage à la Liberté, aux Privileges & à la Dignité de la Nation Batave, en prêtant l'oreille à sa voix, qui a demandé avec tant d'éner-

(*) *Des raisons particulieres nous obligent de renvoyer à l'ordinaire prochain le Manuscrit du Genevois sur les troubles de sa patrie.*

d'énergie & qui demande encore que cette République reconnaisse l'Indépendance de nos Freres les Américains, devenus libres à la pointe de l'Epée, & que nous prenions avec eux des mesures pour favoriser notre Prospérité réciproque, & pour assurer une Liberté affermie des deux côtés par le courage & l'intrépidité, à l'effroi de tous les Tyrans qui foulent aux pieds les Droits les plus Sacrés des Nations. Je me réjouis, *Nobles & Puissans Seigneurs*, de cet heureux Evenement, avec tous les *Belges* bien-intentionnés; & j'admire en même tems dans le cours de ces Evénemens, comment le Dieu de nos Peres, à qui la Tyrannie est en horreur, a daigné jeter un œil favorable sur les Pays-Bas-Unis, sur toute l'Humanité, lorsque nous, lorsque tous les Peuples de l'*Univers* étaient nagueres menacés d'être obligés de plier partout sous le Despotisme universel des Mers de la part des insolens Bretons; Despotisme plus à redouter qu'aucun autre qui jamais ait eu lieu: mais dans ce moment, nous voyons avec étonnement, après avoir déjà éprouvé les suites les plus douloureuses de ce Projet, qu'une Nation qui se regarde comme si fort élevée au-dessus des autres Humains, que les orgueilleux Bretons sont, à l'égard d'une Nation qu'ils ont si fort haïe, si souvent maudite & opprimée depuis plus de deux Siecles; à l'égard de ces *Belges* qu'ils s'imaginaient pouvoir impunément, dans toutes les occasions, par la bouche même d'un Ambassadeur qu'ils nous avaient envoyé pour notre perte, nous outrager par le langage le plus amer & le plus insultant, qui est encore dans le souvenir de nous tous; qu'eux, dis-je, après nous avoir attaqués & pillés de la maniere la plus perfide, sont actuellement les premiers à offrir la Paix à cette République, dans la crainte d'une juste vengeance, nous voyant, contre leur attente, en état de leur faire, dès que nous aurons pris sérieusement les Armes que la Providence nous offre, éprouver de la maniere la plus sensible.

Il nous faut, *Nobles & Puissans Seigneurs*, il nous faut rendre un nouvel Hommage à la voix du Peuple. Elle nous crie: Point de Paix particuliere! Point de Suspension d'Armes! Point de Rétablissement d'anciens Traités avec un Ennemi qui ne les a jamais respectés, & qui les a toujours enfreints & violés de la maniere la plus arbitraire! Tel est le langage de nos Concitoyens bien-intentionnés. La proposition, faite depuis peu à cet Etat par les Ministres de

S. M. Impériale de Russie, conformément à la Déclaration du Ministère actuel d'Angleterre, pour nous engager actuellement dans une Réconciliation particulière avec notre Ennemi, ou pour nous porter à une Cessation d'Hostilités avec lui, n'est pas recevable: l'un & l'autre doivent être rejetés d'une manière convenable à la Dignité de la République. Le nouveau Cabinet du Roi d'Angleterre est trop éclairé pour s'être imaginé que cette Nation aurait la sottise de se laisser prendre à ce Piège; je serais plutôt incliné à penser qu'il n'a fait ces avances que pour se ménager une route à la Paix générale. C'est cependant une chose intolérable, que notre Ennemi, au milieu de sa détresse, ait osé nous présenter la Paix en nous offrant la jouissance d'une Navigation libre; comme s'il dépendait de lui de donner ou d'ôter un avantage dont la Possession nous appartient, aussi bien qu'à tous les Peuples du Monde. La République est en état de faire éprouver à cet infraction des Traités qu'elle peut maintenir ses Droits par la force de ses Armes: ce ne serait pas la première fois que le Breton aurait tremblé devant le Pavillon de cet Etat. Les Intérêts de la Patrie, de toute l'Europe, exigent donc que nous tâchions de nous venger, au moins durant la Campagne prochaine, & de faire éprouver à notre Ennemi-Héréditaire qu'on ne nous outrage pas impunément. La Nation est donc autorisée à rompre à jamais tout Traité avec un tel peuple. Elle est trop bien instruite pour ne pas sentir que le Rétablissement des Traités de 1674 & de 1678 était inutile & préjudiciable. Le tems est venu, *Nobles & Puissans Seigneurs*, de tenter, par des Mesures & des Représailles convenables, d'abolir le joug de ce Traité de Navigation, si odieux & si fatal au Commerce & aux Fabriques de cet Etat.

Outre ces motifs, il en est encore d'autres qui nous obligent de rejeter les Propositions Anglaises & de ne point faire de Paix particulière avec le Royaume de la Grande-Bretagne. *Vos Nobles Puissances* sentent déjà que je veux parler des marques éclatantes d'inclination que cette République a éprouvées, de la manière la plus noble, de Sa Majesté Très-Chrétienne.

A présent que nous avons résolu de nous concerter avec les Ennemis de notre Ennemi pour l'humilier encore davantage, pouvons-nous consentir à la Paix que conjointement avec notre Allié-Naturel & non avant qu'il paraisse qu'ils sont hors d'état de se conduire dorénavant

d'une maniere arbitraire avec nous & les autres Peuples. Que nous ayions été sauvés du bord du précipice où nous avaient conduit les artifices employés, soit au dedans soit au-dehors, par cet Ennemi odieux, c'est, après Dieu, non à nous-mêmes, mais au Roi de France que nous en sommes redevables. Que la conduite de cet Etat ait donc pour guides, les principes de la reconnaissance & de la gratitude. Grandes sont les obligations de cette République envers ce Monarque, Ami de l'Humanité! Que seraient devenues nos Colonies, que serait devenu cet Etat, sans le Secours des Français? C'est, *Nobles & Puissans Seigneurs*, le même Voisin puissant qui, dans le tems que nos Peres combattaient pour secouer le joug Espagnol, aida à nous en délivrer; qui, dans ces tems, a affranchi nos têtes de celui des Bretons, dont nous ne paraissions pas au commencement appercevoir le danger. Ainsi, pénétrés des sentimens de la plus vive reconnaissance, nos Concitoyens attendent que cette République se lie réellement des nœuds les plus étroits avec une Nation généreuse qui prend à cœur nos Intérêts & notre Prosperité; avec une Puissance qui a plus de soin de nous, que nous n'en avons nous-mêmes; avec un Allié-Naturel qui, dans ces jours, n'a exigé de nous que ce qui devait servir à notre conservation & à notre avantage.

C'est la voix de la Nation entiere, c'est le cri, c'est le vœu d'une Commune bien instruite, qui, graces à Dieu! a des idées saines de sa position; qui desire ardemment de voir que, sans délai ultérieur, la combinaison promise des Mesures avec le Roi de France pour la Campagne prochaine, soit, de notre côté, vigoureusement exécutée: — Elle se flatte, elle est enchantée d'avoir vu dans ce moment une preuve de bonne intention, d'appercevoir enfin, & comme il faut, que des Biens & du Sang qu'elle a prodigués si continuellement, avec tant d'empressement pour la conservation de la chere Patrie & qu'elle offre encore avec tant de patience; que des uns & de l'autre, dis-je, il se fait enfin un emploi expéditif, bon & utile: par-là seul cette République doit subsister ou tomber. Sans Commerce, sans Navigation, sans Pêches, sans Colonies, avec la Protection convenable, bientôt c'en est fait de nous. Des Vaisseaux de Guerre, des Flottes bien équipées peuvent nous conserver; voilà l'unique moyen de faire revivre la Prosperité Belgique & sa Gloire presque éteinte. Dès qu'une activité bien dirigée, bien intentionnée dans la prise des Me-

Mesures offensives & défensives contre notre Ennemi se développera, on verra renaître le doux Contentement, la Joie & la Prospérité parmi nous. — Ainsi, les Griefs fondés, les Plaintes justes d'un Peuple si fortement injurié pourront être redressés.

Des Hommes Libres désavouent une Administration arbitraire: — Un Joug onéreux est toujours insupportable aux têtes devenues libres à la pointe de l'épée; la conservation de la Patrie ne peut ni ne doit leur être indifférente. — Jamais le cri, non pas d'une Populace furieuse & séduite, mais d'une Nation libre, oui la Voix de la meilleure partie de la Nation, n'a jamais demandé quelque chose qui ne fût pas raisonnable. Là, *Nobles & Puissans Seigneurs*, portons notre attention; tâchons par ce moyen de satisfaire nos Habitans qui ont corré leur Cause à nos soins. Pour y satisfaire, je suis d'opinion que les Committés de *Vos Nobles Puissances* à la Généralité soient autorisés pour, au nom de cette Province, déclarer à la Table de *Leurs Hautes Puissances*, qu'en vertu des raisons, alléguées ci-dessus, cette République ne peut accepter aucune Suspension d'Armes, aucune Paix séparée, offerte par l'Angleterre; cependant avec une Déclaration polie pour S. M. l'Impératrice de Russie, que la République est prête de coopérer au Rétablissement de la Tranquilité en Europe, dès qu'Elle sera convaincue de la possibilité de pouvoir obtenir de son Ennemi la réparation de tant d'outrages & l'indemnification de tant de pertes: — Qu'elle ne peut accepter d'autre Paix, que celle qui se concilie avec ses Intérêts véritables, &, en même tems, avec ceux de ses Alliés, avec lesquels elle a contracté des Engagemens solennels pour réduire d'une manière glorieuse l'Ennemi commun à la raison.

Ensuite, *Nobles & Puissans Seigneurs*, il faudrait que dès à présent la République se precautionnât contre tout ce qui, dans le cas d'une Pacification générale, pourrait servir au Rétablissement d'Alliances antérieures avec le Royaume de la Grande-Bretagne, Royaume qui jamais ne fit de Traités avec nous que pour se ménager des prétextes pour nous outrager. — Tandis qu'il est d'une nécessité indispensable que cette République doit tâcher de profiter de toutes manieres, des bonnes dispositions du Roi de France, pour affermir sur les principes les mieux intentionnés une Amitié toujours permanente, une Correspondance sin-

cere avec cet Empire, comme le moyen unique d'assurer notre Constitution, notre Liberté, notre Considération & notre Bien-Etre contre tous les desseins cachés de Trahison de nos Ennemis, & pour en détourner l'influence ultérieure.

De cette maniere, ainsi que par l'Union avec une République puissante qui s'intéressera à la continuation de notre Liberté, les Pays-Bas-Unis se releveront glorieusement de l'Humiliation où ils se trouvaient réduits par l'influence traîtreuse des Anglais. Unis avec un Empire puissant, qui, dès le commencement de la République, a toujours agi comme notre Allié Naturel, & qui n'a été notre Ennemi que par les Artifices des Anglais, toujours occupés à notre ruine; Alliés avec une Puissance qui avance de toutes manieres notre véritable Grandeur; qui se trouve en état de nous préserver sur le Continent, (à quoi, *Nobles & Puissans Seigneurs*, cette Province est si fortement intéressée) contre toutes les Attaques pernicieuses, ce que notre Armée ne saurait jamais effectuer. Or, comme l'augmentation de nos Forces de Terre, dont la Direction principale se trouve confiée plutôt à des Etrangers qu'à des Nationaux, n'est qu'onéreuse, que dangereuse pour cette République; cet incident est un nouveau Motif pour agir sincèrement de concert avec la France, avec un Empire qui, aussi tôt qu'il verra des preuves de notre bonne-foi, de notre sincere Reconnaissance, ira indubitablement au devant de cet Etat, & le traitera de la maniere la plus généreuse. Tout ce que je viens de dire à *Vos Nobles Puissances*, s'accorde avec la voix du Peuple; mais avant de terminer mon Discours, je ne puis m'abstenir d'y ajouter que nos Habitans s'attendent toujours à ce qu'enfin il soit constaté à quoi & à qui doivent être attribuées la nonchalance, l'inaction permanentes, lesquelles, malgré toutes les apparences d'activité qu'on a voulu développer, ont, à la honte éternelle de cette République, eu lieu dans la Délibération & l'Exécution des Mesures nécessaires pour s'opposer à tems & vigoureusement à un Ennemi furieux, & détourner son Entreprise déjà trop bien exécutée.

La Nation est en droit d'exiger qu'à l'avenir ses Biens & son Sang ne soient plus inutilement prodigués. C'est à bon droit, *Nobles & Puissans Seigneurs*, que la Nation demande que les perquisitions les plus rigoureuses soient faites avec sévérité sur les Causes du malheur de la Patrie, afin

afin de découvrir par là les Conseils de perversité, de trahison, & de mauvaise foi donnés, ainsi que les Malversations exercées par nos Ennemis au-dedans; afin que leurs influence & progrès soient empêchés, rendus inutiles; que même ceux qui ont cherché à ruiner ce Pays & qui, pour cette cause, étant accablés du poids de la juste Haine nationale, n'ont pu se purger devant le Tribunal de la nation, puissent être punis sans égard des Personnes, ou du moins expulsés du milieu de cet Etat.

Au contraire, *Vos Nobles Puissances* conviendront volontiers avec moi, qu'il serait à souhaiter que, pour satisfaire à l'Equité, à la juste attente de toutes les Provinces Confédérées, des Membres du Gouvernement, honnêtes, bien intentionnés, mais outragés, fussent rétablis pour le Service de la Patrie.

Vos Nobles Puissances conçoivent que par-là j'ai principalement en vue un Evenement criant, arrivé dans une Province limitrophe; Evénement sans exemple dans un Pays, où le Droit & la Justice devaient avoir lieu, & auquel, *Nobles & Puissans Seigneurs*, nous devons nous intéresser par rapport aux suites: c'est la déposition criminelle d'un Membre de l'Ordre Equestre dans la Province d'Overyssel, (qui n'a pu souffrir l'Oppression de la portion la plus utile de la Société) par une pluralité de Voix, sans forme de Procès, &, à la face de la Justice, sans être coupable d'aucune prévarication. J'ai l'honneur de soumettre mon Avis aux Considérations bien-intentionnées & Patriotiques de *Vos Nobles Puissances*, avec la réquisition que, vu l'importance des Affaires qui y sont exposées & pour ma Justification auprès d'une Nation dont je veux toujours soutenir les Droits, il puisse être inféré dans le Recès de ce Quartier.

Le Discours que Mr. Zuylen de Nyevelt fit entendre dans l'Assemblée des Etats de Gueldre, méritait tout l'intérêt qu'il a fait naître. On ne peut effectivement s'empêcher d'être touché, en entendant ce zélé Citoyen exposer ainsi les dangers de notre Patrie, pour nous engager à les prévenir.

NOBLES & PUISSANS SEIGNEURS!

Toute déplorable que nous puissions représenter la situation de cette République & en déduire la nécessité d'une Paix; toutes les causes de ces malheureuses suites & calamités doivent cependant être cherchées au milieu de nous; & tant qu'on ne met pas tout en œuvre pour améliorer & guérir la partie de la République gâtée intérieurement, tous les autres moyens, tout bien combinés qu'on les représente & tel éloge qu'on en fasse, sont stériles & inutiles, pour rendre cet Etat plus respectable & plus puissant, & le Peuple plus heureux. Arrêtons un moment nos regards sur la situation intérieure de cette République; nous trouverons effectivement & découvrirons les vraies causes dont toute la Nation s'est déjà plainte depuis si longtems, & sur lesquelles elle se montrera de plus en plus sensible, sans cependant découvrir les moyens de les réparer. Nous avons éprouvé une inconcevable lenteur & inaction pendant tout le cours de cette guerre, dans tous les moyens & mesures si fort désirés que nous aurions pu employer pour prévenir ou pour écarter la violence de notre Ennemi; inaction dont nous ne pouvons nous empêcher d'être étonnés & de rougir. Des Sommes presque innombrables accordées volontairement pour une bonne fin, dont cependant on n'a vu aucun effet, conforme à l'attente générale: Un état impardonnable d'indéfenſe où se trouve le Commerce si important & si avantageux, d'où dépend la Prospérité de ce Pays & le Bien-Etre des Habitans, quoique déjà accablés sous le poids d'énormes Impôts, mais volontaires: Une excessive Défiance & Division entre les Membres de la Confédération, luttant contre la Vérité & contre la Devise adoptée par cet Etat: La décadence de nos bonnes Loix; l'aréantissement des meilleurs Réglemens de Police; la diminution des Privileges des Membres de l'Administration & des Privileges des Bourgeois; des Querelles entre les Régens des diverses Provinces; des traitemens rigoureux & inouïs, sans forme de Procès, & par conséquent sans Loix dans une Province voisine, exercés sur tels qui, pour avoir agi suivant leur Conscience, ont été expulsés des Assemblées: Traitement vraiment qui échappe au jour, qui tient la Liberté

berté dans les chaînes ; & que l'on peut remarquer comme une des premières marches par laquelle ce Despotisme violent veut s'élever pour faire éprouver le même sort à d'autres braves Régens. Oui, nous devons encore remercier le Ciel que cela n'ait pas encore été scellé du Sang de l'Innocent. Ajoutez à cela , les Animosités extrêmes dont plusieurs sont enflammés ; les Conseils des mal-intentionnés ; l'Oppression , & d'après cela , la préférence donnée à des Etrangers au préjudice des braves Concitoyens & Nationaux ; incident qui , combiné avec la Puissance militaire dans un Pays libre , doit être regardé comme l'expédient le plus dangereux ; & par dessus tout cela , une Nation généralement mécontente. Qu'avons-nous , *Nobles & Puissans Seigneurs* , besoin de déduire de ce mal intérieur la malheureuse position de la République ? Où trouverons-nous dans les Annales Historiques un plus grand nombre de ces Calamités que l'on doit regarder comme les Causes de la Destruction des plus florissantes Républiques ? cet Etat n'éprouvera-t-il pas un sort pareil ? Que l'on se hâte donc de guérir ces maux intérieurs qui s'enracinent de plus en plus ; & que l'on prête l'oreille aux Propositions les plus raisonnables , demandées par la voix du Peuple qui se fait entendre ; non par les attroupemens d'une Populace , semblables à ceux qui ci-devant ont déchiré cette République ; mais par la bouche de la plus saine partie de la Nation , qui sait accorder l'expérience avec la raison ; d'un Peuple qui connaît la Liberté , & qui , plus que jamais , porte les regards sur nos actions ou omissions ; c'est lui , *dis-je* , qui demande l'éloignement du mal le plus frappant. Alors , on verra que ce n'est ni cette Guerre ni d'autres Calamités du dehors que l'on doit regarder comme les vraies Causes de la Ruine prochaine de cet Etat. Il est vrai que nous avons aussi des raisons du dehors pour être affligés , soit des innombrables & excessives humiliations & pertes que nous avons essuyées : de l'extrême perfidie avec laquelle on a violé les Traités les plus sacrés sur lesquels nous pensions pouvoir nous reposer ; du langage intolérable & des refus insolens du Ministère Anglais & des Amirautes sur les plaintes les plus justes ; soit aussi de l'inique Déclaration de Guerre qui suivit , des Traitemens barbares & effrenés des Commanans les plus inhumains ; du Sang répandu de nos Freres massacrés contre le Droit de

la Guerre ; nos Etablissemens non-seulement enlevés , mais détruits ; causes suffisantes pour faire détester à jamais de chaque *Belge* , une Nation que l'on nomme si mal-à-propos notre Alliée-Naturelle , pour la faire détester , avec tous ses infâmes Partisans ; le vœu général d'un peuple aussi maltraité devant être naturellement de ne pas laisser impunis de tels procédés. Mais pendant que nous développons l'origine de tous ces malheurs , on peut les envisager aussi comme les effets naturels de la corruption intérieure que nous venons d'exposer & dont notre Ennemi naturel espere encore une heureuse issue par la résidence permanente de son Ministre qui a fait tant de bien à lui & tant de mal à nous , de concert avec ses infâmes créatures.

Nobles & Puissans Seigneurs , nous avons raison d'attribuer seulement à la *Providence* que nous ayions été garantis de notre Ruine préméditée & conjurée ; c'est le Ciel seul qui l'a si miraculeusement fait retomber sur l'Ennemi même. Cependant , puisque ce dernier paraît enfin redouter l'Etat réveillé de son assoupissement , il a recours à d'autres ruses dangereuses & insidieuses ; & qu'y avait-il de plus propre pour parvenir aux buts qu'il avait manqués , mais nullement perdus de vue , que l'offre d'une Paix sur le pied du Traité de 1674 ; offre qui , nonobstant son danger , devait cependant , suivant certains mal-intentionnés , faciles à trouver parmi une Nation telle que celle-ci , presque inondée d'Etrangers , ne pas être rejetée , mais agréée comme très acceptable , afin , s'il était possible , de parvenir à écarter les Résolutions projetées & , par des Négociations tirées en longueur , à ralentir toutes les bonnes Mesures que , sur les fondemens d'une offense impardonnable , nous pourrions réaliser pour en tirer vengeance ; à nous jeter dans de nouveaux embarras , si nous prêtions l'oreille à ces Artifices , & à rompre tous les Engagemens , tels saints qu'ils fussent , contractés depuis peu avec la France , & irriter cette Puissance contre un Etat si peu reconnaissant. — Mais ! l'Honneur , l'Intérêt de ces Pays , la Nation en Corps interviennent ici & s'écrient d'une voix unanime : *Point de Paix ! mais un refus altier , proportionné à tous les Traitemens essuyés.* — Malgré la préférence qu'à la vérité , on doit accorder à la Paix sur la Guerre , il faut que les Offres soient d'une nature que nous puissions en obtenir une Paix permanente , & qu'avant tout , l'extension , & nul-

lement la restriction du Commerce, soit l'objet d'une Négociation. Il est impossible de s'attendre à l'un ni à l'autre, dès que le Traité de 1674 servirait de base, non-seulement aux Négociations, mais à la Paix même. Un Traité tel que celui de 1674, malgré tous les changemens qu'on pourrait y faire, envelopperait cet Etat dans toutes les Guerres que cette Puissance entreprendrait; nous n'en avons que trop de preuves; ainsi nous serions effectivement privés de tous les avantages qui probablement en pourraient résulter. —

Qu'on rejette donc cette Proposition, conformément à la Voix unanime de la Nation, sans faire aucune réflexion sur l'Article si dangereux d'un Armistice qui s'y trouve annexé; qu'on emploie, au contraire, les moyens les plus efficaces, afin que, de concert avec la France, les Mesures désirées soient mises en exécution pour l'acquisition d'une Paix plus honorable, qui puisse au moins nous procurer la Liberté de Navigation, suivant le Droit des Gens; la dissolution de ces Liens qui nous précipiterent tant de fois sur le bord de notre Ruine; l'entière suppression de l'Acte de Navigation, si destructeur pour notre Commerce; la révocation des Soumissions forcées dans la Mer du Nord; l'indemnisation des Dommages que nous avons soufferts, & la restitution de nos possessions enlevées. Cela seul doit former les Points de Négociation, qui peuvent se concilier avec l'Honneur violé des Provinces-Unies, avec ses véritables Intérêts & la voix du Peuple.

Qu'à cet effet, les Committés de cette Province à la Généralité, devraient être autorisés à exhiber cette Résolution à *Leurs Hautes Puissances*; qu'il serait nécessaire de faire connaître en termes polis au Ministre Russe l'aversion de la Nation & de cet Etat contre l'offre en question: Que, quoique *Leurs Hautes Puissances* pussent attester qu'Elles donnent à la Paix une préférence marquée sur la Guerre, & que pour parvenir à ce but salutaire, Elles eussent bien voulu accepter la Médiation de S. M. Imp. de Russie, Elles se feraient cependant flattées qu'on se fût abstenu de faire à cet Etat des Propositions que ni l'Honneur ni l'Intérêt de ces Pays ne permettaient d'admettre; que néanmoins *Leurs Hautes Puissances* étaient intimement convaincues de l'inclination de S. M. pour effectuer une Paix désirable; mais que cette conviction devrait diminuer beaucoup, si S. M. par la suite, dans sa Médiation digne de louange, ne voulait pas réfléchir aux Engagemens que cette République a

con-

contractés avec la France & qu'elle tenait pour très-sacrés, ou à ce qui pourrait traverser la reconnaissance des Colonies Américaines, ou leurs Navigation & Commerce: Qu'alors, au lieu d'avancer, cela servirait plutôt à reculer la Tranquillité générale désirée, & ne pourrait jamais satisfaire ni répondre au but, au dessein si humain de S. M.: Que *Leurs Hautes Puissances* se voyaient obligés de déclarer franchement, qu'aussi longtems qu'on se fonderait sur le Traité fatal de 1674 comme devant servir de base, Elles seraient réduites à rejeter toutes ces Propositions, jusqu'à ce que la Cour Britannique, infractrice de la Paix, en exposât d'autres qui, à la face de l'Univers, pussent se concilier avec l'Honneur blessé, les Pertes immenses & principalement avec la Neutralité Armée. — Au reste, je me trouve obligé de requérir un Droit qui m'appartient comme Membre de cette Assemblée, savoir... de faire enregistrer la Présente mot à mot dans le Recès du Quartier, pour pouvoir en tout tems rapeler à une Nation qui, actuellement plus que jamais, tient les yeux fixés sur les Actions de ses Régens, que je n'ai jamais été indifférent à tous les Intérêts de la Patrie & à la Voix d'une Nation devenue Libre à la Pointe de l'Epée."

Avons-nous rien exposé dans nos feuilles qui fût plus hardi que les principes exposés dans les discours que nous venons de rapporter? On y trouve même, sur plusieurs points, particulièrement sur nos liaisons politiques avec la France, des idées que nous n'avons jamais osé adopter. Nous ne sommes pas, il est vrai, de ceux qui ont l'audace, même dans les tems présents, de soutenir que nous avons plus de raisons de nous attacher à l'Angleterre qu'à la France; mais nous n'en avons pas conclu que la France fût notre alliée naturelle. Qu'on lise les observations que nous avons exposées sur les alliances naturelles; jamais nous ne pourrions nous persuader que nous ayions plus d'intérêt à cultiver l'amitié de l'Angleterre que celle de la France. L'Angleterre n'est pas, il est vrai, en état de nous subjuguier par terre; mais n'avons-nous pas des intérêts essentiels sur mer? Notre navigation, notre commerce, nos établissemens dans les deux Indes, ne sont-ils pas les principes de notre prospérité, de no-

tre

tre existence même ? Ces avantages importants, essentiels, sans lesquels nous ne sommes rien, ne sont-ils pas à la merci des Anglais, dès qu'on leur laisse le sceptre des mers ? N'avons-nous pas vu non-seulement dans des jours orageux, mais généralement dans tous les tems, que ces avantages ont été exposés à leurs attaques, à leurs insultes ; pendant que le danger que nous avons à craindre des Français sur terre ne s'est manifesté que dans des occasions extraordinaires, contre lesquelles le nouveau système politique de l'Europe paraît nous avoir garantis pour le présent ? Les Français sont certainement nos alliés naturels, quand nous sommes en guerre avec les Anglais ; comme les Anglais le sont à leur tour, quand nous sommes attaqués par les Français. Mais ce que l'on ne doit jamais perdre de vue dans l'examen de nos querelles avec ces deux nations, c'est que nous n'avons jamais eu la guerre avec les Français que pour des intérêts étrangers ; & par conséquent en suivant un faux système pour un pays commerçant comme le nôtre ; au lieu que nos guerres avec les Anglais ont toujours eu pour but la défense de nos intérêts propres, de nos avantages essentiels. Cette idée montre sans réplique, que quand même la France ne serait pas notre alliée naturelle, nous aurions plus d'intérêt à cultiver son amitié que celle de l'Angleterre.

Ces observations, dont la conduite des Anglais dans ces derniers tems n'a que trop bien prouvé la vérité, exposées avec force aux yeux d'un peuple distingué généralement par les qualités solides du jugement & du bon sens, peuvent être regardées comme le système adopté présentement par la nation. Aussi les Partisans de l'Angleterre, redoutant les suites de cette impression générale, ont employé toutes sortes de moyens pour les arrêter. Ces intrépides partisans d'une nation où regne la liberté illimitée de la presse, ont poussé la contradiction & l'absurdité au point de soutenir qu'il n'appartenait pas

pas à de simples particuliers de raisonner sur les matières du gouvernement. L'Auteur du *Politiek Ver-
toog* n'a pas craint d'insulter publiquement aux droits de la liberté & de l'humanité, au point d'insinuer dans une annonce insérée dans la Gazette de Sud-Hollande, (No. 50) qu'il n'était permis qu'à des Administrateurs ou Régens de s'expliquer sur les affaires politiques & que publier ses idées sur cet article était un appel au jugement du peuple & une atteinte aux loix de la Constitution (*). Le Périodiste, soi-disant de la *vieille-roche*, pousse le crime de lèse-humanité plus loin. Il ose soutenir qu'on peut outrager impunément tout autre qu'un Régent, qui se mêle d'écrire des affaires politiques. Cette idée, aussi odieuse qu'absurde, n'est sans doute pas celle de l'Auteur d'une nouvelle brochure Hollandaise sur la *Liberté de la presse*. On y soutient sur cet article les mêmes principes que nous avons exposés dans les premières parties de cette feuille; cette production paraît même sortir des mains d'un Régent. Il répète en propres termes ce que nous avons dit: qu'il ne doit y avoir d'autre entrave à la liberté de la Presse que le droit à chaque citoyen qui se trouve outragé personnellement dans un livre, d'en poursuivre l'Auteur ou l'Editeur par la voie judiciaire. Il soutient, avec raison que tout effort pour arrêter les libelles anonymes & calomnieux ne fait qu'irriter la malice des Auteurs, l'avidité des Libraires & la curiosité des Lecteurs. Il remarque avec nous, qu'il aurait beaucoup mieux valu publier une bonne réfutation du libelle adressé au *peuple des Pays-Bas*, que de mettre à prix la tête de l'Au-

(*) Pour se justifier lui-même d'après cette singulière assertion, il ose avancer que son propre ouvrage n'était destiné que pour l'usage des Régens; ce qui ne s'accorde gueres avec la première annonce des Libraires Bennet & Hake qui l'offraient à trois florins indistinctement tous à ceux qui auraient souscrit avant un certain terme.

l'Auteur ou de l'Imprimeur ; & que l'éclat occasionné par cette prohibition n'a fait qu'en rendre la lecture plus générale & plus piquante. Cet Auteur démontre que la liberté de la presse est inséparable de la liberté civile.

J'entends quelqu'un me demander à cette occasion, si je vois avec plaisir les libelles publiés aussi bien contre la personne que contre les écrits du *Politique Hollandais*. Je suis bien éloigné d'être de l'avis de ceux qui opinient à ce qu'on empêchât ces bouches impures de distiller le poison de la calomnie. Je mets trop d'importance à la liberté illimitée de la presse, pour penser qu'on doive y poser des bornes, parce que d'honnêtes gens sont attaqués dans de misérables feuilles telles que le *Politiek Vertoog*, l'*Ouderwetse Nederlandsche Patriot*, &c. &c. La liberté de la presse a des inconvéniens ; mais elle porte l'antidote avec le poison. Si la Calomnie entre dans ce champ ouvert & vaste pour lancer ses traits acérés, l'entrée en est également ouverte à l'innocence pour les repousser. Par exemple la Calomnie a insinué que les projets infernaux & diaboliques du *Politique Hollandais* étaient connus ; quoique la conduite particulière d'un Auteur ne fasse rien à ses sentimens ; quoi que les écrits doivent être toujours considérés indépendamment du caractère de l'Ecrivain ; que d'honnêtes gens aient quelquefois écrit des livres très-dangereux & des hommes sans mœurs, des livres très-moraux ; le *Politique Hollandais* est descendu jusqu'à provoquer ses détracteurs de rien produire contre son honneur : là dessus ils ont ramassé des contes ridicules qui ne prouveraient rien contre l'honneur, quand ils ne tomberaient pas par leur absurdité ! mais leur grande raison est que le *Politique Hollandais* ne compte pas par tonnes d'or. Un de ces misérables écrivailleurs a poussé cette imputation au point de dire qu'il se croirait déshonoré si, comme le *Politique Hollandais* &c. il retirait quelque gain de son libraire. Sachez donc, ames de boue, que, quand

quand même le *Politique Hollandais* ne compterait pas par tonnes d'or, en quoi sans doute vous avez la bassesse de faire consister tout le mérite d'un homme; il a plus de grandeur d'ame que vous. Sachez qu'il est en état de prouver que s'il avait voulu renoncer à ses principes ou les enfouir sous le bois-seau, sachez qu'il n'est jamais venu dans ce pays à la poursuite de la fortune; & que, si des circonstances auxquelles il ne s'attendait pas, n'eussent pas changé, son projet d'une courte visite en une longue résidence; il aurait trouvé partout ailleurs des encouragemens plus grands &c..... Mais j'aurai occasion d'étendre cette idée en parlant de la considération qu'on a pour les lettres & pour ceux qui les cultivent dans ce pays.

Ces Feuilles périodiques paraissent régulièrement, tous les Lundis à *Amsterdam*, chez *J. A. Crajenscbot*; à *Haarlem*, chez *Walree*; à *Leide*, chez *Luzac & van Damme*, & *Les Freres Murray*; à *la Haye*, chez *J. van Cleef*, *Detune, van Drecht & La Veuve Staatman*; à *Gouda*, chez *Van der Klos*; à *Rotterdam*, chez *Bennet & Hake*, & *D. Vis*; à *Dordrecht*, chez *Blussé*; à *Deventer*, chez *Leemborst*; à *Groningue*, chez *Huyzingh*; à *Nimegue*, chez *Van Goor*; à *Arnhem*, chez *Troost*; à *Bois-le Duc*, chez *J. H. Pallier*, à *Hambourg*, chez *J. G. Virchaux* & chez les principaux Libraires des Pays-Bas.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

N^o. LXVII. LUNDI, ce 25 MAI, 1782.

Suite du C H A P I T R E XLI.

Sur la Constitution & les Troubles de la République de Geneve.

Aux yeux du Philosophe, dit Mr. d'Alembert en parlant de Geneve, la République des abeilles n'est pas moins intéressante que l'Histoire des grands Empires; & ce n'est peut-être que dans les petits Etats qu'on peut trouver le modele d'une parfaite administration politique.

Il est vrai que ces petits Etats sont sujets aux orages populaires, quand le peuple a quelque part au gouvernement; mais les autres Etats, où le peuple n'est compté pour rien, sont-ils plus tranquilles ou plus heureux? Pour éclaircir cette question, on n'a qu'à jeter les yeux sur les Républiques de Venise & des Pays-bas. Dans la premiere le peuple est non-seulement privé de toute liberté politique; il ne jouit pas même de la liberté civile. Un écrit, une parole, un geste, un rien suffit pour exposer la vie du plus honnête des habitans. Le Sénateur de Venise caché derriere une grille, dit à son sujet: *qui es-tu pour oser approuver notre conduite?* Un rideau

se leve; le malheureux sujet, tremblant, voit un cadavre attaché à une potence, & entend une voix redoutable qui lui crie de derriere la grille : *C'est ainsi que nous traitons notre apologiste : retourne-t-en dans ta maison & tais-toi.* Un peuple que des loix aussi féveres doivent tenir dans des tranfes perpétuelles peut bien jouir de la tranquillité extérieure; mais est-il tranquille intérieurement ? Goûte-t-il cette sécurité, ce bonheur qui fait l'agrément de la vie & qui doit être le but de tous les gouvernemens ? La petite ville de Raguse, obligée, comme on fait, par sa position, de se rendre l'esclave de tout le monde pour se maintenir libre, pousse cette politique servile au degré le plus humiliant. Le Sénat de cette République, si patiente à l'égard des étrangers, vient de défendre à ses Habitans de s'exprimer en aucune façon sur les affaires politiques de l'Europe & sur la conduite des Souverains. Il n'a pas tenu aux Anglomanes, dans la République des Pays-bas, qu'on n'y ait soumis la liberté de penser & d'écrire aux mêmes entraves. Mais la République est si singulièrement constituée, les privileges civils des Habitans sont appuyés sur des bases si solides, & respectés si fort, que ces prohibitions exposées à être éludées ou violées impunément, n'auraient pas les effets qu'on s'en promettrait. Ce Gouvernement fédératif, étant composé de cinquante à soixante Républiques, par le droit inhérent à chaque ville de se gouverner à son gré, & les partis fermentant naturellement & sans cesse dans une constitution aussi compliquée, la prohibition particuliere d'une ville, d'une Province, ne soumettant pas les autres; & dans une ville particuliere même, plusieurs Régens ayant des intérêts secrets à favoriser la dissémination d'opinions qu'ils désavouent quelquefois en public; dans un pareil état des choses, il serait bien difficile, pour ne pas dire impossible de poser à la liberté de la presse, des bornes qui fussent respectées. Le Prince Maurice, le plus impérieux, le plus arbitraire & le plus absolu des Stathouders, ne fut jamais en état d'arrê-

ter la diffamation des libelles publiés contre lui. Dans un tems où sa volonté était la loi suprême dans les opérations publiques, où l'on ne le consultait qu'en tremblant, on le peignait dans des écrits répandus partout & lus avec avidité, comme le plus cruel & le plus lâche des Tyrans.

Mais, pour revenir à la tranquillité des Provinces-Unies, considérées comme un pays où le peuple ne jouit que de la liberté civile(*), il s'en faut beaucoup qu'on puisse offrir cet Etat comme un modèle de tranquillité. Depuis la naissance de la République, il est peu d'années où quelque partie, n'ait été agitée par des orages plus ou moins grands: d'où venaient ces orages? Presque toujours du mécontentement des sujets contre l'administration. Lorsqu'il n'y avait pas de Stathouder, ou lorsque leur puissance était fort bornée, on attribuait ces mécontentemens populaires aux suites de l'administration arbitraire des Aristocrates; & le peuple créait tumultueusement des Stathouders, ou faisait augmenter leur autorité. Si le Stathouder eût été comme le Tribun d'un peuple libre, peut-être aurait-il mis quelque équilibre dans le choc des intérêts; il est vrai que son autorité n'est pas inutile pour mettre un frein à l'indépendance des Aristocrates qui pourrait dégénérer en pouvoir arbitraire; mais comme le peuple retombe dans son néant après avoir créé un Stathouder, son pouvoir ne reposant plus que sur l'ascen-

(*) Mr. le Citoyen de Geneve oublie sans doute l'affaire de Mr. de Capelle du Poll, que des Membres du Gouvernement (*voyez ci dev. p. 215*) n'ont pu s'empêcher de regarder comme contraire au droit & à la justice: il n'envisage sans doute cet exemple & quelques autres, qui ne sont que particuliers, que comme des exceptions à la règle générale. En effet, quelques traits que nous exposerons ci-après, arrivés à Utrecht, à Leiden & à Woerden, montrent que les citoyens, peuvent se flatter en général de jouir ici de la liberté civile.

cendant qu'on lui donne sur les Aristocrates; son autorité leur pèse naturellement; les moins dépendans épient les circonstances pour lui résister en face; & tous, ennemis secrets ou publics du Stathouder, sont intéressés à fomenter les mécontentemens populaires contre un chef éminent, dont la prépondérance leur fait ombrage. On a vu un exemple surprenant de ces dispositions dans l'affaire de la reconnaissance de l'Indépendance Américaine. Le parti opposé à la Cour a poussé cette démarche avec une vigueur, une enthousiasme particuliers. On s'attendait que les Régens, qui passaient pour être du parti contraire, traverseraient cette démarche, sachant qu'elle n'entraîtrait pas dans le système du Stadhouder. Point du tout. Cette mesure ne paraissant pas directement opposée à ses intérêts. ils en ont favorisé le succès avec la même ardeur; charmés, à ce qu'on peut supposer, de pouvoir traverser le Stathouder, mais sans paraître le contredire directement. De là ces orages perpétuels qui ne cesseront de mettre deux intérêts, qui s'entre-choqueront sans cesse, dans la République; & les deux systèmes politiques, l'alliance Anglaise & l'alliance Française, les forces navales & les forces de terre, seront toujours les signes de ralliement, pour distinguer les deux partis, & la pomme de discorde, pour les brouiller. Je ne vois aucune fin à ces querelles que, lorsque l'un des deux partis aurait écrasé l'autre; c'est-à-dire lorsque l'Etat serait mort par le triomphe complet de l'Aristocratie ou du Stathouderat. Il serait un moyen de concilier ces différends, de ramener tous les intérêts à un seul, de diriger toutes les passions vers un seul & même but; ce serait de changer l'unanimité en pluralité; mais pour que l'opinion du peuple se fît écouter dans les délibérations, il faudrait que les Administrateurs fussent de son choix; alors le Stathouder serait vraiment l'Homme & le Chef de la nation; l'exécuteur en chef de ses volontés, & le premier Magistrat de la République. Cette éminente dignité deviendrait alors essentielle. non-seulement pour donner
dans

dans mille occasions plus de vigueur & de rapidité aux opérations, mais encore pour entretenir par son influence & son crédit, l'harmonie dans les diverses & nombreuses parties de la confédération ; car l'on sent combien dans un Gouvernement pareil le Stadhouder pourrait avoir de brillantes prérogatives, qui seraient avantageuses à l'Etat, sans menacer sa liberté. Cette dignité serait alors d'autant plus respectée, qu'elle tiendrait toute la machine dans un juste équilibre, & que les Belges n'ont pas cet esprit d'effervescence & d'inquiétude qui caractérise plus particulièrement les peuples du midi. Ces derniers portent tout à l'extrême ; il n'y a, chez eux, gueres de milieu entre l'excès de la servitude ou l'excès de la liberté ; le climat du Nord donnant au sang une chaleur plus tempérée, rend le peuple plus facilement content & naturellement ennemi des éclats violens. Après cette digression qui ne déplaira pas, j'espère, aux habitans de cette République, je reviens à celle de Geneve.

Par la constitution fondamentale de cette ville, trois corps ont part à la législation. Le petit-Conseil, composé de vingt Conseillers, d'un Trésorier & de deux Secrétaires d'Etat ; c'est ce corps qui propose le premier. Le grand Conseil est composé de deux cens cinquante Citoyens ou Bourgeois ; il délibère sur les propositions du petit-Conseil, qui doivent être portées au Conseil-Général. Entre autres prérogatives, il juge les grandes causes civiles, il fait grace, il bat monnoye, il élit les membres du petit-Conseil.

Le Conseil-Général n'est rien autre que l'Assemblée générale des citoyens ; c'est à elle qu'appartiennent le pouvoir législatif, le droit de la guerre & de la paix, les alliances, les impôts & l'élection des principaux Magistrats qui se fait chaque année, avec beaucoup d'ordre & de décence ; quoique le nombre des votans soit d'environ 1500 personnes.

A la tête de la République sont quatre Sindics qui sont les principaux Magistrats que le peuple ou Conseil-Général élit & choisit annuellement, non-

seulement pour être ses juges avec le petit-Conseil ; mais pour être ses protecteurs au besoin contre les membres perpétuels des Conseils qu'il n'élit pas.

D'après cet exposé, tout est sous la direction des Syndics ; tout émane du petit-Conseil pour la délibération & tout retourne au peuple pour la décision ; on dirait que la ville de Geneve a pris pour modele cette loi que Tacite attribue aux Anciens Germains : *de minoribus rebus principes consultant , de majoribus omnes ; ita tamen ut ea , quorum penes plebem arbitrium est , apud principes pertractentur.*

On distingue à Geneve quatre ordres de personnes : les Citoyens qui sont fils de Bourgeois & nés dans la ville ; les Bourgeois qui sont fils de Bourgeois ou de Citoyens, mais nés en pays étranger, ou qui étant étrangers ont acquis le droit de Bourgeoisie que le Magistrat peut conférer. Les Habitans sont des étrangers qui ont permission du Magistrat de rester dans la ville & qui n'y font rien autre chose. Enfin, les Natifs sont les fils des Habitans ; ils ont quelques privilèges de plus que leurs peres.

Le droit naturel qu'ont les hommes de faire des représentations à ceux qui les gouvernent, est une prerogative légale des Bourgeois ; ils sont même tenus par leur serment de *bien & loyalement conseiller.*

L'après la forme de cette constitution, il n'est pas étonnant si les usurpations ne peuvent s'établir sur des bases solides ; il faudrait détruire toute la fabrique de ce gouvernement, dépouiller les citoyens de toutes leurs prerogatives ; ainsi les coups portés à la liberté ne sont qu'éphémères ; ainsi les scenes douloureuses, arrivées, comme nous l'avons dit, en 1707 & 1708, n'éteignirent pas l'esprit de liberté : comme une usurpation en attire une autre , on imagina de lever des impôts sans consulter le Conseil-Général ; ils devaient servir à la dépense de nouvelles fortifications, qui rendaient nécessaire une grosse garnison ; on forgeait ainsi aux dépens du peuple, les fers dont on voulait le charger ; tout se fit sans formalités, ni opposition ; comme les impôts ne suffisaient

pas encore , on eut également , sans consulter le peuple , recours à la voie dangereuse des emprunts : ces innovations exciterent des plaintes de tems à autre ; enfin , en 1718 parurent des *lettres* anonimes , en forme de *Mémoire* , pour réveiller le peuple de son assoupissement. L'Auteur , plein de lumieres & de sagacité , examina la constitution par les principes.

Comme il se fondait sur des autorités qu'il étayait par la raison , on fut frappé d'une citation qu'il avait tirée d'un discours de M. *Jean Robert Chouet dans l'Assemblée générale de 1707*. Le souverain Conseil , dit-il , en créant des Magistrats , n'a point abandonné son droit ; il ne s'en est point dépouillé ; il le conserve toujours tout entier ; mais il a créé des Magistrats pour en faire seulement les fonctions en son nom , & sous son autorité , ne pouvant les exercer facilement par lui-même. Lors donc que MM. les *Sindics* & les autres *Conseils* font exécuter les *Edits* ; lorsqu'ils font des *Réglemens* pour le bien du public , lorsqu'ils créent des Magistrats subalternes , lorsqu'ils prennent des résolutions , pour la paix ou la guerre , pour mettre des impôts , pour battre monnoye & pour exercer d'autres semblables actes de souveraineté , ils ne le font que parce qu'ils en ont reçu l'ordre de ce souverain Conseil , & parce qu'ils le représentent , de sorte que l'on peut dire que c'est ce Conseil-Général suprême qui exerce lui-même tous ces actes de souveraineté , mais qui les exerce par le Ministère des *Officiers* & des *Magistrats* , qu'il a établis à ces fins , & qui n'agissent qu'en son nom & en vertu de ses ordres.

En vertu de ces principes , disait l'Auteur des lettres , un Souverain , un *Maître qui établit des Officiers est en droit d'exiger d'eux ce qu'il veut* ; de retirer de leurs mains l'autorité qu'il leur a confiée ; si cela n'était pas , il ne serait pas vrai de dire que les *Conseils* font les *Officiers* du Souverain & qu'ils n'agissent qu'en son nom & en vertu de ses ordres , au droit d'établir des impôts. Il est donc toujours vrai

que le Souverain peut retirer ce droit & l'exercer par lui-même s'il le veut.

Des lettres qui portaient une lumière si frappante, ne manquèrent pas de blesser les yeux des Administrateurs: le 15 Décembre 1718 parut un arrêt fulminant où ces lettres sont condamnées comme séditieuses, les auteurs & leurs complices, criminels d'Etat, avec injonction à tous & un chacun de les dénoncer; & pour mieux encourager les délateurs, on leur promit mille écus de récompense. Ces sortes d'anathèmes & de fulminations ont toujours été la ressource de l'ambition qui veut faire taire la raison.

Les mécontentemens, les soupçons, les défiances durèrent jusqu'à l'année 1734; ils éclatèrent alors ouvertement; les Citoyens & les Bourgeois, outrés de voir leurs représentations constamment méprisées, se déterminèrent à les faire eux-mêmes aux Indics qui sont leurs Présidens dans les Conseils. Cette démarche délicate & solennelle s'exécuta avec un ordre, une décence qui firent l'admiration de tous les Habitans & Etrangers, qui n'étaient & ne pouvaient être que simples spectateurs. On ne répondit à ces représentations que deux mois après. Mais quel fut l'étonnement, lorsqu'au lieu du redressement des griefs qu'on demandait, on traita les Représentans de *novateurs*, d'*ingrats*, de *boutefeux*, de *parjures*, de *séditieux*, de *brouillons* &c. Ces mots surannés sont les armes ordinaires de l'ambition contredite. Elle ne s'en tint pas aux paroles. On n'osait sévir contre tout un peuple; on machina le projet de l'enchaîner à jamais. On distribua d'abord de la poudre & des balles à la garnison. Le jour suivant on augmenta la garde de l'Hôtel-de-Ville.

Quelques jours après on surprit un chariot couvert, qui conduisait deux pièces de canon dans le haut de la ville. Ces faits & d'autres repandirent l'alarme; le peuple courut aux armes; il demanda la garde des portes, que le Magistrat n'osa lui refuser. En conséquence l'Assemblée générale

rale fut ouverte le 8 Juillet; on y porta la proposition du plan des fortifications & des impôts, qui y avait donné lieu; le plan fut approuvé; mais les impôts ne furent arrêtés que pour dix ans; cependant, comme des indices frappans montraient que les Administrateurs avaient eu un dessein marqué contre les privilèges des citoyens, la confiance ne put se rétablir; le peuple fit ouvrir un Conseil-Général le 20 Decembre de la même année 1734; & plusieurs des Magistrats les plus suspects furent déposés de leurs emplois.

Le Gouvernement, instruit par ce coup d'éclat, chercha dans les Natifs & les Habitans des secours pour les employer au besoin; on enrôla ceux que des engagemens mercenaires flattaient plus que les fruits d'une honnête & laborieuse industrie; enfin, quatre prisonniers d'Etat devant recevoir leur punition, on fit courir le bruit que les citoyens voulaient les enlever; les soi-disant *protecteurs*, aidés de leurs vils stipendiés, se repandirent dans la ville, pour semer l'épouvante; les Citoyens coururent aux armes; cette scene terrible ne se passa pas sans effusion de sang; mais enfin les Citoyens & les Bourgeois triompherent; & la faction contraire fut réduite à accepter un pardon, ou à s'exiler elle-même. Pour mettre une fin à ces troubles, sa Majesté très-Chrétienne forma une médiation avec les Cantons de Zurich & de Berne. Le traité que ces trois Puissances ménagerent, rétablit en effet le repos pendant bien des années; il y eut quelques légers nuages; mais l'amour du repos engagea l'un & l'autre parti à des condescendances; le 15 Fevrier 1765, le Conseil des deux cens, sur la requisition des Citoyens & des Bourgeois, déclara même qu'une augmentation d'impôt sur l'entrée des vins étrangers ne pouvait être perçue, & continuée, sans le consentement du magnifique & souverain Conseil Général.

Ce fut un Citoyen expatrié qui, sans y penser, fit naître les premiers germes de la fermentation. Si

Geneve n'avait pas eu la gloire de donner naissance à l'un des plus grands génies de notre siècle, il est apparent qu'elle serait restée tranquille. Mais Jean Jacques Rousseau se décorant avec sa fierté ordinaire, du titre de Citoyen de Geneve, les Magistrats de cette ville crurent que l'absence d'un de leurs Citoyens ne leur ôtait pas le droit de prendre fait & cause de ses actions & de ses écrits. Quoiqu'un Ecrivain ne soit responsable qu'au Gouvernement sous lequel il vit, & que le Contrat Social & l'Emile eussent vu le jour ailleurs qu'à Geneve, non seulement ces deux ouvrages, mais encore la personne de l'Auteur, furent proscrits. C'était, dit Rousseau, renverser tout ordre judiciaire; c'était précisément parce que j'étais décrété à Paris que je ne pouvais l'être à Geneve. Le délit d'un criminel a certainement un lieu & un lieu unique; il ne peut pas plus être coupable à la fois du même délit en deux Etats, qu'il ne peut être en deux lieux dans le même tems. Une semblable proscription contre un homme qui honorait & illustrait sa patrie, qui exaltait jusqu'aux cieux son Gouvernement & ses Magistrats, indigna ses concitoyens. Ses parens étonnés réclamèrent, mais vainement. Un Citoyen prit sa défense, mais fut puni. Rousseau voyant que personne ne protestait, prit un parti analogue à l'impétuosité de son caractère; il abdiqua solennellement sa qualité de Citoyen de la ville & cité de Geneve. Cet éclat inattendu ralluma tout le feu d'un peuple facile à s'enflammer. On ne vit dans Rousseau qu'une victime de la haine personnelle. Un grand nombre de Citoyens & Bourgeois remirent le 18 Juin 1763 une représentation; cette affaire traitée par les têtes les plus éclairées & les plus éloquentes, donna lieu à la discussion des principes du gouvernement, non-seulement d'après les citations antérieures, mais surtout d'après les principes de la Démocratie; le peuple fut alors éclairé plus que jamais sur ses droits; & depuis cette époque le parti démocratique s'est toujours agité pour les établir sur un fondement solide.

Pour

Pour bien entendre le fonds des troubles de Geneve, il convient de représenter l'état où l'avait mis l'Edit de la médiation. Les Médiateurs trouverent une ville en proie à la fureur des armes & au désordre de l'anarchie; ils percerent jusqu'à l'origine de la Constitution; pour la remonter, il aurait fallu la refondre; cette refonte offrant des difficultés insurmontables, ils se contenterent de corriger divers points: ils ôtèrent, il est vrai, au peuple tout exercice du pouvoir exécutif; mais en se rendant garans de ses droits, ils le dispensèrent de les défendre lui-même. Ils avaient à concilier des choses presque incompatibles, les droits du peuple & les prétentions du Conseil, l'empire des loix & la puissance des hommes. Il n'est donc pas étonnant si leur reglement manque en plusieurs points. L'article XLIV laissant au Conseil-Général *legitamment assemblé*, les droits d'y faire les changemens qui paraîtront nécessaires, la volonté générale est donc au-dessus de tout; la médiation n'intervient donc que dans le cas d'une division.

La constitution Démocratique, dit Rousseau, n'a pas été bien examinée. Il faut distinguer le souverain du gouvernement, la puissance législative de l'exécutive. Les uns s'imaginent qu'une Démocratie est un gouvernement où tout le peuple est magistrat & juge. D'autres ne voient la liberté que dans le droit d'élire ses chefs, & croient que celui qui commande est toujours le Souverain.

Dès que la convocation du Conseil-Général dépend du petit-Conseil, dès qu'on ne peut y faire de proposition si elle n'est approuvée du petit-Conseil, dès que les membres de ce petit-Conseil exercent une autorité perpétuelle & indépendante, dès qu'il a le droit *négalif*, c'est-à-dire de rejeter toutes les Représentations qui ne lui plaisent pas de la part des Citoyens & Bourgeois, le Gouvernement & la Souveraineté sont absolument aristocratiques; mais comme le peuple jouit de prérogatives trop considérables, pour souffrir patiemment les suites d'un pouvoir

voir si étendu, il résulte qu'il y a à Geneve deux partis luttant sans cesse & violemment l'un contre l'autre.

Pour faire disparaître ce dangereux choc, Mr. le Comte de Vergennes, un des plus grands hommes d'Etat que la France ait employés, a proposé un moyen, dès qu'il y aurait conflit entre des Citoyens représentans, & le petit-Conseil se refusant aux représentations. Il a proposé un Tribunal momentané qui déciderait entre les deux parties. Pour rendre ce tribunal impartial, il proposait de le composer du Conseil des deux Cens & d'un nombre égal de Citoyens tirés au sort d'entre ceux qui auraient paillé quarante ans. Mais comme dans l'idée primitive il s'agissait d'un Conseil élu comme il s'élisait en 1768, c'est-à-dire par le petit-Conseil seul, les Citoyens n'y ont pas vu assez de sûreté; & c'est sans doute pour cela qu'il n'a pas fixé leur attention.

Il s'agit de faire cesser les conflits entre l'Aristocratie & la Démocratie, qui sont dans un état de guerre perpétuelle, le tout pour la défense des loix. Le Conseil-Général conservait dans l'édit de 1733 un moyen de défense, provenant des loix fondamentales, celui de *refuser d'élire des Magistrats*. C'est de ce pouvoir que le petit-Conseil tenta de le dépouiller. Depuis cette époque il en exerce un autre, celui d'exclure des membres des Conseils; ainsi les citoyens ont actuellement l'occasion de faire panacher la balance de leur côté; il n'y a donc plus d'équilibre; il faudrait donc un corps intermédiaire pour balancer les deux partis ou une refonte générale de la constitution pour maintenir ce repos.

Il est impossible de maintenir dans un Etat publicain le repos & la liberté civile, à moins que tous les mouvemens de la machine politique ne tendent au bien commun; ce qui ne peut se faire à moins que le peuple & le souverain ne soient une même personne.

On regarde Geneve comme un Etat détourné, par une heureuse impuissance, du féroce amour des

conquêtes, & garanti par une position non moins heureuse, de devenir la conquête d'un autre Etat; comme une ville libre, placée entre plusieurs peuples, dont aucun n'a intérêt à l'envahir & dont chacun est intéressé à empêcher les autres de l'envahir eux mêmes. Ces observations paraissent montrer que les Puissances appelées pour calmer les troubles, en qualité de médiatrices, ne sauraient entretenir l'idée de la subjuguier. On attribue ce projet à la France, à la Suisse & à la Savoye. Mais ou ces trois Etats partageraient cette dépouille, ou deux d'entr'eux la céderaient au troisieme. Dans le premier cas, cette acquisition rendrait les trois médiateurs odieux, sans rien ajouter à leur puissance; dans le second cas, chacune des trois puissances est également intéressée à ce que Geneve n'agrandisse pas le territoire des deux autres.

Pour bien entendre la cause des troubles actuels de Geneve, il faut se rappeler l'insurrection de l'année dernière, 1781 au mois de Février. Il y eut alors, sous l'influence des Puissances médiatrices, un règlement, suivant lequel tous les Natifs de la cité dont les Peres & Grands-Peres avaient été natifs, seraient admis au privilege de Citoyens; mais le parti Aristocratique voyant dans cette admission, une augmentation d'adversaires, traversait constamment l'exécution de cet Edit; sous prétexte qu'ayant été fait dans le tumulte des armes, il ne pouvait avoir force de loi. Les Natifs se virent avec indignation privés du privilege flatteur d'entrer en qualité de Citoyens, dans le Corps politique de l'Etat où ils avaient reçu le jour. Ils se regardaient comme méprisés par les Administrateurs & comme trahis par les Citoyens, dont leur accession augmentait naturellement la puissance. Les Citoyens n'étaient cependant pas insensibles aux mauvais traitemens qu'on faisait éprouver aux Natifs; mais, quoiqu'on dise de l'humeur inquiète des Genevois, il est certain qu'ils craignaient de troubler le repos public, soit dans l'appréhension que causent
 tou-

toujours des voisins puissans dont on redoute la médiation , soit par la tranquillité naturelle à un peuple qui ne tire ses ressources que de son industrie. Enfin, voyant qu'en abandonnant les Natifs , ces derniers seraient contraints de se ranger , comme auparavant , sous les étendards de l'administration , ils formèrent une représentation pour demander l'exécution complète de l'Edit de 1781. La Réponse faite aux Représentans fut un déni formel & péremptoire , le 7 Avril. Les Natifs & les Citoyens se trouvaient alors rassemblés dans ces cotteries , si fréquentes chez les peuples libres ; échauffés par le vin & outrés de ce refus , leur indignation s'allume. Ils déclament vivement contre la tyrannie des Administrateurs ; la passion de chacun d'eux passe dans le cœur de tous ; la fermentation devient générale ; & les esprits s'exaltent au plus haut degré. Les Natifs se répandent dans les rues , en demandant satisfaction ; quelques-uns des principaux Citoyens s'interposent pour éteindre ce feu ; le Sénat fait aussi plusieurs efforts ; mais tout fut inutile. Quelques-uns des mal-intentionnés , ayant alors crié au feu , on courut aux armes , conformément au réglemeut établi dans ces sortes de cas. Les principaux Citoyens voulurent arrêter le peuple ; mais il était trop tard. Le peuple armé s'empara de l'Hôtel-de-ville , des portes de la ville , sans trouver de résistance qu'à l'une des deux portes , dont ils s'emparèrent à la fin ; mais non sans effusion de sang. Que n'a-t-on pas à craindre d'un peuple prêt à sacrifier sa vie pour la liberté ? L'idée de retenir en otage les principaux Membres du parti des Natifs ou Aristocrates , montre cependant la crainte qu'ont les Citoyens de leurs voisins. On sait que depuis cet éclat , les Citoyens qui n'avaient jamais approuvé les demandes des Natifs & que certaines circonstances , suites malheureuses de l'insurrection , avaient aigris , se sont trouvés dans la nécessité d'entrer dans tous les procédés des autres ; car rester spectateur oisif eut été abandonner l'administration à la populace , &

s'ex-

s'exiler de la ville eut été fournir un prétexte aux voisins médiateurs, dont la fermentation actuelle ne peut manquer de rendre les vues suspectes.

Enfin, l'Assemblée du Conseil-Général vient d'exercer toute la plénitude de sa souveraineté. Elle a déclaré les grand & petit Conseils dissous. Mais comme il convient d'assurer les circonstances & les suites d'une révolution aussi importance, il n'est pas inutile d'insérer deux pièces tirées des papiers publics les plus accrédités & les mieux instruits.

„ Outre les Citoyens & Bourgeois de Geneve, cette Ville renferme un Ordre de gens beaucoup plus nombreux, connus sous le nom de Natifs, mais dont les Droits & Privileges sont très-inférieurs à ceux des Citoyens. Leur grand nombre, & par conséquent leur force, leur a fait jouer dans les dissensions de ces dernières années un rôle très-important: Les Partisans de l'Aristocratie, connus sous le nom de Négatifs, ont travaillé à se les attacher, soit en leur promettant les Droits utiles de la Bourgeoisie, soit en mettant en œuvre plusieurs autres moyens, que la droiture & l'honneur désavouent: Argent, repas, vêtemens, caresses, toutes ces amorces ont été employées de leur part. Les Citoyens Représentans, convaincus que, si leurs Adversaires réussissaient dans leurs vues à l'égard des Natifs, leur Parti seroit infailliblement ruiné, ont été forcés de faire à ceux-ci des offres plus avantageuses encore. Ainsi les Natifs ont été mis en quelque sorte à l'enchère, & sont devenus le butin du plus offrant & dernier enchérisseur. L'année dernière, au mois de Février, lorsque la Bourgeoisie se vit contrainte à prendre les armes, elle ne profita de ses avantages que pour faire passer un Edit, qui eut sa sanction en Conseil-Général le 10 dudit mois, & qui accordait la Bourgeoisie à un très-grand nombre de ces gens-là. Lorsque le calme a été rétabli, le Magistrat s'est invinciblement refusé à mettre en exécution cet Edit. Les Citoyens Représentans ont été forcés de faire au Conseil diverses représentations pour l'y engager, mais en vain. Le Lundi 8 Avril 1782, en particulier, le Conseil rendit une Réponse sur cet objet, si décisive, si tranchante, & si imprudente, que les Natifs, rassemblés dans les Places publiques, n'écoutant plus ni les vives instances des Citoyens

yens sages & modérés, ni l'intérêt majeur de la Patrie, prirent les armes tumultueusement sur les 9 heures du soir & se seraient portés à toute extrémité, si les Citoyens Représentans, obligés de céder à une force irrésistible, ne s'étoient joints à eux pour éviter de plus grands malheurs. Alors les Natifs & les Citoyens en armes allèrent déposséder la Garnison des Portes de la Ville & de tous les Postes militaires, non sans effusion de sang, puisque 3 ou 4 Personnes ont été tuées & environ 25 blessées. L'intérêt de leur sûreté les obligea ensuite à prendre & à garder en Otage quatorze des Chefs du Parti Aristocratique, parmi lesquels se trouvent sept Membres du Petit-Conseil, auxquels on attribue avec fondement cette dernière Réponse, qui a mis le feu aux poudres. Ces Otages ont été transférés dans l'Auberge des Balances, où aucune des commodités de la vie ne leur est refusée, mais où ils sont gardés avec le plus grand soin. Les Citoyens, Natifs & Habitans, persuadés qu'aussi longtems que le Petit-Conseil serait composé comme il l'a été jusqu'ici, il n'y aurait nulle Paix solide à attendre, ont fait à ce même Conseil une Réquisition, à laquelle il a été obligé de consentir, & qui a eu sa sanction Mercredi 10 Avril en Conseil-Général. En vertu de cette Réquisition, le Petit-Conseil & celui des Deux-Cent sont dissous: Un Collège, composé des Syndics ou Chefs actuels de la République, qu'on ne destitue point, de dix autres Conseillers qui ont passé par le Syndicat, & que l'on se propose de conserver encore dans le nouveau Conseil, des six Auditeurs ou Assesseurs de la Justice, du Procureur-Général, & de douze Citoyens d'une prudence & probité reconnues, a été chargé de former de nouveau les Petit- & Grand-Conseils. Il a rendu les destitutions le moins nombreuses qu'il l'a cru possible. Son ouvrage fut porté, Vendredi 12 en Conseil-Général, où il reçut l'approbation du Souverain de la République."

La Suite au N°. Prochain.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

N^o. LXVIII. LUNDI, ce 27 MAI, 1782.

Suite du C H A P I T R E XLI.

*Sur la Constitution & les Troubles de la République de Geneve.**Très-humble & très-respectueuse Re'QUISITION des Citoyens, Bourgeois, Natifs, & Habitans de la République, remise aux Seigneurs Syndics, le 9. Avril 1782.*

LE juste mécontentement du Peuple contre les Auteurs des maux de la Patrie a été porté à son comble par la Réponse que le Magnifique Petit-Conseil a faite, le 6 du courant, à la Représentation des Citoyens & Bourgeois du 18 du mois dernier. Le refus absolu du magnifique Conseil d'exécuter un Edit, auquel la Nation entière attache la plus grande importance, & qu'elle envisage comme l'unique moyen d'y fixer à jamais l'harmonie, le bon-ordre & la paix; la témérité inouïe, avec laquelle il s'est porté à contester, dans cet Ecrit, au Conseil-Général cette Souveraineté de la République, qui lui appartient dès son institution, que tous les Conseils & Magistrats de l'Etat & nos Alliés eux-mêmes ont constamment reconnue, & à laquelle ce Souverain-Conseil n'a jamais renoncé; tels sont, *Magnifiques & Très-Honorés Seigneurs*, les motifs, qui nous ont enfin forcés à prendre les Armes. Nous déplorons cette

fatale nécessité ; & les effets de notre légitime indignation contre les Auteurs de tous nos maux ne peuvent être arrêtés que par la considération de ce que nous devons à cette Patrie, dont le salut & le bonheur ont été constamment l'objet de nos vœux & de nos travaux.

La manière , dont le Petit-Conseil a été recruté depuis quelques années ; l'entrée qu'on y a donnée, contre les vrais intérêts de la République , à une Jeunesse , qui s'était surtout distinguée par son acharnement à faire triompher la conjuration formée contre l'Indépendance de la République, nos Loix & notre Liberté ; l'ascendant, que les nouveaux Conseillers ont , dès-lors , pris dans les délibérations ; & l'appui qu'ils ont constamment trouvé dans la pluralité du Conseil des Deux-Cent , de ce Corps qui , par sa malheureuse insurrection contre l'ouvrage si salutaire & si désiré du Code , a donné naissance aux troubles , qui , dès-lors , ont travaillé la République : Voilà , *Magnifiques Seigneurs* , les véritables & uniques causes de tous les maux de la Nation.

C'est pour y appliquer le seul remède, qui s'offre à nous pour la sauver , que nous venons requérir de *Vos Seigneuries*, qu'il leur plaise porter incessamment & successivement aux Petit & Grand- Conseils , & immédiatement après au Souverain-Conseil , l'Avis d'abolir dès-à-présent les Petit & Grand-Conseils actuels , & de donner provisionnellement aux Syndics & aux Conseillers, qui ont été honorés de cette Charge ou de celle de Lieutenant, joints à eux Mrs. les Auditeurs & Mr. le Procureur-Général , & quelques Citoyens notables , que nous nommerons à cet effet, la puissance nécessaire pour créer incessamment de nouveaux Conseils, à la charge de rapporter sans délai au Conseil-Général la Liste des Membres qui devront composer lesdits Conseils, pour y recevoir son approbation : Déclarant, que notre intention est, qu'immédiatement après cette opération, il sera procédé par le Petit-Conseil. qui aura été nouvellement établi, à l'exécution pleine & entière de l'Edit du 10 Février 1781.

Extrait des Registres du Conseil. Du 9 Avril 1782.

Le Conseil délibérant sur la Requisition remise ce jour à Mrs. les Syndics par les Citoyens , Bourgeois, Natifs, & Habitans de la République , l'Avis en deux tours a été, qu'il n'y a point d'autre parti à prendre , vu les circon-

stan-

stances où se trouve la République , que d'approuver les Conclusions de la dite Réquisition , & d'assembler le Magnifique-Conseil des Deux-Cent demain à 8 heures , pour lui porter cet Avis.

(Signé)

DE ROCHEMONT.

A ces Pieces , nous ajouterons les Résolutions prises le 10 Avril par le Conseil des Deux-Cent & par le Conseil-Général , conformément à la Réquisition des Citoyens.

Du 10 Avril 1782. Au Magnifique Conseil des Deux-Cent.

Etant opiné sur l'Avis du Magnifique Petit-Conseil du 9 de ce mois , l'Avis en deux tours a été de l'approuver & de le porter au Magnifique & Souverain Conseil - Général aujourd'hui à 2 heures après-midi , pour sçavoir s'il l'approuve & y donne son Consentement.

(Signé)

DE ROCHEMONT.

Du 10 Avril 1782. En Conseil-Général.

Lecture faite de l'Avis de Messieurs les Syndics , Petit- & Grand- Conseils , des 9 & 10 de ce mois ; chaque Citoyen & Bourgeois ayant donné son suffrage à l'oreille de l'un des quatre Secrétaires *ad actum* , nommés pour recueillir les suffrages sur l'approbation ou sur la réjection du dit Avis , il a été approuvé par la pluralité ; & cette Résolution a été à l'instant publiée.

(Signé)

DENTAND, Trésorier,
pour les Secrétaires-d'Etat.

*Extrait des Registres du Magnifique Petit-Conseil,
du 15 Avril 1782.*

MESSEIGNEURS,

Pénétrés depuis longtems de la nécessité de ramener dans notre Patrie la tranquillité , l'Ordre & la Sûreté , & ayant pris en sérieuse Considération les moyens indiqués pour parvenir à ce but , par les Citoyens & Bourgeois dans leur Proposition , remise le jour d'hier à Mrs. les Syndics , on estime qu'il y a lieu de proposer au Magnifique-Conseil des Deux-Cent , les Articles suivans , pour , s'il les approuve ,

Q 2

être

être portés au Souverain-Conseil le 16 de ce mois, pour savoir s'il lui plaît de les approuver.

„ ART. Ier. Il sera formé une Commission de sureté, composée de quatre Membres du *Magnifique Petit-Conseil*, de deux Auditeurs & cinq Citoyens ou Bourgeois, Membres du Conseil des *Deux-Cent*. Cette Commission se choisira des Secrétaires & autres Aides, nécessaires à l'exercice des fonctions, lesquels n'auront point voix délibérative dans la Commission.

II. Cette Commission aura pendant deux mois, l'autorité nécessaire pour prendre provisionnellement toutes les mesures nécessaires à la sureté de l'Etat, & procurer ainsi le rétablissement du bon ordre & de la tranquillité.

III. Elle sera particulièrement chargée de disposer selon sa prudence, de tous les Corps militaires de la Bourgeoisie, des Milices du dehors & de la Garnison, pour la garde de la Ville, la sureté publique & le soutien de la Police; de faire observer dans ces divers Corps la subordination & la discipline Militaire; de faire commander tous les dix Corps sans exception par des Officiers de la Bourgeoisie, de substituer à ceux desdits Officiers qui ne pourraient pas faire leur service, & de faire prêter aux Compagnies de la Garnison le serment de fidélité à l'Etat & d'obéissance aux Officiers qui les commanderont & aux autres Supérieurs.

Cette Commission sera de plus chargée de réprimer avec promptitude, tout Auteur de provocation ou insolence, tout tumulte, tout désordre & tout mouvement contraire à la tranquillité ou à la sureté publique, de même que toutes les contraventions à la discipline militaire; à la charge par elle de rapporter au Petit-Conseil, pour être jugés selon la forme & la rigueur des Loix, tous les cas qu'elle estimera mériter une peine plus grave que la Prison de 15 jours en Chambre close.”

Dudit Jour après-midi.

Au Magnifique Conseil des Deux-Cent, Lecture faite de l'avis de *Messeigneurs du Petit-Conseil* & du Programme ci-dessus, l'avis en deux tours a été de les approuver & de les porter demain matin à neuf heures au *Magnifique & Souverain-Conseil-Général*.

(Signé) DENTAND, Trésorier-Général pour
les Seigneurs Secrétaires d'Etat.

L'Avis ci-dessus a ensuite passé en Conseil-Général à la pluralité de six cens quatre-vingt-douze voix contre dix-neuf.

D'après

D'après ces documens & d'après les autres informations venues de Geneve, les choses considérées sous un point de vue impartial, il paraît que les Citoyens de cette ville agitée, ont également tort, soit en prenant les armes pour des intérêts étrangers, soit, après les avoir prises, en bornant leurs demandes à l'exécution de l'Edit du 10 Février 1781. Ils ne voient donc pas qu'il s'agit moins, pour calmer les troubles, de changer d'Administrateurs que d'administration, & que le maintien de la même forme d'administration, leur donnera toujours des Administrateurs qui leur déplairont ? Ne voient-ils pas que dès que les membres des Conseils seront indépendans du peuple, dès que dans l'Assemblée annuelle du Conseil-Général le peuple ne pourra faire passer, à la pluralité des voix, sinon le renouvellement de tous les membres des Conseils, du moins la déposition de quiconque ne lui sera pas agréable, & tant qu'un Citoyen ne pourra proposer également à la pluralité tout ce qu'il juge pouvoir intéresser la République, cette paix ne sera qu'éphémère & plâtrée. Les nouveaux Administrateurs ayant, ainsi que les précédens, le même intérêt à se former un pouvoir arbitraire & indépendant, reviendront toujours sur les traces des anciens :

Ces idées rameneraient non-seulement les choses à l'essence de la Démocratie, qui constitue le Gouvernement de Geneve ; puisque la Souveraineté reside dans le peuple ou l'Assemblée générale des Citoyens ; mais on en verrait aussi renaître l'observation des principes énoncés dans les occasions & les déclarations les plus solennelles. Suivant l'Edit ménagé par les trois Puissances médiatrices en 1738, le Conseil-Général conserve le pouvoir, non-seulement de refuser tous les sujets qui ne lui seraient pas agréables pour la charge de Syndic, mais encore celui de refuser d'élire des Magistrats. Dans la première institution les quatre Syndics nouvellement élus, & les quatre anciens Syndics, rejetaient tous les ans huit membres des seize restant du petit-Conseil, & en proposaient huit nouveaux, lesquels passaient ensuite aux

suffrages des deux Cens pour être admis ou rejetés. Le petit-Conseil dans son origine n'était qu'un choix fait entre le peuple par les Sindics, de quelques Notables ou Prud-hommes pour leur servir d'Assesseurs. *Tous doivent être contens, dit l'Edit de 1555, en dégré le Citoyens & Bourgeois, sans se vouloir préférer & s'attribuer quelque autorité & Seigneurie par dessus les autres.* Et dans l'Edit de 1568, *nul ne doit être en office, qui ne soit agréable au peuple.* Dans la dispute encore fraîche de 1768, il fut adjugé solennellement au Conseil-Général, le droit d'élire la moitié des membres du Conseil des deux-Cent & de destituer chaque année quatre membres du Conseil des vingt-Cinq. En 1735 le Conseil envoya un mémoire à la Cour de Londres où il disait que du Conseil-Général émanaient tous les pouvoirs, & qu'il avait le droit de les reprendre lorsque les Conseils inférieurs en abusaient. Ainsi la Constitution est entièrement démocratique. Or, dans une Démocratie le peuple est la puissance suprême, le centre où tout se rapporte, le principe d'où tout dérive, le Souverain qui ramène tout à lui (*).

Mais il est absurde, dirait-on, en donnant au peuple une si grande autorité, qu'on lui suppose celle de faire des représentations. Les Administrateurs n'étant plus que les Officiers & les Serviteurs du peuple, il est contre l'ordre que le maître fasse à son serviteur des représentations, qui supposent infériorité dans celui qui représente, & supériorité dans celui auquel on s'adresse. On pourrait réfuter cette objection, en disant que les représentations sont moins des demandes d'un sujet à un supérieur qu'une re-

(*) On est étonné, en voyant dans la constitution de Geneve, ainsi que dans celle de plusieurs villes des Pays-bas-Unis, antérieurement à la Révolution qui leur procura la liberté politique, des franchises qu'elles ont perdues depuis. Comment! vous vous laissez arracher, étant libérés, des droits, dont vous jouissiez étant sujets? Vos Magistrats vous dépouillent de ceux, que vous accorderent vos Princes! Si telle est la liberté, que vous ont acquis vos pères, vous avez de quoi regretter le sang qu'ils versèrent pour elle.

montrance pour rappeler un serviteur en charge à son devoir. Mais il semble qu'en ramenant tous les pouvoirs de l'administration, à la Démocratie, le droit des représentations devient presque inutile; & que ce droit que l'on peut regarder comme un équivalent de ceux ôtés à la Bourgeoisie, n'étant plus employé, par le renvoi de toutes les matières de discussion à l'Assemblée Générale, alors disparaît tout conflit naturel entre les Administrateurs & les Représentans. Est-il d'autre moyen de ramener la paix, l'harmonie & la confiance dans la République & de lui rendre cette splendeur & cette considération qu'elle ne doit qu'à la liberté?

C'est à cet esprit de liberté que Geneve, ce point qui échappe à l'œil même des Géographes, doit une population, dont autrement la sixième partie n'y trouverait pas sa subsistance. Il n'y a point de patriciens à Geneve: on y connaît encore moins les distinctions odieuses de noblesse & de roture; mais l'inégalité des fortunes, suite nécessaire de l'industrie, y tend sans cesse à dénaturer la constitution. Les loix qui établissent l'égalité politique, & les mœurs qui la font respecter, ont eu jusqu'ici besoin de toute la vigilance des Citoyens, pour résister à l'ascendant impérieux de la ligue des riches; ligue d'autant plus dangereuse, que les Citoyens, occupés journellement du commerce & des arts, ne sont gueres en état d'arrêter ses progrès lents & insensibles. Pour empêcher l'hérédité dans les charges que l'indépendance des Administrateurs établit toujours, si non de droit, du moins de fait & pour maintenir sans cesse cette circulation perpétuelle dans les fortunes que la nature semble avoir établie, en dispensant indistinctement le mérite & les talens, il n'est donc pas nécessaire de recourir à la communauté des biens, qui maintint pendant sept cents ans la République de Licurgue; il suffit de combiner les choses de façon que l'administration soit aristocratique, ou dans les mains du petit nombre; & la Souveraineté, démocratique, c'est à-dire que tout l'autorité des administrateurs soit dépendante du peuple. Tout corps inter-

médiaire, tout tribunal médiateur amené entre les deux parties, ne ferait que perpétuer les disputes & les factions, qu'on ne peut détruire que par un seul & même intérêt, en établissant la nécessité de dépendre toujours de la volonté générale, résidant dans la pluralité des Citoyens & Bourgeois. Voilà le principe que les Rédacteurs d'un nouveau code politique pour cette ville, doivent toujours avoir devant les yeux, & dont ils doivent chercher les meilleurs modèles dans les institutions, que se forment actuellement ces Républiques qui s'élèvent avec tant d'éclat dans le Nord de l'Amérique.

C'est une très-grande erreur, en politique, d'imaginer que la fréquence des Assemblées de la nation peut nuire au bon ordre dans une République. Rien au contraire n'attache autant le Citoyen à sa Patrie, que l'habitude de s'occuper des intérêts publics; rien n'élève autant les âmes, & ne les empêche de se concentrer bassément dans le tracassé des affaires particulières, que cet esprit de dignité qu'occasionne le Spectacle majestueux du Corps législatif, à la Souveraineté duquel chaque membre se sent participer; rien enfin ne resserre autant les liens qui doivent unir les Citoyens entre eux, comme de se trouver souvent rassemblés pour discuter leurs intérêts communs. Cette erreur prend sa source dans la confusion qu'ont fait les politiques des objets de Législation & des objets de Gouvernement. Ils n'ont pas vu que les premiers, embrassant généralement & abstraitement les intérêts de tous les membres de l'Etat, ne peuvent être légitimement réglés que par la collection de ses membres, & que les autres n'étant jamais que des applications des premiers, & étant purement individuels, ne pouvaient être du ressort de la volonté générale, & que par cette raison, il est à propos que la décision en soit commise à des Magistrats. Cette distinction qui fait la base du droit public, a été ignorée ou négligée par tous les auteurs, qui ont écrit sur cette matière; elle a été mise dans le plus beau jour par un homme de génie qui a dé-

ve.

veloppé depuis peu ces idées, qui avaient été si longtems dans la plus profonde obscurité.

Conformément à ces observations, quoiqu'il soit vrai que la discussion des affaires particulières attribuées au peuple, ne pourrait que mettre de la lenteur & de l'embarras dans le jeu de la machine politique: il ne s'ensuit pas qu'il ne doive avoir toujours l'œil sur les intérêts généraux & veiller au maintien de la Législation, dont il est le gardien suprême.

Au milieu des convulsions qui agitent la République de Geneve, elle n'a pas seulement des combinaisons à prendre sur son état intérieur; s'il en faut croire des Nouvellistes, qui passent pour avoir de la pénétration & des lumieres; la liberté politique de Geneve court les plus grands risques. „ Il est facile, „ disent-ils, de voir dans l'accord formé entre les „ deux Cours de France & de Sardaigne, de faire „ avancer des troupes vers Geneve, le projet de „ mettre fin aux troubles interminables des Géné- „ vois, en les mettant sous la dépendance de la „ France. Selon le plan qu'on suppose arrêté, cet- „ te dernière Puissance s'emparerait de Geneve, où „ elle tiendrait une forte garnison. On conserve- „ roit aux habitans leurs principaux privileges, ex- „ cepté celui d'abuser de tous les autres & de se „ nuire à eux mêmes; & surtout on leur laisserait „ la liberté de conscience, à peu près comme aux „ Strasbourgeois. On donneroit au Roi de Sardaigne „ une partie du païs de Gex qui est à sa convenan- „ ce, & à la république de Berne, Versoy & son „ territoire, qu'elle desire depuis longtems. La „ difficulté serait de contenter Zurich; il n'y a à sa „ bienséance qu'une partie du territoire de Berne, „ & l'on travaille à faire consentir cette dernière Ré- „ publique à le lui céder. Cet arrangement est d'au- „ tant plus croyable, que les gens accoutumés à sui- „ vre la marche des événemens humains & de la „ politique, en voyant tant de Puissances s'ébranler „ pour une misérable querelle d'horlogers, ont

„ soupçonné aisément que ce n'était pas unique-
 „ ment pour avoir l'honneur de les pacifier , qu'el-
 „ les déployaient leurs étendarts & faisaient mettre
 „ leur canon en mouvement. On lit dans la Gazette
 „ d'Amsterdam , art. Geneve, la singuliere phrase
 „ qui suit :

„ *Il vaudrait beaucoup mieux qu'on nous laissât le*
 „ *soin de vider nos propres différends : Peut-être som-*
 „ *mes nous cette fois entrés dans l'orbite politique,*
 „ *qui doit assurer la régularité de nos mouvemens ; nous*
 „ *errions peut-être auparavant pour chercher cette com-*
 „ *binaison ; l'avenir montrera si nous avons été trom-*
 „ *pés.*

„ Quelle étrange opinion ce peuple doit avoir de
 „ lui-même & de l'importance de son Etat, bien
 „ aussi étendu ,

Taurino quantum possent circumdare tergo ?

„ Il est à présumer en effet qu'il va entrer dans
 „ ce qu'on appelle l'orbite politique qui doit assurer la
 „ régularité de ses mouvemens ; mais non à la maniere
 „ dont les astrologues Gênois l'entendent. Quel-
 „ ques astronomes de Versailles & de Turin auront
 „ prévu que cette comete s'écarterait encore de son
 „ orbite, par la force centrifuge trop violente, qui
 „ réside en elle ; & ils auront pris la sage résolution
 „ d'assujettir cet astre errant & vagabond à la marche
 „ & aux mouvemens d'un astre plus régulier. Du
 „ reste, si cet événement arrive, il y aura lieu d'ad-
 „ mirer encore l'étonnante bizarrerie des choses de
 „ ce monde : puisqu'en moins de 12 ans, la France
 „ aura soumis au pouvoir monarchique 3 républi-
 „ ques de notre continent, (la Corse, la Suede &
 „ Geneve.) & en aura créé 13 dans l'autre hémis-
 „ phere. C'est toujours une chance de 10 contre 3
 „ dans la lotterie politique, en faveur de la forme
 „ républicaine & de ses partisans ; mais cela est ce-
 „ pendant singulier ! En tout cas, si les Gênois se
 „ plaignent de cet arrangement, ou pourra leur ré-
 „ pondre, & même faire graver au-dessus de cha-
 „ que porte de leur ville : ”

*Quia nolulistis vestrum ferre bonum ,
 Malum perferte.*

Il faut avouer qu'en mettant de côté le ton persifflé & les plaisanteries indécentes, que l'Auteur se permet, surtout à l'égard des petits Etats, les malheurs qu'il annonce à Genève ne sont pas sans vraisemblance. Les insurgens eux-mêmes paraissent nourrir ces conjectures sinistres en gardant étroitement leurs principaux adversaires, qu'ils semblent avoir arrêtés pour leur servir d'otages & de garans contre les entreprises que les voisins médiateurs formeraient, non-seulement sur leurs personnes, mais encore sur la liberté de l'Etat. On remarque en effet que le parti des Négatifs ou Aristocrates a toujours eu soin de ménager les Puissances étrangères, dont l'assistance pouvait effrayer les partisans de la liberté.

On ne saurait cependant jamais se persuader que la France qui, l'année dernière, renonça ainsi que Zurich & Berne, à la médiation de 1738, eût actuellement des vues de conquête sur Genève. Il ne peut entrer dans ses plans de perdre par cette politique opposée à son système actuel de magnanimité, la gloire qu'elle s'est acquise, en montrant en différentes rencontres son désintéressement & ses soins pour écarter tout soupçon de vouloir attenter à la liberté de cette petite République. Un lion ne cherche pas à dévorer une mouche. C'est parce qu'elles peuvent écraser que les grandes Puissances ne doivent jamais s'abaisser à faire du mal. A l'exemple du suprême Ordonnateur des mondes, elles doivent tenir la balance de la justice, avertir les coupables & jamais les anéantir. L'usurpation d'une petite ville, quelque avantageuse qu'on pût représenter sa situation, ne saurait entrer dans les desseins de la France. Elle est la protectrice de la liberté des petites Républiques Européennes, dont la plupart se sont formées ou se maintiennent sous ses auspices. Voilà le rôle qu'elle doit remplir sur le vaste théâtre des affaires générales. La Suisse l'a éprouvée plus d'une fois. Des guerres longues & fréquentes n'ont pu faire oublier aux Pays-bas-Unis qu'ils sont redevables à la France de leur existence politique. Les mers & les
plai-

plaines de l'Amérique sont teintes du sang Français qui a cimenté sa liberté. N'est-ce pas la France qui posa des bornes à l'ambition de Charles-Quint & mit fin aux projets funestes de son fils ? N'est-ce pas elle, qui appela les armes du Grand Gustave & jeta les fondemens du droit public de l'Empire & de l'Europe ?

Convaincus de ces vérités, les Suisses ni les Génevois n'ont jamais pris ombrage de l'intervention de cette Puissance dans les troubles de cette Ville. Depuis que la rédaction des Loix les a fait renaître, M. le Comte de Vergennes a fait des déclarations réitérées, conformes au sentimens de ses Prédécesseurs en office. Quand on voit le Roi de France arracher d'une main le Sceptre de l'Océan au Roi de la Grande Bretagne, & de l'autre rappeler les factions de Geneve à l'ordre & à la tranquillité, on se rappelle ces antiques Héros qui furent à la fois la terreur de l'Asie, & les pacificateurs désintéressés des imprudentes dissensions des villes Grecques.

Depuis que la Suisse a été placée entre deux grands Monarques, elle n'a jamais figuré, par la seule raison qu'elle n'avait aucune maxime fondamentale applicable à toutes les circonstances. Si elle avait suivi un plan de conduite au milieu des révolutions des autres Etats, son pays était assez difficile pour les opérations des armes, & le peuple assez guerrier pour que la République eût pu s'assurer une liberté perpétuelle, & tenir une place plus considérable parmi les Etats d'Europe.

Rien de plus rare qu'un traité bien conçu, qu'un traité qui n'allume pas de nouvelles guerres. Les termes abstraits se mêlent toujours dans les dénominations qui désignent les faits. Deux factions ne savent gueres ce qui est légitime. Les auteurs du Traité de 1738 n'avaient apparemment point de passions; ils auraient connu les tours qu'elles jouent à la raison qui est toujours réduite à trouver juste, bon, beau, décent, charmant, glorieux, tout ce que ces maitresses capricieuses lui ordonnent de prendre pour tel.

Nous

Nous professons d'ignorer ce que deviendra Geneve; nous croyons aussi que le plus grand nombre des Citoyens n'en est gueres mieux instruit; & c'est beaucoup si les Puissances alliées en savent quelque chose. Nous voudrions que la République voulût prendre le parti d'être heureuse; puisque le Ciel & la Terre veulent qu'elle le soit.

Pendant que cette feuille était dans les mains de l'Imprimeur, l'Auteur du Manuscrit vient de nous adresser les additions suivantes, qu'il nous prie instamment de mettre à la fin de sa dissertation; si quelque Négatif juge à propos de nous communiquer des idées contraires, nous sommes prêts à les publier avec la même impartialité; car trop éloignés du théâtre de ces dissensions, nous ne pouvons que nous en rapporter aux yeux & aux relations d'autrui.

Lettre de Son Excellence Monsieur le Comte de Vergennes à Monsieur l'Ambassadeur de France à Soleure.

„ Cette Lettre a été communiquée le 7 Mai 1782 à
„ Leurs Excellences de Berne, de la part de Son Excellen-
„ ce Monsieur l'Ambassadeur de France, par Monsieur Ba-
„ cher, Secrétaire d'Ambassade; & adressée par Copie à
„ Leurs Exc. de Zurich.”

Le Roi a été très-sensible, Monsieur, à l'attention que les Cantons de Zurich & Berne ont eue de vous faire part de la Lettre qu'ils ont écrite le 23me. du mois dernier aux Syndics de Geneve. Le motif de cette communication est fait pour être, à tous égards, agréable à S. M.: Certainement Elle n'a pas cessé de prendre un intérêt véritable au sort de Geneve; &, dans le moment où cette République gémit sous l'oppression de quelques-uns de ses Citoyens (a), S. M. devait voir avec plaisir les deux louables Cantons partager son indignation de cet attentat (b) Quoique les rap-
ports

(a) Et Vous dites plus bas, que *tous* ont contribué à faire triompher les idées de la Démocratie absolue, que *tous* suivront, que le plus grand nombre suit déjà l'impulsion qui leur a été donnée!

(b) Les Citoyens se bornaient à réclamer l'exécution de l'Edit du 10 Février 1781, formé de la manière la plus légale en Conseil-Général, sous l'influence des Syndics & des grand & petit-Conseils, sous l'aveu même des Puissances garantes. On se refusait formellement à leurs demandes. Où chercher alors la Puissance coactive? Devaient-ils implorer des Alliés, qui renonçaient à leur garantie & médiation? Rejetés par les Administrateurs, les Genevois avaient-ils de ressource ailleurs; que dans eux-mêmes & dans leur courage?

ports qui subsistaient, eu égard à Geneve, entre le Roi & les Cantons garants de l'Edit de 1738, *aient changé*; la nature des choses indiquait que l'Intérêt & la Dignité de S. M. ne lui permettraient pas d'abandonner cette République, & qu'Elle serait bien aise de connaître la façon de penser des deux louables Cantons sur l'*anarchie* (c) dans laquelle Geneve est tombée. Messieurs de Zurich & de Berne ont fait, Monsieur, tout ce qui était en eux dans le premier moment : Le Roi, applaudissant à cette démarche, doute beaucoup qu'elle produise aucun effet; parce que S. M. connaît tout l'empire que les Auteurs de la *Sédition* de Geneve conservent encore sur leurs Concitoyens *aveuglés*, & sur les Natifs dont ils ont fait les *instrumens* de leur *Ambition* (d).

Mais l'empressement des deux Cantons à faire connaître à S. M. ce qu'ils pensent de l'étrange Révolution de Geneve, & leurs premiers efforts pour rétablir l'ordre dans cet Etat, demandent qu'Elle avance de quelques jours la notification qu'Elle comptait de leur faire de ses desseins. C'est pour vous mettre en état de remplir, à cet égard, les intentions de S. M., qu'Elle m'a ordonné, Monsieur, de vous écrire cette Lettre, dont vous ferez, quant à la forme, l'usage qui vous paraîtra le plus convenable, & dont le fonds doit être transmis exactement aux deux Cantons. On ne peut plus se dissimuler, Monsieur, qu'il est impossible de ramener la Paix dans Geneve par la voie de la persuasion. Si ceux qui ont renversé le Gouvernement de cet Etat, ne sont pas tous enivrés des idées de la *Démocratie absolue*, tous ont contribué à les faire triompher, tous suivront jusques au bout l'impulsion qui leur a été donnée, & la voix de la raison ne peut plus se faire entendre du PLUS GRAND NOMBRE des Habitans de cette Ville. Les premiers pas à faire pour lui rendre sa tranquillité, sont de rétablir le *Gouvernement légitime*, de tirer de l'oppression les *Victimes de la fureur* des Démagogues, & de mettre leurs *Satellites* hors d'état de *consolider la Tyrannie* (e). Le Roi a pris la

(c) A l'exception du désordre inséparable de la première insurrection, toutes les nouvelles venues de Geneve nous apprennent qu'il regne une tranquillité, une police admirables, sous l'influence de la nouvelle administration.

(d) *Auteurs de sédition! Citoyens aveuglés! Satellites de la Tyrannie! Instrumens d'ambition! Pouvoir criminel!* Voilà exactement les propres termes que le Roi d'Angleterre n'a cessé de prodiguer aux Américains depuis huit ans!

(e) Plus bas vous dites que ce Gouvernement légitime, propre à ramener la tranquillité, a déjà éprouvé sept fois des chocs dans le cours

la Résolution de tout employer pour parvenir à ce but. Je vous prie, Monsieur, d'en faire part aux deux Cantons, en les assurant que S. M. ne fait aucune attention à ce qu'a eu de *despectueux* (f) pour Elle l'*attentat* de la *Faction représentante*: Elle n'y voit que la Loi & la Liberté publique outragées & violées.

Vous voudrez bien, Monsieur, vous attacher à prouver que Geneve ne peut plus être sauvée que par des mains puissantes. Quant aux motifs, qui déterminent S. M., Elle est Protectrice de Geneve; Elle est convaincue qu'il est impossible d'y rétablir la Paix, sans se mettre en état d'en imposer à ceux qui l'ont tant de fois troublée, & qui y exercent aujourd'hui le *pouvoir le plus criminel*. Enfin, Elle croit que l'humanité & la saine Politique exigent que Geneve cesse d'être une *Ecole de Sédition, dont les Dogmes destructeurs infecteraient bientôt tout ce qui entoure cette Ville* (g). Le Roi pense, Monsieur, que ces motifs paraîtront dignes de sa Justice, & de son Affection pour Geneve & pour les Cantons, à tous ceux qui sont capables d'apprécier ce que ses sentimens lui prescrivent dans la circonstance actuelle. S. M. imposera silence aux autres, en donnant les Déclarations les *plus positives*, qu'Elle n'attaquera en rien l'*Indépendance de Geneve* (h) & se bornera à appuyer le

cours de ce siècle! Ces fréquentes agitations ne montreraient-elles pas plutôt, que le repos ne peut revenir que par le triomphe & l'établissement de la Démocratie?

(f) Que vous importe la conduite d'un Etat à qui vous avez retiré votre médiation? Sous quel rapport des événemens relatifs à son Gouvernement intérieur, peuvent-ils être *despectueux* pour vous?

(g) Quel langage de la part d'une Cour qui vient de jouer un rôle si brillant dans la création des Républiques Américaines? En France la Souveraineté réside, dit-on, essentiellement dans le Monarque. L'autorité exercée par les Parlemens émane entièrement de lui. Lorsque Louis XV leur retira cette autorité, pour former d'autres corps exécutifs, se rendit-il coupable de révolte? Je ne connais pas assez la constitution Française pour justifier ou condamner sa démarche. Mais il me semble que l'Empire, la Suisse, ou quelque autre Puissance alliée aurait bien étonné Louis XV, en intervenant dans cette querelle domestique, sous prétexte qu'il introduisait des dogmes dangereux. Si quelque attentat d'un peuple voisin à jamais pu effrayer une monarchie, ce fut, sans doute, le Régicide des Anglais du tems de Cromwel. Qui ne sait qu'alors le Despote Richelieu lui-même échauffait les Anti-royalistes, qui firent tomber la tête de Charles I sur un échaffaut?

(h) Puisqu'on ne saurait douter de la sincérité de ces sentimens
géné-

le *Gouvernement légitime*, dès qu'une fois il aura recouvré l'autorité dont il a été dépouillé, & l'abandonnera à ses propres forces, lorsqu'il en aura de suffisantes.

Pour convaincre davantage les Cantons de cette façon de penser, vous leur ferez connaître, Monsieur, le desir qu'a S. M. de les voir concourir avec Elle à consolider la Paix de Geneve, lorsque cette Affaire sera à son point de maturité. Pacifier Geneve, y rétablir le Gouvernement, le mettre à l'abri des chocs qu'il a éprouvés sept fois dans ce Siecle, faire le bonheur de ceux-même, qui ont causé tant de maux (i), tel est le but de S. M.: Elle ne regrettera ni les soins, ni les dépenses pour l'atteindre; mais aussi, rien ne la détournera de cette salutaire entreprise: Et *Elle est bien persuadée qu'aucunes des Puissances voisines, qui ne voudront ou ne pourront pas y coopérer, ne chercheront à y mettre obstacle: Elle en a pour Garants leur Prudence & leur Intérêt, sans parler des autres moyens par lesquels Elle s'est assurée de leur confiance* (k); c'est sur quoi vous ne pouvez trop insister auprès des deux louables Cantons.

Versailles le 2 Mai 1782.

généreux, que fait à la France, que Geneve soit indépendante sous l'influence d'un Gouvernement aristocratique ou sous celle d'un Gouvernement populaire ?

(i) Républicains de Zurich & de Berne, écoutez ce que dit Guillaume Thomas Raynal, Français de Nation, mais Cosmopolite de profession, dont vous n'avez pros crit ni le livre, ni la personne: „il n'est jamais, dit ce Philosophe, permis à un homme, quel qu'il soit, de traiter ses commettans comme un Troupeau de Bêtes: on force celles-ci à quitter un mauvais pâturage pour passer dans un plus gras: mais ce serait une tyrannie d'employer la même violence avec une société d'hommes: s'ils disent: nous sommes bien ici; s'ils disent même d'accord: nous y sommes mal. mais nous voulons y rester, il faut tâcher de les amener à des vues saines par la voie de la persuasion; mais jamais par celle de la force. Le meilleur des Princes qui aurait fait le bien contre la volonté générale, serait criminel par la seule raison qu'il aurait outre-passé ses droits.” Au reste qui peut mieux savoir ce qui serait avantageux à Geneve que les Genevois eux-mêmes ?

(k) Ces dernières paroles sont d'autant plus remarquables, qu'en général les grandes Puissances affectent, ordinairement, dans ces fortes d'occasions, & vis-à-vis des petits Etats, de prendre le ton de la douceur & de la modération, pour ne pas effaroucher des esprits inquiets, & réveiller la jalousie naturelle aux petits Etats à l'égard des grands.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

Nº. LXIX. LUNDI, ce 3 JUIN, 1782.

C H A P I T R E XLII.

Lettre d'un Américain au Politique Hollandais, principalement sur les productions de l'Amérique, qui peuvent être des objets de commerce pour la Hollande.

Parce que l'Indépendance de l'Amérique est connue dans les Pays-bas-Unis, croyez-vous avoir fourni votre carrière? Votre tâche est-elle achevée? Est-ce qu'il ne vous reste pas encore bien des points sur lesquels vous devez instruire vos concitoyens sur les affaires de l'Amérique & sur les intérêts qui doivent réunir ces deux pays? Je pourrai m'étendre au long sur un si vaste champ; mais l'objet le plus essentiel dans l'état présent des choses, est de savoir quelles sont les productions des Etats-Unis de l'Amérique qui peuvent servir de fondement & d'attrait au commerce qui peut s'établir entre les deux nations.

Et comme votre feuille est fort répandue, surtout parmi ceux qui prennent quelque intérêt à ce qui concerne l'Amérique, je serais extrêmement flatté si vous vouliez, par son canal, donner le jour & la

publicité aux observations suivantes. Je ne les ai pas puisées dans les livres écrits sur cette matière, qui m'ont tous paru fautifs & defectueux. C'est le fruit de longues années d'une expérience & d'une pratique, qui ont fait assez d'éclat pour avoir engagé le Congrès à m'honorer d'un emploi, qui exige les connaissances le plus étendues relativement au commerce. Vous ne trouverez point de phrases travaillées avec art; je n'ai jamais pâli sur les ouvrages des maîtres en l'art d'écrire; je ne connais que les termes techniques du commerce; & je ne cherche que la précision & la clarté.

Les exportations des quatre Etats situés à l'Est de l'Amérique Septentrionale, savoir, New-Hampshire, Massachusset, Rhode-Island & Connecticut consistent principalement en pieces de bois de toutes les fortes pour la bâtisse des maisons, de planches de pin, d'ais, & en douves, en cerceaux & cercles & enfin en bois de merrain, pour les tonneaux, barrils, futailles, ainsi que pour des mâts, des antennes, des vergues, avirons, rames & d'autres pour les vaisseaux. Avant la guerre, on en exportait encore des quantités très-considérables de poisson de mer, sec & mariné, d'huile de baleine, des côtes, des fanons, de la graisse de baleine, de la potasse, & des fourrures. Enfin, l'on y construisait des vaisseaux entiers qu'on envoyait en Europe.

Les principaux Havres sont Falmouth dans la Baye Casco & Portsmouth dans le New-Hampshire, Boston, Marble-head, Salem & Newbury Port, dans la Baye de Massachusset, New-Port dans le Rhode-Island & New-London dans le Connecticut.

Une grande partie des articles du commerce de ces endroits se transporte dans les Isles Antilles, à Surinam, à Curaçao, d'où l'on tire en échange du Sucre, des Melasses, du Café, du Cacao & du Cotton; & comme peu des articles produits par ces Etats sont propres à être consommés en Hollande, ceux qui veulent envoyer dans ces quatre
Etats

Etats des articles de manufacture Hollandaise pourront, prendre en échange les articles qui se consomment aux Isles Antilles, où ils sont alors à portée de les transporter.

Les exportations de la ville de New-York, la Capitale de l'Etat qui porte ce nom, consistaient en ais & planches de toutes sortes, en graines de chanvre, en farine de froment, en froment & en potasse; mais cette ville qui est le seul port de l'Etat de New-York, étant encore entre les mains des Anglais, n'a actuellement d'autres articles d'exportation que les effets trouvés dans les prises, & ne reçoit d'importation que de la Grande Bretagne.

Les Productions des deux Jerseys sont les mêmes que celles de New-York; mais les Habitans n'ayant aucun commerce direct avec l'Etranger, transportent leurs Productions à New-York & à Philadelphie, & surtout dans cette dernière ville par le moyen de la Delaware qui sépare le Jersey de la Pensylvanie.

Philadelphie est située sur la rive Occidentale de la Delaware à environ 120 milles de la mer. C'est la Capitale de la Pensylvanie. Cette ville fournit aux Etats de la Delaware, du Jersey & du New-York, presque tout ce, dont elles ont besoin de manufactures Européennes. Le transport entre le Maryland & la Virginie se fait à peu de frais par les Bayes de la Delaware & du Chesapeake, qui ne sont divisées que par une langue de terre, qui s'étend environ dix milles Anglaises du Pont de Christiana à la tête de la rivière d'Elk: de sorte qu'à l'exception de cette langue de terre, tous les transports se font par eau.

Les exportations de Philadelphie en Europe sont du tabac, du froment, de la fleur de froment, des douves de chêne rouge pour les barrils, des douves de chêne blanc & rouge pour les tonneaux, de la potasse & des fourrures. Elle exporte en outre dans les Indes Occidentales du maïs, des planches & d'autres pièces de bois: avant la guerre, elle exportait

encore des douves de tonneaux pour satisfaire aux demandes qu'on lui faisait de Madere, de Teneriffe & de Fyal; Philadelphie tire tous ces articles des pays qui l'environnent à l'Ouest & au Nord, des Jerseys, du Maryland & de la Virginie.

Les Productions de l'Etat de la Delaware sont du froment, du maïs, de la farine & des pieces de bois. Wilmington est une ville avantageusement située pour le commerce; mais il ne se fait pas beaucoup d'affaires avec l'étranger, dans ce pays-là; & il ne s'en fait aucune à présent à New-Castle.

Les exportations de Maryland & de Virginie sont considérables & consistent principalement en tabac, bled, maïs, fleur de farine, graines de chanvre & douves de toutes les sortes. La plus grande partie des affaires dans le Maryland se fait à Baltimore, & à Chester-Town, & dans les places de débarquement le long des différentes rivières. Dans la Virginie les exportations se font à Alexandrie sur la rivière de Potowmack, Rappahanack & Frederiks-burg sur la Potowmack dans les autres parties du pays particulièrement par les rivières de James & d'York.

Les exportations de la Caroline Septentrionale sont du goudron, de la poix, de la térébenthine, des peaux de daims, de grosses pieces de bois de toutes sortes, un peu de tabac & de graines de chanvre; un peu de ris & d'indigo. Les principaux Ports sont New-Bern, Wilmington & Edington.

La Caroline Méridionale produit du ris en grande quantité; de l'indigo, de grosses pieces de bois, des peaux de daims & d'autres pelleteries. Mais Charles-town la Capitale étant au pouvoir des Bretons & le pays dans celui des Américains qui ont coupé toute communication, les exportations de cet Etat sont entièrement suspendues. Aussi-tôt que ce Port sera évacué, le commerce de la Caroline Méridionale deviendra un objet intéressant pour la Hollande & pour l'Allemagne.

La Georgie produit du ris, de l'indigo, des fourrures & de grosses pieces de bois; mais les Anglais
étant

étant encore en possession de Savannah, sur la rivière de ce nom, le commerce de cet Etat est interrompu pour le présent.

L'étendue des côtes maritimes depuis la nouvelle-Ecosse jusqu'à la Floride est d'environ 1500 milles; toutes ces côtes, à l'exception de la ville de New-York & de la petite Isle de Mahanatum où elle est située, de deux autres l'Isle-Longue & l'Isle-des-Etats, & d'environ quatre milles dans la Sud-Caroline & la Georgie que les Bretons occupent encore; toutes ces côtes, dis-je, sont au pouvoir des Américains.

Le nombre des Habitans est d'environ quatre millions. Des calculateurs ont montré que le pays pouvait contenir cinquante fois le même nombre. Ce pays est dans une disette totale de manufactures Européennes; & aucune de bonne qualité & à bon marché ne peut manquer d'y trouver du débit. *Cet état des choses durera tant que les Fermiers ou Cultivateurs pourront gagner par la culture, plus que par la voie des manufactures; ce qui, suivant toutes les probabilités, durera encore bien des siècles.*

Il n'est pas inutile d'observer qu'en 1771 les exportations que l'Angleterre seule, non compris l'Ecosse & l'Irlande, envoyait en Amérique, formaient la somme de 4706, 768 livres sterlings, ce qui revient à peu près à cinquante deux millions de Florins de Hollande.

N.B. Il est bien d'autres articles qui auraient pu entrer dans ce coup-d'œil; mais comme l'Auteur du Manuscrit nous avait priés de nous borner à sa notice, nous les réservons pour un autre fois, avec bien d'autres articles qu'il nous reste encore à éclaircir sur l'Amérique.

C H A P I T R E X L I I I .

Sur l'Affaire de Mr. van Berckel & sur le vœu public, pour qu'il reparaisse dans les Assemblées d'Etat en qualité de Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam.

C'est ainsi que s'exprime à cette occasion le Courier du *Bas-Rhin* que nous continuerons à commenter, avec la même liberté qu'il ne fait aucune difficulté de prendre avec nous, mais toujours sans fiel, sans injure, & avec tous les égards dûs à un adversaire, qui croit suivre le bon parti & qui ne manque pas de talens pour étayer son opinion.

Les Négociateurs trop précipités d'Amsterdam ont causé tous les maux dont la République se plaint, en fournissant à la Grande-Bretagne un prétexte plausible de lui déclarer la guerre : au lieu que sans ce fatal traité préparatoire nous aurions encore la paix au dehors & au dedans, & les liaisons désirées avec l'Amérique n'en auraient pas moins été formées, lorsque le moment de les former sans risques, serait arrivé. Quoiqu'il en soit Mr. van Berckel se trouve fortifié par la démarche même de L. H. P. ; & l'on croit qu'il ne tardera pas à reparaitre à l'Assemblée de Hollande dont il avait protesté qu'il s'absenterait aussi longtems que sa conduite ne serait pas justifiée.

Avant de relever les erreurs répandues dans ce passage surtout dans ces dernières lignes, nous donnerons ici une espece du Requête qui a circulé dans cette ville, sur le rappel de Mr. van Berckel dans les Etats.

„ Respectables Régens !

„ Quelle vive satisfaction pour nous, Bourgeois & Habitans d'Amsterdam, de voir l'honneur de votre vénérable Régence, si violemment attaqué par ce Ministère Anglais, que la nation Britannique vient de rejeter ignominieusement, triompher avec éclat dans toute l'étendue de la République”.

„ Quel affreux avenir ne nous préparait pas un Monarque si scandaleusement aveuglé par ses détestables
Mi.

Ministres pour ôser nous demander la punition exemplaire, soit de ceux que nous regardons comme les ornemens & les guides de notre Bourgeoisie, soit de celui qui en est l'organe, & qui par ses connoissances & ses talens, a rendu de si grands services à cette ville, du Pensionnaire van Berckel, ce Patriote si distingué par son habileté & par son zèle pour les intérêts & la liberté de cette ville puissante, de laquelle dépend la prospérité ou la ruine de toute la République! Qui d'entre nous n'aurait pas sacrifié sa vie, plutôt que de permettre l'exécution de cette exécrationnable demande dont l'affront retombe sur chacun de nous?"

„ Votre dessein, Respectables Chefs des citoyens, de maintenir les intérêts de votre ville, de toute la République; l'Angleterre en a formé un prétexte pour exercer sur nous la rapine & le brigandage. Pour quelle raison votre conduite sage & uniforme a-t-elle trouvé quelques désapprobateurs dans la République, c'est un problème que le tems sans doute, dévoilera; il est maintenant évident que la plus grande partie des Habitans de la République avouent votre conduite & reconnaissent qu'ils vous sont redevables qu'on ne leur ait pas enlevé une ressource qui, sous la faveur divine, leur promet, ainsi qu'à leurs descendans, une multitude d'avantages."

Quel creve-cœur pour l'Angleterre, qu'après avoir cherché la ruine de cette cité, & par cette ruine celle de toute la République, de vous voir, Respectables Chefs de la Bourgeoisie, justifiés dans toute la République contre l'infamie de ses accusations de voir que ce qu'elle avait imaginé pour causer votre perte & la nôtre, ait eu un effet tout opposé! Ainsi la Providence divine fait sortir la lumière des ténèbres & anéantit les conseils des impies. Ne devons-nous pas attendre un autre triomphe sur notre ennemi qui nous a fait perdre un instrument utile pour notre ville, le boulevard de la liberté? Que n'a-t-elle pas retiré des sages conseils & des représen-

tations courageuses du Pensionnaire ? Que ne lui doit pas le commerce, le nerf de l'Etat ? son éloge est sur toutes les lèvres des marchands. C'est un homme qui a rempli son devoir avec honneur. L'envie peut-elle lui faire un seul reproche ? la Bourgeoisie d'Amsterdam, après avoir vu ses biens pillés & ravagés, éprouvant encore une perte précieuse dans son Pensionnaire, espere, désire, attend que dans un tems où l'honneur de ses Magistrats est rétabli avec celui de son Pensionnaire, par la voix de toute la nation, que ce dernier lui soit rendu, qu'il reparaisse dans les Assemblées des Etats de Hollande : elle se flatte, Très-Respectables Régens, que vous porterez tous vos efforts vers cet objet, pour la douleur de notre Ennemi & l'utilité de cette ville."

Cette piece a paru, pour sonder & animer les esprits & non comme une requête formée & présentée avec les formalités ordinaires ; peu de personnes ont bien entendu l'affaire de Mr. van Berckel. Il plut à George III, Roi d'Angleterre, d'Ecosse, d'Irlande, & si l'on veut de France, d'Amérique &c. de choisir Mr. van Berckel entre mille autre Hollandais, pour demander qu'il fût puni exemplairement. Son fidel Ambassadeur, le Chevalier York, peignit Mr. van Berckel, comme le *Chef d'une faction & d'une cabale dominante, qui avait troublé la paix publique & violé le droit des nations*, Les Etats-Généraux, faibles & désarmés ayant besoin de ménager un Monarque, dont ils éprouvaient déjà la funeste puissance & redoutaient les mauvaises dispositions, consentirent à *désavouer* & à *désapprouver* publiquement tout ce qui s'était fait sur le Traité préparatoire entre l'Amérique & les Provinces-Unies. George ne fut pas satisfait de cette condescendance. Il voulait que les Etats-Généraux, qui sont bien loin d'être les maîtres absolus des personnes & des biens des sujets de l'Etat, fissent une punition exemplaire, analogue à l'injure qu'il disait avoir reçu. On sait que lorsqu'un Etat éprouve un déni contre quelque
sujet

sujet d'un Souverain auquel il aurait demandé justice, il peut avoir recours à des moyens violens, ainsi Cromwell fit arrêter des vaisseaux & vendre des effets Espagnols, jusqu'à la concurrence d'une somme réclamée par des sujets Britanniques. Les Etats-Généraux eux-mêmes viennent actuellement de rappeler leur Ambassadeur de Venise ; parce qu'ils avaient interposé leur réclamation pour une affaire décidée contre un de leurs sujets (*).

D'a-

(*) Il convient de voir comment les Etats-Généraux eux-mêmes se sont expliqués à l'occasion de l'affaire de Mr. van Berckel.

„ Quant à ce qui concerne le Projet d'un Traité de Commerce éventuel avec l'Amérique-Septentrionale, conçu par un Membre du Gouvernement de la Province de Hollande, sans aucune autorité publique, & les Mémoires présentés à ce sujet par Mr. le Chevalier Yorke, l'Affaire s'est passée de la manière suivante : Dès que cet Ambassadeur eut présenté le Mémoire du 10 Novembre de l'année passée, L. H. P., sans s'arrêter aux expressions peu convenables entre Souverains, dont ce Mémoire était rempli, ne tarderent pas d'entamer la Délibération la plus sérieuse à ce sujet ; & ce fut par leur Résolution du 27 du même mois, qu'Elles n'hésiterent pas de désavouer & de désapprouver publiquement tout ce qui avoit été fait à cet égard ; après quoi Elles avoient tout lieu de s'attendre, que S. M. Britannique auroit acquiescé à cette Déclaration, puisqu'Elle ne pouvoit ignorer, que L. H. P. n'exercent aucune Jurisdiction dans les Provinces respectives, & que c'étoit aux Etats de la Province de Hollande, auxquels, comme revêtus, de même que les Etats des autres Provinces, d'une Autorité Souveraine & exclusive sur leurs Sujets, devoit être remise une Affaire relativement à laquelle L. H. P. n'avoient aucun lieu de douter, que les Etats de ladite Province agiroient suivant l'exigence du cas, & conformément aux Loix de l'Etat, & les regles de l'équité ; l'empressement, avec lequel Mr. le Chevalier Yorke insista par un second Mémoire sur l'Article de la Punition, ne pût donc que paroître fort étrange à L. H. P., & leur

leur surprise augmenta encore plus , lorsque trois jours après, cet Ambassadeur déclara de bouche au Président de L. H. P., *que, s'il ne recevoit ce même jour une Réponse entièrement satisfaisante à son Mémoire, il seroit obligé d'en informer sa Cour par un Courier extraordinaire: L. H. P., instruites de cette Déclaration, en pénétrèrent l'importance, comme manifestant visiblement la démarche déjà ariérée dans le Conseil du Roi; & quoique les coutumes établies n'admettent point de Délibération sur des Déclarations verbales des Ministres Etrangers, Elles jugerent cependant à propos de s'en écarter dans cette occasion, & d'ordonner à leur Greffier de se rendre chez Mr. le Chevalier Yorke, & de lui donner à connoître, que son Mémoire avoit été pris ad referendum par les Députés des Provinces respectives, conformément aux usages reçus & à la Constitution du Gouvernement; en ajoutant (ce qui paroît avoir été omis à dessein dans le Manifeste) qu'Elles tâcheroient d'effectuer une Réponse à son Mémoire le plutôt possible, & dès que la Constitution du Gouvernement le permettroit. Aussi, peu de jours après, les Députés de la Hollande notifièrent à l'Assemblée de L. H. P., que les Etats de leur Province avoient unanimement résolu, de requérir l'Avis de leur Cour de Justice, au sujet de la demande de Punition, en chargeant ladite Cour de donner son Avis le plus promptement possible, toutes autres Affaires cessantes. L. H. P. ne manquerent pas de faire parvenir tout d'abord cette Résolution à Mr. le Chevalier Yorke, mais quelle ne fut pas leur surprise & leur étonnement, lorsqu'Elles apprirent, que cet Ambassadeur, après avoir revu ses Instructions, avoit adressé un Billet au Greffier, par lequel, en taxant cette Résolution d'illusoire, il refusoit de la transmettre à sa Cour! ce qui obligea L. H. P. d'envoyer ladite Résolution au Comte de Welderen, leur Ministre à Londres, avec ordre de la remettre le plutôt possible au Ministère de Sa Majesté Britannique; mais le refus de ce Ministère a mis obstacle à l'exécution de ces Ordres."*

„ D'après cet Exposé de toutes les circonstances de cette Affaire, le Public impartial sera en état d'apprécier le principal motif, ou plutôt le prétexte, dont S. M. Britannique s'est servi, pour lâcher la bride à ses desseins contre la République; l'Affaire se réduit à ceci : S. M. fut informée d'une Négociation, qui auroit eu lieu en l'année 1778, entre un Membre du Gouvernement d'une des Provinces,

& un Représentant du Congrès Américain ; laquelle Négociation auroit eu pour but de projeter un Traité de Commerce , à conclure entre la République & les susdites Colonies casu quo , savoir , dans le cas où l'Indépendance de ces Colonies auroit été reconnue par la Couronne d'Angleterre : Cette Négociation , quoique conditionnelle , & tenant à une condition , qui dépendoit d'un Acte antérieur de S. M. Elle-même ; cette Négociation , qui , sans cet Acte ou cette Déclaration antérieure , ne pouvoit sortir le moindre effet , fut prise de si mauvaise part par S. M. , & parut exciter son mécontentement à tel degré , qu'Elle trouva bon d'exiger de l'Etat un désaveu & une désapprobation publique , ainsi qu'une punition & une satisfaction complète. Ce fut tout de suite & sans le moindre délai , que L. H. P. accorderent la première Partie de la Réquisition ; mais la Punition exigée n'étoit pas de leur Ressort , & Elles ne pouvoient y déférer , sans heurter de front la Constitution fondamentale de l'Etat : Les Etats de la Province de Hollande étoient les seuls , auxquels il appartenoit d'en connoître légitimement , & d'y pourvoir par les voies ordinaires & réglées ; ce Souverain , constamment attaché aux Maximes , qui l'obligent de respecter l'Autorité des Loix , & pleinement convaincu , que le maintien du Département de la Justice dans toute l'intégrité & l'impartialité , qui en sont inséparables , doit former un des plus fermes appuis du Pouvoir Suprême ; ce Souverain , astreint par tout ce qu'il y a de plus Sacré à défendre & à protéger les Droits & les Privileges de ses Sujets , ne pouvoit s'oublier au point de souscrire aux volontés de Sa Majesté Britannique , en portant atteinte à ces Droits & à ces Privileges , & en forçant les bornes prescrites par les Loix fondamentales du Gouvernement : Ces Loix exigeoient l'intervention du Département judiciaire ; & ce fut aussi ce moyen que les susdits Etats résolurent d'employer , en requérant sur cet objet , l'Avis de la Cour de Justice , établie dans leur Province. C'est en suivant cette route , qu'on a développé aux yeux de S. M. Britannique , de la Nation Angloise & de l'Europe entière , les principes inaltérables de Justice & d'Equité , qui caractérisent la Constitution *Batave* , & qui dans une partie aussi importante de l'Administration publique , que l'est celle , qui regarde l'exercice du Pouvoir Judiciaire , devront à jamais servir de Bouclier & de Rempart contre tout ce qui pourroit nuire à la Sureté & à l'In-

l'Indépendance d'une Nation Libre : Ce fut aussi par ce moyen, & en suivant cette route, que bien loin de fermer le chemin de la Justice, ou d'éluder la demande de la Punition, on a au contraire laissé un cours libre à la voie d'une Procédure régulière, & conforme aux principes Constitutionnels de la République; & c'est par-la même enfin, qu'en étant à la Cour de Londres, tout prétexte de pouvoir se plaindre d'un déni de Justice, on a prévenu jusques à la moindre ombre ou apparence de raison, qui auroit pu autoriser cette Cour à user de Représailles; auxquelles néanmoins Elle n'a pas fait scrupule de recourir d'une manière aussi odieuse qu'injuste."

D'après ces principes & ces exemples, le désaveu & la désapprobation des Etats Généraux devaient suffire au Roi d'Angleterre. Mais comme il insistait pour une punition & une satisfaction conformes à l'injure qu'il disait avoir reçue, cette affaire devait être soumise aux formules judiciaires, usitées dans le pays: George III ne pouvait ignorer que L. H. P. n'exercent aucune juridiction dans aucune des sept Provinces. En un mot le Ministère Anglais, qui s'était fait un code particulier, demandait un bouleversement total dans notre constitution; dans cette occasion, les Etats de Hollande, qui sont les seuls Souverains de la Province, résolurent unanimement de requérir l'Avis de leur Cour de Justice, lui enjoignant même de suspendre toute autre affaire pour s'expliquer sur celle-là. Ainsi, bien loin d'éluder la demande d'une punition, un libre cours fut ouvert à la poursuite d'une procédure régulière, & conforme aux principes constitutifs de la République. Bien loin d'être satisfait d'une marque aussi évidente du désir de conserver la bonne intelligence, la Cour d'Angleterre prétendit avoir essuyé de la République un déni de justice, & lui déclara aussitôt la guerre sur ce prétexte. Ainsi ce Monarque se rendant à lui-même la satisfaction qu'il demandait, il ne convenait plus de poursuivre par égard pour un Ennemi un examen, qu'on n'avait entamé que pour ménager un ancien allié (*).

Qui

(*) Comment a-t-on insinué dans une brochure Hollandaise

Qui ne voit qu'une Cour capable d'alléguer de pareils prétextes pour faire la guerre, n'était pas délicate sur le choix des moyens? Qui ne voit qu'elle en aurait facilement trouvé un autre à la place, ou qu'elle se serait contentée des autres allégués dans son manifeste, si celui-là ne lui avait paru propre à fomentier la discorde dans un pays où elle savait ne pas manquer d'aveugles partisans? Toute la conduite du Ministère Anglais à l'égard de cet Etat montre qu'il n'avait pas d'autre règle de conduite que celle de ce Prince qui disait: quand on est *assez fort pour faire la guerre, on ne donnerait pas un liard des prétextes les plus plausibles.*

D'après les principes que nous avons énoncés, la Cour de Justice ayant insinué le 30 Mars de l'année dernière l'absurdité d'entamer l'examen qu'elle n'a par conséquent pas encore commencé, il se répandit aussitôt une multitude de bruits dans le public, au désavantage de Mr. van Berckel. Ces bruits s'accréditèrent d'autant plus que MM les Bourguemaîtres d'Amsterdam affectèrent de prendre avec eux un autre Pensionnaire pour les accompagner, suivant la coutume, dans l'Assemblée des Etats de Hollande. Ce fut sans doute, pour réfuter ces bruits accrédités par l'abandon des Bourguemaîtres, que Mr. van Berckel présenta sa fameuse requête qui fut lue le

daïse qui vient de paraître, que l'Avis de la Cour de Justice n'aurait gueres différé de celui du *Politiek Vertoog*, qui soutient qu'on a donné sur ce point des raisons légitimes de plainte & de mécontentement à l'Angleterre, si cet avis eut été rendu public? Au moins l'Angleterre aurait-elle dû attendre l'issue des procédures? De ce que cet Avis n'a pas vu le jour, convient-il d'en rien interer au prejudice de Mr. van Berckel? A l'éruption des hostilités convenait-il de publier un pareil Avis? Défavorable à M. van Berckel, les Anglais s'en seraient autorisés pour légitimer leur conduite: favorable, ils en auraient formé un prétexte plausible pour se plaindre d'un deni de justice.

le 4 Mai de l'année dernière dans l'Assemblée des Etats de Hollande: cette adresse tendait moins à provoquer une procédure régulière, pour l'instruction de laquelle il savait bien, qu'on ne pouvait fournir aucun document; que pour exposer à tout l'univers l'innocence de sa conduite & faire triompher son honneur, indignement attaqué, par le silence auquel il forçait ses Ennemis.

Depuis cette époque, il s'est passé dans les assemblées politiques de la Ville & de la Province bien des choses qui ont donné lieu à des interprétations diverses, suivant la diversité des opinions & des vues. Peut-être ceux qui triomphaient alors de son éloignement, auraient-ils actuellement à s'applaudir s'il fut toujours resté en fonction; car quoiqu'il ne soit que l'Officier & l'exécuteur des volontés de ses principaux, les Régens; son expérience, ses lumières & ses talens auraient pu les guider dans bien des démarches, qui n'ont pas eu le succès & la gloire qu'elles annonçaient d'abord.

Ainsi Mr. van Berckel n'a jamais protesté qu'il s'absenterait des Etats de Hollande aussi longtems que sa conduite ne serait pas justifiée. On sait que son absence ou sa présence dans les Etats de Hollande dépend des Bourguemaîtres, Députés ordinaires dans cette Assemblée.

Enfin, les Etats-Unis de l'Amérique ont été reconnus indépendans avec, cette ardeur, cette unanimité, cet éclat dont les annales de ce pays n'offrent aucun autre exemple. Cette démarche qui ouvre naturellement le chemin à la formation d'un Traité de commerce sur le plan de celui, qui faisait le sujet du délit de Mr van Berckel, a fait naturellement demander, pourquoi ce digne citoyen ne reparaitrait plus dans les Etats de Hollande.

Qui peut s'opposer à cette réadmission?

Est-ce l'Angleterre? Son Ministère actuel vient de déclarer qu'après un examen réfléchi des papiers relatifs à cette affaire, on n'avait rien trouvé qui
pût

pût avoir donné lieu à l'accusation contre Mr. van Berckel, & fourni un prétexte à la rupture?

Serait-ce le parti de la Cour?

Mr. van Berckel n'a eu aucune part à la fameuse démarche contre le Duc de Brunswick; il était sacrifié avant qu'elle éclatât. Il n'est pas sûr qu'elle aurait eu lieu, s'il fût resté en fonction.

Serait-ce le parti populaire?

Mais si ce parti veut conserver sa popularité, peut-il s'opposer au triomphe d'un personnage connu pour avoir le plus contribué aux événemens qui ont relevé ce parti?

Les adversaires de Mr. van Berckel ne voient-ils pas que son éloignement des affaires paraît fournir une espece d'autorisation au prétexte de l'Ennemi. Ne voyent-ils pas que cet éloignement même est un affront pour eux, comme s'ils reconnaissaient n'avoir en effet été que d'aveugles instrumens sous ses mains & voulaient montrer qu'ils pouvaient agir sans l'avoir pour leur guide.

Cette réintégration n'est pas seulement le voeu ardent de la Généralité de la nation. On dit qu'elle a été l'objet des plus vives, des plus sérieuses délibérations dans le Conseil d'Amsterdam. On dit que Mr. le Bourguemaître Hooft a beaucoup insisté pour le prendre avec lui; mais qu'il a rencontré une forte opposition. On ne fait pas encore quelle sera l'issue de cette affaire; mais il serait singulier que les Anglais pussent se vanter d'avoir eu, dans le plus fort de la guerre, assez d'influence dans ce pays, pour enlever à ses fonctions un honnête citoyen, qui ne leur était pas agréable & que dans le même tems le Duc de Brunswick ait bravé le cri populaire & les efforts d'un parti puissant & nombreux, qui se bornait à demander son éloignement des Conseils du Stathouder.

Réflexions sur les derniers avantages des Anglais.

Rien ne montre plus la bizarrerie de la fortune &
com.

combien il faut se défier de ses faveurs, que les avantages qui viennent d'arriver aux Anglais. La destruction du Convoi Français de l'Inde par l'Amiral Barrington, les conquêtes de Negapatnam sur la côte de Coromandel & des forts Trincamale & d'Ostenburg dans l'Isle de Ceylon, & surtout la défaite & la prise de Mr. de Grasse par l'Amiral Rodney, sont des succès brillans. Aussi la nation Anglaise, toujours prompte à se livrer à l'orgueil & à la présomption, se regarde actuellement comme maîtresse absolue des événemens de la guerre.

Hollandais, quelques revers doivent-ils abattre votre courage? N'êtes-vous plus les enfans de ces héros que les obstacles ne faisaient qu'irriter? N'avez-vous plus de ressources? Vos alliances avec les Ennemis de votre Ennemi n'acquièrent-elles pas de la force & de la solidité? Comptez les vaisseaux qui sont dans vos ports! Rappelez-vous le courage que vos marins firent éclater l'année dernière! Combinez vos opérations avec la France, & vous verrez que le triomphe de votre Ennemi ne sera pas long! La fortune est une Déesse capricieuse; c'est au développement de tous vos efforts, c'est à votre prudence, à la fixer.

Ces Feuilles périodiques paraissent régulièrement, tous les Lundis à *Amsterdam*, chez *J. A. Crajenschot*; à *Haarlem*, chez *Waltree*; à *Leide*, chez *Luzac & van Damme*, & *Les Freres Murray*; à *la Haye*, chez *J. van Cleef*, *Detune*, *van Drecht & La Veuve Staatman*; à *Gouda*, chez *Van der Klos*; à *Rotterdam*, chez *Bennet & Hake*, & *D. Vis*; à *Dordrecht*, chez *Blussé*; à *Deventer*, chez *Leemborst*; à *Groningue*, chez *Huyzingh*; à *Nimegue*, chez *Van Goor*; à *Arnhem*, chez *Troost*; à *Bois-le Duc*, chez *J. H. Pallier*, à *Hambourg*, chez *J. G. Virchaux* & chez les principaux Libraires des Pays-Bas.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

Nº. LXX. LUNDI, ce 10 JUIN, 1782.

C H A P I T R E XLIV.

Réponse à une Lettre écrite de la Haye, avec quelques remarques sur l'état actuel des affaires intérieures de la République des Pays-bas-Unis.

Vous avez deviné juste, Monsieur. La personne à qui vous avez adressé votre Lettre(*), n'est pas l'unique Auteur du *Politique Hollandais*. Aussi ne croit-il devoir répondre que pour les pieces qu'il a fournies aux Editeurs de cette feuille; il ne les désavouera jamais: quoiqu'il soit bien éloigné de prétendre à l'infailibilité; quoiqu'il apperçoive quelques-unes des erreurs qui lui sont échappées; qu'il ne doute pas que

(*) Elle est datée du 5 May, avec ces vers pour signature:

Mon esprit peu jaloux de vivre en la mémoire,
Ne considère point le reproche ou la gloire,
Toujours indépendant & toujours citoyen,
Mon devoir fait le tout & le reste n'est rien.

Cette Lettre mérite d'être distinguée de la foule de celles qu'on a voulu faire parvenir à ceux qui passent pour avoir part au *Politique Hollandais*.

que d'autres n'en voyent bien d'avantage ; il peut affurer qu'il n'a rien écrit dont il ne fût persuadé ; il a pu se tromper lui-même ; mais non chercher à tromper les autres ; on peut lui imputer des erreurs, mais non de la mauvaise foi : le courage avec lequel il a parlé de ceux dont on l'accusait d'être l'émissaire, prouve suffisamment qu'il ne fuit que les mouvemens de sa conscience ; & qu'il n'a d'autre objet que de répandre les principes dont il est imbu, dans la seule idée d'être utile au pays où il jouit des douceurs d'un Gouvernement libre. Ceux qui ne lisent que pour trouver des alimens de faction, pourraient même l'accuser de défendre le pour & le contre ; mais ceux qui ne sont attachés qu'à l'exposition des vérités utiles & aux grands principes de la liberté, ont découvert, à travers bien des sujets & des pièces disparates, un système suivi, un but invariable, fondé sur le desir d'éclairer les hommes sur leurs droits, les Gouvernemens sur leurs intérêts, & les Administrateurs sur leurs devoirs ; en un mot, de répandre les opinions qui pouvaient servir le plus à rendre la République florissante au dedans, & respectée au dehors, à concilier l'intérêt de l'Etat avec le bonheur des Individus. Il a pu être induit en erreur sur des faits ; ses raisons n'ont pas toujours été sans réplique ; mais il se rend le témoignage qu'il n'a jamais eu que des vues pures.

Eh ! qui peut penser autrement d'un Auteur qui écrit toujours contre ses intérêts ? Dès qu'un homme est connu pour produire librement ses idées sur les affaires publiques, en faut-il davantage pour qu'il perde son repos & sa réputation, & qu'il soit décredité aux yeux même de ceux qui lui auraient voulu du bien ? Combien peu d'hommes sont en état de paraître aux yeux de celui qui passe pour libre, dans la phisionomie des personnes publiques, les talens ou les vertus, l'incapacité ou les défauts ? Combien n'est pas odieux un homme que l'on soupçonne arracher le voile dont l'impéritie ou l'ambition particulière cherchent à se couvrir. Si quelquefois on ne
dé-

dédaigne pas de converser avec un Romancier, de bâiller avec un Erudit, on évite l'Historien du tems présent *Procul esto, habet fœnum in cornu.* C'est bien pis quand, sur des points en litige, il ose se déclarer en faveur d'une opinion contestée, & prononcer. Un tel homme, quand il a la mal-adresse de se laisser deviner, est sûr d'être évité; si la fortune ne l'a pas caressé, il est sûr de l'avoir aliénée sans retour.

Si l'Auteur de la Lettre peut nous communiquer des preuves qui découvrent des erreurs importantes dans cette feuille; nous nous empresserons d'autant plus à les relever, que nous pouvons protester n'être enchaînés à aucun parti, & n'avoir d'autre objet que la découverte de la vérité & le bonheur de l'Etat.

Avant d'entrer encore plus avant en matiere, qu'il, nous soit permis d'indiquer le point de vue, sous lequel nous avons envisagé plusieurs des événemens actuels, qui ont servi de matiere aux observations politiques.

Nous avons dit assez hautement & répété assez souvent, que nous ne pensions pas que Mgr. le Duc de Brunswick eût jamais donné lieu aux bruits semés contre son honneur; cette déclaration suffit pour montrer l'opinion que nous avons des libelles publiés contre cet illustre personnage. Lié par le sang à la maison Royale d'Angleterre, accoutumé depuis long-tems à regarder l'union de la République avec ce Royaume comme essentielle à l'existence de cet Etat, il aura, conformément à ce système, qui est encore celui de bien d'autres personnages que Mr. Iddekinge, inspiré les mêmes idées à son Auguste Eleve, qui, ayant sucé ces principes avec le lait, aura de la peine à se persuader que cette République puisse regarder l'Angleterre autrement que comme une alliée nécessaire, & la France, comme une ennemie naturelle; je n'assurerai cependant pas, que le génie du Stathouder ne se soit déjà élevé au-dessus de ces notions étroites & superstitieuses; aussi le *Politique Hollandais* s'est principalement attaché à combattre les écrits qui, sous prétexte que ces maximes étaient

celles de la Cour Stathouderienne, n'ont cessé de les défendre, & par là ont fait plus de tort encore à son Altesse, que les calomnies méprisables & les déclamations insolentes de ses Ennemis, n'auraient jamais pu lui en causer.

Il s'en faut beaucoup que nous ayions cherché à rendre le Stathouder odieux ou ridicule; nous aimons à répéter que nous avons la plus favorable opinion de son cœur; nous souscrivons volontiers à cet éloge qu'en fait l'Auteur de la Lettre: *un caractère ouvert, incapable de feindre, un esprit droit & juste, un cœur passionné pour le bonheur de ces Républicains libres dont il est le Chef, ne connaissant pas l'esprit de vengeance, & pardonnant les injures.*

Nous pensons même que la conduite tenue par son Altesse dans l'affaire de Mgr. le Duc, fera représentée avec éloge par nos derniers neveux. Ce beau sentiment, qu'un de plus grands génies de ce siècle appelle:

Don du Ciel, que les Rois, ces illustres ingrats
Ont hélas le malheur de ne connaître pas.

L'amitié, ce sentiment des ames vertueuses & sensibles, honore donc l'ame de cet illustre Prince. Un homme, qui connaît le cœur humain, ne se persuadera jamais qu'un si beau sentiment puisse exister dans un cœur faux ou dépravé. Aussi avons-nous remarqué, dans la vie de Guillaume V, des traits qui peignent la franchise & la droiture. Nous n'avons pas déguisé nos sentimens à cet égard, nous pensons même avoir lu ces qualités sur son front ouvert & serein; & nous aimons à nous attribuer les morceaux du *Politique Hollandais*, où l'on rend justice aux qualités de son ame, à la droiture de ses intentions.

Nous osons assurer que, c'est d'après les sentimens d'estime que ces qualités rares parmi les administrateurs dans un Gouvernement aussi compliqué, nous ont inspirés, que nous avons cru servir le Prince, en l'avertissant de fâcheuses conséquences qu'une partialité trop marquée pour des personnes

nes & des systêmes actuellement suspects à la nation, pourraient lui attirer. On ne peut s'empêcher de trembler en lisant dans le plus grand des Historiens de ce pays, qui s'était vu à portée de connaître à fond le caractère de ses compatriotes, ces paroles que les véritables Amis du Stathouder ne devraient cesser de méditer :

Belgarum est parere & imperare cum modo, nec gens ulla fidelius amat eminentes, aut iidem, si contemptus adsit, implacabilius irascitur. GROTII ANNALES LIB. V.

Dès le commencement des troubles présens & surtout depuis l'éruption de la guerre, nous avons suivi avec attention les dispositions du peuple; & nous ne pouvons nous empêcher d'avoir remarqué qu'en s'obstinant à traverser ses desirs on a tout à craindre de ses dispositions. On a vu dans bien des occasions que ce peuple, quoique généralement exclus de toute influence directe dans le Gouvernement, peut cependant beaucoup, soit, en exprimant, suivant l'ancien privilège qu'il a conservé, ses vœux par le moyen des requêtes; soit même, ce qu'il plaise à Dieu de détourner, en recourant aux mesures d'éclat.

Ce qui se passe en Frise, la démarche éclatante de la ville de Schoonhoven, imitée, dit-on, par celle de Schiedam, (*) ne sont pas des événemens indif-

(*) On mande de Schoonhoven que les Electeurs & les Conseillers de cette ville, ne pouvant plus voir d'un œil indifférent les abus résultant depuis six ou sept ans de l'ardeur, avec laquelle quelques Membres de la Régence cherchent à se procurer des Lettres de recommandation de son Altesse Sérénissime, pour les postes de la Régence qui sont en commission, se sont réunis pour concerter les moyens de maintenir les privilèges de la ville & le droit de *suffrage libre* pour la nomination des Bourguemaîtres & Echevins, & la *libre Election* des Electeurs, Conseillers & Commissaires des différens emplois de la ville, qui leur appartiennent

différens. Nous ne sommes cependant pas du sentiment de Mrs. de Frise relativement à l'éloignement du Duc de Brunswick; nous pensons qu'il n'a plus dans les affaires cette influence dangereuse qu'on lui attribue & qu'un certain éloignement le mettra toujours à portée de s'attribuer la gloire des succès, ou de rejeter sur d'autres le blâme des revers. Bois-le-Duc ou si l'on veut, Brunswick ne sont pas à une distance si grande, pour qu'une correspondance régulière ne puisse être entretenue facilement entre le Tuteur & l'Eleve. Nous aurons occasion de nous exprimer plus au long sur cette affaire, en rapportant & jugeant les pieces qui paraissent pour & contre le Duc; nous tâcherons de nous mettre dans une perspective qui nous mette à portée de deviner le jugement qu'en portera la postérité: en attendant nous ne voyons pas que le sort de ce Prince soit

en vertu des privileges mentionnés; & qu'en conséquence de cet accord. ils ont, pour empêcher qu'à l'avenir son Altesse Sérénissime ne soit plus induite à conférer des Lettres de recommandation, nommé trois de leur corps pour donner connaissance de cet avis à son Altesse; & les trois Députés envoyés à la pluralité par les Electeurs & les Conseillers, ont le Jeudi 16 May, eu audience de son Altesse envers lequel ils se sont acquittés de leur Commission.

La Régence municipale, surtout celle des villes votantes, dont l'influence est si grande dans l'Administration politique, est bien loin d'être la même, non seulement dans les diverses Provinces, mais même dans les villes d'une seule Province: les Electeurs à Schoonhoven forment un Corps ou Collège composé des plus notables Bourgeois de la ville, avec le privilege de se perpétuer eux mêmes & le droit plus flatteur encore de nommer la Magistrature. Ceux qui savent combien l'influence laissée ou conférée au Stathouder dans les nominations, donne du relief à son autorité, sentiront toutes les conséquences de cette démarche dont le courage peut gagner d'autres villes; comme on l'a vu dans tous les tems, & comme le dernier rétablissement du Stathouder, en offre un exemple, dont la date n'est pas bien ancienne.

soit aussi à plaindre que celui de MM. de Capelle & van Berckel; & qu'on puisse taxer d'acharnement & de persécution la conduite de ceux qui se bornent à demander son éloignement des Conseils du Stadhouder, uniquement, parce que l'éclat de sa naissance qui le lie au sang de Hanovre, l'a rendu suspect à la nation. La demande d'un tel éloignement, dans un tems de guerre avec les Anglais, est-il une persécution affreuse, une démarche révoltante? Cet éloignement même est-il un malheur si grand pour un Prince qui a tant d'autres ressources pour vivre avec éclat & splendeur? Sa retraite volontaire & momentanée n'eût-elle pas été la meilleure preuve qu'il pouvait donner de son amour désintéressé pour le pays?

Au reste, nous aimons à publier que nous avons pour la conduite du Stadhouder bien plus d'estime, que pour celle de ces personnes qui ayant entrepris de faire triompher un système avoué par la généralité de la nation, n'ont pas su persister dans leur projet. La fermeté, dans ces sortes de cas, est la pierre de touche du caractère. L'inconstance ou la faiblesse trahissent les motifs des acteurs.

Nous ne croyons pas avoir jamais répandu des *insinuations particulières de perfidie, d'impéritie, de faiblesse contre aucun de ceux qui tiennent le timon des affaires*; les plus grands génies peuvent s'égarer dans des occasions particulières; si la décision qu'on en porte est juste, elle peut leur être utile; si elle est fautive, comment égarerait-elle les Régens, la plupart assez éclairés pour sentir le faible d'un raisonnement? Ou comment séduirait-elle un peuple qui n'entend pas la langue que le *Politique Hollandais* emploie pour parler au public (*).

Nous

(*) L'Auteur nous conseille de développer dans une de ces feuilles ces maximes tirées d'un Historien de ce pays:
 „ Quand un peuple se croit libre, parce qu'il jouit des pré-
 „ rogatives de la liberté civile, malheur à ceux qui, dans
 „ une grande calamité *imprévue*, ont attiré à eux toute
 „ l'autorité politique! Ce sont, à l'entendre, ou des traîtres

Nous avons lu avec attention les différens rapports des Amirautés; nous ne voyons pas, d'après ces documens authentiques, qu'il soit possible d'imputer à l'Amiral-Général le blâme de la lenteur & de l'inaction que des Corps entiers du Gouvernement se sont plaints d'avoir remarquées dans ce département. Mais, puisque nous sommes sur ce rapport, qu'il nous soit permis de publier des observations qu'elles firent naître dans ce tems.

Pourquoi n'a-t-on répondu à la requête des Négocians de Rotterdam qu'en publiant que Mr. Bisdorn, Secrétaire de l'Amirauté, avait donné avis à *quelques* Négocians seulement que l'Escadre du Texel viendrait prendre leurs Vaisseaux, devant la Meuse pour les escorter; quoique cette escadre promise n'ait jamais paru à l'endroit & au tems indiqués?

Pourquoi, avant le commencement de ces troubles; n'a-t-il jamais été question d'augmenter les forces navales, & n'a-t-on jamais proposé autre chose que de remplacer les vaisseaux qui périssaient de vétusté? Peut-on dire après cela, qu'il a été toujours question d'augmenter à la fois les forces de terre & de mer?

Les Amirautés se plaignent de la disette des ma-
te-

„ qui vendent l'Etat, ou des lâches qui l'abandonnent,
„ ou des conducteurs inhabiles qui ne sont pas en état d'en
„ tenir les rênes.” Je ne sens pas trop si ces maximes très-applicables aux tems de l'invasion imprévue & rapide de Louis XIV, causée par la perfidie de Charles II envers le vertueux De Witt, peuvent être appliquées à des tems où l'orage a été prédit depuis longtems, & les moyens de l'écarter proposés plusieurs années avant qu'il crevât. Ce qui est vrai, c'est que, s'il n'y a eu ni trahison, ni lâcheté, ni incapacité; il y a du moins eu une désunion que nous chercherons toujours à faire disparaître, en tâchant de ramener toutes les opinions au seul système qui peut sauver l'Etat. *Est-il un autre moyen de rétablir la confiance entre les divers Membres du Gouvernement par conséquent la concorde si nécessaire pour agir avec vigueur?*

telots. Il leur en fallait encore 1500, pour remplir la pétition du 25 Janvier 1781. Et dans un tems pareil, on persistait à demander une augmentation de troupes de terre !

Nous admettons volontiers , d'après l'avis de la Lettre à laquelle nous répondons, que le Grand Kinds-bergen étant introduit dans la direction des affaires maritimes, il n'y a plus lieu à des soupçons sur la mauvaise administration. Aussi voyons-nous s'approcher le jour brillant ou nous serons en état de braver à notre tour un superbe ennemi, & peut-être de lui porter des coups sensibles. D'après l'activité qui regne actuellement dans nos chantiers, on ne saurait douter que notre Stathouder, ainsi que tous les Administrateurs, ne prennent vivement à cœur de mettre la République dans un état respectable sur mer. Aussi toute la nation a les yeux fixés sur les effets qui résulteront de ces grands efforts ; & nous ne pouvons douter que, s'ils répondent à l'espérance qu'on s'en est formée, ou que les opérations soient combinées avec autant de sagesse qu'elles sont préparées avec vigueur, notre Stathouder ne recouvre bientôt cette popularité, qui ne peut échapper que pour un moment aux cœurs droits & bien intentionnés.

Où nous avons eu & nous aurons principalement pour objet de ramener l'union ; mais quelle union peut opérer le salut & rétablir la gloire de la patrie ? n'est-ce pas celle qui a pour principal objet de nuire à l'ennemi, soit par des opérations grandes & vigoureuses, soit par la formation d'alliances au moins momentanées avec les ennemis de l'Angleterre ? Puisque l'union ne peut revenir que par le triomphe de cette opinion, n'est-ce pas celle qu'il faut chercher à propager & à persuader ? L'Auteur de la Lettre convient aussi que les *Régens qui penchaient pour l'Angleterre avant la rupture, parce que c'était notre système, en sont devenus les plus ardens ennemis, depuis que cette puissance a foulé aux pieds les droits les plus sacrés & rompu les traités les plus solennels* : ajoutant (ce qui fait honneur à ses lumières)

res) que ce changement n'est pas le fruit d'une inconstance légère, mais un effet du changement des circonstances externes, & part d'un but louable de gouverner la nation selon son propre penchant. C'est donc en rendant ce système dominant qu'on peut rétablir l'harmonie nécessaire pour tirer la République de la crise violente où elle se trouve. N'est-ce pas là un des buts marqués du *Politique Hollandais*? Les opinions politiques qu'il a attaquées, n'avaient-elles pas au contraire pour objet de décourager la nation, soit en lui peignant les Anglais comme un peuple invincible, & le ressentiment de ces insolens voisins comme la ruine de la République; soit en semant des soupçons contre la *France* & l'*Amérique*, dont, dans les circonstances présentes, nous étions plus intéressés à cultiver l'amitié, que ces deux Etats ne le sont à rechercher la nôtre?

En un mot, je crois pouvoir m'appliquer ces paroles qui sont la peroraison de la fameuse harangue de Démosthènes pour la Couronne.

„ Deux choses, Athéniens, distinguent essentiellement le Citoyen vertueux; & je puis me donner
 „ ce nom sans craindre l'envie. La première, c'est
 „ de maintenir toujours, quand il est en son pouvoir, la gloire & la prééminence de la République;
 „ la seconde, de conserver pour elle, dans toutes les conjonctures, dans toutes les actions de sa vie, un zèle invariable. L'autorité & le pouvoir dépendent de la fortune: le zèle de la volonté & de la nature. Le mien ne se ralentit jamais; ma conduite en rend témoignage. Quand on demandait mon supplice, quand on me citait devant les Amphictions (*), quand on employait & menaces & promesses, pour m'ébranler, quand on lâchait contre moi ces furieux comme autant
 „ de

(*) Voyez les libelles où l'on dénonce au bras séculier les personnes soupçonnées d'avoir part au *politique*; où l'on invite le Gouvernement à les pendre, à les bannir, &c. &c.

„ de bêtes ferores, mes sentimens envers vous fu-
 „ rent les mêmes. Je demeurai fidele au devoir que
 „ je m'étais d'abord imposé, de soutenir les préro-
 „ gatives, la puissance & la gloire de la patrie; de
 „ les augmenter, d'en faire l'unique objet de mes
 „ soins. Aussi ne me voit-on pas, triomphant des
 „ avantages de nos ennemis, parcourir d'un air
 „ joyeux la place publique, tendre la main, annon-
 „ cer ces bonnes nouvelles à certaines personnes,
 „ qui le manderont en Macedoine; frémir, être
 „ consterné, abattu de tout ce qu'il arrive d'heureux
 „ pour Athènes (*): conduite ordinaire de ces im-
 „ pies, qui ne cessent de décrier la République,
 „ comme si par-là ils ne se décriaient pas eux-mê-
 „ mes; qui tournent leurs vues vers l'étranger, cé-
 „ lebrent les succès d'un ennemi heureux au dépens
 „ des Grecs, & veulent qu'on s'applique à perpé-
 „ tuer ses avantages.”

Cependant, on a dû voir que le *Politique Hol-
 landais* ne s'est pas laissé entraîner par le torrent
 populaire. Il a su rendre justice aux Anglais
 & louer les qualités qui les rendent une des premie-
 res nations de l'Univers. Quoiqu'il n'ait pas, com-
 me l'Auteur de l'*Ouderwetsche Patriot* & consors,
 fait son objet particulier de relever les triomphes
 & l'intégrité d'un peuple actuellement notre enne-
 mi, il a toujours rendu justice à son amour pour la
 liberté, à son courage au milieu des dangers & des
 revers; mais il avoue qu'il ne peut envisager de
 sang-

(*) Voyez l'*Ouderwetsche Patriot* & d'autres libelles
 qui, sous prétexte de servir la maison d'Orange, exaltent
 sans cesse les Anglais; quoique, suivant la Lettre à laquelle
 nous répondons, il convienne d'inspirer au peuple de l'achar-
 nement contre un ennemi qu'il doit combattre, remar-
 quant avec justesse, que la puissance législative doit être
 gouvernée par la raison & l'intérêt, tandis que la pas-
 sion conduit les individus ou instrumens de la puissance
 exécutrice.

sang-froid les Hollandais qui ont ôsé soutenir que nous avons donné de justes sujets de mécontentement aux Anglais (*). La seule chose qu'il se soit attaché à prouver est qu'ils ne sont pas les Alliés naturels de la République. Mais il en a dit autant des Français. Il a recommandé pour principe fondamental de notre politique de ménager tous les Etats, principalement les Puissans voisins, mais de ne s'enchaîner à aucun suivant la maxime dont nous n'avons que trop éprouvé la vérité de la part de l'Angleterre, *qu'il ne faut jamais s'allier avec un plus puissant que soi.*

Je ne suppose pas, & il s'en faut beaucoup que j'aye supposé, que le parti qui a affecté de traverser la Cour, n'ait j'amaï fait de fausse démarche; c'est un aveuglement bien grossier & cependant bien ordinaire, que de mettre la balance toute entière d'un côté, de justifier un parti dans tout ce qu'il fait & d'être toujours prêt à blâmer le parti contraire; il

(*) Qui ne frémit contre les Auteurs du *Politiek Verzon*g & de l'*Ouderwetsche Patriot* &c., en lisant dans la séance du Parlement Britannique, 30 Avril, ces paroles remarquables de l'Honorable Charles Fox? „ Qui eût cru que „ dans le Cours même de Décembre dernier, époque à laquelle l'insolence, qui ne convient en aucun tems, ne pouvait être regardée que comme folie, les Ministres aient eu la constance d'oser parler encore aux Puissances-Médiatrices de la punition de van Berckel, qu'ils proposaient cette punition exemplaire comme article préliminaire d'un traité de paix avec la Hollande! Or, il est à observer que je n'ai pu revenir de mon étonnement, lorsqu'à l'inspection des papiers relatifs à cette querelle suscitée entre nous & la République, j'ai vu que non-seulement elle n'avait point de motif, mais pas même de prétexte? „ Ainsi parlent les Anglais. Ainsi parlent leurs Ministres. Et il se trouve encore des personnes opposées, au rapel du Pensionnaire? Il s'en trouve parmi ceux-mêmes qui passaient pour les Antagonistes décidés du Système Anglo-mane?

il y a de fausses démarches de part & d'autre; même dans ceux qui suivent le bon système; nous avons toujours eu soin de rapporter ce que l'un ou l'autre pouvait dire en sa faveur; & pour le prouver, nous finirons cette lettre par quelques remarques sur l'article suivant du *Courier du Bas-Rhin*.

„Nous avons parlé, dit cet Ecrivain, d'une note que le Ministère de Russie a remise à l'Ambassadeur des Etats-Généraux pour être communiquée à ses Maîtres, relativement à la négociation pour une paix séparée; voici le contenu de cet écrit remarquable dans les circonstances.”

„Aussi tôt que l'Impératrice a été instruite de la résolution qu'ont prise L. H. P. les Etats-Généraux des Provinces-Unies, sur l'insinuation tendante à une paix particulière avec la Grande-Bretagne & la République, & de la condition dont elles la font dépendre, S. M. n'a pas perdu un instant de donner tout l'effet possible à ses bons offices. L'esprit de désintéressement & les sentimens d'humanité qui ont dicté la première insinuation, l'animant constamment, elle a tâché, par un nouvel effort, d'amener les choses au point qui permet d'en augurer favorablement. Dans cette vue elle a fait dépêcher un courrier exprès à Londres, chargé d'instructions pour son Envoïé à cette Cour, analogues à la nature de l'objet & à sa grande importance. Les motifs par lesquels ce Ministre s'évertuera de déterminer S. M. Britannique à admettre la proposition qui doit servir de base à tout l'ouvrage de la pacification, seront puisés dans la connoissance parfaite qu'il possède de l'impartialité dont S. M. I. fait profession; de la fidélité & de la constance, avec lesquelles elle professe les principes adoptés par elle à la face de l'Europe, fondés dans la justice & l'équité. Les sentimens de S. M. I. portent trop visiblement l'empreinte de la pureté de ses intentions, pour qu'ils puissent être méconnus par L. H. P. La franchise qu'elle met dans sa manière d'agir, & la cordialité avec laquelle elle les instruit de ses déterminations, lui inspirent la ferme confiance, qu'elles n'en prendront aucunes qui puissent devenir préjudiciables à l'état actuel de la négociation entamée, ou altérer les sentimens pacifiques qu'elles ont fait entrevoir. Dans cette persuasion, elle s'est

en

empressée de sonder les dispositions de la Cour de Londres relativement aux principes de neutralité. Il est naturel & conséquent de voir auparavant sa réponse, & de suspendre en attendant toute mesure, qui dut altérer la position de la République vis-à-vis de qui que ce pût être. L'Impératrice rend trop de justice à la sagesse & à la pénétration de L. H. P., pour douter qu'elles voulussent s'écarter des principes de modération qu'il est essentiel de suivre, si l'on a l'intention sérieuse de séconder les vues salutaires que S. M. s'est proposées, & dont L. H. P. ont toujours paru intimement persuadées. Ce ne seroit qu'à regret qu'elle se verroit frustrée des espérances qu'elle a conçues à cet égard. Le Ministère Imperial a l'honneur de donner connoissance de tout ce que ci-dessus à S. Exc. M. l'Ambassadeur de L. H. P. les Etats-Généraux des Provinces-Unies, en réponse à la communication qu'il lui a faite, en date du 17 mars, de la résolution desdits Etats."

„ Cette insinuation, observe cet Auteur, de ne prendre aucunes déterminations qui puissent devenir préjudiciables à l'état actuel des négociations entamées, est arrivée trop tard. La politique déliée & profonde de la France, dit-il, a su profiter des conjonctures & de sa proximité de la Rép., pour l'enlacer dans ses filets, de manière qu'elle ne s'en dégagera de longtems. Nous ne voulons pas dire par là, que nos voisins y perdront; peut-être même gagneront-ils à passer de l'influence du Léopard Britannique, sous celle des Lys François: Mais il est dur d'être influé; il est humiliant d'être tirillé, ballotté en tout sens, de recevoir des insinuations qui équivalent à des ordres, & des insinuations contradictoires qu'il n'est pas possible de concilier. Ah! nous le répéterons, dût-il nous en coûter la perte de 50 abonnés; *Si mens non æva fuisset*. 60 vaisseaux de ligne & 60 mille hommes, bien équipés & bien armés, il y a 3 ou 4 ans, de l'union, de la concorde & du vrai patriotisme eussent prévenu tant de pertes & tant de honte."

Ainsi parle ce nouvel oracle de la Cour. A-t-on jamais donné des preuves plus frappantes de partialité?

lité ? Si la République eût augmenté ses Troupes jusqu'à 60 mille hommes, cette augmentation l'aurait-elle rendue plus redoutable aux trois grandes Puissances qui l'entourent ? Supposons qu'elles imaginassent une entreprise sur l'indépendance & la liberté de la République. Cette entreprise serait formée, ou par l'une de ces Puissances, toute seule ; ou par deux ; ou bien toutes les trois se ligueraient pour la subjuguier. Dans les deux premiers cas, la jalousie politique lui donnerait pour allié naturel celui ou les deux autres des voisins qui n'auraient pas eu part à l'entreprise. Dans le dernier cas, ses troupes augmentées à soixante mille hommes la garantiraient-elles du malheur d'être partagée comme la Pologne ? Dans les deux premiers cas, elle a suffisamment de troupes pour, de concert avec la Puissance ou les Puissances qui deviendraient ses alliées, repousser les attaques d'un voisin ambitieux. C'est encore même trop avancer que d'accorder le titre dangereux de voisin à la France, de l'accorder surtout depuis que les Pays bas Autrichiens sont devenus une barrière si respectable par la puissance & l'ascendant du Prince qui les possède.

D'ailleurs l'augmentation des Troupes, portée jusqu'à 60 mille hommes bien armés, n'aurait-elle pas opposé un obstacle naturel à une augmentation de 60 vaisseaux *bien équipés* ? Dans un tems où la disette d'hommes se fait sentir d'une manière si déplorable, les recrues pour les troupes de terre n'auraient-elles pas nui aux recrues pour les armemens de mer ? Encore passé-je sous silence la difficulté de porter à la fois le fardeau de cette double augmentation.

Il est certainement dur d'être *influé* : nous en sommes aussi convenus. Mais vouloir en tirer des insinuations contre la France qui soutient depuis si longtems la République, sans qu'on puisse lui supposer un objet d'intérêt visible, c'est le comble de la partialité, pour ne rien dire de pis : supposant même que la République fût réduite à l'humiliation d'être tirillée, balottée, à recevoir des insinuations qui équivalent à

à des ordres, aurait-elle été dans cet état, au cas que , sans penser à augmenter ses troupes de terre, elle se fût bornée à 60 vaisseaux de ligne bien équipés? Cette augmentation de puissance sur un élément ou la France avait alors tout à craindre, n'aurait-elle pas suffi pour rendre la République également respectable à l'Angleterre & à la France? Je pense même qu'au moyen du respect, qu'elle se serait procuré par sa puissance maritime; elle aurait acquis assez de crédit & d'ascendant, soit auprès de la France, soit dans d'autres Cours, non-seulement pour prévenir la funeste rupture avec l'Angleterre; mais encore pour prévenir le coup que l'Empereur lui a porté par le renversement de ses barrières. Quand on examine tout cela, quand on se rappelle que le parti, à qui l'on reproche d'avoir causé les malheurs de l'État en traversant le projet d'une double augmentation, ne s'est pas opposé à celle de terre, qu'il y a même consenti; demandant seulement qu'on commençât à s'armer sur mer où le danger était non-seulement pressant, mais l'attaque réelle; à qui peut on attribuer ces paroles *si mens non laeva fuisset*? Les Hollandais aiment un bon mot; mais c'est quand il vient à l'appui d'un bon raisonnement.

En voilà sans doute assez pour donner une idée de nos lumières & de nos opinions: si l'Auteur de la Lettre peut nous fournir d'autres éclaircissements, nous les recevrons avec d'autant plus d'ardeur & de reconnaissance que sa Lettre paraît être d'un homme également distingué par le zèle patriotique, la noblesse des sentimens, la sagacité des vues, la pureté des motifs, & l'étendue des lumières.

Aux Adresses ordinaires.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

 N^o. LXXI. LUNDI, ce 17 JUIN, 1782.

Suite du CHAPITRE XLII.

Lettre au Politique Hollandais, sur la Constitution & les Troubles de Geneve.

MONSIEUR,

J'ai vu, avec attention, ce que vous avez écrit sur les Troubles de Geneve. Il ne paraît pas que vos informations. Soient venues du Canal d'un *Négatif*. Ce n'est pas que je n'aie lu ce que vous avez inféré dans vos feuilles avec plaisir, d'autant plus que vous avez eu l'art d'y mêler plusieurs particularités qui intéressent ma patrie: car je ne suis pas Citoyen de Geneve; je suis Hollandais. J'ai fait un long séjour dans cette ville qui attirerait encore plus l'attention générale, si elle n'était partagée par la guerre des Puissances maritimes. Je me suis même trouvé à l'éruption de ces derniers troubles. Ainsi j'en fais assez pour avoir apperçu plusieurs erreurs dans les observations que vous avez publiées sur cette affaire. Vous paraîsez avoir suspecté vous-même la source d'où elles vous venaient, en ouvrant l'entrée de votre feuille à tout *Négatif* qui vous communiquerait des observations. Je ne suis ni *Négatif*, ni

TOME III.

T

affir-

Affirmatif, ni Constitutionnaire, ni anti-Constitutionnaire, ni Représentant, ni anti-Représentant; je n'ai été que simple spectateur; en cette qualité je crois devoir vous recommander les pieces suivantes, comme les plus sûres sur le sujet en question.

LETTRE *sur les Causes des Troubles actuels de Geneve.*

MONSIEUR,

Vous me demandez, par votre dernière Lettre, ce que sont ces Natifs contre qui nous prîmes les armes en 1770 & en faveur de qui nous les avons reprises l'année dernière & celle-ci; je vais vous l'expliquer le plus succinctement qu'il me sera possible.

Les Natifs sont issus d'Etrangers aggrégés à la République sous la dénomination d'Habitants; c'étoit autrefois l'unique dénomination sous laquelle l'Etranger étoit naturalisé dans Geneve. Le Fils de l'Habitant né dans la Ville étoit qualifié du titre de Citoyen & pouvoit parvenir à toutes les charges: mais le Fils de l'Habitant ou du Citoyen qui naîssait hors de la Ville étoit réputé Etranger. En l'année 1409, le Petit Conseil, pour procurer des revenus à l'Etat, résolut de recevoir des Bourgeois à l'instar de plusieurs Villes d'Allemagne. Il falloit joindre de nouveaux droits à ce nouveau titre. On inséra dans la Lettre de Bourgeoisie la clause suivante: *Que l'Acquéreur & les siens nés & à naître dans la Ville & au-dehors, fils naturels & légitimes, jusqu'à l'infini, seroient Bourgeois de Geneve.* Ce fut-là la seule clause qui la distingua de la Lettre d'Habitation & qui engagea à l'acquérir bien des Citoyens qui passoient une partie de l'année à la Campagne. Le Petit Conseil, se trouvant bien de ce revenu, chercha à l'augmenter, en réservant aux Bourgeois des droits qui appartenoient à l'Habitant & à sa postérité. Au commencement du XVII^{me}. Siècle, ceux qui n'étoient pas Bourgeois furent exclus du Petit Conseil, puis de celui des Deux Cents, puis enfin du Conseil Général: aussi cette Bourgeoisie qui ne coûtoit que 6 écus, au commencement du Siècle dernier, monta à 400 avant la fin du Siècle & fut portée depuis jusqu'à 1000 écus. Vous pensez bien que tous ces changements ne s'opérèrent pas sans plaintes de

de la part des Intéressés. On intimida les uns par des menaces; on reçut Bourgeois gratis ceux qu'elles ne purent intimider.

La Révocation de l'Edit de Nantes, qui attira dans Genève une multitude de Réfugiés François, favorisa cette séparation. Les Riches d'entr'eux acquirent la Bourgeoise; le plus grand nombre acquit l'Habitation. Ce fut alors qu'on donna aux Descendants de ces derniers le nom de Natifs, qu'on refusa toute Requête où ils se qualifioient Citoyens &c. &c. Plusieurs d'entr'eux persisterent à aller en Conseil Général jusqu'à l'année 1707, année de troubles, où le Petit Conseil, à l'aide de quelques Troupes étrangères qu'il introduisit secrètement dans la Ville, parvint à répandre la consternation & l'effroi parmi le Peuple.

Dépouillés par le Petit Conseil, les Natifs le furent encore par les Bourgeois qui, jaloux du grand nombre d'Etrangers qui s'établissoient dans Genève, tâcherent de se réserver les meilleures Vocations. Ils obtinrent, en 1740, que les Natifs & Habitans ne pourraient commercer, &, en 1720, qu'ils seroient exclus des Méiers d'Horloger, d'Orfèvre, de Faiseur de Boîtes à Montres & de Graveurs: exclusion odieuse qui fut levée en 1738. Mais, en 1730, ils avaient été exclus de tout Grade militaire dans la Bourgeoisie; & cette exclusion ne fut point levée, quoiqu'elle fût aussi injuste que l'autre.

Les Natifs avoient entièrement perdu de vue leur état passé. On étoit parvenu à leur faire croire qu'ils n'étoient que des Etrangers privilégiés, lorsque, pendant les troubles qui se sont élevés en 1763, entre les Bourgeois & les Magistrats, un de ces derniers s'avisa de reprocher aux Représentans, dans un Ecrit public, comme une imprudence, d'avoir cité un Aîte de 1420 „ *où les Natifs*
 „ *& Habitants marchent d'un pas égal avec les Citoyens*
 „ *& Bourgeois*; & il demandoit *si les Citoyens & Bour-*
 „ *geois trouveroient bon que les Natifs & Habitans se*
 „ *prévalussent de cet Aîte pour rentrer dans les Droits*
 „ *dont ils jouissoient alors.*” Ce reproche réveilla les Natifs. Ils lurent cet Aîte auquel ils n'avoient pas fait attention. Ils n'y trouverent pas le nom de *Natif*; mais ils y lurent que l'Habitant étoit Membre du Conseil Général. Ils lurent les anciens Traités avec Berne & Zurich, celui avec le Duc de Savoie en 1604; & ils virent que le Bourgeois & l'Habitant y *marchoient d'un pas égal.*

Ils ne bornerent pas là leurs recherches. Ils parvinrent à se procurer des Documents par lesquels ils furent convaincus que les Fils d'Habitants avoient été Citoyens comme les Fils de Bourgeois ; & les Edits de 1713, les premiers qui fassent mention de Natifs, leur prouverent que ce nom est nouveau dans Geneve.

Leurs découvertes furent annoncées dans des Brochures. Ils parurent décidés à réclamer leurs Droits. Les deux Partis Bourgeois en prirent de l'ombrage ; le préjugé seul, la crainte d'avoir pour égaux des Hommes qu'ils regardoient comme leurs inférieurs, indisposoit les Représentants contr'eux. Quant aux Négatifs, la réunion du Peuple anéantissoit leurs projets, & ils avoient lieu de la redouter : mais ils eurent l'adresse de semer la discorde entre les Natifs & les Représentants, au point que, le 15 Février 1770, ces derniers sollicitèrent le Petit Conseil & en obtinrent une Prise d'armes contre les Natifs. On en bannit huit. On restitua aux autres une petite parcelle de leurs Droits ; & on leur défendit toute autre prétention. Cette conduite leur inspira un vif ressentiment contre les Représentants : mais, assez éclairés pour sentir que, s'ils embrassoient le Parti des Négatifs, ce seroit se rendre borgne pour aveugler leur Ennemi, ils se contenterent d'observer une exacte neutralité sur les troubles qui agitoient les deux Partis bourgeois ; & c'est ce qu'ils déclarèrent publiquement en 1772.

Les Négatifs, satisfaits de cette déclaration, résolurent de se les attacher en leur donnant des Droits. Dès que les Représentants en furent instruits, ils se décidèrent promptement à dresser un Projet par lequel ils accorderoient beaucoup plus de Droits aux Natifs qu'il ne leur en étoit accordé par celui de leurs Adversaires ; ils le portèrent à Mrs. les Syndics, sollicitèrent qu'il fût lu en Petit Conseil, en Deux Cents & en Conseil Général, pour avoir force de Loi ; &, sur le refus formel qui leur en fut fait, prirent les armes pour l'obtenir par la force. Il en résulta un Edit favorable aux Natifs, lequel eut toute la sanction convenable : mais, après que la Bourgeoisie eut mis bas les armes, la Petit Conseil refusa constamment de le mettre en exécution. Les Natifs & les Représentants en furent également indignés : ceux-ci voyoient le Conseil Souverain méprisé jusqu'à laisser ses Arrêts sans exécution. Il falloit dès lors ou renoncer à la Souveraineté, ou forcer
les

les Conseils inférieurs à la respecter; & c'est ce qui a obligé les Représentants & les Natifs à prendre les armes, le 8 Avril dernier.

Suivant l'Edit, 100 Natifs de la première & de la seconde Génération ont été reçus Bourgeois gratis & 8 d'entr'eux doivent l'être, chaque année; & tous ceux de la troisième Génération & des Génération suivantes le sont de droit & gratis, dès l'âge de 25 ans.

On parle d'ajouter aux Articles de cet Edit un autre Article, portant qu'à l'avenir on n'aggrègera d'Etranger que sous la qualité de Bourgeois; par ce moyen, toutes ces distinctions, source de discorde, seront bannies de notre République.

La suite dans une feuille prochaine.

Suite du C H A P I T R E X L.

Sur la médiation de la Russie pour une paix particulière entre l'Angleterre & les Pays-bas-Unis.

Nous avons parlé, (voyez ci-devant pages 141-159) des efforts tentés au commencement du mois d'Avril par le nouveau Ministère Anglais pour faire une paix particulière avec la Hollande. Dans la feuille précédente (page 285) nous avons fait mention d'une nouvelle démarche faite le 17 Mars par les Ministres de l'Impératrice pour la poursuite de cette œuvre salutaire. Ces pièces jettent quelque jour sur les dispositions & les opérations des Etats-Généraux relativement à cette affaire. La pièce suivante montre aussi qu'ils ont paru disposés à recevoir la paix d'après les préliminaires offerts par le nouveau Ministère Britannique. Le Comte d'Osterman, Vice-Chancelier de Russie, remit dernièrement la note suivante au Baron de Wassenaar-Stahrenberg, Ambassadeur-Extraordinaire des Etats-Généraux auprès de la Cour de Pétersbourg.

Leurs Hautes-Puissances les Etats-Généraux des Provinces-Unies sont déjà instruites par les Ministres de l'im-

pératrice, accrédités auprès d'Elles, de la résolution qu'a prise le Roi de la Grande-Bretagne, relativement à la Proposition mise en avant par Leurs dites Puissances, comme la base sur laquelle devait reposer tout l'Ouvrage de la Pacification, entrepris sous les auspices de S. M. Impériale. C'est bien la plus douce récompense, que l'Impératrice pouvoit se promettre de tant d'efforts & de tant de soins désintéressés, que le succès dont ses bons offices ont été suivis. Elle ne peut que se féliciter d'avoir complètement réussi auprès de S. M. Britannique, & d'avoir ménagé par son entremise le Préliminaire tant désiré par L. H. P. pour le rétablissement d'un Traité qu'Elles regardent à juste titre comme le gage le plus essentiel de liberté du Commerce de la République. Si donc, à cet égard, Elle a rempli tous ses engagements, en sa double qualité d'Amie sincère & affectionnée de la République, & de Médiatrice impartiale entre Elle & la Grande-Bretagne, Elle ne peut qu'attendre avec une confiance entière, que L. H. P. s'occuperont, avec des sentimens dignes de leur zèle & leur Patriotisme pour l'Etat qu'Elles gouvernent, de l'objet le plus intéressant, qui se soit jamais présenté à leurs délibérations.

L'Impératrice, se reposant sur leur pénétration & sur leur grande sagesse, est intimement convaincue qu'Elles saisiront le moment actuel si favorable pour étouffer la haine & l'animosité, qui ont entretenu jusqu'ici les troubles entre les deux Puissances maritimes; & que, pour hâter la conclusion de cet important Ouvrage, Elles conviendront incessamment avec S. M. le Roi de la Grande-Bretagne d'une Trêve, qui réunira le double avantage d'affranchir immédiatement le Commerce de la République des entraves, dont il a souffert jusqu'ici, & de laisser le tems nécessaire de s'occuper des arrangemens pour une ouverture formelle de la Négociation de Paix; que, pour cet effet, Elles délibéreront, comme Elles ont expressément déclaré en avoir l'intention, tant par leur Résolution du 4 Mars, que par le Mémoire qu'a remis leur Ambassadeur le 17 du même mois v. st. au Ministère de S. M. Impériale, sur la détermination du lieu où les Conférences pourront s'ouvrir; qu'en procédant à la nomination effective des Plénipotentiaires, pour assister auxdites Conférences, Elle arrêteront les conditions auxquelles Elles sont portées à rétablir la Paix avec la Grande-Bretagne; & qu'Elles y mettront enfin

tou.

routes les facilités possibles, comme Elles l'ont formellement promis, dès que la condition maintenant accordée sur la liberté du Commerce auroit été préalablement admise.

Le Ministère Impérial de Russie, en instruisant Son Exc. M. l'Ambassadeur, pour la connoissance de ses Maîtres, des sentimens de S. M. Impériale, éprouve la satisfaction la plus complétte d'avoir été mis en état de donner si promptement de la valeur aux assurances préalables qu'il lui a faites, des dispositions sinceres de l'Impératrice à remplir tout ce que la République devoit attendre de son amitié & de son affection véritable pour Elle.

Les dernières Dépêches, apportées par le Courier arrivé de Pétersbourg, sont d'une telle importance, qu'il a été envoyé un autre Courier à l'Ambassadeur de Russie en France, où celui-ci doit, dit-on, communiquer, que S. M. Impériale de Russie fait insinuer à la Cour de France, qu'Elle serait bien charmée que cette Cour eût la bonté de ne plus apporter d'obstacles pour ralentir la Médiation que S. M. Impériale de Russie tâche d'employer entre l'Angleterre & la République Belgique; & combien S. M. Impériale est d'opinion qu'une Paix particuliere entre les deux Nations ferait du plus grand avantage, principalement pour la République, dont les Intérêts lui tiennent extrêmement à cœur; les Intérêts même des Négocians de France demandant que cette Paix se fasse le plutôt possible."

Ce n'est pas tout. Les Etats de Hollande & de Westfrise qui devaient rompre leur Assemblée le 6 Juin pour quelques semaines, ont continué leurs délibérations: on croit que les dépêches venues de Petersbourg ont donné lieu à cette prolongation; car Mr. de Markow, Ministre-Adjoint du Prince de Gallitzin, Envoyé-Extraordinaire de la Russie auprès de Leurs Hautes Puissances, communiqua ces dépêches importantes, le 7 de ce mois.

Il paraît que l'affaire est de la dernière conséquence. Elle mérite ainsi d'être examinée avec la plus sérieuse attention & sous toutes les faces. Pour un tel examen, il ne faut pas employer les yeux de la passion & de la partialité. Afin de prouver aux per-

sonnes raisonnables que nous n'avons à cœur que l'intérêt de l'état, nous allons rapporter les raisons que l'on peut alléguer pour & contre la paix particulière. On verra, par les deux Plaidoyers, si nous affaiblissons les raisonnemens de ceux qui sont inclinés à ce que la médiation soit acceptée.

L'Impératrice de Russie s'intéresse vivement & sérieusement, pour nous procurer au plutôt une paix séparée avec l'Angleterre.

On objecte que les Anglais sont une nation inconstante, perfide; qu'on ne peut faire aucun fonds sur leurs promesses; que leur intérêt est la seule règle de leur conduite. Quelle sûreté dit-on, aurons-nous qu'ils observeront un Traité fondé sur des bases qu'ils n'ont jamais su respecter? Leurs forces veulent tout subjuguier, leur cupidité tout envahir; ils veulent être de force où de gré le centre du commerce, l'entrepôt universel, le rendez-vous général des besoins du globe. A peine veulent-ils laisser glaner où ils ont moissonné. Ils veulent régner en despotes, sans concurrence, sans contradiction, sans partage. Des infractions audacieuses de traités, des invasions subites en pleine paix, sont le seul genre de manifestes à leur usage. Amis, Alliés, Ennemis, ils ne distinguent personne, quand il s'agit de leur intérêt, de leur aggrandissement. Quel fonds d'ailleurs faire sur un Ministère aussi changeant? Les Ministres actuels sont bien disposés pour la paix; peut-être par esprit d'opposition au système de leurs prédécesseurs: qui nous assurera que ce Ministère, qui commence d'ailleurs à éprouver des contradictions, pourra se soutenir?

Qui prouve trop, ne prouve rien. Si cette objection était valable, il s'ensuivrait que nous devrions avoir une guerre éternelle avec les Anglais. Ainsi raisonnaient du tems de Maurice ceux qui ne voulaient pas qu'on fit la paix avec l'Espagnol. Ainsi raisonnaient Heinsius & les autres têtes de l'administration qui laisserent échapper les offres avantageuses qu'on nous offrait à Geertruidenberg, pour conclure ensuite à Utrecht une paix qui nous fit perdre tout

tout le fruit de douze années de victoires & d'épuisement. Que les fautes du passé servent à nous diriger pour l'avenir ! Rien n'est plus incertain que la fortune de Bellone. Les Français, naguere triomphans partout, viennent d'en fournir un exemple terrible. Il est vrai que l'Angleterre pourra rompre le traité que nous aurons conclu. Eh ! quel Traité fut jamais éternel ? Il résulterait de cette objection, non pas que nous devions repousser la paix ; mais qu'il faut toujours nous maintenir dans un état respectable pour ôter l'envie à nos voisins de la rompre. D'ailleurs, n'est-il pas vraisemblable que les Puissances médiatrices deviendront garantes des articles ?

Dans tous les cas , que risquons nous à entrer en négociation , sous la médiation respectable qui nous est offerte ? surtout si nous ne ralentissons rien du zèle qui se manifeste pour les armemens ; si l'on redouble même d'ardeur dans nos chantiers & dans nos ports ; pour donner un plus grand poids aux négociations. Tel paraît être en effet l'objet de notre digne Stathouder. Pour faciliter à la marine les moyens de se procurer des équipages , il vient d'ouvrir une proposition qui fait honneur à son patriotisme. Il a proposé qu'on naturalisât la brigade Ecoffaïse & qu'on prît dans certains Régimens les hommes nécessaires pour suppléer ceux qui manquent sur les vaisseaux. Ne fera-t-il pas toujours en notre pouvoir de continuer ou de rompre les négociations , au cas que les conditions ne paraissent ni honorables ni avantageuses , & la paix précaire & peu sûre ? Et , s'il était vrai , comme on nous le dit , que l'épuisement de l'Ennemi l'a engagé à nous faire les premières ouvertures de paix , n'est-il pas probable que nous en obtiendrons des conditions favorables ?

Il y a plus : l'Angleterre & la Russie n'ignorent point la démarche que nous avons faite en reconnaissant l'indépendance de l'Amérique ; & , ce qui est encore plus important , nos délibérations actuelles pour consommer un Traité de commerce & d'amitié avec

cette nouvelle République. Il ne paraît donc pas que ces deux Puissances veuillent exiger que nous renoncions à ces liaisons. Cette condition n'entre pas d'ailleurs dans les préliminaires qu'elles nous ont proposées.

Quant aux déclamations contre l'Angleterre, il peut y avoir du vrai. Mais qui ne fait qu'une Puissance prépondérante abuse toujours de sa supériorité? Eh! qui ne voit en même tems que l'Angleterre, ayant perdu ses plus puissantes Colonies, ne sera plus en état de détruire l'équilibre sur les mers?

Il est certain que, quelque détermination qu'on puisse prendre dans les circonstances présentes, il ne faut pas perdre de vue les armemens de mer; il ne faut pas se borner à créer une marine respectable qui n'ait qu'une existence éphémère; mais il faut prendre des précautions pour la maintenir sur le même pied. Qu'on ait pour maxime fondamentale que la puissance maritime doit assurer non-seulement la prospérité du commerce & la conservation des établissemens lointains de la République; mais la rendre encore respectable aux Puissances de terre (*). Quand nous entrerions dans les négociations qui nous sont offertes, sommes-nous sûrs qu'elles réussiraient, qu'aucun accident imprévu n'en rompra le fil? D'ailleurs, on obtient des conditions de paix d'autant plus favorables, que l'on paraît avoir moins à craindre de la guerre.

Pour

(*) Il n'est que trop vrai que l'Empereur a saisi, pour renverser nos barrières, le moment où l'Angleterre, devenue notre Ennemie, ne pouvait plus agir en qualité de garante de ces barrières. Ainsi a été perdu tout le fruit d'une guerre glorieuse de douze ans. Mais si nous eussions eu une marine respectable, l'Angleterre nous aurait-elle attaqués? En paix avec elle, n'aurait-elle pas interposé sa médiation pour nous conserver ce quelle nous avait garanti? Au moins au moment de la rupture, aurions-nous dû faire alliance avec la France qui se serait trouvée dès lors engagée à prendre notre défense.

Pour rejeter une démarche si avantageuse & si désirable, il faut d'autres raisons que celles de l'accroissement de nos forces, du déclin prétendu de celles des Ennemis, de leur mauvaise foi & des avantages qu'une alliance prochaine avec l'Amérique Septentrionale prépare au Commerce & aux Fabriques de ce pays.

Il s'en faut beaucoup que l'Angleterre soit épuisée. Les établissemens dispersés qu'elle a perdus lui fournissent même de nouvelles forces à notre égard ; en la forçant à les rassembler autour d'elle. La facilité de sortir de ses ports en tout tems & de tenir ses escadres en exercice perpétuel remplace les forces qui lui manquent, multiplie ses opérations & lui forme une pépinière inépuisable de marins.

Que n'avons-nous pas à craindre en Asie, où nous possédons des établissemens d'une importance & d'une richesse qui excitent l'envie de toutes les Puissances de l'Europe ? La perte de tous nos établissemens sur le Continent de l'Asie, montre que les Anglais dominent dans cette partie du monde. Déjà ils se sont vus en état de se porter jusqu'à Ceylon ; & les forts de Trincomale & d'Ostenburg leur ouvrent la conquête d'une Isle si importante par la production importante dont nous avons le débit exclusif dans l'Univers. Maître de toute l'Inde, maître de Ceylon, qui pourra arrêter ce peuple entreprenant & ambitieux, de porter ses conquêtes sur l'Archipel des Molucques si tentatif ? Les Anglais ont déjà dans cette partie du monde plus de forces de terre & de mer qu'aucune Puissance Européenne n'en a jamais eu. La Présidence de Bombay vient d'être renforcée de deux Régimens Européens arrivés sous l'escorte de deux vaisseaux de ligne, d'un navire de 30 canons & de quelques Frégates. Sir Richard Bickerton, plus heureux à échapper à Mr. de Guichen que les convois Français ne l'ont été devant Kempenfeld & Barrington, va porter les forces Anglaises dans l'Inde à 49 vaisseaux ; &
qua-

quatorze sont prêts à mettre à la voile pour la même destination.

Mais nos établissemens occupés par les Français que deviendraient-ils ?

Je réponds que d'abord ils n'oseraient nous garder le Cap de Bonne-Espérance qu'ils n'ont qu'en dépôt. Ils sont trop bons politiques pour se déshonorer par une trahison qui ligueraient la race présente & soulèverait la race future contre eux. Quant à St. Eustache, Demerary, Essequibo, les Berbices, d'abord nous pourrions obtenir des Anglais qu'ils ne feraient la paix avec la France qu'en stipulant que ces établissemens nous seraient restitués. Le nouveau Ministère Anglais serait d'autant plus porté à cette démarche qu'avouant l'injustice de l'agression faite contre nous, il est tenu de nous réparer ou de nous indemniser de cette perte. Ce n'est pas encore tout : la France elle-même n'a pas d'intérêt à garder ces possessions. Elle en a de plus intéressantes que celles de la Guiane Hollandaise. Et St. Eustache redevenant un port libre, lui procure, en tems de guerre, des avantages plus grands à l'abri de la neutralité, qu'elle ne peut espérer d'en recueillir en la retenant sous sa domination. Il y a plus : les négocians Français soupirent pour notre réconciliation avec l'Angleterre ; on rapporte même que les principaux Hommes d'Etat en France sont tout-à-fait portés pour notre paix particulière avec l'Angleterre.

La France oserait-elle refuser de nous rendre nos possessions ? Ne ferait-elle pas voir qu'elle n'aurait cherché à rendre service à la République, que pour la sacrifier à ses intérêts ? Ne montrerait-elle pas qu'en nous excitant à défendre nos droits contre l'Angleterre, elle chercherait moins à maintenir l'honneur & l'indépendance de la République qu'à nous faire servir à des vues obliques & ambitieuses ?

Que pouvons-nous gagner par les opérations militaires que nous préparons sur mer ; de tous les armemens qui se font dans nos chantiers ? Arriverons-nous dans les mers de l'Inde à tems pour sauver nos

éta.

établiffemens que nous avons laiffés à la merci des Ennemis, qui, peut-être, en ont déjà fait leur proie? Nos forces feroient, ou fupérieures, ou égales, ou inférieures. Dans le premier cas, fommes-nous sûrs de rencontrer les Anglois? N'auront-ils pas l'adrefle de nous échapper comme ils ont échappé jufqu'à préfent aux François & aux Efpagnols, quand ils étoient dans ce cas? Quand, à forces égales, nous pourrions efpérer une iflue auffi glorieufe que celle de la fameufe journée du 5 Août 1781; quelles en feroient les fuites, finon d'étouffer une féconde fois notre marine naiffante, de la réduire à fe réfugier dans fes ports & de laiffer toujours notre navigation marchande à la merci des Ennemis?

On a beau fe couvrir de la livrée honteufe d'un pavillon étranger; on a beau avoir des correfpondans à Embden, à Oftende, à Hambourg, employés à doubler les écritures & payés pour faire ferment en cas de befoin; toutes ces reffources obliques, ces manœuvres criminelles, ne font qu'un bien paffager; il nous faut un commerce ouvert & libre; il faut qu'il nous foit rendu le plutôt poffible.

D'ailleurs, la reconnaissance de l'Indépendance Américaine ne peut porter aucun obftacle à la paix féparée. Dans aucun code des nations, il n'eft défendu de reconnaître l'Indépendance d'un pays qui jouit de fon propre gouvernement & fe gouverne par fes propres loix. L'Amérique eft, à notre égard, un pays que l'Angleterre veut fubjuguer. Sous ce point de vue, nous avons le même droit d'avoir des correfpondances d'ambaffade & de politique avec elle, que l'Empire, la Ruffie, ou tel autre Etat neutre a celui d'entretenir un Ambaffadeur en France fans commettre hoftilité contre l'Angleterre.

Au contraire une paix particulière avec l'Angleterre nous mettra plutôt en état de tirer les avantages que nous efpérons des liaifons Américaines; mais fi la République rejette imprudemment les offres qu'on lui fait, quel danger ne court-elle pas de la part d'un ennemi qui, par les nouveaux fuccès qu'il
vient

vient de remporter & sous des ministres jeunes, actifs, entreprenans, est encore en état de ruiner entièrement notre marine? Qui fait même si le refus outrageant de la médiation de l'Impératrice n'irritera pas cette puissance au point de l'engager à offrir des secours à l'Angleterre? Combien cet incident n'augmenterait-il pas l'état malheureux de notre situation? De quelle utilité nous seraient alors ces Américains dont nous avons préféré les offres à celles d'une des premières puissances de l'univers?

D'ailleurs, ne devons nous pas des égards à une puissance qui témoigne tant d'inclination pour les intérêts de la République & qui joue un rôle si respectable en Europe? Eh! que fait-on? Peut-être agit-elle de concert avec d'autres puissances qui s'intéressent à la fois & au destin de la République & à celui de l'Angleterre?

Nous ne croyons pas que les plus zélés partisans de cette opinion en aient allégué de plus séduisantes ni même d'aussi fortes. Puisque plusieurs membres politiques de la République, non-seulement des Régences, mais même les Etats entiers de quelques Provinces, se sont déjà déclarés contre la négociation, pour une suspension actuelle d'armes & une paix particulière; il faut donc qu'il y ait aussi de fortes raisons qui militent contre cette acceptation.

Ainsi je calculais froidement & méthodiquement les maux & les dangers de la guerre présente; un politique philosophe à qui je les proposais, me répondit en ces termes.

On a beau mettre son esprit à la torture; on ne voit pas quels motifs peuvent si fort intéresser l'Impératrice en faveur de la République. Puisqu'elle a pour elle une affection si tendre & si vive, ne la servirait-elle pas mieux en cimentant la paix avec l'Angleterre sur la base d'une paix générale. On a beau vanter les ressources de la France & de l'Angleterre; il est certain que ces deux Royaumes soupirent également pour la fin d'une guerre dont, ils ne peuvent plus espérer des avantages assez importants pour

com.

compenser les dépenses. Le grand objet de la France était de procurer l'indépendance à l'Amérique; on peut assurer qu'elle a obtenu ce point. L'objet de l'Angleterre était de ramener l'Amérique sous le joug. Elle ne peut plus se dissimuler que l'exécution de ce projet est impossible. Ainsi donc les principales Puissances engagées dans cette guerre n'ont plus d'objet réel qui les engage à promener encore sur terre & sur mer les instrumens de la destruction & du carnage; elles n'ont à régler que le sort de quelques Isles que l'Angleterre n'a pas vu passer d'un œil indifférent au pouvoir de la France. Mais que l'Angleterre considère que la France a pour garder la Grenade, St. Vincent, Tabago, le même droit que firent valoir les Anglais quand ils eurent le bonheur de s'en emparer dans la dernière guerre. Que les Anglais considèrent que la perte de l'Amérique Septentrionale n'est pas une conquête pour leurs Ennemis. Ils auront dans ce pays, les mêmes droits que les autres nations; si l'on n'a pu s'empêcher de remarquer que les Américains avaient une prédilection particulière pour tous les objets de fabrique, de manufacture, ou de production Britannique; on ne peut s'empêcher aussi de convenir qu'il ne peut rien arriver de plus heureux aux Anglais, que la paix la plus prompte avec l'Amérique avant que la nécessité de se pourvoir ailleurs l'ait accoutumée à se passer des objets d'agrément ou de commodité qu'elle aurait à tirer de la mere-patrie. Combien toutes ces considérations & quantité d'autres encore ne faciliteraient pas une médiation pour une paix générale? Pourquoi la Russie s'obstine-t-elle à n'interposer sa médiation que pour une paix particulière? En qualité de Puissance neutre, craindrait-elle que l'opposition obstinée de la République à une paix particulière, ne frayât aussi-tôt la route à une paix générale qui ferait perdre aux Membres de la neutralité-armée les immenses avantages qu'ils retirent de la guerre?

On nous menace du courroux de la Russie. Les
pa.

papiers Anglais parlent même d'une flotte de dix-huit navires Russes, prête à venir donner du poids à cette médiation ou à se ranger du côté des Anglais, au cas qu'elle soit rejetée.

Il serait bien singulier que la Russie, qui nous a repoussés, lorsque nous venions à son invitation pour entrer dans la Neutralité armée, trouvât actuellement dix-huit beaux navires pour aider les Anglais à nous forcer à la paix.

Il semblerait, plutôt, qu'un cœur aussi magnanime que celui de la Semiramis du Nord, ne devrait pas borner ses vues à rendre la paix à une petite Nation telle que la Hollande. Sa politique sublime & son amour pour l'humanité sont faits pour embrasser tous les peuples, tous les humains.

D'ailleurs, on nous demande une suspension d'armes. C'est aussi un préliminaire nécessaire dans ces sortes de négociations. Mais nous sommes déjà engagés à concerter les opérations de cette campagne avec la France ? Liés par cet engagement, pouvons-nous en contracter un autre d'une nature diamétralement opposée ? Resterait à savoir si la France voudrait nous délier de nos engagements. Dans ce cas, pourquoi ne pas changer cette négociation en une autre, tendante à une paix générale ?

La suite au N°. prochain.

Ces Feuilles périodiques paraissent régulièrement, tous les Lundis à Amsterdam, chez *J. A. Crajenschoot*; à Haarlem, chez *Waltree*; à Leide, chez *Luzac & van Damme*, & *Les Freres Murray*; à la Haye, chez *J. van Cleef*, *Detune*, *van Drecht* & *La Veuve Staatman*; à Gouda, chez *Van der Kloos*; à Rotterdam, chez *Bennet & Hake*, & *D. Vis*; à Dordrecht, chez *Blussé*; à Deventer, chez *Leemborst*; à Groningue, chez *Huyzingh*; à Nimegue, chez *Van Goor*; à Arnheim, chez *Troost*; à Bois-le Duc, chez *J. H. Pallier*, à Hambourg, chez *J. G. Virchaux* & chez les principaux Libraires des Pays-Bas.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

 N^o. LXXII. LUNDI, ce 24 JUIN, 1782.

Suite du CHAPITRE XL.

Sur la médiation de la Russie pour une paix particulière entre l'Angleterre & les Pays-bas-Unis ().*

J'avais bien raison de vous dire, continua le Philosophe-Politique, qu'il était fort douteux, si la France

(*) La dénomination de *Provinces-Unies* ou de *Provinces-Unies des Pays-bas*, n'aurait jamais dû s'employer, non pas seulement par ce qu'elle est insuffisante & infidelle; mais parce que ce mot *Provinces* implique une subjection, une dépendance, qui ne convient pas à un Etat libre & indépendant. Les Américains sont si délicats sur cet article qu'ils ne veulent pas même faire usage du mot *Colonie*. Celui de *Provinces-Unies* s'est perpétué depuis l'Union d'Utrecht qui fut formée l'an 1579, avant que l'on eût abjuré solennellement le Roi d'Espagne, abjuration qui n'arriva qu'en 1581. Ce mot *Pays-bas-Unis* qui rend fort bien celui de *Vereenigde Nederlanden*, me paraît non-seulement réunir la précision à l'exactitude; mais les Chefs du Gouvernement ne devraient jamais permettre qu'il en fût adopté d'autres dans les documens Français qui les intéressent. Le *Politique Hollandais* n'en emploiera pas d'autre; il est pres-

ce nous délieraient de nos engagements. Et tirant de sa poche la *Gazette de Lèide*, qu'il me vanta comme la mieux faite de celles qui se font en Hollande, il lut ces mots dans le Supplément du No. XLIX.

Les Etats de *Hollande* & de *West Frise*, qui se sont séparés le 13 de ce mois, avaient arrêté la veille leur Pré-avis, concernant la Réponse à donner à la Cour de Russie. Ce Pré-avis tend à déclarer, „ que l'Angleterre a tardé trop „ longtems à se décider sur la condition préliminaire, qui „ devait servir de base à une Paix particulière; qu'on a „ dû prendre ainsi la Résolution d'agir de concert avec la „ France; que par-là la possibilité d'une Pacification particulière s'est absolument évanouie; & que la République „ n'est à même que de concourir à une Paix générale.” La Cour de Versailles a fait, à ce que l'on apprend, une Réponse à peu près pareille à la Note Ministérielle, par laquelle elle avait été requise, au nom de l'Impératrice, de *ne pas*

que aussi court que celui de *Hollande* sous lequel la plupart des Etrangers désignent ordinairement la République entière, au point que dans le Traité de Dresde, dressé l'an 1750 en Français, entre le Roi de Pologne, Electeur de Saxe, & les Etats, on s'était servi de ce terme *République de Hollande*, dénomination qui choqua si fort les Etats de Zéelande, qu'ils en firent substituer un autre, moins erroné, celui de *République des Provinces-Unies des Pays-bas*: Le mot République corrige au moins ce qu'il y a de défectueux dans le mot *Provinces*. Mais, en ce cas, dira-t-on, faudrait-il changer la dénomination non moins erronée, la source de toutes les autres, celle de *Province de Gueldre, Province de Hollande, Province de Zéelande* &c. &c.? Encore passe pour les membres de l'Heptarchie, qui comptent pour rien l'abandon de leurs privilèges les plus précieux... Mais la Frise qui formait autrefois un Royaume, mais les Frisons qui se signalent actuellement si glorieusement dans la cause de la liberté, ne devraient ils pas encore donner l'exemple & imiter les Américains en n'adoptant plus d'autre dénomination que celle d'*Etat de Frise*? Je prévois toutes les objections qu'on va me faire; je me tais; je croyais parler à des hommes libres & non à des chicaneurs, à des Sophistes &c.

pas mettre obstacle à une Paix particulière entre la Grande-Bretagne & la République. „ Sa Maj. Très-Chrétienne „ a répondu en substance, que le Roi n'a cherché ni ne „ cherche à avoir aucune influence sur les Résolutions des „ *Etats Généraux* : Mais que, comme L. H. P. sont venues d'agir de concert avec la France, (concert que „ la situation naturelle des affaires exigeait,) Sa Maj. Imp. „ semble ne pouvoir s'attendre que L. H. P. abandonneront le Plan qu'elles ont adopté ; Plan, d'ailleurs, qui „ doit servir à accélérer une Paix générale.”

Ainsi parlent les juges les plus respectables que je pouvais invoquer en faveur de mon opinion.

Ainsi finit notre premier entretien avec le politique Philosophe, ou plutôt Philantrope, comme la suite de cet entretien le prouvera suffisamment. Il profita des beaux jours que l'approche de l'été nous a enfin ramenés. Il me conduisit sur une de ces barrières naturelles dont l'Eternel semble avoir voulu ceindre le sein des mers qui nous environnent, pour les empêcher de se déborder, en nous abîmant une fois pour toutes dans un déluge universel. La mer venait mouiller le pied de la dune. Les rayons réfléchis du soleil dans l'immense liquide qu'un souffle léger agitait, formaient un spectacle ravissant. J'avais vu son cœur palpiter en traversant les campagnes que le printemps a ressuscitées & embellies : il ne fut plus maître de son enthousiasme, lorsque ce spectacle, toujours nouveau, frappa ses yeux. Son ame était exaltée, en m'exhortant, par les paroles & par les gestes, à promener ma vue dans le lointain.

„Béni soit, dit-il, le Grand-Ordonnateur des mondes, qui, pour réunir tous les humains par les nœuds des besoins réciproques & de l'intérêt, forma cette surface mobile & propre à les porter rapidement avec les masses les plus pesantes d'une extrémité du globe à l'autre ! Béni soit l'Eternel, qui n'a pas voulu que cette surface mobile gardât la trace des navires, qui les premiers traversèrent telle ou telle plage, afin qu'il n'y eût là aucun tyran, & qu'elle fût pour tous les peuples aussi libre que l'air qu'ils respirent !”

Pendant que le Philosophe prononçait ces mots,

le vent s'éleva, les vagues s'enflèrent, une tempête horrible vint jeter à nos pieds quelques débris de misérables bateaux de pêcheurs, les seuls qui, dans cette stagnation générale de la navigation, s'aventurent encore à s'éloigner de nos côtes. Le teint du Philosophe se rembrunit alors; il interrompit tout-à-coup son discours :

„ Hélas, dit-il, cet élément qui nous procure de si grands avantages, & qui a porté ce pays de la détresse, de la pauvreté, de l'esclavage à un état prospère, opulent, indépendant, menace à tout moment de l'engloutir & a déjà envahi une partie de son territoire ! Pourquoi cet élément a-t-il des écueils, des gouffres, des tempêtes, pour dévorer tant de victimes ? Hélas ! puisque nous achetons si cher ses bienfaits, pourquoi faut-il que les hommes s'arment encore pour fournir de nouveaux moyens à son insatiable avidité, dans la coupable idée d'arracher les avantages qu'il prodigue à ceux qui osent s'exposer à ses dangers ? ”

„ Où sont ces jours où nous avions, en tems de paix, des flottes guerrières assez formidables, non-seulement pour défendre nos flottes marchandes, mais encore pour forcer à la paix les Puissances maritimes du Nord qui s'imaginaient, pour leur caprice ou leur intérêt, pouvoir troubler la liberté générale de la navigation & des mers ? Que j'aime ces tems où un Pensionnaire d'Amsterdam, envoyé dans le Nord pour ménager une réconciliation entre les Rois de Suede & de Danemarck, leur imposait, de concert avec un Ambassadeur de la République Britannique, les conditions de paix. Ce dernier était le fameux Républicain Algernoon Sydney, aussi admirable par sa vie que par ses écrits. Le Hollandais, Mr. Vogelsang, parla d'un ton si menaçant au Roi de Danemarck qui se refusait à la paix, que le Monarque frémit. De Witt était alors à la tête du Gouvernement. Il est vrai qu'il ne put empêcher que la République ne fût enveloppée dans des guerres ; mais si, dans ces tems modernes, nous eussions seulement pris les précautions

tions que prit alors De Witt , n'aurions-nous pas évité cette guerre malheureuse ? Les Anglais auraient-ils pensé de s'attirer un quatrième Ennemi , si cet Ennemi leur eût présenté un front menaçant & non une proie attrayante & facile ?

„ Cette guerre est donc un mal nécessaire , auquel nous devons nous soumettre. Nous ne pouvons donc plus écouter de paix qui ne soit posée sur la base solide d'une paix générale. Nous devons donc profiter de ce moment pour reprendre cette énergie dont nous avons besoin , & même notre ancienne considération , si nous savons profiter des circonstances. Le moment est critique & délicat. Le peuple est dans les meilleures dispositions. Un peuple de trois millions d'hommes dans un espace resserré , dans une situation favorisée par la nature & par l'art , forme une nation respectable : elle est sur le point de le devenir autant qu'elle a pu l'être jadis , si nos Administrateurs savent profiter des circonstances pour faire de vigoureux efforts , & se rendre respectables & à la France & à l'Angleterre. ”

„ Quoique la guerre soit un fléau terrible , abominable , la faiblesse dans une attaque injuste a des conséquences encore plus funestes. Un peuple qui supporte impunément de longs & perpétuels outrages , est le rebut de tous les peuples ; & la perte de sa considération politique ne tarde pas d'entraîner celle de son existence politique. C'est dans des momens pareils à celui-ci , que tous les citoyens doivent sentir & agir pour la patrie. S'ils ne développent alors toutes leurs ressources pour la faire triompher , ils retombent dans un mépris qui ne tarde pas à être suivi de la perte de leur indépendance. ”

Le Philosophe , dans son enthousiasme philanthropique , fit alors l'exclamation suivante :

„ Maudit soit le premier qui accoutuma les humains à s'entre-détruire pour de futiles intérêts ! Quel spectacle ! Deux à trois cent mille hommes enrôlés , dispersés sur les plaines & sur les mers n'attendent qu'un

signal pour s'entrégorger ! Ils se massacent, à la face du soleil, sur les fleurs du printemps, sur l'écume des flots. Ce n'est point la haine qui les anime, ce sont des Souverains qui leur ordonnent de mourir : aucun d'eux ne savait même si la querelle de l'Amérique est la cause de l'humanité ; la moitié de ces forcés égorge l'autre, pour que le nouvel hémisphère soit soumis à une île Européenne qu'on distingue à peine sur la carte. Puisque c'est sous ce point de vue que nous devons examiner le fléau terrible de la guerre, quel titre respectable auguste, ne donnerait-on pas à un Souverain, qui saisirait l'occasion présente, où tous les peuples soupirent pour la paix, l'invoquent à grands cris, ne peuvent plus avoir aucun motif, même aucun prétexte raisonnable, de promener le carnage & la destruction, qui profiterait, dis-je, de ce moment unique, pour leur faire goûter à tous cet avantage essentiel ; parce que ne la proposant qu'à un seul, il ne ferait que prolonger la durée de ce malheur affreux."

„ Si jamais guerre fût un outrage à l'humanité, ce sont les guerres de mer. Tout peuple qui commence les hostilités sur cet élément, pour y dominer seul, est l'ennemi de l'humanité. Il est bien triste pour nous, qui sommes par état amis de la paix & du bonheur universel, de nous voir attaqués, dépouillés, sans la moindre cause d'aggression. Que l'on cite en effet, depuis six ans que l'Anglais nous outrage dans toutes les mers, un seul acte d'hostilité que nous agions commis sur eux, ou sur aucun autre peuple. Nous pensions même si peu à leur nuire, que nos navires couvraient les mers sans aucune escorte, que nos établissemens lointains étaient sans défense. Aussi leur premier manifeste fut de fondre à l'improviste sur nos vaisseaux & nos colonies désarmées."

„ Les Anglais ont allégué plusieurs raisons pour avoir fait cette guerre ; si la négociation de Mr. Berckel leur eût manqué, ils auraient allégué les munitions navales portées à l'Ennemi ; si ce prétexte leur eût manqué, ils auraient allégué St. Eustache ; c'était

un port libre & ouvert ; ils auraient soutenu que ce port ne devait rester libre & ouvert que pour eux : s'ils eussent gagné ce point. ils auraient assuré que nous devions faire cause commune avec eux contre la France & l'Amérique. Ah ! ah ! voilà donc le *non plus ultra* ; le point de la querelle, le grand objet qui a coûté tant de sueurs, de veilles, de flatteries, de menaces, au Chevalier York. Puisqu'il nous fallait une guerre ; reste à examiner s'il eût mieux valu la faire à la France, qui nous ménageait qu'à l'Angleterre, qui nous dictait impérieusement la loi : dans ce cas, il fallait calculer si nous eussions couru des risques plus grands de la part de la France ou de la part de l'Angleterre."

„ Qui ne voit, par le manifeste même des Anglais, que la seule raison de la rupture est un faux calcul de politique. Ils s'imaginaient, d'après Stormond, d'après North, d'après Rodney, que l'Isle St. Eustache était l'aliment de la rébellion Américaine. L'accession à la neutralité-armée. allait assurer la liberté de ce port ; pour prévenir ce coup, les Anglais se hâtèrent de combler la mesure de leurs mauvais procédés en nous déclarant la guerre : voilà le seul point de vue où la postérité pourra regarder cette œuvre d'iniquité : quand elle se retracera le pillage de cette Isle infortunée, qui loin de hâter la réduction de l'Amérique, a été suivie de la prise de Cornwallis &c. elle saura sans doute apprécier la politique du Ministère Anglais, le génie des Stormonds, des Norths, des Rodney &c &c.

„ Il est vrai qu'alors on n'envisageait pas l'augmentation de la marine comme une affaire de conséquence ; on voulait nous accoutumer à regarder les Anglais, c'est-à-dire les maîtres souverains des flots, comme nos alliés, comme des voisins, dont nous n'avions rien à craindre, sous les auspices desquels nous pouvions silloner impunément la surface de toutes les mers : ainsi toute augmentation dans la marine était une dépense inutile ; deux ou trois frégates pouvaient nous suffire contre les Puissances barbaresques : mais l'essentiel était d'être sur un pied respectable sur ter-

re. La France, toujours regardée comme notre ennemie naturelle, était un voisin dont il fallait se défier, soupçonner même les bienfaits & les caresses : tout cela formait un système en règle, transmis par Guillaume III ; nous ne pouvions avoir trop de forces pour être toujours en garde contre un tel Ennemi. Sa conduite, toute pacifique qu'elle paraisse, devait toujours être équivoque.

„ N'est-il est pas bien singulier que le Ministère Britannique noue à Paris des négociations pour une paix générale avec toutes les Puissances belligérantes, dans le même tems qu'il intrigue à la Cour de Pétersbourg pour se ménager une paix particulière avec la République ? Cette politique est-elle droite, franche, honnête ? La France n'a & ne peut avoir d'autre but que de cimenter l'indépendance de l'Amérique. Tout se dispose en Angleterre pour la consommation de ce grand ouvrage. Il se fait, non-seulement dans les Assemblées des corps législatifs, mais encore dans le sein du Ministère, des propositions qui démontrent les bonnes dispositions où l'on est à cet égard. Quel motif donc porterait le Ministère Britannique à entreprendre à la fois deux négociations différentes, l'une pour une paix particulière, l'autre pour une paix générale ? ”

„ Il est vrai qu'on obtient ordinairement de meilleures conditions en se prêtant aux offres d'une paix séparée ; nous n'avons pas oublié ce que nous avons gagné par cette politique à Munster, ce que gagnèrent les Anglais du tems des négociations d'Utrecht par une politique semblable. Cette maxime ne saurait être trop méditée : il ne faut pas la perdre de vue. Mais ces mêmes maximes ne sont pas applicables à toutes les circonstances ; ce que nous avons à attendre des Anglais n'est que la restitution de ce qu'ils nous ont envahi dans les Indes ; il ne faut plus penser à la restitution ou indemnisation des richesses mobiles ; il n'est guère apparent que les autres Puissances permettront que l'Angleterre augmente dans l'Inde une Puissance qui serait trop redoutable par l'acquisition de nos établissemens. D'ailleurs, qui
nous

nous empêche de nous lier avec les Ennemis de l'Angleterre en stipulant la garantie de ces possessions envahies ou exposées à l'être ?”

„ Qui ne voit la politique barbare de l'Angleterre ? Ames étroites, cœurs traîtres, qui osez encore soutenir qu'elle est notre alliée naturelle, citez-nous un Traité avantageux de Commerce, que nous ayions fait avec elle depuis le fameux acte de Navigation. Le Commerce n'est-il pas la base de notre prospérité, de notre existence ? Cependant, combien, depuis cette époque, n'avons-nous pas fait de ces sortes de Traités avec la France, sans parler des autres peuples ? Dans la fameuse affaire des Barrières, en 1712, les Anglais ne se font-ils pas opposés à ce qu'on nous cédât les places des Pays bas Autrichiens les mieux situées pour le Commerce ? Dans le tems qu'ils se faisaient assurer à eux-seuls, par les intrigues traîtreuses d'une négociation particulière, les conquêtes de Minorque & de Gibraltar, faites avec les forces combinées de l'Angleterre & des Etats, ils s'opposèrent à ce que ces places nous fussent cédées ; avouant audacieusement que ce seraient des barrières contre eux & non contre la France. Que j'aime le sage, l'éloquent Burke déclarant franchement, depuis qu'il est admis dans le ministère, qu'il fallait abolir l'acte de navigation ! Cet acte, qui porte l'empreinte du despotisme & de la tyrannie, en un mot du cœur & de l'âme de celui qui l'a inventé, doit être aboli. Il faut mettre des bornes solides au despotisme arbitraire, aux démarches hardies, aux entreprises injustes, aux discours hautains, aux déclamations insolentes de ce peuple qui se croit le Roi des peuples. Il ne faut plus qu'il dise : „ notre pavillon est un pavillon „ exclusif ; nous ne souffrirons pas qu'aucune Puis- „ sance commerçante ose, sans notre aveu, se laver „ les mains dans les mers de l'ancien & du nou- „ veau monde : que sans notre permission on tire „ un coup de canon dans aucune des parties du „ globe.”

La suite au N°. prochain.

Suite du CHAPITRE XLII.

Sur la Constitution des Troubles de Geneve.

Ce n'est ni dans le *Précis Historique*, ni dans la *Relation de la Conjuration de Geneve*, qu'il faut chercher des notions vraies sur les troubles présens. La partialité étouffe la vérité dans l'un & l'autre de ces écrits. Les raisonnemens faux, les réticences affectées doivent les rendre également suspects aux personnes impartiales. La piece suivante, qui vient de la même main qui nous a fourni celle insérée dans la dernière feuille, nous a paru préférable à toutes les autres.

„ Je suis charmé, Monsieur, que vous soyez satisfait de mon détail de la cause des troubles occasionnés par les Natifs de Geneve. Vous desirez que je vous instruisse de même de celle des divisions de la Bourgeoisie: je vais tâcher de vous contenter.

„ Les Loix fondamentales de notre République en donnent la Souveraineté au Peuple. C'est sous ce nom générale qu'est désigné le Conseil Général dans les Edits antérieurs à l'année 1713; celui de cette année-là le désigne sous les noms de Citoyens & Bourgeois. C'est au Conseil-Général qu'appartient le droit d'approuver ou de rejeter les nouvelles Loix, les Impôts, les Trairés, celui d'élire les principaux Magistrats, de déclarer la Guerre, de conclure la Paix.

„ En l'année 1570, le Petit-Conseil profita de ce que la Peste régnoit dans Geneve pour transporter en Conseil des Deux-Cents le droit d'établir des impôts. Pour cet effet, il convoqua le Conseil-Général, lui exposa que l'Etat étoit chargé de dettes; que les revenus ne suffisoient pas pour les acquiter; que les Assemblées nombreuses étoient dangereuses dans ce temps de contagion; qu'en conséquence il prioit le Souverain Conseil-Général d'accorder au Conseil des Deux-Cents le pouvoir de procurer des revenus à l'Etat; cette Proposition fut approuvée à la pluralité des suffrages. Le Conseil des Deux-Cents fit dès-lors usage de ce droit. Il s'en est servi du depuis très-fréquemment. Les Citoyens s'en sont souvent plaints, enu'autres, dans les années 1604, 1658 & 1704: mais, n'étant pas alors bien unis, on méprisa leurs plaintes.

„ Cependant, le Gouvernement, qui avoit été démocratique.

eratique jusqu'à l'année 1570, se trouva être dégénéré, au commencement de ce Siècle, en une Aristocratie resserrée en 5 ou 6 Familles, laquelle, commençant à devenir dure & pesante, tira le Peuple de son indolence.

„ En 1707, les Citoyens & Bourgeois porterent au Petit-Conseil une Représentation dans laquelle ils demandoient qu'il ne pût y avoir, dans ce Conseil, que deux Personnes de même nom; que Pere & Fils, ni Oncle & Neveu, n'y pussent être ensemble. Ils demandoient encore, qu'au lieu de la méthode vicieuse dont les suffrages se donnoient en Conseil-Général (*qui étoit telle qu'on savoit publiquement à qui chacun donnoit sa voix*), on pût s'y servir de celle dont les Deux-Cents se servoient depuis peu, par le moyen de laquelle les suffrages se donnent sous le voile du secret. Ces demandes furent refusées; & le Petit-Conseil, voulant faire passer en Conseil-Général un Edit qu'il sentoît bien devoir être refusé, fit avertir en secret ses Partisans de s'y trouver une heure plutôt. On se hâta de passer aux voix; &, lorsqu'à 9 heures, le gros des Bourgeois y vint, comme de coutume, on lui dit que tout étoit fait, & l'Edit approuvé. Ils répondirent qu'ils voulaient donner leurs suffrages. On leur répliqua qu'il étoit trop tard, qu'ils devoient se retirer, & le Petit-Conseil sortit du Temple, suivi de ses Partisans. Les Bourgeois s'obstinèrent d'y rester; & le Syndic de la Garde eut l'imprudence d'ordonner à un Capitaine de la Garnison d'aller, avec sa Compagnie, bayonnette au fusil, les forcer d'en sortir. Beaucoup de monde qui étoit autour du Temple virent avancer ces Soldats & coururent, en criant: *aux Armes, aux Armes, on égorge les Bourgeois dans St. Pierre*. Dans un moment, la Ville fut en armes & tout le Corps de la Bourgeoisie vainqueur. Il fallut reporter le nouvel Edit en Conseil-Général & il y fut rejeté. Les Articles, demandés par les Bourgeois, y furent aussi portés & approuvés: mais, sur la fin de cette même année, le Petit-Conseil, ayant trouvé moyen d'introduire secrètement dans la Ville des Troupes de Berne, s'en servit pour répandre l'effroi parmi le Peuple par des exécutions, ou infamantes, ou meurtrières. Environ 70 Familles furent flétries, s'il est possible de l'être sans crime.

„ En 1714, le Petit-Conseil, de concert avec celui des Deux-Cents, résolut de renverser les Fortifications pour les refaire. Cette année-là & jusqu'en 1733, il n'y eut aucun nouvel attentat contre la liberté: mais, en

1734,

1734, les Citoyens & Bourgeois réunis réclamèrent décidément le droit d'établir les Impôts ou de les rejeter. Leurs Adversaires crièrent à l'injustice : le Conseil des Deux-Cents, disoient-ils, possédoit ce droit depuis 150 ans & la prescription le lui assuroit. On répondit qu'elle n'avoit pas lieu contre les droits d'un Peuple qui, étant toujours mineur, peut toujours y rentrer. Le Petit Conseil voulut faire un Acte de vigueur. Il fit emprisonner 3 Citoyens, sous prétexte de discours séditieux ; & il se disposait à les punir sévèrement. Ils voulurent plaider : aucun Avocat ne voulut les servir. Ils demandèrent d'en faire venir du dehors, à leurs frais : on le leur refusa. Enfin, le jour qu'ils durent être jugés un grand concours de Peuple, Hommes & Femmes, s'assembla devant la Maison de Ville. Les esprits étoient échauffés, on parloit librement, & sur-tout les Femmes. Deux Fils de Magistrats en ayant entendu deux ou trois, qui tenoient des discours que ces jeunes Ecervelés trouverent insolents, quoiqu'ils ne fussent que patriotiques, s'avisèrent de les charger de coups de canne. Celles-ci & toutes les Femmes, à leur exemple, se répandirent par la Ville, en criant aux armes ; & dans un moment, tout fut armé. Il fallut restituer le droit d'Impôts au Conseil-Général. Il y fut statué que tous ceux qui avoient été établis, depuis 1714, seroient confirmés pour dix ans, pour achever les Fortifications : mais qu'après ce temps-là ils ne pourroient être continués ni, à l'avenir, aucun autre établi sans le consentement du Conseil Général.

„ La paix étoit faite ; mais les Magistrats en étoient mécontents & ils cherchèrent à la rompre ; ils semèrent l'argent parmi les plus pauvres d'entre le Peuple, pour se les attacher. Quand ce Parti se crut assez fort, il dit hautement que *la Paix de 1735 avait été arrachée par force & qu'elle seroit bientôt rompue*. Enfin, au mois d'Août 1737, les petits canons des remparts furent transportés de nuit & les gros furent temponnés. Cela ne put pas se faire sans bruit. Ceux qui l'entendirent se leverent, à la pointe du jour, & virent emmener le reste des petites pièces. Ils forcerent ces manœuvres à les ramener sur les remparts. Ils virent que la lumière des gros canons étoit bouchée ; ils les crurent encloués. L'alarme fut bientôt dans toute la Ville. Les deux Partis s'armèrent. Celui des Magistrats étoit aux environs de l'Hôtel de Ville. Les Bourgeois se divisèrent en 3 colonnes, pour y parvenir par

par 3 différentes rues. Dans deux, il fallut combattre & les Bourgeois triomphèrent; la 3^{me} colonne trouva tout le Petit-Conseil seul & à découvert. On fit prisonniers 2 de ses Membres; & , dès le même jour, il fallut signer une Capitulation par laquelle tous les Postes & les Arsenaux furent remis à la Bourgeoisie. La Garnison, ainsi que le Parti contraire, fut désarmée. A sept Membres du Petit-Conseil qu'on déposa on en substitua 7 autres. Les Magistrats & leurs Partisans désertèrent la Ville: ce qui jeta les Bourgeois dans l'embarras, ne sachant comment terminer leurs dissensions; car les Loix ordonnent qu'avant d'être portées en Conseil Général toutes les Affaires soient portées en Petit & en Grand-Conseil.

„ Ce fut dans ces circonstances que Mr. le Résident de France offrit à la Bourgeoisie la Médiation du Roi son Maître, conjointement avec celle des Cantons de Zurich & de Berne. Leurs Députés compilerent le Règlement de 1738, qui fut approuvé en Conseil-Général, sans avoir été préalablement imprimé, selon l'usage, parce que Mr. Comte de Lautrec, Ambassadeur de France, étoit pressé de partir & voulait voir le succès de son travail avant son départ; il fallut, par complaisance, se contenter d'en entendre chez lui la lecture.

„ Il n'y a point, dans Geneve, de Loix pénales, les Sentences y sont presque toutes à la discrétion des Magistrats. Les Bourgeois firent insérer, dans ce Règlement, un Article portant qu'il serait fait le plutôt possible un Code de Loix: mais, depuis 44 ans, il n'a pas été possible de l'obtenir. La demande de ce Code, jointe à quelques plaintes contre des emprisonnements illégaux, quelques Jugements contraires aux Ordonnances Ecclésiastiques, occasionnerent les troubles qui ont pris naissance en 1763; & ces troubles mirent en évidence les contradictions que renferme le Règlement de 1738.

„ Un Article confirme aux Bourgeois le droit de faire telles Représentations qu'ils croiront conformes au bien de l'Etat; & un autre paroît rendre ce droit chimérique, en donnant au Petit-Conseil le droit de les désapprouver.

„ Un autre Article répète une ancienne Loi qui dit : *les Syndics seront élus par le Peuple, qui aura le droit de refuser le tout ou la partie de ceux qui seront mis en élection, & il sera pourvu à nouvelle élection, pour le nombre refuse, en sorte que nul ne soit élu qu'il ne soit agréable au Peuple.* Mais l'Article suivant dit que les Syndics de.

devront être pris dans le Conseil des Vingt-Cinq. C'était la marche qu'on avait toujours suivie. En 1766, les Représentants, voyant que leurs Représentations étaient inutiles, résolurent de s'en venger, en rejetant tous ceux qui leur furent présentés pour Syndics. Alors, le Petit-Conseil prétendit qu'on étoit obligé de prendre les Syndics dans son Corps, agréables ou non. Les Représentants opposèrent l'Article précédent, & les Magistrats invoquèrent les Puissances garantes du Règlement de 1738, comme si les Représentants l'eussent violé. Il revint à Geneve des Députés de la part des 3 Puissances Médiatrices; ils ne trouverent point de violation, & sentirent bien qu'ils n'étoient pas en droit d'expliquer les contradictions du Règlement de 1738. Ils compilerent un autre Projet qui fut rejeté en Conseil Général, le 15 Décembre 1766, à la pluralité de 1095 contre 505. Alors ces Députés partirent, en disant qu'ils alloient user de leurs droits de Garants pour prononcer définitivement sur les Articles en litige.

„ Quelque temps après, parut ce Prononcé dans lequel les contradictions furent toutes expliquées en faveur du Petit-Conseil. Les Représentants soutinrent que le Conseil Général étoit seul en droit d'expliquer les Loix; & le Petit-Conseil fut obligé de porter en Deux-Cents, puis en Conseil Général, l'Edit du 11 Mars 1768, par lequel, en échange du droit illimité de refuser d'élire, le Petit Conseil accorde au Conseil Général le pouvoir de déposer 4 de ses Membres par année. Cela se nomme réélection.

„ Un Article de cet Edit porte qu'il sera incessamment nommé une Commission pour travailler au Code: mais, en 1777, les Représentants, voyant qu'on n'y travailloit point, demanderent & obtinrent un Conseil Général, où il fut statué qu'une partie de ce Code devoit être faite pour le mois de Septembre 1779 & le tout avant 5 ans: mais, lorsque le temps, où la première partie du Code devoit être faite, fut arrivé, il n'y avoit encore rien de fait; & quand les Représentants s'en plaignirent, le Conseil des Deux-Cents prit le parti de dissoudre, de sa propre autorité, la Commission qui avoit été nommée pour y travailler, & de déclarer par-là qu'il ne vouloit point de Code.

„ Les Représentants avoient été noircis, dans l'Etranger, par leurs Adversaires. Déjà, en 1767, on les dépeignoit comme étant composés, pour la plupart, de Mal-
heu-

heureux perdus de dettes, & qui ne demandaient qu'un prétexte de prendre les armes pour piller les Maisons des Négatifs, qu'on supposait tous riches : quoique ce Parti, qui n'a jamais surpassé le nombre de 180 Bourgeois, sans y comprendre le Petit & le Grand Conseil, soit composé de riches, d'aisés & de pauvres, comme celui des Représentants. La prise d'armes de l'année passée & de celle-ci a assez démenti ces calomnies qui, ayant cependant pris faveur à la Cour de France, en attirèrent une Lettre menaçante, laquelle força les Représentants à temporiser : mais, voyant que leurs Adversaires cherchoient à s'attacher les Natifs, ce qui aurait été pour eux d'une dangereuse conséquence, ils prirent le parti dont j'ai parlé dans ma Lettre précédente.

„ Le Roi de France déclara, l'année dernière, qu'il renonçait à sa qualité de Médiateur & à l'Acte de Garantie du Règlement de 1738. Les Seigneurs de Berne & de Zurich en firent autant. Il est étonnant, après cela, que ces Puissances, conjointement avec la Sardaigne, envoient des Troupes pour rétablir dans le Petit Conseil de Geneve des Bourgeois que d'autres Bourgeois y remplacent au gré du Conseil-Général, c'est-à-dire du Peuple assemblé en Corps, de l'unique Souverain de l'Etat. On aurait cru qu'il eut été indifférent à l'Europe entière par qui la petite République de Geneve seroit ou ne seroit pas gouvernée : mais ce Siècle, en nous prouvant le contraire, attache à notre existence politique un poids que les Siècles précédents ne lui croyoient pas.”

Déclaration que les Citoyens & Bourgeois Représentants ont remise le 31 du mois de Mai aux Supérieurs, Syndics & à Mr. le Procureur-Général.

MAGNIFIQUES & TRÈS-HONORÉS SEIGNEURS.

„ Dans la Lettre que nous eûmes l'honneur d'adresser aux Magnifiques, Puissans & très-Honorés Seigneurs, les Seigneurs Bourguemaitres, Petit & Grand Conseils de la Ville & République de Zurich, & aux Magnifiques, Puissans & très-Honorés Seigneurs, les Seigneurs Advoyers, Petit & Grand-Conseils de la Ville & République de Berne, que ces Anciens Alliés de notre République n'ont pas voulu recevoir, & dont nous remîmes
le

le même jour une Copie à *Vos Seigneuries*; nous exprim mes les sentimens qu'a fait naître en nous la situation de la République; nous dîmes, que *les murs de notre Patrie seront pour nos Adversaires un asyle inviolable, aussi longtems que l'Etat n'aura rien à craindre; que nous attendons d'eux l'abandon de leurs desseins funestes; que nous ne demandons que la Paix, une Paix qui assure la Liberté, la Prospérité & l'Indépendance de la République; & que si cette Paix peut leur être honorable comme à nous, elle ne nous en paraîtra que plus heureuse.* Nous vous en prenons à Témoins, *Magnifiques Seigneurs*; il n'est aucune de nos démarches qui n'ait attesté que ce vœu a toujours été dans nos Cœurs; il n'en est aucune qui n'ait prouvé combien il eût été facile de prévenir les douloureuses circonstances qui affligent notre Patrie, si les Négatifs avaient senti comme nous, que les changemens qu'ils voulaient opérer dans la Constitution, ne pouvaient être vraiment utiles, vraiment honorables pour la République, vraiment solides, qu'autant qu'ils seraient l'effet d'un arrangement libre entre tous les Ordres du Gouvernement. C'est à regret, *Magnifiques Seigneurs*, que nous nous voyons forcés de revenir sur le passé, dans un moment où il importerait si fort de ne s'occuper que du présent; mais, en voyant s'accréditer l'opinion qu'il est impossible de ramener la Paix dans la République, par les voies de la persuasion, pouvons-nous taire que jamais ces sages voies ne furent tentées, & qu'elles n'entrèrent jamais dans le Systême de nos Adversaires? Pouvons-nous taire que, dans les Dissensions qu'ils ont fait naître, ils n'eurent jamais pour vrai but les objets sur lesquels elles semblaient porter, mais le renversement de l'Edit de 1768; que ce but, longtems caché par des Protestations réitérées & solennelles d'attachement à cet Edit, se manifesta enfin par une attaque ouverte contre la Légalité? Pouvons-nous taire, que ne se flattant pas de nous le faire abandonner sans équivalent par la persuasion, nos Adversaires ont sans cesse dirigé leur Politique sur les moyens de nous y forcer tôt ou tard par la crainte? Pouvons-nous taire, que c'est dans cet unique but qu'ils ont acheminé ces fâcheux incidens qui sont aujourd'hui les seuls motifs sur lesquels on se fonde pour établir, par la contrainte, les changemens que les Négatifs méditaient depuis longtems dans la Constitution de la République."

La suite au N°. prochain.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

 N°. LXXIII. LUNDI, ce 1 JUILLET, 1782.

Suite du CHAPITRE XL.

Sur la médiation de la Russie pour une paix particulière entre l'Angleterre & les Pays-bas-Unis.

Le philosophe philanthrope n'avait pas coutume de se jeter dans la déclamation; voyant que le ton emphatique qu'il avait pris contre les Anglais, m'étonnait beaucoup; ce ne sont point de vaines déclamations, dit-il, c'est l'intérêt de la patrie, l'intérêt de l'humanité qui m'anime, & me guide. La multitude & la continuité des outrages Britanniques, doivent nous persuader qu'il faut y mettre des bornes solides. Qu'importe aux Anglais, si les marchandises du Nord ou du Midi, leur sont portées par des Vaisseaux Danois, Français, Espagnols, &c. ou par des Hollandais. Peut-être l'Acte de Navigation pouvait donner un essor prodigieux à la navigation Anglaise, dans un tems où plusieurs nations n'avaient aucune marine pour exporter leurs productions. Mais actuellement que toutes les nations se piquent de naviguer & de commercer, à quoi sert l'acte de navigation, sinon à nous faire

envifager fans cefle les Anglais comme nos Ennemis naturels ?

Je l'interrompis alors pour lui montrer une lettre où l'on preffait encore en faveur d'une paix particuliere fur les raifons que je lui avais propofées. Nous ne devons pas, difait-on, laiffer échapper l'occasion de faire une paix qui foit honorable & sûre.

Honorable ! dit-il. Eh ! quel honneur de faire la paix , fans avoir tiré la moindre vengeance des outrages cruels que nous avons effuyés, au moins fans avoir recouvré les richesses qu'on nous a ravis par le plus révoltant des brigandages ?

Sûre ! Quelle sûreté nous donneraient les Anglais d'observer ce Traité mieux qu'ils n'ont observé les autres ? D'ailleurs , ne ferions nous pas à leur égard & à l'égard de la France dans la même pofition ? Les mêmes circonftances fubfifteront pour les rivalités des deux Puiffances belligérantes , entre lesquelles nous nous trouvons preffés.

Mais, dit-on, une paix séparée avec l'Angleterre nous ferait plus avantageufe ; parce que les Anglais font intéreffés à nous avoir pour amis , tandis qu'ils ont les Français contre eux. Ainfi nous obtiendrions de meilleures conditions par une paix particuliere que par une paix générale. D'ailleurs . nos voifins fentent le befoin de notre commerce ; & leurs divifions font pour nous une fource inépuifable de richesses.

Je crois, répondit le philofophe, qu'il importe à tous les Etats que la paix regne chez nous avec la liberté de commerce. Mais cette maxime n'a pas arrêté les Anglais. La derniere déclaration de la France montre auffi qu'elle ne verrait pas de bon œil , que nous fiffions une paix particuliere avec l'Angleterre. Que deviendraient alors les conquêtes de nos établiftemens qu'ils ont repris fur les Anglais ? Comme la derniere déclaration des Etats de Hollande vient à l'appui de cette affertion, il n'eft pas inutile de la rapporter ici.

Ex.

**EXTRAIT des Registres des Résolutions de leurs Nobles
& Grandes Puissances les Etats de Hollande & de
Westfrise.**

Mercredi 12 Juin 1782.

*„ Il a été trouvé bon & arrêté, que les Affaires seront
dirigées à la Généralité de la part de cette Province,
de manière qu'il soit fait aux insinuations &
communications des Ministres de Russie la
Réponse suivante.”*

Que depuis l'origine des liaisons résultantes de l'Association Maritime, L. H. P., n'ont cessé de donner à S. M. Imp. des preuves de la confiance qu'elles mettent en ses bonnes intentions & de leur empressement à conclure sous sa Médiation une Paix heureuse & solide avec l'Angleterre; que L. H. P. continuent d'attacher le plus grand prix aux dispositions favorables de S. M. Imp., en espérant qu'Elle adhérera fermement aux principes établis par la Neutralité-Armée, sans permettre qu'il y soit porté aucun changement ou atteinte par une pacification entre la République & S. M. Britannique; que dans cette persuasion, & animés de leur côté du désir de voir terminer sous la Médiation de S. M. Imp. par une Paix honorable & avantageuse la Guerre dans laquelle la République a été enveloppée malgré elle par l'aggression de la Cour de Londres, L. H. P. ont pris en considération la Lettre du Sr. Fox, Secrétaire d'Etat de S. M. Britannique, datée du 29 Mars 1782, qui leur a été communiquée par le Mémoire des Ministres de S. M. Imp. le Prince de Gallitzin & de Marcoff, de même que la Lettre explicative du susdit Secrétaire d'Etat en date du 4 Mai; qu'Elles ont vu avec satisfaction par la contenu de cette dernière, que S. M. Britannique admet pour base d'une Paix particulière avec cet Etat, la liberté de la Navigation établie par les principes de la Déclaration émanée sous les auspices de S. M. Imp. le 28 Février 1780, moyennant quoi, le point qui avait été exigé comme préliminaire par la Résolution du 4 Mars, semble avoir été accordé; que L. H. P. reconnaissent avec les sentimens de la plus vive gratitude, qu'une pareille disposition de la part de la Cour de Londres doit être envisagée comme une suite des efforts non interrompus, que S. M. Imp. a daigné employer en faveur de cet

Etat, & sur-tout, comme un effet des bons offices qu'Elle a fait valoir avec tant de zèle, d'après le dispositif de la Résolution du 4 Mars. Que l'objet principal qui devoit servir de fondement aux Négociations de Paix étant ainsi éclairci, L. H. P. si elles ne consultaient que leur Intérêt particulier, n'hésiteraient point de concerter incessamment les mesures nécessaires, qui pourraient amener l'ouverture formelle des Conférences sous la Médiation de S. M. Imp. Que, quelque disposées qu'Elles soient à persévérer dans leurs Résolutions précédentes, L. H. P. ne sauraient dissimuler cependant à S. M. Imp.; que la conduite constante de la Cour de Londres, sur-tout sous l'Administration de l'ancien Ministère, les a mises dans l'obligation de veiller de plus en plus à leur propre sûreté, & en suivant les sages Conseils que S. M. Imp. Elle-même leur a données dans le courant de l'année passé, de songer à des moyens de défense efficaces. Que, pour cet effet, elles ont négocié avec la Cour de France un Plan d'opérations réciproque, contre l'Ennemi commun, lequel étant une fois adopté, elles se voient hors d'état d'agréer pendant la Campagne actuelle, ni un Armistice, ni la conclusion d'une Paix particulière sans la concurrence de S. M. Très-Chrétienne. Que cette Alliance si nécessaire, la considération que leurs possessions conquises par l'Ennemi aux Indes-Occidentales ont été reconquises par les Armées de la France, & enfin les fortes apparences du prompt retour de la tranquillité générale paraissent à L. H. P. autant de circonstances qui rendent une pacification générale tant en Europe qu'au dehors infiniment préférable à une Paix séparée, & pour leur Intérêt particulier & pour l'Intérêt général. Qu'Elles croient donc devoir représenter à S. M. Imp. si, en adoptant un tel principe, la République ne pourrait avancer le rétablissement de la Paix entre toutes les Puissances Belligérantes, & concourir au Plan glorieux que S. M. Imp. s'est proposée de concert avec l'Empereur : Que dans la situation actuelle des Affaires, Elles ne doutent point que S. M. Imp. ne compte de suivre ce grand but de préférence, en faisant parvenir pour cette fin des propositions réitérées aux autres Puissances actuellement en Guerre, & en désignant le lieu du Congrès, L. H. P. étant prêtes à nommer sans délai des Plénipotentiaires pour assister de leur part aux Conférences. Que la présente Résolution avec le Mémoire des Ministres de Russie & la Lettre du Sr. Fox, dont il

était

était accompagné, ainsi que la Lettre explicative de ce Secrétaire d'Etat, seront Envoyées au Sr. de Wassenaar-Starrenbourg, avec ordre de faire en conséquence les Représentations nécessaires à la Cour de St. Pétersbourg; que les mêmes Copies seront adressées au Sr. de Berkenrode, en lui enjoignant de faire Communication de la présente Résolution à la Cour où il réside, & d'assurer S. M. Très-Chrétienne, que Leurs Hautes Puissances ayant formellement déclaré qu'Elles sont fermement intentionnées de suivre avec tout le zèle & la fidélité possible le Concert d'Opérations adopté contre l'Ennemi commun pendant la Campagne prochaine, Elles ne s'en laisseront détourner par aucune proposition quelconque; mais, d'un autre côté, Elles se persuadent aussi, qu'au retour de la Paix générale Sa Majesté Très-Chrétienne ne perdra point de vue l'Intérêt de la République, qu'Elle continuera de le prendre à cœur, eomme Elle a daigné le faire pendant tout le cours de la Guerre, & qu'elle ne fera point de difficulté de donner à cet égard des assurances propres à les tranquilliser.

Qu'enfin Copie des pieces susdites sera remise à Mr. le Duc de la Vauguyon avec réquisition de seconder efficacement par ses bons Offices les instances & représentations que le Sr. de Berkenrode est chargé de faire parvenir à la Cour de Versailles.

Après avoir lu cette piece importante, au reste, dit le philosophe, si les armemens qui se préparent dans nos ports ne sont jamais en état de nous faire respecter de l'Angleterre, indépendamment des secours d'aucune autre Puissance, ce que les Chefs du Gouvernement doivent savoir, je ne vois pas qu'on puisse refuser une paix particuliere.

Mais il faut penser que nos Administrateurs n'auraient pas pris la résolution de rejeter l'offre d'une paix particuliere, s'ils ne savaient que la République pourra bientôt faire paraître des forces respectables. Dans ce cas, cependant, il paraît qu'un concert momentané d'opérations avec la France ne suffit pas à sa sûreté; elle devrait, ce semble, entrer en des liaisons plus étroites avec la Cour de Versailles & demander qu'elle se rende garante de nos établisse-

mens , & n'accède à aucune paix , que nous ne recouvrions toutes les possessions que nous pourrions avoir perdues par la guerre.

La France ne saurait nous refuser une demande aussi légitime. C'est la moindre récompense qu'elle peut nous accorder pour le refus d'une paix particulière qu'on nous offre à des conditions vraiment éblouissantes. Qui ne voit en effet que l'objet du Ministère Anglais est de se débarrasser de tous ses autres Ennemis, pour avoir les mains libres contre la France ? Qui connaît, qui étudie la nation Anglaise, ne doutera pas qu'elle conserve aux Français un ressentiment profond, implacable. L'ardeur avec laquelle elle épie ses flottes, expose même les siennes, pour enlever ses convois, les cherche, quand elle se sent des forces tant soit peu supérieures, l'acharnement des combattans de tous les rangs dans l'action, sont des preuves frappantes de l'esprit de vengeance qui anime cette nation. Les Anglais ont cherché à se réconcilier avec les Etats ; ils font jouer mille ressorts pour faire également la paix avec les Américains ; les négociations pour une pacification générale, qu'ils ont ouvertes à Paris, dans un tems où ils travaillent ailleurs pour se réconcilier en détail avec leurs autres Ennemis, montrent qu'ils n'ont en vue que d'endormir le Cabinet de France, s'il est en leur pouvoir ; bien persuadés que, dans l'occasion, les prétextes de rupture ne manqueront pas, lorsqu'il s'agira de porter à la marine de la Maison de Bourbon des coups qui la faisant rentrer pour toujours dans le néant, rendent à l'Angleterre son ancienne prépondérance sur les mers. Le Ministère Français est trop éclairé pour n'avoir pas vu ce projet effrayant ; ce n'est pas sans raison qu'il aura porté ses vues sur les conquêtes faites sur nous par les Anglais, afin de nous tenir enchaînés. D'après ces réflexions, d'après la dernière déclaration rendue par la Cour de France, de quel front peut-on avancer qu'elle verrait de bon œil une paix particulière entre l'Angleterre & les Etats ? Et comment

ment pouvons-nous conserver l'espoir d'une paix particuliere contre l'aveu de la France ?

Non , généreux descendans des vainqueurs de Philippe , cette paix particuliere n'est plus dans l'ordre de la politique , de la sagesse. Elle ne serait , ni sûre , ni honorable , ni avantageuse. Prenez une résolution digne de vous ; digne de vos ancêtres. Puisque vous êtes engagés trop avant pour reculer , puisque vos intérêts se trouvent absolument compliqués avec ceux des autres ennemis de l'Angleterre ; cherchez à vous tirer avec honneur de ce pas glissant. Déployez tous vos efforts ; portez-les sur cet élément qui a toujours été la source de votre gloire , de votre prospérité , de votre existence. Montrez de l'ardeur , de l'harmonie , de l'énergie. Souvenez-vous que de ce moment paraît dépendre votre sort futur. Que craignez-vous ? Les armemens préparés pour la guerre ne feront pas perdus en tems de paix. La marine guerriere que vous aurez ressuscitée & que vous saurez entretenir , fera respecter en tous tems votre marine marchande. Essentiellement amis & partisans de la paix , vous ferez , l'ayant acquise , plus en état que jamais , de vous garantir des guerres qui pourraient survenir entre des voisins turbulens , & même de profiter de leurs divisions. En un mot , ce n'est pas par les négociations sourdes d'une paix particuliere , mais par l'appareil imposant d'armemens respectables , que vous pourrez vous procurer une paix solide & glorieuse , appuyée sur la base d'une pacification générale. Ainsi vous assurerez votre bonheur , avec celui de l'humanité , dont il est inséparable. Il est vrai que les divisions de nos voisins procurent quelquefois des avantages à quelques négocians ; mais cette guerre , ainsi que celle de l'année 1755 nous a trop instruits que nous payons ces avantages plus cher qu'ils ne valent ; que l'honneur précieux de l'État est ordinairement compromis dans ces querelles , & son intérêt toujours sacrifié à celui de quelques particuliers dont la multitude & l'amertume des plaintes ont prouvé , d'ailleurs , combien la guerre

de nos voisins porte préjudice à leur commerce. Il faut avouer à cette occasion que les Anglomans font des raisonnemens singuliers. Dans les tems où notre navigation maltraitée par les Anglais, réclamait la protection des convois pour les munitions navales, ils soutenaient que le profit de cette branche de commerce ne valait pas les frais d'une défense, surtout en nous exposant aux risques d'une rupture avec l'Angleterre. Et maintenant qu'il s'agit d'une paix particulière avec l'Angleterre, ils représentent cette même branche comme d'une importance assez grande pour nous engager à renouer avec l'Angleterre, aux risques de rompre avec la France. Auparavant, cette branche de commerce devait être abandonnée aux Puissances du Nord. Actuellement nous ne faurions prendre trop de précautions, pour qu'elles ne s'habituent pas à la fournir au Midi, sans notre concurrence. Au moins, avant de raisonner, ces Messieurs devraient s'accorder avec eux-mêmes. Mais comment ne pas se contredire, avec une aussi mauvaise cause à défendre. Au moins, ne devraient-ils pas chercher par leurs réflexions insidieuses ou décourageantes à ralentir l'ardeur de la nation, dans un tems qu'elle a besoin de tout son courage & d'une plus grande activité.

Citoyens de tous les partis, persuadez-vous une bonne fois que, pour avoir une bonne paix, il n'y a pas de meilleurs Négociateurs à choisir que les Héros du Doggers-Banc.

Auparavant, cependant, il convient d'examiner si la paix générale est si difficile qu'on se l'imagine. Présentons d'abord les plans que des faiseurs de projets ont donnés sur cet objet.

*Plan d'une pacification générale par le Doyen
Tucker.*

I. Que tous les pays & places qui ont été pris durant la guerre, seront réciproquement rendus, &, autant que faire se pourra, dans le même état où ils étaient

étaient avant le commencement de la guerre. Ce règlement doit être général pour toutes les parties du globe, à l'exception des places & pays dont il ferait autrement disposé dans les articles suivans.

II. Tous les pays, villes & provinces situés entre les rivières de Penobscot & de Connecticut, où sont situés presque en entier les Etats de New-Hampshire, de Massachusset, de Rhode-Island & de Connecticut, seront cédés en toute Souveraineté aux Républicains de l'Amérique.

III. Les Américains loyalistes seront maîtres du district qui confine d'un côté à la rivière de Connecticut & de l'autre à celle de Hudson, & on leur laissera Long-Island, & Staten-Island.

IV. Tout le pays depuis la rivière de Hudson, jusqu'à la frontière septentrionale de la Caroline du Nord, contenant partie de l'Etat de New-Yorck, tous les Jerseys, toute la Pensilvanie, les trois Comtés sur la Delaware, tout le Maryland, & la Virginie entière, seront aussi cédés en toute Souveraineté à la République confédérée de l'Amérique.

V. Les Loyalistes garderont, ou seront mis en pleine & entière possession de la Caroline Septentrionale, de la Caroline Méridionale & de la Georgie.

VI. Comme les Provinces de New-Yorck, les deux Carolines & la Georgie, seraient pour lors des asiles ou places de sûreté pour les Loyalistes réfugiés,..... que le Gouvernement royal & mixte serait rétabli dans chacune tel qu'il y était autrefois, il sera stipulé que ce Gouvernement ne durera que dix ans à dater du jour de la signature du Traité; & qu'à l'expiration de ce terme, l'Assemblée de chaque Province aura pleine liberté de choisir telle forme de Gouvernement qu'elle jugera lui convenir.

VII. La Floride Orientale sera cédée avec la forteresse de Gibraltar à l'Espagne, moyennant que sa Majesté Catholique donnera en échange l'Isle de Porto-Rico, place aussi peu utile pour elle, que Gibraltar l'est à l'Angleterre.

VIII. L'Isle de Minorque sera cédée en entier à la Maison Impériale de Lorraine, comme un dépôt intermédiaire entre le port de Trieste en Dalmatie, & celui d'Ostende en Flandre. Mais toute l'Isle, avec les ports & forteresses qui en dépendent, seront considérés comme francs, ou magasins communs, où l'on ne paiera aucun impôt ni pour l'importation. ni pour l'exportation; & où les vaisseaux de toutes les nations, tant de guerre, que marchands, seront en sûreté, & libres d'entrer & de sortir, de charger & de décharger, de se caréner & de se radoubier sans vexation quelconque, en payant seulement les frais nécessaires aux ouvriers &c &c. &c.

L'Empereur d'Allemagne invitera les Puissances belligérantes à envoyer des Deputés ou Ministres Plénipotentiaires à Bruxelles, ou dans quelque autre ville des Pays-Bas Autrichiens pour y traiter des moyens de parvenir à une pacification générale.

Si l'on peut conclure la paix aux conditions énoncées ci-dessus, ou à quelques autres plus agréables aux Puissances actuellement en guerre, — les Souverains de l'Allemagne, l'Impératrice de toutes les Russies, les Rois de Suede & de Dannemarc s'en rendront solennellement garants.

Plan de pacification adressé aux Puissances Belligérantes, par un citoyen des Pays-bas Autrichiens.

Les Américains, en prétendant à l'indépendance, & en secouant le joug de l'Angleterre, ont arboré l'étendard de la guerre; & l'Angleterre, en refusant de leur accorder la liberté, ensanglante encore les mers & prolonge les maux de l'humanité. Il est un moyen de ramener le calme, & de satisfaire toutes les Puissances armées, de faire jouir l'Amérique de l'indépendance qu'elle ambitionne, de sauver l'honneur de la Grande-Bretagne, de préserver son commerce des plaies que pourrait lui causer cette émancipation, & de laisser jouir la France & l'Espagne des avantages qu'elles attendent de leurs liaisons avec les Etats-Unis.

Pour

Pour remplir tous ces objets, il suffit d'une opération bien simple, la voici : Que les Etats Américains détachés à jamais du Domaine Britannique, se forment en Monarchie, à laquelle le Roi d'Angleterre nommera un de ses Freres ou un de ses Fils. Par cet expédient les Américains ne seront plus sous l'autorité d'une nation qu'ils détestent : au lieu d'obéir à une foule de Rois sous le nom de Congrès, ils ne recevront des ordres que d'un seul homme, & loin des divisions continuelles dont la fermentation agite sans cesse nos Etats prétendus libres, ils jouiront de la douce tranquillité, partage ordinaire de la Monarchie. Quelle différence y a-t'il entre payer les impôts au Congrès, ou les verser dans les coffres d'un Roi ? La différence n'est que dans les mots. Les Généraux commandent les armées ; ils ne les commanderont pas moins. Membres du Congrès, vous formez un Sénat ; vous deviendrez le Conseil du Prince, & ferez ses Ministres. L'intérêt personnel fera donc le même à l'égard de chaque individu ; & la nation, considérée en corps, ne perdra rien au change.

Le Roi de l'Amérique ne sera point un Despote, il jurera en montant sur le trône d'observer des loix fondamentales, qui enchaîneront le caprice de ses volontés ; & la liberté du commerce ferait une de ces loix sacrées. C'en ferait assez pour assurer les nations alliées sur la crainte qu'elles pourraient avoir, que le nouveau Monarque ne les exclût du commerce de son Royaume.

L'Angleterre fait le plus grand sacrifice ; elle le doit aux circonstances : mais son honneur est à couvert par ce plan, c'est beaucoup. Elle ne sera plus la Souveraine de l'Amérique, mais elle aura la gloire de lui avoir donné un Maître de son sang ; & le sceptre ne sortira pas de la Maison d'Hanovre. George III rappellera l'idée de ces Rois des siècles anciens qui partageaient leurs Etats entre leurs Enfants, en réservant la portion la plus considérable à l'aîné de leur famille, & ce que la Nature elle-même avait comme détaché de la Métropole, deviendra l'héritage du plus jeune Prince

ce de la Maison Royale. L'orgueil des Anglais seroit encor flatté par le plaisir d'avoir eux-mêmes procuré l'indépendance aux Américains , puisque c'est eux qui lui donneroient un Maître.

Les chaînes dont l'Angleterre embarraissait le commerce de l'Amérique seront à jamais brisées : le Monopole qu'elle exerçait dans ces vastes contrées sera anéanti, cela est encor vrai : mais les Anglais auront dans ces parages pleine & entière liberté de commerce, & la reconnoissance & l'attachement que le nouveau Roi aurait sans doute pour sa patrie, la feront jouir de bien des avantages que d'autres nations n'obtiendront pas si facilement.

D'ailleurs, toute l'Amérique n'est pas perdue pour les Anglais : ils y conservent encor la Jamaïque & plusieurs des Antilles. Dans le Continent même ils ont encore quelques Cantons , comme Charles-Town, New-Yorck, Savannah dont ils peuvent tirer parti. Au fond, cette pacification ne leur ôte que des contrées qu'ils n'ont déjà plus.

Enfin , les Cours de France & d'Espagne ont complètement rempli leur but. Elles voulaient détacher l'Amérique de l'Angleterre. Elle en est indépendante. Ils ont conclu des Traités d'Alliance avec les Etats-Unis : eh bien , qu'ils soient les alliés de cette nouvelle Monarchie. Que tous ses ports soient ouverts à leurs vaisseaux , & qu'ils y partagent des fruits qui ci-devant ne pouvaient être cueillis que par des mains Bretonnes.

Suite du C H A P I T R E X L I I .

Sur les Troubles de Geneve.

Tout prend autour de cette cité courageuse un appareil militaire, propre à imposer à des ames moins altières & moins exaltées. La France , la Savoye & , qui le croirait ? les Républiques même de Berne & de Zurich , font avancer plus de troupes & déployent plus de préparatifs qu'il n'en faudrait, pour abîmer sous ses ruines une place dix fois plus forte & plus peuplée. La conduite du Duc de Savoye ne doit pas étonner. Il a d'anciens droits sur cette vil-

ville & même de vieilles injures à vanger. La noblese de ses Etats n'a peut-être pas encore oublié la fameuse escalade de 1602. Mais la France qui s'est présentée avec tant de chaleur pour soutenir la Démocratie Américaine, contre des prétentions bien plus éblouissantes encore que celle des Négatifs Genevois ; mais la France qui renonçant à sa garantie à l'égard de cette République, semblait l'avoir abandonnée à elle même.... Hélas ! Maudit intérêt, funeste convenance, vous êtes donc les seules règles de la conduite des Etats. Mais les Républicains de Zurich & de Berne, quel exemple offrent-ils à l'univers, en s'armant contre la liberté de leurs frères, de leurs amis ! Que diraient leurs ancêtres, que diraient les vainqueurs de Morat, s'ils voyaient les étendards Helvétiques déployés pour détruire la courageuse Geneve, parce qu'elle ne veut pas se soumettre au Gouvernement que des Etrangers veulent lui imposer ? notre siècle voit des crimes plus affreux encore.

Mânes illustres paraissez ; que vos ombres sanglantes poursuivent ces enfans dénaturés de Geneve, qui non contents d'abandonner leur patrie dans un tems d'alarme & de danger, cherchent à la flétrir dans toute l'Europe, insultent à son courage, & invitent par leurs vœux & leurs discours publics, l'étranger à la réduire à l'esclavage ou à l'enfouir sous ses ruines. Que cette conduite est affreuse aux yeux du philosophe ami de la liberté, de l'humanité. Qui ne voit dans les dispositions actuelles des Genevois, ce ressentiment, cette fierté, cet enthousiasme de liberté qui produisit les défenses héroïques, mais malheureuses, de Sagonte, de Haarlem, de Barcelone. Un cœur sensible n'a qu'à jeter les yeux sur les pièces suivantes, dont nous avons donné le commencement, pour concevoir les plus vives alarmes (*).

„ Quant

(*) Le Courier du Bas-Rhin croit déjà voir les Genevois aux pieds de leurs Médiateurs, armés de la foudre. Il fait à cette occasion plusieurs réflexions, très plaisantes, qui supposent un fonds inépuisable de gaieté, qu'il communique quelquefois

„ Quant à nous , *Très-Honorés Seigneurs*, attachés à cette Constitution, convaincus, comme l'était le *Magnifique Petit Conseil* en 1776 , que *l'instabilité des Loix*, source funeste des *Dissensions*, ne pourrait qu'entraîner la perte de la République, tout ce qu'on pouvait attendre de notre Patriotisme , était que nous ne refusassions pas d'examiner les changemens qui nous seraient proposés ; & non seulement nous n'avons jamais fait de pareils refus, mais encore nous avons souvent pressé nos Adversaires de nous ouvrir leurs Cœurs, de nous indiquer les arrangemens qu'ils voudraient substituer aux Loix qui leur déplaisent, nous avons souvent invité, conjuré même le *Magnifique-Conseil* de s'en occuper (*). Que les Négatifs renoncent enfin à leur Politique ! Les maux qu'elle nous a déjà causés, ne doivent-ils pas les convaincre qu'elle finirait par perdre l'Etat ? Peuvent-ils douter que son Salut ne doive être l'effet d'une réunion sincère & libre entre tous les Ordres qui le composent ? Peuvent-ils douter que ce serait-là le seul moyen de rendre à *Geneve* sa prospérité & son lustre ? Et pourquoi , avant que d'avoir cherché de bonne foi, par des voies amiables, les arrangemens nécessaires à un but patriotique, s'obstineraient-ils à faire envisager cette tentative comme ne pouvant avoir aucun succès ?

„ Qu'ils ne nous opposent point qu'ils ne sont pas libres, & que, dans cet état, ils ne sauraient concourir à aucune conciliation. Nous ne demandons point qu'il soit fait, ni préparé, aucune Loi, dans la position actuelle
le
fois à ses lecteurs. Mais aucune de ses réflexions ne m'a plus frappé que celle où il recommande aux Magistrats d'abdiquer leurs charges, quand ils ne peuvent les exercer au gré de leurs Concitoyens &c.... Il est singulier que cette excellente réflexion ait échappé au Gazeur, en parlant de l'affaire du Duc de Brunswick : ce Prince est toujours, suivant lui, un Seigneur respectable qui doit braver..... Mais les Genevois ne sont que des faiseurs de mauvaises montres, & les Etats de Frise de misérables pâtres qui devraient se borner à cailler leurs fromages.

(* Voyez Défense Apo'logétique du 10 Novembre 1779, pag 36, Adresse des Citoyens & Bourgeois Représentans du 20 Décembre 1779, pag. 4, Remontrance de Mr. le Procureur Général du 15 Novembre 1780, pag. 40, Représentation du 20 Septembre 1780, pag. 20 & suivantes.

le de la République ; nous déclarons même que nous sommes prêts à rendre à tous nos Adversaires une entière Liberté, du moment que nous serons rassurés contre toute contrainte extérieure. Tout ce que nous désirons , c'est qu'ils ne cherchent pas à devenir eux-mêmes plus libres que nous , à nous laisser seuls exposés aux orages qu'ils ont attirés sur la Patrie ; car , par quelle règle de Justice pourraient-ils exiger que la Liberté leur fût rendue, tandis que la nôtre resterait en danger ?

„ Réunissons-nous donc tous , Magistrats , Citoyens , Individus de tous les Ordres , de tous les Partis , pour mettre notre Patrie en état de terminer par des voies douces & amiables nos longues & malheureuses Dissensions. Réunissons-nous pour représenter respectueusement aux Augustes Puissances qui s'occupent de nous , combien tout apparemment menaçant serait propre à éloigner cet heureux accord de vues & de volontés , si nécessaire au retour de l'harmonie , & seul capable de détruire pour jamais tout germe de haine & de défiance.

„ Notre bonheur intérieur est le seul desir que ces Puissances magnanimes puissent former à l'égard de la République , le seul qui soit digne d'Elles. Sa Prospérité , fruit de la Liberté dont nous avons joui , fait fleurir toutes celles de leurs Possessions qui nous avoisinent. Leurs Sujets n'ont avec nous que des relations d'utilité & de bienveillance réciproques. Elles ne veulent point changer cet heureux état de choses ; pouvons-nous donc craindre qu'Elles n'agrément pas que nous prenions les moyens les plus sûrs pour le conserver , pour concilier parmi nous les esprits , réunir les cœurs , & honorer ainsi également l'Etat & ses Citoyens ? Les Négatifs persisteraient-ils à refuser leur concours au seul moyen d'assurer le bonheur de leur Patrie , & de lui rendre une Paix véritable ? Oui, *Magnifiques Seigneurs* , une Paix véritable ! Car peut-on se dissimuler que des arrangemens , dictés & maintenus par la force , ne nous donneraient pas une Paix digne de ce nom ? Peut-on se dissimuler que , s'ils produisaient des jours de calme , ce calme ne serait jamais que le signe de la Servitude , d'une Servitude qui concentrerait la haine dans les cœurs , & qui , brisant tous les ressorts de l'Industrie & des Talens , chasserait de nos Murs le Commerce & les Arts , & porterait enfin le coup mortel à notre Patrie ?

„ Et dans la supposition que les Loix qu'on pourrait vouloir nous donner par la force , ne seraient pas contrai-

res aux principes de notre Constitution, & destructives de notre Liberté, peut-on présumer qu'elles ne seraient pas agréées par des Citoyens éclairés & sages, si elles leur étaient présentées sans aucune contrainte ? Que les Négatifs pesent enfin bien les considérations que nous n'avons cessé de leur présenter, dans le cours de nos malheureuses querelles ; & nous ne doutons pas qu'ils ne se hâtent d'éloigner, par les démarches les plus pressantes auprès de nos Augustes Voisins, les dangers qui menacent la République, & de lui rendre ainsi le calme & la sécurité.

„ Avec quelle satisfaction ne nous empresserons-nous pas alors de rendre la Liberté à ces personnes, qui nous ont trop alarmés sur notre sort, pour qu'elles puissent se plaindre que nous le leur fassions partager ! Avec quel plaisir ne concourrons-nous pas à des arrangemens qui aillent véritablement au bien de la République ! Telles sont, *Magnifiques & très-Honorés Seigneurs*, les sincères dispositions de nos Cœurs. Le bien de la Patrie voulait que nous en fissions une profession authentique : mais il nous presse aussi de déclarer unanimement à *Vos Seigneuries*, qu'après avoir rempli cet Office de Paix envers elle, si les Négatifs persistent à ne compter pour rien la Nation, dont ils ne forment que la plus petite partie, il ne nous reste plus qu'à nous humilier devant l'*Etre-Suprême*, qu'à implorer son appui, & à faire tout ce qui est en nous pour repousser le sort dont nous sommes menacés. Il ne nous reste plus qu'à protester, comme nous le faisons, à la face de l'*Europe*, que nous n'avons à nous reprocher aucune des calamités auxquelles notre Patrie pourra être exposée ; que ce sont nos Adversaires qui, malgré le Systême de prudence & de modération que nous avons constamment suivi, ont forcé, par leurs intrigues, ces deux prises d'armes, dont ils se servent pour nous peindre comme des Oppresseurs ; que notre Etat n'ayant jamais cessé d'être Libre, Indépendant & Souverain, le Droit des Nations doit nous mettre à l'abri de toute contrainte de la part de nos Augustes Voisins ; que plus ces Puissances veulent le bien de la République, & plus Elles doivent considérer sa foiblesse ; que si, trompées par d'infinies expositions, Elles paraissent en ce moment ne penser qu'à leur Force, nous ne nous en coufions pas moins en leur Justice ; que nous ne cesserons de la réclamer qu'à notre dernier soupir ; & que si la Providence veut que nous périssions, ce sera en Hommes libres & en Citoyens vertueux.”

La suite au N°. prochain.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

Nº. LXXIV. LUNDI, ce 8 JUILLET, 1782.

C H A P I T R E XLV.

Sur une pacification générale pour servir de commentaire aux projets insérés dans le Nº. dernier.

Mr. Josias Tucker, Doyen de Glocester, n'est pas un Ecrivain d'une Classe ordinaire. S'élevant au-dessus des fonctions obscures de l'Etat Ecclésiastique, il a voulu servir l'Etat par ses écrits. On dit même que, s'il se fût conformé davantage au système de l'ancien Ministère, il aurait pu s'ouvrir la route à l'Episcopat. Ses idées sur l'absurdité des jalousies nationales en fait de commerce & sur la nécessité d'abandonner les Américains à eux-mêmes, sont d'un esprit juste & pénétrant. Il fut le premier à dissuader le Ministère de retenir le Canada, lors des négociations pour la paix de Paris en 1762. Il avait très-mauvaise opinion du caractère des Américains. Il prévoyait dès lors, qu'affranchis de la crainte des Français dans le voisinage du Canada, ils ne tourneraient plus avec la même confiance & la même subordination, leurs regards vers la Mere-Patrie. Politique vraie, que les Anglais se repentent, actuellement, mais trop tard. de n'avoir pas suivie.

Ce n'est pas que le Doyen Tucker, emporté par un amour ardent pour la liberté, & pour l'humanité en général, regarde les Américains comme le modèle d'un peuple courageux & l'espérance du genre humain. Il paraît au contraire s'être imbu de préjugés violens contre eux. Il les dépeint comme des esprits ingrats, atrabilaires, turbulens, parjures, qui se déchireront eux-mêmes, après avoir déchiré les entrailles d'une mere dont ils ont toujours méconnu la tendresse. Aussi conseillait-il au Ministère de les abandonner, comme des enfans indociles & pervers, qui coûteraient, à retenir dans le devoir, une dépense qui excéderait beaucoup les services qu'on pourrait en espérer. On croit même qu'il entraînait dans cette idée un peu de ressentiment personnel. Il avait, jadis, proposé un plan singulier pour délivrer les Américains des incursions des sauvages. Il avait imaginé de tirer parti des vastes & épaisses forêts qui ceignent l'enceinte immense de l'intérieur de l'Amérique-Septentrionale. On aurait jeté par terre ces arbres, aussi vieux que le monde. On les aurait amoncelés à une hauteur convenable, dans toute l'étendue des Colonies Anglaises. A de certaines distances on aurait posé des sentinelles, qui auraient donné l'alarme au premier danger d'une attaque. Le Doyen s'imaginant que ce plan n'offrait pas plus de difficulté dans l'exécution que sur le papier, l'envisageait avec une complaisance singulière. Malheureusement le Docteur Benjamin Franklin qui connaissait un peu mieux le terrain que le Docteur Josias Tucker qui n'est jamais sorti de son Isle, s'avisa de troubler la satisfaction intérieure qu'éprouvent tous les créateurs de projets. Il se contenta de lui faire quelques questions; supposons entr'autres, disait-il, qu'il y ait en Amérique, le jour & la nuit comme en Europe: si les sauvages s'avisent de profiter des ténèbres, pour escalader les barrières d'arbres que vous voulez opposer à leurs irruptions; comment les sentinelles feront-elles en état de donner l'alarme, sans voir l'Ennemi? On dit que ces questions affligèrent

si fort l'amour propre du Docteur, qu'il n'a, jamais, depuis ce tems là, pardonné sincèrement aux Américains. Il les a regardés comme indignes de la protection & de la faveur de la Grande-Bretagne ; & , pour les punir, il n'a pas imaginé de châtimement plus grand que de les proscrire en les abandonnant à eux-mêmes. Il en donne une preuve nouvelle dans l'ouvrage qu'il vient de faire paraître : actuellement sous ce titre : *Cui bono? ou Examen des avantages que les plus grandes victoires ou les succès les plus brillans pourroient procurer aux Anglais, aux Américains, aux Français, aux Espagnols, ou aux Hollandais, dans la guerre actuelle, en forme de Lettres adressées à Mr. Necker.*

Après avoir supposé que l'Amérique ne tardera pas à gémir sous l'oppression & la tyrannie, il met dans la bouche d'un de ses démagogues, un discours dont voici quelques traits :

Quand ce pays infortuné était sous la protection de l'Angleterre, protection hélas que nous n'obtiendrons jamais plus, nos gouvernemens étaient aussi libres que la nature de l'homme & notre situation particulière pouvaient l'admettre. Nous ne payions ces faveurs que par des entraves, qui n'étaient qu'idéales ; puisque nous savions toujours les éluder & cette mere indulgente fermait toujours les yeux sur nos infractions.

Cette maniere d'envisager les choses, montre suffisamment le système de l'Auteur. O l'indulgente mere, qui, non contente de ces entraves du commerce exclusif, veut encore imposer des tributs arbitraires ! O l'indulgente mere qui porte la tendresse jusqu'à envoyer des troupes contre ses enfans, bloquer leurs ports, les dévouer à la proscription, brûler leurs villes & leurs habitations, enfin leur plonger le poignard dans le sein, pour les forcer à payer ces tributs ! Aussi le dernier ouvrage du Dr. Tucker est bien au-dessous de la réputation de l'Auteur par la singularité des idées, la fausseté des points de vue & l'absurdité des raisonnemens. Son plan surtout de pacification générale en porte des

preuves frappantes. L'idée de ne céder qu'une partie de sept à huit Colonies à la République Américaine, est unique. La division qu'il fait du territoire prouve l'esprit géométrique. Un arpenteur juré n'aurait pas mieux tiré ses alignemens & ses divisions. Reste à savoir si les Républicains de l'Amérique voudront céder aux Loyalistes, la Caroline-Septentrionale, la Caroline Méridionale & la Georgie. Le triste succès de la marche de Cornwallis paraît cependant montrer deux choses, 1. qu'il ne serait pas facile d'arracher ces trois Etats aux Américains-Indépendans; 2. qu'on trouverait difficilement un assez grand nombre de Loyalistes pour peupler ces trois Pays. D'ailleurs l'Auteur ne demande ces pays pour les Loyalistes, que par un sentiment de pitié. Il paraît craindre qu'à la déclaration de l'Indépendance, ils ne deviennent les victimes de la fureur des Républicains: mais pourquoi ces hommes, avides de sang, altérés de vengeance, suivant le Docteur, n'assouviraient-ils pas actuellement leur fureur? pourquoi ne font-ils aucune molestation à ceux qui pensent en *Torys*, à moins qu'ils ne machinent contre le gouvernement établi? Est-il à présumer que des gens qui traitent avec tant de douceur leurs concitoyens mal-intentionnés, les Anglais même faits prisonniers, dans un tems où leur ressentiment est provoqué par les outrages les plus sanguinaires, se porteront contre eux à des attentats violens, quand ils n'auront aucun grief des uns, ni aucune crainte des autres? Mais, puisque ce gouvernement Loyaliste n'est établi que pour dix ans, pourquoi ne pas abandonner généreusement toutes ces prétentions? Pourquoi inspirer des soupçons & des jalousies à un peuple dont il conviendrait de gagner la confiance & l'amitié? Ce n'est pas tout. Est-il à présumer que les Américains se croient en sûreté contre les prétentions & l'ambition des Anglais, tant que ces derniers posséderont un pouce de terre dans leur voisinage? Qui ne voit qu'il serait même de la plus mauvaise politique à

l'An.

l'Angleterre, de conserver le Canada. Elle deviendrait par là l'ennemie naturelle des Républicains de l'Amérique, les attacherait irrévocablement à l'Alliance de la France, vers laquelle ils tourneraient naturellement leurs regards. Il faut donc que toute l'Amérique Septentrionale soit admise dans la Confédération. C'est l'intérêt de l'Amérique, l'intérêt de l'Angleterre, l'intérêt de l'humanité.

Le système de l'Auteur sur l'Isle de Minorque n'est pas moins singulier. Quelques Anglais voulaient auparavant qu'on en fît présent à l'Impératrice de Russie. Mais l'Espagne verrait-elle de bon œil l'aliénation d'un pays si fort à sa bienséance, sur lequel même les Anglais n'ont que des droits qu'elle peut lui contester? Elle a reconquis cette Isle. Sa position la met en état de la conserver. C'est un ancien appanage de la Monarchie Espagnole. Est-il à présumer, qu'étant rentrée par une conquête légitime dans ses anciens droits, il soit facile de l'engager à y renoncer? Ce n'est, cependant pas, qu'un politique ami de l'humanité, veuille jamais soutenir qu'il convienne que Minorque soit un fleuron inséparable de la couronne d'Espagne, plutôt que d'offrir un port ouvert & libre à toutes les nations sous la dépendance de l'Empereur, trop éloigné, pour abuser de son heureuse position. Mais que diraient les autres Puissances neutres à qui cette possession conviendrait aussi bien, & qui regardent déjà d'un œil jaloux les efforts de l'Empereur pour créer une puissance navale?

Le second projet de donner à l'Amérique un Roi de la Maison de Hanovre, est bien plus absurde encore que le plan du Docteur Tucker. Cette rêverie politique n'est pas une idée neuve; elle fut proposée dès les commencemens de la guerre; on l'a vue depuis renouvelée & présentée sous diverses faces dans les Gazettes de Co'ogne & du Bas-Rhin. La prévention singulière de certains esprits en faveur de la dignité Royale, a donné, relativement à l'Amérique, lieu aux scènes les plus plaisantes. La

France, la Prusse, la Russie, sont des Etats puissans, redoutables; cette idée inspire naturellement une haute opinion pour les Monarchies; on perd toujours de vue que les peuples sont bien loin d'être heureux à proportion que l'Empire est vaste & formidable. Les sujets semblent se faire une jouissance de la grandeur de l'Etat auquel ils appartiennent; ils manquent de pain & sont dans l'enthousiasme en s'écriant: *Notre Grand Monarque!*

„ Mr. Franklin reçut, il y a quelque tems, une
 „ lettre d'un Gentilhomme d'une Province de Fran-
 „ ce. Le Gentilhomme cherchait d'abord à l'inté-
 „ resser par un tableau triste & pathétique de sa si-
 „ tuation. Le Ministere, oubliant ses services, ses
 „ talens & ceux de ses ancêtres, le laissait languir
 „ dans une indigne obscurité avec une famille de
 „ douze enfans, la plupart garçons, tous en état
 „ de faire revivre, avec splendeur, le nom de
 „ leurs ayeux & de fixer dans ces momens cri-
 „ tiques, le caprice de la fortune en faveur de la
 „ France. Tout en lisant les papiers publics, il
 „ n'avait pas vu sans étonnement qu'il n'y avait dans
 „ la nouvelle Confédération Américaine ni Rois, ni
 „ Noblesse. Il déplorait, avec l'intérêt le plus tou-
 „ chant, le malheur de cette position. Il ne croyait
 „ pas que l'Amérique pût subsister longtems dans
 „ cet état. Cette observation lui avait fait naître
 „ des idées. Il avait conçu le projet de sacrifier
 „ les douceurs du sol natal au desir de rendre servi-
 „ vice aux Américains. Pour parvenir à ce but, il
 „ s'offrait de leur servir de Roi, espérant que ce
 „ dévouement héroïque pour leurs intérêts, ne man-
 „ querait pas de les déterminer à rendre la dignité
 „ héréditaire dans sa famille. Tous ses enfans, nour-
 „ ris à la Campagne, étaient jeunes & d'une santé
 „ robuste. Ils ne manqueraient pas de laisser en peu
 „ de tems à l'Amérique, une pepiniere abondante,
 „ de la plus pure & de la plus antique Noblesse.
 „ L'idée la plus sensée de ce Chevalier errant,
 „ amoureux de la Royauté, était qu'il valait tout
 „ au-

„ autre pour la remplir ; mais le meilleur de ses ar-
 „ gumens n'était gueres propre à séduire les Amé-
 „ ricains, puisqu'il n'était appuyé que sur l'ancien-
 „ neté de son arbre généalogique, dont il offrait
 „ de montrer toutes les preuves & les documens. Le
 „ Gentilhomme finissait l'exposition de ces idées
 „ brillantes & le tableau des avantages, que sa pré-
 „ sence procurerait à l'Amérique, en demandant à
 „ Mr. Franklin quelque argent pour faire le voyage
 „ de Paris, afin d'être plus à portée de lui déve-
 „ lopper les idées politiques qu'il avait enfantées
 „ relativement à la nation qu'il allait gouverner.”

La folie de ce Gentilhomme a sans doute produit celle de tous les autres Faiseurs de projets, qui veulent donner un Roi aux Américains. Encore est-elle plus praticable que celle de proposer, pour cet objet, un Prince d'une race que les Américains ont tant de raison de haïr, de détester ? Comment tout le sang qu'ils ont versé, toute la gloire qu'ils ont acquise si chèrement, pour briser un joug odieux, n'aurait abouti qu'à leur faire changer de joug ? Que dis-je ? Un joug établi dans leur territoire ne serait-il pas mille fois plus pesant encore, que celui, qui n'existerait qu'à une distance de mille lieues ? Ce peuple, simple jusqu'à la grossiereté, franc jusqu'à la brusquerie, ennemi de la pompe, & profondément animé contre toute supériorité personnelle, se soumettrait, actuellement qu'il est son propre Souverain, à ébranler la solidité des excellentes Constitutions qu'il vient d'établir, à prendre des leçons de flatterie, à payer les dépenses d'une Cour ? & *les Rois ne vivent pas de peu*, dit Rabelais ; quelle absurdité ! Sans doute cette idée plairait beaucoup au Roi d'Angleterre ; il concourrait avec plaisir à former un établissement pour quelqu'un de sa famille nombreuse, dont l'entretien épouvante déjà la nation Anglaise. Il le verrait avec joie devenir Souverain d'un pays dont l'étendue est beaucoup plus considérable que celle de ses trois Royaumes, & qui dans peu les surpassera en population ; mais la manière dont ce

Monarque a abusé de son pouvoir envers les Américains, est-elle un titre bien propre à intéresser ce peuple fier, belliqueux, jaloux de ses droits, en faveur d'un Prince de la Maison de Hanovre ?

D'ailleurs, il s'en faut beaucoup que la France & l'Espagne voient d'un œil indifférent un Prince Anglais sur le trône Américain. Ces deux Puissances ont pour principal objet, dans cette guerre, d'affaiblir le corps politique de l'Angleterre : ce but ne sera jamais rempli, qu'il n'y ait une scission complète entre la Grande-Bretagne & l'Amérique. L'union de deux Princes du même sang, jointe à la conformité du langage, des mœurs & du caractère des deux nations, offrirait toujours une alliance formidable, plus effrayante même, que si les deux pays restaient soumis au même Souverain.

D'ailleurs, il ne paraît pas que les Anglais, plus intéressés qu'aucun autre peuple dans les plans relatifs aux Américains, aient pensé à leur donner un Roi particulier du sang de Hanovre. Ce projet, est une production de quelques imbécilles du Continent ; les insulaires de la Grande-Bretagne ont encore trop de bon sens pour en avoir nourri l'espoir ou conçu l'idée. Ainsi passons à d'autres matières, en attendant que les négociations entamées pour une paix générale prennent une consistance plus solide pour attirer notre attention.

C H A P I T R E XLVI.

Lettre au Politique Hollandais sur le caractère singulier d'un Anglomane &c.

M O N S I E U R ,

J'ai dans mon voisinage un homme dont le caractère & les opinions ne sont pas indignes de figurer dans votre feuille. Il est courtier de profession. A le voir vous croiriez qu'il est surchargé d'affaires. Jamais on n'a vu d'homme plus matinal ; il est toujours levé & souvent hors de la maison, deux ou trois heures avant aucun de ses voisins. On croirait,

à

à la maniere dont il fronce les sourcils & à l'impatience qu'il fait paraître dans toutes ses démarches, que tout le fardeau du gouvernement repose sur ses épaules. Il est de la Religion dominante ; il se ferait brûler pour le Synode de Dort. Il nourrissait auparavant une haine profonde contre la Maison d'Autriche, parce qu'elle s'est toujours distinguée par son zèle pour le Catholicisme. Mais depuis que l'Empereur a ouvert ses Etats à la Religion Protestante, il est devenu le défenseur ardent de ce Monarque ; il ne doute pas qu'il ne soit Protestant dans le cœur ; car il ne croit pas qu'un bon Catholique puisse être tolérant. Quoiqu'il fût auparavant avec toute la fierté d'un Hollandais de Guillaume III, au système des barrières, & que le voisinage de l'enfer lui parût préférable à celui des Français ; il n'ose dire un mot contre le fils de Marie-Thérèse. S'il fallait choisir entre l'alternative de devenir Turc ou Français ; il ne balancerait pas à se faire circoncire. Aussi est-il devenu d'une férocité sombre, d'un abord farouche, d'une humeur intolérable, depuis que les circonstances actuelles nous ont éloignés de l'Angleterre & rapprochés de la France. Avant la rupture, il parlait des événemens politiques d'un ton si mystérieux, qu'on eût dit que lui seul avait le secret des Cabinets ; il assurait surtout que le brigandage exercé sur nos navires marchands par les Anglais, leurs violations du pavillon & du territoire de l'Etat, avaient des causes secrètes qui devaient produire le plus grand bien pour cette nation ; il y voyait surtout l'humiliation de ces Citoyens audacieux qui favorisaient par leur commerce les intérêts de la France. Quand la rupture éclata, il ne crut pas qu'elle pût avoir des conséquences durables ; aussi, depuis qu'il voit toutes ses idées renversées, notre Stathouder lui-même, déclarer, malgré ses liaisons de sang avec la maison de Hanovre, que l'Anglais nous fait la guerre la plus inique ; il ne manque pas de dire que tout est perdu, Etat & Religion ; puisque nous avons perdu celui de nos al-

liés qui nous était le plus utile & le plus nécessaire.

J'ai voulu m'informer quelles affaires importantes l'engageaient à abandonner de si bonne heure tous les matins, aux visites de quelques jeunes voisins, une femme assez jolie ; on me répondit qu'il sortait pour attendre, à la première livraison, les Gazettes & autres papiers qui paraissent sur les affaires du tems. Il lit, ou plutôt il devore tout ; le pour & le contre. Mais il n'est pas de rom odieux qu'il ne donne aux Gazettes Hollandaises de *Water Grassmeer*, de *Zuid-Holland*, au *Post van den Neder-Rhyn*, au *Politique Hollands* & à tous ceux qui suivent les principes de ces Ecrivains ; quoiqu'ils soient plus ou moins modérés, & qu'ils ne soient pas toujours d'accord sur tous les points. Rien surtout ne l'inquiète plus que l'arrivée tardive des paquebots Anglais ; aussi le voit-on, sans cesse, dans ces momens critiques, l'œil inquiet & hagard, observer le vent, & dès qu'il paraît tant soit peu favorable, courir à l'extrémité de la ville pour voir arriver le postillon ; il s'embarasse fort peu, si sa femme est courtisée par des galans, & si ses enfans ont du pain ; il est beaucoup plus inquiet sur ce qui se passe en Amérique, que de ce qui se fait dans sa propre famille ; les intérêts de George III le touchent bien autrement que ceux de ses parens les plus proches. On connaît les revers des Anglais à la pâleur de son visage ; il ne faut qu'un vent d'Est pour le coucher dans le lit. Il ne manque jamais de se trouver un des premiers à la Bourse ; mais il y va plutôt pour apprendre des nouvelles que pour y entamer des affaires ; aussi cette manie singulière a-t-elle fait une vide affreuse dans sa fortune : quoique ses parens lui aient laissé un fond assez considérable, il a fait plusieurs trous à la lune ; on a cependant remarqué que ses faillites ne sont venues que de ses spéculations extravagantes sur les fonds Anglais.

Il y avait déjà quelque tems que j'avais perdu de vue cet homme & ses affaires, lorsque me promenant l'autre jour dans le Plantage, j'entendis quelqu'un

der-

derrière moi, qui m'appelait; je me retourne; & je vois mon voisin l'Anglomane Courtier. Son accoutrement n'annonçait pas l'opulence; quelques pièces recousues çà & là formaient un triste contraste avec l'équipage brillant où je l'avais vu au décès de son père. J'allais lui faire des questions sur les circonstances malheureuses où la fortune l'avait réduit; il me prévint en me demandant avec mystère, si les dernières lettres apportaient quelque circonstance ultérieure sur laquelle on pût faire foi par rapport à la victoire navale remportée le douze Avril par le Lord Rodney? Je lui dis que je n'en avais appris aucune, & lui demandai s'il avait trouvé quelque moyen pour satisfaire le boulanger qui venait tous les jours à sa porte solliciter le paiement d'une vieille dette? Non, dit-il laconiquement. Mais quelle est, ajouta-t-il, dans le fond, votre opinion sur les suites de ce combat? Ne voyez-vous pas que les Anglais vont chasser les Français de toutes les Antilles, qu'après avoir ruiné leur puissance dans cette partie du monde, ils se verront en état de retomber avec de nouvelles forces sur les Rebelles de l'Amérique & de les faire rentrer dans le devoir? Ce Fox ne valait pas grand' chose, avant qu'il fût élevé au Ministère; mais, puisqu'il a su précipiter ses prédécesseurs du trône pour s'y placer lui-même; il saura bien jouer le tour à la France & à l'Espagne: ainsi nous ne pouvions mieux faire que d'accepter la paix particulière qu'il nous offrait. Mais je ne l'approuve pas dans son entêtement à rappeler le Vainqueur du Comte de Grasse. Croyez-vous, dit-il, que la 'éparation du Zélé ait été la vraie cause du combat? Rodney est un marin qui avait si bien fait ses combinaisons, que la Flotte Française n'aurait jamais pu lui échapper.

J'allais interrompre cette conversation, pour recommander à cet homme de moins s'occuper des affaires des Antilles, & un peu plus des siennes propres; mais il ne m'en donna pas le tems. Que pensez-vous, dit-il, de la Neutralité armée? Il continua en faisant un éloge pompeux de la Sémiramis du

du Nord, de ses vertus, de ses talens politiques, de ses tendres soins pour ses peuples, de son zèle pour notre pays. C'était là, disait-il, l'oracle auquel nous devons mettre toute notre confiance. Je suis seulement en peine, comment concilier certain morceau que j'ai lu dans un papier public : la Gazette de Cologne, dit-il, en me montrant le papier & l'endroit, dit, que *probablement l'Impératrice de Russie n'agit pas seule dans l'offre de sa médiation pour une paix particulière* ; ceci n'est-il pas mystérieux ? Mais la Gazette d'Utrecht nous laisse encore plus dans l'ignorance. *Il se fait*, dit elle, *sous main, de la part d'un certain Prince, des insinuations dont le tems ne tardera pas à faire éclore le secret.* Les Gazettes d'Amsterdam & de la Haye ne s'avancent pas autant sur cet article : mais ce Prince qu'elles se gardent si bien de nommer, qui croyez vous que ce pourrait être ? Il approche alors sa bouche de mon oreille & me dit en grand secret, qu'il voulait perdre mille ducats si ce Prince n'était pas l'Empereur ?

J'admirais l'audace de ce parieur de mille Ducats qui n'avait pas le fol ; nous prolongions la promenade en portant nos pas vers l'Amirauté, lorsque nous rencontrâmes trois à quatre vieillards dont les manières, les gestes & le ton étaient trop expressifs pour qu'on pût se méprendre sur leur caractère. C'étaient des Politiques. Par l'accueil qu'il firent à mon compagnon de promenade, je connus d'abord qu'ils étaient de son opinion. Le plus ancien d'entre eux n'était pas le plus réservé en fait de paradoxes. Il nous dit, affectant le ton plaintif de la douleur, qu'il s'élevait à l'Occident une tempête affreuse qui devait abîmer le vaisseau de la République & l'ensevelir sous les flots. Quant à lui dit-il, il ne désirait pas de voir les Anglais chassés de l'Amérique : rien ne pouvait être plus préjudiciable à nos manufactures ; il ajouta que l'Indépendance Américaine porterait le coup
mor-

mortel à la branche économique. Je ne pouvais comprendre comment l'Amérique, affranchie du joug Anglais, ayant besoin des productions Européennes, pouvant les tirer de tel marché qui lui plaira; les recevant en plus grande quantité de nos vaisseaux qui naviguent plus & à plus bas frêt que ceux des autres nations, pouvait réduire nos manufactures à un état inférieur à celui où elles étaient avant cette époque; mais il me surprit bien plus en nous apprenant que cette grande révolution était due à une cause que personne n'avait encore soupçonnée. Il nous parla d'un marchand de fromages d'Amsterdam & d'une fille de joie de la Haye; & nous assura que l'Amérique n'aurait jamais pris les armes contre la Mere-Patrie, si le Stadhouder avait eu soin de livrer ces deux personnes pieds & poings liés à l'Angleterre.

Le discours tomba finalement sur un sujet qui échappe rarement à nos Réformés de la *Vieille-roche*. Ils se demandèrent si la Religion dominante n'était pas en danger, vu que l'Angleterre était attaquée par deux Rois Papistes; que la licence des pamphlets publics allait jusqu'à assurer qu'on pouvait être Catholique-Romain & bon Hollandais; qu'un d'entr'eux avait osé insinuer que les Etats devraient les associer aux autres Citoyens dans la prescription des prières publiques, & que le *Politique Hollandais* avait levé le masque en traitant de loix tyranniques les édits, où l'on se borne à défendre à ces maudits idolâtres de mêler leur sang impur avec celui des Elus de Dieu, où l'on gêne leurs détestables conventicules &c. Un d'eux, prenant la parole, dit qu'il fallait couper le mal par la racine, & proposa si, au lieu d'attaquer les Anglais nos freres en Religion, il ne vaudrait pas mieux employer nos escadres contre le Pape. Il ne doutait pas que la destruction de l'Antechrist ne nous mît en état de détruire tous ses partisans. Il allait débiter une
mul-

multitude d'autres observations non moins sublimes qu'il nous assura avoir puisées dans l'*Ouderwetse Nederlandſche Patriot*, ainsi que dans les ouvrages immortels des BAREUTH & des HOFSTEDE; mais mon ami le Courtier, impatient de montrer sa sagacité politique, ne lui laissa pas finir ses croisades contre le Papisme.

Il tomba sur les négociations qui viennent de s'ouvrir sur la paix. Il goûtait surtout le projet de placer un Prince Hanovrien sur le trône de l'Amérique, au cas qu'on ne pût étouffer autrement l'hidre de la Rébellion. Il ne craignait rien tant que de voir la France & l'Espagne se partager en totalité les deux Amériques. Le seul moyen d'arrêter ces deux Puissances, était d'y maintenir de façon ou d'autre le sceptre Britannique. Quand il eut achevé cet arrangement, dont toute la compagnie parut extrêmement contente, il revint en Europe, déposa plusieurs Princes qui lui déplaisaient, mit de nouvelles bornes à certains Royaumes dont l'étendue l'effrayait, & plaça l'Europe dans le véritable équilibre, propre à maintenir son repos, & surtout la fureté du Protestantisme.

Je pris enfin congé de la Compagnie; je partis seul; mais je n'avais pas fait trente pas que mon Courtier ruiné courut après moi. Il s'avancait vers mon oreille pour me chuchoter quelque chose; je crus qu'il m'allait annoncer quelque nouvelle secrète qu'il aurait appris dans le groupe sacré; mais il me demanda une pièce de trente sols. Quoique je différassé avec lui d'opinion, il m'avait causé plus de pitié que de colere; je gémissais de voir un homme que la sublimité de son esprit avait réduit à cet état; je lui proposai cinq Ducats, à condition qu'il me rendrait cent Florins quand le fils du Roi d'Angleterre serait proclamé Roi de l'Amérique. Il n'est pas à douter, dis-je, que ce Prince, instruit de

vos talens politiques , ne vous donne une place honorable pour vous fixer auprès de lui , afin d'apprendre de vous le grand art de régner. Il accepta la proposition ; mais il me fit sentir en même tems que , pour parvenir à ce but louable , les Etats-Généraux devraient bien changer de Système ; & qu'alors il ne doutait plus du succès. (*)

(*) Nous recommandons à l'Auteur de l'*Ouderwetsche Nederlandfche Patriot* qui s'est donné pour un homme si riche & si libéral pour la propagation de la bonne cause Anglicane , de ne pas laisser échapper cette occasion de donner l'essor à sa bienfaisance , à sa magnanimité. Lui qui loin de tirer aucun profit de ses intéressantes productions , fait lui seul les frais de sa feuille hebdomadaire , en débite gratis de quoi faire un volume entier par semaine au nombre de ses lecteurs qu'ils nous assure être prodigieux , un homme pareil , dis je , aura bien en réserve une somme légère pour soulager la détresse d'un de ses plus ardens admirateurs. Quand elle ne serait que de deux à trois mille florins ils viendraient fort à propos au secours d'un disciple qui s'est ruiné en suivant ses opinions. S'il ignore l'adresse de ce Martyr de l'Anglomanie , il connaît fort bien celle du *Politique Hollandais* ; il n'a qu'à les faire passer à celui-ci en droiture ; il a , sans doute , raison de douter de la bonne-foi d'un homme qu'il a dépeint comme proscrit de son pays natal pour ses crimes ; mais comme il n'a pas articulé les preuves , étant sommé de le faire , voici l'occasion unique de constater le caractère de ce monstre , en mettant sa fidélité à l'épreuve. Quelle occasion favorable pour dévouer cet homme dangereux à l'exécration de ses concitoyens ! pour parvenir à ce but , il n'a qu'à annoncer son bienfait dans sa prochaine feuille ; il y a bien consigné d'autres particularités relatives à la magnificence de sa maison ; aussi ne doutons nous pas de recevoir à la première poste , cette somme légère pour un homme de ce rang & peut-être d'avantage ; & nous aurons soin d'en avertir nos lecteurs. Le dénouement nous montrera si l'*Ouderwetsche Patriot* écrit , ainsi qu'il l'a dit à l'u.

l'univers , en homme riche , ou , ce qui revient à peu près au même , sous l'influence de quelque personnage puissant. Cet appel servira encore à instruire les curieux si le *Patriote de la vieille roche* est mort tout de bon ; vu qu'on ne l'a pas entendu aboyer depuis plusieurs semaines.

Ces Feuilles périodiques paraissent régulièrement, tous les Lundis à *Amsterdam* , chez *J. A. Crajenscbot* ; à *Haarlem* , chez *Walree* ; à *Leide* , chez *Luzac & van Damme* , & *Les Freres Murray* ; à *la Haye* , chez *J. van Cleef* , *Detune* , *van Drecht & La Veuve Staatman* ; à *Gouda* , chez *Van der Klos* ; à *Rotterdam* , chez *Bennet & Hake* , & *D. Vis* ; à *Dordrecht* , chez *Blussé* ; à *Deventer* , chez *Leemborst* ; à *Groningue* , chez *Huyzingh* ; à *Nimegue* , chez *Van Goor* ; à *Arnhem* , chez *Troost* ; à *Bois-le Duc* , chez *J. H. Pallier* , à *Hambourg* , chez *J. G. Virchaux* & chez les principaux Libraires des Pays-Bas.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

 N°. LXXV. LUNDI, ce 15 JUILLET, 1782.

C H A P I T R E XLVII.

Sur les affaires intérieures de la Confédération Américaine.

Depuis la prise de Cornwallis on n'a presque pas entendu parler des Américains. Ils semblent croire avoir tout fait & ne penser qu'à se reposer sur leurs lauriers. Nous avons suffisamment exalté leurs vertus, leurs qualités, leurs exploits. Voyons ce que disent de leur état actuel, ceux qui sont le plus à la portée d'en juger. La piece suivante adressée le 4 Avril de cette année, au peuple de l'Amérique, & imprimée à Philadelphie, sous le titre de *Sens commun*, jette un jour étonnant sur un peuple dont l'Indépendance reconnue dans ce pays, attire plus que jamais notre attention. L'Auteur est d'autant plus digne de confiance qu'il ne flatte gueres, & semble avoir quelque part au gouvernement. Il développe aussi quelles sont les causes de cette étonnante inaction qu'on a vu constamment succéder chez les Américains aux scènes les plus actives, aux campagnes les plus brillantes.

„ Si l'Amérique, „ dit-il, „ eût poursuivi ses
 „ avantages, avec la moitié de la valeur qu'elle a mon-
 „ trée en se roidissant contre les revers; elle aurait

„ actuellement assuré sa tranquillité par la voie des
 „ conquêtes; mais s'abandonnant aux charmes d'une
 „ douce tranquillité, elle s'est reposée sur un avenir
 „ flatteur; & il faut que l'infortune la tire de son
 „ assoupissement, & la force d'agir.

„ Tel a été le caractère de l'Amérique dans tou-
 „ tes les positions & les circonstances de la querelle
 „ présente. (*) Echauffés de l'amour de la liberté,
 „ & provoqués par des outrages, les Américains
 „ sont allés au devant des dangers, sans les craindre,
 „ & des revers, sans se décourager; mais à pei-
 „ ne étaient-ils parvenus à leur but, qu'ils revo-
 „ laient au sein du repos, & semblaient attendre de
 „ nouveaux désastres pour s'arracher de ses bras. Il
 „ y a dans ce caractère & cette conduite, une preu-
 „ ve frappante, qu'ils agissent, sinon d'après la
 „ l'habile politique, du moins d'après les bons prin-
 „ , ci-

(*) Voilà le peuple que des Ecrivains, aussi partiaux qu'ignorans, après avoir représentés comme des hommes sans courage & sans énergie, ont, ensuite, pour effrayer ceux qui seraient tentés d'accourir à leur secours, peints comme devant former dans peu une nation redoutable par l'esprit de conquêtes, & contre les entreprises & l'activité de laquelle l'Europe ne pouvait trop se précautionner. Tel est le raisonnement qui forme la base de je ne sais quelle feuille qui a paru sous le titre de *Correspondance Politique*. Cette manière de raisonner n'est pas neuve. C'est celle de tous les esprits qui, imbus d'un enthousiasme inconcevable pour l'Angleterre, ont voulu prévenir l'Europe contre les Américains. Il paraît cependant, d'après leur conduite uniforme dans cette guerre, qu'ils ont plus de courage pour la défense que d'ardeur pour l'attaque; que jaloux, ainsi que tous les peuples cultivateurs, du repos & de la liberté, ils s'endorment facilement à l'apparence du premier avantage & sont tout de feu, quand le second est menacé. C'est vouloir s'aveugler, pour abuser les autres, que de soutenir que l'Indépendance d'une pareille nation dans un pays, qui demande encore des siècles pour être peuplé, puisse causer des alarmes à un peuple industrieux, maritime, & navigateur, tels que les Belges.

„ cipes. L'infortune est la pierre de touche qui di-
 „ vise toujours ceux qui suivent une mauvaise cause
 „ & qui réunit ceux qui ont épousé la bonne. Les pre-
 „ miers sont pleins de ressources dans la prospérité,
 „ les derniers, dans l'adversité. Les uns agissent par in-
 „ stinct, les autres par combinaison ; & leur manière
 „ d'agir, ainsi que leurs tems de repos ou d'action,
 „ forment exactement l'opposé.

„ Mais, comme nous avons pris des instructions
 „ dans l'infortune, tirons aussi des leçons de nos fau-
 „ tes ; ayons, une fois pour toutes, la sagesse d'ajouter
 „ l'ardeur de l'adversité à la force de la victoire.
 „ Combinons la gloire d'une résistance intrépide
 „ avec les avantages qui résultent de la victoire ;
 „ signalons nous, cette année, par la supériorité du
 „ système politique, comme nous avons brillé l'an-
 „ née précédente par l'éclat des succès militaires.

„ Les progrès & la révolution de nos affaires do-
 „ mestiques sont aussi extraordinaires que la Révolu-
 „ tion elle-même. *Nous avons commencé avec du pa-*
 „ *pier & nous finissons avec de l'or & de l'argent* La for-
 „ ce, la convenance & , si l'on veut , l'habitude,
 „ sont actuellement unies pour la défense du
 „ pays. Ainsi qu'un jeune homme parvenu en
 „ force & en santé , l'Amérique s'avance en vi-
 „ gueur , fraîcheur , bien éloignée encore des
 „ glaces de l'hiver. En souffrant des calamités, el-
 „ le a appris à les supporter & même à les préve-
 „ nir ; & l'expérience journalière , déduite de la
 „ bonne ou de la mauvaise fortune , des mesures
 „ sages ou des fautes , a beaucoup ajouté à notre
 „ cause , & plus encore à notre jugement.

„ De ce coup d'œil général, passons à des circon-
 „ stances particulières.

„ J'ai déjà fixé les dépenses annuelles de la guer-
 „ re à huit millions de dollars (*) ; j'ai développé la
 „ la

(*) Le Dollar fait environ deux florins & demi de Hol-
 lande ou cinq livres de France.

„ la nature de l'Union qui resserre les Etats respec-
 „ tifs; la convenance des taxes pour la défense du
 „ pays, indépendamment des dépenses du gouver-
 „ nement; le droit appartenant au peuple de savoir
 „ exactement les sommes levées & leur emploi; &
 „ le devoir de chaque gouvernement de pourvoir à
 „ son contingent. Le Gouvernement & le peuple
 „ ne forment pas en Amérique des corps séparés. Ils
 „ sont un, leur intérêt est le même. Les membres
 „ du Congrès, les membres des Assemblées, des Con-
 „ seils &c. ne sont qu'une portion choisie du peuple.
 „ Ils sont les Représentans de la Majesté, & non la
 „ Majesté elle-même. Cette dignité est inhérente à la
 „ multitude; elle peut être mise en commission, mais
 „ non aliénée. Leurs biens, leurs propriétés sont sujets
 „ à être taxés comme ceux du peuple qu'ils représen-
 „ tent; & ils ne peuvent rien faire dont ils n'éprou-
 „ vent les suites, ainsi que les autres citoyens. S'ils
 „ demandent des subsides, ils les demandent à eux-
 „ mêmes aussi bien qu'aux autres. Leur position
 „ les mettant à portée de connaître les circon-
 „ stances les plus secrètes des choses, ils savent
 „ quels revenus sont nécessaires pour la sûreté & la
 „ défense de leurs Constituans & l'accomplissement
 „ du grand objet pour lequel on les a choisis. Là
 „ finit la distinction.

„ Le soin de se former des idées saines & de s'ha-
 „ bituer à penser juste, contribue beaucoup à ren-
 „ forcer l'esprit patriotique & à garantir du danger
 „ des notions fausses & partiales. Ce n'est ni l'en-
 „ thousiasme de la liberté, ni le courage de l'héroïs-
 „ me qui peuvent assurer le succès de nos conquê-
 „ tes. Il faut de l'ordre, un système, une métho-
 „ de, avec toutes les autres parties du patriotisme froid
 „ & raisonné. La méthode est au pouvoir naturel,
 „ ce que l'adresse est au corps humain; sans elle,
 „ un géant perdrait le fruit de son travail; & un
 „ pays consumerait inutilement ses forces.

„ Au commencement de la guerre, nous n'avions
 „ pas besoin d'une politique sublime. L'enthousias-

„ me

„ me général suppléait à ce défaut , & les presses
 „ nous procuraient les ressources. C'était pour nous
 „ un Perou, un Mexique que nous mettions à con-
 „ tribution dans le besoin. Tout corps d'hommes
 „ assez résolu pour avancer , pouvait alors faire la
 „ guerre, parce que nous ignorions alors les entra-
 „ ves des finances; l'argent venait tout préparé dans
 „ les mains. Mais les tems sont changés ; nous avons
 „ actuellement autant besoin de sagesse & de ju-
 „ gement que de patriotisme & de fermeté. Notre
 „ situation est combinée de façon , que plus on l'exa-
 „ mine , plus on est obligé d'en avouer la bonté ;
 „ & avec les moyens qui sont en notre pouvoir, il ne
 „ nous manque que l'harmonie des dispositions pour
 „ les employer.

„ Quand l'Amérique se décida pour l'Indépen-
 „ dance & prit la résolution d'être libre, cette réso-
 „ lution dut naturellement comprendre tous les mo-
 „ yens, d'hommes ou d'argent, nécessaires pour la
 „ réaliser. Elle s'exposa naturellement à des dangers
 „ & à des maux bien au-dessus de ceux qu'elle a éprou-
 „ vés depuis, si l'on excepte la Caroline & la Georgie.
 „ L'idée de s'enrichir n'était pas même alors soupçon-
 „ née par les Américains. Toute leur attente se bor-
 „ nait à défendre leur vie , & leur espérance , à mainte-
 „ nir leur liberté. Ils avaient résolu d'abandonner
 „ leurs habitations, de désertir leurs villes & de se
 „ retirer dans les déserts pour y former de nouveaux
 „ établissemens, plutôt que de se soumettre. Il n'y
 „ avait pas de condition qu'ils ne préférassent à l'op-
 „ pression qui les menaçait ; & l'expérience de quel-
 „ ques années a montré la justesse de leur opinion,
 „ & prouvé la fermeté de leur résolution.

„ Cependant , lorsque la guerre se fit par la
 „ masse d'une opposition générale, les affaires du
 „ pays se dérangerent. L'agriculture, le trafic, le
 „ commerce furent négligés ; il parut même quelque
 „ chose d'approchant de la pauvreté. Leur résolu-
 „ tion n'éprouva cependant aucune altération ; &
 „ leurs pertes ne servirent qu'à irriter leur courage.

„ Mais l'expérience a montré que le moyen d'enri-
 „ chir un pays & de le rendre méthodiquement for-
 „ midable . est de maintenir , tant qu'il est possible , la
 „ tranquillité des Habitans , afin qu'ils puissent sui-
 „ vre sans inquiétude , leurs diverses occupations.
 „ Un homme qui se trouve harassé , soit par l'inva-
 „ sion des ennemis , soit en marchant contre eux ,
 „ ne tarde pas à souffrir beaucoup plus par la perte
 „ de son tems & la négligence de ses affaires , qu'il ne
 „ lui en coûterait en fournissant sa quote part des
 „ taxes publiques. En conséquence , c'est le bien
 „ de la société & l'intérêt des individus , que , cha-
 „ cun suive ses occupations , regardant le payement
 „ des taxes comme une des premières obligations qu'il
 „ doit à sa famille , à lui-même , à son pays. Tous
 „ les amusemens doivent être interrompus , les ob-
 „ jets de luxe retranchés , & la plus grande écono-
 „ mie mise en pratique , dans le public & le parti-
 „ culier , jusqu'à l'entier complément d'un revenu
 „ suffisant pour la défense & le bien être du pays ,
 „ & l'attente du public.

„ Je n'ai pas d'idée de cette espece de police qui
 „ n'a pour terme que la dépense , le mauvais succès ,
 „ & le déshonneur ; telles ont , cependant , toujours
 „ été , telles seront toujours les suites de revenus
 „ inégaux & disproportionnés aux besoins. L'Amé-
 „ rique a résolu de se défendre elle-même , & de
 „ tout risquer pour maintenir son Indépendance. Ain-
 „ si la portion de chaque homme pour cette charge
 „ est devenue sa dette d'honneur , son intérêt , son
 „ propre bonheur ; & voir un homme se donner toutes
 „ ses aises dans sa maison , avant qu'il ait satisfait à
 „ cette dette & payé le soldat qui le défend dans les
 „ travaux des camps , c'est le comble de la honte ,
 „ du déshonneur.

„ Il est malheureux qu'on n'ait pas imaginé d'autre
 „ terme que celui de taxe pour désigner une chose
 „ aussi noble , aussi sublime , que de se cottiiser pour dé-
 „ fendre la liberté & donner l'Indépendance à un
 „ Hé.

„ Hémisphere. Nous avons donné un nom odieux
 „ à l'objet le plus patriotique ; nous avons fait tort
 „ à la cause par un assemblage d'idées disparates.
 „ Un homme serait honteux de signer une requête
 „ pour demander de payer au-dessous de sa
 „ portion des dépenses publiques ou de prétendre
 „ que ceux, qui se sont confiés au public, ne reçoivent
 „ pas leur argent ; voilà cependant le cas de
 „ ceux qui forment des requêtes contre la taxation ;
 „ la différence n'est que dans l'expression ;
 „ tant on rougirait d'employer le mot propre. C'est
 „ servir la patrie, que de payer nos dettes, de rendre
 „ justice, de défendre un pays maltraité & outragé,
 „ de protéger les vieillards & les enfans, & de
 „ procurer la liberté au pays où nous vivons ; il est
 „ donc du devoir d'un patriote d'accepter la taxation,
 „ comme le seul moyen, pour parvenir à ces fins.

„ Examinons les choses encore plus en détail. Pour
 „ quoi les terres situées dans l'intérieur, ont-elles
 „ été ravagées par les incursions des Ennemis & des
 „ Indiens ; n'est-ce pas à cause du manque de moyens
 „ pour les prévenir ? Les Habitans de ces pays
 „ ont cependant été des premiers à former des requêtes
 „ contre la taxation. Ainsi, ils priaient, sans y penser,
 „ pour leur propre destruction ; & leur prière n'a été
 „ que trop bien exaucée. Leur contingent n'aurait
 „ formé qu'une bagatelle, en comparaison de leurs
 „ pertes, & ce qui est encore pire, de leurs calamités
 „ domestiques. Hélas, quelle imprudence, quelle
 „ insensibilité, que de mettre en balance la sûreté
 „ de sa famille avec une taxe !

„ L'honneur, l'intérêt, l'indépendance de l'Amérique
 „ dépendent si fort de la taxation, qu'il faut peu
 „ réfléchir, pour en disconvenir. Dans les circonstances
 „ où nous sommes, voici la pierre de touche du
 „ patriotisme, & des bonnes dispositions ; & quiconque
 „ paye au moment où il est interpellé, fait plus pour
 „ son pays que le plus bruyant des déclamateurs.
 „ Toutes nos acclamations en faveur

de la liberté, sont de vains sons, à moins qu'ils ne soient accompagnés de secours réels pour la soutenir. Ces acclamations ne serviront ni à remplir le ventre du soldat, ni à couvrir ses épaules, ni à payer les créanciers du public, ni à acheter les objets de nos besoins. Elles sont à leur place; ce sont, il est vrai, des effusions de cœur; mais elles n'ont rien de substantiel.

„ L'Assemblée de cet Etat, la Pensylvanie, a con-
 „ senti unanimement au bill pour lever la somme de
 „ 1, 200,000 dollars qui sont sa quote-part de cette
 „ année; & ce qui est un exemple admirable, digne
 „ de servir de modele; c'est que l'Etat de la Sud-
 „ Caroline qui a éprouvé tant de détresse & de souf-
 „ frances, a fait la même chose. C'est qu'ils connais-
 „ sent par une triste expérience, le prix de la dé-
 „ fense; ils savent que l'inconvénient de fournir une
 „ taxe pour la protection du pays, n'est rien en com-
 „ paraison des pertes qu'ils ont effuyés & des maux
 „ qu'ils ont soufferts.

„ frait la moindre tache à sa réputation. Qu'il
 „ ne soit jamais dit qu'un pays, capable de faire ce
 „ que l'Amérique a fait, ait privé les veuves & les or-
 „ phelins de leurs propriétés & les Soldats de leur paye!
 „ La taxe est sans doute accompagnée de quel-
 „ ques inconvéniens; mais que sont ces inconvé-
 „ nient comparés à la détresse, à la ruine, à la dé-
 „ vastation de l'Ennemi? Combien l'Amérique n'a-
 „ t-elle pas déjà éprouvé de choses bien plus doulou-
 „ reuses encore? elle a même fleuri au milieu des ca-
 „ lamités qu'elle croyait au-dessus de ses forces. Je re-
 „ garde une taxe assignée pour sa défense & son
 „ avantage, comme une des peines les plus lége-
 „ res, comparée à celles qui l'accablent sans la
 „ taxe. Nous nous sommes trouvés sur le bord de
 „ la ruine, par l'insuffisance des revenus publics;
 „ & le cœur des Américains se serait fendu de dou-
 „ leur, s'ils avaient connu dans tous les tems l'état
 „ réel de leur situation. C'est actuellement le seul
 „ objet qui doit nous intéresser; remplissons le &
 „ le reste suivra de lui-même; & la consolation
 „ qu'éprouve chaque homme en pensant qu'il y a
 „ dans le trésor public pour faire face à la défense du
 „ pays, compensera amplement les embarras & les
 „ peines qu'il doit subir pour satisfaire à sa quote-part.
 „ Nous n'avons dès lors plus la douleur d'entendre
 „ les justes plaintes du soldat souffrant; nos yeux
 „ & nos oreilles ne seront plus affligés du spectacle
 „ ou de l'histoire de la foi chancelante ou du cré-
 „ dit équivoque. Nos affaires publiques, & consé-
 „ quemment nos affaires particulières, prendront un
 „ aspect riant & flatteur. L'idée que ce pays est hors
 „ d'état de supporter ce fardeau, est un reproche à
 „ son honneur, à sa fermeté. Il a souffert dix
 „ fois autant. Son courage & ses principes ont
 „ été éprouvés dans mille occasions où la fortune
 „ était bien, plus dure & ce serait un problème inex-
 „ plicable qu'un peuple inaccessible à la violence,
 „ à l'infortune, & aux caresses plus dangereuses en-

„ core, parvenu au faſte du bonheur , préparât
 „ ſa ruine par une avarice auffi ſordide que funeſte.
 „ Montrons-nous donc , à tous égards , tels que
 „ nous devons être; faiſons voir à l'Ennemi qu'il
 „ n'eſt pas plus en ſon pouvoir de nous conquérir
 „ par ſyſtème que par les armes. La bourſe de l'A-
 „ mérique ménagée avec économie , eſt plus forte
 „ que celle de l'Angleterre, toujours en proie à la
 „ déprédation. Les Américains ne ſont pas une na-
 „ tion pauvre; pourquoi paſſeraient-ils pour tels?
 „ Nous attaquons notre crédit, notre honneur, no-
 „ tre réputation dans le monde, en nous donnant pour
 „ autres que nous ſommes; nous encourageons
 „ l'Ennemi à prolonger la guerre en lui faiſant croi-
 „ re que nous manquons d'argent pour la continuer.
 „ Il eſt aisé de voir par les expreſſions des Gazettes
 „ de New-York, que les efforts courageux que nous
 „ venons de faire afin de pourvoir le tréſor public, ont
 „ ébranlé les dernières eſpérances de l'Ennemi. C'eſt
 „ un coup auquel il ne s'attendait pas de la part de
 „ l'Amérique, & ſon deſeſpoir eſt égal à ſon éton-
 „ nement.

„ C'eſt une choſe remarquable que le peuple a
 „ toujours été plus loin que ſes Représentans. Le
 „ pays n'a jamais reculé dans les payemens, quand
 „ il a bien ſu & compris le rôle qu'il devait jouer.
 „ Ordinairement les affaires relatives aux finances
 „ publiques ſont ſujettes à des combinaifons tellement
 „ obſcures & compliquées, qu'il n'eſt pas facile
 „ d'en débrouiller le fil. Celles de l'Amérique, à
 „ l'occaſion de l'état chancelant de ſon ancien pa-
 „ pier-monnaie, heureuſement ſupprimé, ont été
 „ enveloppées dans des difficultés nouvelles &
 „ originales; il faut beaucoup d'adreſſe pour les
 „ mettre en ordre, & de vigoureux efforts dans le
 „ pays pour les y maintenir.

„ L'état de nos affaires de finances, d'après le ta-
 „ bleau le plus concis, peut être expoſé de la ma-
 „ nière ſuivante.

„ On

„ On doit une somme considérable aux personnes
 „ qui ont prêté leur argent au Bureau d'emprunt,
 „ ainsi qu'à celles qui ont fait d'autres avances au
 „ public. Les dettes doivent être assurées & prou-
 „ vées; & l'argent qu'on doit retirer du cinq pour
 „ cent de toutes les marchandises importées, doit
 „ servir de fonds pour le payement de l'intérêt &
 „ du principal, jusqu'à l'entière liquidation du tout.
 „ C'est ainsi qu'on a pourvu à la dette que nous
 „ avons contractée jusqu'à présent; & lorsque l'in-
 „ térêt sera tiré régulièrement, & qu'on aura pris les
 „ arrangemens pour payer le principal, les billets
 „ seront des effets aussi précieux que des obligations.
 „ La somme de huit millions de dollars qu'on doit
 „ lever dans les Etats-Unis, doit servir au maintien
 „ & aux autres dépenses de l'armée, ainsi qu'à dé-
 „ frayer les charges du Gouvernement dans l'éten-
 „ due du Continent.

„ Si l'on compare cette somme avec les dépenses
 „ immenses qui surchargent la Grande-Bretagne, le
 „ coup d'œil offrira la différence la plus frappante.
 „ La Grande-Bretagne est obligée de lever plus de
 „ quatre vingt-dix millions de dollars chaque année,
 „ soit en taxes soit, en emprunts; seulement, pour
 „ faire ce qui ne nous coûte, avec des especes
 „ & de l'économie, que huit millions.

„ Tant est grand le contraste entre un pays aban-
 „ donné à la spoliation & à la corruption, & un pays
 „ dont la conduite est fondée sur de bons principes
 „ & des plans administrés avec sagesse.

„ Mais la différence est bien plus encore à notre
 „ avantage. Quand la guerre cessera chez nous,
 „ les taxes qu'elle a occasionnées, cesseront en mê-
 „ me tems. Nous savons ainsi qu'elles ne peuvent
 „ durer longtems; mais les taxes de la Grande-Bre-
 „ tagne (*) n'étant perçues que pour liquider des
 „ in-

(*) Cette observation appuyée sur une vérité qui saute aux yeux, suffit pour montrer combien le crédit de l'Amérique serait préférable à celui de l'Angleterre.

„ intérêts, & non pour payer le capital de la dette ;
 „ offre un avenir effrayant dont on ne peut assigner
 „ le terme.

„ L'exposition publique des sommes reçues de cha-
 „ que état, & dépensées pour l'avantage général,
 „ doit produire d'excellens effets. Elle causera une
 „ grande satisfaction, ce qui est un point impor-
 „ tant dans les affaires d'une nation. Elle excitera
 „ l'émulation ; elle dévoilera les manquemens.
 „ Plus les affaires publiques se font avec publicité,
 „ plus elles réussissent. Quand on n'a pas intention
 „ de tromper, on ne craint pas la lumière du grand
 „ jour ; il n'est pas seulement nécessaire que des
 „ mesures soient justes, mais que tout le monde
 „ sache qu'elles sont telles”.

„ Encore quelques jours, & nous verrons le ter-
 „ me de sept années de guerre. Notre situation est
 „ si singulière, que ce fleau terrible, au lieu de nous
 „ avoir appauvris & épuisés, a fait couler parmi
 „ nous les richesses & l'abondance. (*) Nous avons
 „ éprouvé un destin singulier dans tous nos besoins ;
 „ car toutes les fois que nous avons craint d'être
 „ ruinés, parce que nous manquions de quel-
 „ que objet nécessaire, il est toujours survenu des
 „ circonstances qui nous ont sauvés. Le dernier
 „ exemple remarquable est l'influence des especes
 „ cou-

(*) Cela n'est pas étonnant ; tout peuple qui se borne à la défensive, s'enrichit nécessairement aux dépens de celui qui lui porte la guerre ; & l'on sent combien les Anglais, à une distance si grande de leur patrie, ont besoin dans leurs garnisons de tirer de choses de l'Amérique sur le transport desquelles on a eu dès le commencement la sage politique de fermer les yeux, pour attirer l'argent dont on avait besoin dans le pays. La solde des troupes prisonnières, celle des troupes Françaises à Rhode-Island, un commerce avantageux avec les établissemens Espagnols, joints à la quantité de prises, les marches & invasions même de Anglais dans le pays, y ont nécessairement fait couler des sommes immenses.

„ courantes ; à peu près à l'instant du discrédit &
 „ de la décadence totale du papier-monnaie : cette
 „ circonstance a opéré un changement si heureux
 „ dans les fortunes particulières ainsi que dans les effets
 „ publics , que les choses ne peuvent plus aller que
 „ de bien en mieux.

Ainsi parle un témoin oculaire , d'autant plus digne de confiance qu'il ne déguise rien. Il n'est pas inutile à cette occasion d'ajouter quelques observations qui peuvent jeter un nouveau jour sur le système des finances en Amérique.

Au mois de Mai 1775 , lorsque le Congrès ouvrit sa première assemblée , après les batailles de Lexington & de Concord , il jugea nécessaire de lever une armée , ou plutôt d'entretenir l'armée déjà levée à Cambridge , afin qu'elle fît face aux troupes Britanniques , & les tint renfermées dans Boston , comme dans une prison. Mais il trouva que les Colonies venaient d'achever de payer leurs dettes contractées dans la dernière guerre avec la France. Dans le trésor des diverses Colonies , on ne trouva que peu d'argent. Pour surcroît de malheur , le blocus de tous leurs ports & l'interruption générale du commerce par la supériorité des Anglais sur mer , leur offraient un avenir effrayant. Les embarras d'un nouveau gouvernement à former , ajoutaient encore à cette perplexité. Il avait des armées & des Flottes à créer ; de nouvelles constitution à combiner. Il avait à négocier avec vingt tribus d'Indiens. Il avait à veiller sur une multitude de Negres. Il avait à se procurer toutes sortes d'armes , de munitions , d'artillerie , de linge , d'habillemens , enfin toutes les choses nécessaires à l'entretien d'une armée. Il avait des négociations à nouer en Europe , des traités d'alliance & de commerce à préparer.

Dans cette situation critique , au milieu de tant d'embarras & de besoins , sans argent ni revenus , le Congrès n'imagina pas d'autre ressource qu'un expédient souvent pratiqué en Amérique. Il créa du papier-monnaie.

Le

Le papier-monnaie de l'Amérique consiste en billets de crédit par lesquels le public & la société promettent de payer dans un tems fixé, une certaine somme à celui qui se trouvera nanti de ce papier. Dans un pays qui manque d'especes ou qui n'en a pas beaucoup en circulation, on peut multiplier ces billets jusqu'à une certaine quantité. Mais dès que la quantité excède le degré des affaires ordinaires, ces papiers tombent en discrédit; ils continuent à perdre de leur valeur à mesure qu'on en fait paraître une plus grande quantité.

Cette dépréciation fut si rapide & si grande qu'au mois de Mars 1780, le Congrès crut devoir la fixer à 40 pour un, au-dessous de la valeur primitive. Depuis ce tems-là, on n'en a plus créé; au contraire, le million & un quart de Livres Sterlings à quoi se trouvait réduite la somme de ces billets ou la principale dette du Congrès, se trouvent presque entièrement éteint actuellement, par les moyens adoptés par le gouvernement, pour détruire ce papier à mesure qu'il entrait dans les fonds publics. Le Congrès se trouve par cette opération, n'avoir gueres de créanciers qu'en France, en Espagne & en Hollande; mais, quoique ces dettes contractées en especes ne puissent être liquidées que par des valeurs réelles, elles ne sont pas assez considérables pour gêner les Américains; & leur conduite uniforme à l'égard de ces sortes d'emprunts, montrent que ces dettes si créées & sont à l'abri de toute réduction arbitraire. Les Américains seront toujours en état d'y faire honneur; quand ils devraient recourir aux marchandises de leur crû, dont il se fait une importation continuelle en Europe.

L'Amérique n'a, à proprement parler, aucun revenu annuel, à l'exception du cinq pour cent dernièrement imposé sur les importations. Le revenu de la confédération n'est formé que des concessions faites annuellement par les Etats respectifs. Ces subsides sont proportionnés aux biens réels & personnels

nels des communautés; & l'argent en est porté dans le trésor public.

C'est aux corps législatifs des divers Etats à lever ces sommes; & l'on consulte toujours les facultés, ainsi que les besoins, pour en régler les contingens. Il est même étonnant que la stagnation arrivée dans le commerce, les quatre premières années de la guerre, n'ait pas occasionné de plus grands embarras dans la perception de ces taxes. Elles ont augmenté toutes les années; preuve sensible & convaincante de l'amélioration arrivée dans les facultés du peuple. Ces facultés augmenteront bien plus encore, si l'on considère les progrès de la population, de la culture, du commerce même, au milieu de la guerre, & les avantages immenses que la proximité de la paix doit procurer à l'Amérique.

Afin de juger du fardeau d'une dette, il ne faut pas perdre de vue ces avantages, & surtout ceux de la population. La Grande-Bretagne doit deux cens millions de livres Sterlings & n'a pas huit millions de sujets. A plus forte raison, l'Amérique qui compte déjà plus de trois millions d'habitans, pourrait-elle porter une dette de dix millions de livres Sterlings, somme encore bien éloignée de ses engagements actuels. Encore faut-il considérer que si on lui donne vingt ans pour payer cette dette, elle aura alors plus que doublé sa population. Tel est l'avantage des nations naissantes. Le nombre des Habitans dans les différentes contrées de l'Europe, reste à peu près le même d'un siècle à l'autre. Là aucun pays ne produit plus d'habitans qu'il n'en peut maintenir; mais tout pays libre, où l'industrie n'est pas gênée, ne manque pas d'en produire autant qu'il en peut maintenir. De là, qu'on se forme une idée de la population future des Etats de l'Amérique. Des déserts immenses, dont à peine l'œil humain a pu mesurer l'étendue, sont encore en friche; de vastes lacs, de grandes rivières, dont les eaux sont, depuis des siècles, venues dans
le

le silence & l'obscurité, se décharger dans l'Océan, n'attendent que des bras pour devenir le séjour du commerce, pour être bordées de campagnes délicieuses, & de grandes & superbes cités.

La suite au No. prochain.

Ces Feuilles périodiques paraissent régulièrement, tous les Lundis à *Amsterdam*, chez *J. A. Crajenschoot*; à *Haarlem*, chez *Waltree*; à *Leide*, chez *Luzac & van Damme*, & *Les Freres Murray*; à *la Haye*, chez *J. van Cleef*, *Detune, van Drecht & La Veuve Staatman*; à *Gouda*, chez *Van der Klos*; à *Rotterdam*, chez *Bennet & Hake*, & *D. Vis*; à *Dordrecht*, chez *Blussé*; à *Deventer*, chez *Leemborst*; à *Groningue*, chez *Huyzingh*; à *Nimegue*, chez *Van Goor*; à *Arnhem*, chez *Troost*; à *Bois-le Duc*, chez *J. H. Pallier*, à *Hambourg*, chez *J. G. Virchaux* & chez les principaux Libraires des Pays-Bas.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

 N°. LXXVI. LUNDI, ce 22 JUILLET, 1782.

Réflexions générales sur l'Indépendance de l'Amérique pour servir de Suite au

C H A P I T R E XLVII.

Quand des Citoyens éclairés commencèrent à représenter les avantages d'une alliance avec l'Amérique Septentrionale, on s'efforça de les peindre des traits les plus odieux ; on poussa la partialité pour l'Angleterre & la fureur contre ces Conseillers patriotes, jusqu'à les accuser de crime de leze-majesté ; on prétendit que c'était attenter au droit des Administrateurs que de prouver aux stupides adorateurs du Cabinet de St. James, que l'Amérique ne pouvant être subjuguée, il convenait de s'allier avec elle contre un Ennemi commun, & de s'y préparer des avantages de commerce, pour se procurer quelque dédommagement des pertes de cette guerre fatale. Lorsque la prise de Cornwallis donna un nouveau poids à ces raisonnemens, les Adversaires de l'Alliance Américaine, les Anglomanes Hollandais, assurèrent en propres termes, que la *courageuse Angleterre* ne succomberait pas sous ce coup porté par les *perfides Français* ; qu'on ne la forcerait jamais à reconnaître l'Indépendance de ses sujets *rebelle*s, & qu'il fallait punir en Hollande tout

homme assez audacieux pour parler en faveur d'une alliance avec ces misérables révoltés. Ces Ecrivains, aveuglés par leur partialité pour les Ennemis de la patrie, ne pouvaient s'appercevoir qu'il n'y avait pas de milieu pour les Anglais entre réduire complètement l'Amérique, ou reconnaître hautement son Indépendance. Il était cependant aisé de prévoir que la réduction devenant impossible, il importait à l'Angleterre d'abandonner, par une déclaration publique, aux Américains un avantage qu'elle était hors d'état de leur ôter; pour recouvrer au moins par cette apparente générosité, les avantages de commerce que l'identité du sang, de la religion, du langage, des mœurs, &c. semblait lui promettre au-dessus de toutes les autres Nations. Cette nécessité devenait d'autant plus pressante, que toutes les Puissances maritimes portent un œil avide sur un commerce qui ne peut manquer d'augmenter les progrès de l'industrie & de la marine dans les pays qui le font? L'Espagne, il est vrai, combattit plus de soixante ans, avant de reconnaître formellement l'Indépendance des Pays-bas-Unis; elle aurait bien voulu imiter l'Autriche qui n'a reconnu l'Indépendance de la Confédération Helvétique qu'à la paix de Munster, plusieurs siècles après son établissement; mais l'Espagne se trouva, vers les époques de la trêve d'Anvers & de la paix de Munster, à l'égard des Pays-bas-Unis, & l'Angleterre se trouve actuellement à l'égard de l'Amérique-Septentrionale, dans un état où les motifs de politique, d'intérêt, de nécessité même se font entendre trop puissamment pour attendre un pareil délai. L'Espagne se vit dans le cas de trembler pour toutes ses possessions dans les deux Indes, dont plusieurs tomberent au pouvoir des Pays-bas-Unis. L'Angleterre ne voit pas non plus sans alarmes l'Amérique, semblable à un jeune athlète, acquérir des forces dans cette lice guerrière; surtout, elle est dans le cas de concevoir des craintes légitimes, en prévoyant que les autres Nations pourraient être favorisées à son préjudice dans ce commerce avantageux; qu'enfin les Américains se prévaudraient de leurs nouvelles forces,

ces, & du bonheur de leur position, pour alarmer les possessions Anglaïses des Indes-Occidentales qui sont à leur bienfaisance.

Voilà, sans doute, les raisons qui ont formé dans la Grande-Bretagne un parti qui demande vivement que l'Indépendance Américaine soit reconnue, sans équivoque & sans conditions. Quoi qu'il soit échappé au Comte Shelburne de dire que la reconnaissance de l'Indépendance Américaine éteindrait le soleil de la Grande-Bretagne, cette figure brillante n'a pas ébloui ceux du parti opposé. Ils se rappellent toujours que l'Angleterre peut exister & même conserver une grande puissance sans ses Colonies. Henri VIII, qui n'en possédait aucune, se vantait d'avoir dans ses mains l'équilibre de l'Europe. L'Angleterre n'aura pas perdu les Colonies pour les avoir cédées à l'Univers. Les avantages qu'on doit tirer de leur sein, se partageront nécessairement entre plusieurs Etats ; au moins aucun ne sera assujetti à l'inconvénient de les maintenir. L'Angleterre a soutenu son rang avec splendeur, a même fait trembler la France, avant de les posséder ; qui l'empêcherait de jouer le même rôle après les avoir perdues ? La nécessité, où le parti contraire, où le Roi même s'est vu de renoncer à la coutume aussi ridicule qu'opiniâtre, de traiter les Américains de Rebelles, fait assez prévoir qu'elle sera l'issue de cette querelle. O vous ! Anglomanes Hollandais, qui avez commencé par décrier les Américains & leurs partisans dans ce pays, qui, voyant enfin les Administrations suprêmes se rendre à la conviction des raisonnemens & à l'évidence des faits ; en reconnaissant leur Indépendance avec une éclatante solennité, ne cessez encore de blâmer cette démarche, comme le fruit d'une faction turbulente & comme devant produire les plus funestes effets pour ce pays, allez consulter les deux partis de l'Administration Britannique ; apprenez que George III lui-même est converti & commence à se familiariser avec l'idée de recon-

naître cette Indépendance. Une déclaration, qui suit de si près la démarche des Etats-Généraux, montre assez la justesse des réflexions de ceux qui, dans ce pays, en ont pressé la conclusion & la vaine impudence de ceux qui la condamnaient sous prétexte, que c'était dicter leurs devoirs aux Souverains & qu'il était de la politique de ménager les Anglais. On ne voulait pas même que les intérêts du Commerce fussent consultés dans cette affaire importante. Cet intérêt est cependant le moteur actuel des efforts de toutes les Puissances de l'Univers. Saisir les occasions d'en étendre les branches, paraît le plus grand & presque le seul objet de la politique moderne.

L'Esprit de Commerce qui domine presque toutes les Puissances, est même devenu plus vif que l'esprit de Conquêtes. Si l'on fait la guerre, c'est moins pour reculer les bornes de l'Empire, que pour s'enrichir. Les Anglais ne s'acharnent à garder Gibraltar, que par ce que cette place les met à même d'inonder l'Andalousie de Tabac de contrebande. La Neutralité armée n'a eu lieu, que pour entrer en partage de ces immenses profits que la fortune & l'habileté avaient concentrés dans l'Angleterre. Ce qui rend l'époque où nous vivons remarquable, c'est l'activité qui meut toutes les Nations. La Suède, loin de regretter les jours de gloire où elle présidait aux destinées de l'Europe pendant la guerre de trente ans, & l'éclat d'armes que lui imprima l'Alexandre du Nord, cherche dans la proscription du luxe & dans une sage économie, l'aïssance sans laquelle les Etats, comme les particuliers, ne sont jamais indépendans. Le Danemarck trouve dans ses ports de la mer Baltique les ressources que lui offre son heureuse position dans la guerre & dans la paix; les soins soutenus donnés à l'agriculture y préparent les fondemens d'une richesse solide, à l'épreuve des révolutions dont les contre-coups ébranlent même les Etats qui n'en font pas le théâtre.

La Russie diminue le nombre d'étrangers qui venaient

naient l'instruire, & remportaient dans leurs pays des richesses pour prix de leurs connaissances. Ses vaisseaux se voient fréquemment dans les ports de France & d'Espagne; & les Anglais ne sont plus les médiateurs entre eux & les armateurs de Bourdeaux. Les Germains qui entretiennent plus de soldats que tout le reste de l'Europe entière, invitent aussi les hommes à naviguer sous le pavillon de la liberté. Les franchises ouvrent les ports. La force & les secours protègent les Compagnies. D'utiles réglemens encouragent quiconque est tenté de faire des essais. Tous les pays enfin, grands & médiocres, riches ou pauvres, prennent pour base de l'Administration, l'économie intérieure, élèvent des digues contre le torrent du luxe. La Pologne, la Toscane, la Lombardie arrachent leurs habitans à l'Empire ruineux de la mode, & les délivrent de l'impôt que la France met sur ses voisins empressés & crédules.

Ne pourrait-on pas espérer de cette confédération presque générale, un acheminement à une paix universelle? Ceux qui regardent cette idée comme chymérique se fondent sur ce que la guerre a existé, depuis l'époque la plus éloignée où remonte l'esprit humain jusqu'à nos jours. Cette funeste vérité est incontestable. Mais aussi quelle différence dans la manière de la faire? On ne voit plus la terre couverte de cent mille cadavres, & les vainqueurs & les vaincus fuir également le champ de la victoire, où la peste semblait vanger l'humanité des outrages de l'ambition. „ Au fac de Strigonie, 300 Da-
 „ mes, toutes dans la fleur de l'âge, toutes pa-
 „ rées de leurs plus riches atours, crurent que le
 „ pouvoir de leurs yeux, embellis par leurs larmes,
 „ toucheraient ces barbares: on les conduit vers le
 „ chef. Mais cet homme féroce, aussi insensible
 „ aux traits de l'amour, que sourd à la voix de l'hu-
 „ manité, leur fit trancher la tête en sa présence.”
 Des traits d'une rage aussi forcenée sont inconnus. Cette diminution de cruauté n'est-elle pas le présage

d'une autre façon de penser ? Pourquoi ne pas espérer que les querelles des Rois se termineront un jour avant de commencer la guerre, comme on les termine après l'épuisement des parties belligérantes ? Pourquoi n'y aurait-il pas un Congrès perpétuel où se jugeraient les querelles des Nations, avant d'aller au voies de fait ? On croit toujours que ce qui n'a point été, ne peut pas être.

D'autres s'imaginent avoir fait une réponse victorieuse en disant : tant que les hommes existeront, on verra aussi sur la terre, l'injustice, l'ambition, les faux calculs, & tant que les passions gouverneront, il faut s'attendre aux mêmes effets. Que cette objection est futile ! parce que les hommes sont méchants, incapables de céder à la raison, n'y a-t-il d'autre moyen de les corriger, qu'en versant un sang, étranger à ses débats ? Quand un Prince a laissé mal gérer ses Etats on lui donne une tutelle forcée. Pourquoi ne prendrait-on pas la même voie contre celui qui voudrait injustement troubler le repos général ? Le Monarque le plus puissant serait au reste de L'Europe, ce que le Prince, dont nous parlons, est au ban de l'Empire.

Cette partie du monde est aujourd'hui tellement partagée, que tous les peuples qui la composent ont mutuellement besoin des Américains : les plus riches pour avoir des consommateurs, & les autres pour suppléer à la stérilité du sol, ou au défaut de l'industrie.

La guerre dérange cette dépendance nécessaire, & nuit dès lors aux deux parties. De quoi s'agit-il dans la guerre d'Amérique ? d'affaiblir l'Angleterre dont le commerce s'étendait d'un Hémisphère à l'autre. On pouvait y parvenir là sans incendier des villes, & immoler des milliers de soldats sur une terre nouvelle. Il a fallu que l'Angleterre changeât d'administration, par une révolution particulière à la forme de son Gouvernement, pour se faire à cette idée simple & vraie. Il a fallu que le malheur du brave Cornwallis éclairât la Nation Britannique sur les suites du sac de la Nouvelle Londres, pour lui mon-

trer

trer la mauvaife politique qu'elle fuivait dans cette funefte guerre. Elle a connu, mais trop tard, qu'elle ne pouvait regagner l'Amérique, qu'en gagnant la confiance de fes habitans; & que la dévafiation & le carnage étoient de mauvais moyens pour parvenir à ce but. Elle a enfin connu qu'il ne faut pas ruiner un pays que l'on veut conquérir.

La République pourra tirer les plus grands avantages de l'Indépendance Américaine; dans le tems que les citoyens mal-intentionnés jettent du doute fur ces avantages. Que j'aime à les voir réfutés, non par des argumens, mais par des faits! L'empreflement des Américains à venir dans ce pays pour y nouer des correfpondances de commerce, juftifient les conjectures faites à ce fujet. Si dans un tems où tous les paffages font prefque bloqués pour arriver de l'Atlantique dans le Texel, les Américains affrontent tous ces dangers, pour aborder dans les ports de la République, & ne s'en retournent qu'avec d'immenfes cargaiſons, que fera-ce lorsque la navigation fera pleinement ouverte & libre entre les deux pays?

On demande fi une alliance avec les Américains procurera tous les avantages énoncés dans les requêtes des négocians?

L'alliance avec les Américains, dit-on, fera-t-elle difparaître la cherté des objets de nos manufactures, occasionnée par la cherté de la main-d'œuvre? La France, l'Allemagne & les parties de la Grande-Bretagne éloignées du centre de l'empire, ne leur procureront-elles pas ces objets plus facilement, pouvant les procurer à meilleur marché?

Cette objection prouve, il eft vrai, que nous ne ſetons pas les feuls à tirer des bénéfices du commerce de l'Amérique; mais elle ne prouve pas que ce pays, par l'avantage d'être un entrepôt général de commerce, ne puiſſe, à la faveur des autres spéculations mercantiles, faire paſſer en Amérique une grande quantité d'objets de nos manufactures; au

reste, la diminution de la main d'œuvre est un objet assez important, pour être pris en considération par le Gouvernement lui-même; il y a des moyens de la procurer; qu'on interroge le Patriarche de la branche Economique: il connaît toutes les ressources de ce pays; il en aurait bien trouvé d'autres que celles des loix prohibitives qui, quand elles ne seraient pas éludées, porteraient un coup sensible à la liberté du commerce, base de la prospérité de ce pays; cette matiere mérite une discussion particuliere; nous la réservons au tems où nous parlerons des efforts de quelques citoyens pour ménager une interdiction des manufactures étrangères dans ce pays; mais avant de finir ce Chapitre, j'ajouterai quelques réflexions sur la solidité du crédit Américain.

Bien des politiques ont, dès les commencemens de la guerre, observé qu'il ne manquait à l'Amérique que de l'argent pour se défendre contre les Anglais. Quelques millions de plus les auraient mis en état de soutenir leur crédit chez eux, d'agir plus vigoureusement contre les Anglais, par mer & par terre, & d'étendre leur commerce avec les Nations étrangères, surtout avec les Hollandais. Au lieu de s'épuiser par des emprunts comme les Etats qui dégènerent & sont plongés dans le luxe, elle aurait étendu ses entreprises, surtout celles des armemens particuliers qui sont une mine d'or pour elle. L'augmentation du numéraire la met encore en état de faire par le change, des remises aux marchands étrangers qui lui fournissent des denrées; elle ramene les cultivateurs dans les terres qu'ils ne quittent qu'à regret pour se livrer au travail des manufactures quand ils ne peuvent les tirer de l'Europe. Le véritable intérêt de l'Amérique consiste & consistera pendant longtemps dans la culture & le produit de ses terres. Ce n'est pas seulement la principale source de ses richesses; il est même de sa politique de la regarder comme telle. Qu'on juge d'après ces observations puisées dans
des

des sources fideles, quels avantages un peuple navigateur, commerçant, industrieux, habile dans les manufactures, & que ni la jalousie étrangere ni la guerre ne sauraient empêcher d'être le voiturier universel des productions du Globe, sera à portée de tirer de ce pays.

L'Amérique commence à se former une Puissance navale. Elle est occupée à construire des vaisseaux de ligne; la multitude de ses matelots, suite naturelle de la grande étendue de ses côtes navigables, la mettra bientôt en état de pouvoir non-seulement se défendre par elle-même, mais encore d'attaquer ses Ennemis, & de nettoyer entierement leur territoire de leurs odieuses garnisons.

*Suite de C H A P I T R E X L I. sur les
Troubles de Geneve.*

LETTRE d'un Citoyen de Geneve à Thomas Guillaume Raynal, Auteur de l'Histoire Philosophique & Politique des Européens dans les deux Indes.

„ Au premier moment du danger qui menaçait sa patrie, loin d'imiter ces citoyens qui l'ont désertée lâchement, sans parler de ceux qui ont appelé l'étranger devant ses murs, Jean-Jacques aurait volé, pour la secourir, sinon de son bras faible & débile, du moins de son éloquence, qui fut énergique & mâle jusques dans ses derniers jours. Hélas! il n'était plus. Dans cette crise funeste, j'ai jeté les yeux autour de moi, sur toute l'Europe; je n'ai vu que le sublime Raynal capable de le suppléer. Je vous ai écrit, pour vous inviter à venir jouer le rôle, que ses talens lui assuraient dans un petit Etat, devenu populaire. Sans doute ma lettre ne sera pas parvenue jusqu'à vous. Elle sera tom-

bée dans les mains de ceux qui ont juré la ruine de notre liberté renaissante; de peur, disaient-ils, qu'elle ne devînt une école de révolte pour les pays voisins; car on sait que les Français & les Bernois aiment beaucoup l'ordre & la subordination, *chez eux.*"

„ Vous qui, dans le sein du despotisme & des bienféances plus tyranniques encore, avez su braver les préjugés & sacrifier l'intérêt personnel sur l'autel de l'humanité, vous auriez trouvé auprès de nous la plus douce des récompenses pour les âmes grandes & sensibles. Ce théâtre était digne d'un tel Acteur. Vous auriez goûté la satisfaction de voir vos principes & vos idées réalisés. Vous auriez trouvé une Tribune aux harangues. La langue Française y aurait déployé ses ressources fécondes avec les beautés de votre brillante élocution & la force de votre mâle éloquence. Le langage de Raynal est fait pour des Genevois; il ne rendra jamais qu'un vain son pour les autres peuples. Vos maximes sont gravées dans le cœur de tous ceux qui lisent; sans doute ces perfides citoyens, qui ont sacrifié la patrie à leur intérêt particulier, n'avaient jamais lu Demosthène, Junius, Rousseau. Raynal. C'étaient pour eux des êtres inconnus. Il y a environ deux siècles & demi que les ténèbres de la superstition & de la barbarie, traînant après elles les chaînes de l'esclavage, couvraient l'univers. Un rayon de clarté échappé du sein de nos montagnes (*) frappa un de vos compatriotes. Jean Calvin, ainsi que vous, un des premiers écrivains de son siècle; comme vous, transfuge courageux des fonctions ministérielles du culte Romain, vint fixer son séjour parmi nous. De là, comme du sein fécond d'un astre enflammé, il lança ces traits de lumière qui ne tarderent pas à éclairer toute l'Europe. Il produisit une
heu-

(*) Le premier Réformateur fut Zwingle; il parut avant Luther.

heureuse révolution dans les esprits, il prépara les vrais principes de la morale & de la Religion. Il n'eût tenu qu'à vous d'occuper le même rang, d'aspirer à la même gloire. Calvin ébaucha les traits de notre constitution politique, vous auriez donné les derniers coups de pinceau. L'Empire des dogmes religieux est fini; Geneve aurait pu régner par celui de la politique."

„ Peu de personnes entendent les vrais principes des Gouvernemens. Le seul légitime est sans doute le Démocratique; mais il n'en faut pas conclure que la Démocratie pure soit un Gouvernement désirable. Il faut être ignorant ou de mauvaise foi, pour confondre notre constitution avec la Démocratie pure; dans ces especes de Républiques, non-seulement l'assemblée du peuple avait l'autorité législative; mais il était rare qu'elle laissât aux Magistrats la liberté d'exercer les fonctions dont ils étaient chargés. L'autorité du peuple à Athenes ne connaissait point de bornes. Les Magistrats n'y avaient qu'un vain nom. Les ordres du Sénat y étaient éludés, ses décrets & ses jugemens étaient cassés, s'il n'avait pas l'art de se conformer au goût du public. Il faut avouer qu'un tel Gouvernement est une source perpétuelle d'orages & de guerres intestines; mais ce n'est pas cette forme politique que nous avons réclamée: nous voulions que le Gouvernement fût populaire & l'administration Aristocratique, c'est-à-dire que les Magistrats ne fussent que les Officiers amovibles de la Souveraineté résidant dans le Conseil-Général ou l'assemblée de tous les Citoyens & Bourgeois. Le peuple ne vaut rien pour gouverner; mais il excelle à choisir ses Administrateurs. Aussi tous nos troubles ne sont-ils venus & ne se perpétueront que parce qu'à l'exception de quelques Officiers dont le peuple n'a pas même la nomination absolue, nos Conseils & nos Sénats se perpétuent eux-mêmes."

„ Hommes ambitieux, qui peignez le peuple sous les traits d'un monstre aveugle, qui doit être tenu sous le

le joug , & qui demande à être conduit par force dans la route d'un bonheur qu'il ignore . sachez que le Gouvernement arbitraire est un mal infiniment plus grand que l'anarchie ; celle-ci donne quelquefois du ressort aux ames ; & souvent l'on voit du sein de la plus horrible confusion sortir l'ordre le plus admirable & la législation la plus sublime. Mais le Gouvernement arbitraire est , de toutes les maladies du corps politique , la seule qui soit incurable , quand elle a fait de certains progrès. Un engourdissement général saisit alors les cœurs des citoyens , & étouffe la moindre étincelle du patriotisme. Vainement briserait-on les chaînes honteuses sous lesquelles ils gémissent , ces hommes lâches ont perdu le goût de la liberté ; ils baisseront encore la tête sous le joug & le recevront tranquillement de la main qui voudra le leur imposer."

„Que les ames froides ou esclaves fassent des plaisanteries sur ces grandes vérités ; elles sont dans e cœurs de la plupart de mes compatriotes. Ils furent ébranlés en voyant que toute résistance serait inutile contre le nombre supérieur des assiégeans & leur adresse dans l'art de détruire les villes. Mais la fureur & le désespoir se peignaient sur leurs visages ; plusieurs officiers ont brisé leurs épées dans les cercles ; plus de trois cens braves citoyens ont jeté leurs armes dans la rivière ; une morne consternation , à l'entrée des troupes méditrices , a montré suffisamment les dispositions générales. On insulte , il est vrai , à cette fureur impuissante qui s'est perdue en préparatifs stériles ; mais dès que la résistance est inutile ; dès qu'elle ne peut produire que des scènes affreuses , sans offrir le moindre espoir d'acquérir l'objet désiré , elle n'est plus qu'un délire cruel. Mais que ceux qui ont attiré le joug étranger , pour affermir le leur , ne se flattent pas d'un triomphe complet ; la plupart des bons patriotes fuient , à pas précipités , une domination odieuse ; ils désertent en fou-

foule: ceux qui croyaient avoir fait la paix, verront bientôt qu'ils n'ont fait qu'une triste solitude. Hélas ce pays allait fleurir plus que jamais sous les auspices de la vraie liberté."

„ Le beau triomphe qu'ont remporté nos adversaires! Supposé même qu'on leur abandonne tout l'extérieur du pouvoir suprême, ne le devant qu'à l'étranger, ils seront obligés de préférer toujours ses intérêts à ceux de leur propre patrie. Peut-être ne sera-t-elle pas esclave en apparence; mais le besoin de ménager de tels protecteurs, la nécessité de les flatter, pour conserver le pouvoir qu'ils tiennent de leurs mains, rendront l'esclavage de Geneve pire que celui des Monarchies absolues ou des Aristocraties pures. Ombres qui gemissiez encore autour de nos murs sur la triste issue d'un complot perfide; malheureux Allobroges, vous êtes vengés. Vos neveux viennent de faire une entrée triomphante dans ces mêmes murs, avec tout l'éclat de la pompe militaire."

„ Vous citoyens fiers & généreux qui ne pouvez supporter un spectacle aussi douloureux. où porterez-vous vos pas? Irez-vous chercher un azile chez votre ancien ennemi, le triste gardien des montagnes qui regne sur un pays où le mot *liberté* n'est pas même connu? Irez-vous chez ces puissans voisins où l'éclat du trône l'a reduite à ne plus exister que dans le nom de la Nation? Irez-vous chez vos anciens amis & confédérés qui n'ont pas craint de trahir sa cause en mêlant leurs cohortes avec celles de vos oppresseurs? Irez-vous chez vos autres Alliés qui, tacitement, par leur inaction, ont secondé vos Ennemis? Dans ce moment critique, Illustre Orateur des droits de la liberté, sublime Raynal, vos leçons nous enseignent encore une ressource. Il est dans un autre hémisphere un pays que votre plume enchanteresse a peint sous les traits les plus séduisans. Il a toujours été l'azile des peuples fuyant devant l'oppression. Le fer de la tyrannie vient de s'y briser. La liberté y

occupe le trône ; l'homme n'obéit qu'à la loi ; elle n'a que des organes fideles , puis qu'ils dépendent absolument du peuple qui les surveille toujours. Nous porterons notre patrie en Amérique. Quel spectacle de voir les Genevois abandonner une cité que la France a réduite à l'esclavage pour aller peupler un pays qu'elle a rendu libre !”

L’Affaire de Geneve est enfin achevée, sans aucune effusion de sang. En attendant les arrangemens qui seront pris pour rétablir le calme dans cette République agitée, le Ministère Français vient de faire publier la Relation suivante.

„ Le 8 Avril dernier, la partie la plus nombreuse de la Bourgeoisie, secondée d'un certain nombre de Natifs & d'Habitans de cette Ville, prit les Armes, attaqua la Garde de la République, s'empara des Portes, des Arsenaux & Magasins, alla ensuite enlever jusques dans la Chambre du Conseil, un certain nombre de Magistrats qu'elle insulta de toute maniere, & qu'elle a retenus Prisonniers dans une Auberge depuis ce jour, en les menaçant de les faire périr. Le Roi, Protecteur de la République, ayant pris des mesures, de concert avec le Roi de Sardaigne & le Canton de Berne, pour mettre fin à ce désordre, & pacifier la République, les Troupes des trois Puissances se sont rassemblées autour de Geneve, au nombre d'environ 12,000 Hommes, commandées par le Marquis de Jaucourt, le Comte de la Marmora & le Général Baron de Lentulus. La Bourgeoisie de Geneve avait réparé les Fortifications du côté de France, & pris toutes les mesures capables de prouver qu'elle voulait se défendre.”

„ Le 29 du mois dernier, à cinq heures du matin, les trois Généraux firent sommer la Ville par une Déclaration uniforme, à laquelle était jointe une Lettre aux Syndics, contenant les Publications qu'ils devaient faire, pour que l'Entrée des Troupes Françaises, Sardes & Bernoises, ne causât aucun désordre. Ils ne donnaient que cinq heures pour répondre. La Ville en demanda 24, qu'on accorda, en annonçant qu'on n'interromprait point les préparatifs de l'Attaque. Dès le même jour, le Marquis de Jaucourt fit ouvrir la tranchée. Le Dimanche, 30, nouvelle demande de

de délai, que les Généraux accorderent. Pendant cetems, les Français avaient dressé leurs Batteries, & les Troupes Bernoises étaient venues se placer à la gauche de celles de France. Le Comte de la Marmora avait formé l'enceinte avec les Troupes du Roi de Sardaigne, à la gauche du Lac & du Rhône. Après des délais encore accordés à la prière des Syndics, on allait commencer l'attaque, lorsque ce matin à deux heures, les Généraux ont reçu une Lettre des Syndics, qui leur annonçait que les Troupes seraient reçues dans la Ville. Le Pont qui traverse le Fossé du côté de France ayant été rompu, il a été convenu que les Troupes du Roi de Sardaigne occuperaient sur le champ la Porte-Neuve; un Détachement des Bernois qui avait passé le Lac, celle de Rive; & qu'aussitôt que le Pont du côté de France serait rétabli, le Corps de Troupes Françaises entrerait dans la Ville; ce qui a été exécuté. C'est ainsi que s'est terminée, sans coup férir, une entreprise qui aurait pu avoir les suites les plus funestes, parce que les Représentans avaient exposé la Ville à être bouleversée en cas d'attaque, en distribuant des Poudres dans les Maisons de leurs Adversaires. Il est vrai que dans le dessein de prévenir ce malheur, on avait pris des mesures pour se rendre Maître de la Ville sans employer ni Bombes ni Canons, & qu'il n'y aurait eu vraisemblablement d'autre mal que celui qui serait arrivé sur les Remparts."

„On ignore encore ce qui a déterminé les Représentans à se rendre, sans tirer parti des moyens de défense qu'ils avaient accumulés. Il y a apparence qu'enfin la voix des Personnes modérées de leur Parti a pu se faire entendre. Une trentaine de Représentans ayant essayé de se sauver par le Lac, dans un Bateau, ont été poursuivis par une Barque armée à Verfoy, & se sont jetés à la nage. On a seulement trouvé dans ce Bateau un Porte-Feuille rempli de Papiers, appartenans à un des Chefs. Aussitôt que le calme sera rétabli dans la Ville, le Marquis de Jaucourt & le Comte de la Marmora revêtiront le Caractère de Ministres-Plénipotentiaires, pour, de concert avec les Srs. Steiguer & de Watteville, nommés en la même qualité par le Canton de Berne, travailler à la Pacification de la République."

Il paraît, ainsi, que l'arrangement se fera sans qu'on ait recours à des exécutions sanglantes. Elles seraient d'au-
tant

tant plus déplacées, que les deux Partis se croient également autorisés par la raison, & qu'il ne faut pas juger des événemens qui surviennent dans une République populaire, d'après des principes d'une Aristocratie pure ou d'une Monarchie absolue. Aussi le Général Lentulus n'a exigé, pour entrer dans la Ville, que les Conditions suivantes.

„ 1. Que les Citoyens & Bourgeois se tiendront chacun dans sa Maison, sans en sortir que par la permission de l'Officier, qui commandera dans le Quartier. 2. Qu'on retirera la Garde donnée aux Négatifs détenus comme Otages, en les assurant qu'ils sont hors de tout péril pour leur vie. 3. Que les Conseils seront rétablis tels qu'ils étaient au 7 Avril dernier, avant la prise d'armes, en excluant cependant ceux des Représentans, qui en étaient Membres & qui ne le seront plus. 4. Que 21 des derniers Chefs de ce Parti (*) & désignés par leurs noms, sortiront incensamment de la Ville, munis de Passeports, s'en éloigneront de 20 lieues, & attendront dans la retraite, ce qu'il plaira à la République de statuer sur leur compte. 5. Enfin qu'aucun Citoyen ou Bourgeois ne pourra s'approcher de l'Hôtel-de-Ville, où personne n'entrera que les Syndics, le Lieutenant & les Auditeurs.”

(*) Ces Chefs sont Mrs. Dentand ; Ringler ; Achard ; Lamotte ; Sorer, Auditeur ; Claviere ; Grenut ; Richard ; Vieusseux ; de Roveray ; Achard ; Guerre ; Chauvet ; Flournoy ; J. M. Chappui ; Vernes, Pasteur ; Bonnet, Capitaine ; Lechet ; Lazare ; Rigaud ; Bouvier ; Joannin.

Ces Feuilles périodiques paraissent régulièrement, tous les Lundis à Amsterdam, chez J. A. Crajensbot ; à Harlem, chez Walree ; à Leide, chez Luzac & van Damme, & Les Freres Murray ; à la Haye, chez J. van Cleef, Detune, van Drecht & La Veuve Staatman ; à Gouda, chez Van der Klos ; à Rotterdam, chez Bennet & Hake, & D. Vis ; à Dordrecht, chez Bluffé ; à Deventer, chez Leemborst ; à Groningue, chez Huyzingh ; à Nimegue, chez Van Goor ; à Arnhem, chez Troost ; à Bois-le Duc, chez J. H. Pallier, à Hambourg, chez J. G. Virchaux & chez les principaux Libraires des Pays-Bas.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

 N°. LXXVII. LUNDI, ce 29 JUILLET, 1782.

C H A P I T R E XLVIII.

Sur les Brochures & les Feuilles en faveur du parti Anglomane.

Il nous est sans doute permis d'avertir le public que nous avons attendu vainement les trois mille florins, que nous avions demandés à l'Auteur de l'*Ouderwetſche Nederlandſche Patriot* ; non pour nous, mais pour soulager un de ses Admirateurs prêt à périr dans la dernière détresse ; cependant il ne faut pas en conclure que l'Auteur soit mort tout de bon, comme nous l'avions craint ; il paraît avoir connu notre appel ; car, pour montrer son existence, il a fait annoncer une dizaine de ses numéros à la fois, qui seront sans doute aussi sublimes, aussi patriotiques que les premiers. Il faut donc conclure que l'Auteur n'est pas aussi riche qu'il le prétendait : ainsi tombe l'argument qu'il avait tiré de son opulence pour prouver qu'il avait plus d'esprit que ceux contre lesquels il vomissait des injures. Le voilà forcé jusque dans son dernier retranchement. Il ne pourra donc plus dire : je suis le plus riche, donc mes argumens sont les meilleurs.

Mais, dans ma pauvreté même, j'ai toujours eu le cœur noble & compatissant ; on sait que je n'ai jamais invoqué d'autre vengeance contre mes Ennemis qu'en

demandant au gouvernement, qu'on leur laissât toute liberté de déraisonner. Aussi ne veux je pas profiter du discrédit où ils sont tombés, pour insulter à leur malheur ; je laisse la vengeance aux âmes étroites & partiales. Pour donner une preuve mémorable de ma magnanimité envers des Ennemis qui indiquaient la nécessité de me faire pendre ou noyer, comme l'argument le plus propre à me réduire au silence, je vais leur enseigner un moyen de se tirer de l'oubli ou du mépris outrageant qu'on fait d'eux dans toute la République. Voici l'esquisse d'une Requête qu'ils pourraient présenter ; ce n'est qu'une ébauche de ma main rude & grossière ; je laisse à leurs plumes élégantes & bien taillées de la porter à sa dernière perfection.

A tous les Magistrats & Régens préposés pour l'administration civile & politique des Pays-bas-Unis.

Représentent très-humblement les souffignés qu'ils sont hors d'état de suivre leur carrière, d'écrire des brochures ou des feuilles hebdomadaires, dans tous les formats depuis l'*in-24* jusqu'à l'*in-folio*, pour défendre les Anglais que nous devions autrefois assister par crainte, actuellement par commisération pour les services aussi importans qu'innombrables qu'ils nous ont rendus dans tous les tems, contre l'univers entier qui les abandonne ou leur fait la guerre ; attendu que depuis le manifeste de Leurs Hautes Puissances qui les ont déclarés Ennemis de l'Etat, & surtout depuis la reconnaissance solennelle qu'elles ont fait de l'Indépendance de l'Amérique ; notre commerce est tombé de la manière la plus déplorable ; au point qu'un d'entre nous (l'*Ouderwetfche Patriot*) en est, de son propre aveu, pour ses frais qui sont considérables & qu'à notre grand détriment & à notre douleur extrême, on ne demande plus comme auparavant des brochures, & des feuilles fabriquées d'après notre système ; quoique nous ayions porté la licence jusqu'à traiter les Souverains de Frise de faiseurs de
fro-

fromage, jusqu'à nous faire abandonner par ceux que nous élevions jusqu'aux nues ; & quoique même on nous désigne publiquement comme des traîtres & des Ennemis de la patrie ; la curiosité n'en est pas plus grande à rechercher & lire nos productions. Au moins si quelque Magistrature ou quelque Régence eût déferé nos ouvrages à l'animadversion publique, nous aurions pu espérer que cet éclat nous aurait relevé. Mais vainement avons-nous accumulé les injures contre la ville d'Amsterdam, employé les personnalités les plus irritantes contre des personnes de tous les rangs, on n'a pas même fait attention à nous ; les personnes que nous avons attaquées, nous ont, ainsi que les neutres, unanimement écrasé, sous le fléau du mépris ou de la raillerie : la nation entière semble avoir conspiré pour ne lire que les écrits de nos adversaires ; elle méprise tout autre papier public. Comme l'Auteur du *Reynier Vryaarts Brieven*, s'en est plaint beaucoup avec raison ; il aurait pu ajouter qu'aucun de nous n'ose se faire connaître publiquement, crainte d'être lapidé. Est-ce donc la liberté qu'on a dans un pays libre ; nous qui pensions avoir le droit de faire pendre ou incarcérer quiconque ne pensait pas comme nous ? L'animosité du peuple des lecteurs contre nous va si loin, qu'un Gazetier étranger, établi sur la frontière, avec tout son esprit & ses saillies, s'est vu dans le cas de se plaindre de la diminution de ses souscripteurs, uniquement pour avoir laissé entrevoir qu'il s'était rangé sous nos étendards.

Représentons de plus pauvres malheureux que nous sommes, que nous avons offert humblement à divers libraires d'écrire pour le système actuellement dominant, à beaucoup meilleur marché que nous ne faisons pour l'ancien ; mais que nous n'avons trouvé personne qui voulût accepter notre offre ; au point que nous serons bientôt obligés d'imprimer à nos propres frais, comme l'*Ouderwetsche Patriot*, sans avoir comme lui l'espoir d'un puissant soutien.

Ainsi nous nous voyons à tout moment à la veille

de mourir de faim avec nos femmes & nos enfans; n'ayant jamais su d'autre métier que de faire des citations infidèles, des dénonciations personnelles, d'employer l'injure au défaut de raison, d'appeler nos adversaires méprisables & infâmes, parce qu'on leur faisait plus d'accueil qu'à nous: nous n'avons pas même d'espoir du côté des Anglais; les pauvres diables peuvent à peine se soutenir eux-mêmes; comment nous fourniraient-ils des ressources?

Ainsi nous prions toutes vos vénérables Seigneuries de faire en sorte ou de nous proscrire pour nous donner de l'importance, ou de nous procurer des ressources certaines, ou d'enjoindre, sous peine d'emprisonnement, à tous & un chacun; d'acheter & de lire nos écrits. Autrement la génération qui va paraître, courra grand risque de perdre la race utile de ceux qui soutenaient les points suivans:

1. Que le premier Magistrat de la République est infallible.

2. Que dans une République comme la nôtre; il convient d'avoir de nombreuses armées & point de marine ou, ce qui revient au même, des navires enchaînés dans les ports.

3. Qu'il n'y a pas de meilleur moyen pour avoir une paix perpétuelle avec les Anglais que de leur pardonner tous les affronts, de leur abandonner tout ce qu'ils nous demandent & de faire cause commune avec eux dans toutes les guerres qu'ils entreprendront.

&c. &c. &c.

&c. &c. &c.

(Signés) Les Auteurs du *Politiek Vertoog*, *Ouderwetsche Patriet*, *Post naar den Neder-Rhyn*, *Correspondance Politig. Het waare Daglicht*, *Zeven Dorpen in Brand*, *Request van 't Sleepers Gild*, *Pbileen-ijberus Batavus*, *Brieven over de tegenwoordige tydsomstandigheden*.

CHA-

C H A P I T R E XLIX.

Sur l'Etat actuel des affaires intérieures & extérieures de la République Belgique.

La Flotte de l'Etat est enfin sortie ; depuis le 6 de ce mois elle est en possession de l'empire de la mer du Nord ; ses vaisseaux destinés pour les Indes-Orientales & Occidentales ont profité de cette occasion pour porter à ces pays lointains des nouvelles de leur patrie & les rafraîchissemens qu'ils en attendaient depuis si longtems. Nous pouvons prendre notre revanche sur nos Ennemis ; nous pouvons enfin interrompre leur commerce, alarmer leurs côtes dans la mer du Nord, pendant que les Français & les Espagnols les tiendront bloqués dans la Manche. Leurs flottes marchandes ne pourront plus entrer ni sortir, sans courir le danger d'être enlevées. L'indolence, l'immobilité, qu'on reprochait aux Ennemis de l'Angleterre, vont se changer en scènes de vigueur & d'activité. Attendons de grands effets de cette heureuse combinaison entre la France, l'Espagne & les Pays bas-Unis. L'occasion est unique. Des forces aussi redoutables ne doivent pas abandonner la partie avant d'avoir tiré vengeance des outrages de la Grande-Bretagne, en lui portant des coups sensibles.

Mais, pour que la navigation de ce pays obtienne ce triomphe, que ses forces, les promesses de l'administration suprême & les diversions des Ennemis aient dû lui assurer depuis longtems, que de clameurs, de plaintes, n'a-t-on pas entendu pousser ? L'instant du dénouement paraît enfin venu. On verra bientôt si la République n'aurait pas pu déployer auparavant de la force & de l'énergie. Plusieurs membres de l'Administration fédérative demandent hautement à voir tous les documens relatifs à l'administration des choses maritimes. Sans doute le rapport fait dernièrement par les Amirautés ne leur semble pas suffisant. La Zeelande même, qui paraissait mon-

trer tant de répugnance à concourir aux opérations générales de la guerre, est une des premières à demander pourquoi on ne les a pas poussées avec plus de vigueur. Goes, Middelbourg, Fleffingue, Zirikzee ont parlé sur cet article avec une vigueur qui a étonné les autres confédérés. Goes, d'après une Résolution du 29 Juin, proposait d'abord de suspendre les prières publiques ordonnées tous les mois, jugeant que l'Etre Suprême n'était pas obligé de faire des miracles en notre faveur, qu'on ne pouvait lui demander des victoires, pendant que nos flottes seraient enchaînées dans nos ports, d'après cette maxime, énergique quoique populaire : *aides-toi ; le bon Dieu t'aidera.* On s'est rappelé à ce sujet l'histoire de cette bonne vieille qui ne manquait jamais d'assister au tirage des billets de la Grande-lotterie ; elle paraissait fort attentive aux numeros qui sortaient de la roue de fortune ; quelqu'un qui avait souvent observé son attention à ce moment, son assiduité à se trouver régulièrement à ces assemblées, prit occasion de lui demander ? si elle mettait beaucoup à la lotterie *Jamais, rien. Eh ! mais pourquoi prenez-vous tant d'intérêt aux tirages ? Vous ne pouvez espérer de gagner.* Pourquoi non, répondit-elle ? *on ne fait pas ce qui peut arriver.* Puisque la fortune de la guerre ne dépend pas toujours du hazard ou des accidens imprévus, que la prudence & la supériorité peuvent fixer le plus souvent ses caprices ; espérons que mettant en oeuvre, quoiqu'un peu tard, ces deux mobiles puissans, nous pourrons tirer quelque bon lot d'une Lotterie où notre faiblesse nous a causé de si grosses pertes.

Middelbourg, Fleffingue & Zirikzee ont surtout poussé les hauts cris, de ce que la République, pouvant opposer des forces supérieures à l'Ennemi, on lui laissait l'empire de la mer, au point qu'avec des forces très-inférieures ; il avait su tenir bloquées celles de la République pendant long-tems, empêcher leur jonction ; & que la plupart des corsaires qui avaient hasardé de sortir, étaient tombés entre ses mains.

Mais

Mais nul n'a parlé d'un ton plus ferme que les Etats de Frise. La piece est trop propre à développer les dispositions actuelles de la nation Frisonne, à montrer le tour que prennent les affaires, pour souffrir une mutilation. La voici dans toute sa teneur & son intégrité.

AVIS du Quartier d'OOSTERGO

„ Le Quartier est d'Avis, que rien n'est plus nécessaire ni plus décent, que de se tourner, dans la présente conjoncture des affaires si pleine de sollicitude, vers notre Dieu & celui de nos Peres, avec des impressions profondes de sa Toute-Science, de sa Justice, de sa Sainteté, de sa Grace & de sa Clémence, afin d'exposer de la maniere la plus humble, sans déguisement & en vérité nos besoins & les circonstances devant sa très-sublime & glorieuse Majesté, dont l'œil pénètre tout; de lui faire avec contrition l'aveu de nos péchés & de nos injustices; de le supplier avec ardeur de nous les pardonner pour l'amour de *Jesus*; & de le prier avec dévotion de nous accorder son gracieux secours & notre délivrance. Il propose en conséquence aux autres Quartiers le projet d'une Lettre-Circulaire, pour la tenue d'Heures de Prieres publiques, ainsi qu'elle suit.

NOBLES, FE'AUX, CHERS & AME's.

PUISQUE Dieu ordonne: *Invokes-moi au jour de ta détresse*; qu'il y ajoute l'assurance gracieuse, *Je t'en tirerai*; & qu'afin qu'il ne manque rien à ce bonheur, il dit encore, *Et tu me Glorifieras*; nous avons toute raison d'approcher à la présente Epoque très-allarmante, & dans les tems sombres & pleins d'inquiétude où nous nous trouvons, avec confiance, mais en humilité devant ce Dieu, en qui nos Peres ont toujours trouvé un refuge sûr dans des jours nébuleux & d'angoisse, & de le supplier de la maniere la plus humble d'avoir pitié de nous; d'accorder gracieusement aux Régens de ce Pays, & aux autres Membres du Gouvernement de cette République, dans leurs Conseils, toute la sagesse & la prudence requises, réunies à l'ancienne franchise mâle & Batave; de couronner leurs Résolutions de ses Bénédictions Divines; de donner aussi gracieusement à S. A. S., l'Amiral-Général, auquel la direction des

Flottes a été confiée par une suite des horreurs & de la confusion des années 1747 & 1748, la sagesse, le courage, la perspicacité & la prudence mâle, qui lui sont si hautement nécessaires. afin que, rempli d'un amour ardent & brûlant de zele pour notre Patrie, il réponde à toute l'importance du Poste dont il s'est chargé, qu'il employe les moyens rassemblés à des frais immenses; & qu'ensuite il plaise au Dieu des Armées de bénir gracieusement nos Entreprises, nos Marins & nos Armes, afin que dans la suite nos Finances ne soient plus épuisées à pure perte, & le Pays chargé inutilement de Dettes insolvables; mais que le superbe Anglais puisse enfin apprendre, d'une maniere sensible pour lui, à ne plus se montrer devant nos Côtes, croiser dans nos Eaux & insulter nos braves marins par des défis audacieux; qu'ils le combattent avec courage en se reposant sur la puissance Divine, qui a bien voulu se manifester avec tant de bonté & de gloire sur le Doggersbank; & qu'ils obtiennent sur lui de nouvelles Victoires, afin de procurer ainsi une Paix générale, honorable, avantageuse & permanente. Et attendu que, depuis longtems l'on s'est plaint avec la plus grande raison de la lenteur, qui regne à l'égard de notre Marine, mais que les Auteurs de cette lenteur sont resté inconnus jusqu'à présent, nous devons prier de la maniere la plus humble un Dieu à qui rien n'est caché, de vouloir les découvrir immédiatement, afin qu'ils soient livrés à la Justice & punis publiquement, sans considération de Personne, ni de Rang, sans connivence, ni pardon, & que ce bon Pays soit purgé des pestes dénaturées, qui déchirent cruellement le sein de leur tendre Mere: Et, s'il se trouvait aussi des Gens, qui, pour remplir des vues perverses, fissent impudemment des tentatives continues, pour entraîner même des Membres du haut Gouvernement par des promesses ou des menaces, dans leurs intérêts, que de telles Gens soient convertis, ou que leurs Conseils d'Achitophel s'évanouissent en fumée, & qu'ils reçoivent la punition due à leurs Crimes.

Cependant, comme nos Pechès & nos Iniquités nous rendent indignes de ces Graces, nous voulons qu'il en soit fait une sincere Confession à ce Dieu, qui en même tems qu'il est juste & saint, sans tache, n'en est pas moins Miséricordieux & disposé à des Pardons itératifs, en le priant avec la plus profonde humilité de pardonner nos Transgressions multipliées, de nous accorder la grace puissante du St. Esprit,
pour

pour l'Amendement de nos vies, de nous exaucer, & de nous délivrer de notre très-grande détresse, le tout uniquement par les mérites infinis & très-parfaits de *Jésus Christ*, le Fils de son Amour & de sa Grace.

Et afin qu'il soit satisfait successivement à ces bonnes intentions, nous avons jugé à propos d'établir à cet effet la célébration d'heures de Prières publiques pour chaque mois, afin de les tenir à celle du mois, que les Quartiers respectifs jugeront à propos de fixer ultérieurement; voulant que tout ce qui pourrait aucunement troubler cet Acte Religieux & Solennel, soit rigoureusement défendu; vous ordonnant d'en informer, le plus promptement possible, les Pasteurs & Ministres du St. Evangile dans vos Districts, de leur enjoindre de se régler dans leurs Prières exactement sur la teneur de la Présente, jusqu'à ce qu'il survienne du changement & que nous expédions une autre Formule; voulant que cet Acte Religieux soit d'une heure de durée. Et, comme c'est notre sérieuse intention, que tous les Citoyens consacrent ce tems, nous voulons que toutes les Sociétés Religieuses tolérées se réunissent dans leurs Assemblées, pour invoquer Dieu avec ardeur; qu'en conséquence, la Présente soit publiée partout où il est d'usage, afin que nos intentions soient universellement connues, & que chacun s'y conforme: Sur quoi, nous reposant, &c.

Tout semble présager des révolutions importantes dans l'intérieur de cette République. Les sentimens qu'on trouve exprimés dans cette piece intéressante ne sont pas particuliers à la Frise. Ils sont répandus dans toute l'étendue de la République. Ils ont une multitude de partisans; & leur nombre, au lieu de diminuer, semble augmenter chaque jour. Ce que nous avons prédit en commençant la composition de ces feuilles paraît se réaliser.

Tous les bons citoyens paraissent sentir que, s'il n'y a pas des coupables parmi les Officiers chargés d'exécuter les ordres dans la Marine, il y a dans l'administration en général des défauts essentiels qu'il importe de faire disparaître. Il est, sans doute, d'un bon citoyen de maintenir le gouvernement présent; mais si cette règle était prise à la rigueur, nous n'aurions jamais

secoué le joug de Philippe ; jamais on n'aurait rétabli le Stathouderat ; il ne serait pas même permis de faire connaître les abus qui s'introduisent imperceptiblement dans tous les ouvrages des hommes, quelque parfaits qu'on les suppose. Il est effectivement certain que si les Administrateurs patriotes ne profitent pas de ce moment de fermentation pour réparer l'édifice chancelant de la confédération Belgique, ce beau monument de la liberté moderne, courra le plus grand risque de crouler sur lui-même, s'il n'est pas démoli par des mains étrangères. Les documens qui émanent chaque jour des corps d'Etat, indiquent assez qu'il regne une défiance générale & les soupçons les plus odieux. Partout le peuple semble demander le recouvrement de ses anciens droits dans l'administration publique. Un grand nombre d'Administrateurs eux-mêmes desireraient ne dépendre que des anciennes corporations populaires, pour avoir plus de liberté à exposer leurs sentimens patriotiques ?

Dans ce mouvement général, Amsterdam qui a donné la première impulsion aux esprits, reste dans le silence. La plus grande partie des villes de Hollande, celles-mêmes qui passaient autrefois pour le plus faciles à subjuguier, prennent les résolutions les plus importantes, les plus courageuses. On dirait qu'Amsterdam, depuis qu'elle a paru mollir dans sa démarche contre le Duc de Brunswick, a changé de système & d'esprit. Une feuille hebdomadaire, publiée dans l'idiome national, lue avec une avidité qui en fait regarder les Auteurs comme les Oracles de la nation, auxquels on ne peut refuser la gloire d'avoir le plus contribué à établir les opinions qui commencent à prévaloir, en un mot le *Post van den Neder-Rbyn* s'exprime à cette occasion avec la plus grande force dans un de ses derniers numéros. „ Amsterdam, „ dit-il, a toujours été la plus ardente à se présenter pour soutenir la liberté nationale, quand elle „ a été menacée, soit au dehors, soit au de- „ dans. Elle s'est surtout signalée pour prévenir „ cette

„ cette guerre malheureuse où des Traîtres nous ont entraînés.”

Cette réflexion est juste. Que l'on jette en effet les yeux sur les Résolutions prises dans le Sénat d'Amsterdam en 1778, 1779, jusqu'à la fameuse démarche du 8 juin de l'année dernière. On la voit la première & souvent la seule à s'opposer à tout ce qui pouvait porter quelque atteinte aux droits essentiels des habitans, aux avantages d'un commerce & d'une navigation libres. A peine a-t-elle entrevu les dispositions de l'Angleterre à faire des cessions aux Américains pour en tirer des conditions défavorables à notre commerce, qu'elle prit sur soi les intérêts de la République entière & prépare un plan de traité de Commerce, pour prévenir les coups que la jalousie & l'avidité des Anglais pouvaient nous porter dans ce pays-là.

Cette conduite éclairée, courageuse & patriotique acquit à la ville d'Amsterdam une estime, une confiance, un ascendant si grands dans toute la République, qu'elle pouvait espérer de l'appui dans les démarches les plus hardies. Les acclamations générales en sa faveur, l'ardeur avec laquelle on la célébrait comme la protectrice de la liberté belge, étouffaient les clameurs des Traîtres qui cherchaient à la faire passer pour la seule cause de tous nos malheurs & l'Ennemie naturelle des autres membres de la Confédération.

„ Mais hélas,” dit la feuille déjà citée, „ que disons-nous de cette Reine de la Hollande, qui paraît actuellement enchaînée par les Ennemis de la liberté? On désespère de sa fermeté; on va jusqu'à croire qu'elle a perdu toute ardeur pour s'opposer aux usurpateurs des droits des citoyens, qui triompheraient déjà, si d'autres villes de Hollande, & de braves Citoyens dans les autres Provinces, n'avaient, avec un courage héroïque, pris en main les intérêts de la patrie.”

Je ne saurais dire sous quel rapport cette accusation serait fondée; ce que disent certains patriotes, c'est que
dans

dans les tems où l'on se portait avec tant d'ardeur à la reconnaissance de l'Indépendance Américaine, Amsterdam montra la plus grande répugnance pour cette démarche; c'est qu'elle a fait paraître la plus grande disposition pour accepter les offres d'une paix particulière par la médiation de la Russie; c'est que le Pensionnaire van Berckel, dont tous les partis avouent les vertus & les talens, éprouve des obstacles constans à rentrer dans les fonctions où il a si bien servi sa patrie; c'est que cette ville qui se plaignait avec tant d'énergie de la lenteur & de l'inaction de nos opérations navales, a gardé le plus profond silence dans ces derniers tems où les clameurs étaient si vives & si générales.

L'histoire cherchera dans quelque tems les causes secrètes de ce changement de conduite. Il sera d'autant plus difficile de les découvrir que nous avons à la tête de la Régence des ames dont les sentimens n'ont jamais varié, dont le patriotisme est au-dessus du soupçon, & dont la postérité ne pourra prononcer les noms qu'avec l'enthousiasme & l'attendrissement de l'admiration.

Suite du C H A P I T R E XLVII.

*Sur l'Indépendance de l'Amérique, & particuliere-
ment sur les dispositions des Anglais à cet égard.*

D'après la déclaration du fameux Charles Fox en plein Parlement, d'après les démarches-même des Anglais à l'égard des Américains, on est étonné de les voir hésiter à reconnaître l'Indépendance Américaine. Nous avons rapporté les principales raisons de ceux qui sont en faveur de cette déclaration. On fait qu'ils vont jusqu'à soutenir que cette reconnaissance prompte est le seul moyen de tirer l'Angleterre de l'état critique où elle se trouve. Il faut que le parti contraire veuille auparavant s'assurer si cette reconnaissance lui procurera les avantages qu'on en promet. Ils veulent auparavant savoir si les Américains

cains, reconnus indépendans, se contenteront de cette déclaration, qui, dans le fond, ne leur accorde que ce qu'ils possèdent déjà. Les Américains ont déjà déclaré qu'ils ne regardent pas cette cession comme un bienfait; ils semblent donc attendre davantage; ils ne verront sans doute pas les Anglais avoir des garnisons dans leur voisinage; peut-être même exigeraient-ils la cession du Canada qu'ils inviterent autrefois à accéder à leur confédération. Le Cabinet de St James, voudrait sans doute, savoir à quoi s'en tenir sur ces articles avant d'aquiescer à l'Indépendance des Américains; d'ailleurs, cette déclaration d'indépendance, avant d'être assuré de la paix avec ces peuples, serait très-funeste aux Anglais; car dès lors toutes les nations neutres s'en autoriseraient pour porter leur commerce dans ce pays; ils y formeraient des liaisons de commerce; & les Anglais en faisant la paix, trouveraient toutes les places prises. Il paraît que ces idées formaient la base du système de l'administration éphémère qui vient de paraître & disparaître dans la Grande-Bretagne.

Comme il importe essentiellement d'approfondir ces sentimens, pour prévoir l'issue de cette importante querelle qui approche du dénouement, il convient de donner une idée claire des dispositions du Ministère Britannique à ce sujet.

Les deux partis qui ont occasionné une nouvelle révolution dans le Ministère Britannique, paraissent s'accorder à reconnaître l'Indépendance Américaine. Mr. Fox demandait qu'elle fut reconnue à l'instant, sans équivoque ni condition. Les Ministres de l'opinion contraire ne voulaient l'accorder que comme la condition nécessaire d'une paix avec la France, l'Espagne & la Hollande.

Mr. Fox regardait cette reconnaissance préliminaire, comme le seul moyen de faire tomber les armes des mains de l'Amérique, de l'intéresser au sort de la Grande-Bretagne, ou du moins comme le seul moyen de mettre les forces Britanniques en état de résister à la ligue de ses autres Ennemis. Cédons, dit-il, aux
Amé.

Américains l'Indépendance dont ils sont déjà en possession ; disons leur franchement : „ Nous n'attendons ni ne demandons rien en échange. Jouissez librement de ce que nous n'avons aucun droit de vous disputer plus longtems : nous ne vous pressons aucune condition en retour.” Est-il à concevoir , poursuivait Mr. Fox , que cette conduite mâle & généreuse ne feroit aucune impression sur les Américains. Avons-nous d'autre moyen pour regagner cette amitié que nous avons perdue , pour éteindre cette animosité que nous avons enflammée ?

La suite au N^o. prochain.

LETTRE au Politique Hollandais sur le crédit de la République Américaine, pour servir de suite au

CHAPITRE XLVII.

Il parut, il y a déjà bien du tems, deux lettres sur le crédit de l'Amérique Septentrionale. Ce pays était alors trop peu connu ; l'esprit Anglomane régnait encore trop ici , pour qu'elles fissent sensation. On les attribue au Docteur Franklin ; aussi les papiers Anglais qui en ont fait mention sous le nom de ce fameux Auteur , n'ont pas manqué d'en dire beaucoup de mal ; l'événement montre enfin ce qu'on doit penser du jugement & de l'impartialité de ces critiques où l'intérêt national est compromis. Comme l'apparition de ces deux lettres était prématurée pour la nation Hollandaise , vous m'obligeriez beaucoup de leur donner une existence utile , en les publiant dans votre feuille , par extraits , suivant que la discussion d'autres matières plus importantes pourra vous le permettre.

P R E.

**PREMIERE LETTRE d'un Négociant de... à son
Correspondant à..... sur le Crédit de la Grande-Bre-
tagne, d'un côté, & de l'Amérique Septentrionale.
Unie, de l'autre.**

Vous demandez, MONSIEUR, de savoir les raisons qui me déterminèrent, il y a deux ans, à réaliser si subitement mes fonds d'Angleterre; & celles qui m'ont engagé depuis à confier mes marchandises & mon argent aux Américains. Je serai fort court sur la première de ces questions. Je ne vou-
lois plus d'un débiteur que je voyois s'engager dans une en-
treprise toujours très-mauvaise, quel qu'en fût le succès;
& l'événement a justifié ma prévoyance. Pour avoir vendu
à 88 des Fonds qui sont aujourd'hui à 78, j'ai 30,000 flo-
rins de plus que je n'aurois si j'avois tardé.

Quant à l'autre Question, le sujet avoit été agité à table
entre un Philosophe, un Politique, & moi. Le premier
s'étoit étendu sur la satisfaction que doivent goûter les ames
généreuses, lorsqu'elles réfléchissent qu'en aidant de leur
crédit & de leur argent des peuples qui résistent à la tyran-
nie, elles appuient la cause de la liberté, qui est celle de
tous les hommes. Le second m'avoit rappelé la dernière
Guerre entre l'Angleterre d'un côté, la France & l'Espagne
de l'autre; les conquêtes & les triomphes dont les fiers
Bretons furent redevables principalement à leurs trop fideles
Freres les Américains; les violences, les injustices, les brigan-
dages qu'ils s'étoient permis contre nous, leurs bons amis
& alliés; l'empire des mers qu'ils s'arroyaient avec une
insolence de plus en plus alarmante pour toutes les nations
intéressées à la liberté de la Navigation, &c. Il en avoit in-
inféré, que ce qui pouvait arriver de plus heureux pour
l'Europe en général, & pour cette République en particu-
lier, c'étoit une séparation totale entre la Grande-Bretagne
& ses Colonies; l'Indépendance absolue de celles-ci; l'a-
bolition du Monopole des Anglais dans une partie si confi-
dérable de notre Globe; le Commerce de tant d'Etats af-
franchis ouvert à tous les Peuples; l'Amérique-Méridiona-
le délivrée du danger de devenir à la première Guerre la proie
des forces unies de la Grande-Bretagne & de l'Amérique
Septentrionale, &c. Et du tout il avoit conclu que c'é-
toit être bon citoyen, que d'aider celle-ci à secouer le joug
de celle-là.

Après nous être séparés, mon intérêt personnel & présent
me

me fit faire les réflexions suivantes, fondées sur la connaissance que j'ai acquise des affaires en général, & de celles en particulier de l'Angleterre & de l'Amérique; contrées où j'ai voyagé, séjourné, & fait beaucoup d'affaires. J'avoue, que ce ne sont que ces réflexions qui m'ont déterminé à négocier avec les Américains, & à leur faire des avances. Cela n'empêche pas, qu'à côté de la satisfaction de voir mes Traités honorés, & mes intérêts bien payés, je ne goûte aussi celle de pouvoir penser que mes opérations sont utiles à l'Humanité, à l'Europe, & à ma Patrie.

En fait d'Emprunts pécuniaires, le crédit d'un homme dépend plus ou moins des considérations suivantes.

I. *Sa conduite connue par rapport à des Emprunts précédents, & l'exaétitude avec laquelle il les a acquittés.*

II. *Son industrie dans la gestion de ses affaires.*

III. *Sa frugalité dans ses dépenses.*

IV. *La solidité de ses Fonds, lorsqu'il a des biens d'un bon rapport, & exempts de dettes antérieures; d'où s'en suivent les moyens assurés de payer.*

V. *Sa perspective, bien fondée, de plus grandes richesses à l'avenir, soit par l'amélioration de son bien, soit par des secours d'ailleurs.*

VI. *Sa prudence connue dans le maniement de ses affaires ordinaires; & l'avantage que lui procurera vraisemblablement le bon usage de l'Emprunt qu'il se propose de faire.*

VII. *Sa vertu reconnue, & l'honnêteté de son caractère manifestée par le paiement volontaire de dettes qu'aucune loi n'aurait pu l'obliger à payer.*

Les mêmes circonstances, qui donnent du crédit à un Particulier, doivent inspirer, & inspirent aux prêteurs d'argent une certaine confiance en des Communautés, ou en des Nations.

Or, si nous voulons considérer & comparer la Grande-Bretagne & l'Amérique sous ces différents points de vue, pour savoir en laquelle des deux il y a le plus de sûreté à prêter son l'argent, nous le verrons.

La suite au No. prochain.

Aux Adresses ordinaires.

POLITIQUE

HOLLANDAIS.

 N^o. LXXVIII. LUNDI, ce 5 AOÛT, 1782.

*Suite de la LETTRE au Politique Hollandais sur le
crédit de la République Américaine, pour servir de sui-
te au*

C H A P I T R E XLVII.

I. *A l'égard des Emprunts antérieurs*, que l'Amérique, qui emprunta dix Millions Sterlings durant la dernière Guerre pour l'entretien de son Armée de 25 mille Hommes, & pour ses autres charges, a fidelement payé & acquitté cette dette, & toutes ses autres dettes, sans exception, en 1772 (*), tandis que la Grande-Bretagne, pendant ces dix années de paix & d'un Commerce lucratif, n'a fait que très-peu, ou point de réduction de sa dette; & qu'au contraire elle a diminué de temps en temps les espérances de ses Créanciers, par une dissipation frivole, & par un mauvais emploi du Fonds d'amortissement que l'on avait destiné à sa libération.

II. *A l'égard de l'industrie dans les affaires*, tous les hommes en Amérique sont occupés, les uns à cultiver leurs terres, & c'est le plus grand nombre; les autres à la navigation, aux arts & au commerce. Un homme oisif y est une rareté. L'oisiveté & l'inutilité y forment un caractère de

discre-

(*) Cette assertion, fondée sur la vérité, sur le témoignage de tous les Anglais instruits, n'en déplaît au Doyen Tucker, suffit pour démontrer les ressources de l'Amérique, la solidité de son crédit, & la bonne foi des Habitans.

difcrédit. Il n'en est pas de-même en Angleterre; la quantité de gens de cette espece y est exorbitante; la mode les y a répandus par tout. Delà l'embarras des fortunes particulières, & les banqueroutes journalières, provenant de la manie du faste & des plaisirs dispendieux. De là dérive encore, du moins à certains égards, la mauvaise administration des affaires publiques: car l'habitude des affaires & la capacité ne s'acquierent que par la pratique; &, lorsque la dissipation universelle & la recherche perpétuelle des amusemens sont en vogue, la Jeunesse, élevée dans ce goût, peut rarement acquérir cette attention patiente, & cette application constante aux affaires qui est indispensablement nécessaire à un homme d'Etat. De là les fréquentes erreurs des Anglais en Politique; delà leur ennui au Conseil d'Etat, leur paresse à s'y rendre, leur répugnance continuelle à s'engager dans aucune démarche qui demande de la réflexion & des soins. De là encore leur propension à renvoyer d'un jour à l'autre toute proposition nouvelle; renvoi qui devient ainsi une partie des affaires dans laquelle ils acquierent de l'expérience, parce que cette expérience est le produit naturel d'une pratique, qui leur est si familière. C'est tout le contraire en Amérique, où les hommes, élevés dans une occupation sans relâche à leurs affaires particulières, s'appliquent avec une facilité habituelle aux affaires publiques, lorsqu'ils s'y trouvent appelés; au moyen de quoi la négligence ne fait manquer aucune affaire.

III. Quant à *la frugalité dans les dépenses*, la maniere de vivre en Amérique est généralement plus simple, & moins dispendieuse qu'en Angleterre. Des tables frugales, des habillemens unis, des ameublemens simples, peu de voitures pour le plaisir. En Amérique un air de dépense nuit au crédit; & c'est une raison pour l'éviter. En Angleterre on se monte souvent sur ce ton, dans la vue d'acquérir du crédit; & l'on y persiste jusqu'à se ruiner. Dans les affaires publiques la différence est encore plus grande. En Angleterre les salaires des Officiers, & les émolumens des places, sont énormes. Le Roi a un Million Sterling de revenu, & encore ne peut-il soutenir sa Famille sans contracter des dettes. Les Secrétaires d'Etat, les Lords de la Trésorerie, de l'Amirauté. &c. ont de forts appointemens. Un Auditeur de l'Echiquier a, dit-on, six Deniers par Livre, ou un Quarantieme de tout l'argent public que la Nation dépense; de sorte que, si une Guerre coûte quarante Millions, il a un Million

lion pour lui. Un Inspecteur de la Monnaie a reçu, pour ses droits dans la dernière refonte des Monnaies, soixante-cinq mille Livres-Sterling par an; rétributions auxquelles tous les services que ces Messieurs peuvent rendre au public ne sauraient jamais être équivalents. (*) Tout cela est payé par le peuple, qui, écrasé par des taxes établies à la légère, s'en trouve d'autant moins en état de contribuer au paiement des dettes nécessaires de la Nation. En Amérique les salaires, lorsqu'ils sont indispensables, sont extrêmement petits; mais la plupart des affaires publiques sont gérées gratuitement: l'honneur de servir la patrie dignement & fidelement est réputé suffisant. L'esprit patriotique existe véritablement dans ce pays-là, & y produit les plus grands effets. En Angleterre il est universellement regardé comme un Etre de raison; &, si quelqu'un y prétend, on se moque de lui comme d'un sot, ou l'on s'en défie comme d'un fripon. Les Committés du Congrès qui forment le bureau de la Guerre, le bureau de la Trésorerie, le bureau de la Marine, le bureau pour la reddition des comptes, le bureau pour les affaires étrangères, ceux pour procurer des armes, des munitions, des habillemens, &c. tous ces Committés gerent les affaires de leurs Ministères respectifs sans aucuns salaires ou émolumens quelconques, quoiqu'ils y emploient beaucoup plus de leur temps qu'aucun Lord de la Trésorerie ou de l'Amirauté en Angleterre n'en pourroit prendre sur ses amusemens. Un ci devant Ministre Anglais comptoit, que toute la dépense des Américains, pour le Gouvernement de trois Millions d'hommes, ne montoit qu'à soixante & dix mille Livres-Sterling par an, & tiroit la conclusion, qu'ils devaient être taxés jusqu'à ce que leur dépense fût proportionnée à ce qu'il en coûte à la Grande-Bretagne pour en gouverner huit Millions. Il ne lui vint pas dans l'esprit, que l'on pouvoit rétorquer son raisonnement, & en tirer une conséquence toute opposée, savoir, que si trois Millions d'habitans peuvent être bien gouvernés pour soixante & dix mille Livres, on peut également bien gouverner huit Millions de citoyens pour le triple de cette somme; &, par conséquent, qu'il serait possible, honnête

(*) On prévoit bien que la réforme commencée dans ce département par M. Burke, souffrira des obstacles par l'abdication de ce sage Administrateur & par l'influence des personnes intéressées à l'empêcher

nête & salutaire, de diminuer la dépense de son Gouvernement. Dans une Nation corrompue, telle qu'est aujourd'hui la Nation Britannique, personne n'est honteux de prendre intérêt dans les affaires lucratives de l'administration, où l'argent du Public est singulièrement mal employé & prodigué, le trésor pillé, & les taxes imposées toujours plus nombreuses & plus pesantes; ce qui aggrave l'oppression du peuple. Et, attendu que la Guerre offre la perspective d'un plus grand nombre de semblables affaires, c'est un motif, pour beaucoup de gens, de crier à la Guerre en toute occasion, & de s'opposer à toutes propositions de Paix telles qu'elles puissent être. De là s'ensuit l'accroissement successif de la Dette nationale, & l'impossibilité de se flatter de la voir jamais acquitter.

IV. Pour ce qui est de *la solidité des Fonds*, les *Treize-Etats-Unis* de l'Amérique sont engagés solidairement au paiement de toutes les dettes contractées par le Congrès, & la dette à contracter pour la présente Guerre est la seule dette qu'ils aient à payer, toutes les dettes précédentes, ou à-peu près, des Colonies particulières, étant déjà acquittées; au lieu que l'Angleterre aura à payer, non-seulement l'énorme dette que cette Guerre lui occasionnera nécessairement, mais encore toute son immense dette précédente, ou du moins l'intérêt de cette dette. Et, tandis que l'Amérique, par les prises qu'elle fait sur le commerce Britannique, s'enrichit plus qu'elle n'a jamais fait, par son propre commerce direct sous les entraves du Monopole Britannique, la Grande-Bretagne s'appauvrit par la perte de ce Monopole & par la diminution de ses revenus; & conséquemment elle devient d'autant moins capable d'acquitter l'augmentation indiscrete de ses dépenses actuelles.

V. Quant à *la perspective d'une plus grande opulence future*, la Grande-Bretagne n'en a aucune. Ses Iles sont circonscrites par l'Océan, &, à l'exception d'un petit nombre de Parcs & de Forêts, elle n'a aucune terre nouvelle à mettre en valeur, & ne saurait conséquemment étendre sa culture. Il en est de même de sa population: au lieu de s'accroître par l'accroissement des subsistances, il va continuellement en diminuant, par la progression du luxe, & par la difficulté plus grande de maintenir une famille; ce qui décourage naturellement de se marier de bonne heure. Ainsi elle aura moins d'hommes pour contribuer à payer ses dettes; & ces hommes, en plus petit nombre, seront en

en même temps plus pauvres. L'Amérique, au contraire, a, outre ses terres déjà défrichées, des territoires immenses à défricher encore : ses terres cultivées augmentent journellement de valeur avec l'augmentation du peuple ; & le peuple, qui double de nombre en vingt cinq ans par la propagation naturelle, doublera plus promptement par l'admission des étrangers, tant qu'il y aura des terres à concéder à de nouvelles familles ; de manière qu'il y aura tous les vingt ans une double quantité d'habitans obligés au paiement de la dette publique ; & ces habitans, étant plus riches, paieront leur contingent avec plus de facilité.

VI. A l'égard de *la prudence dans leurs affaires ordinaires, & des avantages qu'ils ont lieu d'attendre de l'Emprunt proposé*, les Américains sont des agriculteurs ; ceux d'entre eux qui s'appliquent à la pêche & au commerce étant en petit nombre, en comparaison de la masse du peuple. Ils ont toujours administré avec sagesse leurs gouvernemens respectifs, évitant les Guerres & les projets vains & dispendieux, se complaisant dans leurs occupations pacifiques, qui, vu l'étendue de leur territoire encore inculte, leur fourniront de l'emploi pour des siècles. Il en est tout autrement de l'Angleterre ; toujours inquiète, ambitieuse, avaricieuse, imprudente & querelleuse ; elle est la moitié du temps engagée dans quelque Guerre deçà ou delà, & toujours avec une dépense infiniment plus grande que les avantages qu'elle s'en promet, quand même elle pourrait les obtenir. Ainsi elle fit la Guerre contre l'Espagne en 1739, pour la revendication d'une dette d'environ 95 mille L. St., revenant à peine à une piece de quatre Sois par tête pour la nation. Cette Guerre lui coûta quarante Millions Sterling, & cinquante mille Hommes ; & elle fit la Paix sans obtenir la satisfaction prétendue. A peine y a-t-il une Nation en Europe, à qui elle n'ait intenté la Guerre sous tel ou tel prétexte frivole ; & par ce moyen elle a imprudemment accumulé une dette, qui l'a réduite à deux doigts de la banqueroute. Mais la plus indiscrete de toutes ses Guerres, c'est celle qu'elle a entreprise contre l'Amérique, avec qui elle pouvait conserver, pendant des siècles, ses liaisons avantageuses, uniquement par une conduite juste & équitable. Elle en use aujourd'hui comme un marchand insensé, qui voudrait battre tous ceux qui passent devant sa porte, pour les forcer à entrer dans sa boutique, & à acheter sa marchandise. L'Amérique ne saurait se soumettre à un tel traitement, si elle n'est

préalablement ruinée; & , si elle est ruinée , sa pratique ne vaudra plus rien. Cependant l'Angleterre , pour remplir cet objet , ajoute à sa dette nationale & se ruine effectivement elle même. D'un autre côté , l'Amérique n'aspire qu'à établir sa liberté & à donner à son Commerce cette liberté qui sera avantageuse à toute l'Europe ; en même temps que l'abolition du Monopole , auquel elle a été assujettie jusqu'à présent , lui procurera un avantage suffisant , pour rembourser facilement la dette qu'elle pourra contracter dans cette vue.

VII Quant au *caractere*, enfin & à l'*honnêteté dans l'acquiescement des dettes*, on a fait voir, dans le premier article , l'exactitude de l'Amérique à acquitter sa dette publique. Le caractère général des Américains , à cet égard , paraît évidemment dans leur fidélité à payer leurs dettes particulières chez les Anglais depuis le commencement de la Guerre. Il est vrai qu'il s'est trouvé certains petits politiques , qui ont proposé d'arrêter ce paiement jusqu'au rétablissement de la paix. Ils alléguaient , que dans le cours ordinaire du commerce , & du crédit que l'on y accorde , il y a toujours une dette existante , égale au commerce de 18 mois ; que le commerce des Colonies étant de cinq Millions Sterling par an , cette dette doit être évaluée à sept Millions & demi ; que , cette somme étant payée aux Marchands Anglais , son effet serait de prévenir la détresse où l'on s'était proposé de réduire la Grande-Bretagne par la suppression du Commerce avec elle ; car , disaient-ils , les Marchands recevant leur argent , sans recevoir des ordres pour des fournitures ultérieures , il en arriverait , ou qu'ils le placeraient dans les Fonds publics , où qu'ils emploieraient les Fabriquans à accumuler des marchandises ouvrées pour les vendre tôt ou tard à l'Amérique , dénuée de tout , à la réconciliation attendue ; au moyen de quoi l'on soutiendrait les Fonds publics , & l'on préviendrait les murmures des Fabriquans Anglais contre le Gouvernement. Mais on répondit à cela , qu'il ne fallait pas se venger des injures des Ministres sur des Marchands amis des Américains ; que le crédit procédait d'engagemens particuliers contractés sous l'assurance de la bonne foi , qu'ils devaient être tenus pour sacrés , & fidelement exécutés ; que quelque utilité publique qu'on pût espérer de retirer du manque de foi particulière , elle était injuste , & se trouverait finalement insensée , la droiture étant au fond la meilleure Politique.

Sur

Sur ce principe la proposition fut universellement rejetée ; & , quoique les Anglais aient poussé la Guerre contre les Américains jusqu'à une barbarie aujourd'hui sans exemple , brûlant leurs Villes sans défenses au milieu de l'hiver , & armant les Sauvages contre eux , la dette a été ponctuellement payée ; & les Marchands de Londres ont attesté au Parlement , & attesteront à tout l'Univers , que , d'après l'expérience qu'ils avaient déjà de la manière d'agir des Américains , ils n'avaient eu , avant la Guerre , aucune appréhension d'infidélité de leur part , & que depuis la Guerre ils avaient été convaincus que la bonne opinion qu'ils en avaient était bien fondée. L'Angleterre , au contraire , Nation dès longtemps corrompue , extravagante & ruinée , se voit enfoncée dans une dette qu'elle n'est point du tout en état d'acquitter , & ne laisse pas , aussi follement que malhonnêtement , de s'y enfoncer de plus en plus , sans espoir de jamais satisfaire ses Créanciers , & ne voit d'autre moyen de se débarrasser de ses dettes que celui d'une banqueroute publique.

Tout bien pesé , il paraît , qu'attendu l'industrie générale , la frugalité , la richesse , la prudence & la vertu de l'Amérique , elle est une débitrice beaucoup plus assurée que la Grande-Bretagne.

J'ai l'honneur d'être &c.

Suite du même C H A P I T R E XLVII.

Sur les dispositions des Anglais relativement à la guerre Américaine.

Il est bien difficile , pour ne pas dire impossible , d'assigner le sentiment réel , les projets futurs de l'administration actuelle en Angleterre sur la guerre Américaine. Des assertions étonnantes , attaquées par les démentis les plus scandaleux , laissent tous les esprits en suspens. A en croire le Général Conway , le Roi commençait à se familiariser avec l'idée de déclarer l'Indépendance des Etats-Unis. Tout le Ministère sentait la nécessité d'avalier cette pilule amère. D'autres prétendent que le Ministère Britannique ressemble , sur cet objet , à un moucheron qui réduit , pour se sauver , à traverser d'un vol rapide un feu perfide ,

tourne à l'entour, s'y consume peu à peu, jusqu'à ce qu'épuisé, il tombe sans force au milieu du boucher qui acheve de le consumer. Il est cependant des Citoyens éclairés qui, depuis longtems, ont prévu cette funeste catastrophe; un d'entr'eux vient d'adresser au Lord Shelburne une Lettre conçue en ces termes.

„ L'idée générale étant que la guerre Américaine
 „ sera continuée sous votre administration, vos amis
 „ même n'osant contredire cette opinion, vous êtes
 „ sans doute préparé à entendre la vérité sur cet im-
 „ portant sujet. Je pense avoir d'autant plus de droit
 „ à votre attention, que jusqu'à présent l'événement
 „ a vérifié toutes les conjectures que j'avais faites,
 „ sur l'issue de cette funeste guerre. Je ne récapitu-
 „ leraï point la multitude des erreurs qui ont con-
 „ duit cette nation à cette crise alarmante. Il suffi-
 „ ra de dire que chaque session du Parlement a pro-
 „ duit un nouveau Symbole de foi, relativement à
 „ la maniere de conquérir l'Amérique. Nos dernie-
 „ res espérances, que dis-je, les plans de notre fu-
 „ ture domination posaient sur la révolte de la ligue
 „ de Pensylvanie & sur l'extinction du papier-mon-
 „ naie. Mais en cela, nous avons été trompés, com-
 „ me dans tous les autres cas, où nous avons atten-
 „ du succès & soumission. La poignée de ces bra-
 „ ves qui jeterent leurs armes dans le New-Jersey,
 „ les employèrent peu de mois après avec acharne-
 „ ment & gloire contre toutes les forces du Lord
 „ Cornwallis dans la Virginie. La suppression du
 „ papier-monnaie est regardée par tous les Améri-
 „ cains comme un des événemens les plus heureux
 „ qui leur soit arrivé depuis le commencement de la
 „ guerre. Ce grand coup d'Etat a brisé les entraves
 „ du commerce, fait disparaître les loix destructi-
 „ ves de sa liberté, ouvert de nouvelles sources d'or
 „ & d'argent & leur a procuré le véritable nerf de la
 „ guerre. Quelles racines profondes ne doit pas avoir
 „ poussé ce Gouvernement dans l'esprit du peuple,
 „ pour avoir non-seulement soutenu dans son enfan-

„ ce le choc d'une faillite si générale, mais pour y
 „ avoir trouvé une ressource ?

„ Combien d'autres perspectives avantageuses n'offre
 „ pas ce nouvel État ! Qu'on jette les yeux sur la sagesse
 „ des systèmes de gouvernement & de législation que
 „ les Américains viennent d'adopter. Encore faibles des
 „ entraves qu'ils venaient de secouer, ils ne s'avance-
 „ rent d'abord qu'en tâtonnant ; ils firent quelques
 „ écarts, mais enfin, suivant leurs sentimens plus que
 „ leurs réflexions, ils s'abandonnerent d'abord à des
 „ hommes dont l'enthousiasme tenait lieu de talens ;
 „ mais enfin, éclairés par l'expérience du tems & de
 „ l'infortune, ils ont mis plus de discernement dans le
 „ choix de leurs administrateurs, plus de justesse
 „ dans leurs plans d'administration & plus d'écono-
 „ mie dans les départemens chargés des dépenses
 „ publiques.

„ Les Etats-Unis ont eu la sagesse de répartir
 „ le pouvoir exécutif de la confédération en différens
 „ bureaux, à la tête desquels ils ont placé des
 „ hommes du premier mérite par leurs talens, leur
 „ expérience, & leur intégrité.

„ La personne qu'ils ont mise à la tête de leur
 „ trésor public est connue du noble Lord qui avait
 „ ci-devant l'inspection suprême des finances de ce
 „ pays. Le Lord North connaît toute l'étendue du
 „ crédit de cet Américain chez toutes les nations
 „ commerçantes de l'Europe. Il ne tiendrait qu'au
 „ noble Lord de nous raconter comment, ayant su-
 „ borné quelques marchands de Londres, pour faire
 „ protester contre les billets de l'Américain, &
 „ l'empêcher de procurer des munitions navales
 „ au Congrès, il eut la douleur d'être trompé dans
 „ son attente ; l'Américain échapa non-seulement
 „ à ce coup ; il fut même établir si bien le crédit
 „ & la considération du Congrès qu'il lui procura tout
 „ ce dont il avait besoin dans les premières années
 „ de la guerre.

„ Il n'est pas inutile d'ajouter que les différens Gou-
 „ vernemens de l'Amérique vont chaque jour acqué-

„ rant des forces & s'adaptent aux mœurs des ha-
 „ bitans. Dans la plupart de ces Etats les Committés
 „ & les Conseils investis de pouvoirs arbitraires, s'abo-
 „ lissent peu à peu ; les administrateurs sont assujet-
 „ tis à des Constitutions établies & , le peuple à des
 „ loix fixes. L'aurore de la tolérance politique com-
 „ mence aussi à percer. Les exclusions religieu-
 „ ses , misérable invention des Tyrans Européens ,
 „ disparaissent ; on donne aux opinions sur le dog-
 „ me la même liberté qu'aux systèmes de gouverne-
 „ ment. La liberté de la presse , quoiqu'en disent
 „ l'ignorant Tucker & ses sectateurs non moins ig-
 „ norans , y est même érigée en loi. Les résolu-
 „ tions du Congrès , la conduite du premier Magi-
 „ strat , sont , aussi bien que les actions du dernier
 „ des citoyens , sujettes à l'examen & à la censure
 „ publiques.

„ Surtout , il ne faut pas perdre de vue que les
 „ Américains sont unis plus que jamais contre l'An-
 „ gleterre & forment chaque jour de nouvelles
 „ liaisons de commerce & de politique avec ses En-
 „ nemis.

„ Où sont donc ces misérables fugitifs qui s'atta-
 „ chent depuis tant d'années à nous persuader qu'en
 „ Amérique , de dix personnes , il y en a neuf qui
 „ désirent de rentrer sous l'ancienne domination.
 „ Qu'on lise leurs feuilles périodiques. Qu'on lise sur-
 „ tout ce qu'ils écrivent dans toutes les parties de
 „ ce vaste Continent depuis la réduction du Lord
 „ Cornwallis ; nous verrons qu'il n'y a presque
 „ pas une habitation qui n'ait célébré cet événe-
 „ ment par des illuminations ; pas une colline
 „ qui n'ait retenti des décharges tirées à la nouvel-
 „ le de cette grande victoire. Nous avancera-t on
 „ que ces réjouissances universelles sont le fruit des in-
 „ trigues d'une poignée de Démagogues siégeant dans
 „ l'Aréopage de Philadelphie ? Non , non ; l'effusion vo-
 „ lontaire des cœurs n'a pas de marques moins équi-
 „ voques. Non , on ne peut rien alléguer qui
 „ prouve si fortement l'unanimité des Américains.

„ Il y a plus : on fait que dans toutes les sociétés
 „ civiles il est des caractères timides, qui n'osent
 „ épouser aucun parti & qui forment souvent le plus
 „ grand nombre. Eh bien ces hommes pusillanimes
 „ ont abandonné leurs intérêts & leur sûreté à la
 „ protection du Congrès. Ils sont tellement famili-
 „ arisés au système de l'Indépendance, qu'ils em-
 „ ploient à la maintenir tout ce qu'ils ont de talents,
 „ de fortune & d'influence.

„ En un mot, l'Amérique entière, à l'exception des
 „ petits points isolés où se blotissent nos misérables gar-
 „ nisons, jouissent, au milieu de la guerre, de tous les
 „ avantages de la paix. Les ravages des armées ne
 „ se reconnaissent plus.

„ L'agriculture, le Commerce, les manufactures
 „ même, des choses de première nécessité, font des
 „ progrès dont la rapidité n'offre aucun autre exem-
 „ ple dans les annales du monde. Puisque le Ciel n'a
 „ pas destiné ce peuple grand & heureux à nous ser-
 „ vir d'esclaves, tâchons d'en faire nos amis. Il n'est
 „ pas d'autre moyen que de rapeler immédiatement
 „ toutes nos armées de l'Amérique & de reconnaître
 „ hautement & formellement, pour servir d'ouvertu-
 „ re à une pacification générale, l'Indépendance &
 „ la Souveraineté de Etats-Unis.

La suite au N°. prochain.

Suite du C H A P I T R E XLIX,

*Sur l'Etat actuel des affaires intérieures & exté-
 rieures de la République Belge.*

Oui, nous avons dans la Régence d'Amsterdam des patriotes dont l'ame est inaccessible aux vils motifs de l'intérêt, de l'ambition ou de la crainte. Leurs noms sont connus, leur image est gravée dans les cœurs de tous les citoyens. Il est vrai qu'on peut les distinguer de la foule; mais leur petit nombre ajoute à leur gloire. Ce ne sont pas ceux là sans doute qui
 se

se sont opposés au rappel du Pensionnaire van Berckel. Ils n'étaient pas parmi ceux qui opinaient à accepter la paix particulière sous la médiation de la Russie; ce n'est pas, d'après leur avis, que les Députés d'Amsterdam aux Etats de Hollande se sont trouvés sans instructions, quand il a fallu prendre une délibération finale sur le Traité de Commerce avec l'Amérique. Que cette conduite, & surtout ce dernier trait offre de réflexions aux personnes impartiales & sincèrement attachées à la patrie! Comment! c'est Amsterdam qui la première jeta les fondemens de ce traité; c'est à son activité patriotique sur ce sujet, que ses ennemis attribuent la guerre actuelle & ses suites; &, lorsque les circonstances l'autorisent hautement à mettre la dernière main à cet ouvrage; lorsque les vœux de la plupart des citoyens en réclament la conclusion, cette ville si puissante, hésite, chancelle, recule! Amsterdam disoit l'année dernière, (*voyez son Mémoire contre le Duc de Brunswick*) que dans notre constitution, qu'elle appelait populaire, les Régens ne sauraient prendre trop de précautions pour conserver leur autorité, qui n'avait, selon eux, d'autre base que la confiance de la Commune & de la Bourgeoisie. La conduite qu'on leur prête actuellement est-elle donc un moyen de maintenir cette confiance essentielle à leur autorité? Les citoyens l'accorderont-ils à ceux qui trahissent ainsi leur attente? Tel est le langage général; il faut avouer que cette conduite ne peut servir qu'à augmenter la confusion, en enhardissant d'un côté les calomnieux de la liberté, & en irritant d'un autre les bons citoyens.

Quelles sont, quelles seront à la fin les suites de cette conduite? On attribuait, l'année dernière, à la vigueur de la ville d'Amsterdam, la sortie de la Flotte, l'engagement du Doggersbanck, qui, quoiqu'il ait procuré plus de gloire que d'utilité, n'a pas laissé de rétablir la considération de l'Etat au dehors & de relever les courages au dedans. Tout promet.

mettait cette année une campagne aussi avantageuse que brillante. La supériorité de nos forces ne nous procurerait-elle d'autre avantage que d'avoir convoyé des vaisseaux qui n'avaient aucun besoin de convoi ? S'il faut en croire les papiers Anglomans, on n'aurait mis la Flotte en mer que pour céder aux murmures séditieux du peuple. Là-dessus ils ont détaillé tous les périls auxquels une Flotte est exposée en mettant à la voile. L'admirable politique ! Elle n'a qu'un seul inconvénient ; c'est qu'elle n'est pas adoptée par les autres nations belligérantes : si l'Angleterre n'avait donné quelque chose au hasard, aurait-elle envoyé bloquer nos ports par la faible escadre de Sir Lockart Ross, afin d'interrompre notre commerce & d'enlever nos armateurs à leur première sortie ? Aurait-elle osé prendre St Eustache, Demerary &c. & la France osé les reprendre ?

Il est vrai qu'une Flotte qui sort d'un port est sujette à bien des dangers ; mais la prudence fait choisir les momens où ils sont les moindres, & la sagesse, les momens qui sont favorables. Serions-nous, cependant, réduits à croire que la Flotte n'est sortie que pour apaiser les murmures de la nation entière ? Tout le monde espérait qu'elle irait attendre le convoi de la Jamaïque à l'entrée du Canal de Bristol, au cas qu'il eût pris cette route pour échapper aux Français & aux Espagnols. On la dit revenue sur nos côtes. On dit plus encore : les Anglais se vantent d'avoir enlevé deux transports appartenans à notre Flotte ; le Lieutenant de la Frégate la *Winchelsea* a même annoncé cette prise à l'Amirauté d'Angleterre. S'il en faut croire, d'un autre côté, des lettres insérées dans les Gazettes Hollandaises de *Diemer-meer* & de *Zuid-Hollande* ; la Flotte Hollandaise s'est trouvée à peu de distance d'un convoi Anglais de 56 voiles, faiblement escorté, sans qu'elle ait fait le moindre signal de chasse ; un Anglais arrivé à *Elfseneur*, interrogé sur le péril qu'il avait cou-

ru,

ru, n'avait pas craint d'affirmer que les Hollandais n'auraient jamais osé les attaquer. La lettre insérée dans la *Gazette de Zuid-Hollande* qui a fait tant de bruit, n'est rien en comparaison de cette nouvelle. Elle annonce des plans si extraordinaires dans ceux qui dirigent les opérations navales, qu'elle prête si l'affaire n'est pas éclaircie à des soupçons encore plus odieux, que la lettre écrite à bord du *Jafon*, à la rade de Fleffingue. Car, quoique le Capitaine Story, commandant le *Jafon*, & le Contre-Amiral van Kruyne aient nié formellement que des Frégates Anglaises soient venues insulter & provoquer l'Escadre de Fleffingue jusques dans le port, une autre lettre de Fleffingue, insérée dans le *Post van den Neder-Rbyn*, assure, qu'on a vu des vaisseaux Anglais, de différentes parties de l'Isle de *Zuid-Beveland*.

Quel parti prendre dans ces déclarations contradictoires? Ce qu'il y a de certain, c'est qu'on paraît généralement indigné qu'on n'ait pas détaché des Frégates pour assurer le passage à nos armateurs; c'est que ces particularités, jointes aux opérations générales, répandent dans la nation des soupçons, dont les suites pourraient devenir très-dangereuses.

On ne peut empêcher que dans une République, gouvernée par différentes têtes, il n'y ait des sentimens différens; les partis sont une suite nécessaire des constitutions libres; ils y sont même utiles, ainsi que les vents sur l'Océan, dont ils épurent l'air; mais il ne faut pas qu'ils dégèrent en tempêtes, en factions; on ne saurait trop appréhender les horreurs de la guerre civile.

Nous sommes bien éloignés d'adopter l'idée de ceux qui attribuent au Stathouder & au Stathouderat tous les maux de la patrie. Nous avons répété en cent occasions que non-seulement le Stathouderat, mais encore qu'un seul Stathouder est très-utile dans la République fédérative des Pays-bas. Aussi, dans
les

les changemens que nous pourrions proposer pour perfectionner cette Constitution , il s'en faut beaucoup que nous ayoions en vue de faire disparaître le Stathouderat. Tous les hommes sages qui ont tracé des plans de Gouvernement , ont également condamné la Monarchie absolue , la pure Aristocratie & le Gouvernement tout populaire. Jamais les loix ne leur paraissaient suffisamment en sûreté sous ces Administrations , qui laissent une carrière trop libre aux passions. Ils ont toujours redouté le pouvoir d'un Prince qui , seul législateur , juge seul de la justice de ses loix. Ils voyaient avec effroi dans l'Aristocratie , l'orgueil & l'avarice des grands qui , croyant que tout leur est dû , sacrifieront sans scrupule les intérêts de la société , à leurs avantages particuliers. Ils redoutaient dans la pure Démocratie , les caprices d'une multitude toujours aveugle , toujours extrême dans ses desirs , & qui condamnera demain avec emportement , ce qu'elle approuve aujourd'hui avec enthousiasme. Tous les hommes d'Etat Philosophes , ont toujours penché pour un mélange habile de ces trois gouvernemens , où la puissance publique fût partagée en différentes parties , propres à s'imposer , se balancer , & se tempérer réciproquement. Ils n'imaginaient pas de meilleur moyen pour affermir l'empire des loix sur les Magistrats & l'empire des Magistrats sur les Citoyens , que de réunir les avantages des trois gouvernemens ordinaires , sans aucun de leurs vices. D'après cette idée , qui est la base de notre système politique , serait-il difficile de fondre si bien le Stathouderat même héréditaire , dans la constitution Belgique , qu'il en devînt une portion utile , essentielle ? serait-il impossible de prévenir l'inaction , causée par l'opposition des partis , d'abrégier la lenteur des opérations en substituant la pluralité à l'unanimité , & de faire adopter l'opinion du peuple dans les délibérations , en lui donnant partout , ainsi que dans quelques villes & districts de la République , quelque influence dans la nomination des administrateurs ; & d'affermir l'autorité du Stad.

Stathouder en lui conférant les principales prérogatives de l'autorité exécutive, dans les divers départemens ; de terre & de mer ? On sent combien cette dignité serait essentielle pour donner plus de vigueur & de rapidité aux opérations, pour entretenir l'harmonie dans les diverses parties de la confédération, pour empêcher le choc des partis & pour maintenir toute la machine dans un juste équilibre. Puisque tout le monde fait que notre Constitution s'est formée de différentes pièces rassemblées par des hazards heureux, qu'il s'y trouve une multitude de choses qui n'étaient bonnes que pour les hommes du tems où elle se forma ; pourquoi n'examinerait-on pas s'il serait possible de la réduire à un système combiné avec sagesse ?

La suite au N°. prochain.

P. S. La place nous manque pour insérer ici une *Très-Respectueuse Supplique* au Courier du Bas-Rhin, afin d'implorer sa Clémence pour un pauvre *Sebusen*, contre la vie duquel il arme impitoyablement trois grandes Puissances, parce ce qu'il a plu à un Représentant de Geneve d'écrire une lettre, que tout le monde trouve très-analogue au caractère & à la position des Républicains fougueux de ce parti. Nous l'avertissons préalablement de ne plus se fâcher, quand on parle d'*Auteurs ignorans* & de *mauvaise-foi*, d'*ames froides* & *esclaves* ; (il y en a tant d'autres dans le monde !) mais de prendre pour lui tous les éloges que l'on donne aux *Ecrivains*, *éclairés*, *profonds*, *honnêtes*, *désintéressés*, *inébranlables dans leurs principes*, *droits* & *ardens pour la cause de l'humanité*, &c. &c. &c. &c.

Fin du Tome Troisième.

Aux Adresses ordinaires.

